2)	L'Hydro-Québec	366
3)	Le conseil d'orientation économi- que	376
4)	Le B.A.E.Q., puis l'O.P.D.Q.	390
a)	une "animation" populaire	391
b)	une régionalisation	397
c)	un développement difficile ...	401
5)	La S.G.F.	404
6)	Une "nouvelle bourgeoisie" techno- cratique	411

PARTIE III LES ANNEES 70-80

CHAPITRE VII	LE CONSENSUS INACHEVE (LES ANNEES BOURASSA)	421
1)	Les espoirs économiques	425
2)	La gouverne libérale	434
3)	La confrontation avec les syndi- cats	445
a)	le Front commun	447
b)	les lois spéciales	453
c)	les autres syndicats	459
4)	Les législations	468
5)	Un régime qui "craque"	482

CHAPITRE VIII	LE PARTI QUEBECOIS ET LES ESPOIRS DE LA CONCERTATION (POUR UN CORPORATISME "POLI- TIQUE")	495
---------------	---	-----

1)	Les programmes péquistes	499
----	--------------------------------	-----

1

CANADIAN THESES ON MICROFICHE

I.S.B.N.

THESES CANADIENNES SUR MICROFICHE

National Library of Canada
Collections Development Branch

Canadian Theses on
Microfiche Service

Ottawa, Canada
K1A 0N4

Bibliothèque nationale du Canada
Direction du développement des collections

Service des thèses canadiennes
sur microfiche

NOTICE

The quality of this microfiche is heavily dependent upon the quality of the original thesis submitted for microfilming. Every effort has been made to ensure the highest quality of reproduction possible.

If pages are missing, contact the university which granted the degree.

Some pages may have indistinct print especially if the original pages were typed with a poor typewriter ribbon or if the university sent us a poor photocopy.

Previously copyrighted materials (journal articles, published tests, etc.) are not filmed.

Reproduction in full or in part of this film is governed by the Canadian Copyright Act, R.S.C. 1970, c. C-30. Please read the authorization forms which accompany this thesis.

THIS DISSERTATION
HAS BEEN MICROFILMED
EXACTLY AS RECEIVED

AVIS

La qualité de cette microfiche dépend grandement de la qualité de la thèse soumise au microfilmage. Nous avons tout fait pour assurer une qualité supérieure de reproduction.

S'il manque des pages, veuillez communiquer avec l'université qui a conféré le grade.

La qualité d'impression de certaines pages peut laisser à désirer, surtout si les pages originales ont été dactylographiées à l'aide d'un ruban usé ou si l'université nous a fait parvenir une photocopie de mauvaise qualité.

Les documents qui font déjà l'objet d'un droit d'auteur (articles de revue, examens publiés, etc.) ne sont pas microfilmés.

La reproduction, même partielle, de ce microfilm est soumise à la Loi canadienne sur le droit d'auteur, SRC 1970, c. C-30. Veuillez prendre connaissance des formules d'autorisation qui accompagnent cette thèse.

LA THÈSE A ÉTÉ
MICROFILMÉE TELLE QUE
NOUS L'AVONS REÇUE

National Library
of Canada

Bibliothèque nationale
du Canada

Canadian Theses Division Division des thèses canadiennes

Ottawa, Canada
K1A 0N4

55589

PERMISSION TO MICROFILM — AUTORISATION DE MICROFILMER

Please print or type — Écrire en lettres moulées ou dactylographier

Full Name of Author — Nom complet de l'auteur

Clinton Charles Archibald

Date of Birth — Date de naissance

3 septembre 1947

Country of Birth — Lieu de naissance

Arvida, Québec, Canada

Permanent Address — Résidence fixe

43-3691 Albion
Ottawa, Ontario
K1T 1P2

Title of Thesis — Titre de la thèse

Corporatisme et néo-corporatisme au Québec: 1930 à nos jours
(Du passage d'une idéologie corporatiste "sociale" à une
idéologie corporatiste "politique")

University — Université

Carleton University (Ottawa)

Degree for which thesis was presented — Grade pour lequel cette thèse fut présentée

Ph. D. (Political Science)

Year this degree conferred — Année d'obtention de ce grade

1982

Name of Supervisor — Nom du directeur de thèse

Khayyam Z. Paltiel

Permission is hereby granted to the NATIONAL LIBRARY OF CANADA to microfilm this thesis and to lend or sell copies of the film.

The author reserves other publication rights, and neither the thesis nor extensive extracts from it may be printed or otherwise reproduced without the author's written permission.

L'autorisation est, par la présente, accordée à la BIBLIOTHÈQUE NATIONALE DU CANADA de microfilmer cette thèse et de prêter ou de vendre des exemplaires du film.

L'auteur se réserve les autres droits de publication; ni la thèse ni de longs extraits de celle-ci ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans l'autorisation écrite de l'auteur.

Date

30 avril, 1982

Signature

Clinton Archibald

2

CORPORATISME ET NEO-CORPORATISME-AU QUEBEC

UNE CONSTANTE NEGLIGEE: 1930 A NOS JOURS

(Du passage d'une idéologie corporatiste "sociale" à une idéologie corporatiste "politique")

par

C

CLINTON ARCHIBALD, b.sc.soc., m.sc.soc.

Thèse soumise à la "Faculty of Graduate Studies
and Research" comme exigence partielle
en vue de l'obtention du doctorat en science politique
(Doctor of Philosophy)

Carleton University
Ottawa, Ontario

1982

CORPORATISM AND NEO-CORPORATISM IN QUEBEC

A NEGLECTED, BUT CONSTANT PRESENCE: 1930 TO THE PRESENT DAYS

(From a "social" corporatist ideology to a "political" corporatist ideology)

CLINTON ARCHIBALD

Carleton University,

Ottawa, Ontario

1982

The undersigned recommend to the Faculty
of Graduate Studies acceptance of the thesis

CORPORATISME ET NEO-CORPORATISME AU QUEBEC:
UNE CONSTANCE NEGLIGEE 1930 A NOS JOURS

submitted by Clinton Archibald, B.A., M.A.,
in partial fulfilment of the requirements for
the degree of Doctor of Philosophy.

Thesis Supervisor

Chairman, Department
of Political Science.

Carleton University

April 29, 1982

A mes parents qui, malgré tous les aléas d'une vie familiale de huit membres, ont toujours cru que le "grand finirait par finir sa thèse..." Leurs sacrifices, leurs encouragements et leur affection furent incommensurables!

A mon épouse, Irene, qui, par ses blagues pessimistes et sa foi inébranlable - les paradoxes d'une femme - n'a cessé de "me pousser dans le dos..." et de croire qu'un certain Noël, il'y aurait, au pied de l'arbre une preuve d'amour, un travail fini. Enfin!

A mon fils, Richard, sans qui cette thèse aurait été terminée, il y a longtemps, mais qui a fait germer dans nos vies tant de merveilles que cette recherche est probablement meilleure aujourd'hui qu'elle ne l'aurait été... sans lui!

REMERCIEMENTS

Beaucoup d'individus ont stimulé l'ardeur personnelle pour cette recherche. Le premier, et le plus important, fut mon professeur, tuteur et ami, le Dr. Khayyam Z. Paltiel. Après un premier contact lors d'un séminaire de doctorat ("The Political Process in Canada"), il n'a cessé d'aiguillonner la portée de cette thèse, par ses conseils judicieux et son goût poussé pour l'excellence. Les mérites de sa "supervision", malgré les failles des lignes qui suivent, et dont je suis le seul responsable finalement, continueront à se faire sentir bien longtemps après l'obtention du grade convoité.

Plusieurs autres professeurs à Carleton, par différents moyens, ont aussi marqué ce travail. Le Dr. H.B. Mayo, qui a toujours cru dans l'originalité et l'utilité de l'approche; le Dr. L.V. Panitch, qui, malgré les divergences d'interprétation dues pour la plupart à son schème d'analyse plus marxiste que le cadre de ce travail, a contribué à faire voir d'autres points de vue; le Dr. Frank Vallée, du département de sociologie, dont les connaissances du Québec et des théories d'aménagement socio-politique ont été indispensables aux labeurs d'enfantement du modèle développé ici.

A l'Université d'Ottawa où j'enseigne maintenant, quelques noms doivent être signalés. Chez mes collègues, les Duncan Cameron, Caroline Andrew, F.P. Gingras, J.P. Gaboury et les deux directeurs A. Vachet et W. Badour n'ont cessé d'insister pour que les développements de ce travail aient lieu. Chez les étudiants, mes deux assistants, Richard Chevrier et Daniel Carrignan, n'ont cessé, tout en critiquant certains aspects de mes avancées, d'utiliser certaines parties de mon approche théorique.

Le gouvernement du Québec, par son ministère de l'Éducation et son aide aux études supérieures, m'a fourni le soutien financier me permettant d'entreprendre les premières années du doctorat. L'Université Carleton, et sa faculté des Études supérieures, doit aussi être remerciée. Son doyen, M. Gilles Paquet, n'a cessé d'encourager les efforts vers la compréhension de la doctrine de l'Eglise au Québec, avant la Révolution tranquille.

Finalement, une employée de la Fédération des francophones hors Québec, Dominique Chevrier, qui a pris quelques heures de ses précieux loisirs pour dactylographier ce travail, après avoir déchiffré mon "écriture illisible", mérite des remerciements sincères.

RESUME

Jusqu'à tout récemment, personne - ou à peu près - n'a tenté d'analyser la vie politique au Québec en insistant sur l'étude d'une idéologie qu'on a négligée, mais qui a un certain attrait. Le corporatisme a, en effet, constitué pour certains chefs de file traditionnels un modèle de société permettant de conférer à une communauté une cohésion collective. En pratique, le corporatisme de l'Action nationale et le coopératisme du Mouvement Desjardins ont permis aux Canadiens-français de croire en leur solidarité partielle et précaire, mais réelle.

On a négligé l'aspect dynamique et invitant du corporatisme chrétien d'avant la Révolution tranquille au Québec comme explication de la "spécificité" de la société politique québécoise depuis la grande crise économique. Le corporatisme, comme forme d'aménagement socio-politique, offre des moyens d'explication beaucoup plus utiles que ceux du nationalisme traditionnel vs le néo-nationalisme de cette même Révolution tranquille. Bien plus! Le néo-nationalisme des années '60 ne peut s'expliquer qu'à partir de la découverte, par les nouveaux dirigeants, du moteur de l'Etat comme agent de changement.

L'importance théorique de l'approche corporatiste découle de la nécessité de dépasser les notions vagues et déterministes des théories des groupes - et surtout du fameux pluralisme libéral - qui assument que du conflit des groupes (devenu toute l'activité politique) naît le compromis politique d'une façon quasi-automatique. La doctrine corporatiste, et surtout la distinction corporatisme social et corporatisme politique, permet au contraire de démontrer que le champ d'action des corps sociaux dépend de la bonne volonté de l'Etat qui les laisse agir en marge de lui (la notion catholique des corps intermédiaires) ou encore qui les fait participer, par consultations ou délégations d'autorité, au processus de prise de décision. Les groupes, malgré leur apparente co-optation dans le système et la perte artificielle de leur droit de critique post decisiones, peuvent décider librement d'être partie intégrale de l'action. Une théorie corporatiste insiste donc sur la nécessité de choix non-automatiques et d'un processus à façonner constamment.

Une définition du corporatisme (l'intégration de structures sociales dans les mécanismes décisionnels) et du néo-corporatisme (des efforts visant à cette intégration et harmonisation), par rapport aux modèles autoritaristes mis en place

(en Italie, au Portugal, en Espagne et en Amérique Latine) au XXe siècle, est capitale à cette thèse. En fin de compte, l'approche par le biais de mouvements corporatistes a pour avantage de chercher à expliquer pourquoi l'intégration des individus avec le corps social - et plus tard, le corps politique - est importante pour la cohésion politique d'une société, mais difficile à atteindre.

Le corporatisme québécois d'avant la Révolution tranquille est réfractaire à toute intervention de l'Etat. Les mouvements sociaux et économiques font alors partie du réseau des corps intermédiaires qui cherchent à agir en marge de l'Etat.

Avec les années '60, la société québécoise s'est politisée. Les objectifs de l'Etat et ceux des corps intermédiaires s'apparentent puisque le premier vise maintenant à harmoniser (en même temps que reprendre le terrain perdu dans la modernisation politique de ses organismes) le travail des agents sociaux de planification et de développement.

L'importance pratique est toute centrée sur l'excellente opportunité d'analyser le cheminement d'une doctrine québécoise qui a façonné les comportements sociaux. Son attrait est d'autant plus capital que l'approche corporatiste permet, par son "continuum" historique, d'expliquer la démarche québécoise vers la création, idéaliste au possible, d'une conscience nationale. Cette recherche constante au cours de la période étudiée n'a jamais été complètement unanime. Pourtant, elle sert de cri de ralliement aux nationalistes traditionnels comme aux néo-nationalistes et de symbole d'union au-delà des classes sociales, des cadres géographiques et des conflits patrons-employés.

On a donc cherché à atteindre une intégration sectorielle harmonieuse - par fonctions sociales - mais l'on s'est heurté à des réalités quotidiennes qui constituent des pierres d'achoppement importantes. En fait, la réalité pratique est parfois diamétralement opposée aux rêves de la doctrine corporatiste et l'examen des comportements réels et des décisions prises confère à l'approche théorique utilisée une grande valeur d'explication des dilemmes politiques du Québec contemporain.

La mode est à l'étude de la politique économique d'un Etat. A cet égard, le Québec revêt une importance capitale en raison de l'impact nouveau de certaines analyses sur la question nationale et la lutte des classes. Les efforts de concertation du Parti Québécois, par exemple, avec, entre autres choses, les tentatives sectorielles des sommets économiques, réussit à mettre en veilleuse la question de l'indépendance. On vise à remplacer une conscience de classe (les

Québécois sont des inféodés du plus bas acabit) par une conscience nationale. Celle-ci vise à intégrer tous les Québécois - une immense corporation sociale et politique - dans des travaux communs.

Chose certaine, l'approche corporatiste illustre les failles du pluralisme libéral et cherche à lui suppléer une recherche d'action commune, mais toujours à refaire.

SUMMARY

No explanation has been given on Québec's political life (in the last fifty years) using the corporatist ideology. First used by the Catholic Church, then developed into a quasi-system by l'Action Nationale and l'Ecole Sociale Populaire, this ideology has been translated into some form of reality by Desjardin's Movement.

This dissertation gives a definition of corporatism and uses its three components -- representation, institutionalization and joint decision-making -- as a means of giving a full picture of Québec's political development.

Three periods are looked at.

Before the Quiet Revolution, a network of corps intermédiaires took shape under the aegis of the Church. With a corporatist view of society, Québec has not been, before 1960, a real political society.

With the discovery of the State apparatus, however, under the Lesage government, a new type of corporatism was born, because social groups became involved in trying to influence public decision-making.

Robert Bourassa promised new ways of concerted action between labor, unions and government. Promises that never materialized. With the victory of the Parti Québécois, in 1976, observers can now identify a revival of corporatist schemes and programmes.

As mentioned in the Prologue, the emphasis of this thesis is mostly on the discourse, rather than on behaviour, on the participation factor rather than on hierarchical aspects of corporatism.

Hence, in order to avoid class conflicts, nationalists and neo-nationalists, in Québec (analysed as a specific case), have looked upon corporatism as a tool for the promotion of social harmony in a society that searched to be "different".

1)	L'Eglise du Moyen-Age	85
2)	Le corporatisme des Encycliques ...	88
3)	L'Eglise catholique du Québec	97
a)	la paroisse	100
b)	le syndicalisme catholique ...	106
c)	la co-gestion de la société ..	116
d)	un nationalisme religieux	123
4)	Le "concordat" Etat-Eglise québécoise	131
a)	les principes	133
b)	la pratique	139
CHAPITRE III	A: LE MONDE DES IDEES	146
1)	L'Action nationale	148
a)	un corporatisme dirigiste	152
b)	un corporatisme de l'ordre ...	159
2)	L'Ecole sociale populaite	167
a)	la planification de l'économie	169
b)	restauration sociale	175
c)	une "gouverne" chrétienne	181
3)	Les mouvements d'Action catholique	186
4)	Les partis politiques	196
5)	Conclusion	207

CHAPITRE IV	B: LA REALITE DES CORPS INTERMEDIAI- RES	211
	1) Nature du corps intermédiaire	213
	2) Le mouvement Desjardins	222
	3) Les syndicats québécois	235
	4) L'Eglise elle-même	248
	5) Le régime Duplessis et la société québécoise	254
	a) l'Union nationale et ses parti- sans	255
	b) les corps sociaux	262
	6) Apolitisme ou co-gestion?	267
PARTIE II	LA REVOLUTION TRANQUILLE	
CHAPITRE V	UN NOUVEL ETAT	280
	1) Une révolution?	283
	2) De nouveaux mécanismes	292
	a) un nouvel Etat	295
	b) ministère de l'Education	302
	c) des corporations publiques ...	315
	3) L'atrophie du clergé	324
	4) Travailleurs vs dirigeants	334
	5) La théorie des nationalisations ...	346
CHAPITRE VI	LA NAISSANCE D'UNE SOCIETE POLITIQUE ...	355
	1) De nouvelles relations	358

2)	L'Hydro-Québec	366
3)	Le conseil d'orientation économique	376
4)	Le B.A.E.Q., puis l'O.P.D.Q.	390
a)	une "animation" populaire	391
b)	une régionalisation	397
c)	un développement difficile ...	401
5)	La S.G.F.	404
6)	Une "nouvelle bourgeoisie" technocratique	411

PARTIE III LES ANNEES 70-80

CHAPITRE VII LE CONSENSUS INACHEVE (LES ANNEES BOURASSA)

1)	Les espoirs économiques	425
2)	La gouverne libérale	434
3)	La confrontation avec les syndicats	445
a)	le Front commun	447
b)	les lois spéciales	453
c)	les autres syndicats	459
4)	Les législations	468
5)	Un régime qui "craque"	482

CHAPITRE VIII LE PARTI QUEBECOIS ET LES ESPOIRS DE LA CONCERTATION (POUR UN CORPORATISME "POLITIQUE")

1)	Les programmes péquistes	499
----	--------------------------------	-----

2)	Les tentatives de concertation	514
3)	Les législations	535
a)	économiques	535
b)	sociales	546
4)	Les difficultés pratiques: une, et des pierres d'achoppement	554
5)	Une "société à bâtir"?	570

CHAPITRE IX

CONCLUSION	576
------------------	-----

BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE	592
-------------------------------	-----

Leaves XI, XII omitted in page numbering

TABLE DES MATIERES

REMERCIEMENTS	i
RESUME	ii
SUMMARY	v
TABLE DES MATIERES	vi
LISTE DES TABLEAUX	xiii
LISTE DES ABREVIATIONS	xvii
PROLOGUE	xix

INTRODUCTION	1
--------------------	---

CHAPITRE I	LE CADRE THEORIQUE: CORPORATISME ET NEO-CORPORATISME	13
------------	--	----

1)	Les diverses utilisations du corporatisme	14
----	---	----

a)	le modèle fasciste italien ...	14
----	--------------------------------	----

b)	les schémas espagnols et portugais	26
----	--	----

c)	l'Amérique latine	34
----	-------------------------	----

2)	Corporatisme et capitalisme	41
----	-----------------------------------	----

3)	Les caractéristiques communes	50
----	-------------------------------------	----

4)	Corporatisme et néo-corporatisme ..	60
----	-------------------------------------	----

5)	Pour un modèle d'analyse	70
----	--------------------------------	----

PARTIE I	L'AVANT-REVOLUTION TRANQUILLE
----------	-------------------------------

CHAPITRE II	LA DOCTRINE DE L'EGLISE CATHOLIQUE (POUR UN "CORPORATISME SOCIAL")	83
-------------	--	----

LISTE DES TABLEAUX

CHAPITRE I

Tableau 1-1	L'Etat corporatiste de Mussolini	23
Tableau 1-2	Les schèmes corporatistes portugais et espagnol	31
Tableau 1-3	Pluralisme libéral vs corporatisme	66
Tableau 1-4	Définition schématique	74
Tableau 1-5	Evolution des schèmes et comportements corporatistes	79

CHAPITRE II

Tableau 2-1	Les Encycliques papales	90
Tableau 2-2	La corporation paroissiale québécoise ..	104
Tableau 2-3	Grèves importantes au Québec (1930-60) .	112
Tableau 2-4	La co-gestion socio-politique	120
Tableau 2-5	La nation corporatiste	129

CHAPITRE III

Tableau 3-1	La corporation, le chef et l'Etat, (chez l' <u>Action nationale</u>)	158
Tableau 3-2	Le corporatisme "inter-corporatif" (chez l' <u>Action nationale</u>)	162
Tableau 3-3	L'économie planifiée de l' <u>E.S.P.</u>	172
Tableau 3-4	La restauration sociale de l' <u>E.S.P.</u>	179

Tableau 3-5	La gouverne chrétienne de l' <u>E.S.P.</u>	183
Tableau 3-6	Organigramme schématique de l'Action catholique	192

CHAPITRE IV

Tableau 4-1	Le Conseil de la coopération du Québec .	228
Tableau 4-2	Une tentative d'illustration des différentes inter-relations des membres des corps intermédiaires formant le mouvement Desjardins	232
Tableau 4-3	Répartition de la clientèle des institutions financières québécoises (par occupation)	234
Tableau 4-4	Distribution des pouvoirs à la C.T.C.C. (1937)	246
Tableau 4-5	La période du corporatisme social: 1930-60	273

CHAPITRE V

Tableau 5-1	Individu et Etat, avant et dans la Révolution tranquille	290
Tableau 5-2	Dépenses nettes du gouvernement québécois, par catégories fonctionnelles, 1945-70 (%)	292
Tableau 5-3	Augmentation annuelle moyenne des dépenses du gouvernement (par période, en pourcentage)	299
Tableau 5-4	Structures décisionnelles néo-corporatistes au ministère de l'Education du Québec: 1965	313
Tableau 5-5	La "nouvelle corporation" des Québécois par les corporations publiques et l'Etat	322

Tableau 5-6	Travailleurs, syndicats et dirigeants de la Révolution tranquille	340
-------------	---	-----

Tableau 5-7	Entrepreneurship vs étatisation	350
-------------	---------------------------------------	-----

CHAPITRE VI

Tableau 6-1	Les nouvelles relations socio-politiques	361
-------------	--	-----

Tableau 6-2	Répartition du travail qualifié et déqualifié productif	371
-------------	---	-----

Tableau 6-3	Le Conseil d'orientation économique du Québec (C.O.E.Q.)	378
-------------	--	-----

Tableau 6-4	Epargne et actif de la Fédération de Québec des unions régionales (1960 et 1965) ..	389
-------------	---	-----

Tableau 6-5	Organigramme du B.A.E.Q. et de ses diverses "corporations"	393
-------------	--	-----

Tableau 6-6	Une façade néo-corporatiste (1960-70) ..	418
-------------	--	-----

CHAPITRE VII

Tableau 7-1	Le cercle des éminences grises autour de Bourassa	439
-------------	---	-----

Tableau 7-2	Structures décisionnelles du Front Commun (1972)	450
-------------	--	-----

Tableau 7-3	Total des présentations en commissions parlementaires sous le régime Bourassa, par année (1971-1976)	469
-------------	--	-----

Tableau 7-4	Types de mesures gouvernementales, selon les pouvoirs antécédent et conséquent des destinataires	477
-------------	--	-----

Tableau 7-5	Le consensus inentamé de Robert Bourassa ..	492
-------------	---	-----

CHAPITRE VIII

Tableau 8-1	Représentation fonctionnelle et "égalité" dans le "partnership" sectoriel souhaité dans les programmes du Parti Québécois .	511
Tableau 8-2	Les conférences socio-économiques	517
Tableau 8-3	Affrontement vs coopération	523
Tableau 8-4	Répartition des agents socio-économiques invités à la Conférence sur l'industrie des pêches maritimes, selon la provenance	529
Tableau 8-5	Le Parti Québécois et sa gouverne néo-corporatiste	574

CHAPITRE IX

Tableau 9-1	Le Québec corporatiste (1930-1980)	582
-------------	--	-----

LISTE DES PRINCIPALES ABREVIATIONS

A.C.E.F.	Association coopérative d'économie familiale
A.C.J.C.	Association catholique de la jeunesse canadienne-française
A.P.I.	Association de parents et d'instituteurs
A.R.D.A.	Aménagement rural et développement agricole
A.S.P.	Action sociale populaire
B.A.E.Q.	Bureau d'aménagement de l'Est du Québec
C.C.F.	Cooperative Commonwealth Federation
C.C.Q.	Conseil de la coopération du Québec
C.E.Q.	Centrale des enseignants du Québec
C.E.R.	Conseil économique régional
C.I.C.	Corporation des instituteurs catholiques
C.I.P.	Conseil de l'instruction publique
C.L.S.C.	Centre local de services communautaires
C.M.T.C.	Congrès des métiers et du travail du Canada
C.P.A.R.	Comité permanent d'aménagement des ressources
C.O.E.Q.	Conseil d'orientation économique du Québec
C.R.C.C.F.	Centre de recherche en civilisation canadienne-française (Université d'Ottawa)
C.R.D.	Conseil régional de développement
C.R.S.S.S.	Conseil régional de la santé et des services sociaux
C.R.I.Q.	Centre de recherche industrielle du Québec
C.S.D.	Centrale des syndicats démocratiques
C.S.E.	Conseil supérieur de l'éducation
C.S.N.	Confédération des syndicats nationaux
C.T.C.	Congrès du travail du Canada
C.T.C.C.	Confédération des travailleurs catholiques du Canada
E.S.P.	Ecole sociale populaire

F.A.T.	Fédération américaine du travail
F.P.T.Q.	Fédération provinciale du travail du Québec
F.T.Q.	Fédération des travailleurs du Québec
J.A.C.	Jeunesse agricole catholique
J.E.C.	Jeunesse étudiante catholique
J.I.C.F.	Jeunesse indépendante canadienne-française
J.O.C.	Jeunesse ouvrière catholique
J.O.C.F.	Jeunesse ouvrière canadienne-française
L.I.C.	Ligue indépendante catholique
L.I.C.F.	Ligue indépendante canadienne-française
L.O.C.	Ligue ouvrière catholique
M.S.A.	Mouvement souveraineté-association
O.I.P.Q.	Office d'information et de publicité du Québec
O.P.D.Q.	Office de planification et de développement du Québec
Q.R.D.	Office régional de développement
O.S.E.	Opération solidarité économique
P.L.Q.	Parti libéral du Québec
P.M.E.	Petite et moyenne entreprise
P.Q.	Parti Québécois
P.S.D.	Parti socialiste démocratique
S.D.I.	Société de développement industriel
S.G.F.	Société générale de financement
S.O.Q.U.E.M.	Société québécoise d'exploration minière
S.S.C.	Semaines sociales du Canada
U.C.C.	Union des cultivateurs catholiques
U.P.A.	Union des producteurs agricoles
U.N.	Union nationale

PROLOGUE

Cette dissertation met l'emphase sur l'aspect "participation" et recherche d'entente commune entre partenaires idéalement égaux dans les schèmes corporatistes développés au Québec. La hiérarchie fonctionnelle et la discipline sociale qui constituent à juste titre d'autres éléments importants des programmes et théories corporatistes sont donc laissées à l'arrière-plan par cette sélection de l'auteur.

Ce choix s'explique cependant assez bien.

Les rapports d'autorité qui supposent une pyramide verticale (avec les chefs moins nombreux évidemment que les membres du groupe) ont en effet été négligés par les penseurs corporatistes du Québec au profit de de cette sorte d'engouement pour l'égalitarisme. On aura bien, par ci, par là, des évocations d'un leader souhaité, mais les idéaux corporatistes insistent surtout sur l'égalité des fonctions, des secteurs.

A cet égard, il est également important de noter que c'est le discours corporatiste, au Canada-français, qui est principalement analysé dans les pages qui suivent. Pour deux raisons. D'abord, parce qu'il sert de point d'appui à beaucoup de législations et de pratiques administratives qui ne sont pas, en soi, d'essence corporatiste. Ensuite, en raison, de la présence constante, dans ce discours, de bribes d'aménagement de société de souche corporatiste. En politique, c'est connu, croire en l'existence artificielle de facteurs d'harmonie sociale est tout aussi important que la réalité de ces facteurs. Les comportements réels seront donc parfois vus en sous-impression.

Quant à la sélection du Québec, c'est évidemment comme cas isolé, en marge des facteurs internationaux (comme ceux des capitaux étrangers nécessaires au développement de cette province, par exemple), d'une société longtemps repliée sur elle-même qu'on peut l'expliquer. La constance du discours corporatiste, au cours des cinquante dernières années, semblait donc, dans ce cas, plus invitant qu'ailleurs. En outre, la spécificité québécoise, au-delà des thèses de droite et de gauche, ou encore réformistes (social-démocrates) ou réactionnaires, paraissait aller de soi.

Enfin, notons que les corrélations nationalisme (priorité de la nation) et corporatisme (importance de projets collectifs), bien que toujours présentes, ne sont pas ici décortiquées pour savoir si les deux sont nécessairement indissociables.

INTRODUCTION

"Le vingtième siècle sera le siècle du corporatisme, tout comme le dix-neuvième fut celui du libéralisme..." *

Le renouveau des approches ou explications corporatistes d'aménagement socio-politique des Etats modernes est étonnant. En dehors des cercles universitaires, cependant, peu de monde voit dans certaines décisions nationales du corporatisme à son meilleur. Cette négation - ou cette peur d'avouer la vérité - découle de la connaissance des premiers modèles de corporatisme, ceux du fascisme italien et espagnol surtout, et de l'élargissement de leur caractère imposé, dictatorial et coercitif à toute appellation corporatiste.

Cette négation académique n'a toutefois rien de surprenant. Les intellectuels ont, en effet, habituellement une pratique commune: on ne peut modifier, selon eux, une doc-

* Manoflesco, M., Le siècle du corporatisme, Paris, Félix Alcan, 1936,

trine première pour satisfaire à des démonstrations qui ne font que brouiller les cartes, ou, au pire, qui ne font pas avancer la connaissance. On n'a jamais pensé, ne fut-ce qu'un qu'un seul instant, que les modèles italiens et espagnols avaient abusé de leur propre doctrine et l'avaient bafouée. C'est d'ailleurs Nigel Harris qui souligne avec beaucoup d'à-propos à cet égard, que "le corporatisme postulait ce qu'il était censé créer (l'entente), mais le détruisait en se servant du seul moyen à sa disposition/ (la coercition)."¹

D'ailleurs, l'Etat fasciste de Mussolini, puisque c'est de lui dont on parle le plus souvent pour nier toute utilisation de modèle corporatiste avec sa Charte du Travail du 21 avril 1927, "instituait l'Etat corporatif, régulateur et législateur unique de toute l'activité économique, subordonnant l'initiative privée à l'intérêt national."² Paul Guichonnet précise encore que les conceptions du modèle italien furent célébrées comme apportant la solution aux antagonismes sociaux que le marxisme ou le réformisme n'avaient pas semblé résoudre. D'ailleurs, si ce corporatisme s'est avéré être une utopie, à l'usage, ce n'est pas parce qu'il avait fait une

1 Harris, Nigel, Competition and the Corporate Society, Londres, Methuen Company, 1972, p. 72 (traduction libre).

N.B.: Lorsque les citations seront incluses dans le texte, elles seront traduites. Elles seront cependant présentées dans leur version originale quand elles seront dégagées du texte.

2 Guichonnet, Paul, Mussolini et le fascisme, Paris, Presses universitaires de France, 1968, p. 53.

mauvaise analyse des dilemmes de la société pluraliste libérale.³ En fait, c'est plutôt parce qu'il s'est transformé, en corporatisme étatique et même totalitaire, qu'il eut des difficultés. Il conduisit de la sorte à la même erreur que celle faite, bien plus tôt, par la société médiévale qui, malgré les obligations mutuelles des partenaires sociaux (Eglise, marchands, consommateurs), crut que l'Etat devait, à la fin, limiter et encadrer les ententes corporatistes.⁴

Le renouveau du modèle corporatiste, disions-nous, est étonnant. Mais, il découle, dans un premier temps, de la nécessité pour ses "proposers" de sauver le libéralisme économique de lui-même. En pratique, en effet, il y a belle lurette que les mécanismes de laisser-faire et de l'économie de marché ont éclaté en tant qu'éléments-moteurs complètement libres et mus par une compétition saine et sans restriction. Le processus corporatiste permet donc, aujourd'hui, aux groupes - producteurs, administrateurs, groupes de pression divers, bureaucrates - de coopérer pour le maintien du système. C'est d'ailleurs ce qu'Andrew Shonfield démontre clairement dans sa remarquable fresque sur le capitalisme moderne. "Toute planification dans le monde capitaliste, écrit-il, implique un cer-

3. Harris, Nigel, op. cit., p. 73 (Harris explique, dans son analyse des Conservateurs britanniques, que leurs réponses aux dilemmes du libéralisme furent cependant anachroniques, voulant, comme Mussolini, adoucir les conflits plutôt que de les éliminer.)

4. Voir la description de l'éclatement de la cité médiévale de Max Weber (The City, New York, The Free Press, 1958).

tain degré de corporatisme dans l'organisation politique".⁵

Un postulat commun à tous les corporatistes veut donc que l'harmonie des classes sociales et l'unité organique de la société, bien qu'étant intrinsèques à la société elle-même, ne puissent être maintenues que par un système de droits égaux et d'obligations semblables unissant les divers groupes fonctionnels, et surtout le capital et le travail. A partir de ce schéma, les programmes corporatistes préconisent un idéal collectif du maintien de la hiérarchie fonctionnelle et de la discipline sociale qui, bien sûr, converge avec les besoins de l'Etat dans son ensemble.⁶

On a beaucoup écrit sur la "spécificité" de la société politique canadienne-française au XXe siècle. Les uns ont argué qu'avant la Révolution tranquille des années '60, les Canadiens-français, encouragés par l'Eglise catholique qui a joué un rôle de leadership social intense, ont cherché à survivre en marge de l'Etat.⁷ Ce mouvement de survivance sociale aurait été remplacé par un désir d'épanouissement collectif en utilisant l'Etat comme instrument de promotion d'abord,

5 Shonfield, Andrew, Modern Capitalism, The Changing Balance of Public and Private Power, Londres, Oxford University, 1965, p. 161.

6 Il faut être reconnaissant au professeur L.V. Panitch pour avoir montré ces traits majeurs. Voir son texte, "The Development of Corporatism in Liberal Democracies", dans Comparative Political Studies, vol. 10, no. 1, avril 1967, p. 61.

7 Kwavnick, David, "The Roots of French-Canadians Discontent", dans la Revue canadienne de science politique et d'économique, vol. 31, no. 4, 1965.

mais aussi en cherchant à envahir le système politique central en exigeant davantage . et surtout voix au chapitre décisionnel. D'autres n'ont cessé de prétendre qu'il n'y a qu'une constante à la société politique québécoise; il s'agirait d'une idéologie nationaliste qui a toujours été présente - avec d'innombrables variantes - et qui a toujours cherché à promouvoir le mieux-être collectif des citoyens du Québec.⁸

Il y a bien sûr des vérités aux deux thèses. Mais, beaucoup d'aspects importants restent négligés si l'on tente de réunir, par exemple, nationalisme traditionnel avec ses fameux thèmes de "retour à la terre" et de "récompense éternelle", avec les velléités anti-cléricales, ou tout au moins a-cléricales, des néo-nationalistes des années '60-'70 et leur intérêt à façonner une thèse sur le fonctionnement de l'Etat, comme moteur d'une nouvelle conscience nationale.⁹

8 Dion, Léon, Nationalismes et politique au Québec, Montréal, les Editions HMH, 1975

On n'a qu'à considérer la nouvelle ferveur péquiste pour les "vieux nationalistes", comme Groulx et Duplessis, pour capter les "affinités sentimentales" entre mouvements nationalistes traditionnels et ceux qui se réclament d'un néo-nationalisme "éclairé".

9 Les deux meilleures synthèses de ces mouvements opposés nous semblent être l'excellente thèse de Jean-Pierre Gaboury sur le penseur nationaliste traditionnel par excellence, Lionel Groulx. Quant à l'aspect néo-nationaliste, et l'emphase sur le rôle de l'Etat, le texte de Nicole Frenette et Gilles Bourque semble indispensable.

A lire, selon nous, Le nationalisme de Lionel Groulx, aspects idéologiques, (Ottawa, les Editions de l'Université d'Ottawa, 1970) et "Classes sociales et idéologies nationalistes au Québec" (dans l'Homme et la société, no. 24-25, avril-septembre 1972).

On a certes donc négligé l'aspect dynamique et invitant du corporatisme québécois comme explication de cette "spécificité" de la société politique québécoise depuis la grande crise économique.¹⁰ Le corporatisme, comme forme d'aménagement politique (mais, d'abord comme idéologie), offre des moyens d'explication beaucoup plus utiles que cette distinction entre les adeptes du nationalisme traditionnel et ceux du néo-nationalisme. D'ailleurs, le néo-nationalisme des années '60 ne peut s'expliquer qu'à partir de la découverte de l'Etat comme agent de changement. Et c'est en ce sens qu'il est important de relier nationalisme et corporatisme. Ce dernier permet, en effet, de comprendre les différentes perceptions de la société traditionnelle qui éclate avec la Révolution tranquille.

Car, le corporatisme a constitué, pour certains chefs de file traditionnels, un modèle de société permettant de conférer à une communauté une cohésion collective. En pratique, en effet, le corporatisme de l'Action nationale et le coopératisme du Mouvement Desjardins ont permis aux Canadiens-français de croire en leur solidarité partielle et précise, mais réelle. Or, ce corporatisme d'avant la Révolution tranquille est, comme le nationalisme traditionnel, "réfractaire à toute intervention directe de l'Etat."¹¹

10 L'une des seules exceptions à cet énoncé, mais importante: Quinn, H.F., The Union Nationale, Toronto, University of Toronto Press, 1969.

11 Bélanger, A.J., L'apolitisme des idéologies québécoises: le grand tournant de 1934-36, Québec, les Presses de l'Université Laval, 1974, p. 315.

Le champ d'action des corps sociaux dépend de la bonne volonté de l'Etat qui les laisse agir en marge de lui. La notion des corps intermédiaires, peu utilisée ailleurs qu'en France et au Québec, est ici capitale. Elle est inspirée des principes développés dans certaines Encycliques papales et elle fut davantage élaborée par certains penseurs chrétiens du Québec.¹²

Les corps intermédiaires d'avant 1960 cherchaient donc à développer, d'une façon autonome, tout un réseau de corps sociaux qui engloberaient tout le panorama social québécois.. Ils furent au centre de cette doctrine catholique et correspondent à ces associations d'individus qui visaient à faire des choses sous l'égide de l'Eglise qui cherchait elle-même à organiser la vie sociale québécoise.

Avec les années entamées par la Révolution tranquille, toutefois, la société québécoise s'est politisée, tout en commençant sa sécularisation et son urbanisation. Les objectifs de l'Etat et ceux des corps intermédiaires s'apparentent soudain puisque le premier vise maintenant à harmoniser (en même temps que reprendre le terrain perdu dans la modernisation politique de ses organismes) le travail des agents sociaux de planification et de développement. Une nouvelle idéologie

12. Voir notre texte "Du passage des corps intermédiaires aux groupes de pression: la transformation d'une idée illustrée par le mouvement coopératif Desjardins", dans Recherches sociographiques, vol. 18, no. 1, 1977 (en collaboration avec le professeur Khayyam Z. Paltiel). Voir notre chapitre III qui suit pour les détails.

"participationniste" fait donc coucher dans le même lit corps intermédiaires et organes gouvernementaux qui subissent la pression des premiers pour modeler à leur avantage les politiques et les investissements de l'Etat.

Personne n'a tenté d'esquisser une fresque globale des idées politiques des penseurs québécois en montrant que l'organisation de société, dans la pratique, a été influencée par ces idées.¹³ Il y a eu des ouvrages sur le rôle de l'Eglise, mais peu d'analystes débouchent sur l'actualité de la réalité québécoise. Et, est-il besoin de rappeler les mots du grand historien Arnold Toynbee, si l'on peut préparer certains plans d'avenir par l'étude du présent, ce dernier ne se comprend que par les antécédents historiques.

Par ailleurs, la mode est à l'étude de la politique économique d'un Etat. Et, à cet égard, le Québec revêt une importance capitale en raison de l'impact nouveau de certaines analyses où la lutte des classes et la question nationale se côtoient.¹⁴ En fait, pour une société traditionnelle comme

13 Denis Monière (Le développement des idéologies au Québec, Montréal, les Editions Québec-Amérique, 1977) constitue une exception digne de mention, mais l'ensemble couvre toute l'histoire du Québec, sans tentative d'explication précise, après la Révolution tranquille, des traits corporatistes d'aménagement socio-politique des leaders québécois.

14 Bourque, Gilles, L'Etat capitaliste et la question nationale, Montréal, les Presses de l'Université de Montréal, 1977. Pour une analyse plus historique et plus abordable, le même Bourque vient d'écrire, avec Anne Légaré, une synthèse du Québec, vue sous l'angle de cette fameuse question nationale (Le Québec: la question nationale, Paris, Petite Collection Maspéro, 1979).

le fut le Québec pendant si longtemps, il semble important de faire le lien entre les approches nouvelles de la gauche et l'apparente contradiction des études descriptives de la pré-Révolution tranquille.

L'importance pratique de cette analyse revêt également un attrait très actuel. Les efforts de concertation du Parti Québécois, avec les tentatives sectorielles des sommets économiques par exemple, réussit - et, selon nous, c'est voulu - à mettre en veilleuse l'idéologie de l'indépendance. Ce "corporatisme vieillot" dénoncé par le prolifique Pierre Vallières vise quand même à remplacer une conscience de classe (les Québécois sont des inféodés du plus bas acabit) par une conscience nationale (le "nous collectif").¹⁵ Cette conscience nationale, en plus de créer l'harmonie malgré des intérêts divergents, vise donc à intégrer tous les Québécois dans une immense corporation sociale et politique et dans des travaux communs. Ce qui fait d'ailleurs contraste avec les années Bourassa où le consensus qui devait animer tous les citoyens du Québec, pour la revitalisation de leur économie, fit place à une confrontation continuelle avec les syndiqués, à un dirigisme de "bunker" éloigné des masses et à une pourriture du régime qui fit croire que le cri du "Enrichissez-vous" des bourgeois de Balzac était le slogan du "consensus de la majorité silencieuse". D'ailleurs,

15 Vallières, Pierre, Un Québec impossible, Montréal, les Editions Québec-Amérique, 1977.

pour avoir un consensus, il faut d'abord qu'il y ait eu consultation. Personne n'était consulté, de 1970 à 1976, si ce n'est les amis du Premier ministre.¹⁶

Une définition du corporatisme est donc d'abord de mise. Le chapitre I, s'y attardera tout en distinguant, par l'ébauche d'un cadre théorique, le corporatisme et le néo-corporatisme. Ce modèle d'analyse opérationnelle précisée, l'on procédera à un survol de la doctrine de l'Eglise catholique, avec les Encycliques, mais aussi des lettres et mandements d'évêques canadiens-français. Le chapitre II cherchera aussi à déterminer la nature du corporatisme "social" du Québec.

Les chapitres III et IV seront consacrés à l'avant-Révolution tranquille en étant intéressés d'abord au monde des idées, puis à la réalité des corps intermédiaires. On pourra constater que les comportements des Québécois ne sont, en aucune façon, monolithiques. La considération pratique permettra, par une recherche détaillée, de constater que le monde des idées devance parfois la pratique, mais que cette dernière façonne aussi le nouvel ensemble idéologique.

La Révolution tranquille, que d'aucuns ont qualifié de période-découverte de l'Etat moderne, sera ensuite décortiquée pour qu'en soit dégagée sa perception du libéralisme, ou mieux, du pluralisme libéral. Ce sera là l'étendue de notre chapitre V.

16 Benjamin, Jacques, et Pierre O'Neill, Les mandarins du pouvoir, Montréal, les Editions Québec-Amérique, 1978.

Cette découverte de la "société politique" par le Québec des années 1960-1970 entraînera la mort des corps intermédiaires, du moins ceux qui respectaient la doctrine chrétienne qui les avait animés, et marquera la nouvelle dynamique des groupes de pression. Nous y consacrerons le chapitre VI.

Le consensus inachevé, parce qu'inépuisé, des années Bourassa sera au coeur de notre survol analytique des événements des six années 1970-1976 et se retrouvera au chapitre VII.

Enfin, nous aborderons les efforts de concertation du Parti Québécois au pouvoir depuis le 15 novembre 1976. Les sommets tripartites - gouvernement, patronat, syndicat - mis de l'avant rencontrent tout de même beaucoup de pierres d'achoppement, car les groupes se méfient de leur co-optation dans le système et la perte artificielle de leur droit de critique post decisiones. Le chapitre VIII s'y attarde.

Le cheminement de la doctrine corporatiste québécoise façonnera donc les comportements sociaux et politiques. Cette doctrine permet, par son "continuum" historique, au cours de la période choisie, d'expliquer la spécificité de la démarche québécoise vers la création d'une conscience nationale. Démarche idéaliste, soit! Mais elle sert quand même de ralliement aux nationalistes traditionnels comme aux néo-nationalistes et

de symbole d'harmonie (et peut-être d'intégration) au-delà des classes sociales, des cadres géographiques et des conflits patrons-employés.

L'approche corporatiste insiste donc sur la nécessité de choix non-automatiques et d'un processus à façonner constamment. Elle illustre les failles du pluralisme libéral qui assume, d'une façon déterministe, que du conflit des groupes naît le compromis politique d'une manière quasi-automatique. Notre définition du corporatisme (l'intégration de structures sociales dans les mécanismes décisionnels d'une société) par opposition à la réalité des modèles mis en place ailleurs (Italie, Portugal, Espagne, Allemagne, Amérique Latine) est cependant capitale à cette thèse. Les lignes qui suivent ne cherchent donc qu'à illustrer comment la société québécoise a aménagé, puis remodelé son organisation sociale et politique.

CHAPITRE I

LE CADRE THEORIQUE: CORPORATISME ET NEO-CORPORATISME

"Simple definitions do violence to the reality of history..."*

Malgré l'évocation habituelle d'autoritarisme reliée à la notion de corporatisme, les auteurs ont, au cours des dernières années, donné au terme la signification la plus utile aux considérations qu'ils font ensuite sur les plans et programmes d'un Etat ou encore les pratiques de concertation. Cette prolifération des diverses interprétations du "nouveau corporatisme" indique cependant l'attrait de cette approche comme schème d'analyse de la réalité socio-politique d'une communauté.¹

* Cette pensée est d'Angelo Tosca et elle est citée dans l'article intitulé "Italian Fascism", de Adrian Lyttelton, dans Fascism, A Reader's Guide, sous la direction de Walter Lacqueur, Berkeley, University of California Press, 1976, p. 127.

1 Les analyses intéressantes de ce "nouveau corporatisme" sont populaires à l'Université Notre-Dame, aux Etats-Unis, surtout par leur interprétation de la réalité des pays de souche espagnole. Cela, à notre avis, n'est cependant pas surprenant puisque Notre-Dame est une université catholique et que les doctrines corporatistes de l'Eglise revêtent un "attrait de famille". Pour ne pas dire, selon l'expression anglaise, "a parochial interest". Voir The New Corporatism: Social-Political Structures in the Iberian World, édité par F.B. Pike et Thomas Stritch, Notre-Dame, Notre-Dame University Press, 1974.

Le modèle corporatiste a donc été utilisé à beaucoup de sauces. Mais, il ne s'agit pas d'un scandale. Après tout, les notions politiques dont la signification est commune et unanime sont rares.² Il demeure toutefois important de dégager, dans un premier temps, les diverses utilisations de la notion de corporatisme, pour dessiner, dans un second, les caractéristiques communes à tous les chercheurs, de façon à préciser la portée et l'étendue de la signification que nous donnons au terme.

1. Les diverses utilisations du corporatisme

a) le modèle fasciste italien

On a souvent prétendu que le fascisme italien était issu d'une situation particulière à l'Italie d'après-guerre (la première mondiale) et qu'il constituait une réponse à une crise découlant de la rencontre de deux mouvements: la structure sociale d'avant la guerre et l'institutionnalisation de nouveaux arrangements après celle-ci. Il est très important de signaler que le fascisme italien naît donc comme un "anti-mouvement", c'est-à-dire qu'il prend position contre des déve-

2 D'ailleurs, un autre terme galvaudé, celui du fédéralisme, a lui aussi été employé de diverses manières. C'est du moins ce qu'en dit un spécialiste de la question, A.H. Birch, quand il affirme que "it is a concept that has no fixed meaning..." Voir son "Approaches to the Study of Federalism", dans Political Studies, vol. XIV, no. 1, 1966, p. 15.

Toutes les notions philosophiques importantes au sujet de la vie humaine - l'amour, le bonheur, le sens même de la vie - n'ont-elles pas des perceptions différentes, selon les individus?

loppements factuels qu'il déteste.³

Pour comprendre ces développements, il faut remonter jusqu'au "gouvernement de la gauche" (1876-1896) issu à la fois du statut fondamental de Charles-Albert Piémont de 1847 et de la bourgeoisie et de l'aristocratie rurales. A ce sujet, l'un des grands spécialistes de l'histoire italienne, Paul Guichonnet, écrit:

"Possédant une fortune et des revenus tirés de l'agriculture et de la propriété immobilière, cette Italie des notables pense les problèmes en termes essentiellement politiques... En brisant les tentatives démocratiques de Mazzini et l'amorce de révolution paysanne de Garibaldi, elle a refusé de prolonger le libéralisme politique par⁴ des transformations économiques et sociales..."

Le même auteur signale encore que deux problèmes resteront cependant dans l'air: l'inachèvement de l'espace national (les cas du Trentin et de Trieste) et l'obstination de l'Eglise qui, ayant perdu son pouvoir temporel, refuse toute entente avec le royaume d'Italie et interdit même aux catholiques de briguer les suffrages. En 1904, cependant, une grève générale et des mesures répressives conduisirent Pie X

3 Linz, Juan J., "Some Notes Toward a Comparative Study of Fascism in Sociological Historical Perspective", dans Fascism: A Reader's Guide, op. cit., p. 15.

4 Guichonnet, Paul, Mussolini et le fascisme, Paris, Presses universitaires de France, 1968, p. 11.

à révoquer le non expedit, encourageant de la sorte la création d'un parti politique catholique des masses.⁵ Le premier ministre Giovanni Giolitti profita de ces événements pour réussir (ou presque) à utiliser à son avantage l'aile réformiste du parti socialiste, tout en atténuant les oppositions politiques. Mais, en 1913, on assiste à une entente - le pacte Gentiloni - entre le leader des catholiques (et de leur Union populaire) et Giolitti "contre les socialistes".⁶ Au milieu de la gloire du nationalisme italien, la guerre éclate et met en péril la dictature "giolittiste" qui, se basant sur la corruption électorale, avait mis le parlementarisme en discrédit. On parlera de Giolitti comme étant la cause des succès de Bénéto Mussolini.

5 Nolte, Ernst, Three Faces of Fascism; Action Française, Italian Fascism, National Socialism, New York, The New American Library, (Mentor Book), 1965, p. 196.

Nolte donne, dans sa grande synthèse des trois "grands courants fascistes", un éclaircissement intéressant sur les idées de La Tour du Pin qui, en France, couchait sur papier une ébauche d'une organisation de société, qui "devait s'éloigner du libéralisme, en religion, en économie et en politique..." (p. 75). Qu'on nous permette de citer in extenso le passage suivant: "This "break" signifies the return to the corporative social structure of the Middle Ages, that is, the uniting of property owners, managers, and workers of a branch of industry to form corporations which preclude class struggle, possess officially recognized functions, render competition intrinsically impossible, abolish private individual rights in labor relations and endow each member with an official character..." Nolte base cette interprétation sur le livre de René de La Tour du Pin, Vers un ordre social chrétien (Jalons de Route: 1882-1907), Paris, s.d.n.é.

6 Guichonnet, Paul, op.cit., p. 17.

Celui qui allait devenir Il Duce, après avoir été un ardent socialiste, est expulsé du Parti, en 1914, parce qu'il s'oppose au courant réformiste et à toute collaboration avec l'Etat bourgeois. Mais, Mussolini, mû par des ambitions personnelles, devient subitement très lu, avec son Popolo d'Italia. Il avait déjà précédemment été inspiré des oppositions sociales entre exploités et exploités.⁷ Pour Mussolini, d'ailleurs, la réalité fondamentale de tous les temps, c'est la séparation des moyens de production et des producteurs dans la société bourgeoise, "une séparation qui doit nécessairement résulter en un affrontement entre le capital et le travail" (lire les travailleurs et les capitalistes).⁸ Mussolini dit comprendre qu'à partir de cette opposition, les prolétaires n'ont qu'une visée, soit l'expropriation de la bourgeoisie, par la violence, et le collectivisme (ou "la collectivisation") des moyens de production. Mais, comme une classe ne donne pas ses privilèges, la violence durera jusqu'à l'élimination de l'un des antagonistes.⁹ L'analyse marxiste de Mussolini est donc sommaire, mais son idéologie, pour éliminer les maux de la société, est plus développée.

7 Nolte (op.cit.) parle de Mussolini, le marxiste, durant la période 1902-1914. Il cite cette phrase de Mussolini lui-même, d'un certain jour de 1912: "Nous avons toujours compris qu'il n'y a que deux patries dans le monde, celle des exploités, celle des exploités..." (notre traduction, p. 201).

8 Ibid., p. 203. Nolte tire son analyse d'un classique italien, Vita di Benito Mussolini, de Yvon de Begnac, en trois volumes, Milan, 1936. Cette oeuvre magistrale n'est pas disponible, à notre connaissance, en français.

9 De Opera di Benito Mussolini, vol. I, p. 102 (publié à Florence, en 1951, ce recueil se targue de colliger tous les travaux écrits de Mussolini).

C'est le 21 mars 1919 que l'on créa, à Milan, le premier Faisceau de combat. Selon l'évocation italienne, le terme fascio a une connotation spéciale: il s'agit d'organisations temporaires à buts limités, à la différence des partis.¹⁰

Deux jours plus tard, l'on assiste à la lancée des Faisceaux italiens de combat qui s'organiseraient un peu partout sur le territoire de l'Italie. Dans ses discours à Milan, Mussolini met de l'avant un "système de représentation fonctionnelle (ou occupationnelle)" et parle du syndicalisme comme de "notre guide".¹¹ Passons rapidement sur le travail des équipes de fascistes ("mélange disparate d'anciens combattants, de chômeurs, d'étudiants, de citoyens, de bourgeois, d'idéalistes et de délinquants"¹²) qui, guidées par des chefs locaux, assiégent les municipalités, les syndicats et des bourses du Travail, parce que la violence et la terreur des "troupes" de Mussolini ne sont qu'accessoires à l'intérêt de notre propos, dans cette section, c'est-à-dire les idées corporatistes de Mussolini et

10 Bernstein, Serge, et Pierre Milza, L'Italie fasciste, Paris, Librairie Armand Colin, 1970, p. 93.

11 Halperin, S. William, Mussolini and Italian Fascism, Toronto, Van Nostrand Company, 1964, p. 54.

Dans le document 3 accompagnant son texte, Halperin reproduit le discours du 23 mars 1919, celui-là même dont on dit qu'il a jeté les fondements de l'Etat fasciste. Ce court passage est d'ailleurs capital: "The existing forms of political representation cannot satisfy us; we want all separate interests to be directly represented. Since I, as a citizen, can vote according to my beliefs, I should, as a professional man, be permitted to vote according to my occupational outlook..." (p. 99).

12 Guichonnet, Paul, op. cit., p. 39.

les formes qu'il donna à ces idées durant son règne.

Les syndicats faisant partie du mouvement fasciste croyaient qu'ils pouvaient développer un système de relations employeurs-employés, basé sur la collaboration des classes sociales, qui, malgré leur opposition naturelle, seraient animées d'idées nationalistes louangeant la "primauté de la nation, comme étant le plus grand bien terrestre."¹³ Ces syndicats fascistes, avec l'aide de Michele Bianchi et Edmondo Rossini, furent d'ailleurs créés, avant même que Mussolini ne prenne le pouvoir, en 1922.

L'Etat fasciste qui allait naître, peu après, constituait la raison d'être de toute l'activité humaine. D'ailleurs, le cri "tout dans l'Etat, rien contre l'Etat, rien hors de l'Etat" était un des leitmotivs les plus utilisés de Mussolini.¹⁴ Mais, comme l'indique Lowell Field, l'Etat fasciste, c'était aussi un "système organisationnel incluant séparément dans des syndicats et conjointement dans des corporations les employeurs et les travailleurs de tout champ de production."¹⁵

13 Halperin, S. William, op. cit., p. 39.

14 "Mussolini, Benito, Fascism, Doctrine and Institutions, Rome, Ardita Publishers, 1935, note II, p. 38.

15 Field, G. Lowell, "The Syndical and Corporative Institutions of Italian Fascism", no. 433, dans Studies in History, Economics and Public Law, éditées par la Faculty of Political Science of Columbia University, New York, AMS Press, 1968, p. 15.

Bien sûr, en cas de conflit, ce serait l'Etat qui constituerait l'arbitre final. Dans les corporations donc, les deux facteurs de production devraient, sous médiation de l'Etat parfois, fournir leur propre auto-discipline dans toutes leurs activités économiques. Du développement de ces institutions naît l'Etat corporatif ou corporatiste. De lancer, d'ailleurs, Mussolini lui-même:

"We have constituted a Corporative and Fascist State, the state of national society, a state which concentrates, controls, harmonises and tempers the interests of all social classes, which are thereby protected in equal measure. Whereas, during the years of demo-liberal regime, labor looked with deference upon the State, was, in fact, outside the State and against the State, and considered the State an enemy of every day and every hour, there is not one working Italian today who does not seek a place in his Corporation, who does not wish to be a living atom of that great, immense, living organization which is the National Corporate State of Fascism..."¹⁶

Comment donc fonctionnait cet Etat corporatiste? Il y eut, certes, et personne ne peut le nier, un décalage entre l'idéal corporatiste du fascisme italien et la réalité vécue des diverses corporations. Mais, avant de dégager les raisons de cette dichotomie, résumons le monde corporatiste de Mussolini.

16 Mussolini, en 1928, note 16, p. 41 (cité dans Lowell G. Field, op. cit., p. 15)

D'abord, les syndicats "mixtes" furent dissous. Mussolini voulait créer la Confédération des Corporations syndicales fascistes.¹⁷ Le 3 avril 1926, la loi Rocco est adoptée. Elle fait abriter sous le même toit, par des "organes de liaison centrale" (ou corporations), les syndicats d'ouvriers et les associations patronales.¹⁸ Le ministère des corporations serait l'institution permettant d'atteindre un équilibre, au nom de l'Etat, "parce que c'est lui seul qui transcende les intérêts divergents des groupes et des individus."¹⁹ Sur la base de cette loi syndicale, les employeurs et les travailleurs se retrouvaient néanmoins organisés en douze confédérations de syndicats nationaux, "un pour chaque groupe fonctionnel, dans l'industrie, l'agriculture, le commerce, les banques et les compagnies d'assurance, le transport au sol, la navigation intérieure, le transport aérien et maritime, mais extérieurs."²⁰ Plus tard, en 1934, les cor-

17 A leur sujet, Field mentionne qu'elle - cette Confédération - n'avait de confédérale que le nom parce que les "diverses unités organisationnelles n'étaient, en aucun cas, indépendantes l'une de l'autre..." (op. cit., p. 88).

18 Halperin, S. William, op.cit., document no. 11, pp. 117-121.

19 Ibid., p. 55.

20 Sarti, Roland, Fascism and Industrial Leadership in Italy, 1919-1940, Berkeley, University of California Press, 1971, p. 75. Sarti souligne d'ailleurs que Mussolini avait prévu la création d'une treizième association, pour les artistes et intellectuels, ainsi que les professionnels. Les corporations, elles, seront au nombre de 22.

porations, au nombre de 22, seraient divisées en trois groupes.

Les corporations créaient donc une nouvelle planification économique qui serait l'oeuvre de la société et de l'Etat qui ne font qu'un.²¹ Mussolini avait donc en tête la création d'une assemblée, d'une sorte de "conseil national des corporations" qui aurait, selon un discours "récapitulatif" fait devant elle, le 13 novembre 1933, cinq grande fonctions: 1) définition du rôle des corporations comme les agents de l'Etat qui, d'une régulation organique, complète et unitaire, contrôle la production nationale; 2) déclaration du nombre de corporations à exister; 3) nomination du personnel de chaque corporation qui doit inclure des représentants de l'Etat, du parti fasciste, du capital et du travail; 4) spécification des devoirs de chaque corporation particulière, dont la conciliation, la consultation et l'entérinement de chaque entente par une loi à faire ratifier par le conseil national; 5) laisser le soin au grand conseil national seul de préparer un ordre politique et constitutionnel, résultant du fonctionnement du système mis en place.²²

21 Mussolini, Benito, The Corporate State, Florence, Vallecchi Editore, 1936, p. 23.

22 Discours du 13 novembre 1933, rapporté dans The Corporate State, op. cit., p. 9.

TABLEAU 1-1

L'ETAT CORPORATISTE DE MUSSOLINI

On comprend aisément que cette "maison corporatiste" engloberait la société dans son ensemble. Or, les relations de ce "conseil national" avec la chambre des députés avivaient des querelles sur la représentativité nationale, ou pan-nationale. Dans le même discours cité plus haut, Mussolini annonçait que le conseil "pourrait un jour remplacer in toto la dite Chambre."²³ Dans son obsession de trouver un moyen terme entre le libéralisme (la concurrence, selon lui, n'était jamais libre) et le socialisme (l'individu n'a pas sa place), Mussolini poussa à la limite sa vision d'une "société intégrée" où chaque individu (comme l'atome) a son importance pour la collectivité suprême, dont l'étanchéité constitue la force

23 Ibid., p. 22

"Corporations mean regulated economy and therefore also controlled economy, for there can be no regulation without control. Corporations supersede socialism and supersede liberalism, they establish a new synthesis."

ultime. Bref, la Confédération Générale de l'Industrie, celle-là même qui est formée de ceux que Sarti qualifie "d'industrialistes"²⁴, devrait accepter, avec les corporations syndicales fascistes, "d'établir une collaboration mutuelle répudiant explicitement le principe de la lutte des classes pour accroître le bien-être général et la richesse de la nation."²⁵ En un mot, comme les classes sociales existeront toujours, pourquoi ne pas "les forcer à se médier pour créer l'harmonie nationale"?

La création pratique d'un tel Etat corporatiste entraîna toutefois des difficultés quant à la pratique démocratique et à la liberté syndicale. Bientôt, l'on ne reconnut plus que les syndicats fascistes, les autres devenant inutiles.²⁶ Mussolini lui-même n'alla jamais jusqu'à la mutualité des syndicats et des industrialistes.

24 Sarti, Roland, op. cit., p. 77

Cette notion de "l'industrie" vs le "syndicalisme" sera d'ailleurs utilisée bien avant, au Canada, par MacKenzie King. Voir plus loin notre traitement sommaire des idées d'Industry and Humanity, Toronto, University of Toronto Press, 1973 (réimpression de l'édition originale de 1919).

25 Vaussard, Maurice, Histoire de l'Italie moderne: 1870-1970, Paris, Hachette, p. 251.

26 Ibid., p. 252.

"Les commissions intérieures d'usines étaient supprimées et transférées au syndicat fasciste local..."

"Practically speaking, fascist corporatism meant forcing the employees to accept fascist functionnaires as their representatives, and welding this representation with the virtually unaltered representation of the industrialists by means of government intervention..."²⁷

Le corporatisme idéal du "duce" ne put jamais être qu'autre chose, dans les faits, qu'un corporatisme d'Etat. Une vision totalitaire de l'Etat conduisit, malgré le remplacement, vers la fin du régime, de la "Chambre des députés", par une "Chambre des Faisceaux et Corporations", à "une inefficacité dans le fonctionnement des rouages compliqués du système corporatif et d'une corruption généralisée..."²⁸ Le corporatisme ne devint qu'un dirigisme unique du pouvoir.

Le modèle italien ne survécut donc pas à l'expérience totalitaire. Et au lieu du corporatisme "avec son exigence d'organisation professionnelle souple et multiforme, nous eûmes le totalitarisme furieusement centralisateur, monopolisateur."²⁹ D'autre part, enfin, malgré les accords du Latran, signés en 1929, entre Mussolini et le Vatican, les masses populaires catholiques - et surtout les mouvements de

27' Nolte, Ernst, op. cit., p. 336.

28 Guichonnet, Paul, op. cit., p. 94.

29 Vaussard, Maurice, op. cit., p. 259 (Ces mots, repris par Vaussard, sont de l'historien italien, G. Bottai, L'economia fascista, Rome).

jeunesse - furent toujours aux prises avec des dilemmes-cas de conscience puisque l'Eglise avait une autre conception du corporatisme que celle de la pratique fasciste.³⁰ Sans compter que Mussolini mit son pays à la remorque du nazisme, dès 1936, et l'éloigna lui-même des idéaux de son monde corporatiste.

b) les schèmes espagnols et portugais

"Dans la tradition corporatiste, nous avons ici une façon bien spécifique - distincte - de prendre soin des grands problèmes de l'industrialisation de la société de masse et du changement social."³¹ Selon Wiarda, le modèle portugais, en plus de servir d'inspiration à beaucoup de pays latino-américains, fut celui qui a fonctionné le plus longtemps, jusqu'aux dernières années même (1974). Quant au schème espagnol, bien qu'il voulut copier l'expérience italienne, ses phalanges ou ses "syndicats verticaux" eurent des affinités avec l'idéologie de Salazar.³² D'ailleurs, lui aussi (le

30 Bernstein, Serge, et Pierre Milza, L'Italie fasciste, Paris, Librairie Armand Colin, 1970, p. 213. Voir le traitement que nous donnons de la pensée de l'Eglise, dans notre chapitre II.

31 Wiarda, Howard J., Corporatism and Development: The Portuguese Experience, Amherst, The University of Massachusetts Press, 1977, p. 5. (Wiarda parle du "Iberic-Latin way of coping with these problems...").

32 De Blaye, Edouard, Franco and the Politics of Spain, New York, Penguin Books, 1976, p. 462.

corporatisme espagnol) sut se maintenir, jusqu'aux mêmes jours.

Au Portugal et en Espagne, l'expérience corporatiste qui vit le jour, au milieu des années 1930, était en quelque sorte latente dans la culture catholique, "naturelle à ces pays".³³ Or, cette tradition sociale impose la préservation de relations patrimoniales et le respect d'élites éclairées. Mais, ce système unitaire, non-compétitif et bien structuré hiérarchiquement" eut besoin du pouvoir initiateur de l'Etat."³⁴

Examinons d'abord l'idéologie portugaise.

Mihaïl Manoïlesco, l'un des théoriciens du corporatisme portugais, estimait que la société devait être gérée, comme un système romain de colegios (structures familiales, professionnelles, militaires, religieuses) qui uniraient, par leurs actions, la communauté dans son ensemble.³⁵ Or, les chartes d'action et de contrôle des colegios, privés et publics, se donnaient par autorisation de l'Etat. Dans cette tradition, le régime Salazar, entamé par le redressement de l'économie

33. Ibid., p. 8.

34. Schmitter, Philippe C., Corporatism and Public Policy in Authoritarian Portugal, A Sage Professional Paper, Beverly Hills, Sage Publications, 1975, p. 10.

35. Manoïlesco, Mihaïl, "Le génie latin dans le nouveau régime portugais", dans Congresso do Mundo Portugues: Publicações, vol. 8, Lisbonne, 1940.

alors que Salazar était ministre des Finances, de 1928 à 1930, put ébaucher une doctrine d'un Etat corporatif, dès le 28 mai 1930. La constitution portugaise fut adoptée le 19 mars 1933, alors que débutait la dictature militaire.

Parmi les organismes corporatifs, les grémios des employeurs exercent leurs activités uniquement sur le plan national, parce que les intérêts de la nation sont supérieurs. Il leur appartient de représenter légalement tous les éléments "d'une même branche de l'industrie, du commerce ou de l'agriculture."³⁶ Les organismes corporatifs ouvriers, quant à eux, sont des syndicats nationaux. La vie de ces syndicats est strictement "professionnelle", c'est-à-dire qu'ils doivent faire harmoniser les intérêts de l'Etat qui, avec les associations d'employeurs, réglementerait l'activité économique nationale. Un troisième élément, les "maisons du peuple", est constitué d'organismes de coopération sociale "dont le but est le relèvement du niveau de vie des classes agricoles."³⁷ Leur originalité découle de l'importance du secteur rural portugais.

Ces associations-corporations n'avaient cependant pas pignon sur rue au sein des quatre organismes centraux de coordination, tels que les envisageait Salazar. Un conseil corporatif est l'organe d'orientation supérieure de l'organisation,

36 Pereira dos Santos, Francisco, Un Etat corporatif: La constitution sociale et politique portugaise, 2e édition, Paris, Librairie du Recueil Sirey, 1940, p. 165.

37 Ibid., p. 176.

corporative nationale, mais il ne réunit, contrairement au conseil national italien, que des ministres du Cabinet. Et ce conseil peut établir des règles qui ont force de loi.

Trois autres corps sont aussi importants. Il s'agit de l'Institut national du Travail et de la Prévoyance, chargé de l'exécution des lois sur la protection du travail, d'un conseil technique du Commerce et de l'Industrie qui doit coordonner l'activité économique des organismes corporatifs, et d'une Chambre corporative qui réunit les représentants des diverses corporations, mais aussi les élus du peuple. Cette Chambre corporative sera "le couronnement de l'édifice corporatif portugais parce qu'elle sera dominée par trois principes: représentation restreinte, spécialisation réduite et hiérarchisation."³⁸ En un mot, ici aussi, l'Etat contrôlerait les "mécanismes corporatistes".³⁹

L'Espagne de Franco fut un peu différente.

Selon Manuel Fraga Iribarne, le général Franco qui gouvernera l'Espagne de 1939 jusqu'au début des années '70, sut, dans sa marche victorieuse de la guerre civile espagnole, intégrer deux groupes de pensée qui allaient marquer le développement du corporatisme espagnol.⁴⁰ Il s'agit des Jeunes

38 Samson, Odette, Le corporatisme au Portugal, Paris, Librairie technique et économique, 1938, p. 140.

39 Wiarda, Howard J., op. cit., p. 139.

40 Iribarne, Manuel Fraga, How Spain is Governed, Madrid, Diplomatic Information Office, 1950, p. 97.

Traditionalistes qui, profondément catholiques, voulaient d'une part le retour à des valeurs fondamentales et sûres, et les "noyaux phalangistes" qui estimaient d'autre part, avec un programme en 27 points qu'il fallait, pour sortir l'Espagne du chaos, un système corporatiste où des syndicats pan-nationaux établiraient avec l'Etat les réformes nécessaires à la sécurité agraire et industrielle de l'Espagne.

L'un des penseurs de l'Espagne à "démocratie organique" fut José Antonio Primo de Rivera. Les fondements de sa théorie d'organisation de société reposent sur "la co-existence d'unités naturelles (la famille, la municipalité et le syndicat) pour remplacer toute représentation parlementaire organisée selon des lignes de parti." ⁴¹.

Le régime Franco créa donc une assemblée législative, par cortes ou assemblées de conseillers. Il y eut, bien sûr, des modifications à ce "processus démocratique", mais en général, on peut dire que le principe demeura le même. L'élection des membres des cortes était assez complexe. Quatre groupes sont cependant importants: les conseils nationaux

41 Amodia, José, Franco's Political Legacy, Londres, Allen Lane-Penguin Books, 1977, p. 93.

José Antonio de Rivera, selon ce spécialiste de l'Espagne, ne donna jamais aucune définition, pas plus que Franco lui-même d'ailleurs, de cette fameuse notion de "démocratie organique." A Palencia, par exemple, en 1962, Franco aurait dit: "Je défie quiconque de donner le nom d'un seul pays au monde qui offre une plus claire, plus stable et plus fiable forme de démocratie..." (Ibidem).

TABLEAU 1-2

LES SCHEMES CORPORATISTES PORTUGAIS ET ESPAGNOL

du Mouvement, les représentants municipaux, ceux des familles, et naturellement, les syndicats. Une condition d'éligibilité est d'être "politiquement qualifiable", c'est-à-dire d'accepter les principes du Mouvement national.⁴²

Constituant un forum national de discussions et de scénarios possibles d'action, les cortes doivent cependant, dans la pratique, être dominées par le tout puissant pouvoir de l'exécutif, qui, jusqu'à très récemment, était synonyme d'un seul homme, Franco lui-même. Et même à l'intérieur des assemblées,

42 Ibid., p. 101.

le président des cortes est désigné par le chef d'Etat pour six ans.

Or, le chef d'Etat, tout en donnant l'apparence de gouverner par coalition, a toujours su intégrer dans chacun des ministères des sympathisants des divers groupes. "De telles tactiques, comme l'indique si bien Ken Medhurst, a permis au régime de neutraliser les opposants à son autorité."⁴³ Cette intégration, par secteurs (ou cortes), permettait du même souffle aux groupes de garder leur autonomie organisationnelle. A cet égard du reste, l'exemple de l'Eglise catholique, qui a toujours jusqu'à très récemment soutenu Franco, est probant. Même elle, comme tout autre groupe, ne pouvait rester intouchée par l'action gouvernementale.⁴⁴

Ce qui n'empêche pas les membres du Mouvement phalangiste d'être reconnus comme étant "des élites politiques dévouées à l'instauration de réformes sociales."⁴⁵ Même les sindicos furent "assimilés" pour le contrôle des relations de

43 Medhurst, Kenneth N., Government in Spain, New York, Pergamon Press, 1973, p. 71. Tout en se déclarant en faveur du pluralisme, le régime Franco donnait certes une signification spéciale à cette "multiplicité des intérêts."

44 Le dirigeant de l'Action catholique espagnole fut d'ailleurs nommé Ministre des Affaires Extérieures, en 1945. Martín Artajo ne put toutefois pas empêcher une certaine libéralisation du système d'enseignement et l'intégration des Phalangistes dans la direction des universités.

45 Iribarne, Manuel Fraga, op. cit., p. 98.

travail par le Mouvement. Les seules oppositions au sein des cours d'arbitrage du ministère du Travail ne se faisaient donc pas entre les représentants de la direction et ceux des syndicats, mais bien entre phalangistes. D'ailleurs, tout au haut de la hiérarchie du corporatisme espagnol, on retrouve un "Conseil national". Tous les membres de ce conseil du Mouvement sont aussi membres des cortes; leur principale fonction, est d'agir de chien de garde auprès des cortes, afin d'assurer que les principes de "représentation et d'intégration nationale des sujets considérés soient faits."⁴⁶

Il convient donc de signaler, dès maintenant, trois remarques au sujet des schèmes corporatistes portugais et espagnol. D'abord, tout comme le modèle italien, les formes d'aménagement corporatiste de société, au Portugal et en Espagne, permirent à des dictateurs de diriger longtemps les destinées du pays. En fait, l'intégration et l'harmonie de la société, même en présence de ces dictateurs, s'est faite autant par les structures tripartites d'assemblée (Etat qu parti, gros entrepreneurs, syndicats). Ensuite, la doctrine phalangiste du syndicalisme national, à partir de cortes qui se trouvaient absorbés par le Conseil national, est quasi-identique, malgré l'infra-structure différente, à la "représentativité" de la Chambre corporative portugaise où l'Etat était aussi omniprésent, par le Conseil corporatif, l'Institut du Travail et

⁴⁶ Amodia, José, op. cit., p. 133.

le Conseil technique. Enfin, notons que les cultures espagnole, portugaise et italienne permirent cette mobilisation des individus au sein des corporations, des cortes et des grémios-syndicats nationaux. Les trois modèles voulaient tous éviter, selon eux, une lutte des classes inutile et sans issue. L'intégration et l'harmonie de l'Etat et de la société les guidaient.⁴⁷

c) l'Amérique latine

Ortega y Gasset, l'un des philosophes éminents du monde espagnol, écrivait, au début des années 1920, que la crise confrontant l'Espagne et ses Etats parents, découlait d'une mise à l'écart de pratiques qui avaient assuré l'harmonie sociale, lors de périodes plus heureuses. Les classes et les groupes, écrivait-il, qui désiraient quelque chose pour eux-

47 Il est intéressant de préciser qu'au moment où nous écrivons ces lignes, l'Espagne de Franco étant disparue, l'on assiste à des difficultés dans la mise en place de modifications au système corporatiste. En décembre 1974, le gouvernement d'Arias Navarro décrétait que la "liberté d'association politique" était maintenant permise et que les associations pourraient aussi déléguer des candidats aux élections. La plupart des associations refusèrent (voir Amodia, op.cit., p. 141). Pour ce qui est du Portugal, après la "révolution" de 1974, il garde toutefois des tendances corporatistes, puisque les décrets "suivent toujours un système compliqué de mécanismes régulateurs et des formes fonctionnelles de participation... lui donnant un nouveau visage corporatiste, mais avec une forte participation technocratique." (Voir Howard J. Wiarda, Transcending Corporatism? The Portuguese Corporative System and the Revolution of 1974, Essay Series no. 3, Institute of International Studies, University of South Carolina, 1976, pp. 56-58.)

La dernière formulation sera importante à retenir pour analyser les tendances "technocratiques" à l'oeuvre dans la nouvelle société québécoise, et notamment depuis la victoire péquiste.

mêmes, cherchaient à l'obtenir par des discussions et des ententes entre eux.⁴⁸ Ils faisaient cela par des mécanismes légaux et des pratiques établies que la tendance au particularisme d'après première guerre mondiale négligeait en raison de sa recherche d'intérêts égoïstes. Cette nouvelle société était malade parce que l'individu ne pouvait plus se faire entendre et avoir des intermédiaires pour le relier à l'Etat.

L'Amérique Latine⁴⁹, fortement catholique (comme l'on sait) sera donc influencée par les penseurs catholiques des mouvements traditionalistes de l'Espagne pour qui Marx avait été utile uniquement dans son annonce de menaces d'une révolution que seul un Etat corporatiste pourrait éviter.⁵⁰

Le gouvernement national des pays latino-américains devraient donc permettre aux groupes semi-autonomes de résoudre entre eux les conflits les opposant.

48 Ortegó Y Gasset, Espana invertebrada, 1921, p. 78 (cité dans Pike, F.B., Hispanismo 1898-1936: Spanish Conservatives and Liberals and Their Relations With Spanish America, Notre Dame, University of Notre Dame Press, 1971, p. 254.)

49 Surtout les pays d'origine espagnole, comme le Chili, le Mexique, le Brésil, le Pérou, le Vénézuéla et l'Uruguay. Pour ce qui est de l'Argentine, ses relations avec le Portugal furent toutes aussi capitales.

50 Voir l'excellente monographie de trois professeurs espagnols qui exposent le bien-fondé, selon eux, des doctrines sociales de l'Eglise catholique. Isquierdo, M. Sancho, L.P. Gastro et A.M. Casayus, Corporatismo: los movimientos nacionales contemporaneos, Zaragoza, 1937, p. 24.

"Deeming the functions of capital and labor to be of equal importance in the productive process, conservatives hoped to award equal votes to these two sectors within each corporation in the selection of delegates to a national congress. This procedure, by providing capital with a weighted vote, would protect the hierarchical organization of society and guard against the leveling concept of one man, one vote..."⁵¹

Tout comme l'Espagne donc, les Latino-américains se prélasseront de doctrines corporatistes. Tout comme l'Espagne aussi cependant, l'autoritarisme (et les gouvernements de junta surtout) eût la préséance. En Argentine, de 1930 à 1932, José Félix Uriburu fut président-dictateur, tout comme Luis Alberto de Herrera, en Uruguay. Tous les deux avaient étudié en Espagne et se comptaient au rang des Catholiques traditionalistes. Mais, même les plus "libéraux" de la Colombie, du Pérou et du Chili laissèrent à l'Eglise les champs des services sociaux et de l'Education, en lui permettant d'être la corporation sociale unissant les corps sociaux dans ses contacts avec l'Etat.⁵²

Or, comme le souligne James M. Malloy, l'Amérique Latine a, au cours du XX^e siècle, fait l'expérience quasi-constante de régimes autoritaristes, mais l'on a accolé à ce qualificatif des concepts comme ceux "d'autoritarisme bureaucratique,

51 Pike, F.B., op. cit., p. 258.

52 Au Pérou, en 1933, avec le général Oscar Benavides et au Chili, tout comme en Colombie, l'on permit à l'Eglise, tout comme au Québec, d'organiser l'action sociale. (Voir Pike, F.B., op. cit., pp. 308-312)

d'autoritarisme populiste et de populisme militaire."⁵³

Les groupes, dans ces régimes, sont reconnus et consacrés sur une base verticale, plutôt que horizontale, et leurs catégories fonctionnelles les obligent à être reliées à l'Etat par la nomination par le haut de leaders désignés. Il y aura cependant des variantes d'un régime à l'autre. Le corporatisme sera donc perçu comme une réponse à une crise générale de développement des pays latino-américains, eux qui ont constitué pour les pays industrialisés des réservoirs de matières premières et de main-d'oeuvre à bon marché.

Dépendant, donc de l'extérieur pour leur développement, les pays latino-américains se tournèrent vers l'Etat et l'organisation de relations société-Etat qui seraient latino-américaines par opposition à leur dépendance chronique des Etats-Unis, par exemple. C'est en ce sens que Malloy définit les mouvements populistes, en Amérique Latine, comme étant issus d'une nouvelle classe moyenne de bureaucrates qui crurent que des coalitions inter-classes leur permettraient de garder le contrôle des nouvelles institutions.⁵⁴ Ces leaders politiques qui sont parfois assez habiles pour survivre à des coups d'état successifs doivent donc légitimer leur pouvoir décision-

53 Malloy, James M., "Authoritarianism and Corporatism in Latin America: The Modal Pattern", dans J.M. Malloy, éd., Authoritarianism and Corporatism in Latin America, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 1977, (chapitre I), p. 3.

54 Ibid., p. 9.

nel de façon à continuer à garder pour eux les fruits du patronage et de la corruption si typiques à l'Amérique Latine.⁵⁵

Le corporatisme, à image de "clientelism", est donc populaire: il permet, en relations patron-client, d'avoir un système de relations permanentes où des biens et services sont échangés entre citoyens de statuts disparates.⁵⁶

Prenons trois courts exemples afin d'illustrer la pratique latino-américaine.

Le Mexique représente un cas spécial. On peut dire d'ailleurs que ce pays, de type autoritaire, permet l'existence de groupes qui peuvent contribuer à l'intérêt de l'Etat mexicain.⁵⁷ C'est sans doute pour cela que dès la victoire du Partido Revolucionario Institucional (P.R.I.), l'importance d'éléments importants habituellement dans les structures corporatistes ailleurs (l'armée et l'Eglise surtout) fut moindre que celle de groupements d'entrepreneurs.⁵⁸ Les confédérations de chambres de commerce et de chambres d'industries donnent au Mexique des apparences de concentration politico-économique.

55 Chalmers, Doug A., "The Politicized State in Latin America", dans J.M. Malloy, éd., op. cit., p. 31 (chapitre II).

56 Ibid., p. 33.

57 Purcell, J.F.H., et Susan K. Purcell, "Mexican Business and Public Policy", dans J.M. Malloy, éd., op. cit., p. 219.

58. Stevens, E.P., "Mexico's P.R.I.: The Institutionalization of Corporatism?", dans J.M. Malloy, op. cit., p. 227.

La Colombie, pour sa part, a été qualifiée de société pluraliste élitiste, lorsqu'on considère les relations entre les groupes et le gouvernement.⁵⁹ Mais ici, les termes "ordre, autorité, hiérarchie et religion" ont servi de base à la transformation nécessaire du "conservatisme" à avoir marqué les débuts du pays. Deux types de corporations - celles d'intérêt public et celles du monde privé - doivent en arriver à des ententes au sein de "Fronts nationaux d'accords mutuels" avant de dialoguer avec l'Etat.⁶⁰

Un troisième cas est celui du Brésil et de l'Argentine. Au Brésil, le contrôle d'Etat des sindicatos se fait par subsides de travail et par l'encadrement public de leurs opérations.⁶¹ La fixation des salaires, par exemple, s'est faite par des contrôles corporatistes qui imposèrent une préoccupation nationale et qui firent transcender les classes sociales après des grèves au début des années 50 et 60. En Argentine, l'administration péroniste, y compris la dernière tentative, a donné la main aux mouvements ouvriers en tentant de les unir au-delà de leurs différences à des arrangements bureaucratiques.⁶²

59 Bailey, John J., "Pluralist and Corporatist Dimensions of Interest Representation in Colombia", dans J.M. Malloy, op. cit., p. 296.

60 Ibid., p. 277.

61 Mericle, Kenneth S., "Corporatist Control of the Working Class: Brazil", dans J.M. Malloy, op. cit., p. 317.

62 Kaufman, Robert, "Corporatism, Clientelism, and Partisan Conflict: A Study of Seven Latin American Countries", dans J.M. Malloy, op. cit., p. 135.

Les modèles corporatistes latino-américains ont donc une vision commune des mécanismes d'équilibre social et d'intégration politique. Cette vision fait partie d'une idéologie qui "perçoit l'Etat comme le gardien impartial du bien commun."⁶³ Mais, pour beaucoup d'auteurs, le corporatisme latino-américain est de type "naturel", c'est-à-dire qu'il est né des développements naturels de l'industrialisation et de la modernisation latino-américaine et de la prolifération de groupes secondaires qui demandent à participer aux discussions menant aux prises de décision, participation qui leur est niée par le libéralisme traditionnel et les groupes établis.⁶⁴ Pour le salut de l'Etat-nation et pour éviter les possibilités d'affrontements violents - et c'est un fait que les coups d'Etat militaires ne sont pas, sauf de rares exceptions, des "manifestations de sang" - on met en place des chambres ou conseils tripartites informels. En un mot, on croit que le pseudo-consensus doit être recherché en tout temps. Comme l'expliquent d'ailleurs deux auteurs espagnols:

"La interpretación de esta época continuara dividiendo a los españoles durante algún tiempo, y los autores no pueden pretender ni disponer de la única definición válida, ni que al conjuro des

63 O'Donnell, G.A., "Corporatism and the Question of the State", dans J.M. Malloy, *op. cit.*, p. 53.

64 Newton, Ronald C., "Natural Corporatism and the Passing of Populism in Spanish America", dans Pike, F.B., et T. Stritch, éditeurs, The New Corporatism: Social-Political Structures in the Iberian World, Notre-Dame, Notre Dame University Press, 1974, p. 45.

estas paginas se generara un magico consenso..."⁶⁵

Voilà un élément sur lequel il faudra revenir tantôt.

2. Corporatisme et capitalisme

Le capitalisme, comme idéologie et pratique, a été analysé de plusieurs façons depuis qu'il s'est établi comme modèle économique. Il n'entre malheureusement pas dans les limites de ce travail de dresser un bilan des diverses perceptions qu'on a faites du phénomène. Il importe toutefois de préciser certains éléments importants qui ont des répercussions sur les modèles corporatistes.

Pour Théodore Lowi, le capitalisme est une idéologie qui a justifié des comportements "individualistes rationnels".⁶⁶ Car, de tels comportements, comme le disait Adam Smith, pouvaient contribuer à la promotion de la collectivité, de la société.⁶⁷ Tout le monde devrait bénéficier des succès des

65 Pina, A. Lopez, et E. Aranguren, La cultura politica de la Espana de Franco, Madrid, Taurus, 1976, p. 213.

66 Lowi, Theodore, The End of Liberalism, (deuxième édition), New York, W.W. Norton Company, 1979, p. 3.

67 Lowi reproduit un long passage d'Adam Smith lui-même, dans un autre ouvrage. "When the entrepreneur intends only his own gain... he is... led by an invisible hand to promote an end which was no part of his intention... By pursuing his own interest he frequently promotes that of the society more effectually than when he really intends to promote it... The statesman, who should attempt to direct private people in what manner they ought to employ their capitals, would not only load himself with a most unnecessary attention, but would assume an authority which could... nowhere be so dangerous as in the hands of a man who had folly and presumption enough to fancy himself fit to exercise it..." (Lowi, Theodore, Private Life and Public Order, New York, W.W. Norton Company, 1960, p. 12; la citation est d'Adam Smith, The Wealth of Nations, livre IV).

entrepreneurs guidés par la fameuse main invisible. La théorie assumait donc que "la société s'ajusterait d'une certaine façon pour combler l'écart créé par les opérations du marché."⁶⁸ Ce qui ne fut d'ailleurs qu'un mythe.

On dut donc modifier l'idéologie par un principe de rationalité, celui du contrôle social, de l'administration.⁶⁹ Or, "l'administration" ne fut jamais incorporée à l'idéologie capitaliste. Par "administration", on signifiait en effet l'utilisation de contrôles légitimes sur la conduite individuelle soit par une institution publique, soit par une institution privée. Cela aurait voulu dire que l'essence du laisser-faire n'était plus et que la compétition libre ne se faisait pas sans ambages.

Il est donc vrai que l'équilibre du marché, entre les divers compétiteurs, ne se fait pas automatiquement et sans heurts. Certains entrepreneurs disparaissent, par choix ou par force.⁷⁰ Il y a même, dans certains secteurs, des

68 Lowi, Theodore, The End of Liberalism, (op. cit.), p. 15.

69 Ibid., p. 21.

70 Downie, Jack, The Competitive Process, Londres, Duckworth Company, 1968, p. 115.

"This decision may be free, in the sense that the firm could stay in business but receives an offer attractive enough to persuade it not to; or alternatively, the firm may be forced to close down because, having failed to earn a positive gross profit margin for some time, it has exhausted its cash and credit and can no longer pay its bills..."

monopoles de production à être créés. Or, la situation privilégiée de certaines firmes - leur quasi-monopole dans certains cas - et leur dépendance de larges concentrations de capital leur enlèvent une certaine flexibilité et exigent une planification poussée. Comme le signale Nigel Harris:

"... (it) reduced their flexibility in relationship to fluctuations in the economy - a flexibility permitted to some of the older industries by disastrous variations in the labour force - and necessitated much more elaborate planning and forecasting within the firm. It made such firms also much more interested in State planning, in the overall regulation of the economy so that the planning of the firm could not be rendered ineffective by marginal changes in Government policy..."⁷¹

Les entrepreneurs trouvent donc, au sein de l'Etat, une certaine légitimité. D'ailleurs, la toute nouvelle théorie d'accommodement des élites, après une étude poussée du Canada, montre que les dirigeants "de l'Etat, des grosses entreprises et de l'idéologie dominante s'unissent pour administrer l'économie."⁷² Les entrepreneurs, bien qu'opposés à l'intervention de l'Etat en principe, ne s'indignent pas cependant lorsque des subventions de ce dernier leur permettent, comme l'exprime encore Lowi, de "socialiser les risques et de laisser les profits au secteur privé."⁷³

71 Harris, Nigel, op. cit., p. 35.

72 Presthus, Robert, Elite Accommodation in Canadian Politics, Toronto, MacMillan, 1973, p. 25)

(Presthus ne fait donc que confirmer les découvertes originales du regretté John Porter dans son remarquable The Vertical Mosaic, An Analysis of Social Class and Power in Canada, Toronto, University of Toronto Press, 1965).

73 Lowi, Theodore, op. cit., p. 289.

Même Galbraith que certains marxistes lisent avec dédain
parle, dans son Nouvel Etat industriel, des liens mutuels de
l'Etat et du système industriel.⁷⁴ Or, l'entrepreneurship
des grosses corporations pouvait jadis s'accommoder des con-
trôles étatiques parce que ses influences en coulisses pouvaient
modifier les inconvénients de cette intervention. Et la tech-
nostructure, cette nouvelle classe collégiale de dirigeants de
l'entreprise capitaliste de l'ère moderne, a besoin de stabilité
et de planification pour sa croissance continue.⁷⁵ La col-
laboration des deux mondes du capitalisme moderne est donc
nécessaire.

"But the mature corporation has a continuing
and intimate relationship for which doors must
always be open and access to public officials
always be easy and without tension... The indus-
trial system has brought its supply of capital,
and in substantial measure also its labor supply,
within its control, and thus within the ambit of
its planning. And it has extended its influence
deeply into the state..."⁷⁶

Pour sa part, le professeur Leo Panitch, de l'Université
Carleton, estime que l'idée corporatiste fut soulevée au XXe
siècle, en réaction aux idées de l'individualisme et de la com-
pétition ouverte du capitalisme industriel et au conflit de

74 Galbraith, J.K., The New Industrial State, New York, New American
Library, 1971, p. 289.

("In notable respects the mature corporation is an arm of the State.
And the State, in important matters, is an instrument of the indus-
trial system..."),

75 Ibid., p. 301.

76 Ibid., p. 306 - p. 310.

classes qui sont ses sous-produits.⁷⁷ Il va encore plus loin, quand il affirme, du même souffle, que le thème commun aux nouveaux modèles corporatistes fut "de ré-établir chez les nouvelles collectivités du capital et du travail une conception de droits et d'obligations mutuelles..."⁷⁸ L'Etat, ajoute-t-il, sert de communauté collective suprême. Dans un autre ouvrage, il précise sa conception de l'Etat, qui ainsi perçu, dans la société capitaliste contemporaine ne peut être neutre.⁷⁹

Trois fonctions, en effet, sont remplies, à des degrés divers, par l'Etat capitaliste. Ce sont l'accumulation de capital, la légitimation de cette accumulation et la coercition, qui n'est autre qu'une dérivation de la formule de Max Weber sur le "monopole étatique de l'emploi, ou la menace d'emploi de la force physique pour maintenir l'ordre social."⁸⁰ Panitch estime que l'Etat canadien a joué un rôle prédominant en ce qui a trait à la première fonction. Utilisant les démonstrations de Marx et de James O'Connor⁸¹, il ajoute que l'Etat

77 Panitch, L.V., Social Democracy and Industrial Militancy (The Labour Party, The Trade Unions and Incomes Policy, 1945-1974), Cambridge, Cambridge University Press, 1976, p. 245.

78 Ibidem

79 Panitch, L.V., éd., The Canadian State; Political Economy and Political Power, Toronto, University of Toronto Press, 1977, p. 8.

80 Voir l'importante contribution de Weber dans Le savant et la politique, Paris, Plon, 1976 (Collection 10-18).

81 O'Connor, James, The Fiscal Crisis of the State, New York, St-Martin's Press, 1973.

britannique, par exemple, est intervenu dans le contrôle de l'activité économique, pour deux grandes raisons: d'abord, parce que les demandes des ouvriers se faisaient de plus en plus menaçantes, ensuite, parce que la bourgeoisie, cette grande classe d'exploiteurs capitalistes mûs par la motivation des profits toujours plus grands, devait être protégée d'elle-même (lire "contre elle-même"), sans quoi, l'équilibre ne pourrait exister et la lutte des classes se ferait au grand jour, poussée par la rébellion des prolétaires vidés (physiquement et monétairement) et exploités au maximum.⁸²

Il est clair que l'Etat capitaliste moderne n'est pas un Etat du laisser-faire. La main invisible d'Adam Smith reçoit donc un coup de pouce de l'Etat qui, par son pouvoir législatif, vise à assurer la paix et l'harmonie dans la société. Tout au moins, à limiter les conflits. Or, dans cette perspective, l'Etat, le capital et le travail sont perçus comme des partenaires qui, bien qu'inégaux dans la propriété des moyens de production, doivent contribuer à l'accumulation des surplus pour investir pour la prospérité de tous.⁸³ Les

⁸² Panitch, L.V., The Canadian State..., op. cit., pp. 4-5.

⁸³ Levant, Victor, Capital et travail, la collaboration de classes dans le mouvement syndical, Montréal, Editions L'Etincelle, 1978, p. 38.

Levant cite J.D. Rockefeller, "Labor and Capital: Partners", dans The New Colorado Industrial Plan, 1916, p. 15.

"Si nous admettons que le travail et le capital sont partenaires et qu'ils produisent conjointement les fruits de l'industrie... qu'est-ce qu'une juste répartition? Il est probable que ce problème de la juste distribution du bien-être ne trouvera jamais de solution définitive..."

deux mondes, dont on parlait tantôt, deviennent donc des "agents tripartites" si l'on ajoute, comme le fait Levant, les représentants syndicaux.

L'approche marxiste perçoit donc, et peu importe ses variantes⁸⁴, le capitalisme comme impliquant le fonctionnement des relations Etat-groupes sociaux (et surtout les gros entrepreneurs). Or, il est étonnant de constater que la durabilité de ces relations - et parfois aussi le déterminisme et l'automatisme - constitue le point d'appui des approches du pluralisme libéral. Du conflit des groupes, dans leurs contacts avec l'Etat, naît le compromis pacifique et la permanence de la société libérale qui assure le lien commun d'une grande portion de la population.⁸⁵ Et même si la connota-

84 L'appellation "néo-marxiste" est de plus en plus populaire. Elle a néanmoins le très majeur inconvénient de ne pas nous indiquer, même globalement, ce qui distingue un néo-marxiste d'un marxiste classique. La boutade de Winston Churchill ("on ne sait jamais sur quelle branche de l'arbre marxiste se localise tel ardent analyste qui dit avoir amélioré les thèmes marxistes-léninistes") a donc plus de véracité qu'on croit.

85 Voir les diverses interprétations de ce pluralisme: Léon Dion, Société et politique: la vie des groupes, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1971 (tome 1, Fondements de la société libérale, tome 2, Dynamique de la société libérale).

Et une bonne critique de la théorie, Stanley Rothman, "Systematic Political Theory", dans American Political Science Review, vol. XLIV, no. 1, 1960, pp. 15-33.

tion "libérale" paraît suspecte dès qu'il y a intervention de l'Etat, il n'en demeure pas moins que le pluralisme libéral est dénoncé, un peu comme l'Etat capitaliste, en raison de son fonctionnement, tout comme de sa durabilité. Il est en effet une grande réussite au capitalisme moderne, c'est sa facilité d'adaptation et de "recouvrement" des intérêts contestataires. Car, il faut l'admettre, l'auto-destruction du mode de production capitaliste, promise depuis quelques décennies, tarde à venir. Et cela, malgré des difficultés innombrables.

Pour tout dire, dans les économies dites "mixtes", c'est-à-dire où l'Etat a cessé de jouer le rôle d'observateur neutre et où co-existent tout de même avec lui de gros entrepreneurs mus par le profit, l'une des trouvailles de l'adaptation aux nouveaux développements du capitalisme fut celle d'arrangements à nature corporatiste. Shonfield, dans une synthèse remarquable, écrit que "plutôt que d'avoir un Etat dirigiste, l'Etat et les corporations semi-autonomes rempliraient ensemble le vide laissé par le laisser-faire."⁸⁶ Or, dans cette perspective, le corporatisme ("l'arrangement par lequel une politique économique est façonnée par un processus d'inter-action entre des élites étatiques et des représentants d'organisations corporative, comme des syndicats, des conseils industriels, des

⁸⁶ Shonfield, Andrew, op. cit., p. 233.

entrepreneurs...")⁸⁷ a été perçu comme un phénomène économique. Pourtant, il est indéniable que ces "arrangements", volontaires ou non⁸⁸, ont des conséquences politiques profondes (sur les partis, les Parlements et l'administration publique) et des conséquences sociales importantes (la cohésion sociale se faisant par "fonctions" et par la "vente" de la part de l'Etat du nouveau pacte ou "contrat social" au nom des partenaires).⁸⁹

87 Diamant, Alfred, Bureaucracy and Public Policy in Neo-Corporatist Settings: Some European Lessons, exposé fait à la rencontre annuelle de l'Association Américaine de science politique, Washington, septembre 1979, p. 6.

88 Voir la définition qu'en donne Raymond Laliberté dans un texte inédit (Quinze ans de corporatisme militant: L'école sociale populaire de Montréal, département de science politique, Université Laval, Québec, 1977, p. 53.)

"Nous définissons le corporatisme comme théorie de l'organisation politique de la société, centrée sur l'union autoritaire et obligatoire de classes d'intérêt dans un espace national donné, définie par de seuls objectifs généraux issus de la valorisation transcendante de l'ordre et de la puissance, de la suprématie organisationnelle de corporations de métiers et d'un modèle rationalisateur à finalité totalisante..."

Laliberté commet, à notre sens, une double erreur; d'abord, son "union autoritaire et obligatoire" néglige les désirs de certains syndicats, comme le Congrès du Travail du Canada, d'être participants à des structures tripartites de décision; ensuite, ses "seuls objectifs généraux" n'ont rien de généraux en dehors du but légitime de limiter les antagonismes de classe dans une société.

89 Cardoso, Fernando, et Enzo Faletto, Dépendance et développement en Amérique Latine, Mexico, Siglo XXI, 1978 (post scriptum)

"L'opposition ne se situe pas tant entre corporatisme et tradition démocratique qu'entre d'un côté, un certain élitisme technocratique et de l'autre une vision du progrès de la société qui intégrerait les revendications de la base et le contenu spécifiquement nationaliste en un projet de développement et de modernisation de l'économie par le jeu grandissant de l'Etat, lieu privilégié de cette alliance et de ce mariage..."

Notons, enfin, que malgré l'émergence de modes de production étatique⁹⁰, l'Etat capitaliste actuel n'intervient pas dans toutes les activités sociales et économiques. Et, comme le souligne Jean-François Revel, il est indéniable de constater que "l'exploitation" des prolétaires par les méchants entrepreneurs est de plus en plus supportable et l'écart entre la satisfaction des uns et des autres tend à rétrécir.⁹¹ Et, l'aspect obligatoire et autoritaire accolé au corporatisme, comme le fait Raymond G. Laliberté⁹², nie l'aspect "incitateur", donc non-forcé, de l'Etat capitaliste dans ses fonctions contemporaines. Shonfield parle d'ailleurs, semble-t-il, des "bénéfices mutuels que l'on fait miroiter aux partenaires pour les attirer..."⁹³

3. Les caractéristiques communes

On saisit aisément que les modèles idéologiques du corporatisme ont été différents, dans le temps et dans l'espace. On peut cependant dégager des traits identiques, ou presque, à chacune des conceptions corporatistes. Retenons-en cinq, afin de pouvoir différencier tantôt les attrait du néo-corporatisme.

90 Voir Lefebvre, Henri, De l'Etat, Paris, U.G.E., Collection 10-18, 1976, pp. 325-370 (tome IV) et Burdeau, Georges, L'Etat, Paris, Seuil, 1970, p. 137.

91 Revel, Jean-François, La tentation totalitaire, Paris, Laffont (Le livre de poche), 1976, p. 202.

92 Voir note 88.

93 Shonfield, Andrew, op. cit., p. 163.

La première caractéristique commune réside dans le désir recherché par les penseurs et les praticiens aussi du reste, à limiter les antagonismes de classe entraînés par le développement de l'industrialisation des sociétés modernes. Comme on le verra plus loin, il y eût au Moyen-Age des tentatives d'aménagement socio-politique, à caractère corporatiste⁹⁴, mais comme ce n'est qu'avec les progrès du développement industriel que furent précisés, par Marx et ses disciples, les relations du pouvoir du capital et du travail (lire les entrepreneurs et les travailleurs-prolétaires), on ne peut avant l'époque industrielle parler de corporatisme.

Or, il découle, de cette prise de conscience, une recherche d'un palliatif. Et qu'on l'affuble des expressions "conscience nationale" ou "impératif de la solidarité nationale" illustre bien cette préoccupation centrale aux penseurs corporatistes.⁹⁵ Cette solidarité économique vise à transformer

94 Voir Max Weber, The City, New York, The Free Press, 1958, p. 117.

"(... The socio-religious fraternities... and the conjurations...) provided models for the fusion of the various lines of authority in the hands of outstanding personalities schooled in such unions and hence able to consolidate the leadership of civic confederations by means of their social influence..."

95 Pahl, R.E., et J.T. Winkler, "Vers le corporatisme?", dans Contre-point, février 1976, p. 51.

Ces deux auteurs britanniques estiment que l'organisation corporative de la société et de l'Etat découle de quatre raisons: la solidarité nationale, le besoin d'organisation poussée, la paix et la collaboration internationale et la "décapitalisation" ou atténuation du capitalisme. Nous ne retenons que deux de leurs explications, puisque nous lions solidarité nationale et atténuation du capitalisme. Organisation poussée (harmonie, disent Pahl et Winkler) et paix nous semblent être identiques. D'ailleurs, l'article de ces auteurs est beaucoup trop vague et ne parle jamais, en plus de ne pas esquisser une définition opératoire du corporatisme, du mode de fonctionnement de modèles corporatistes.

les relations économiques et sociales à l'intérieur d'une société politique, afin d'assurer l'ordre que la main invisible néglige au profit de la liberté d'entreprise. On a affirmé qu'il s'agissait là d'objectifs s'apparentant au nationalisme économique.⁹⁶ Rien n'est moins sûr, selon nous.

Alors que le nationalisme économique vise à orienter et contrôler les activités économiques d'un Etat, afin de faire contre-poids, par une recherche d'intérêts dits nationaux, aux intérêts égoïstes d'entrepreneurs étrangers, le corporatisme ne vise qu'à réorganiser les rapports sociaux et économiques afin d'impliquer tous les éléments de la société.

D'ailleurs, un deuxième trait qui rapprochent les modèles classiques, par opposition aux nouveaux efforts de simple concertation, réside dans cette recherche d'intégration de tous les segments "fonctionnels" de la société. Durkheim avait déjà proposé, au début de ce siècle, la représentation fonctionnelle (et donc verticale) pour remplacer l'organisation politique, telle qu'on la connaît un peu partout, par la "démocratie des députés".⁹⁷

"Notre malaise politique tient donc à la même cause que notre malaise social: à l'absence de cadres secondaires intercalés entre l'individu et l'Etat..."

96 Voir Raymond Laliberté, op. cit., p. 44.

97 Durkheim, Emile, Leçons de sociologie, Paris, Presse universitaires de France, 1950, p. 116.

Pour que l'Etat soit suffisamment affranchi de l'individu, il y a intérêt à ce que les deux ne soient pas immédiatement en contact."

Et Durkheim n'était certes pas fasciste, au sens péjoratif accolé à ceux qui, comme Mussolini et Salazar, par exemple, ont cherché à chapeauter cette forme de représentation fonctionnelle par un dirigisme d'Etat. D'ailleurs, bien que cela n'entre pas dans les paramètres de ce travail, les raisons qui ont fait dévier les modèles conceptuels du fascisme italien des idéaux qu'il avait couchés sur papier précédemment, dans une doctrine néo-libérale après tout, relèvent plutôt de la psychologie des dictateurs et des dirigeants autoritaires, pour ne pas dire totalitaires... Ce qui nous intéresse ici, c'est bien plus le schème conceptuel du corporatisme et son nouvel attrait contemporain, malgré l'expérience satanique ailleurs.

D'ailleurs, comme le souligne Philippe C. Schmitter, "l'épithète fasciste est toujours lancée par quiconque veut dénigrer des éléments des systèmes d'articulation des intérêts qu'il n'approuve pas."⁹⁸ En fait, l'un des attrait des schèmes corporatistes réside justement dans la création de mécanismes pouvant permettre à tous les représentants d'intérêts opposés de se faire entendre et d'avoir voix au chapitre décisionnel. Et ici l'on touche l'un des maillons faibles dans le chaînon du pluralisme libéral, axé comme l'on sait,

98 Schmitter, P.C., Corporatism and Public Policy in Authoritarian Portugal, op. cit., p. 8.

sur les travaux et oppositions des groupes de pression dont l'effet est de donner le "gros bout du bâton" aux groupes mieux nantis et plus forts contre des intérêts plus populaires, mais moins bien structurés, en raison d'un manque de ressources de tout acabit. Comme le souligne avec justesse Abraham Holtzman, le combat est inégal.

"Although virtual representation tends somewhat to compensate for the class bias of interest group participation, it is no satisfactory substitute. The unorganized are dependent upon others who have primary concerns of their own. Therefore, intervention by such groups on behalf of the unorganized is unpredictable; haphazard and uncertain..."⁹⁹

4. Sans parler des gens qui ne désirent pas être "organisés". Bref, les idéaux du corporatisme veulent assurer à tous une représentation dans la grande maison corporative.

En outre, une troisième vue commune unit les "corporatistes". L'ordre et l'efficacité constituent des leitmotiv centraux aux cris corporatistes. S'il veut être fonctionnel, le corporatisme, en tant que schème d'aménagement socio-politique, et même économique, doit assurer la coopération entre les groupes plutôt que de les laisser agir, comme on le fait un peu partout, en libre compétition sans restriction aucune. Cette compétition élimine toujours des intérêts faibles et néglige certains secteurs.

⁹⁹ Holtzman, Abraham, Interest Groups and Lobbying, New York, The MacMillan Company, 1966, p. 7.

Cet aspect nécessaire de l'harmonie sociale que les libéraux qualifient de recherche du consensus social vise, comme l'exprime si bien Lehmbruch avec son expression "corporatisme libéral", à assurer non plus uniquement la médiation des intérêts, mais un système intégré et fonctionnel des systèmes sociaux et politiques.¹⁰⁰ Cet ordre social, engendré par le désir des corporations sociales à guider l'orientation des processus d'allocations des ressources, n'est autre qu'une conception organique des deux sociétés (sociale et politique).¹⁰¹

Or, l'ordre engendré est toujours à re-façonner. D'ailleurs, l'expression "consensus-building" indique bien chez Lehmbruch en tout cas, cet aspect dynamique par opposition au déterminisme des "groupistes".¹⁰² Le contrôle sur l'intervention de l'Etat, partenaire majeur de cette organisation corporative, se fait par l'intervention continuelle des "corps" représentés dans les diverses structures formelles de participation décisionnelle. De même, les diverses corporations limitent les velléités sur-autoritaires de l'Etat qui est formé de trois éléments qui ont intérêt à maintenir la paix sociale: les représentants élus, les bureaucrates et les partis d'oppo-

100 Lehmbruch, Gerhard, "Liberal Corporatism and Party Government", dans Comparative Political Studies, vol. 10, no. 1, avril 1977, p. 94.

101 Voir à ce sujet les implications de la "social guidance" du sociologue A. Etzioni, The Active Society, New York, The Free Press, 1968.

102 Il s'agit de l'expression trouvée par les journalistes français pour parler des théoriciens, à la Dahl, du pluralisme libéral.

sition.¹⁰³ D'erechef, rappelons que plutôt qu'un désordre potentiel, les partenaires ont intérêt à "mettre de l'eau dans leur vin."

Quatrième élément commun: l'importance de l'Etat. Il est indéniable que l'aspect coercitif dont on a titré les modèles italien, portugais et espagnol font un tort considérable à l'idéologie corporatiste. Néanmoins, dire aujourd'hui que l'Etat doit avoir un rôle important dans les schémas corporatistes, ce n'est pas retourner à Mussolini.

L'Etat, sans être neutre, a un rôle d'arbitre dans nos sociétés. C'est d'ailleurs pour limiter les conflits que les hommes acceptent l'autorité de cette abstraction. L'Etat, en tant qu'organisation suprême, est donc opéré par des individus qui dirigent le gouvernement du jour. Or, l'égalité des partenaires corporatistes ne nie pas le rôle incitateur de l'Etat.

103 Dans une critique assez sévère des adeptes du corporatisme, Birgitta Nedelman et Kurt Meier affirment que l'un des "plus gros trous de la pensée corporatiste" est celui de l'absence de précision quant au rôle des partis qui sont "dépassés ou surpassés" par les corporations. Quant à nous, bien qu'il soit arrivé que l'Etat ait remplacé les Parlements par des "collèges de corporations", nous croyons que le maintien de l'Etat traditionnel, avec son gouvernement, ses fonctionnaires et ses partis politiques, est parfaitement conciliable avec la "maison corporée" dont parlent Schmitter et Lehmbruch.

("Theories of Contemporary Corporatism: Static or Dynamic?", dans Comparative Political Studies, vol. 10, no.1, avril 1977, p. 42.)

D'aucuns parlent de "catalyseur".¹⁰⁴ Il serait aberrant d'admettre, comme le fait sans vergogne Charles Anderson, que "les corporations, syndicats et autres organisations sont sources de la loi et qu'ils forment des mécanismes de régulation de la conduite humaine plus intimement que ne le fait l'autorité de l'Etat."¹⁰⁵ Si cet énoncé peut s'appliquer aux collèges de médecins, au Barreau et aux corporations d'ingénieurs qui "administrent" en quelque sorte des programmes étatiques, il ne peut certes pas s'appliquer à "toutes les autres organisations." Que penser des groupes qui enfreignent les lois et nécessitent l'intervention des mécanismes de protection de la personne et de la propriété?

En un mot, l'Etat agit d'élément-moteur dans l'institutionnalisation des modèles de participation conjointe par des partenaires égaux. Et il demeure à ce titre le protecteur du bien commun dont il tire sa légitimité. Pour employer l'expression de Burdeau, l'Etat est "moteur et frein".¹⁰⁶ On

104 L'expression est de Pierre Tremblay, dans un éditorial du 26 mai 1980, Le Droit, Ottawa.

105 Anderson, C.W., "Political Design and the Representation of Interests", dans Comparative Political Studies, vol. 10, no. 1, avril 1977, p. 131.

106 Burdeau, Georges, op. cit., p. 108.

"L'Etat est la seule puissance, dit-il encore, capable de régulariser la concurrence des pouvoirs..." (p. 110).

est encore loin de ce que Poulantzas appelle, dans son jargon néo-marxiste, "Etat interventionniste et capitalisme d'Etat".¹⁰⁷

L'institutionnalisation des mécanismes d'inter-action et des structures de décision conjointes constitue, selon nous, le cinquième trait commun aux corporatistes. Comme l'indiquait l'un des précurseurs de la doctrine corporatiste, Mihail Manoflesco, dans son Siècle du corporatisme, "l'économie corporative suppose que le maximum de bien social se réalise par la discipline des activités économiques en harmonie avec les fins de l'Etat..."¹⁰⁸

Les modèles d'aménagement socio-politique peuvent contenir des variantes, selon les cultures politiques et les espaces où l'on vise à instaurer des mécanismes de consultation, d'intégration, de participation, de partage des prises de décision et même de co-gestion pure et simple. Il y a donc

107 Il ne s'agit pas de nier le haut taux d'interventions de l'Etat dans l'activité globale de nos sociétés capitalistes, le moins avancé. Mais, quand Poulantzas parle de "capitalisme monopoliste", il ignore la persistance de sociétés privées assez puissantes. D'ailleurs, il existe une certaine contradiction chez certains marxistes dans leur analyse du capitalisme moderne. D'une main, ils nous disent que ce sont les multinationales qui "lapident nos ressources et dirigent tout", mais de l'autre, ils nous parlent de "l'intervention envahissante de l'Etat dans tous les domaines." Or, ils ne peuvent avoir raison partout. Ou bien, ce sont les multinationales qui ont le pouvoir et l'Etat est faible. Ou bien, l'Etat a réussi à circonscrire les activités des grosses entreprises qui ne sont pas aussi puissantes qu'on le dit. Poulantzas nous semble faire ce jeu. Voir Nicos Poulantzas, Fascisme et dictature, Paris, Seuil-Maspéro, 1974, p. 274. Et que dire de ce slogan: "Le fascisme se situe dans le stade impérialiste du capitalisme..." (Ibid., p. 13).

108 Manoflesco, Mihail, Le Siècle du corporatisme, Paris, Félix Alcan, 1936, p. 249.

des différences de degré, mais partout le processus est le même. Il s'agit en tout temps, et d'une façon permanente, d'une représentation fonctionnelle des secteurs économiques et sociaux, de leur institutionnalisation dans les structures gouvernementales et administratives de l'Etat et de la co-détermination des programmes législatifs et de l'action exécutive des partenaires sociaux.

Cela va donc plus loin que les simples modèles d'accommodement des élites, comme ceux décrits par Presthus, au Canada.¹⁰⁹ En fait, la différence réside dans une ouverture à la base ou sur la base des groupes fonctionnels et également sur l'institutionnalisation dans des structures participationnistes établies dans des mécanismes de décisions communes ou conjointes.

Cinq éléments inter-reliés donc. En cherchant à limiter l'opposition des classes sociales qui devrait se faire au grand jour, on intègre les éléments fonctionnels de la société qui coopèrent. Or, cela se fait pour l'ordre et l'efficacité, en présence de l'Etat qui veille au grain et, fort de sa légitimité et représentativité politiques, préserve l'intérêt national. Mais, tout arrangement se fait par des mécanismes décisionnels créés, acceptés et fonctionnant pour l'unité nationale et la solidarité de tous les citoyens.

109 Presthus, Robert, op. cit.

4. Corporatisme et néo-corporatisme

Ainsi donc, un postulat commun à tous les corporatistes veut que l'harmonie sociale soit maintenue par une mutualité d'intérêts.

Il faut donc définir le corporatisme classique comme étant une recherche, par l'Etat, d'intégrer, dans ses structures gouvernementales et administratives, tous les secteurs d'activités de la société, par fonctions. Cette représentation sectorielle devient donc institutionnalisée. Or, il est arrivé que l'Etat a donné préséance à cette représentation "spéciale" que ce soit en Espagne, au Portugal ou en Italie - aux détriments de modes de participation électorale. Nous avons déjà vu que certains Parlements ont été abolis. En outre, la nomination au sein des secteurs s'est maintes fois faite par le haut, imitant en cela le phénomène d'abolition du choix des dirigeants par les membres.

Ce corporatisme n'a pas survécu à la pratique. Mais, la production économique, elle, a continué dans nos pays occidentaux, à se faire à l'intérieur d'un modèle capitaliste. Et, pour éliminer l'exploitation de certains oligopolistes, le capitalisme a été accompagné d'un pendant politique, le pluralisme libéral. Mais, même là, on se rend compte que certains groupes ont plus de poids que d'autre. D'ailleurs, en réaction à cette importance des plus forts, de nouveaux idéaux voient le jour. Ils ont pour nom "démocra-

tie de participation" ou "démocratie auto-gestionnaire" et ces idéaux laissent entrevoir le mirage d'une action des groupes orientant, et même dirigeant, l'action communautaire, l'action collective ou encore l'action de l'Etat. 110

Néanmoins, pour les conservateurs, ou traditionnalistes, c'est l'inverse qui est vrai. A noter, par exemple, la popularité de la prolifique Ayn Rand, chez l'Oncle Sam.

"Yet all of it is contained in - and camouflaged by - the notion of "Government by consensus". This notion is now being plugged, not as an ideology, but as an anti-ideology; not as a principle, but as a means of obliterating principles; not as reason, but as rationalization, as a verbal ritual or a magic formula to assuage the national anxiety neurosis - a kind of pep pill or goofball for the "non-boat rockers", and a chance to play it deuces wild, for the others..." 111

Signalons que cette notion de consensus a été accolée aussi aux dires de Pierre-Elliott Trudeau au Canada. 112

Dans certains pays européens, pour régler en quelque sorte le dilemme entraîné par cette dichotomie - d'un côté,

110 Sur l'autogestion, deux excellents ouvrages: Carré, Daniel, Auto-organisation de l'entreprise, Paris, Editions d'organisation, 1977 et M. Mermoz, L'autogestion, c'est pas de la tarte, Paris, Le Seuil, 1978. Sur la participation, deux ouvrages suffisent, Carole Pateman, Participation and Democratic Theory, Cambridge University Press, 1970, et G. Hunnius, Participatory Democracy for Canada, Montreal, Black Rose Books, 1971.

111 Rand, Ayn, Capitalism: The Unknown Ideal, New York, The New American Library (Signet Books), 1962 (version originale, 1946), p. 204.

112 Taylor, Charles, The Pattern of Politics, Toronto, McClelland and Stewart, 1970.

ce sont les groupes qui sont maîtres, de l'autre, c'est l'Etat, organe du consensus et du compromis - on fait renaître certains principes du corporatisme en éliminant, bien sûr, l'aspect autoritaire relié aux premiers modèles.

Regardons brièvement certaines utilisations.

En Grande-Bretagne, les deux partis s'opposant, après la disparition quasi-complète des Libéraux, après la deuxième guerre mondiale, ont développé dans leur programme des éléments teintés de corporatisme. Leur théorie d'unité organique, entre autres, fait très "approche concertée".¹¹³

D'ailleurs, le professeur Panitch estime que l'une des forces du Parti travailliste britannique, bien qu'on lui ait reproché d'être moins réformiste une fois rendu au pouvoir, a été son idéologie "intégrationniste" qui a minimisé les oppositions de classe et qui a réussi à maintenir une certaine harmonie sociale.¹¹⁴ Certains ont avancé que cette idéologie intégrative, et surtout la nécessité de maintenir la loyauté des travailleurs, n'a pas été très réussie si l'on regarde les diverses méthodes utilisées, de 1948 à 1950, puis de 1964

113 Beer, Samuel, Modern British Politics, Londres, Faber, 1965, chapitre 1 et 3.

114 Panitch, L.V., "Ideology and Integration: The Case of the British Labour Party", dans Political Studies, vol. XIX, no. 2, 1971.

à 1970, pour contrôler des politiques salariales, alors même que les Travaillistes, toujours au pouvoir, n'ont pas réussi à prévenir l'éclatement des dits programmes.¹¹⁵ Leur succès mitigé est cependant méritoire pour illustrer, ne serait-ce que cela, que la théorie des groupes revêt des formes corporatistes. Par ailleurs, d'autres ont argué que les conservateurs, parce que l'on ne s'attendait pas, en raison de leur traditionnalisme à ce qu'ils mettent de l'avant des programmes où les syndicats eussent à dire, ont quand même mis de l'avant et réussi, jusqu'à un certain point, à promouvoir un équilibre économique et une coopération unifiée, et non plus le pouvoir du prolétariat.¹¹⁶ Peu importe qui a raison, il reste un fait certain: les divers organismes conjoints ont permis aux partenaires de se faire entendre. Il y a une marge d'avec les modèles pratiques du fascisme italien.

Nous pouvons donc être d'accord avec Schmitter quand il écrit que "le corporatisme d'Etat est difficile à maintenir, à partir de mesures répressives, qui ne peuvent livrer l'information correcte et fournir une participation contractuelle volontaires des nouveaux complices". (i.e.: les syndicats de travailleurs).¹¹⁷ C'est donc plus un nouveau corporatisme

115 Panitch, L.V., Social Democracy..., op. cit., p. 247.

116 Harris, Nigel, Competition and the Corporate..., op. cit., p. 70.

117 Schmitter, P., "Still the Century of Corporatism?", dans F.B. Pike, et T. Stritch, op. cit., p. 126.

de société qui voit le jour, par opposition au corporatisme d'Etat.¹¹⁸

Ce néo-corporatisme, basé plutôt sur le rôle incitateur de l'Etat, qui ne force plus la représentation corporative, mais la stimule, s'illustre assez bien par les politiques allemandes et autrichiennes.

Selon Lehbruch, l'Autriche est le plus clair cas de politiques du revenu déterminées par "accommodement corporatiste".¹¹⁹ Appelée sozialpartnerschaft, l'entente entre syndicats, patrons et l'Etat est le fruit sans cesse renouvelé du travail de la Commission conjointe, établie en 1957. Comme le souligne encore Lehbruch, même si les ententes sont souvent précaires et nécessitent une consultation permanente des membres ordinaires de chacune des associations, "les employeurs sont souvent d'accord avec les syndicats sur des politiques salariales de façon à sauvegarder l'existence d'entreprises marginales..."¹²⁰

118 Manólesco distinguait très bien les deux. Par corporatisme d'Etat il entendait celui qui originait de désirs des dirigeants politiques d'embrigader les corps sociaux à son service. Par corporatisme intégral, il indiquait la représentation fonctionnelle de tous les intérêts, religieux et autres, qui se ferait naturellement à mesure que se développerait une conscience de société corporatiste. (op. cit., p. 30, 35, 74).

119 Lehbruch, G., op. cit., p. 102.

120 Ibid., p. 103.

Le cas de l'Allemagne fédérale est tout aussi intéressant. Une konzertierte action a été développée, à partir de 1964, et réunit, avec le ministre fédéral de l'Economie, tous les intérêts et associations à saveur économique. En plus, deux organismes distincts - un conseil des politiques d'affaires et un conseil de planification budgétaire - font asseoir à la même table des représentants de groupes concernés.¹²¹

Les modèles pluralistes comprennent donc, dans certains cas, des éléments corporatistes. Mais, de profondes différences existent entre les deux. Il est vrai qu'ils visent tous deux à faire reconnaître et accepter la différenciation structurelle et les divers intérêts de la société politique moderne, mais là s'arrête la similitude. Comme le souligne avec juste titre Schmitter, les pluralistes acceptent que leurs groupes soient nés spontanément, qu'ils puissent se multiplier à satiété, que leur extension soit horizontale et qu'ils soient en inter-action compétitive. Les modèles néo-corporatistes assument, eux, qu'il y eut émergence contrôlée des associations, une certaine limitation quantitative, une stratification verticale et une inter-dépendance complémentaire.¹²² En un mot, comme le démontre le graphique sui-

121 Ibid., pp. 104-105.

122 Schmitter, P., "Still the Century of Corporatism?", op. cit., p. 96.

vant, la dichotomie est claire: les corporatistes croient que l'ajustement fonctionnel se fait en un tout organique, alors que chez les groupistes, l'équilibre change en raison du poids variable des forces en présence.

TABLEAU 1-3
PLURALISME LIBERAL VS CORPORATISME

	SOCIETE PLURALISTE LIBERALE	SOCIETE CORPORATISTE
Origine des partenaires sociaux	spontanée	émergence contrôlée
Nombre idéal	illimité	limitation quantitative
Stratification	horizontale	verticale
Liens d'opération	compétition	inter-dépendance

Source: Schmitter, P., "Still the Century of Corporatism", dans Pike and Stritch, The New Corporatism, Notre Dame, Notre Dame University Press, 1974.

En clair, la médiation des agents sociaux et politiques, en système corporatiste - et encore plus en corporatisme étatique - est vivement contrôlée. Or, il nous semble opportun de préciser quelques notions qui nous serviront dans l'analyse des développements socio-politiques du Québec, de 1930 à nos jours.

Par corporatisme d'Etat (ou subordonné, comme le disait Manoflesco¹²³) on fait référence à des contrôles étatiques très poussés qui frisent les tendances dictatoriales. Il s'agit donc de la pratique telle que vécue par les Italiens, Espagnols, Portugais et certaines nations latino-américaines. Or, il est important de distinguer cette pratique des modèles théoriques du corporatisme classique. A cet égard, nous rappelons que l'Eglise catholique a développé une théorie du corporatisme social qui lui fit se résigner devant certaines dictatures fascistes qui respectaient son autonomie sociale et son empire sur certains corps sociaux qui s'organisaient en marge de l'Etat. Cette notion un peu spéciale des corps intermédiaires ne sera vraisemblablement pratiquée qu'au Québec où il y eut une sorte de concordat tacite entre l'Eglise et l'Etat.¹²⁴ En Italie, en Espagne et au Portugal, l'Eglise ne peut empêcher les groupes sociaux de naître en dehors d'elle et de participer aux différentes formes de tripartisme.¹²⁵

Le nouveau corporatisme (donc néo-corporatisme) n'implique pas que l'Etat ignore les arrangements entre partenaires

123 Manoflesco, M., op. cit., p. 30.

124 Voir chapitre II, ci-après.

125 Sturzo, Luigi, Church and State, Notre Dame, Notre Dame University Press, 1962, pp. 505-518 (édition originale: Paris, Les éditions internationales, 1938).

sociaux. En fait, il est clair que l'Etat libéral d'aujourd'hui, comme nous l'avons déjà affirmé, a un rôle-moteur dans l'ensemble des activités économiques et des rapports socio-politiques. Comme le disent d'ailleurs Pike et Stritch, c'est le très clair objectif du nouveau corporatisme que de prévenir une révolution en préparant et initiant des changements à partir du haut.¹²⁶ Harris, Schmitter et Manoflesco veulent opposer au corporatisme d'Etat un corporatisme de société ou "sociétal".¹²⁷ Cette notion nous apparaît suspecte parce qu'elle semble assumer que, dans la société, en marge de l'Etat, se développe une série de corporations qui pourraient imposer à l'Etat des politiques. Ce serait alors aller trop loin et l'on pourrait croire, utopiquement, que la société "sociale" peut subordonner la société "politique". Or, nous répétons que l'Etat demeure pour les penseurs corporatistes la collectivité suprême.

Cependant, la notion de corporatisme de société a des attrait importants. Le premier d'entre eux renvoie au fait qu'il évoque la possibilité de laisser la voix au chapitre décisionnel à tous les partenaires sociaux qui désirent participer à la décision politique. Une autre attraction de la

¹²⁶ Pike, F.B. et T. Stritch, op. cit., endos de la couverture.

¹²⁷ Manoflesco, M., op. cit., p. 30
Schmitter, P., "Still...", op. cit., p. 98
Harris, N., op. cit., p. 18.

notion "sociale" réside dans les immenses variations qu'elle permet. En fait, on pense au corporatisme de l'Eglise catholique qui voulait être le corps intermédiaire par excellence unissant les corps sociaux et l'Etat. On pense aux rejets purement stratégiques de certains syndicats devant des démarches trop intéressées de l'Etat qui pourrait prendre ces derniers comme des "vendeurs" des décisions, au nom des gouvernants. Enfin, le corporatisme "social" permet de faire opposer un corporatisme politique, où tous les groupes interagissent en présence des autorités politiques alors que, dans le premier cas, des groupes peuvent, par choix, décider de rester en marge.

Bref, le néo-corporatisme n'en est pas un d'Etat, au sens strict, bien que l'Etat y joue un rôle de premier plan. Il peut être social ou politique, Il peut même s'affubler de connotation "libérale"¹²⁸, bien que ce soit très équivoque de faire de la sorte, puisque, comme nous l'avons noté, le pluralisme libéral revêt de très majeures différences avec les caractéristiques du néo-corporatisme. A la rigueur, le néo-corporatisme pourrait être "social-démocrate", si l'on entend par là les désirs poussés de consultation et de concertation de tous les éléments de la société, l'emphase sur

128 Le titre même du texte de Lehmbruch, *op. cit.*, porte à confusion puisqu'il accole "party government" et "liberal corporatism".

un "projet social" de conditions minimales de vie à tous les citoyens (les handicapés physiques, les sans-logis, les délogés de la rénovation urbaine, les assistés sociaux¹²⁹) et l'institutionnalisation d'élaboration de politiques de développement économique et social par mécanismes multipartites où l'égalité des partenaires serait consacrée.

5. Pour un modèle d'analyse

Il est intéressant, dans la même veine, de proposer notre propre modèle d'analyse.¹³⁰ Rappelons d'abord notre définition opératoire du corporatisme.

Le corporatisme est un modèle d'aménagement socio-politique où la représentation fonctionnelle de tous les secteurs économiques et sociaux est institutionnalisée dans des structures gouvernementales et administratives de l'Etat; cette représentation et institutionnalisation visent à obtenir une détermination conjointe des programmes législatifs et de l'action exécutive des partenaires.

En reprenant certains éléments de cette définition, trois principes importants doivent être considérés, et surtout vérifiés. Ce sont les phénomènes résumés par les trois notions inter-reliées de représentation, institutionnalisation et co-détermination.

129 Voir note texte dans Le Devoir, 10 mars 1977, p. 5 ("Le contrat collectif de Pierre Marois; Vers un nouveau corporatisme québécois, à saveur social-démocrate?")

130 Nous utilisons l'expression au sens du terme anglais, "framework".

Si l'on introduit notre cas-type - le Québec de 1930 à nos jours - il est clair que des distinctions s'imposent.

La première renvoie à l'écart entre les schèmes idéologiques développés par certains penseurs ou certaines élites traditionnelles et la pratique ou la mise à l'oeuvre de certaines de ces idées. Pour tout dire, si l'histoire du Québec est recoupée de phases ou périodes - et nous en retenons trois importantes, comme spécifiquement distinctes: l'avant-Révolution tranquille; les dix années de celle-ci; la période spéciale du règne de Robert Bourassa finalement, et la gouverne péquiste - il est vital de pouvoir cerner chez chacune d'elle cette sorte de complémentarité ou d'anti-thèse entre les modèles théoriques et la réalité.

Une deuxième distinction surgit du fait de notre titre et sous-titre: "Corporatisme et néo-corporatisme; du passage d'une idéologie corporatiste sociale à une idéologie corporatiste politique." Plusieurs points doivent être notés. D'abord, la notion d'idéologie. Nous acceptons comme définition de cette dernière la suivante: "elle est un système global plus ou moins rigoureux de concepts, d'images, de mythes, de représentations qui, dans une société, affirme une hiérarchie de valeurs et vise à modeler les comportements individuels et collectifs..."¹³¹ Elle permet donc à ceux qui y adhèrent

¹³¹ Monière, Denis, op. cit., p. 13.

(comme l'on adhère au socialisme, au nationalisme, au libéralisme) de défendre (en tout cas, d'interpréter la réalité des structures sociales et politiques) un système cohérent d'actions et programmes politiques visant à contribuer au "plus grand bonheur du plus grand nombre". Ensuite, les vues sociales par opposition à celles qui sont politiques. Quand l'on utilise la notion de néo-corporatisme, on veut signifier deux possibilités de modification d'application des idéologies corporatistes. L'une n'est autre que ce que nous avons retenu de la notion de corporatisme de société, c'est-à-dire la possibilité de voir des partenaires éventuels choisir librement de faire eux-mêmes des choses, en marge des structures de l'Etat. Ce sera le cas, comme nous le verrons, du corporatisme social de l'Eglise catholique. On pourrait même ici parler soit de laisser-faire de la part de l'Etat, ou encore de délégation d'autorité à des corps sociaux.¹³² L'autre modification est plus globalement politique et encourage, par des sommets fonctionnels (ou sectoriels de tout genre) les "touchés", les "concernés", à venir participer à l'établissement d'orientation de politiques ou de programmes.¹³³

132 Williams, D., Public Administration, The People's Business, Toronto, Brown and Company, 1980, p. 141.

133 A noter quelques distinctions intéressantes faites par Dan Nimmo et Thomas Ungs, récemment, entre la formulation des politiques faites par réciprocité (les discussions et compromis entre politiciens, les bureaucrates et les représentants d'intérêts divergents) ou par "incrementalism" (l'approche par étape vers la décision, à long terme, la plus rationnelle et qui oblige tous les concernés à s'impliquer de façon à confirmer ou infirmer la trajectoire originale). Voir les pages captivantes de Political Patterns in America; Conflict Representation and Resolution, San Francisco, W.H. Freeman and Company, 1979, pp. 329-333.

Enfin, avant de schématiser notre modèle, ajoutons une dernière précision. Il n'est pas question, dans les pages qui vont suivre, de caricaturer le Québec comme un tout monolithiquement corporatiste. Nous ne croyons pas que l'on peut, de toute façon, développer une théorie politique globale qui expliquerait le comportement des agents sociaux et politiques dans le Québec d'après-guerre. Nous doutons qu'on puisse le faire pour quelque société que ce soit. Mais, pour la "belle province", nous croyons essentiel d'insister davantage sur le fait que l'on a charrié sur l'aspect "retardé" d'avant 1960 et sur l'impact soudain d'une naissance d'une société politiquement sociale et économiquement développée. A cet égard, d'ailleurs, ceux qui perçoivent les Québécois, de langue française, comme formant une "classe ethnique" se leurrent.¹³⁴ On se rattache plus ou moins à ce sentiment d'appartenance, comme l'on aura des degrés d'aménagement ou de pratique corporatiste.

D'ailleurs, bien malin qui pourrait parler d'idéologie dominante dans le Québec d'après-Grande-Dépression. On a, bien sûr, parler de nationalisme-repli-sur soi, de survivance qui fut remplacée par une recherche néo-nationaliste

134 Rioux, Marcel, La Question du Québec, Paris, Editions Seghers, 1969

9 Voir la critique, un peu touffue, qu'en ont fait Gilles Bourque et Nicole Laurin-Frenette, dans Socialisme québécois, nos. 21-22 ("Classes et idéologies nationalistes"). Rioux avait déjà élaboré son idée de "classe ethnique" dans Recherches sociographiques, vol. 6, no. 1, 1965 ("Conscience ethnique et conscience de classe au Québec").

Comme nous l'avons souligné tantôt, les pratiques courantes varieront et il nous apparaît important de considérer les divers amalgames possibles.

Les plus simples sont évidemment les arrangements verticaux que nous qualifierons de "naturels". Une représentation fonctionnelle faible a de fortes chances d'entraîner une institutionnalisation informelle, et par conséquent, la co-détermination des programmes et politiques aurait, dans ce cas, de fortes chances d'être quasi-inexistante. Il en va de même d'une représentation mitigée (c'est-à-dire permise dans certains domaines, mais niée dans d'autres) qui entraînerait une institutionnalisation ad hoc (c'est-à-dire intermittente) et une détermination conjointe possible (c'est-à-dire non-garantie et acceptée pour certains cas précis). Quant à la dernière "combinaison" naturelle, elle laisse voir une représentation forte, une institutionnalisation assez formelle et une co-détermination assurée ou fortement intégrée.

Il existe cependant, outre ces affinités verticales normales, des alliages plus complexes dans les comportements corporatistes ou quasi-corporatistes, pour ne pas dire néo-corporatistes. Quatre possibilités nous semblent appropriées.

La première conduit à réunir deux qualifications du premier tandem vertical (représentation faible et détermination conjointe quasi-inexistante), mais offre la potentialité de

2

d'épanouissement¹³⁵, mais outre la généralité de ces termes, ils ne permettent pas aux citoyens du Québec d'expliquer les différentes formes et les divers mécanismes décisionnels qui ont fonctionné ou qui auraient dû fonctionner, dans l'esprit de certaines gens. En proposant notre modèle (et surtout la distinction idéologie corporatiste-comportement corporatiste), nous croyons contribuer à expliquer la spécificité québécoise.

Si l'on représente graphiquement, notre encadrement correspondrait à peu près à ceci:

TABEAU 1-4

DEFINITION "SCHEMATIQUE"

<u>THEORIE-IDEOLOGIE</u>	<u>PRATIQUE-COMPORTEMENT</u> forme		
	faible	mitigée	forte
Représentation	↓	↓	↓
Institutionnalisation	informelle	ad hoc	formelle
↓	↓	↓	↓
Détermination conjointe	quasi-inexistante	possible	assurée

135 Voir à ce sujet le livre blanc du Parti Québécois, intitulé La nouvelle entente Québec-Canada (Proposition du gouvernement du Québec pour une entente d'égal à égal: la souveraineté-association), Québec, Editeur officiel, 1979.

On ne peut certes pas affirmer que le traitement de l'histoire du Québec, comme étant un long processus de continuité vers la souveraineté, était "neutre" et partagée par tous.

Comme nous l'avons souligné tantôt, les pratiques courantes varieront et il nous apparaît important de considérer les divers amalgames possibles.

Les plus simples sont évidemment les arrangements verticaux que nous qualifierons de "naturels". Une représentation fonctionnelle faible a de fortes chances d'entraîner une institutionnalisation informelle, et par conséquent, la co-détermination des programmes et politiques aurait, dans ce cas, de fortes chances d'être quasi-inexistante. Il en va de même d'une représentation mitigée (c'est-à-dire permise dans certains domaines, mais niée dans d'autres) qui entraînerait une institutionnalisation ad hoc (c'est-à-dire intermittente) et une détermination conjointe possible (c'est-à-dire non-garantie et acceptée pour certains cas précis). Quant à la dernière "combinaison" naturelle, elle laisse voir une représentation forte, une institutionnalisation assez formelle et une co-détermination assurée ou fortement intégrée.

Il existe cependant, outre ces affinités verticales normales, des alliages plus complexes dans les comportements corporatistes ou quasi-corporatistes, pour ne pas dire néo-corporatistes. Quatre possibilités nous semblent appropriées.

La première conduit à réunir deux qualifications du premier tandem vertical (représentation faible et détermination conjointe quasi-inexistante), mais offre la potentialité de

fournir une institutionnalisation ad hoc (comme c'est le cas de commissions consultatives à fort pouvoir incitatif).¹³⁶

Un deuxième moment corporatiste correspond au même degré d'institutionnalisation (ad hoc), mais se situe aux antipodes du premier en ce qui a trait à la représentation qui se fait d'une façon assez forte, et où la co-détermination est assurée. Les motifs qui expliqueraient ce refus d'institutionnaliser ces arrangements relèvent soit de la conjoncture, soit des leaders politiques du moment, soit encore d'une culture politique qui pousse les corps sociaux à éviter de s'engager formellement dans des structures trop rigides.

Quant au troisième scénario, il fait voir une institutionnalisation informelle (donc faible); mais des degrés de représentation et de co-détermination plus prononcés, sans être complets (donc respectivement mitigé et possible). L'exemple classique est celui des régimes de type britannique, où l'on permet aux groupes de "représenter" et d'être participant aux décisions, sans pour autant institutionnaliser ces formes de co-gestion, de crainte de négliger des secteurs ou

136 A preuve d'exemple, notons les mots appropriés de Nedélmann et Meier: "La Suède est considérée, par certains théoriciens, comme ayant des tendances corporatistes en raison de l'intégration des groupes d'intérêts dans les travaux des commissions d'enquête et dans le processus de consultation des principaux organismes sociaux par des comités parlementaires, lorsqu'on prépare les législations..." (op. cit., p. 47).

encore d'être forcé de donner "à tous, les mêmes chances..."¹³⁷

Enfin, il existe un quatrième arrangement. Avec les mêmes représentation et détermination conjointes que pour l'exemple précédent (donc mitigée et possible), on peut décider, du moins aucune rationalité politique ne l'empêche, de se doter d'institutions corporatistes fortes, mais qui ne donneront pas toujours de résultats (surtout en situation de Parlement politique fort ou majoritaire dont la légitimité n'a pas besoin de s'appuyer sur les désirs des organismes tripartites) ou qui négligeront certains représentants au profit de certains groupes moins présents, à certaine époque, pour multe raisons.¹³⁸

Il importera donc de bien situer, pour chaque période étudiée, le "moment corporatiste" en ce qui a trait aux pratiques ou aux comportements corporatistes. Après avoir décrit les diverses pratiques socio-politico-administratives, au Québec, l'on pourra mieux localiser les tendances d'aménagement politique. Or, il est indéniable qu'il sera important de ré-examiner l'impact des comportements sur les schèmes idéologiques qui ne naissent pas du néant. Et, à ce titre,

137 "Les arrangements consacrés se trouvent à pousser affirmativement d'autres demandes de consécration..." (Jack Doumie, op. cit., p. 131).

138 Presthus, dans ce que l'on pourrait considérer comme la suite de son Elite Accommodation, montre bien qu'il y a des scénarios d'accommodement différents, et cela malgré les affinités socio-culturelles canado-américaines. Voir son Elites in the Policy Process, Toronto, MacMillan, 1975.

il sera même utile d'appliquer la catégorisation, selon les degrés (ou la forme) du comportement aux trois éléments constitutifs de notre approche corporatiste. Est-ce que la représentation avancée par les idéologues théoriciens, tout comme la détermination conjointe et l'institutionnalisation, est faible, mitigée ou forte?

Et ainsi, nous pourrions être en mesure de situer les arrangements socio-politiques québécois sur une échelle allant du corporatisme classique (que nous avons déjà écarté, à l'état pur, parce que le Québec n'a jamais été totalitaire - ni même fasciste) au véritable néo-corporatisme où les groupes participent, d'égal à égal, et que ce soit par délégation d'autorité (néo-corporatisme social, soit naturel, les groupes agissant, de leur propre chef, en marge de l'Etat, soit "incité" ou encouragé, l'Etat les laissant administrer des programmes) ou par inclusion dans les mécanismes décisionnels, sous l'instigation des autorités politiques (néo-corporatisme politique). Cette localisation sur un continuum historique aura l'avantage de permettre la comparaison temporelle (dans les diverses circonstances), mais aussi la différenciation des approches consensuelles de l'Etat québécois, en vue de limiter au minimum les divers conflits pouvant surgir entre les deux ordres (le social et le politique) et même à l'intérieur de chacun d'eux.

TABLEAU 1-5

EVOLUTION DES SCHEMES ET COMPORTEMENTS CORPORATISTES

Source: J.D. Williams, Public Administration: The People's Business, Toronto, Little, Brown and Company, 1980, p. 141 (adaptation de l'auteur).

Il nous apparaît donc utile - et nous croyons que ce sera l'aboutissement de notre cheminement analytique, après chaque période historique considérée - de pouvoir localiser l'ensemble des pratiques corporatistes, sur une échelle graduée, allant du corporatisme autoritaire au libéralisme intégral. Ce schéma, emprunté à J.D. Williams, permet en effet de percevoir le tandem théorie-pratique sur un continuum qui, selon nous, évolue entre la domination totale de l'Etat (et où le pouvoir réel des groupes est inexistant) et la domination totale des groupes (où l'action de l'Etat est atrophiée). Pour tout dire, on peut assumer que l'évolution québécoise permettra de situer les développements du néo-corporatisme, à mi-chemin entre les deux pôles. Bref, la réalité évoluera, dans un centre se

déplaçant légèrement vers un pôle ou l'autre.¹³⁹

L'hypothèse de départ est donc la suivante: peu importe l'écart entre la théorie et la pratique corporatistes, au Québec, dans la période observée, et peu importe les degrés de représentation, institutionnalisation et de co-direction politique, l'attrait de moyens corporatistes pour unir les citoyens de la province, pour créer une sorte de sentiment d'appartenance collective et pour limiter les antagonismes naturels de classe, d'ethnie, ou même de sexe, a toujours été présent. Non seulement cet attrait explique-t-il que le Québec n'est pas "une province comme les autres" - ni même une "société ordinaire" du pluralisme libéral - mais encore, et faut-il insister fortement, justifie des sentiments d'appartenance mixte au Québec et au Canada, comme entités différentes.

Enfin, notons trois facteurs importants.

139 A cet égard, l'analyse de notre conception avec la loi du pendule, telle qu'appliquée au développement du fédéralisme, est frappante. Trop de centralisation (ou trop de domination étatique) entraîne peut-être un mouvement vers des formes de décentralisation (vers le pouvoir des groupes).

Voir à ce sujet les deux livres de Claude Morin, Le pouvoir québécois en négociation et Le combat québécois, Montréal, Boréal-Express, 1971 et 1973.

A priori, cependant, nous rejetons l'automatisme et le déterminisme de ce modèle.

Il est clair, d'abord, que les propositions de MacKenzie King, avant qu'il ne devienne le Premier ministre du Canada, avaient des relents de néo-corporatisme et évoquaient des modèles de co-gestion dans les relations de travail entre patrons et ouvriers.¹⁴⁰ Mais, nous ne les avons pas vues souvent être mentionnées au Québec. Encore que le Canada-anglais n'a redécouvert ces textes que très récemment.

En outre, il demeure un fait à ne pas nier: l'inclusion des groupes dans les structures décisionnelles n'a pas pour effet de les laisser diriger les affaires de l'Etat. Les arrangements corporatistes résultent encore de la résorption des différences par compromis politiques. Il est indéniable, en effet, que le fait de créer une maison corporatiste, ou néo-corporatiste, n'élimine pas tout de go les discussions ardues. Qui dit "politique" parle de conflits. Mais, l'inclusion de tous les concernés dans les mécanismes du pouvoir permet des ententes où les intérêts de tous ont pesé dans la balance. Ce qui n'est pas le cas des groupes négligés, ou moins bien organisés, dans les modèles du pluralisme libéral.

Enfin, le fait de chercher à embrigader les représentants de tout intérêt vise à éliminer les perdants des mécanismes

140 King, MacKenzie, Industry and Humanity, Toronto, University of Toronto Press, 1975 (texte original, 1919).

A rappeler notre traitement sommaire dans Etudes canadiennes, Bordeaux, France, Actes du colloque de Mons, 1978 (numéro spécial 1979), intitulé "L'évolution de l'idée corporatiste au Canada", avec Khayyam Z. Paltiel.

traditionnels de consultation ou de comités consultatifs. Tout le monde gagne, en pratique néo-corporatiste, ou tout le monde croit, ou donne l'impression, qu'il ne perd pas. Et, à ce sujet, il sera important, comme nous le ferons pour le mouvement Desjardins, par exemple, de distinguer l'intérêt des dirigeants et celui des membres (de celui de ce que la langue anglaise appelle "rank-and-file"). En pratique, en effet, il n'est pas certain qu'il y ait toujours communion d'esprit entre les deux. Il sera donc captivant de voir comment les élites des corps participants motivent leurs membres. Est-ce qu'il y a plus que le leitmotiv lapidaire: "Une mauvaise consultation vaut quand même mieux que pas de consultation du tout"?

Passons à l'examen des idées de l'Eglise, et plus spécifiquement celle de l'Eglise du Québec.

PARTIE I: L'AVANT-REVOLUTION TRANQUILLE

CHAPITRE II

LA DOCTRINE DE L'EGLISE CATHOLIQUE

(POUR UN CORPORATISME "SOCIAL")

"Ce n'est pas tout. Ce refus de reconnaître les groupes dans la société n'empêche pas le gouvernement d'être obligé de constater leur existence, de les subir... Pour ne pas vouloir admettre l'existence des groupes intermédiaires entre l'Etat et les citoyens, c'est désordre, anarchie et triomphe du plus fort..."*

On a beaucoup insisté sur le fait qu'au Québec, après la Conquête, l'Eglise a pris en mains toutes les facettes de l'activité sociale.¹ Or, elle l'a fait grâce à une pensée sociale orchestrée et articulée en système dans les Encycliques

* Dion, Gérard et Louis O'Neill, Le chrétien en démocratie, Montréal, Les Editions de l'Homme, 1961, p. 121.

1 D'aucuns ont déploré cette main-mise de l'Eglise. Le plus percutant de ceux-là fut le premier ministre actuel du Canada qui fit de cette primauté de l'Eglise l'une des causes du peu de croyance en la démocratie au Québec. Voir "Some Obstacles to Democracy in Quebec", dans Revue canadienne d'économie et de science politique, vol. XXIV, no. 3, 1958. D'autres n'ont constaté que la réalité de l'impact de l'Eglise. Citons ce court passage: "Almost all of the social, charitable, and educational institutions of French Canada were established under the aegis of the Church. The Church supplied French Canada with its thought, its way of life, and the majority of its social institutions..." (David Kwavnick, "The Roots of French Canadian Discontent", dans Revue canadienne d'économie et de science politique, vol. XXXI, no. 4, 1965, p. 514). Peu d'analystes ont, cependant, insisté sur la pensée sociale de l'Eglise et cherché à analyser le succès de ses enseignements dans la vie et le comportement politique des citoyens du Québec.

papales. L'Eglise canadienne-française reprit donc à son compte les préceptes des divins Pontifes, tout en les adaptant à la réalité politique de la province du Québec, après la grande crise.²

Ce corporatisme "social" qu'elle avançait n'était certes pas totalitaire, à la façon de la pratique des modèles italien et espagnol. En fait, l'organisation sociale devait se faire en marge de l'Etat. En cela, on peut dire que l'Eglise développait une vue copiée sur des pratiques du Moyen-Age. Après avoir décrit les traits de cette approche, il importera de dégager les points chauds des Encycliques qui marqueraient les enseignements de l'Eglise québécoise. Cela nous permettra d'esquisser les deux principes de base du concordat Etat-Eglise québécoise.

2 Le choix de la période 1930-1980 a été fait pour deux raisons. D'abord, au sortir des années 1920, les citoyens du Québec connaissent les affres des difficultés financières qui les touchèrent de très près, malgré leur réclusion dans des paroisses rurales, puisque la pénurie d'à peu près tout allait marquer les schèmes d'organisation sociale et économique qui viserait à éviter la répétition de telles catastrophes. Ensuite, avec l'arrivée en scène de Maurice Duplessis, en 1935, arrivée qui marquerait toute l'organisation socio-politique au Québec, on eut une coupure d'avec l'administration précédente. Or, en situant la spécificité de cette arrivée, par une période de quatre ou cinq ans, on met en lumière la spécificité de la "grande noirceur". (Même dans les idéologies, il y eut à ce moment-là, "un grand tournant". Voir André J. Bélanger, L'apolitisme des idéologies québécoises: le grand tournant de 1934-1936, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1974).

1) L'Eglise du Moyen-Age

C'est en parlant d'intermédiaire entre Dieu et les hommes que l'Eglise du Moyen-Age put parler des divers corps intermédiaires qui devraient dépendre d'elle. Mais, l'idée de l'Eglise s'inspire de pratiques habituelles de cette époque. Dès l'an 1170, par exemple, le roi Louis VII reconnaissait, pour la ville de Paris, que pour vendre quoi que ce soit dans les enceintes de la ville, tout commerçant devait être membre de l'association des marchands, reconnue par la Charte des marchands de l'eau de Paris, signée cette année-là.³

Max Weber lui-même parle de ces associations de marchands, mais il les affuble du vocable de fraternités (conjuraciones). Poussant d'ailleurs plus loin son analyse des origines de la communauté urbaine, il parle d'associations protectrices créées non pas pour influencer les conditions politiques, mais pour donner un substitut d'appartenance à un clan visant à sauvegarder les intérêts des membres. En outre, Weber signale que les associations de marchands et les guildes d'artisans ne furent pas les seules manifestations de corporation civique. Des mouvements visant une unification religieuse et des confraternitates de différentes associations socio-religieuses pour une plus grande force virent aussi le jour à l'intérieur de la cité médiévale. Cette dernière elle-même vit sa force

3 Duby, Georges, éd., L'Europe du Moyen-Age: Documents expliqués, Paris, Armand Colin, 1969, p. 260 (Document 217)

(Voir notre texte déjà cité, dans Recherches sociographiques)

grandir et son pouvoir s'étendre dès qu'elle consolida son leadership. Elle devenait une confédération de conjuraciones et de confraternitates visant à sauvegarder le bien-être de l'ensemble de la cité. Comme l'explique Weber:

"(... The socio-religious fraternities ... and the conjurations...) provided models for the fusion of the various lines of authority in the hands of outstanding personalities schooled in such unions and hence able to consolidate the leadership of civic confederations by means of their social influence..." 4

Dans ce contexte, l'Eglise chercha à se constituer en corps intermédiaire par excellence. Elle englobait tous les fidèles. Et comme au Moyen-Age, tout individualisme était amoindri, elle se présentait comme "la corporation universelle dont les lois régissaient toutes les activités humaines qui affectaient directement ses intérêts."⁵ La vie au Moyen-Age se faisait à l'enseigne de la corporation, sorte de confrérie groupant des membres ayant les mêmes intérêts. Ces corporations servaient d'intermédiaires entre l'individu et Dieu, dans le cas de l'Eglise, entre l'individu et l'Etat, dans le cas des marchands, par exemple.

Mais, l'économie n'a pas été, s'il faut croire Jacques Ellul, la préoccupation principale de l'ensemble de la société au Moyen-Age. C'est plutôt un système corporatif qui "a créé une sorte d'idéal collectif, sans lequel il n'aurait pu se

4 Weber, Max, The City, New York, The Free Press, 1958, p. 117.

5 Painter, Sidney, Feudalism and Liberty, Baltimore, The John Hopkins Press, 1961, p. 255.

créer spontanément, ni se maintenir".⁶ L'économie devait donc être réduite au minimum et l'exercice d'une profession n'était pas pour but de gagner de l'argent mais d'accomplir une vocation donnée par Dieu. Dans la vie sociale, l'entraide doit dominer toute autre considération.

D'ailleurs, avant d'entrer dans l'époque moderne, on peut affirmer que deux ordres co-existaient dans la même société. En fait, la societas perfecta, que représente l'Eglise, permet l'existence d'autres communautés avec des pouvoirs qui ne dépendent pas d'elle, mais qui sont reconnus par elle. L'Etat et l'Eglise représentaient "deux départements séparés impliquant différentes personnes, mais à l'intérieur de la même société."⁷ Mais, l'ordre social était réservé à l'Eglise.

"Christianity was presented through the Church as an interpretation of the universe, but still more as the living operation of divine providence. It was established as an essential element in the social order, and yet it called men to the greatest of adventures, the service and contemplation of God..."⁸

Au sortir du Moyen-Age, cependant, les deux communautés, où les mêmes personnes pouvaient être membres à la fois de l'une et de l'autre, co-existent. "La raison pour laquelle

6 Ellul, Jacques, Histoire des Institutions, (Tome II), Du Moyen-Age à 1789, Paris, Presses universitaires de France, 1956, p. 113.

7 Figgis, J.N., Political Thought, New York, Harper Books, 1960, p. 210 ("The Academy Library").

8 Powicke, F.M., "The Christian Life", dans C.G. Crump et E.F. Jacob, Legacy of the Middle Ages, Oxford, The Clarendon Press, 1951, p. 47.

il fut possible d'harmoniser le droit civil et le droit coutumier, d'affirmer Figgis, est simple puisqu'ils étaient conçus comme des droits s'appliquant aux membres de la même société globale."⁹

2) Le corporatisme social des Encycliques

Ces développements marqueront les idées de l'Eglise.

Pour reconnaître, cependant, le principe des deux sociétés séparées - l'Eglise et l'Etat - il fallut aussi la reconnaissance d'une "personnalité corporative" qui ferait la relation entre l'ensemble des fidèles (une personnalité commune) et l'Etat. D'ailleurs, c'est la raison évoquée par Montesquieu dans sa doctrine des "pouvoirs intermédiaires" pour justifier les soins apportés par le peuple en corps pour assumer certaines affaires des différentes collectivités.¹⁰

De la fin du XIX^e siècle à nos jours, les papes ont continué à exposer la doctrine de l'Eglise qui avait constitué, comme nous l'avons vu tantôt, dès le Moyen-Age, un corps intermédiaire de facto, doctrine non seulement pour le salut spirituel des âmes, mais aussi pour l'organisation sociale. Ces Encycliques ne font, en réalité, que poursuivre la voie de Pie VI

9 Figgis, J.N., op. cit., p. 211.

10 Montesquieu, Charles-Louis de; De l'Esprit des lois, Paris, Gallimard, 1970, p. 60.

qui, au moment de la Révolution française, signifiait aux révolutionnaires que l'Eglise ne pouvait supporter les attaques et l'annihilation de son existence, d'une part, de ses activités sociales, d'autre part (voir Caritas Quae et Ad Nostros).

Le corps social, d'ailleurs, c'est l'ensemble des nombreuses institutions en marge de l'Etat. Comme l'indique Quadragesimo Anno:

"Si l'on reconstitue les diverses parties de l'organisme social, si l'on reconstitue à l'activité économique son principe régulateur, alors se vérifiera... du corps social ce que l'Apôtre disait du Corps mystique du Christ..." 11

En ce sens, l'Eglise se perçoit très différemment des organismes socio-économiques voués, comme l'indique Gilles M. Bélanger, "à la réalisation de la société temporelle." 12

L'Eglise est donc à la fois société divine et société humaine. Il existe donc, selon elle, une inter-relation unissant les organismes socio-économiques et l'Eglise. A cet égard, les mots du syndicaliste Gérard Picard, mort en juin 1980, se com-

11 Passage de Quadragesimo Anno, cité dans l'article de Richard Arès, "L'âme de la corporation", dans Action nationale, vol. XII, 1938, p. 241.

12 Bélanger, Gilles M., "L'Eglise et les organismes socio-économiques", dans L'Eglise et le Québec, Montréal, Editions du Jour, Collection Les Idées du Jour, 1961, p. 131.

"La mission de l'Eglise, c'est le salut; elle l'a reçue du Christ et ne peut en aucune façon l'abandonner. L'Eglise n'a pas d'autre but que de construire le corps du Christ, de faire de l'humanité la famille de Dieu..."

prennent très bien: "Le corporatisme est donc bien conforme à la doctrine sociale de l'Eglise."¹³

TABLEAU 2-1

LES ENCYCLIQUES PAPALES

<u>Nom de l'auteur</u>	<u>Nom de l'Encyclique</u>	<u>Année</u>	<u>Accent</u>
Léon XIII	Immortale Dei	1885	Eternité
	Rerum Novarum	1891	Syndicats
	Affari Vos	1897	Initiative privée
Pie X	Il Fermo Proposito	1905	Permanence du message
Pie XI	Ubi Arcano Dei	1922	Oeuvre de Dieu
	Quadragesimo Anno	1931	Subsidiarité
	Divini Redemptoris	1937	Entraide
Pie XII	Summi Pontificatus	1939	Autorité du pape
	Mystici Corporis	1943	Le "Corps"
Jean XXIII	Mater et Magistra	1961	Socialisation
	Pacem in Terris	1963	Participation

La même année - et il est important de le souligner - Pie XII lançait Divini Redemptoris qui pavait le chemin à de telles affirmations.

"Et si l'on considère l'ensemble de la vie économique, ce n'est que par un corps d'institutions professionnelles et inter-professionnelles... ce qu'on appelait la Corporation... que l'on pourra faire régner dans les relations économiques et sociales l'entraide mutuelle de la justice et de la charité..."¹⁴

¹³ Picard, Gérard, "Association professionnelle et corporation", dans Action nationale, vol. XI, 1938, p. 387.

¹⁴ Ibidem

Pour tout dire, l'inter-relation des corps sociaux et de l'Eglise, bien que conséquente d'une autonomie respective, implique tout de même, comme l'indique encore Bélanger, "une subordination dans l'ordre des finalités des organismes socio-économiques par rapport à l'Eglise."¹⁵

Quatre Encycliques nous semblent plus probantes à notre thèse. Rerum Novarum de Léon XIII, Quadragesimo Anno de Pie XI, Mystici Corporis de Pie XII et finalement, Mater et Magistra de Jean XXIII.

Léon XIII s'élève d'abord contre les enseignements des socialistes qui proposent d'éliminer la propriété privée et les diverses classes sociales. Ce qu'ils proposent, dit-il, va à l'encontre de la justice et contre le droit naturel de posséder une propriété individuelle. C'est un devoir des institutions chrétiennes que de protéger l'individu et d'agir comme son intermédiaire. "Il n'existe pas d'intermédiaire plus puissant que la Religion (dont l'Eglise est interprète et protectrice, de s'exclamer Léon XIII) pour ramener le riche

15 ¹Bélanger, Gilles M., op. cit., p. 133.

"Cette subordination, d'ajouter encore cet auteur, non seulement n'entame en rien l'autonomie des organismes socio-économiques, mais l'exige comme une nécessité. Ces organismes sont de l'ordre de la nature, de la création, et on attend d'eux qu'ils soient efficaces. De reconnaître les valeurs surnaturelles ou de reconnaître une finalité qui dépasse la leur, ce n'est pour eux qu'accepter d'être intégralement ce qu'ils doivent être, et de se réaliser au maximum."

et le pauvre gagne-petit ensemble..."¹⁶ L'Eglise, avec Jésus-Christ comme Maître et Guide, doit conduire les âmes à comprendre le sens de la vie terrestre: la préparation d'une vie éternelle.

Mais, elle intervient toutefois "temporellement" pour le pauvre et les ouvriers, en maintenant et dirigeant des associations. Elle veut donc que les syndicats soient catholiques (ce qui fut appliqué au début du siècle au Québec¹⁷) et qu'elle-même y joue un rôle important. Les unions ouvrières sont donc encouragées, mais c'est l'Eglise, comme corps intermédiaire de base entre Dieu et les hommes, qui doit assurer la

16 Tiberghien, P., éd., L'Encyclique Rerum Novarum, Paris, Editions Spes, 1932, p. 27.

Il est étonnant, d'ailleurs, de constater la permanence et la constance des discours pontificaux, comme en font foi ces tirades d'un journal populaire rapportant le voyage éclatant de Jean-Paul II, au Brésil, au début de juillet 1980.

"Dans une allusion au marxisme, Jean-Paul II a mis en garde les évêques pour qu'ils évitent de servir les intérêts de systèmes économiques ou politiques ou des idéologies de lutte. L'Eglise est au-dessus des classes, elle est une force de dialogue et agit parfois en médiateur, a-t-il ajouté..." (Journal de Montréal, 3 juillet 1980, p. 5).

17 En 1912, à Chicoutimi, l'abbé Lapointe fonde le premier syndicat d'ouvriers catholiques. De préciser, d'ailleurs, un historien de l'impact de l'Eglise:

"L'Eglise tiendra solidement en main ce syndicalisme qu'elle soutient de ses prières, de ses encouragements et de ses deniers et c'est un syndicalisme de bonne entente, axé sur les principes de charité et de justice..."

(Nive Voisine, Histoire de l'Eglise catholique au Québec (1608-1970), Montréal, Fides, p. 66).

présence des enseignements de Jésus-Christ.¹⁸

Quadragesimo Anno marqua le quarantième anniversaire de l'Encyclique de Léon XIII. Pie XI vient y compléter la doctrine de l'Eglise en ce qui concerne les corps intermédiaires. "Que l'autorité publique, y précise-t-on, abandonne aux groupements de rang inférieur le soin des affaires de moindre importance où se dissiperait à l'excès son effort."¹⁹ Tout homme doit donc demeurer libre de joindre un syndicat, mais l'existence de ce seul corps intermédiaire entre l'individu et les patrons ne doit pas empêcher l'existence d'autres associations chrétiennes, dans d'autres domaines que celui du travail.

"L'objet naturel de toute intervention de l'Etat en matière sociale, ajoute encore Pie XI, est d'aider les membres du corps

18 Tiberghien, P., op. cit., pp. 65-66.

"Entre ces petites sociétés et la grande, il y a de profondes différences, qui résultent de leur fin prochaine. La fin de la société civile embrasse universellement tous les citoyens. Elle réside dans le lien commun... Le droit à l'existence leur a été octroyé par la nature elle-même... C'est pourquoi une société civile qui interdirait les sociétés privées s'attaquerait elle-même... Ici, se présentent à notre esprit les confréries, congrégations et les ordres religieux de tout genre, auxquels l'autorité de l'Eglise et la piété des fidèles avaient donné naissance... Les pouvoirs publics ne peuvent donc légitimement prétendre à aucun droit sur elles, ni s'en attribuer l'administration..."

19 S.S. Pie XI, Quadragesimo Anno, tel que cité par Henri Théry, Les groupes sociaux; forces vives, Paris, Editions du Centurion, 1964, p. 206.

social, et non pas de les détruire, et de les absorber... La subsidiarité, c'est donc l'aide aux personnes et aux groupes."²⁰

Pie XII, quant à lui, nous rappelle la doctrine catholique sur le corps intermédiaire de base. Sur la doctrine du Corps Mystique du Christ, enseignée par le Fils de Dieu lui-même, Pie XII dit ceci: l'Eglise de Jésus-Christ, qui est Une, Sainte, Catholique et Apostolique, ne peut être mieux définie que par l'expression "le Corps Mystique de Jésus-Christ." L'Eglise est donc un corps visible, groupant une multiplicité de membres, qui sont liés les uns aux autres, de manière à s'aider mutuellement. Or, dans un corps, quand un membre souffre, tous les autres partagent la douleur et cherchent à lui donner assistance.²¹ En un mot, le Corps de l'Eglise porte le nom de Corps du Christ parce que le Fils de Dieu qui en est la tête, la dirige et la pousse à Lui ressembler. Mais, l'Eglise est aussi un Corps Mystique, laissant à ses membres, dans leur union mutuelle, leur personnalité propre. Ce Corps Mystique, qui fait que l'Eglise ne fait qu'un avec l'Esprit de Dieu, contribue à ce que l'Eglise soit la plus parfaite des sociétés terrestres ("le Christ est en nous, et nous en Lui") et lui permet de communier avec Dieu, d'en être son corps intermédiaire ici-bas.

20 Ibidem

21 S.S. Pie XII, Mystici Corporis, Montréal, Editions de l'Ecole sociale populaire, 1943, p. 10.

"C'est par cette même communication de l'Esprit du Christ qu'il se fait que l'Eglise est comme la plénitude et le complément du Rédempteur... L'Eglise, sur la terre, est comme un autre Christ et entient la place: elle perpétue l'oeuvre du salut de la Croix, à savoir le Christ, Tête et Corps; le Christ Total..." 22

Mais, le corporatisme social de l'Eglise prend encore davantage de signification sous la plume de Jean XXIII. L'Eglise, tout en faisant grâce à sa nature propre de Corps Mystique du Christ le lien entre Dieu et les hommes, admet que le meilleur moyen d'atteindre la perfection dans la socialisation (définie ici comme le service mutuel des uns envers les autres), c'est de laisser les corps intermédiaires agir dans la société pour qu'ils réalisent d'une façon autonome le bien-être de leurs membres.²³

De préciser Mater et Magistra:

"Les pouvoirs publics doivent accomplir une action à caractère d'orientation, de suppléance et d'intégration... Mais, la socialisation des individus peut et doit être réalisée avec le concours des individus eux-mêmes. Nous estimons que les corps intermédiaires et les initiatives sociales diverses doivent jouir d'une autonomie efficace devant les pouvoirs publics, qu'ils poursuivent

22 Ibid., p. 43

23 "It is the task of public rulers to take the necessary measures insuring the common advantage of everyone... In virtue of the principle of subsidiarity, public authorities ought to favor and help all private initiative of socialization. The intermediary groups are the means of bringing socialization to perfection..." (Jean-Yves Calvez, The Social Thought of John XXIII, Chicago, Henry Regnery Company, 1964, pp. 51-52).

leurs intérêts spécifiques en rapports de collaboration loyale entre eux et de subordination aux exigences du bien commun..." 24

L'Eglise veut donc être le corps intermédiaire spirituel de base, mais aussi celui qui inspirera, en tant que médiateur avec l'Etat, des sentiments chrétiens aux corps sociaux. En fait, ce que propose l'Eglise - et les enseignements québécois que nous aborderons tantôt vont dans la même veine - c'est une modalité d'exercice du pouvoir dans une société qui laisse aux citoyens la possibilité d'organiser leur vie sociale en corps, en organismes sociaux autonomes, mais sous la férule de l'Eglise (et de la paroisse chrétienne).

A cet égard, notons qu'en plus de vouloir conférer une vision spirituelle aux objectifs de la société civile, et même de l'Etat, l'Eglise, par ses enseignements pontificaux, espérait que le pouvoir religieux serait plus important que celui du système politique qui n'avait pas à se spécialiser, ni à envahir la "vie naturelle" des gens.²⁵

Les papes, de Léon XIII à Jean XXIII, ont donc insisté sur le droit naturel des associations. C'est pour pallier

24 S.S. Jean XXIII; Mater et Magistra, Montréal, Les Editions du Jour, 1961, pp. 58-60.

25 Sturzo, Luigi, Church and State, Notre Dame, Notre Dame University Press, 1962, p. 553.

("We say "with spiritual vision" to emphasize the wholly religious character of the ends and means with which the Church is able to established contact with politics...")

"l'exaltation exagérée du rôle de l'Etat" que les Encycliques papales ont proposé des "corporations" de patrons et d'ouvriers pour la solution des problèmes ou conflits, solution ayant comme principe de base la "coopération cordiale". Le mot "corporation" contient celui de "corps". Mgr Dell'Acqua déclarait, d'ailleurs au nom du pape à la XXIXe Semaine sociale d'Italie (1956), que même dans le domaine de la planification économique "l'intervention de l'Etat n'est que subsidiaire."²⁶

Il existe donc deux puissances, l'Etat et les corps intermédiaires, formant la corporation sociale chrétienne, en marge du politique. Ces derniers doivent aider les individus à s'aider eux-mêmes. L'Eglise québécoise cherchera donc à appliquer la doctrine des Encycliques pour orienter le salut, tout en organisant toute la vie canadienne-française.

3) L'Eglise catholique du Québec

Les penseurs de l'Eglise québécoise ont certes donné au clergé, durant la période précédant la Révolution tranquille, un corps d'idées à pondérer et même à chercher à mettre en pratique. Comme l'écrit le chanoine Jacques Grand'maison,

26 Calvez, Jean-Yves et Jacques Perrin, Eglise et société économique: L'enseignement social des papes, de Léon XIII à Pie XII, Paris, Montaigne, 1959, p. 417.

"la mythologie fut d'abord un effet avant de devenir une des causes du conservatisme de survivance et d'isolement."²⁷ Or, il est évident, selon nous, que le nationalisme religieux de la période, avec Lionel Groulx en tête, veut ce que André J. Bélanger appelle "la récupération du Canadien-français intégral, constitué d'une double composante, à savoir, l'intégrité française et l'intégrité catholique."²⁸

Le courant corporatiste, issu des représentants de l'Eglise, s'appuya aussi sur trois autres éléments importants: la paroisse, le syndicalisme catholique et la co-gestion de la société.

Pour l'assise géographique des corps intermédiaires, tout devait reposer sur le lieu physique de la paroisse qui fut davantage "qu'une simple structure ecclésiastique, une forme d'organisation sociale, une unité écologique ou encore un groupe local."²⁹ La paroisse fut une institution de base des Ca

27 Grand'maison, Jacques, Nationalisme et religion, Montréal, Beauchemin, 1970, p. 159 (tome I).

28 Bélanger, André J., "Le nationalisme au Québec: histoire en cinq temps d'un imaginaire", dans Critère, printemps 1980, numéro 28, La recherche du pays (2-Le Québec), p. 53.

Nous ne retenons pas l'appellation "mystique" que Bélanger utilise pour parler de sa troisième forme de nationalisme, bien que nous admettions que cela convient comme un gant à Lionel Groulx. Les velléités nationalistes d'un cardinal Villeneuve, par exemple, et de Relations, pour ne citer que deux exemples, ne sont pas toutes mystiques. En conséquence, notre vocable "nationalisme religieux" nous semble plus approprié.

29 Falardeau, Jean-Charles, "The Parish as an Institutional Type", dans The Canadian Journal of Economics and Political Science, vol. XV, p. 353.

diens-français, et à ce titre, elle remplaçait la cité médiévale dont Weber soulignait l'importance.³⁰

Le syndicalisme catholique est important parce qu'il servit de base de création au syndicalisme québécois. Il s'agira d'un syndicalisme de bonne entente, "axé sur les principes de charité et de justice."³¹

Quant au principe de co-gestion de la société, il renvoie à une doctrine qu'on tend à écarter en prônant "l'apolitisme du corps social."³² En évoluant rapidement vers le "quasi-monopole de l'action civile en se servant de la suprématie spirituelle", l'Eglise a organisé et "auto-géré" toute l'activité sociale ou presque, "non seulement avec l'assentiment de l'Etat, mais dans plusieurs cas, à sa demande."³³

30 Voir notre partie I qui précède dans ce chapitre.

31 Voisine, Nive, op. cit., p. 66.

32. Nous sommes d'accord avec la thèse d'André J. Bélanger sur "l'apolitisme des idéologies" au Québec durant la période, mais nous estimons que l'on donne trop d'emphasis à ce caractère en marge de la société politique, comme s'il était rétrograde de faire des choses en marge de l'Etat. Chose certaine, le fait que nous parlions de co-gestion de la gouverne de la société, telle que prônée par l'Eglise, donne raison à notre considération théorique du début de notre thèse, i.e., que les schèmes corporatistes visent à sauvegarder le libéralisme. D'ailleurs, telle qu'interprétée, l'idéologie libérale permettait à l'Eglise d'organiser la vie sociale, à côté de l'Etat, comme le prônaient les Encycliques (voir note 23).

33. Lapierre, Laurier L., "Relations entre l'Eglise et l'Etat au Canada français", dans L'Eglise et le Québec, op. cit., p. 61 et p. 66.

Voyons une à une chacune de ces quatre composantes.

a) La paroisse

Pour Jean-Charles Falardeau, la paroisse "est d'abord un élément organisationnel de la grande Eglise catholique... mais, aussi une réplique miniature de l'Eglise elle-même."³⁴ A ce titre, elle est donc une corporation sociale, au même titre que l'Eglise, dans la grande communauté humaine et elle représente la Corporation des hommes menant au salut.

D'ailleurs, le chanoine Lionel Groulx insiste, en 1950, sur une "trinité institutionnelle à fonction intégrante":

"La province de Québec... appartenait surtout, par sa structure sociale, à de vigoureux organes d'autonomie s'imbriquant l'un dans l'autre: la famille, l'école, la paroisse... Une paroisse qui, pour parfaire le bien commun des familles, leur offre les services d'une plus large entité sociale, paroisse en possession, elle aussi, d'organes d'autonomie; qui possède bien à soi son administration civile, son administration scolaire, ses institutions économiques qui, par la fabrique, participe même à l'administration des biens d'église..."³⁵

La paroisse unit donc, par l'église et le prêtre qui représente le remplaçant de Dieu dans la localité, une communauté, une corporation, "par les liens les plus forts, ceux qui se nouent au plus creux de l'âme."³⁶

34 Falardeau, Jean-Charles, op. cit., pp. 353-354.

35 Groulx, Lionel, "Aux tournants de l'histoire", dans Relations, mars 1950, no. III, p. 61.

Le bon chanoine nationaliste déplore évidemment que, l'urbanisation aidant, ce réseau encadré d'institutions de fidèles puisse éclater.

36 Ibidem

Or, ce qui intéresse davantage la démonstration de la doctrine corporatiste de l'Eglise, c'est que la paroisse consacrait de facto la temporalisation ou la réussite temporelle, du Corps Mystique du Christ où tous les membres étaient liés les uns aux autres. L'Eglise est donc divisée elle-même en membres importants (la tête surtout) que seront les diocèses et en une série de maillons (les bras, les jambes) qui donnent au corps une cohésion unique et que seront les diverses paroisses. Chacune d'elles inclut tous les Catholiques à résider dans ses limites territoriales.³⁷

Il est étonnant de constater qu'alors que s'industrialise et s'urbanise le Québec, de 1930 à 1960, aux moments mêmes où ces processus de changement s'opèrent, la glorification de la vie rurale ne cesse de se faire. Et elle est toujours reliée à la paroisse (rurale, naturellement, car la ville permet les mélanges des religions et des ethnies) qui constitue le foyer commun des cultivateurs. De dire Albert Rioux, chargé par

37 Bien que les dirigeants québécois de l'Eglise catholique n'aient pas utilisé l'analogie avec le corps humain malade s'il est atrophié d'un membre ou s'il est victime d'une maladie le privant d'une certaine mobilité pour parler de certaines paroisses où l'intégration sociale ne se fait pas complètement, il est certain que de telles paroisses "font mal à l'unité ecclésiastique". Mais, comme pour la maladie, ce sont là des croix à porter, à accepter et à subir, d'une façon résignée, en route vers la seule société parfaite, le Paradis.

Duplessis de l'Office de l'Electrification rurale, "c'est l'agriculture qui sera notre foyer de régénération aux points de vue démographique, social, économique et religieux."³⁸ Comme le disait déjà avec beaucoup d'acuité Everett C. Hughes, "au Québec, on trouve sans doute la misère rurale et même l'instabilité, mais toujours la main de l'Eglise est là pour maintenir l'ordre et la dignité de la vie."³⁹

La paroisse fut donc la première institution d'administration civique au Canada-français et elle fut "un foyer d'intégration active entre les affaires religieuses et séculières."⁴⁰ Le prêtre, le pasteur de la paroisse, le "curé" exerce donc une fonction trait d'union. C'est lui qui, en plus d'enseigner la "bonne nouvelle" symbolise "l'unité de la communauté".⁴¹

38 Rioux, Albert, "Pour être le peuple de l'avenir en Amérique", dans Relations, juin 1950, no. 114, p. 164.

Rioux, défendant aussi les enseignements du clergé local et sa promotion de la richesse intégrative de la paroisse rurale, ajoute que "la coopération est l'arme par excellence des faibles, la plus belle application de la doctrine sociale de l'Eglise dans l'économie: tous pour chacun, chacun pour tous et les évêques la recommandent aux travailleurs du sol..."

39 Hughes, Everett C., Rencontre de deux mondes, Montréal, Les Editions du Boréal-Express, 1963, p. 24 (d'abord publié en anglais, en 1943, sous le titre French Canada in Transition).

40 Ibid., p. 34.

41 Palard, Jacques, "L'Eglise catholique québécoise: entre l'unité et le pluralisme", dans Etudes canadiennes/Canadian Studies, (Bulletin interdisciplinaire des études canadiennes en France, 1977, no. 3, p. 86.)

De dire encore Palard: "Liés à cette valorisation, voire à cette sacralisation de l'espace et du temps, se structurent une symbolique unitaire (la "communauté" chrétienne correspond à la "communauté") et un type de représentation de l'autorité..." (Ibidem).

"Leur curé, ils le savent (les paroissiens) est de la même race qu'eux, et cette parenté profonde entre les éléments du clergé ou des ordres religieux et les fidèles-citoyens assure à la société entière une puissante cohérence... Ce type de vie paroissiale est transposé dans les villes comme symbole et comme idéal et le clergé, trop près de la tradition rurale, le pousse quelquefois un peu trop aux nues..." 42

Le curé devient donc le personnage important. Il fait tout. Et, à cet égard, il est parfois perçu comme un tenant d'autorité civile.

Écoutons encore Groulx faire le lien curé-paroisse:

"L'autorité du curé s'étend... à tous et à tout; elle protège les intérêts matériels, prend ou seconde toutes les initiatives, plane au-dessus des consciences, de toute la hauteur du sacerdoce, elle défend et régit la morale du troupeau. L'Eglise et le curé deviennent le centre, le lien de la paroisse, le seul cadre administratif. Et de même que l'habitant se suffisait dans sa famille, il se suffit dans sa paroisse, avec ce gouvernement temporel et spirituel qui lui garantit l'ordre, assure la stabilité des foyers, les unit dans une charité supérieure..." 43

La paroisse était donc une sorte de lieu géométrique, un centre de polarisation.⁴⁴ Or, cette paroisse permettait, comme l'indiquait les Encycliques papales, à faire le lien entre la réalité divine et la réalité humaine. Le clocher de l'église, par exemple, symbolisait cette montée de la terre

42 Hughes, Everett G., op. cit., p. 36.

43 Groulx, Lionel, La naissance d'une race, Montréal, Librairie de l'Action canadienne-française, 1930, p. 280.

44 Grand'maison, Jacques, L'Eglise en dehors de l'église, Montréal, Cahiers de communauté chrétienne, 1966, p. 187. Horace Miner (St-Denis, A French Canadian Parish, Chicago, University of Chicago Press, 1939) donne aussi un exemple de cela, dans une fresque attachante.

vers le Père, la tête du Corps mystique. Chaque paroisse, au Québec, avait son clocher.⁴⁵

La paroisse, disions-nous, est aussi corporation sociale. Elle est le chef-lieu de toute organisation sociale et les corps intermédiaires, sous la férule de l'Eglise, sont orientés vers un certain contrôle de la paroisse. Cette "intégration paroissiale" constitue, d'ailleurs, la réalisation concrète des enseignements de l'Eglise.

TABLEAU 2-2

LA CORPORATION PAROISSIALE QUEBECOISE

45 D'ailleurs, une expression fort populaire, après 1960, "un esprit de clocher", en vint à signifier un attachement indu à son petit monde, à sa localité. Et même une défense peu rationnelle contre tout "étranger" d'un autre clocher, ou encore contre tout changement administratif ou regroupement de "clochers".

Toutes les fonctions sociales, quoique traditionnelles, seront affaires de curés, de vicaires, de prêtres. L'Eglise se retrouve aux commissions scolaires, aux écoles paroissiales, aux syndicats de la paroisse, à la caisse populaire, aux terrains de jeux.⁴⁶ La paroisse devient donc, pour le citoyen-fidèle, la première maison "corporatiste".

Admettons, tout de go, que les écrits du clergé de l'époque ne louangeaient pas la paroisse comme un des éléments du monde corporatiste social avancé par les Encycliques. Mais, selon nous, on a tort de négliger cet élément de base du corporatisme social de l'Eglise.⁴⁷ D'ailleurs, cette "paroissialisation" des rapports sociaux les conduit à une institutionnalisation, pure et simple, dans les limites spatiales et temporelles de la paroisse.

46 Ryan, Claude, "Pouvoir religieux et sécularisation", dans Fernand Dumont et Jean-Paul Montminy, éditeurs, Le pouvoir dans la société canadienne-française, troisième colloque de la revue Recherches sociographiques, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1966, p. 104.

47 Ce n'est qu'à la rencontre de courants opposés - ceux des tenants de l'organisation paroissiale traditionnelle et ceux, dûs aux progrès de la ville, qui professaient une adaptation de l'Eglise à l'urbain par des institutions sociales plus mobiles - que cette "institutionnalisation paroissiale" fut remise en question. A ce sujet, Falardeau raconte que, dans la paroisse de Saint-Paul de Québec, les prêtres de la paroisse n'étaient pas tellement enthousiasmés par la possibilité de création de mouvements d'action catholique (Jeunesse ouvrière catholique, entre autres), parce que leurs associations traditionnelles, à l'intérieur de la paroisse, étaient "suffisantes", selon eux.

(Voir J.C. Falardeau, op. cit., p. 366.)

Evidemment, comme le souligne Hughes, plusieurs des caractères de la paroisse mentionnés ici "dépendent de l'homogénéité sociale et ethnique de la population."⁴⁸ Mais, plus cette homogénéité est forte pour les Canadiens-français, plus la paroisse a d'emprise sur la vie des citoyens et elle devient, durant la période s'étalant jusqu'à la Révolution tranquille, "l'épine dorsale de toute la société du Québec."⁴⁹

La Relève, revue parue pour la première fois en 1934, bien que se disant en "rupture avec son entourage idéologique et bien que, constituant un mouvement foncièrement mystique"⁵⁰, mit tout de même de l'avant des solutions pour "traverser le mauvais passage" qui se traduisaient "par un retour à la nature, à l'économie rurale, aux métiers."⁵¹ Déjà, les détachements des enseignements du clergé sont difficiles. Même pour une nouvelle lignée de penseurs qui voulaient se substituer à la présence cléricale au Québec.⁵²

b) le syndicalisme catholique

Le syndicalisme au Québec ne fut pas, à l'origine, une oeuvre d'Eglise. Longtemps avant les premiers efforts de l'abbé Lapointe, à Chicoutimi, vers 1910, de nombreuses associations ouvrières étaient déjà en existence, comme le démon-

48 Hughes, Everett C., op. cit., p. 34.

49 Ibid., p. 35.

50 Bélanger, André J., L'apolitisme des idéologies..., op. cit., p. 159.

51 Ibid., p. 174.

52 Bélanger, André J., Ruptures et constantes; Quatre idéologies du Québec en éclatement: La Relève, la J.E.C., Cité Libre, Parti Pris, Montréal, Hurtubise HMH, 1977, p. 35.

tre H.A. Logan, dans sa démonstration qui fit oeuvre de pionnier.⁵³ D'ailleurs, de dire Stuart Jamieson, au sujet de l'impact américain:

"The American influence in the Canadian trade union movement rapidly became dominant from the mid-century on, in terms of organizational policy, ideology and affiliation. It was a by-product of improved transportation and communication between the two countries and the growing importance of the United States as a major market and source of supplies... The dominant role that American unions have played through extensive aid in money, personnel and experience has served to expand Canadian unionism more widely and rapidly than it could have done purely on its own resources..."⁵⁴

D'ailleurs, les succès des Chevaliers du travail, formés d'abord à Philadelphie, en 1869, furent assez remarquables au Québec. Et cela jusqu'au début des premières décennies du XXe siècle. Ces succès furent cependant dus à l'abolition des objections d'abord suscitées par l'Eglise au sujet de leur caractère secret.⁵⁵ Les Chevaliers, en effet, attirèrent ou-

53 Logan, H.A., Trade Unions in Canada; Their Development and Functioning, Toronto, The Macmillan Company of Canada Limited, 1948. Logan montre qu'à la fin de 1910, les "unions" internationales avaient 81% du membership des syndiqués.

54 Jamieson, Stuart, Industrial Relations in Canada, Toronto, Macmillan of Canada, 1957, pp. 29-30.

55 Voir H.A. Logan, N.J. Ware et H.A. Innis, Labour in Canadian-American Relations, Toronto, Ryerson Press, 1937. Ces trois auteurs affirment que les Chevaliers, d'abord bannis par l'Eglise, furent vus favorablement par la suite grâce aux interventions du Cardinal Gibbons et de Terence Powderley, président du syndicat en question, catholique pratiquant, qui assurèrent les autorités de leur "message non socialiste". Voir aussi Fernand Harvey, "Les Chevaliers du travail, les Etats-Unis et la société québécoise: 1882-1902", dans Aspects historiques du mouvement ouvrier au Québec, Montréal, Boréal-Express, 1973, pp. 33-112. Enfin, le texte de Jacques Rouillard et Judith Burt ("Le mouvement ouvrier", dans Les travailleurs québécois, 1851-1896, Montréal, Presses de l'Université du Québec, 1973) est également utile.

vriers qualifiés et non-qualifiés, "ces derniers qui n'auraient pu s'intégrer à l'intérieur des syndicats de métier qui existaient à l'époque."⁵⁶

Mais le syndicalisme catholique naquit au début du XXe siècle au Québec, d'une part pour éviter le radicalisme des syndicats internationaux, mais d'autre part aussi sous l'inspiration de l'Encyclique Rerum Novarum. Au milieu d'un conflit ouvrier, en 1900, à Québec, l'archevêque de la vieille capitale, Monseigneur Bégin, appelé à servir de médiateur, fut assez convaincant qu'il encouragea les syndicats en présence à se doter d'un aumônier et de s'en remettre aux principes moraux de l'Encyclique papale. Voici comment Logan explique cette correspondance entre la montée rapide ("record of growth", dit-il) des syndicats catholiques, au Québec, et le message véhiculé par l'Eglise.

"They are fearful of radicalism because it is opposed to Christian doctrine; they turn away from the internationals because the contact would endanger their French language and traditions; they are not class conscious in a way likely to engender social upheaval; they talk the language of absolutes in all matters of principle, and nothing less will suffice..." ⁵⁷

En 1921, toujours selon le même Logan, le tiers des 90,000 syndiqués québécois relevait du mouvement catholique.⁵⁸

56 Les Chevaliers, nous indique encore Fernand Harvey, furent populaires dans les industries du textile et de la fabrication des vêtements (Révolution industrielle et travailleurs, Montréal, Boréal-Express, 1978, pp. 17-21).

57 Logan, H.A., Trade Unions in Canada..., op. cit., p. 562.

58 Ibidem.

L'agriculteur fut le véritable paroissien dont nous parlions tantôt. Intégré à la paroisse, il était en constant contact avec les œuvres d'église paroissiale - réunions champêtres, organisation de loisirs, etc. - et il constituait un ferment fertile pour le syndicalisme "providentiel", c'est-à-dire celui louant les mérites de la vie rurale et se contentant de médiatiser le producteur agraire et le consommateur, au nom d'un nous collectif. Telle est, selon nous, toute la gloire de l'Union des Cultivateurs Catholiques (U.C.C.), bien inspirée des prêtres et des penseurs à la Groulx.⁵⁹

Quant à l'ouvrier urbain⁶⁰, dans un monde d'idées nouvelles et où l'anonymat des villes constituait un défi pour l'Eglise d'ici, on devait "le sauver du radicalisme des syndicats américains."⁶¹ L'aumônier général du syndicalisme catholique, l'abbé Maxime Fortin, écrivait le 3 avril 1916, dans,

59 "Notre race sera agricole, ou elle ne grandira plus, elle disparaîtra..."

(Ce cri du jésuite Alexandre Dugré servit d'ossature à un programme de restauration sociale de l'Ecole sociale populaire. Voir l'Action nationale, mai 1933).

60 Peu de personnes réalisent que, poussée par le mouvement des campagnes vers les villes, l'Eglise crut qu'il était possible, pour elle, de garder la paix sociale et donc son leadership, sur les "nouveaux ouvriers des villes", souventes fois des cultivateurs "déguisés".

(Voir Séguin, Normand, éd., Agriculture et colonisation au Québec, Montréal, Boréal-Express, 1980 ... et surtout le texte de René Monette, "Essai sur le mode de mise en valeur des exploitations agricoles", p. 48, où Monette écrit "qu'une partie considérable de la population agricole doit trouver, en dehors du travail agricole proprement dit, le supplément indispensable de son revenu...").

61 David, Hélène, "La grève et le bon Dieu", dans Sociologie et Sociétés, vol. I, no. 2, novembre 1969, p. 252.

l'Action catholique de Québec, que "l'Eglise était appliquée à la tâche effrayante de refaire le monde ouvrier, même chez-nous."⁶² Alfred Charpentier signale, d'ailleurs, que les aumôniers, à Chicoutimi et à Jonquière, lançaient "un appel des plus provocateurs contre les syndicats internationaux" et demandaient "aux ouvriers de les chasser avec leur oeuvre, s'ils voulaient conserver leur foi catholique."⁶³

Même lors des grèves importantes⁶⁴ qui transformèrent, à la longue, le syndicalisme catholique du Québec, l'Eglise prêcha la prudence et s'opposa à tout acte de violence. D'ailleurs, l'intervention du cardinal Villeneuve, dans le conflit du textile, en 1937, ne fit rien pour donner à

62' Cité dans Fernand Dumont, "Réflexions sur l'histoire religieuse du Canada-français", dans L'Eglise et le Québec, op. cit., p. 55.

63 Charpentier, Alfred, Ma conversion au syndicalisme catholique, Montréal, Fides, 1946, p. 47.

64 La plus importante étant certes la plus connue de tous, celle d'Asbestos, en 1949, rendue célèbre par l'implication d'un Marchand et d'un Trudeau, mais aussi par Mgr. Joseph Charbonneau. L'histoire demeure dans le vague au sujet des dénouements des relations entre "Charbonneau et le Chef", comme le signalent des compte rendus contradictoires. La pièce de théâtre portant ce titre et mettant en vedette l'excellent comédien Jean Duceppe, en 1975, a relancé le débat (et a contribué à garder, au premier rang des grandes grèves de l'histoire québécoise, celle de l'amiante). Voir l'éditorial de Relations, vol. X, no. III, mars 1950, qui fait l'éloge de l'évêque de Montréal qui venait de démissionner. Conrad Black, dans son Duplessis, donne cependant une autre version (Duplessis, 2 volumes, Montréal, Editions de l'Homme, 1977). Le tableau qui suit réunit les grèves sérieuses de la période (tableau 2-3).

l'Eglise le titre d'un endosseur des revendications ouvrières.⁶⁵

Une seule exception: celle de la grève de l'amiante. Et cela constitua un point tournant, parce que le clergé qui s'impliqua plus qu'avant (Mgr. Charbonneau surtout) le fit pour que l'Etat (point de départ donc d'une action de pression publique) n'oublie pas les préceptes de justice sociale⁶⁶, de justice urbaine⁶⁷, ou encore ceux des enseignements sociaux de l'Eglise.⁶⁸

Mais, gardons nos remarques sur le syndicalisme en tant que corps intermédiaire pour notre chapitre IV. Ce qui nous intéresse, ici - et c'est important pour la suite de notre

65 L'abbé Gérard Dion n'est pas tendre pour le cardinal.

"Après plusieurs mois d'une grève qui sévissait dans toute l'industrie du textile, les travailleurs qui avaient demandé l'intervention de l'archevêque de Québec, sont retournés au travail, sans garantie de reconnaissance syndicale de la part de la compagnie, ni assurance de négociation collective. Or, le gouvernement d'alors, au lieu de forcer les parties à négocier, édicta une ordonnance de salaire minimum dans l'industrie..." ("L'Eglise et le conflit", dans La grève de l'amiante, op. cit., p. 241, note 4.)

66 "Il faut une campagne de prières pour fléchir l'obstination des responsables..."

(Lionel Groulx, Le Devoir, 20 avril 1949, cité par Gérard Dion, op. cit., note 65.)

67 "Je n'ai pas le droit de faire exception pour celle (la vertu) de justice... Si j'étais mineur, je serais moi-même en grève..."

(L'abbé Camirand, La Presse, 22 mars 1949, cité par Gérard Dion, op. cit., note 65.)

68 "Les ouvriers de la province sont contents de la lutte menée avec énergie, mais d'une manière pacifique... selon les enseignements de tous les papes..."

(L'abbé Roland Frigon, Le Devoir, 5 avril 1949, cité par Gérard Dion, op. cit., note 65.)

L'abbé Gérard Dion mentionne, d'ailleurs, que les monseigneurs Courchesne, Garant, Papineau et Leclaire ne purent forcer, ni même encourager les autorités publiques à "jouer un rôle de médiation et de conciliation..." dans la fameuse grève (op. cit., p. 244).

examen des idées et des comportements des mouvements corporatistes au Québec avant 1960 - c'est la teneur du message social de l'Eglise, à cette époque.

TABEAU 2-3

GREVES IMPORTANTES AU QUEBEC (1930-60)

<u>Compagnie impliquée</u>	<u>Endroit</u>	<u>Appellation connue</u>	<u>Année</u>
Dominion Textile	Montréal, Magog Drummondville, Valleyfield, Sherbrooke, Montmorency	"du textile"	1937
Famille Simard	Sorel	"de Sorel"	1937
Asbestos Corporation	Asbestos, Thedford Mines	"de l'amiante"	1949
Dupuis Frères	Montréal	"des magasins Dupuis"	1952
Associated Textiles	Louiseville	"de Louiseville"	1952
Radio-Canada	Montréal	"de Radio-Canada"	1959

Le syndicalisme catholique fut perçu comme un premier pas vers le corporatisme.⁶⁹ Or, il faut y voir un "moyen de domes-
tiquer la force démocratique du syndicalisme... et pour l'élite, un moyen de discipliner les forces populaires."⁷⁰ Si l'on admet que l'Eglise, comme nous le faisons depuis le début de ce chapitre, organisa toute la vie sociale du Québec, qu'elle y jouait un rôle de leadership et que les citoyens acceptèrent et obéirent aux enseignements, force est d'admettre aussi que le syndicalisme catholique faisait partie de la grande maison corporatiste sociale, en marge de l'Etat, lui aussi.

69 Arès, Richard, Capitalisme, syndicalisme et organisation professionnelle, Montréal, Bellarmin, 1953.

70 Trudeau, P.-E., "La province de Québec au moment de...", dans La grève de l'amiante, op. cit., p. 37.

A cet égard, notons que la doctrine sociale de l'Eglise, développée dans les Encycliques abordées tantôt, fut reprise par de nombreuses lettres pastorales des évêques. "Si les ouvriers veulent former entre eux des sociétés de bienveillance et de secours mutuels, disent les évêques, ils devront prendre soin de suivre la direction de leur curé et de soumettre les règlements à l'approbation de leur évêque..."⁷¹

D'ailleurs, une étude poussée de quelques grèves, au Québec, de 1934 à 1944, comporte une conclusion assez importante. De dire Evelyn Dumas:

"Je n'ai pu éviter de m'interroger, par exemple, sur le fait que les grèves majeures du début de la période examinée ici ont été déclenchées et menées par des groupes qui se distinguaient de la masse des Québécois catholiques et francophones quant à l'origine ethnique et, parfois, quant à l'appartenance religieuse." ⁷²

Autrement dit, quand il n'y avait pas de grève, c'est que l'appel à la paix sociale de l'Eglise avait préséance sur "ces groupes qui se distinguaient..."

⁷¹ Harvey, Fernand, "Les chevaliers du travail, les Etats-Unis et la société québécoise", dans F. Harvey, éd., Le mouvement ouvrier au Québec, op. cit., p. 117.

⁷² Dumas, Evelyn, Dans le sommeil de nos os, Montréal, Leméac, 1971, p. 165.

Mme Dumas, malgré cette interrogation légitime, y va tout de même d'une phrase surprenante, quelques lignes plus bas: "Cette hypothèse (selon laquelle les ouvriers québécois avant la célèbre grève des mineurs de l'amiante, en 1949, ne furent pas beaucoup plus que des moutons dociles) ne résisterait peut-être pas longtemps à un examen des faits plus rigoureux que ceux qu'on nous a offerts jusqu'ici."

Le syndicalisme donc, selon les évêques et les penseurs du clergé, c'est un moyen non pas uniquement de semer une certaine justice ici-bas, comme le disait Rerum Novarum, mais aussi pour engendrer l'ordre dans les rapports entre classes de citoyens, dont les antagonismes, au nom de la réforme radicale, pourraient briser la société civile.

Les attaques de Groulx, par exemple, contre les dangers de l'industrialisation (matérialisme, paganisme, agnosticisme, libre pensée...⁷³) en sont des témoins non-équivoques.

"L'on sait comme en certaines provinces de la Puissance, l'esprit de la réforme a faussé les notions de la justice, du droit, de l'Etat et de son autorité, les relations des classes, du capital et du travail; l'on sait comme on y sacrifie facilement à l'Etat les droits naturels du père de famille sur l'éducation de ses enfants... Comme on y entend mal les rapports du temporel et du spirituel dans la vie publique; comme on y a de peine enfin à trouver les principes d'une saine économie sociale..."⁷⁴

On retrouve assez bien, ici, l'esprit des Encycliques. L'Etat doit laisser aux groupes - au premier d'entre eux, surtout, l'Eglise - le soin d'animer de ses soins la vie sociale. Or, les syndicats catholiques sont pour les dirigeants religieux le lien unissant vie sociale et vie économique. Mais, toutes deux inspirées de principes chrétiens. "L'Eglise et

73 Groulx, Lionel, Orientations, Montréal, Editions du Zodiaque, 1935, pp. 37-42.

(Ces quatre termes sont tirés d'une nomenclature donnée par A.J. Bélanger, L'apolitisme..., op. cit., p. 221.)

74 Ibid., p. 33.

ses fils, écrit encore le chanoine Grand'maison, devraient être présents les premiers partout où des êtres souffrent, où les petits sont exploités, où des pouvoirs asservissent les êtres humains."⁷⁵

Pour tout dire, l'Eglise s'intéresse à ces "exploités" afin de les garder comme fidèles croyants, et surtout pour imprégner le syndicalisme de la période d'une philosophie typiquement chrétienne. Il fallait surtout éviter les affrontements violents, comme l'indique encore le père Archambault, en disant que "l'élite doit agir sur la masse" un peu partout, "et même dans les usines où s'agite un prolétariat trop souvent aigri et menaçant."⁷⁶ Et, dans la même veine, Alfred Charpentier proclame que "nos ouvriers catholiques sont aussi appelés par la Providence à faire leur part qui est une mission d'avant-garde contre les dangers qui menacent la classe ouvrière du pays."⁷⁷

Les prélats de l'Eglise du Québec insistèrent donc sur le droit d'association des ouvriers - le Corps du Christ, si

⁷⁵ Grand'maison, Jacques, L'Eglise en dehors de l'église, op. cit., p. 165.

⁷⁶ Archambault, J. Papin, op. cit., p. 17.

⁷⁷ Charpentier, Alfred, Semaine sociale de 1920, p. 134.

l'on est constant avec soi-même, est aussi un corps d'individus dans tous les aspects de la vie sociale - car cela permettait de maintenir l'étanchéité des forces chrétiennes, dans tous les secteurs d'activités. Mais, le message de l'Evangile devait prédominer, comme l'indiquait Mgr. Bruchési: "Vous ne pouvez raisonnablement prétendre qu'on élève sans cesse le salaire de l'ouvrier... C'est le Ciel qui est l'éternelle rétribution..."⁷⁸

Comment ne pas être d'accord avec P.-E. Trudeau quant il écrit:

"La participation à toutes ces entreprises (souvent même à titre de fondateurs, comme dans le cas des syndicats catholiques) correspond à un effort plus ou moins conscient de l'Eglise d'adapter ses structures et son influence aux situations sociales nouvelles..."⁷⁹

c) La co-gestion de la société

Le 3 juin 1950, le pape Pie XII prononçait une allocution importante devant les membres du Congrès international d'études sociales et de l'Association internationale sociale chrétienne. Reprenant des explications de Quadragesimo Anno, Pie XII parla de co-gestion, c'est-à-dire "une gestion collective

78 Voir Mandements, Lettres pastorales, circulaires et autres documents publiés dans le diocèse de Montréal, vol. XIII, pp. 525-530.

79 Trudeau, P.-E., éd., La grève de l'amiante, op. cit., p. 61.

mettant patrons et ouvriers sur un pied d'égalité et leur accordant une égale influence dans les décisions."⁸⁰

Or, cette co-gestion de la société peut être de deux ordres.

D'abord, il y a, bien sûr, la co-gestion économique de l'entreprise qui permet aux ouvriers de gérer, d'une voix délibérative égalitaire, les affaires de la propriété en question. Et ici, il est important de souligner que le Souverain Pontife parle d'une co-gestion éclairée, non pas "celle d'organisations dont le but, en dehors de l'entreprise, est la guerre aux patrons, et non la collaboration avec eux."⁸¹

Ensuite, ce désir de bonne entente, de paix industrielle, dirions-nous aujourd'hui, déborde tout le panorama social et fait état de "politique sociale conforme à la doctrine de l'Eglise" qui s'occupe des organisations garantissant l'ordre dans les rapports socio-politiques.

On conçoit aisément que la co-gestion économique, à parité des patrons et des ouvriers, n'était pas, si l'on accepte tout notre traitement précédent, une priorité des enseignements du clergé du Québec. Car, le syndicalisme catholique, dont nous venons d'esquisser les traits généraux, en était un de

80 Arès, Richard, "Le pape et la co-gestion", dans Relations, juillet 1950, no. 115, p. 188.

81 Ibid., p. 189

sanctification du travail, dans un esprit de justice et de charité. Il n'était pas question, au Québec, "d'exiger des réformes qui iraient jusqu'à saboter le droit à la propriété privée et préparer la voie au socialisme."⁸²

Ainsi donc, l'Eglise québécoise insista sur le deuxième aspect de la co-gestion, lui donnant, par son évocation de contrat de société plutôt que contrat patron-ouvrier, derechef une extension socio-politique à base de corporatisme social. Prenant la société dans son ensemble, les évêques du Québec insistèrent sur la "gérance" de la vie sociale et économique qui "rendraient service à la cause de l'Eglise et de l'humanité."⁸³

Le cardinal Villeneuve, de Québec, le 17 avril 1937, s'exclamait:

"Nous avons ici et là quelques bribes de justice sociale, mais ces semblants de correctifs ne suffisent pas. C'est plus que cela qu'il nous faut: c'est du corporatisme à plein..."⁸⁴

Chaque corporation - ou corps intermédiaire, comme nous verrons dans notre chapitre IV - poursuit le bien-être de ses

82 Ibid., p. 188.

83 Ibid., p. 190.

84 Cardinal Villeneuve, J.M. Rodrigue, Mandements, lettres pastorales et circulaires des évêques de Québec, XV, Québec, Chancellerie de l'archevêché, 1940.

membres et s'oppose à des empiètements de l'autorité de l'Etat. Chacun possède son domaine propre et les dirigeants sociaux, inspirés de l'Eglise, doivent rappeler à l'Etat qu'ils se chargent de telles fonctions. Il s'agit donc d'une co-gestion où les deux partenaires - l'Eglise et l'Etat - se rencontrent peu souvent et respectent l'autonomie de l'autre.

Or, l'intégration théorique des corporations sociales dans la vision catholique de l'administration socio-politique, au Québec, en plus de se faire dans la paroisse et dans des syndicats, impliquait aussi une étanchéité des deux ordres ou deux autorités.

Et, bien que l'Etat, gardien du bien commun, limitait ses interventions au minimum, ses contacts avec les dirigeants ecclésiastiques assuraient à l'Eglise une délégation d'autorité qui lui conférait une certaine gérance du monde socio-économique. D'où le caractère inusité de cette co-gestion où les partenaires, après s'être entendus sur une sorte de contrat d'administration, "s'occupent chacun de ses affaires."⁸⁵ D'ailleurs, au milieu des problèmes de "la grande crise", les archevêques et évêques de Québec, de Montréal et d'Ottawa, dans une longue lettre pastorale, insistaient sur le "souci de chaque foyer de produire par lui-même ce qui lui est nécessaire."⁸⁶

85 Voir ce qu'en dit encore Richard Arès, "L'âme de la corporation", dans l'Action nationale, vol. XII, 1938, p. 240.

86 Mandements, lettres pastorales, circulaires et autres documents publiés dans le diocèse de Montréal, vol. XVIII, pp. 229-230.

TABEAU 2-4

LA CO-GESTION SOCIO-POLITIQUE

Dans cette optique, on peut dire que l'Eglise transformait la co-gestion du social et du politique, avec l'Etat, en un contrôle quasi autoritaire du premier. Cette gestion devait prendre les allures d'une "auto-gestion" des corps sociaux - les syndicats, les associations de loisirs paroissiaux⁸⁷, les coopératives et surtout les écoles chrétiennes - qui inspirés des principes de l'Evangile s'auto-administraient et, par une sorte de mécanique automatisée, se sentaient partie intégrante de l'Eglise. En aucun moment, les participants ne devaient se sentir brimés.

Il s'agissait donc pour l'Eglise d'éliminer la société anonyme que commençaient à créer un peu partout sur le terri-

87 Nous avons personnellement connu ces O.T.J. paroissiales (Organisation des terrains de jeux) qui englobaient toute la sphère des loisirs, des activités "organisées", tout l'été durant, au baseball de compétition "paroisse contre paroisse". C'est d'ailleurs un mythe que de croire que toutes ces mini-corporations paroissiales ont volé en éclat dès les débuts des années '60.

toire québécois l'industrialisation et l'urbanisation, processus à long terme et s'échelonnant sur plusieurs années. Ou, tout au moins, d'en éliminer les effets désastreux pour le partage, la mutualité des rapports sociaux dans la grande communauté chrétienne.

L'abbé André Roy, journaliste à l'Action catholique de Québec, aura ces mots révélateurs à plus d'un titre:

"Le salarié, accaparé par les aspects sociaux que revêt son travail et ignorant tout des préoccupations de la direction, considère fatalement que sa responsabilité professionnelle ne dépasse pas la tâche assignée... En amenant les deux parties à se rencontrer, ... en leur montrant d'une façon plus aiguë les conséquences des améliorations sociales sur l'économie considéré tant au niveau de l'entreprise que de la profession ou de l'industrie et de la nation, vers une compréhension plus large enfin par le capital et ses représentants du but premier de l'économie qui est de servir le social..." 88

L'Eglise catholique du Québec ne tient donc pas à laisser la vie sociale obéir à des principes vagues. Tout doit être ordonné.

"Ce que l'Eglise catholique redoute, c'est le vide entre l'Etat et l'individu, car ce vide est nuisible à l'un comme à l'autre; il est générateur de perversion et de sclérose. Ce qu'elle reconnaît par contre comme sain et comme nécessaire, c'est une vie sociale organisée en paliers où chaque sujet, individuel ou collectif, joue un rôle propre en aidant les autres et remplit de ce fait un rôle médiateur." 89

88 Roy, André, "Le conflit entre le social et l'économie", dans Relations, vol. X, décembre 1950, no. 120, p. 356 (nos soulignés).

89 Théry, Henri, Les groupes sociaux: forces vives, Paris, Editions du Centurion, 1964, p. 208.

Pour tout dire, l'Eglise admet les lois de ce monde, mais ce qu'elle veut, dans sa recherche de co-gestion des activités humaines, avec l'Etat, en marge l'un de l'autre, c'est d'instaurer, par sa surveillance quasi paternaliste des rapports sociaux, un ordre moral des choses. Et, afin d'y arriver, elle s'inspire de sa vision messianique de la vie humaine. "Non seulement de quelques hommes, précise le père Robert Morency, mais de tous les hommes."⁹⁰ En un mot, ce sont des normes d'inspiration chrétienne, voire même spécifiquement catholique, qui constitue, pour le clergé du Québec, les principes d'organisation des affaires sociales, au sens même du cri Affari Vos. L'ordre social, mû par des forces multiples, doit donc être subordonné à des normes définies par la société religieuse qui préside la société civile, comme partie intégrante du droit de cette dernière.

Bref, de façon à éviter toute crise qui entraînerait le décloisonnement de l'Eglise et de l'Etat, de façon à éviter toute crise sociale purement et simplement, l'Eglise ordonne le sens de l'ordre. Et, à ce titre, le cardinal Villeneuve pourra parler de son "corporatisme à plein" comme pouvant ordonner, par l'Eglise, la vie sociale et économique.

90 Morency, Robert, "Science économique et catholicisme", dans Relations, vol. X, janvier 1950, no. 109, p. 7.

"Tant que la question sociale, et avant tout la question du travail, ne sera pas ... une simple question d'estomac et de digestion, mais une question humaine, ... et par conséquent, une question éminemment morale, l'Eglise ... ne pourra pas se dispenser d'intervenir avec la conscience de remplir un devoir précis et primordial..."

(Ibid., p. 9, le père Morency reprend à son compte les mots de Pie XI, dans Quadragesimo Anno.)

d) Un nationalisme religieux

Le nationalisme de l'Eglise du Québec marqua l'ensemble du mouvement nationaliste jusqu'à la Révolution tranquille. Comme la doctrine sociale de l'Eglise, toute empreinte du corporatisme chrétien lui permettant de diriger toute la grande "corporation sociale" des Canadiens-français, le nationalisme des années trente et quarante se détournait de l'Etat. Ce dernier était un peu étranger à la collectivité et les nationalistes traditionnels croyaient avoir gagné des garanties pour leur survie.⁹¹

Comme l'ont démontré certains auteurs, le nationalisme, "fusion de patriotisme et de prise de conscience de sa nationalité"⁹², peut devenir en soi une religion qui règle tous les aspects de la vie des gens. Tant et si bien que certains adeptes "attachent toute leur loyauté et leur vie à son sort."⁹³

91 David Kwavnick fait, d'ailleurs très bien la distinction entre la survivance et l'épanouissement, comme principes-moteurs des nationalistes d'avant et d'après la Révolution tranquille (voir note 7, chapitre I).

92 Hayes, Carleton, Nationalism: A Religion, New York, MacMillan, 1960, p. 2.

Plus près de nous, le chanoine Grand'maison a cherché à établir les liens unissant, au Québec, nationalisme et religion qu'il qualifie des "deux idéologies principales qui ont été en synergie constante surtout au cours des deux derniers siècles, à savoir un nationalisme et un catholicisme de type particulier". (Voir son Nationalisme et religion, op. cit., p. 13.)

93 Doob, Leonard, Patriotism and Nationalism: Their Psychological Foundations, New Haven, Conn., Yale University Press, 1965, p.13

Il n'entre malheureusement pas dans les limites de ce travail de déchiffrer et décortiquer plus loin toutes les significations qu'on a accolées aux mouvements nationalistes.

A cet égard, l'idéologie ultramontaine, au milieu du XIXe siècle et au début du XXe, avait semé des germes d'une certaine unité religieuse et nationale. Que ce soit l'abbé Laflèche qui estimait que "la nationalité suppose l'uniformité des mœurs, des coutumes et même de l'éducation" ou Mgr. Bourget qui prônait "une unité de foi et de langue", les membres du clergé canadien-français avaient déjà avancé que "chaque peuple se devait d'être fidèle à sa mission et que cette obligation était d'autant plus rigoureuse que la nation qui cherche à s'y soustraire s'expose à un châtement divin."⁹⁴

Le corporatisme, tel qu'enseigné par l'Eglise et dont les composantes pré-citées - la paroisse, le syndicalisme, la co-gestion de la gerance de la société - sont inter-reliées, reposait aussi sur une idéalisation de la nation canadienne-française et de sa grande mission. "D'où le développement, comme l'indique Léon Dion, et la longue emprise d'une menta-

94 Eid, Nadia F., Le clergé et le pouvoir politique au Québec; une analyse de l'idéologie ultramontaine au milieu du XXe siècle, Montréal, Cahiers du Québec, Hurtubise HMH, 1978, p. 233 et p. 235.

Les références des oeuvres de l'abbé Laflèche et de Mgr. Bourget sont données comme suit par Madame Eid: Quelques considérations sur les rapports de la société civile avec la religion et la famille, Montréal, 1866 (pour l'abbé Laflèche) et "Lettres à François-Xavier-Anselme Trudel pour approuver par écrit le programme catholique", La Pointe-du-Lac, 7 juin 1871, in Savaète, Voix Canadiennes, vol. 2, 113-114.

lité conservatiste, faite de cléricanisme et de paternalisme quasi-féodal."⁹⁵

D'ailleurs, une sorte d'alliance catholicisme-nationalisme fut mise de l'avant. Trois quotidiens, oeuvres d'Eglise, avaient vu le jour pour défendre les intérêts de la nation catholique canadienne-française: l'Action catholique de Québec (d'abord publiée sous l'appellation Action sociale), Le Devoir de Montréal et Le Droit d'Ottawa. La Compagnie de Jésus s'occupait, quant à elle, de l'Ordre nouveau, de Relations et des Semaines sociales.

Or, comme l'indique un peu trop virulemment Trudeau, le courant nationaliste de la "grande noirceur" se dotait d'une orthodoxie passive.⁹⁶ Cette résignation face aux difficultés

95 Dion, Léon, "La polarité des idéologies: conservatisme et progressisme", dans Fernand Dumont et J.-P. Montminy, éditeurs, Le pouvoir dans la société canadienne-française, op. cit., p. 29.

Dion, selon nous, commet quelques sornettes, dûes essentiellement à sa vue "eastonienne" des rapports sociaux et politiques. Il insiste à l'excès sur le cloisonnement du social et du politique comme si la dynamique de l'un n'affectait aucunement celle de l'autre. Ainsi, quant il écrit qu'il "est nécessaire d'éviter de confondre l'ordre social et l'ordre politique, car chacun des deux ordres obéit à une logique qui lui est propre" (p. 32), il va trop loin. C'est par un accord tacite ou non que les deux "ordres", pour employer son langage, respectent l'autonomie mutuelle. Nul ne peut croire que la vie d'un des deux ordres peut, à l'état pur, exister dans une société politique le moins développée et où existe une certaine "spécialisation des rôles et fonctions", sans répercussions sur l'autre vie.

96 "L'irréalisme de notre pensée sociale catholique correspondait parfaitement à l'irréalisme de notre pensée nationaliste, dont d'ailleurs elle n'était qu'un prédicat..." (P.E. Trudeau, éd., La grève de l'amiante, op. cit., p. 61).

de la vie terrestre sied d'ailleurs très bien au chanoine Groulx. "Chez-nous, écrit-il, le malaise économique n'affecte pas seulement le social: chacun le sait, il rebondit dans le national."⁹⁷ Et encore: "Nous n'accepterons que celles-là seules (les adversités) que viendront nous imposer la nécessité ou les hasards de l'histoire et contre lesquelles, par conséquent, ni les uns ni les autres ne pourrions quoi que ce soit."⁹⁸

C'est donc un nationalisme conservateur, mais aussi "intégrateur", c'est-à-dire qui perçoit la nation comme une entité englobante. D'ailleurs, une étude sur les effets des mouvements contre - culturels conclut qu'au Québec, "la conscience nationale a toujours été plus aiguë que la conscience de classe ou la conscience métaphysique."⁹⁹ Nous croyons que les enseignements de l'Eglise ont eu, tirés des Encycliques mentionnées au début de ce chapitre, un impact sur la mise entre parenthèses d'une contestation généralisée des "exploiteurs", ou encore un antagonisme prononcé entre différentes classes sociales, au Québec.

97 Groulx, Lionel, Directives, Montréal, Editions du Zodiaque, 1937, p. 61.

98 Groulx, Lionel, Notre avenir politique, Montréal, Editions Albert Lévesque, 1923, p. 27.

99 Rochon, Gaétan, Politique et contre-culture, Montréal, Hurtubise HMH, 1979, p. 117.

Et, selon nous, c'était voulu.

Car l'Eglise, après la Grande Crise, se targuait d'être l'inspiratrice des mouvements sociaux qui permettrait à la "nation canadienne-française" de mener sa mission. Ainsi parle l'auteur de Menaud:

"On se résolut enfin à écouter l'Eglise, à entendre, dans la disette, des économistes qu'on avait méprisés dans l'abondance. Et la croisade du retour à la terre fut décrétée..." 100

Mais, la nation, pour l'Eglise du Québec, ne saurait forcer le "nous collectif" dont parlera plus tard le ministre d'Etat au Développement culturel, M. Camille Laurin¹⁰¹, et les diverses composantes individuelles de ce tout, à se servir de l'Etat comme instrument de promotion. L'Etat, du reste, il faut, tout en le maintenant à l'écart, le respecter, car son leadership peut inspirer. "A tout prendre, de dire André J. Bélanger, l'Etat, chez Groulx, sert d'appoint; son rôle est d'abord défensif et il est normal qu'il en soit ainsi puisque, bien activée, la société modèle peut se suffire à elle-même."¹⁰²

Groulx lui-même ne se situe-t-il pas dans la lignée des Encycliques:

100 Comme si l'Eglise n'avait pas été écoutée, par ses messages sur la gratification céleste des sacrifices, lors des pénuries de la "Grande Crise".

Savard, Félix-Antoine, L'abatis, Montréal, Fides, 1943, p. 31.

101 Gouvernement du Québec, La politique québécoise du développement culturel, Québec, 1978 (2 volumes) (présenté comme si c'était une oeuvre personnelle du Dr. Camille Laurin, Ministre chargé du développement culturel).

102 Bélanger, A.J., L'apolitisme ..., op. cit., p. 247.

"Un devoir absolu, un rôle sacré s'impose à l'Etat: préparer, favoriser les conditions matérielles et morales, l'harmonieuse combinaison d'une politique économique et d'une politique de l'esprit par quoi les Canadiens-français, fils authentique du sol, immense majorité en cette province, atteindront leur fin d'hommes et leur fin de nation..." 103

Il importe donc de comprendre que la nation canadienne-française formait l'entité incluant tous les mouvements sociaux, en marge de l'Etat. Et que ce soient les corps intermédiaires, les paroisses ou les syndicats, tous devaient contribuer à l'édification de la nation, l'ultime corporation englobant tous les Canadiens-français catholiques, tous imbus de leur mission divine: préparer ici-bas une sanctification menant à l'Eden. Comme l'indique, cette fois à juste titre, Léon Dion: "Ce nationalisme conservatiste présente la vision d'un monde complètement tourné sur soi ... et il s'ensuit que les Canadiens-français ont besoin de cadres protecteurs: la famille, la paroisse rurale, l'Eglise..."¹⁰⁴

Et justement, le clergé n'y va pas de main morte. Pour lui, un peu comme Durkheim¹⁰⁵, la sublimation du social s'effectue au cours d'actes collectifs. En fait, alors qu'au XIXe siècle, les Canadiens-français s'identifiaient uniquement à leur paroisse, à leur village, au cours des années 1930-60,

103 Groulx, Lionel, Directives, op. cit., p. 235.

104 Dion, Léon, Nationalismes et politique au Québec, Montréal, Hurtubise HMH, 1975, pp. 32-33.

105 Voir les conceptions de Durkheim sur la "conscience collective" qui devient la substance même des hommes, dans l'excellente analyse de Jean Duvignaud, Durkheim: sa vie, son oeuvre, sa philosophie, Paris, Presses universitaires de France, 1965, pp. 37-49.

TABLEAU 2-5

LA NATION "CORPORATISTE"

on put observer que "le sentiment communautaire embrasse toute la réalité québécoise."¹⁰⁶

Cette nation de Canadiens-français était, cependant, incluse, dans l'immense boule collective par l'intermédiaire d'élites religieuses qui se retrouveront à tous les niveaux de médiation (l'Eglise comme pouvoir, l'Eglise comme corps intermédiaire de base devant inspirer tous les autres corps, l'Eglise-clergé comme chef de paroisse, l'Eglise comme initiateur des vrais syndicats catholiques).

Écoutons un homme d'Eglise très critique de cette globalité.

106. Rioux, Marcel, "Conscience ethnique et conscience de classe au Québec", dans Recherches sociographiques, vol. VI, no. 1, 1965, p. 30.

"Elle (la doctrine chrétienne du nationalisme, au Québec) passera plus facilement du matériel au spirituel que vice-versa. Ou du moins, elle trouvera des façons très pragmatiques de réduire les contradictions des systèmes de pensée et des schèmes d'action. Les ouvriers et les agriculteurs, comme la majorité des Québécois, ont très peu participé aux déterminations institutionnelles de leur société..." 107

L'Eglise et son clergé, au Québec, jusqu'en 1960, crurent donc que les fidèles devaient, en tout, écouter les enseignements de ses chefs spirituels qui guideraient la nation, cette grande corporation de citoyens, dans sa vie sociale et dans ses contacts avec l'Etat, encore très peu actif.

La logique permettant au clergé du Québec de s'approprier un nationalisme, d'inspiration chrétienne, mythique à certains points de vue, conservateur en beaucoup de domaines, s'inspirait d'une réalité sociale favorisant son leadership. Car, comme l'indique Jean-Louis Roy, dans un tableau touffu, "les interventions de l'Etat sont bien tardives si on les compare au réseau d'institutions et de services que possède et contrôle l'Eglise." 108

C'est donc un nationalisme s'inspirant de la doctrine sociale de l'Eglise qui marquait les déclarations des évêques et des prêtres du Québec. L'archevêque de Montréal d'alors,

107 Grand'maison, Jacques, Nationalisme et religion, op. cit., p. 131.

108 Roy, Jean-Louis, La marche des Québécois; le temps des ruptures (1945-60), Montréal, Leméac, 1976, p. 26.

appelé à devenir premier cardinal de la métropole, au congrès annuel de l'Association professionnelle des industriels, en 1951, dira d'ailleurs que "l'ordre économique et l'ordre moral, tout en relevant de principes propres, sont liés par des points d'incidence précis."¹⁰⁹

Pour tout dire, c'est parce que l'Etat québécois devait respecter cette autonomie de l'Eglise qui guiderait la nation dans sa vie sociale que le tout corporatiste put prendre forme.

4) Le "concordat" Etat-Eglise québécoise

On pourrait croire, à lire ce qui précède, que les enseignements de l'Eglise du Québec, tout en avançant un nationalisme religieux - basé sur le salut de la nation par la recherche active de sa mission - vinrent inéluctablement contredire ses idées concernant l'étanchéité des deux mondes (politico-national vs socio-religieux). A prime abord, il y a là une certaine contradiction. Car, comment peut-on être actif sur le plan national, donc politique, tout en cherchant, du même souffle, à maintenir l'autonomie de l'ordre social par rapport à l'Etat?

¹⁰⁹ Voir les archives de l'Association, allocution de P.-E. Léger, archevêque de Montréal, au congrès annuel de septembre 1951; texte dactylographié. (Cité dans Jean-Louis Roy, op. cit., p. 179.)

En cherchant à sanctifier toute l'activité sociale, en poursuivant l'incorporation (de sa doctrine corporatiste sociale) des corps intermédiaires en son sein et en générant ici et là, un peu partout sur le territoire de la province, un engagement purement chrétien de la part des leaders sociaux, l'Eglise sut, dans la pratique, éviter la confusion entre le national, le social et le religieux.

C'est d'ailleurs ce qu'explique avec beaucoup d'acuité un homme dont le passé au sein du mouvement d'action catholique représente une importance quasi inégalée. D'autant plus que l'engagement politique de ce dernier, au début de 1979, constitue pour Claude Ryan un "retour des choses" et un élément nouveau de la pensée sociale et politique du Québec contemporain. D'ailleurs, l'évolution personnelle du nouveau chef libéral symbolise peut-être, à elle seule, toute l'histoire idéologique du Québec d'avant et d'après la Révolution tranquille.

"La génération de l'Action catholique lutta à la faveur de la méthode dite de l'Action catholique spécialisée pour faire naître, au sein de chaque milieu social, ... de la J.O.C. et de la J.A.C., d'authentiques leaders ouvriers et ruraux plus intéressés à faire progresser l'homme dans leur milieu respectif qu'à sauver la nation ou à subordonner toutes les autres valeurs aux valeurs nationales. L'accent fut mis pendant cette période sur les valeurs sociales, sur les problèmes concrets que rencontraient travailleurs, agriculteurs, étudiants, etc., dans leur milieu, sur les valeurs de fraternité humaine,

sur l'effort de structuration interne de chaque milieu..." 110

C'est pourquoi nous croyons essentiel, avant de terminer ce chapitre, de dégager les principes de l'approche pratique utilisée par l'Eglise pour éviter l'apparente contradiction entre son nationalisme religieux et ses vues d'organisation des mondes social et politique. Pour ce faire, considérons les deux principes du concordat Etat-Eglise québécoise afin de dégager la pratique concrète des autorités religieuses.

a) Les principes

Comme nous l'avons vu tantôt, le principe de co-gestion de la gérance des affaires de la société de la province de

110 Nous consacrons quelques moments, dans notre prochain chapitre, à certaines idées de Claude Ryan. Et, dans notre conclusion, nous nous sommes forcés de considérer, quoique trop brièvement, aux sens multiples à donner à l'engagement politique de l'ex-directeur du journal Le Devoir.

Ryan, Claude, "Nationalisme, Québec et foi", dans Cahiers de recherche éthique, no. 6, L'engagement politique, Montréal, Fides, 1978, p. 125.

Du texte où est tirée la longue tirade présentée ici, on retrouve ce passage lui-même assez éloquent sur lequel nous reviendrons.

"Autant je me sens solidaire de la nation dont je fais partie et suis résolu à travailler pour qu'elle jouisse de la plus grande mesure possible de dignité et de liberté, autant je demeure réfractaire, par ailleurs, à certaines orthodoxies que voudraient nous imposer, au nom de la nation, des projets qui relèvent souvent plus de l'utopie, du rêve ou de l'intolérance que d'un sain réalisme... Il semble que, dans plusieurs milieux, l'on s'ennuie de l'ancien globalisme, et qu'on cherche, plus ou moins consciemment, à lui en substituer un autre..." (p. 129, nos soulignés).

Québec reposait sur une sorte de "deux solitudes", c'est-à-dire une nécessité de garantir l'étanchéité du politique et du social. Or, l'Eglise sut faire accepter cela par deux traits essentiels: contrôle unique du système d'apprentissage des valeurs et harmonie des sociétés civile et religieuse.

Examinons un à un ces deux traits.

Le premier - le contrôle unique (exclusif) du système d'apprentissage des valeurs - comportait des relents d'une longue évolution historique. Car, après la Conquête, les seuls personnages le moins instruits, à de rares exceptions, étaient des hommes d'Eglise.¹¹¹ Après l'Acte de Québec (1774) qui créait, de facto, une société distincte pour les Canadiens-français, avec la sauvegarde de son droit civil, de sa langue et de sa religion, le peuple du Québec s'appuya, pour sa survivance, sur les enseignements de l'Eglise.¹¹²

L'Eglise, tout au cours du XIXe siècle, et malgré certains courants anti-cléricaux¹¹³, s'empare de toute l'école québécoise, de l'université Laval, fondée en 1852, munie d'une charte pontificale et aux mains des prêtres du Séminaire du Québec, aux couvents et collèges de soeurs et de

111 Voir la captivante et volumineuse oeuvre de Mason Wade, Les Canadiens-français, de 1760 à nos jours, Montréal, Le Cercle du Livre de France, 1963, 2 volumes.

112 Qui peut nier l'invitation religieuse à la "revanche des berceaux"?

113 Voir le texte important de J.P. Bernard, Les Rouges: libéralisme, nationalisme et anti-cléricalisme au milieu du XIXe siècle, Montréal, Les Presses de l'Université du Québec, 1971.

frères, en passant par les fameux collèges classiques.

Or, l'Eglise eut un message à forte saveur sociale, se contentant de garder pour ses notables, les divers éléments de son pacte, plus ou moins tacite, avec les autorités publiques du Québec. Les enseignements de l'Eglise insistaient sur "la découverte de la dimension collective des valeurs éthiques dans un catholicisme jusque là vieillot et passablement désincarné."¹¹⁴

L'éducation est tout empreinte d'ordre moral. Par la répétition à l'école des enseignements de l'Eglise et du clergé - sur le péché, la crainte du diable - les fidèles seront tous unis dans la même communauté d'esprit. Et, par une sélection des "meilleurs" qui, très peu nombreux, font des études avancées, dans des professions traditionnelles - le clergé, le droit, la médecine - les enseignements de l'Eglise prônent la sanctification de la vie terrestre par l'union des forces, la "communion des âmes".

"Ce qu'elle ne peut pas baptiser (à l'église et à l'école), l'Eglise l'empêche ou le freine. Le divorce, la participation des femmes à la vie politique, leur émancipation sociale, le cinéma, véhicule de l'immoralité américaine, et bien sûr, le communisme qui, bien que quasi inexistant au Québec, fait l'objet de condamnations rémanentes et de croisades répétées..."¹¹⁵

114 Entrevue de Madame Hélène Pelletier-Baillargeon avec Alfred Rouleau, président du Mouvement Desjardins, "Mettre les réalités économiques au service de l'égalité et de la justice", dans Cahiers de recherche éthique, no. 6, L'engagement politique, op. cit., p. 31.

115 Meyer, Philippe, Québec, Paris, Collection Microcosme, Petite Plannète, Editions du Seuil, 1980, p. 52.

L'Eglise se battait corps et âme pour une promotion d'un bien commun où tous et chacun devait faire sa part. A ce titre, l'école servait de foyer de rassemblement, autour de principes d'union sur le plan théorique, mais aussi autour d'organisations sociales sur le plan physique. De dire le prélat du diocèse de Montréal, reprenant à son compte, des "bouts d'enseignement" du corporatisme social de l'Eglise d'avant la Révolution tranquille: "Au lieu de s'excommunier mutuellement, les différentes familles d'esprit doivent chercher à se comprendre. Quant il y a des choses qui nous séparent, il y en a ordinairement davantage qui nous unissent."¹¹⁶

Et nous touchons ici au deuxième trait des enseignements de l'Eglise qui lui permit, sans trop de heurts, d'harmoniser société religieuse et société civile en une sorte de pacte qui prend toutes les allures d'un concordat pur et simple.

A partir de l'importance du contrôle des appareils idéologiques par le clergé du Québec, et de la conformité à peu près complète de son message, un peu partout sur le territoire, l'Eglise sut convaincre les dirigeants du pouvoir civil - et surtout Maurice Duplessis qui ne demandait pas mieux que de condamner les menaces pseudo-révolutionnaires de gauchistes "communistes" qui ne pouvaient pas respecter l'ordre

¹¹⁶ Mgr. Grégoire, "L'éventail des tendances religieuses dans l'Eglise d'aujourd'hui", L'Eglise de Montréal, 94e année, no. 4, 22 janvier 1976.

et le bon fonctionnement d'une société bien contrôlée¹¹⁷ - que l'immense corporation sociale formait, sous et par elle, un tout organique. A cet égard, point n'est besoin d'insister sur les divers aspects du corporatisme social qui, à ce que l'Eglise en disait à l'Etat, faisait bien l'affaire de ce dernier. Nous les avons suffisamment vus en détails.

Revenons, cependant, sur un élément dont nous avons volontairement négligé d'esquisser la teneur. Nous voulons parler de la "famille", comme molécule étanche de la vie canadienne-française, élaborée par l'Eglise du Québec. L'abbé Groulx en avait fait, avec l'école et la paroisse, un élément de la "trinité sociale". D'écrire ce dernier: "La famille érigée en atelier familial (n'est autre) que la famille-souche, la vraie forme de la vie."¹¹⁸

Or, les primats de l'Eglise du Québec ne cessèrent d'insister pour que l'Etat comprenne que son contrôle sur la quasi-totalité des institutions sociales maintenait, pour elle et pour lui, l'ordre et la paix dans la société. D'ailleurs, les problèmes que connaîtra Mgr. Charbonneau, en raison de son intervention agressive dans le conflit de l'amiante, intervention qui prit les allures d'une guérilla contre Duplessis lui-même, ne viennent-ils pas précisément du fait que le premier ministre du Québec perçut l'archevêque de Montréal

117 Laporte, Pierre, Le vrai visage de Maurice Duplessis, Montréal, Editions de l'Homme, 1960.

118. Groulx, Lionel, "Aux tournants de l'histoire", op. cit., p. 61.

comme un quidam qui pourrait briser la douce entente Eglise-Etat? En fait, en retour de la non-intervention de l'Etat dans le contrôle des institutions sociales et du mandat confié au Comité catholique de l'Instruction publique "dont font partie tous les évêques du Québec"¹¹⁹, l'Eglise se devrait de ne pas critiquer la gouverne politique.

N'est-ce pas à cela que faisait allusion le père G.H. Lévesque lorsqu'il écrit que "l'individualisme meurtrier qui a engendré le libéralisme économique"¹²⁰ est tout aussi dangereux que "l'édification d'une société qui centralise et oriente toutes les énergies pour le bien de l'Etat?"¹²¹

Bref, les deux principes du concordat Etat-Eglise, au Québec, sont inter-reliés. Pour assurer la concordance et l'uniformité des projets sociaux, le clergé se devait de jouir du contrôle de l'apprentissage des valeurs. L'Etat, pour sa part, jouissant d'alliés qui assureraient la paix sociale, dans les paroisses et à l'école, défendait l'harmonie des rapports socio-politiques.¹²²

119 Palard, Jacques, op. cit., p. 76.

120 Lévesque, Georges-Henri, "Socialisme canadien", dans Action nationale, vol. 2, octobre 1933, p. 112.

121 Vincenthier, Georges, op. cit., p. 69.

122 "Ce système est le plus chrétien (la libre-entreprise) parce qu'il fait disparaître les désastres accumulés par le monopole d'Etat..." dit, en septembre 1954, le Premier ministre Maurice Duplessis, au congrès annuel de l'Association professionnelle des industriels. Voir J.L. Roy, op. cit., p. 176.

b) La pratique

Les autorités ecclésiastiques purent donc créer à leur guise, par délégation quasi-officielle des autorités publiques, tout le panorama social du Québec.

Or, "l'encadrement de la classe paysanne et de la classe ouvrière" par le clergé du Québec, expliquerait, selon une analyse de Gilles Bourque et Anne Légaré, que son influence idéologique, à partir des années de l'après-deuxième guerre mondiale, s'est éclipsée parce que "son discours était devenu parfaitement anachronique."¹²³

Selon nous, c'est placer un peu tôt l'effacement du rôle du clergé catholique, au Québec. Car, toute la période de 1930 à 1960 semble, au contraire, indiquer que l'Eglise a su assurer la permanence du message globalisant - et donc, de souche typiquement corporatiste sociale, comme le voulaient les enseignements des papes jusqu'en 1961, avec Mater et Magistra, de Jean XXIII - qui permit au Québécois, bien plus qu'en 1980, de croire qu'il était partie intégrante de ce "nous collectif" à saveur chrétienne. D'ailleurs, Bourque et Légaré admettent candidement, un peu plus loin, que "si le clergé perd la direction et ne fournit plus le personnel de ces appareils, son influence n'en est pas pour autant complètement annihilée."¹²⁴

123 Bourque, Gilles, et Anne Légaré, Le Québec: la question nationale, Paris, Petite collection Maspéro, 1979, p. 162.

124 Op. cit., p. 176.

Car, outre les interventions du clergé, lors des épisodes de la grève de l'amiante, interventions qui ne furent pas le lot exclusif de Mgr. Charbonneau, comme nous l'avons vu plus tôt et tel que le démontre Gérard Dion¹²⁵, l'Eglise sut adapter son message corporatiste, de façon à toujours servir de médiateur entre le social et le politique. Ce qui ne veut pas dire, comme nous le verrons plus loin, que la société québécoise, dans son développement pas trop clément de la Révolution tranquille¹²⁶, n'a pas brusqué le monopole de l'Eglise sur les institutions sociales (ou appareils), après 1960.

Ce que nous disons, ici, c'est qu'on a tort de penser que l'impact de l'organisation sociale des organismes sociaux, tel que prôné et mis en place, comme nous le verrons dans notre chapitre IV, par l'Eglise, n'a pas laissé de traces. Bien au contraire!

Les modifications dans les relations structurelles entre l'Eglise et l'Etat, à partir de 1960, n'enlèvent rien aux succès de l'organisation des oeuvres d'Eglise, avant 1960. "L'Eglise du Québec a subi une évolution, de dire Palard, même si par certains de ses membres ou de ses organisations

125 Voir note 65 de ce chapitre.

126 Sloan, Thomas, Une révolution tranquille?, Montréal, HMH, 1965.

internes, elle a représenté l'un des agents-moteurs de la modernisation d'une société demeurée jusqu'alors profondément traditionnelle."¹²⁷

Il est vrai, par ailleurs, que le message rétrograde du retour à la terre de certains penseurs chrétiens, alors même que 15% seulement de la population du Québec s'adonnent encore, en 1940, à l'agriculture, sonnait faux. Mais, il ne fut pas suivi, ce message.

Et ce qui est plus important, à notre avis, c'est que, sans tout à fait réussir à créer une conscience collective (ou même nationale) de tous les Canadiens-français, l'Eglise sut, par une sorte d'élitisme et d'autoritarisme poussés parfois, forcer ces derniers à mettre entre parenthèses leurs antagonismes de classes qui auraient, bien avant aujourd'hui, causé l'affrontement pur et simple des notables traditionnels, des intellectuels sans contact parfois avec le monde et les misères des ouvriers et paysans du Québec, et des classes démunies de la société.¹²⁸

Peut-être est-ce cet aspect réussite (paix sociale, corporatisme social, leadership fort) que les détracteurs de l'Eglise - et surtout les néo-marxistes du Québec - ne peuvent digérer.

¹²⁷ Palard, Jacques, op. cit., p. 73.

¹²⁸ A ce sujet, les savoureuses pages d'Au pied de la pente douce et des Plouffe, de Roger Lemelin, sont fort révélatrices.

D'ailleurs, on ne saurait parler de soumission totale du clergé devant le caractère étouffant du règne Duplessis.

Deux exemples suffiront à montrer que les enseignements religieux n'étaient pas uniquement louangeurs des bienfaits de la non-intervention de l'Etat, pour ceux qui auraient eu besoin de sa "subsidiarité", au sens même des mots de Pie XI, et avant lui, de Léon XIII.

Le premier renvoie à la lettre collective des évêques du Québec, au début de 1950. Cette "synthèse doctrinale", comme l'a baptisée l'abbé Gérard Dion, précise les principes moraux qui devaient régir les relations de travail et les liens Etat-Eglise.¹²⁹ Le missive de l'épiscopat insiste sur l'importance de l'homme dans la production (no. 170), la légitimité de la sécurité syndicale (no. 112), le droit d'association et de négociation collective (nos. 103, 131, 176) et le respect dû aux lois (nos. 162, 182, 183), ainsi que les droits des patrons (nos. 75, 77, 110, 113).¹³⁰ En ce sens, on peut affirmer que l'Eglise du Québec, après la grève de l'amiante, était confirmée dans son rôle d'appui du monde ouvrier du Québec. D'ailleurs, la lettre qu'adressait le secrétaire de la Sacrée Congrégation Consistoriale, S.E. le Cardinal Piazza, au délégué apostolique du Canada le 20 mai

129 Dion, Gérard, "L'Eglise et le conflit de l'amiante", dans P.-E. Trudeau, La grève..., op. cit., p. 261.

130 Lettre pastorale collective de leurs Excellences Nos Seigneurs les Archevêques et évêques de la province civile de Québec, Le problème ouvrier en regard de la doctrine sociale de l'Eglise, Québec, Université Laval (Service extérieur d'éducation populaire, 1950).

1950, devait reconnaître le rôle et la voix de l'Eglise du Québec.¹³¹

En outre, le président de la Johns-Manville, M. Lewis Brown, s'était fait rabrouer publiquement par un éditorialiste de l'Action catholique de Québec qui, s'adressant directement au sieur Brown, lui "niait la compétence voulue pour juger la doctrine de l'Eglise et son application par les syndicats catholiques et affirmait que partage des bénéfices et co-gestion ne sont pas assimilables à des positions communistes."¹³² A noter les mots co-gestion et partage des bénéfices. Signalons aussi qu'une fois la grève finie, le même journal, dans un éditorial fort élogieux pour Mgr. Roy, dégageait comme une des leçons fondamentales à retenir de l'affrontement Duplessis-compagnie de l'amiante vs les syndiqués qu'il "était nécessaire de poursuivre un vrai syndicalisme catholique et de le pousser jusqu'à son perfectionnement ultime: le corporatisme."¹³³

131 Cité comme note au bas de page no. 31, à titre de conclusion de l'article de Gérard Dion, op. cit., p. 262.

"Ce document fait honneur à ceux qui l'ont écrit, puisque les augustes enseignements des Pontifes, exposés dans un ensemble bien ordonné, ne pouvaient avoir une application plus heureuse dans la situation actuelle économique-sociale du Canada... la publication de cette Lettre Pastorale peut être d'une grande utilité pour le clergé et pour la population chrétienne de toute nation."

132 Pelletier, Gérard, "La grève et la presse", dans P.-E. Trudeau, La grève de ..., op. cit., p. 301.

133 Ibid., p. 302.

Cette interprétation de la "victoire" de l'Eglise contre le pouvoir civil ne dut pas plaire à Maurice Duplessis qui déclarait, un an plus tôt, au congrès annuel de l'Association professionnelle des industriels, que la grève était "un mal intolérable".

"C'est, je crois, notre Saint-Père le pape Benoît XV qui assimile les grèves à un état de guerre. Effectivement, c'est un état de guerre. La grève est un dernier recours. Je ne crois pas qu'on puisse citer un seul exemple de grève qui ait rapporté quelque profit..." 134

Un deuxième exemple touche les services sociaux offerts à la population du Québec durant la période. Découlant du pacte tacite entre l'Etat et l'Eglise du Québec, l'épiscopat faisait respecter la doctrine sociale de l'Eglise puisque c'est lui qui dirigeait les hôpitaux et l'ensemble des oeuvres sociales de chaque diocèse. Sans compter les hospices, orphelinat et toute autre maison de formation. Et pourtant, l'Eglise, tout en voulant garder son leadership dans ce secteur, a demandé l'assistance du secteur public (surtout financier), à maintes reprises. Mais, l'Etat ne "manifestant aucune volonté bien définie et aucun plan d'ensemble, se montrant même réticent à l'acceptation de nouvelles responsabilités"¹³⁵, les primats de l'Eglise n'eurent d'autre choix

134 Archives de l'Association professionnelle des industriels, Discours de Maurice Duplessis, Premier ministre de la province de Québec au congrès annuel, 15 novembre 1949, texte dactylographié, p. 6 (aussi rapporté dans J.-L. Roy, La marche des Québécois, op. cit., p. 176).

135 Rapport Boucher, Rapport du comité d'étude sur l'assistance publique, Québec, 1963, p. 60.

que de le rabrouer, comme le fit, par exemple, Mgr. Paul-Emile Léger. De s'exclamer l'évêque de Montréal, sur la même tribune que celle de Duplessis:

"(Les autorités publiques doivent...) organiser le monde de façon à ce qu'il n'y en ait pas trop qui aient deux maisons, une belle en ville, vide pendant l'été, et une autre à la campagne, vide pendant l'hiver, alors que des milliers n'en ont même pas une pour eux..." 136

Pour tout dire, l'Eglise du Québec saura, malgré sa bonne entente avec l'Etat du Québec, avant 1960, lui faire comprendre, de temps en temps, que son "autonomie corporatiste" devait être respectée à plus d'un titre. Et, étrangement, comme le souligne encore une fois un observateur près des courants chrétiens de la période, "il a toujours existé chez nous deux courants fondamentaux en matière de nationalisme, et, phénomène assez intéressant, chacun de ces courants a connu des périodes où il vivait dans une espèce d'union intime avec les milieux religieux, la hiérarchie ou l'Eglise." 137

136 Archives de l'Association professionnelle des industriels, Allocution de Mgr. P.-E. Léger, archevêque de Montréal, au congrès annuel, septembre 1951 (voir J.-L. Roy, op. cit., p. 179).

137 Ryan, Claude, "Nationalisme, Québec et foi", texte présenté aux Journées universitaires de la pensée chrétienne, Université de Montréal, 1976, dans Cahiers de recherche éthique, no. 6, Montréal, Fides, 1978, p. 130.

Les deux courants identifiés par M. Ryan sont un "courant conservateur ou zélotiste et un courant hérodien". Malheureusement, aucune définition n'est donnée.

CHAPITRE III

A: LE MONDE DES IDEES

"En fait, aucune langue ne garantit à ceux qui la pratiquent un état perpétuel de liberté et de démocratie, et aucune ne constitue à l'inverse un obstacle absolu à la pénétration des idées progressives. Cependant, si l'on considère, dans l'histoire et dans la réalité, les peuples affiliés à la francophonie, on observe une tendance très nette de sympathie pour les régimes libéraux et d'antipathie pour les régimes autoritaires à forme dure..."*

Le corporatisme chrétien des enseignements religieux du Québec, sans faire appel directement à l'autorité d'un chef éclairé ou encore d'une autorité civile bien assise et imposant ses volontés, avait tout de même, dans sa grande vision des choses, placé une autorité assez directe et dirigiste même, sur les leaders ecclésiastiques qui "devraient contrôler et inspirer toutes les institutions sociales, en marge de

* Edgar Faure, à la rencontre des peuples francophones, en juillet 1979, à Québec. Cette pensée fut reproduite dans Le Devoir, le lundi 29 juillet 1979, à la page 4, comme réflexion de la journée, sous le titre "Propos d'actualité".

l'Etat."¹ Or, le développement des idées, par d'autres penseurs du Québec, moins reliés directement à l'Eglise, durant l'avant-Révolution tranquille, en plus de concorder avec les vues esquissées dans notre deuxième chapitre, se fit à l'enseigne de la nécessité de l'ordre, de la discipline et des impératifs de l'obéissance civile et religieuse aux autorités.

Et les relations entre les penseurs non-cléricaux du Québec et ceux directement reliés au clergé canadien-français furent parfois si serrées qu'on a parfois de la difficulté à distinguer les deux groupes de porte-parole.² Cependant, la vision des relations socio-politiques, chez les non-clerics, fut évidemment plus développée et davantage analysée par rapport aux propositions idéologiques des écrits de la période. A cet égard, peut-être pourrait-on dire que les écrivains, intellectuels et penseurs du Québec "traditionnel" par opposition au Québec moderne découvert à partir de la fin des années

1 Dans notre traitement des vues religieuses du corporatisme social à instaurer dans notre chapitre précédent, nous aurions pu signaler que les oeuvres d'Eglise, toutes quasi-autonomes par rapport à l'Etat québécois, peu enclin à l'action, comme nous l'avons vu, furent un peu organisées de la sorte en réaction au primat de l'Etat sur l'Eglise, ou tout au moins aux relations tendues entre les "deux ordres", durant le règne de Taschereau. Or, l'harmonie nouvelle créée par la gouverne de Duplessis permit à l'Eglise de s'emparer, sans opposition, du "contrôle, en marge de l'Etat, du social." Voir la captivante thèse d'Antoine Dupont, Les relations entre l'Eglise et l'Etat sous Alexandre Taschereau: 1920-1936, Guérin, Montréal, 1973.

2 D'ailleurs, Groulx écrivit aussi souvent dans l'Action nationale que dans Relations. Il en fut de même du père Arès. Quant aux Semaines sociales, nous l'avons déjà dit, les Jésuites les organisèrent pendant longtemps et fournirent une infra-structure en services administratifs qui permirent aux réunions d'avoir lieu, à peu de frais, et de connaître une diffusion rapide des idées esquissées lors des assises.

duplessistes) mettaient en pratique déjà leur action concrète "en marge de l'Etat québécois d'alors", comme leur demandaient les schèmes corporatistes religieux des enseignements de l'Eglise.

Peu importe! Les idées corporatistes de l'Action nationale, de l'Action sociale populaire, des mouvements d'action catholique et même des partis politiques - surtout l'idéologie défendue et incarnée par le régime de l'Union nationale et de son chef - qui ont défini, d'une certaine façon, les rapports de l'Etat et de la société du Québec, comme deux ordres distincts, viennent compléter la vision corporatiste de société à avoir marqué le Québec jusqu'à Jean Lesage. Après les avoir abordées successivement dans ce chapitre, l'on sera prêt à regarder le comportement réel des citoyens de la province, à dégager la réalité des corps intermédiaires québécois et à considérer l'écart plus ou moins grand entre les schèmes idéologiques et la "vraie vie politique" du Québec, avant 1960.

1) L'Action nationale

L'Action nationale succédera, au début des années 1930, à l'Action française, fondée en 1920, par l'abbé Groulx. Elle sera publiée à tous les mois depuis ce temps. Une certaine élite intellectuelle traditionnelle la dirigera, comme en font foi les noms des directeurs à s'être succédés (Arthur et André Laurendeau, Gérard Fillion, Pierre Laporte, François-Albert Angers). Elle s'attardera, de 1936 à 1942, à préciser

la doctrine de la corporation, fondement d'un corporatisme qui n'a de chance de survie que s'il est basé sur la coopération.³

Deux penseurs du clergé furent parmi les plus ardents nationalistes de l'Action nationale, l'abbé Groulx lui-même, le père Richard Arès, jésuite. Or, deux préoccupations différentes, mais reliées, plus ou moins implicitement, animèrent les deux hommes.

Le père Arès, auteur de Notre question nationale⁴, développera jusqu'à très récemment, avec son dernier tome sur les "grandes options constitutionnelles", une doctrine nationaliste,

3 Ce qui explique, selon nous, que certains auteurs confondent corporatisme et coopératisme. Georges Vincenthier commet cet impair:

"Nous parlerons indifféremment, dit-il, de corporatisme et de coopératisme. Ces deux mouvements procèdent de la même pensée: intégrer à la pensée chrétienne les mouvements de plus en plus influents des Unions américaines athées et du socialisme européen. Le coopératisme se voulait une solution aux problèmes des producteurs agricoles; le corporatisme, une solution aux problèmes ouvriers de l'industrie urbaine..." (op. cit., p. 68).

Il ne faut pas avoir lu beaucoup sur les origines du Mouvement Desjardins pour dire de telles sottises. Le coopératisme visait à créer des facilités de crédit pour les gagne-petit et le corporatisme, comme nous cherchons à le démontrer ici, visait, autant pour les clercs du Québec que pour les auteurs de l'Action nationale et de l'Ecole sociale populaire, tout comme les penseurs péquistes, bien plus tard, à créer l'étanchéité de tous les éléments de la population, tous compris dans la globalité de la corporation (ou de la société, pour le P.Q., parce que le mot corporation revêt des connotations inquiétantes et répugne à l'esprit réformiste que disent posséder les sociaux-démocrates). Voir notre quatrième chapitre, puis notre huitième.

4 Arès, Richard, Notre question nationale, Montréal, Bellarmin, (1943 à 1972, plusieurs volumes).

inspirée de principes chrétiens. D'ailleurs, en 1937, au moment même où il se faisait l'un des plus actifs penseurs du corporatisme québécois, il avait écrit un Petit catéchisme d'éducation syndicale⁵, où il affirmait qu'un catholique ne pourrait adhérer à un syndicalisme neutre.

Pour lui, le corps social, c'est le pendant du Corps Mystique du Christ, c'est la société elle-même, "y compris l'autorité, mais moins le principe régulateur qui l'anime".⁶ La corporation, c'est un peu l'Eglise, le corps intermédiaire par excellence, qui a un double devoir d'état, "l'un individuel qui est de servir la bien commun de la profession qu'elle représente⁷, l'autre social qui est de travailler en même temps à la prospérité générale de la société toute entière..."⁸

Citons in extenso cet important énoncé:

"Le syndicalisme catholique aura à développer chez ses membres, à l'encontre de la mentalité, du mythe de la lutte des classes, l'esprit de coopération - l'esprit corporatif - c'est-à-dire cet esprit d'entr'aide et de collaboration entre tous les mêmes membres d'une même profession, et entre les différentes professions..."⁹

5 Arès, Richard, Petit catéchisme anti-communiste, Montréal, Ecole sociale populaire, no. 277, 1937.

6 Arès, Richard, "L'âme de la corporation", dans l'Action nationale, vol. XII, 1938, p. 241.

7 Le mot "profession" a une double connotation en français. Surtout pour un catholique. D'une part, on peut l'utiliser pour évoquer sa profession de foi au Christ, à ses enseignements; d'autre part, il renvoie aussi, selon le contexte, aux diverses "occupations" sociales des individus qui correspondent un peu aux "fonctions" de Durkheim. Le père Arès utilise consciemment ce mot pour montrer l'analogie et la correspondance des deux pour un "corporatisme chrétien."

8 Ibid., p. 250.

9 Ibid., p. 254.

Pour le père Arès donc, ce qui est important, c'est la doctrine de l'Eglise, inspiration de l'ordre dans la société. Ce serait, dit-il, si la Corporation se constituait, "un signe sensible du plan divin, car l'Ordre est la condition de toute créature, de toute vie."¹⁰ Et, cette morale correspond à la nécessité d'un épanouissement des principes chrétiens de justice et de charité sociales. En un mot, si les conflits et les antagonismes de tout acabit sont éliminés par cet Ordre, une nouvelle société verra le jour où tous les hommes comprendront que leur union n'est pas artificielle et qu'ils sont tous partie intégrante du Corps, Corps Mystique et Corps social, tous deux ne faisant qu'un.

Quant à Lionel Groulx, son ardeur à défendre la nécessité d'un chef, de type Salazar ou Mussolini, inspirera l'Action nationale. Une dynamique nouvelle, dirait André J. Bélanger, "s'inspire d'unanimité nostalgiquement recherchée et enfin retrouvée."¹¹ Pour lui, le chef, le leader, l'inspiration d'un individu sont des éléments du "chemin de la résurrection" et de "la force expansive de grands mouvements."¹²

10 Ibid., p. 247.

11 Bélanger, A.J., L'apolitisme..., op. cit., p. 241.

12 Brassier, Jacques (pseudonyme utilisé par Groulx parfois), "Pour qu'on vive", dans l'Action nationale, vol. X, janvier 1934, pp. 53-54.

Un passage important des Paroles des étudiants est aussi assez succulent:

"Que nous vienne un rassembleur d'esprits et de volonté qui, au-dessus de toutes nos désunions, nous fera retrouver dans la joie de notre fraternité, dans l'orgueil d'un incomparable destin à suivre, côte à côte, dans le même rythme du coeur."

(Montréal, Editions de l'Action nationale, 1947, p. 79).

C'est aussi ici en parlant du chef-sauveur de la race que Groulx rejoint Arès. Ce sauveur visera à unifier les esprits, mais aussi à les intégrer dans un salut collectif. Or, cette communion des âmes créera l'intégration de tous. Célébrant le travail repris par l'Action nationale, pour continuer les oeuvres de l'Action française, Groulx propose que Dollard revienne pour diriger les intellectuels qui animeront les masses, les fera communier à la vie organique du corps désormais uni par la tête.¹³

Ces deux idées - une direction animée par un chef clairvoyant et la nécessité de créer l'ordre et l'harmonie - seront, quant à nous, l'armature du squelette du corporatisme de l'Action nationale. Comme nous le verrons tantôt, le corporatisme social ainsi véhiculé, bien que connu par bribes et par collaborateurs différents, s'inspire toujours d'un des deux leitmotiv.

a) Un corporatisme "dirigiste"

La direction souhaitée de la grande corporation sociale lui permettrait de "réaliser des fins propres."¹⁴ C'est du

13 Groulx, Lionel, "Si Dollard revenait", dans Dix ans d'Action française, Montréal, Bibliothèque de l'Action française, 1926. A noter que Groulx, tout en louant aussi les hommes d'action, parle du Corps Mystique, animé par un seul. L'analogie avec l'action salvatrice du Christ est frappante. La soumission des fidèles aux sermons des pasteurs, guidés et inspirés, est ainsi défendue. Voir aussi Notre maître, le passé, Montréal, Librairie Granger, 1937, p. 21.

14 Angers, F.A., "Le corporatisme devant la démocratie et le problème de la liberté", dans l'Action nationale, vol. XX, 1942, p. 191.

moins ce qu'en dit François-Albert Angers. Rejetant, pour sa part, la corporation qui ne serait aux "mains de l'Etat qu'un instrument" du dirigisme de ce dernier, le collaborateur insiste plutôt sur une "organisation corporative de l'économie, autonome de l'Etat" et qui élabore "l'ensemble de l'organisation de la production."¹⁵

On conçoit aisément ici qu'Angers rejoigne les penseurs du clergé. En fait, l'organisation de société ainsi avancée conduit à dissocier l'Etat du contrôle des activités qui pourrait instaurer une nouvelle "direction à la société des individus dispersés".

Et pourtant, ce ne serait pas liberté inconditionnelle.

"La liberté pour le plus grand nombre suppose donc nécessairement l'existence d'une autorité qui exclura du domaine des actes libres tout ce qui résulte de l'abus de la force et tout ce qui peut en assurer le triomphe..."¹⁶

D'ailleurs, les auteurs des textes de l'Action nationale ne veulent pas d'un Etat qui, renversant la constitution actuelle du pays, substituerait les corporations au Parlement, au parlement national et dans la province de Québec, foyer principal et idéal, en raison de ses connaissances des enseignements de

15 Ibid., p. 189 et p. 192.

16 Ibid., p. 194.

l'Eglise, du corporatisme social. La Corporation - toutes les corporations réunies, par des mécanismes non-précisés, en un corps uniforme - existe déjà en puissance. Car, de dire Maximilien Caron, "il y a, au Québec, des corporations créées par la loi et qui administrent pour leurs membres, toute la profession."¹⁷ Parmi ces "corporations-professions" se retrouvent des groupes qui ont reçu du gouvernement de la société des pouvoirs de réglementation de la pratique professionnelle des membres. C'est le cas du Barreau, du Collège des Médecins, du Collège des chirurgiens-dentistes, de la Chambre des notaires. Or, il est étonnant de constater que cette délégation de pouvoirs de la part de l'Etat est conciliable avec les enseignements des Encycliques qui prônaient cette pratique en avançant que l'autorité civile devait laisser aux corps intermédiaires le soin de faire par eux-même des choses qu'ils puissent bien accomplir.

Cela devrait être fait également ailleurs que dans le monde des professions hautement spécialisées. Rappelant que la loi italienne du 5 avril 1926, article 3, d'ailleurs reconfirmée en 1934, reconnaissait les "corporations comme organes de l'Etat", Andrée Fossier n'y voit là aucun mal. "La corporation est l'institution qui fait rentrer dans l'Etat le monde jus-

17 Caron, Maximilien, "L'organisation corporative et la constitution canadienne", dans l'Action nationale, vol. XI, 1938, p. 230.

qu'ici étranger et désordonné de l'économie."¹⁸ Sans réaliser qu'elle prêche un dirigisme despotique étrangement similaire au despotisme de Mussolini (n'a-t-il pas aboli le Parlement et remplacé les élus des corporations par des "choix d'en haut"?), Fossier trouvera lieu de s'inspirer de textes déjà parus dans l'Action nationale.

De là à se plaindre des effets du régime parlementaire démocratique, il n'y a qu'un pas:

"Depuis quelques années, les gouvernements démocratiques, pour complaire au corps électoral; se sont constitués la Providence des affligés, des chômeurs, des imprévoyants. Chacun des électeurs croit que c'est un autre qui solde les frais d'assistance publique." ¹⁹

André Laurendeau, dans une envolée oratoire, à Verdun, se met à réclamer un chef, un peu comme l'avait fait Groulx.²⁰

18 Fossier, Andrée, "Individu et Etat dans le fascisme", dans l'Action nationale, vol. X, 1937, p. 232.

Elle ajoute des mots étonnants: "Les corporations constituent l'organisation unitaire des forces productives et en représentent intégralement les intérêts..."

19 Dansereau, Dollard, "La Constitution canadienne est-elle illogique?", dans l'Action nationale, vol. IV, no. 3, novembre 1934, p. 182.

On ne saurait dire si le texte de Caron (op. cit., note 17) venait rabrouer ce dur texte de Dansereau. Mais, devant la montée dictatoriale des fascistes européens, peut-être que l'auteur de "L'organisation corporative et la Constitution canadienne" voulait rassurer les abonnés de l'Action nationale sur la possibilité et l'attrait du corporatisme, à l'intérieur même du cadre institutionnel existant. Les écrits corporatistes québécois ont cependant la malencontreuse habitude de ne pas être trop explicites sur l'organigramme corporatiste à juxtaposer aux structures politiques de l'époque.

20 "Un peuple peut se libérer... Il suffit de le vouloir et pour le vouloir de s'unir, et pour s'unir de se grouper autour d'une volonté ardente, c'est-à-dire un chef..." (L'Action nationale, vol. V, no. 1, janvier 1935, p. 3.)

"Nous demandons à la providence de nous envoyer cet homme qui nous tirera du désarroi social et national, qui nous arrachera des mains des puissances d'argent, d'entre les traits accapareurs; il nous faut un vrai Canadien-français, cent pour cent, qui aime sa patrie et la sauve. Pour ce chef, nous consentirons tous les sacrifices et quand il apparaîtra, nous le reconnaitrons..." 21

Evidemment, toutes les esclandres de nos meilleures voix et de nos meilleures plumes n'étaient pas, dans leur cri-prière-supplication pour l'avènement d'un chef, des avocats du corporatisme de société permettant à ce dernier de diriger l'action de la grande corporation. Mais, le désir des idéologues, à tendance corporatiste, de s'en remettre à un leader chargé d'ordonner les activités des différents corps sociaux, de stimuler la cohésion sociale - nous allions dire de créer une "conscience collective" ou encore une "conscience nationale" - et d'assurer l'inter-corporation, sur laquelle nous reviendrons tantôt, ne peut être niée.

Néanmoins, il ne s'agissait pas, répétons-le, de prôner un corporatisme d'Etat. D'ailleurs, chaque corporation devrait être "autonome dans l'Etat pour la réalisation de ses fins propres, mais soumis à lui quant à l'incidence politique des phénomènes économiques."²² Uniquement donc ce qui est d'incidence politique!

21 Le Devoir, 28 février 1935, p. 2 (André J. Bélanger, op. cit., p. 287).

22 Angers, F.A., "Le corporatisme devant...", op. cit., p. 291.

La corporation prônée par les collaborateurs de l'Action nationale devait donc être canadienne-française et catholique d'inspiration. "Ce sont les cadres sociaux, écrit Esdras Minville, au sein desquels s'épanouira l'activité économique de notre province."²³ Le même auteur, que d'aucun célèbrent comme le plus grand économiste du Canada-français²⁴, ira plus loin quand il affirmera que ce corporatisme préservera la culture canadienne-française et servira "d'éducation nationale pour un patriotisme puissant". Il est en effet indéniable que le chef à naître - du moins celui qu'on souhaite - agirait de stimulant à la corporation sociale, tout comme à la patrie, cette entité réclamant l'attachement de tous les membres. A cet égard, la direction corporatiste semble en dehors de la corporation, mais aussi en dehors de l'Etat. Sorte de chef dégagé de tout, au-dessus de tout.

23 Minville, E., "L'organisation corporative sur le plan national canadien-français", dans l'Action nationale, vol. VIII, 1936, p. 30.

24 Les éditions Fides ont, en effet, entrepris la publication complète des œuvres de Minville. Deux volumes englobant toute sa pensée économique sont déjà parus. Dans la préface à cette "édition complète", François-Albert Angers écrit que "les préoccupations de Minville seront donc d'emblée et tout ensemble globalisantes plutôt que compartimentales..." (p. 28).

(Minville, Esdras, La vie économique, vol. I, "L'économie du Québec et la science économique", Montréal, Fides, Les Presses H.E.C., 1979.)

TABLEAU 3-1

LA CORPORATION, LE CHEF ET L'ETAT

(chez l'Action nationale)

Mais, cette "direction" corporatiste est aussi en réaction contre l'état minable des Canadiens-français par rapport aux autres qui "jouissent du capitalisme".²⁵ C'est en effet pour remplacer un système qui maintient leur infériorité que les corporatistes de l'Action nationale proposent "une force disciplinée pouvant lutter d'égal à égal".²⁶

Écoutons encore une fois l'économiste social Minville:

"Nous imposerons notre régime corporatif que si, au lieu d'opposer aux forces disciplinées des concurrents une masse amorphe et sans vouloir, comme cela a été le cas jusqu'ici, nous opposons désormais une élite à une élite, une autre force à une autre force; donc que si un patriotisme puissant, fruit d'une éducation nationale sans faiblesse, nous anime..., nous guide sur tous les plans de l'action individuelle et collective..."²⁷

25 L'Action nationale ne rejette pas le capitalisme comme système, il est vrai. Elle s'attaque aux abus qu'il a entraînés, dont les monopoles écoeurants, la consultation entre gros dirigeants sur le dos des consommateurs, etc. ("Le régime capitaliste", vol. I, avril 1933, p. 193.)

26 A noter les ressemblances avec un certain langage péquiste, durant la période référendaire de 1980. Voir notre chapitre VIII.

27 Minville, E., "L'organisation corporative...", op. cit., p. 33.

Pour tout dire, avant de pouvoir créer l'ordre et l'harmonie, et même l'inter-corporation, le corporatisme devait être guidé, dirigé, voir même imposé, sans toutefois devenir un corporatisme d'Etat. Mais, qui d'autre l'érigerait? Bonne question, sans réponse toutefois!

b) Un corporatisme de l'ordre

Le corporatisme est un "régime d'ordre".²⁸ A ce titre, c'est lui qui entraîne une correction de la société de l'époque qui est victime du chaos et de "l'absolutisme corrosif du libéralisme économique."²⁹ Les Canadiens-français sont des sujets d'un capitalisme mal dirigé, ou encore contrôlé de l'extérieur. Leur condition misérable est donc due à deux choses: ce peu d'ordre dans le monde économique et le peu de contrôle qu'ils ont sur les institutions économiques en place.³⁰

28 Picard, Gérard, "Association professionnelle et corporation", dans l'Action nationale, vol. XI, 1938, p. 389.

29 Ibidem.

30 Il est ahurissant de constater que l'analyse du malaise économique dans le Québec de la "grande crise" et des années qui la suivent, par des collaborateurs de l'Action nationale n'est pas très éloignée de la thèse d'une certaine gauche québécoise qui fit beaucoup de bruit, au milieu de la période de la réforme de la Révolution tranquille. Voir, en effet, Les nègres blancs d'Amérique (de Pierre Vallières, Montréal, Parti Pris, 1968) et deux textes de la revue étudiée ici, en 1933, intitulés: "Capitalisme étranger et vie nationale" (vol. I, juin 1933, pp. 323-335) et "La dictature économique dans la province de Québec" (vol. I, février 1933, pp. 66-78) de Dominique Beaudin et Eugène L'Heureux respectivement. Les deux réalités décrites, à 30 ans d'intervalle, ont une ressemblance frappante. Vallières et ses adeptes n'aimeront pas la comparaison et ils diront que la révolution envisagée n'est aucunement comparable. Mise à part cette évidence, nous répétons que l'analyse de la situation est quasi-identique.

Gérard Filion ne peut être plus clair:

"Il sera nécessaire, si on applique cette formule (la corporation verticale), que la coopération de production et de consommation intervienne, afin d'éliminer petit à petit les parasites qui se sont glissés dans le système actuel de distribution et de réduire l'appétit de certains intermédiaires puissants. A cette condition, l'organisation corporative aura chance de réussir, d'assurer dans une bonne mesure la stabilité sociale, de relever de plusieurs rangs le niveau de vie matérielle et morale des classes laborieuses..." 31

En tout cas, les auteurs de l'Action nationale s'inspirent d'un ordre, tiré de principes chrétiens. En fait, Divini Redemptoris sert de cri de ralliement. Le corporatisme de l'ordre qu'on prêche, c'est celui fondé, comme Pie XI le disait, "sur des bases solidement chrétiennes."³² Saluant les institutions qui pourraient servir à réaliser cet idéal corporatif, l'Action nationale trouve que l'agriculture est encore le meilleur moyen d'atteindre les objectifs souhaités. Ainsi l'Union des cultivateurs catholiques et la Coopérative fédérée sont applaudies pour leur entente qui fait de cette dernière "la coopérative centrale des agriculteurs de la province."³³

31 Filion, Gérard, "La corporation en marche", dans l'Action nationale, vol. XI, 1938, p. 532 (Picard parlait de grande solution "à moyen terme").

32 Lebon, Wilfrid, "Corporatisme social et corporatisme politique", dans l'Action nationale, vol. XI, 1938, p. 43.

M. Lebon parle en s'inspirant, presque textuellement, de l'Encyclique. Surtout quand il écrit aussi: "C'est un système d'organisation sociale qui vise à l'établissement d'un corps d'institutions professionnelles et interprofessionnelles..."

33 D'ajouter encore ici le collaborateur de l'Action nationale:

"Plus de 300 paroisses agricoles ont leurs caisses populaires... Quelques 250 mutuelles-incendie existent..."

(Filion, Gérard, "La corporation en marche", op. cit., p. 530.)

Wilfrid Guérin, pour sa part, insiste sur l'importance des coopératives, comme éléments de diffusion du bien commun ordonné par rapport à l'implication de tous. Les étapes parcourues par décades sont, pour lui, un tremplin pour établir toute l'organisation de société en véritable corporation³⁴:

1908-1918	98 caisses	27,600 membres	8,000 emprunts	\$3 3/4 millions	(actif total)
1918-1928	168 caisses	41,000 membres	12,000 emprunts	\$11 millions	
1928-1938	393 caisses	80,000 membres	18,800 emprunts	\$15 3/4 millions	

D'ailleurs, on rappelait souvent aux lecteurs que les coopératives étaient la base d'un système où les corporations pouvaient s'unir. Et les exemples ne manquent pas où l'on tentait de dire aux Canadiens-français que l'initiative des tisserands d'Angleterre, surnommés les Equitables Pionniers de Rochdale, qui multiplièrent les coopératives, de simple production à des unions de logement, était à imiter. Car "tous les membres désirent s'aider mutuellement pour améliorer les conditions de vie domestique et sociale."³⁵

Le père Arès revient, d'ailleurs, sur la nécessité de développer ce qu'il appelle "le sens social", c'est-à-dire un sens de "solidarité humaine".³⁶ Pour cela, il faut s'appuyer sur

34. Guérin, Wilfrid, "La coopérative de crédit", dans l'Action nationale, vol. XI, 1938, p. 196.

35. Barbeau, Victor, "La coopérative de consommation", dans l'Action nationale, vol. XI, 1938, p. 180. (Voir aussi Albert Rioux, "La coopérative agricole", dans l'Action nationale, vol. VI, mars 1933, p. 136.)

36. Arès, Richard, "L'âme de ...", op. cit., p. 254.

ce qui existe, mais en fortifiant le désir de partage, de communion aux problèmes des autres. L'institution corporative, comme le dira encore Esdras Minville, est universelle dans son principe, "mais ce qui sera canadien-français et catholique d'inspiration, ce sont les cadres sociaux au sein desquels s'épanouira l'activité économique de la province."³⁷

TABEAU 3-2

LE CORPORATISME "INTER-CORPORATIF"

(chez l'Action nationale)

D'enchaîner J.-B. Desrosiers:

"C'est pourquoi au-dessus de l'organisation corporative, il faut nécessairement l'organisation inter-corporative, il faut que les délégués des différentes corporations se réunissent de temps en temps pour étudier et promouvoir l'intérêt de l'ensemble et faire des règlements généraux, sans quoi,

37 Minville, E., "L'organisation corporative...", op. cit., p. 30.

l'organisation corporative deviendrait bientôt un instrument de désordre..." 38

Cette inter-corporation créera donc l'ordre social. Or, en insistant sur les coopératives de crédit, et autres, sur leur union afin qu'existe vraiment un corps de corps, les textes de l'Action nationale sont quasi-muets sur la gouverne politique, en marge de cette organisation de société. Le corporatisme de l'Action nationale sert donc de cri de rassemblement de la nation canadienne-française, "une façon d'instaurer une politique sociale conçue selon l'Eglise et la politique économique qui en découle, pour la fondation d'un Etat chrétien."³⁹ Il est cependant difficile de trouver des précisions plus directes sur la mise en place du système proposé.

L'ordre de la société, c'est donc un peu la paix sociale dont on parle tant aujourd'hui, et dont parlait MacKenzie King, dans son Industry and Humanity.⁴⁰

Bien que le corporatisme de l'Action nationale soit assez clair, en termes des données qu'il rend publiques, on peut certes affirmer qu'il est déficient par ce qu'il tait. En prati-

38 Desrosiers, J.B., "Principes et description de l'organisation corporative", dans l'Action nationale, vol. XI, 1938, p. 154.

39 Laurendeau, André, Notre nationalisme, Montréal, Tracts Jeune-Canada, no. 5, 1935, p. 47.

Il aurait été intéressant d'inclure une analyse du mouvement des Jeune-Canada, mais ses propositions corporatistes sont similaires à ceux des deux grandes écoles que nous esquissons ici, l'Action nationale et l'Ecole sociale populaire.

40 Op. cit., voir note 140, chapitre I.

que, on ne sait trop à qui revient de convoquer le premier sommet de tous les corps, encore que l'inter-relation de ces derniers, après la création de la grande corporation, ne soit pas précisée, même en l'absence de grande réunion de concertation. En outre, la fameuse bataille pour une meilleure "éducation nationale" de la part de la Revue n'est pas tellement bien orchestrée, malgré son insistance répétitive.⁴¹

Pour tout dire, l'éducation nationale comporte l'enseignement d'une doctrine vague, mais inspirée d'idéaux d'harmonie. "Une doctrine, d'affirmer Minville, dont nous avons un si pressant besoin."⁴² Or, cette doctrine, elle s'inspire de l'Eglise certes, mais elle origine surtout d'un désir de respecter les choses qui fonctionnent bien et surtout une certaine autorité morale. De là à préciser une méthodologie de travail, il y a un pas qu'on ne peut franchir. Car, il faut commencer par le commencement, la doctrine.

41 Voir quelques-uns de la pléiade suivante: Bastien, Hermas, "L'éducation nationale, son fondement: le droit", décembre 1934; Gouin, Paul, "En marge du féminisme", janvier, février, mars, avril 1935; Minville, Esdras, "A l'université", janvier 1935; Chaloult, René, "L'éducation nationale: le devoir national", mars 1934; Robin, Etienne, "Jeunesse et formation nationale", mars 1933; Laurendeau, Arthur, "Politiciens et éducation nationale", avril 1935; Groulx, Lionel, "L'éducation nationale", janvier 1934

42 Minville, E., "L'économique et le national", dans l'Action nationale, avril 1936, p. 213.

A ce sujet, il s'agit bien d'un ordre national. D'ailleurs, en 1917, les membres ou lecteurs de l'Action française étaient appelés à "penser collectivement" plutôt qu'individuellement. "L'individu, écrivait E. Montpetit, n'est fort que par le groupe qui l'utilise et le complète."⁴³ A cet égard, nous nous distinguons d'A.J. Bélanger qui affirme que l'Action nationale s'intéresse donc peu à la découverte collective de soi ou à l'émergence d'un nous contemporain."⁴⁴ D'ailleurs, quand Esdras Minville écrira que l'organisation d'une structure corporative s'appuie "sur un peuple conscient de ses droits et de ses intérêts" et qu'elle constitue "une forme d'organisation sociale adaptée à son génie particulier", il ne fait certes pas état d'individus égoïstes.⁴⁵ Le Québec est le "champ d'action", ajoutait-il, d'une population canadienne-française considérée comme un tout."⁴⁶

Face à un statu quo qui maintient l'infériorité des Canadiens-français, économique surtout, l'Action nationale propose donc l'union des forces, et surtout, une société bien ordonnée, par elle-même, avec son âme, la corporation, et ses membres, les divers corps sociaux. Que ses auteurs aient péché quant à

43 Montpetit, E., "Vers la supériorité", dans l'Action française, vol. I, no. 1, 1917, p. 5.

44 Bélanger, André J., L'apolitisme des..., op. cit., p. 273.

45 Minville, E., La vie économique, op. cit., p. 369.

(Ce texte de Minville fut publié à l'origine dans Semaines Sociales du Canada, Montréal, Bellarmin, 1936.)

46 Ibid., p. 370.

la précision des mécanismes à instaurer, soit! Mais, qu'on dise qu'ils défendaient "un genre de société du statu quo", c'est aller trop loin.⁴⁷ Nous croyons, au contraire, que l'Action nationale, à la recherche d'une stabilité sociale et politique menacée, voulait par ses écrits, où pointaient la nécessité d'une bonne direction de l'ordre social et une harmonie quasi-parfaite dans les rapports sociaux, créer, ou revigorer l'instinct collectif (et d'union) qui sommeillaient chez les citoyens du Québec.

Il fallait donc établir l'ordre, mais un ordre pour les Canadiens-français, afin qu'ils s'unissent dans un "intérêt national":

"Un front commun corporatiste, c'est une nécessité nationale pour nous, Canadiens-français..." 48

Restera à l'Ecole sociale populaire d'en dégager des mécanismes d'action.

47 Bélanger, André J., L'apolitisme des..., op. cit., p. 277.

Nous aurions tendance à admettre que "ce corporatisme répondait, comme l'indique Vincenthier (op. cit., p. 70), aux exigences de la triple appartenance de la pensée canadienne-française (l'autorité catholique, le paternalisme culturel français et les velléités d'originalités régionales)."

48 "Editorial", dans Action nationale, vol. XI, décembre 1938.

2) L'Ecole sociale populaire

C'est en 1911 que naquit, à Montréal, l'Ecole sociale populaire. Son premier numéro périodique paraîtra en juillet.⁴⁹ Elle s'était dotée d'un triple but, dès sa naissance: dépister les erreurs qui avaient pénétré les milieux ouvriers, enseigner la doctrine de l'Eglise en matières sociales, préparer la voie à l'organisation ouvrière confessionnelle.⁵⁰

L'Ecole sociale populaire fit appel à des collaborateurs dont les noms se retrouvèrent ailleurs, chez la revue des Jésuites (Relations)⁵¹, chez l'Action nationale elle-même et, bien sûr, chez les Semaines Sociales du Canada, dont nous avons déjà souligné les liens avec les oeuvres des mêmes Jésuites. Comme l'indique Raymond Laliberté, "plusieurs personnes signent (les mêmes personnes) souvent des articles semblables dans différentes revues et portent verbalement le même messa-

49 Elle disparaîtra en 1956. Cette fin soudaine suscite quelques interrogations: a) Sentait-elle le vent de réforme inévitable et étranger à ses thèses corporatistes? b) Croyait-elle avoir gagné la partie et inspiré maints développements sociaux? c) S'apercevait-elle de son peu d'adeptes, en termes de bénévoles pour produire des textes ou pour acheter ses oeuvres? ... Gardons des jalons de réponse pour la fin de notre traitement.

50 Charpentier, Alfred, "L'école sociale populaire et le syndicalisme catholique", dans Vingt-cinq ans de l'Ecole sociale populaire, Montréal, Ecole sociale populaire, 1936, p. 270.

51 Relations fut précédée par l'Ordre Nouveau, de 1936 à 1940. Elle est toujours publiée aujourd'hui.

ge..."⁵² D'ailleurs, en 1940, trois cent signataires - tous de l'élite québécoise traditionnelle - signent un "manifeste pour une éducation nationale". Ce sont des noms qu'on retrouvera, "avec raison, au coeur du phénomène du Bloc Populaire, de l'Action Libérale Nationale, de l'Union Nationale, du Devoir..."⁵³ Parmi les plus connus et ceux qui multiplieront leurs participations ailleurs, citons les Edouard Montpetit, René Chaloult, Maximilien Caron, Esdras Minville, Victor Barbeau, Philippe Hamel, Paul Gouin, Eugène L'Heureux, Gérard Fillion, Arthur Laurendeau, Gérard Picard, Paul Dozois, Dostaler-O'Leary.⁵⁴

C'est le père Joseph Papin Archambault qui la dirigera pendant près de quarante ans. Elle deviendra l'Institut social populaire, en 1950. Son influence, quoique dénoncée par P.-E. Trudeau qui vit en elle l'un des symboles de "l'univocité, la constance, l'enthousiasme et la futilité avec lesquels les.

52 Laliberté, Raymond, Quinze ans de corporatisme militant: l'Ecole sociale populaire de Montréal, (texte inédit pour un cours de doctorat, structures politiques comparées, Université Laval, Québec, 1977), p. 12.

Parmi les endroits où le message se transporte, la nomenclature lyrique suivante est fournie par cet auteur: "dans les assemblées syndicales de la CTCC, à la radio, dans les journées de manifestation publique tout autant qu'elles occupent des postes de direction syndicale, patronale, coopérative, d'action catholique régionale et provinciale, de ligue d'action nationaliste ou corporative, d'action sociale religieuse, d'action politique municipale, scolaire, provinciale, fédérale ... d'éducation collégiale ou universitaire, de ligne patriotique secrète ou publique, d'institutions financières canadiennes-françaises, d'organismes professionnels fermés..."

53 Ibid., p. 13.

54 Ecole sociale populaire, "Pour une éducation nationale", no. 323, 1940 (appendice).

hommes les plus divers prêchèrent l'évangile corporatiste, preuve la plus accablante de notre monolithisme idéologique"⁵⁵, sera capitale car elle marquera le syndicalisme québécois et les comportements des dirigeants sociaux et politiques jusqu'à la disparition du duplessisme. En décortiquant son triplé idéologique, l'on comprendra mieux cette importance.

a) La planification de l'économie

En partant d'une réaction contre le communisme, l'Ecole sociale populaire parle de la vraie planification de l'économie, celle inspirée de principes chrétiens.

En fait, tout comme l'Action nationale, c'est la crise des institutions économiques qu'il faut enrayer. Mais, pas question de proposer des changements anti-capitalistes. Car ce sont plutôt les abus de ce dernier qu'il faut éliminer:

55 Trudeau, P.-E., "La province de Québec au moment de la grève", dans La grève de l'amiante, op. cit., p. 35.

Trudeau, bien qu'étant un bon analyste de l'impact de la tradition cléricale au Québec, avant la Révolution tranquille, ne fait aucun effort pour comprendre les inspirations des penseurs québécois, avant 1960. Les motivations, nobles en soi, de maintenir la paix sociale des idéologues du corporatisme canadiens-français n'étaient pas si viles que le laisse croire le Premier ministre actuel du Canada. D'ailleurs, les idéaux des penseurs corporatistes sont-ils si différents des slogans galvaudés par les "trudeaumanes" en citant le Prince, comme le furent la "démocratie de participation", les "forces de contrepoids" ou encore la "Société Juste". Et qui a écrit que "jusqu'à preuve du contraire, je refuse de croire qu'à l'avenir un seul homme d'honneur s'attablera à ces fameux luncheons des Canadian Clubs. Car je sais maintenant qu'on y laisse sa liberté au vestiaire et qu'on y mange des plats de lentilles..." (P.-E. Trudeau, Les cheminements de la politique, Montréal, Collection Les Idées du Jour, Editions du Jour, 1970, p. 109).

mauvaises répartitions des richesses, profits exagérés, monopoles et oligopoles.⁵⁶

"La loi du gain n'est pas la loi essentielle de la vie économique. La liberté est nécessaire, mais il ne faut pas confondre avec la licence. Les lois économiques existent, mais elles n'ont pas la priorité sur la justice." 57

En un mot, la compétition est saine, entre les diverses entreprises. Mais, elle ne doit pas se faire à coup d'inégalités des conditions économiques.

Il en va de l'intérêt national des Canadiens-français. Endras Minville aura, à cet égard, des mots étonnants, puisqu'il dira qu'il faut implanter "l'institution corporative comme une institution canadienne-française" et que cette implantation doit s'organiser "non pas sur un territoire donné, mais chez le groupe humain des Canadiens-français."⁵⁸

On pourrait penser qu'après avoir publié deux ou trois textes-résumés de discours de Salazar, l'Ecole sociale populaire accepterait le modèle autoritaire de ce dernier. Or, rien n'est moins certain. En pratique, en effet, il semble

56 Archambault, J.-P., "Directives sociales catholiques", dans Ecole sociale populaire, no. 236, 1933.

57 Ecole sociale populaire, "Pour la restauration sociale au Canada", nos 232-233, 1933, p. 17.

58 Minville, Esdras, "Comment établir l'organisation corporative au Canada", dans L'organisation professionnelle, Ecole sociale populaire, no. 272, 1936, p. 9.

3

bien qu'elle rejettera tout autant le programme de la CCF⁵⁹ que ce corporatisme d'Etat de l'Italie et du Portugal.

"La politique a tout envahi. La liberté saine, nécessaire au progrès de l'homme et de ses oeuvres, a cédé le pas à l'enrégimentation. Le gouvernement a banni l'initiative individuelle. Il oriente l'opinion publique, comme il dirige la production, la circulation et la consommation des biens..." 60

En un mot, aux côtés de l'Etat, en marge de celui-ci, l'économie se développe en une structure bien orchestrée. L'Etat est donc "déchargé de son fardeau social"⁶¹ et ce sont les corps intermédiaires, réunis dans la Corporation, qui doivent orienter production et consommation. D'ailleurs, la crise n'est pas due à des conflits de classe, mais à des oppositions d'intérêts égoïstes qu'il faut éliminer. Il faut assurer une collaboration de tous et de la sorte, créer une harmonie sociale, d'une façon quasi-automatique. Il est évident que cette vue déterministe frise l'utopie. Mais les utopies ne mènent-elles pas le monde?

La mise à l'écart de l'Etat qui n'est pas totale, répétons-le, puisque son devoir de suppléance dans le cas d'adversités incontrôlables par les diverses corporations profession-

59 La dénonciation du socialisme sera commune à l'Action nationale et à l'Ecole sociale populaire. De nombreuses fois invité-conférencier des colloques de l'Ecole et des Semaines Sociales, le père G.H. Lèvesque avait écrit, en 1933, "Socialisme canadien", dans l'Action nationale, vol. II, 1933.

60 Caron, Maximilien, "L'organisation corporative au service de la démocratie", dans Ecole sociale populaire, no. 347, 1942.

61 Bélanger, A.J., L'apolitisme..., op. cit., p. 325.

nelles est fondamentale⁶², découle évidemment de la nécessité de laisser aux trois sociétés naturelles - la famille, la cité, la profession⁶³ - les devoirs qu'elles ont à remplir.

TABEAU 3-3

L'ECONOMIE "PLANIFIEE" DE L'E.S.P.

Ajoutons un quatrième élément de planification économique, dont on ne précise cependant pas les mécanismes de représentation. D'ailleurs, cette critique s'applique aux trois autres composantes du losange corporatiste de l'économie planifiée.

"Pour naître viable, s'établir sur des bases définitives, l'institution corporative ne doit pas être imposée d'autorité par un texte de loi ou autrement; elle doit jaillir de la réalité sociale

62 Les mots de l'Ecole sont presque textuels des Encycliques parfois.

63 Arès, Richard, "Catéchisme de l'organisation corporatiste", dans Ecole sociale populaire, nos 289-290, 1937, p. 4.

L'appellation "cité" dans la bouche du révérend Arès a de quoi surprendre ici.

elle-même, surgir de la masse populaire comme la réalisation d'un désir, le fruit d'une conviction profonde et générale." 64

Domage que l'Ecole sociale populaire - et surtout Minville, l'économiste - n'ait pas daigné nous dire par quelle magie les masses inspireront la création de la corporation, elle-même gérante de l'économie!

L'économie planifiée par la grande corporation est donc intimement liée aux doctrines pontificales. Et c'est ici que nous croyons nécessaire d'insister sur une fausse représentation développée par certains au sujet du caractère emprunté à l'Europe (l'Italie, le Portugal et l'Espagne) en ce qui a trait aux vues corporatistes de l'Ecole sociale populaire.

Nous voulons bien admettre que l'Ecole a permis la transcription de discours de penseurs corporatistes du Portugal, mais ce n'est pas là une raison pour affirmer que "la doctrine de l'Ecole est autoritariste, nationaliste et unitariste". 65

Les auteurs de l'Ecole n'ont pas non plus eu "l'idée de fusionner le politique et l'économique en une seule structure". 66

C'est ne pas comprendre le lien enseignement religieux de l'époque au Québec et penseurs sociaux, lien qu'on admet pourtant. 67

64 Minville, E., "L'organisation...", op. cit., p. 11.

Les dernières lignes de ce texte expliquent la "perspective globale" des penseurs corporatistes. "Non, la vie d'un peuple est autre chose qu'une suite de compartiments étanches..."

65 Laliberté, Raymond G., op. cit., p. 80.

66 Ibid., p. 84.

67 Ibid., p. 81.

A cet égard, les deux autres éléments des vues corporatistes d'aménagement socio-politique mis de l'avant par l'Ecole - restauration sociale et gouverne chrétienne - aideront à saisir la vue d'ensemble du "monde corporatiste" des disciples du père Archambault.

Mais, ajoutons deux remarques avant de les regarder un à un.

D'abord, c'est un corporatisme de l'ordre économique où tous les pistons s'insèrent les uns aux autres que propose l'Ecole populaire. En fait, comme l'explique le père Archambault lui-même, la corporation, de par sa seule existence, assure la remise aux oubliettes de l'intérêt des individus et ordonne la production d'une façon automatique; ce qui assure d'ailleurs également qualité du produit et efficacité des travaux.⁶⁸ Avec en plus, bien sûr, la satisfaction de suivre une morale religieuse "inspirée".

Ensuite, cet ordre économique ne laissait aucunement place à la désunion, ou encore à la mise au rancart de secteurs improductifs. Par une sorte de main invisible, l'activité économique créerait l'union des forces et le secours aux démunis ou à ceux qui pourraient devenir déficients, dans la production globale. En pratique, en effet, l'inclusion de la famille, base de toute vie sociale dans l'économie corporative,

68 Voir "Déclaration d'ouverture", Semaines Sociales du Canada, XIVe session, Montréal, 1936, (l'organisation professionnelle), pp. 20-26.

assure cette "charité des plus forts aux plus faibles".⁶⁹ Et, la cohésion des quatre éléments.

La seule autorité, qui se superposerait d'ailleurs à la grande corporation, pourrait être, toujours pour la gestion économique, soit "l'office national des forces productives" de Minville, soit une Assemblée politique mixte, au Parlement de la race; qui verrait le Conseil législatif devenir un Conseil économique ou encore un Conseil inter-corporatif.⁷⁰ L'autonomie du système économique est ainsi assurée... bien que les mécanismes de fonctionnement du système ne soient jamais précisés.

b) Restauration sociale

L'Ecole sociale populaire lança ses idées d'aménagement corporatiste de société par un manifeste "pour la restauration sociale" qui, en bon exemple corporatiste, faisait oeuvre com-

69 Desrosiers, J.B., "La corporation: nature et structure", dans Semaines Sociales du Canada, 1936, op. cit., p. 161.

70 Minville, E., "Comment établir...", op. cit., p. 21; G.H. Lévesque, dans l'Action catholique, Québec, 8 septembre 1937 (cité dans A.J. Bélanger, op. cit., p. 326); Caron, Maximilien, "La corporation professionnelle", dans Ecole sociale populaire, no. 306, 1939, p. 24; Arès, Richard, "Catéchisme de...", op. cit., p. 34.

La seule évocation du nom du père Lévesque a du inciter Duplessis à taire toute discussion d'un tel projet, dans les salons de l'Union Nationale. Et, de toute façon, l'idée n'était pas assez développée chez l'Ecole pour constituer un sujet de débat stimulant. Encore une fois, c'est dommage.

mune et n'était pas signée par des individus, mais bien par l'Ecole toute entière.⁷¹

La restauration sociale se fait par une formule paritaire.⁷² Ou devrait faire, si l'on assume qu'une restauration s'impose en raison de la pourriture d'une situation. Or, cette parité, c'est une proposition qui se veut à l'enseigne des droits égaux des patrons et des employés. "Le patron et le serviteur ont des intérêts communs", dira Maximilien Caron.⁷³ Et comme le dit le père Archambeault, les syndicats professionnels n'ont d'autre mission essentielle que de contribuer à l'ordre coopératif, en vue de la grande harmonie dans la société.⁷⁴ Et cette harmonie sera le résultat de la dimension sociale de cette pratique articulée que fut l'activisme catholique militant.⁷⁵

71 "Pour la restauration sociale", nos. 232-233, 1933.

72 Desrosiers, J.B., "Principes et description...", op. cit., p. 151.

73 Caron, Maximilien, "La corporation professionnelle", dans Ecole sociale populaire, no. 306, 1939, p. 4.

Il sera difficile pour les corporatistes de l'Ecole de rétablir la dichotomie au sujet de l'inégalité des classes sociales et de cette égalité d'intérêts communs des patrons et des syndiqués. La boutade de Yvon Deschamps vient à l'esprit ("Il vaut mieux être riche et en santé que d'être pauvre et malade...") et l'on peut concevoir que la mutualité des intérêts (puisque l'on veut garder la concurrence ordonnée entre les divers secteurs de production) devait avoir, comme slogan chez les ouvriers, l'effet d'une ondee subite sur le dos d'un canard. Mais, poussés par les enseignements religieux (voir notre chapitre II), les travailleurs pourraient être fascinés par les avantages d'une harmonie sociale, envisagée comme méritoire et créatrice de points précieux (des quasi-indulgences) pour une récompense individuelle d'un autre ordre.

74 Archambault, J. Papin, "Le syndicalisme catholique au Canada", dans Ecole sociale populaire, no. 267, avril 1936, pp. 2-3.

75 Laliberté, Raymond, op. cit., p. 23.

Mais, avant de dégager les implications de ce nouvel ordre, l'Ecole sociale populaire s'en prend aux quatre maux de l'époque: crise économique, conflits de travail, égoïsme individuel, étatisme.

La crise économique est l'oeuvre des excès des grosses compagnies, les trusts. Ces derniers ont contribué à une "concentration des richesses entre les mains d'une minorité au détriment de la multitude".⁷⁶ La spéculation abusive des trusts, leur exploitation des ressources qui devraient appartenir à tous et la concentration de la propriété dans leurs mains sont dénoncés comme l'enfer.⁷⁷

Ces abus sont aussi reliés aux conditions des relations patrons-employés. De dire Esdras Minville: "Cela accentuera la destruction de la classe moyenne et la prolétarisation des masses, phénomènes sociaux d'une extrême gravité."⁷⁸ En fait, ce que dit l'Ecole, c'est que l'ouvrier, parce qu'il est à la merci des patrons, ne jouit d'aucune protection contre les maux du chômage, du sur-travail, de la maladie et des accidents.

76 Archambault, J. Papin, "Déclaration d'ouverture", L'Ordre social chrétien, Semaines Sociales du Canada, XIe session, Montréal, Ecole sociale populaire, 1932, p. 24.

77 Muller, Albert, "La crise libératrice", dans Ecole sociale populaire, no. 266, 1936; Côté, Georges, "La malfaisance du capitalisme actuel", dans Ecole sociale populaire, no. 286, 1936; Gratton, Adrien, "Le mouillage du capital", dans Ecole sociale populaire, nos. 243-244-245.

78 Minville, Esdras, "Quelques aspects du problème social dans la province de Québec", Semaines Sociales du Canada, Pour une société chrétienne, Ecole sociale populaire, 1938 (reproduit dans L'économie du Québec..., op. cit., p. 443).

Or, ces deux éléments inter-reliés en entraînent un troisième qui a des répercussions pour la société toute entière qui n'est plus animée des principes chrétiens et qui, inspirée d'égoïsmes liés à la sécurité passagère, pousse les individus les uns contre les autres dans une compétition matérialiste incroyable. La concurrence du libéralisme mène à des concentrations de capitaux, par exemple, qui établissent des "dictatures économiques."

Mais, c'est surtout le danger qu'on s'en remette à des interventions des autorités publiques qui viendraient s'ingérer dans le social qu'il faut craindre. "Sans direction de l'Etat à l'économie", qui compromettrait les finances publiques, avec "concessions après concessions", les Canadiens-français pourraient espérer enrayer la crise.⁷⁹ L'Etat, qui doit rester neutre à la façon d'un arbitre sportif, n'a pas à diriger l'économie. De dire encore Minville: "Longtemps nous avons attendu de la politique la solution à tous nos problèmes, mais la politique nous a déçus - comme elle devait forcément nous décevoir."⁸⁰ Et de toute façon, comme nous l'avons déjà remarqué, les décisions socialistes des programmes du C.C.F. conduit l'Etat à encourager la lutte des classes et éliminer la propriété privée. On ne peut accepter tel matérialisme.⁸¹

79 Caron, Maximilien, "L'organisation corporative au sein de la démocratie", op. cit., p. 18.

80 Minville, Esdras, "L'institution corporative", dans L'Ordre nouveau, vol. I, no. 4, 1936, p. 1.

81 "Pour un ordre meilleur", dans Ecole sociale populaire, nos. 360-361, 1944, (résumé des sessions des Semaines Sociales du Canada). Pour un bon rappel de l'anti-socialisme de l'E.S.P., voir les chapitres 3 et 6 du livre de Gregory Baum (Catholics and Canadian Socialism, Toronto, James Lorimer Publishers, 1980).

TABLEAU 3-4

LA "RESTAURATION SOCIALE" DE L'E.S.P.

L'ordre doit donc être rétabli par un corporatisme social.

Et, comme le dit Raymond Laliberté, ce qui compte, c'est la cohérence, c'est l'unité d'action, de direction, de doctrine, et même l'unité de classes.⁸² "L'ordre doit régner partout; c'est la glorieuse mission de l'Eglise de le garder... même dans la vie économique et sociale".⁸³

En éliminant le désordre, l'Eglise, en plus d'inspirer toute vie individuelle comprise dans la vie collective (rappe-
lons-nous la formule des Papes, "le salut de l'un est le salut de tous"), assurera prospérité, harmonie, partage et mutualité d'intérêts; et surtout, l'étanchéité des deux ordres, le social et le politique.

82 Laliberté, Raymond, op. cit., p. 67.

L'expression "unité de classes" est cependant douteuse. Car l'on ne saurait avoir "une seule classe". Ce que propose l'Ecole sociale populaire, selon nous, c'est plutôt l'harmonie des classes, l'ordre entre les diverses classes sociales, pour mettre entre parenthèses les oppositions qui pourraient mener à la violence.

83 "Vers un ordre nouveau par l'organisation corporative", dans Ecole sociale populaire, no. 312, 1940, p. 26 (résumé des causeries à la radio).

"A l'intérieur de ce système, c'est-à-dire de la réalité économique organisée, différents groupes sectoriels se font face et le pouvoir économique peut se trouver partagé entre ces groupes de diverses façons. Pour qu'il soit viable, un certain consensus des partenaires est cependant nécessaire quant à l'acceptation commune de certaines valeurs."⁸⁴

Ce "consensus des partenaires" implique des conseils d'usine pour le salariat, et même une co-gestion de l'entreprise qui conduirait à deux choses: une meilleure répartition des richesses et une harmonie des travailleurs et des patrons dans toute la société. Des consensus partout créent le grand consensus, le grand ordre.⁸⁵ Il faut une "collaboration pacifique des groupes entre eux."⁸⁶

Il faut donc organiser les corporations professionnelles, gages de création de la grande corporation sociale. Ces corporations, où se retrouveraient patrons-employés, sont les groupements corporatifs qui "prolongent et complètent l'activité syndicale" et qui engendrent la coopération, par opposition à l'affrontement antagoniste d'ennemis.⁸⁷

Enfin, notons que ces relations harmonieuses découlent des avantages perçus d'un idéal à atteindre: prospérité collective et mutualité des intérêts. De telle sorte que le lien commun passe par le "lien externe de la société civile,

84 Cardin, Jean-Réal, "Commentaire" (à la présentation de Albert Faucher, "Pouvoir politique et pouvoir économique dans l'évolution du Canada-français", dans Fernand Dumont, éd., Le pouvoir dans la société..., op. cit., p. 80.

85 "Pour la restauration sociale", op. cit.

86 Caron, Maximilien, "La corporation professionnelle", op. cit.

87 "Pour la restauration sociale", op. cit.

le lien interne des individus, tous deux subordonnés à leur lien éternel."⁸⁸

Bref, la restauration sociale sera oeuvre rédemptrice pour l'individu qui, libéré de ses égoïsmes matérialistes, cherchera à partager et unir sa destinée à celle de ses frères (ou soeurs) sociaux. A un point tel que l'ordre collectif à suivre créera une personnalité collective dont la gérance sera elle aussi collective. Mais animée d'idéaux chrétiens!

c) Une "gouverne" chrétienne

La direction, ou gestion, de cet "ordre corporatif" ne souffre pas d'imprécision des mécanismes à mettre en place. Car, ce qui compte, ce n'est pas les diverses institutions à mettre sur pieds, mais les principes régulateurs devant les animer.

L'Ecole sociale populaire surprendra parfois par son langage moins convaincu et surtout moins impératif. Cette tirade a de quoi consterner:

"De même que la monarchie absolue, de droit divin, de l'ancienne France, a pu se maintenir et parvenir à la gloire que personifie Louis XIV, grâce à la paix intérieure que lui ont procurée les corporations de métiers, de même que les dictatures modernes cherchent à s'appuyer sur des cadres corporatifs pour durer, ainsi les démocra-

88 Ecole sociale populaire, no. 335, 1941.

ties, si elles désirent survivre, doivent tolérer, encourager, susciter, dans les limites de leur territoire, l'organisation corporative..." 89

A cet égard, la gouverne chrétienne avancée par l'Ecole origine, en lignes directes, des enseignements de l'Eglise que nous avons résumés précédemment, par sa présentation de l'organisation corporatiste comme "déchargeant l'Etat d'un bon nombre de tâches secondaires dont on l'accable."⁹⁰

Esdras Minville sera toutefois appelé à préciser les relations Etat-organisation corporatiste. La gouverne proposée vise au "relèvement économique" sur "le plan national et sur le plan social".⁹¹ Mais, ajoutera-t-il, "pour nous, problèmes nationaux, au premier chef, puisque placés comme nous le sommes, ils mettent en jeu notre existence nationale elle-même", qui découle d'une "absence généralisée de sens national du sommet à la base de notre société".⁹² En un mot, ce qui est important, c'est une autorité qui fait "communier" les masses aux projets inspirés de l'union des deux pôles de cette gouverne socio-politique.

89 Caron, Maximilien, "L'organisation corporative au service de...", op. cit.

90 "Le programme de restauration sociale", nos. 239-240, 1934.

Cela n'est pas tellement différent des mots de Pie XI au sujet de l'autorité publique qui devrait abandonner "aux groupements de rang inférieur le soin des affaires de moindre importance où se dissiperait à l'excès son effort..." (voir note 19, chapitre II).

91 Minville, Esdras, "L'organisation d'une structure corporative", dans L'économie du Québec et la science économique, op. cit., p. 374.

92 Ibid., p. 375.

TABEAU 3-5

LA "GOUVERNE" CHRETIENNE DE L'E.S.P.

Cette gouverne chrétienne dont nous parlons ici s'insère évidemment dans les vues orchestrées des deux autres composantes de l'ordre corporatif mis de l'avant par l'Ecole sociale populaire, c'est-à-dire l'économie planifiée et la restauration sociale. Un peu subsidiaire l'un par rapport à l'autre, l'Etat et l'ordre corporatif médient les individus par un sens chrétien et par un sens national.

En pratique, la communion des individus aux deux ordres se fait justement par la coopération des uns pour les autres. Et le développement de ce que l'on appellera plus tard les P.M.E.⁹³, comme gage de succès des entreprises sociales, sur les communautés locales, est encouragé au plus haut point.

"Développons la petite et la moyenne industrie, en appliquant pour réussir, les principes du coopératisme. Nous arriverons alors à créer chez nos concitoyens cette conviction profonde qu'une saine

93 Voir notre chapitre VIII (P.M.E.: petite et moyenne entreprise). Tout le mouvement "pour l'achat chez-nous" est intéressant à cet égard. Il sera précurseur de ce cri à la vitalité des petites entreprises de l'Opération de solidarité économique (O.S.E.).

prospérité doit se baser sur les principes d'un corporatisme sain..." 94

Cette santé de la relation gouvernant-gouverné, bien que laissée imprécise quant au mécanisme idéal⁹⁵, incite quand même les Canadiens-français à respecter et suivre les principes chrétiens développés par les enseignements de l'Eglise, "Un sentiment chrétien de la fraternité humaine dans l'amour paternel de Dieu" vaut cent fois mieux que "la fraternité matérialiste du communisme".⁹⁶ Pour le père Arès, rappelons-le la "corporation a une importante fonction sociale: celle de faire régner la charité et le justice sociale".⁹⁷ Même les Semaines Sociales du Canada, en 1944, parlent de l'ordre et de la prospérité commune de la société.⁹⁸

Cette vue quasi-divine des principes à animer les dirigeants et les dirigés n'était donc pas unique. Les évêques,

94 Caron, Maximilien, "La corporation professionnelle", dans Ecole sociale populaire, op. cit., p. 17.

Etonnant ce "retour des choses" et ce côté "tradition" de certaines manifestations d'organisation sociale et économique, au Québec, dans les années '70. P.M.E., caisses régionales d'entraide, développement et conseil régional. Jean Lesage avait raison: "Plus ça change, plus c'est pareil".

95 Voir note 70.

96 "Pour la restauration sociale", op. cit.

97 Arès, Richard, "Catéchisme de l'organisation corporatiste", op. cit.

98 "Pour un ordre meilleur", dans Ecole sociale populaire, nos. 360-361, 1944.

l'Action nationale et, comme nous le verrons tantôt, les partis et les mouvements d'action catholique, disaient s'inspirer des mêmes exigences. Ce qui est original dans le cas de l'Ecole sociale populaire, c'est cette recherche d'équilibre entre ceux qui régiront les modes de production, pour employer un langage marxiste, et ceux qui s'uniront dans la grande corporation sociale, pour "ordonner" ces rapports de force.

C'est donc une gouverne chrétienne du social, de l'économique et du national qui englobe tout, mais qui se sanctifie par une sublimation des rapports sociaux harmonieux.

"Le mouvement de l'école sociale populaire est amené sur les sentiers du corporatisme d'association qui, sournoisement, se substitue à la gouverne. La corporation ravit alors à celle-ci ses compétences de régulateur final de l'ordre économique et social, tout en dépouillant ce même ordre de son contenu conflictuel. Par la cohésion sociale ainsi accomplie, le national se parachève; la boucle est adroitement fermée." 99

99 Bélanger, André J., L'apolitisme..., op. cit., p. 327.

Nous rejettons toutefois l'utilisation du mot "sournoisement". En quoi, d'ailleurs, est-ce sournois que de proposer une autre réglementation des rapports socio-politiques? L'Ecole sociale populaire n'était pas - peut-être - très futée dans la précision et la conception du nouvel ordre à instaurer - était-il possible pour elle, à l'époque, de déterminer en même temps des principes et des mécanismes? - mais, de là à parler de tentative sournoise, il y a une marge, non?

3) Les mouvements d'Action catholique

Les mouvements d'Action catholique, sous la férule et un peu en retrait de l'Eglise à la fois, furent populaires, au cours de la période étudiée ici, chez les élites de la vie sociale des Canadiens-français. Trois corps furent importants: la Jeunesse Etudiante Catholique (JEC), la Jeunesse Ouvrière Catholique (JOC) et la Jeunesse Agricole Catholique (JAC). Ils seront regroupés au sein de l'Action catholique.

Encouragés par certains membres du clergé - le père Emile Legault s'y consacrera, vers les années 1935-1938 - le mouvement prit forme, immédiatement au sortir de la crise. De commenter André J. Bélanger, un fin observateur des idéologies de cette époque:

"La JEC, avec le mouvement de l'Action catholique dans son ensemble, a contribué à une plus grande laïcisation du milieu, surtout au plan des véhicules de diffusion idéologique. Ce n'est d'ailleurs pas sans résistance que la JEC s'est imposée comme mouvement laïc. Les milieux cléricaux ont bien des fois appréhendé le pire..." 100

Etonnamment, l'actuel chef du parti libéral du Québec, Claude Ryan, a tenu des fonctions importantes au sein de ce mouvement qui se voulait en marge de la gouverne politique.¹⁰¹ La vie des hommes revêt de ces paradoxes, car celui qui s'est

100 Bélanger, A.J., Ruptures et constantes..., op. cit., p. 55.

101 Claude Ryan fut secrétaire-général de l'Action catholique, de 1945 à 1962.

dit "guidé par la main de Dieu", a par deux fois précisé que l'engagement politique devait être précédé par une espèce d'activisme social important.¹⁰²

"Et en dehors et au-dessus de la politique, il importe de bâtir, en partant du peuple, un réseau d'institutions qui protégeront l'âme populaire contre l'invasion du matérialisme et les intrusions de la politique... Sur le plan économique, il faut développer le mouvement coopératif, promouvoir l'entreprise privée... Sur le plan religieux, il faut mettre sur pied des mouvements apostoliques..."¹⁰³

La ressemblance avec les enseignements de l'Eglise et ceux de l'Ecole sociale populaire sont frappantes. Il y eut donc, chez l'Action catholique, une certaine propension pour le corporatisme social, ou l'organisation et la gérance des institutions (corps sociaux) en retrait de l'Etat. Certains

102 Voir son très cité commentaire "Férons-nous de la politique?", dans Action nationale, vol. XXXVII, no. 6, juillet 1951 et son éditorial "L'histoire d'une décision", dans Le Devoir, quelque temps à peine avant de dire "oui" (9 novembre 1977).

Nous revenons en conclusion, à titre d'épilogue presque, sur la pensée de l'homme politique, par contraste avec certains écrits antérieurs de Claude Ryan.

Citons seulement pour l'instant cette courte phrase de l'éditorial du 9 novembre: "D'autres insistaient pour que je demeure à mon poste actuel où je puis exercer un rayonnement aussi important et approfondir certaines sujets fondamentaux qui ne sont pas tous, loin de là, reliés à la politique..." (nos soulignés).

Le 11 janvier 1978, dans un autre éditorial, il écrivait cependant: "Notre société est entrée dans une phase décisive de son évolution et la gravité des choix auxquels elle sera appelée exige la présence dans l'arène politique de ses éléments les plus valables" (Le Devoir, "Le même enjeu"; la modestie n'a jamais été la plus grande qualité de Claude Ryan).

103 Ryan, Claude, "Férons-nous de la politique?", op. cit., p. 476.

auteurs, dont Herbert Quinn¹⁰⁴, commentent l'erreur de conclusion que le nationalisme des divers groupes religieux et économiques les a conduits à mettre en veilleuse leurs théories sociales pour s'opposer aux progrès de l'industrialisation. Même s'il est vrai que certaines porte-paroles de certains mouvements, à différentes époques, ont attaqué le développement du capitalisme canadien qui se faisait au détriment des Canadiens-français, dans certains secteurs, il est faux de prétendre que l'insistance sur le way of life traditionnel et le respect des enseignements religieux, dans les syndicats confessionnels, par exemple, ont été peu importants et peu écoutés. Au contraire, la résignation des ouvriers à leur situation ne s'explique que par l'enseignement de l'Eglise, par les syndicats d'inspiration chrétienne et par les mouvements d'apostolat et de sanctification de la vie sociale, comme le furent les composantes de l'Action catholique.¹⁰⁵

104 Quinn, Herbert, The Union Nationale: A Study in Québec Nationalism, Toronto, University of Toronto Press, 1963, p. 41.

105 "The average French-Canadian, d'écrire encore Quinn, preoccupied with the struggle to protect his rights and interests at the political level, was slow to grasp the more subtle challenge presented by the growth of an industrial society through the intervention of of foreign capital..." (op. cit., p. 42).

André J. Bélanger a mieux compris l'importance, pour l'Eglise, de garder près d'elle, tout en permettant à un laïc d'agir pour le bien des étudiants ou des ouvriers, agricoles ou industriels, les personnes désireuses d'influencer le politique. Il écrit: "L'intervention dans le politique par un laïc aguerri aurait signifié à court ou à long terme une mise en veilleuse de l'influence cléricale auprès des gouvernants, bref une laïcisation complète du projet social..." (Ruptures..., op. cit., p. 59).

D'ailleurs, cette "bonne entente" entre les divers éléments de la société est encouragée dans presque tous les domaines de la vie des Canadiens-français. À preuve, cette tirade-slogan publiée dans Le Mouvement ouvrier, organe de la Ligue Ouvrière Catholique:

"Pourquoi ne pas montrer de la bonne volonté des deux côtés? Pourquoi le logeur et le logé ne seraient-ils pas toujours de vrais amis, des associés? A bien y penser, ils sont réellement des associés, qu'on le veuille admettre ou non: ils ne peuvent rien l'un sans l'autre..." 106

Ajoutons encore une précision.

L'aumônier national de la Jeunesse ouvrière catholique, le révérend P. Paul Asselin, en expliquant que la JOC est oeuvre d'Eglise, tout en étant un mouvement géré par les travailleurs eux-mêmes disait, en 1953, qu'elle était un corps "de jeunes travailleurs entre eux, par eux et pour eux." 107 Car, il faut l'admettre, les aumôniers des mouvements ouvriers, comme ils le faisaient pour les syndicats catholiques, s'assuraient que les principes chrétiens animaient les membres des groupes, puis laissaient l'impression qu'ils existaient vraiment un leadership démocratique au sein du membership.

106 "Amis ou Ennemis? propriétaire et locataire", Le Mouvement ouvrier, magazine illustré, Montréal, Les Editions de la LOC, 1944, p. 185.

107 R.P. P.-Paul Asselin, o.m.i., aumônier national de la JOC, dans l'Action Catholique Ouvrière, vol. III, no. 1, janvier 1953, p. 9.

"Mais, la JOC, si elle doit tout à la hiérarchie et à ses aumôniers qui la représentent, n'en reste pas moins essentiellement un mouvement de laïcs; un mouvement de jeunes travailleurs entre eux, par eux, pour eux..."

L'étendue de l'action de l'Eglise aux oeuvres de la vie en société ne se fait toutefois pas au hasard. "L'Action Catholique, écrira un Dominicain, est du plus profond d'elle-même une expression de la vie intime de l'Eglise... elle est le principe de la vie qui circule dans le Corps mystique."¹⁰⁸ Or, le milieu d'activité des corps se fait, selon la théorie d'un mouvement d'Action catholique, par fonctions spécialisées, par ceux qui ont des conditions de vie semblable. De dire encore le père Doran: "Il faut que l'ouvrier soit apôtre de l'ouvrier, l'industriel apôtre des industriels, l'étudiant apôtre de l'étudiant."¹⁰⁹

On dira que nous voyons du corporatisme social partout. Eh bien! Qu'on lise le texte des cinq causeries radiophoniques de l'aumônier des Associations de Patrons du Diocèse de Québec, l'abbé Charles-Omer Garant, professeur de surcroît à l'Université Laval. Sous les auspices de l'Action Sociale Catholique, il explique en détails qu'il est "nécessaire que les professions et les métiers se groupent en vue de la paix sociale et alors se groupent suivant une règle corporative... et que l'Etat donne à ces corporations des pouvoirs législa-

¹⁰⁸ Doran, Michel, L'Action Catholique; nature et structure, Montréal, les Editions du Lévrier, 1945, p. 15.

¹⁰⁹ Ibid., p. 141.

tifs et coercitifs."¹¹⁰ Le cardinal Villeneuve qui prit la peine de dédicacer et préfacier la collection de textes de l'abbé Garant ne peut être plus précis: "Ils verront bien - nos professionnels comme les modestes ouvriers qui y arrêteront leur esprit - que la corporation, le corporatisme social préconisé par Sa Sainteté Pie XI ... permet aux individus d'exercer la justice dans le travail sans être écrasé par l'injustice des autres."¹¹¹ L'abbé Garant va plus loin. C'est "l'individualisme qui tue" et "seule la coopération sauvera les individus qui feront régner, dans leurs relations économiques, la justice et la charité."¹¹²

Quant à l'Association Catholique de la Jeunesse Canadienne-Française (ACJC), elle envisageait, dès sa création, au début du XXe siècle, de "faire évoluer les institutions... à participer à l'apostolat de l'Eglise, ceci en collaborant avec le clergé, mais sans être un instrument des autorités.

110 Garant, Charles-Omer, L'Eglise au secours de la société, Québec, Action Sociale Catholique, 1937, p. 72.

Que dire du passage suivant: "Qui mieux que la corporation peut éliminer les intermédiaires inutiles, parasites de la vie économique... Qui mieux qu'elle peut redonner à la vie économique un peu de stabilité... L'ensemble même de ces associations professionnelles formera, et rien ne s'y oppose, au contraire, par des institutions inter-professionnelles, un vaste conseil économique de la nation, à qui il appartiendra de travailler à guérir bien des maux dont nous souffrons. L'Etat, alors, c'est son rôle, n'aura qu'à diriger, surveiller, stimuler, contenir selon les circonstances et la nécessité..." (p. 73).

111 Ibid., p. 6.

112 Ibid., p. 74.

TABLEAU 3-6
ORGANIGRAMME SCHEMATIQUE DE L'ACTION CATHOLIQUE

JICF (Jeunesse indépendante canadienne-française) JOCF (Jeunesse ouvrière canadienne-française)
 LIC (Ligue indépendante catholique)
 LICF (Ligue indépendante canadienne-française) LOC (Ligue ouvrière catholique)

ecclésiastiques."¹¹³ Selon le même Laurier Renaud, c'est cette ACJC qui lancera le mouvement global de l'Action Catholique et qui deviendra, au milieu du siècle, un élément intégrateur du "laïcat dans l'Eglise catholique."¹¹⁴ D'ailleurs, à partir de 1931, les évêques demandent à l'ACJC d'opérer la fédération de tous les mouvements spécialisés d'Action Catholique et d'en devenir en quelque sorte le conseil national afin "d'opérer le groupement des jeunes Canadiens-français et les préparer à une vie efficacement militante pour le bien de la religion et la patrie."¹¹⁵

¹¹³ Renaud, Laurier, La fondation de l'ACJC; l'histoire d'une jeunesse nationaliste, Jonquière, Presses collégiales de Jonquière, 1973, p. 4.

¹¹⁴ Ibid., p. 5.

¹¹⁵ L'Association Catholique de la Jeunesse Canadienne-Française, Statuts généraux, Montréal, Secrétariat général de l'ACJC, 4e édition, 1920, p. 24.

Pour mieux montrer que l'Action Catholique prônait une oeuvre en marge de l'État, rien de tel que les mots du cardinal Villeneuve, dans la préface d'un autre livre sur des aspects de corporatisme social, De Rome à Montréal, du père Archambault, jésuite.

"Que l'Action catholique ne s'immisce pas dans les partis politiques; elle doit rester en dehors et au-dessus d'eux... Et pour ne pas compromettre l'indépendance des groupements d'Action Catholique, plusieurs évêques ont réglé que les officiers des oeuvres ne doivent pas, sans autorisation spéciale, s'occuper de politique au sens ordinaire du mot. Si, cependant, la politique venait à léser les intérêts catholiques ou la morale de l'Eglise, ce serait le droit et le devoir non seulement des apôtres individuels, mais des groupements aussi d'Action Catholique d'entrer en lice." 116

Son Eminence le cardinal Villeneuve parlait-il de simple intervention de l'Etat dans des domaines de gouverne sociale, que l'Eglise se réservait ou encore de promotion des valeurs de l'Action Catholique, si l'Etat légiférait dans des domaines bien à elles? Qui sait? Ce qu'on doit retenir, cependant, c'est la consistance des enseignements du clergé canadien-français, à l'école, chez les Mouvements d'Action catholique, ou même chez l'Action nationale et l'Ecole sociale populaire.

116 S. Eminence le cardinal Rodrigue Villeneuve, archevêque de Québec, Préface du livre du R.P. Archambault, s.j., De Rome à Montréal; l'Action Catholique à travers le monde, Montréal, Ecole sociale populaire, 1942, p. 13.

A noter la similitude quasi-parfaite avec les mots de Claude Ryan (note 103).

Ces mouvements sociaux étaient aussi imprégnés d'un certain nationalisme, puisqu'ici aussi on percevait ce travail de valeur providentielle pour les Canadiens-français. Or, l'idée de "nation" se trouvait à médialiser le "comité central" ou "conseil national" avec chacun des cinq éléments du mouvement global. "Les membres de l'ACJC, dira son président, croient que la race canadienne-française possède des aptitudes pour accomplir sa mission, et que le pays où la Providence l'a placée renferme les ressources nécessaires à la formation d'une grande nation."¹¹⁷ Pour le manuel du dirigeant laïque, "les trois plans de l'Action Catholique sont la nation, le diocèse et la paroisse."¹¹⁸

Il est intéressant de noter, à cet égard, l'aspect élitiste d'un tel mouvement. D'ailleurs, en avril 1945, Mgr, Joseph Charbonneau, archevêque de Montréal, envoyait une lettre pastorale privée au directeur diocésain de l'Action Catholique de Montréal pour l'encourager, "lui et ses collègues", à établir "un plan économique-social que nos mouvements d'Action

117 "Discours du Président Joseph Versailles", tiré du journal de l'ACJC, Le Semeur, septembre-octobre 1904, p. 10 (cité dans Laurier Renaud, op. cit., p. 104).

118 Dunn, Raymond, s.j., La paroisse moderne et l'action catholique, (Manuel du dirigeant laïque), Montréal, Centrale indépendante catholique, 1948, p. 83.

D'ajouter encore le père Dunn: "Cependant, nos mouvements spécialisés ont été créés d'après un principe indiqué par Pie XI dans Quadragesimo Anno, pour aboutir à l'union des classes en faisant réfléchir chacune d'elles sur les devoirs et les obligations des individus qui la composent; ils ne sont pas faits pour organiser la revendication des droits des ouvriers d'une part, des patrons de l'autre. Ce sont des Mouvements d'Action Catholique..." (Ibid., p. 106).

Catholique, avec la collaboration de toutes les oeuvres, s'efforceront de réaliser..."¹¹⁹ Des copies de la lettre, comme l'indique sa reproduction dans le Bulletin d'Action Catholique de Montréal, furent expédiées à trois collègues d'Albert Valois, Esdras Minville, F.A. Angers et Gérard Filion. Des noms dont nous avons déjà évoqué les thèses à l'enseignement du corporatisme social. Le même aumônier du mouvement montréalais s'écriait, d'ailleurs, l'année suivante que "nous voulons que l'Action Catholique s'organise dans toutes les institutions de notre diocèse".¹²⁰ "S'organise" par qui, si ce n'est les divers membres de l'élite traditionnelle du Canada français, à la fois du clergé et du laïcat?

Les idées de ce corporatisme social, véhiculées par toutes sortes de media, des colloques de l'Ecole sociale populaire, aux organes de la ligue ouvrière catholique, trouveront, d'ailleurs, des moyens de diffusion et d'approfondissement assez détaillés à l'Université Laval où l'on établissait, en 1932, une chaire d'Action Catholique dans la toute nouvelle école des Sciences Sociales, suivie assez rapidement d'une chaire de la coopération, en 1938.¹²¹

119 Valois, Albert, dans Bulletin de l'Action Catholique de Montréal, vol. I, no. 1, mai 1945.

120 Bulletin de l'Action Catholique de Montréal, vol. II, no. 4, juin 1946, p. 17.

121 La première grâce à Mgr. L.A. Paquet et l'autre aux bons soins du père G.H. Lévesque. Voir De Rome à Montréal, op. cit., p. 251 pour la chaire d'Action Catholique, et l'Action Nationale, vol. XI, novembre 1938, pp. 217-221 ("La nouvelle chaire de coopération à l'Université Laval", par. G.H. Lévesque lui-même) pour la deuxième.

C'est donc un modèle corporatiste qu'avancait clairement le mouvement d'Action catholique.¹²²

4) Les partis politiques

Il est généralement accepté qu'en Amérique du Nord les partis politiques avaient et ont toujours tendance à être des affiches de noms plutôt que des porte-étendards d'organisation ou d'idéologies.¹²³ En fait, entre les élections, le travail intellectuel des partis est nul, à un point tel qu'un observateur des élections québécoises et des partis qui s'y font la lutte peut écrire que "les activités de connexion des partis étaient (au Québec) le plus souvent liées au travail électoral."¹²⁴ Mais, il ajoute aussi que "si les partis provinciaux

122 Si l'on en doute encore, qu'on médite sur ce passage:

"La hiérarchie est l'élément formel et spécifique dans le complexe qui a nom l'Action Catholique... Elle peut intervenir de deux façons. Ou bien, elle dirige effectivement en assumant l'entière responsabilité de l'activité des catholiques... Ou bien, la hiérarchie ne fait qu'approuver un mouvement ou une organisation dans le but qu'ils poursuivent et les moyens qu'ils emploient..."

(Dabin, Paul, s.j., L'Action Catholique, essai de synthèse, Paris, Librairie Blond et Gay, 1933, p. 86).

Dans les deux cas, le résultat est le même. L'Etat laisse l'Eglise diriger toute la vie sociale, que ce soit directement ou par délégation d'autorité. En faisant lier l'Action Catholique à la corporation, ou au corporatisme social, comme le faisait le cardinal Villeneuve, l'Eglise et les laïcs qui croyaient jouir d'une certaine autonomie s'imbriquaient tout de même dans une "certaine personnalité collective ou corporative" où le corps était assuré d'une âme et d'un bien-être quasi-sublimé. L'individu n'avait d'importance qu'en tant que membre du Corps.

123 Voir "The Nationalizing of the Party System" par Xandra Kayden, dans Michael J. Malbin, éd., Parties, Interest Groups and Campaign Finance Laws, Washington, American Enterprise Institute for Public Policy Research, 1980, p. 257.

124 Lemieux, Vincent, "Les partis provinciaux du Québec", dans Partis politiques au Québec, sous la direction de Réjean Pelletier, Montréal, Hurtubise HMH, 1976, p. 55.

du Québec n'ont pas manqué d'exploiter les idéologies religieuses, libérales, patriotiques ou nationalistes qui avaient cours au Québec, c'est qu'ils rassuraient par là les élites dont les idéologies étaient la nourriture quotidienne."¹²⁵

Toute la période de 1930 à 1960 sera marquée, si l'on parle des partis politiques québécois, de l'empreinte d'un seul homme, Maurice Duplessis. Il n'entre pas dans les limites de ce travail de raconter anecdotes et péripéties ayant entouré la création de l'Union Nationale. Ce qui nous intéresse plutôt ici, c'est de voir comment les idées du "cheuf"¹²⁶, selon l'appellation joualisante, ont fait le lien avec celles développées par les idéologues dont nous venons d'esquisser la démarche. Quant aux autres partis, nous en soufflerons au passage quelques considérations.

Pour Duplessis, l'Etat n'est pas considéré "comme un agent de la croissance économique, mais comme un instrument de défense et de préservation de l'ordre existant."¹²⁷ Voilà qui concilie assez bien l'orientation de l'Union Nationale avec le courant du corporatisme social. Duplessis avait d'ailleurs une conception étroite du rôle actif de l'Etat. Il dira que le "paternalisme d'Etat conduit au désœuvrement...

125 Ibidem.

126 Le prononciation de ce mot varie d'ailleurs de région en région au Québec.

127 Monière, Denis, Le développement des idéologies au Québec, Montréal, Québec-Amérique, 1977, p. 301.

et que son seul rôle est de réprimer les abus et de veiller à l'ordre public et à la paix sociale."¹²⁸

Sur les rapports entre l'Eglise et l'Etat, Duplessis, dont on dit qu'il n'avait pas d'idéologie politique, sut respecter, ou tout au moins donner l'impression qu'il respectait l'autonomie des deux mondes.

"Nous sommes à un tournant de notre histoire et nous avons à faire face à des troubles sur le front industriel et religieux. On veut détruire la religion en s'attaquant à l'autorité légitimement constituée. Les deux autorités civile et religieuse doivent être également respectées parce qu'elles viennent de Dieu... Il ne peut y avoir d'ordre nouveau. L'ordre nouveau est un leurre. Les vérités éternelles ne changent pas. Ne vous laissez pas atteindre par la tuberculose et le cancer de la pensée... la province a besoin de stabilité économique, sociale et nationale." ¹²⁹

128 Desrosiers, Richard, L'idéologie de Maurice Duplessis, Université de Montréal (thèse de maîtrise), 1969, p. 52.

129 Le Devoir, 14 juillet 1949, 19 août 1949, 21 juin 1948 (cité dans Denis Monière, op. cit., p. 300.)

Monière écrit encore: "A la base, il y a des principes éternels et immuables d'ordre et de stabilité dictés par la divine Providence. Dès lors, une hiérarchie est nécessaire et la lutte des classes ne saurait exister dans une société chrétienne où chacun travaille dans la sphère où l'a placé la volonté de Dieu. Il ne peut y avoir ni problèmes sociaux, ni problèmes ouvriers, car la bonne entente et le paternalisme inspirent les relations de travail... L'Etat ne doit jouer aucun rôle social et économique..." (op. cit., p. 307).

En passant, notons que l'expression "à un tournant de notre histoire" est si constante dans l'histoire québécoise que même les péquistes, dans leur grande campagne référendaire, en 1980, l'ont utilisée. A trop tourner, on le fait parfois "en rond".

Certains auteurs, malgré ses déclarations on ne peut plus claires, persistent à dire que même si Duplessis affichait publiquement son support aux actes du clergé, "il ne semble pas avoir été influencé par les propositions de réforme du capitalisme, préconisées par les Encycliques pontificales."¹³⁰

130 Monière reprend ici les arguments de Quinn (The Union Nationale..., op. cit., p. 81) sans probablement avoir lu le livre de cet auteur. Car, Quinn ne parle pas des Encycliques, mais du "système corporatif" mis de l'avant par certaines élites, ecclésiales et autres, durant la période. Citons, in extenso, le passage de Quinn pour dissiper toute équivoque: "The proposed Economic Council which would act as an advisory body to the government, and which was supposed to replace Quebec's upper house, the Legislative Council, never materialized. Duplessis continued to fill vacancies in the upper as they occurred and 24 years later it was still in existence. Nor did the Union Nationale take any steps towards establishing the corporative system favoured by the Church and many nationalists..." (op. cit., p. 78, et non p. 81, comme dit Monière). En outre, Quinn admet que Duplessis, sans avoir établi l'ensemble des institutions corporatives réclamées - qui aurait pu rêver que leur concrétisation se ferait complètement? - par les écrits de la période, fut empreints, dans ses pensées politiques, de slogans corporatistes. Si non, comment expliquer qu'il ait laissé à l'Eglise la gérance de toutes les institutions de bien-être social, des hôpitaux et des oeuvres éducatives (sans parler du système d'éducation lui-même)? Comment expliquer aussi que Duplessis créa par loi la C.E.Q. (la Centrale des Enseignants du Québec - un système d'Etat?) et une multitude de Conseils supérieurs de toutes sortes? Duplessis reconnut à l'Eglise ce que cette dernière désirait, mais il ne pouvait tout de même pas la laisser s'emparer de la gouverne de l'Etat aussi par son Conseil Economique. Et d'ailleurs, s'il y avait eu paradoxe, c'eût été ici. Duplessis admettait ne pas vouloir "gérer l'économie" (Monière l'admet aussi), mais d'un autre côté, il aurait dû créer ce Conseil. Le paradoxe est peut-être dans les propositions des Mouvements d'Action Catholique qui prônaient l'affranchissement de la gouverne sociale et économique des mains de l'Etat, mais se montraient pour un Conseil imbriqué dans l'administration politique de l'Etat.

C'est faire acte d'omission ou d'incompréhension des enseignements de l'Eglise. Car, comme nous l'avons vu précédemment, l'Eglise et une certaine élite traditionnelle ne demandaient pas l'appui de l'Etat. Ce qu'ils voulaient, c'était que l'Etat les laisse organiser la corporation sociale, en marge de lui. D'ailleurs, à ce propos, les appuis de Duplessis - nous y revenons dans le chapitre suivant - à la classe agricole et aux gros entrepreneurs n'avaient-ils pas pour but de les satisfaire afin qu'eux aussi collaborent à la paix sociale, en étant sur-occupés à la production agraire, pour les uns, ou en étant créateurs d'emplois qui contribuaient à une certaine élévation du niveau de vie, pour les autres?

D'ailleurs, le chef de l'Union Nationale était un ardent défenseur de la doctrine de la coopération. Il voyait d'un bon oeil "le développement des caisses populaires qui permettaient de conserver une partie de l'épargne au niveau local."¹³¹ Cette coopération, pour Duplessis, allait plus loin que la simple création d'un mouvement coopératif, des organismes agricoles aux groupements de pêcheurs. Encore qu'il était en faveur de cela! La coopération devait déboucher sur une implication de tous les secteurs d'activités dans des mécanismes de consultation et de partage continuels. A cet égard, notons que Duplessis n'était pas contre le syndicalisme, "mais celui-ci devait

¹³¹ Bourque, Gilles, et Anne Légaré, Le Québec: la question nationale, op. cit., p. 155.

collaborer à la paix et l'ordre dans la société et respecter les droits de l'employeur."¹³² Pour tout dire, ce qu'il était important de maintenir, c'était la cohésion de la société civile. Encore un fois ici, les ressemblances avec les thèses du corporatisme social développé par les syndicats catholiques, le clergé et certains intellectuels est frappante.¹³³

Notons, en passant, la formation de l'Union Nationale, à partir de l'union des vieux conservateurs et de l'Action Libérale Nationale des Philippe Hamel, René Chaloult et Paul Gouin. Ce groupe de penseurs-politiciens, tout en étant directeurs de l'Action Nationale, se montraient en accord quasi-complet avec le programme de restauration sociale de l'Ecole sociale populaire.¹³⁴ Dans les domaines socio-économiques, le parti de Duplessis - l'alliance Duplessis-Gouin - accepta les idées de l'Action Libérale Nationale comme programme officiel. En proposant un moyen terme entre un socialisme éhonté

¹³² Quinn, H.F., The Union Nationale..., op. cit., p. 89.

¹³³ En 1949, la Confédération des Travailleurs Catholiques du Canada (C.T.C.C.) proposait un partnership de gestion dans l'entreprise des patrons et des syndiqués, un peu comme on le mettait de l'avant en Allemagne avec le principe de la "co-détermination dans l'industrie..." (Ibidem).

¹³⁴ Gouin, dans un discours, admet d'ailleurs le tout.

"Nous avons pris comme base d'étude et de discussion, pour préparer notre manifeste, le programme de restauration publié sous les auspices de l'Ecole sociale populaire... ce document reflétait de façon assez juste non seulement l'opinion de nos esprits les plus avertis, mais aussi les sentiments, les aspirations et les besoins populaires..."

(Dans Le Devoir, 13 août 1934, cité dans Quinn, op. cit., p. 58.)

et un capitalisme où le laisser-faire était trop poussé, en acceptant le principe de la coopération des patrons et des employés (quoique cette coopération demeure assez vague) et en supportant le rôle dit apolitique des syndicats, des organismes et mouvements de toutes sortes, le nouveau parti de Duplessis allait dans la ligne précise du corporatisme social de l'Eglise et des penseurs du Québec traditionnel.¹³⁵

Gardons l'examen de la pratique et du comportement de Duplessis, une fois au pouvoir, pour notre chapitre IV.

Pour l'instant, revenons sur certains points des programmes de l'Union Nationale. La pensée sociale de Duplessis concordait assez bien avec la doctrine sociale de l'Eglise. En voici un autre preuve. "La bonne entente, dit-il en 1952, doit régner entre les patrons et les employés, le capital et le travail doivent se donner la main."¹³⁶ La protestation et les manifestations contre l'autorité sont à bannir. Écoutons

135 Quinn donne une distinction capitale qui rejoint nos préoccupations, à la note 22, de son quatrième chapitre sur la naissance de l'Union nationale. Le nouveau parti se dira justement inspiré de Quadragesimo Anno:

"The professional corporatism advocated in the Encyclical is not the same as the state corporatism of Mussolini's fascism. The latter system involves the total elimination of parliamentary democracy; the former merely suggests that some of the functions of government concerned with regulation and control over the economy in each industry. The church's corporatism finds its inspiration in the craft guilds of the Middle Ages and proposes to establish a system of self-government in industry..." (op. cit., p. 60.)

Voilà qui résume en peu de mots toute notre "démonstration de la preuve" des trois premiers chapitres.

136 Le Devoir, 12 juin 1952 (cité aussi dans Monière, op. cit., p. 304).

un observateur des idées du "chef".

"L'anti-communisme de Duplessis découle de ses conceptions de l'ordre et de l'autorité. Dans un monde statique, les structures sociales demeurent immuables, chacun doit respecter la place que la Providence lui a donnée. Le bonheur vient du respect et de l'ordre et la prospérité de l'immobilité sociale. L'évocation de la menace communiste sert à combattre toute idée de changement et à tuer dans l'oeuf toute revendication..." 137

Chacune des campagnes électorales de l'Union Nationale permet à Duplessis de véhiculer, constamment et sans relâche, les mêmes messages. Il insiste sur la vocation des Canadiens-français ("nous devrions en trouver autant pour sauver la banque de nos traditions nationales, notre jeunesse rurale et surtout l'avenir de notre race"¹³⁸) en 1936, puis, en 1944, sur le rôle du gouvernement du Québec ("le gouvernement de l'Union Nationale sera le serviteur du peuple de la province"¹³⁹); et, en 1956, sa dernière campagne, il se battra pour sauver le "butin" ("c'est l'héritage que nous ont laissé nos ancêtres, pour que nous puissions parler français et garder notre religion"¹⁴⁰).

Axée sur l'absence de conscience de classe sociale dans le Québec de 1930 à 1960, toute l'idéologie de Duplessis res-

137 Desrosiers, Richard, op. cit., p. 43.

138 Roy, Jean-Louis, Les programmes électoraux du Québec, Ottawa, Les Éditions Leméac, 1971, p. 268.

139 Ibid., p. 317.

140 Ibid., p. 363.

pectait les désirs des penseurs sociaux de faire croire en une conscience du "nous collectif" canadien-français, une sorte de conscience, cependant, basée sur le respect des élites et des sentiments de déférence envers toute autorité.¹⁴¹

Ouvrons ici une courte parenthèse pour parler de deux partis qui, bien que se disant différents des vieux partis, furent à maints égards dans la même ligne de pensée que celle des membres du clergé et de l'élite intellectuelle de l'époque.

L'un fut le Crédit Social; l'autre le Bloc Populaire.

Considéré comme un mouvement de protestation de la droite¹⁴², le Crédit Social crut que les "valeurs traditionnelles comme l'obéissance, le devoir et la moralité étaient plus répandues dans le système social du passé" et que "l'Eglise et les institutions religieuses jouissent de la ferveur populaire."¹⁴³ Nous ne dirons pas que le Crédit Social voulut la création de structures politiques corporatistes - il faudrait une étude plus poussée de ces textes - mais, il est indéniable qu'on retrouve certains traits corporatistes dans son discours. Malgré le manque de succès électoral, au palier provincial, de son ancêtre "l'Union des Electeurs" et de lui-même, et cela

141 Hamelin, Jean, et André Garon, "La vie politique au Québec de 1956 à 1966", dans Lemieux, Vincent, Quatre élections provinciales au Québec: 1956-1966, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1969, p. 7.

142 Stein, Michael B., The Dynamics of Right-Wing Protest: A Political Analysis of Social Credit in Québec, Toronto, University of Toronto Press, 1978.

143 Stein, M.B., "Dynamique de la protestation de la droite: Le Crédit Social dans la province de Québec - sommaire et développement, dans Partis politiques au Québec, op. cit., p. 149.

jusqu'en 1970, on peut certes affirmer que son idéologie était similaire à celle dégagée par les idées sociales de l'Eglise.

Il s'en prend aux communistes et proposent l'union des forces, dans les villages, pour créer une cohésion sociale et une intégration des individus à la société. Et, comme les autres corporatistes, il veut le respect des deux mondes, l'Eglise et l'Etat, la première gérant tout le social.¹⁴⁴

Le Bloc Populaire, quant à lui, n'eut pas non plus un grand succès électoral.¹⁴⁵ P.-E. Trudeau, un peu méchant à son égard, prétend que le discours du Bloc, en proposant la restauration de l'entreprise privée, une réglementation par des commissions indépendantes de la politique et son aboutissement à une "société corporative", tout en laissant une certaine initiative à l'entreprise privée, "sentait le jésuite".¹⁴⁶

Dans son programme, cependant, le Bloc insiste sur le coopératisme, "formule vraiment démocratique si accessible et si bienfaisante... car, il laisse aux individus une grande liberté et les aide à gérer leur propre développement, sans aucune ingérence de l'Etat." Le Bloc avait aussi l'intention

144 Voir le texte brillant de Maurice Pinard, The Rise of a Third Party, Englewood Cliffs, N.J., Prentice-Hall, 1971 et la très intéressante analyse de Vincent Lemieux, "Les dimensions sociologiques du vote créditiste au Québec", Recherches Sociographiques, vol. VI, no. 2, 1965, pp. 181-195.

145 Et comme son impact, en tant que parti, ne fut pas aussi important qu'on le laisse croire, nous ne dirons que quelques mots de son corporatisme idéologique.

146 Trudeau, P.-E., dans La grève de l'amiante, op. cit., p. 71.

de former un "conseil politique" (que d'autres appellent "conseil économique", de dire M. Raymond) qui "réuniraient des hommes compétents."¹⁴⁷ En disant vouloir éviter le double écueil du capitalisme libéral et du socialisme, le Bloc Populaire, avant de disparaître de la scène politique comme parti, se rattachait aux enseignements de l'Ecole sociale populaire en prônant une organisation professionnelle, qui, en marge de l'Etat, forcerait les corps de toute l'organisation à médianiser leurs intérêts.

Le Bloc populaire eut cependant un certain impact par les discours tonitruants de Jean Drapeau qui vociférait contre la force et les dangers du "pouvoir juif" dans l'économie du Québec.¹⁴⁸ Le Bloc populaire, bien que ses thèses corporatistes eurent dû s'appliquer à la scène provinciale, fit campagne au palier fédéral, peut-être en raison de la "conscription" imposée à un peuple, malgré des promesses répétées d'Ottawa.¹⁴⁹ Quand les Chartrand et Drapeau se trouvèrent d'autres "jobs", le Bloc n'eut plus qu'à s'éteindre lentement.

147 Raymond, Maxime, "Programme provincial du Bloc", causeries prononcées les 16 et 23 octobre 1943 au poste CHRC, de Québec, document no. 10, Montréal, Imprimerie Populaire, p. 8 et p. 14.

148 Voir le livre intitulé Drapeau, de Brian McKenna et Susan Purcell (Montréal, Editions Stanké, 1980).

149 Dans la causerie de Maxime Raymond au poste CHRC (note 147), on pourfendait autant Ottawa que Québec.

5) Conclusion

Il y eut une assez bonne concordance entre les enseignements corporatistes de l'Eglise et ceux des idéologues de la période précédant la Révolution tranquille. Avant d'aborder, dans notre cinquième chapitre, cette réforme de société, donnons encore quelques réflexions qui nous permettront de voir, dans le chapitre suivant, la réalité des corps intermédiaires et la pratique des syndicats, de l'Eglise elle-même et de Duplessis.

Il est clair que le corporatisme social dont parlent l'Eglise du Québec, l'Action Nationale et l'Ecole sociale populaire, tout en étant d'origine papale, c'est-à-dire des écrits apostoliques (les Encycliques surtout), fut aussi spécifiquement canadien-français. Son insistance sur la vivification de la vie rurale et sur la paroisse chrétienne, comme foyer et point d'appui de l'aménagement des institutions sociales, tenaient compte de la situation réelle. En outre, son insistance toute aussi fervente sur le rôle de l'Eglise comme instigatrice des mouvements sociaux lui donna une autre saveur locale en organisant, sur papier, tout l'organigramme des oeuvres, dans et en-dehors de l'Eglise à la fois. Tout un tour de force.

Il fut un corporatisme de l'ordre. Un corporatisme de collaboration de tous les secteurs d'activités pour déboucher

sur une sorte d'âme nationale. A ce titre, on peut affirmer que le corporatisme social était nationaliste. Il voulait assurer au Canada-français une "survivance ordonnée". Avec une mentalité d'assiégés, de repliés sur soi pour sauver le fait français catholique, les Canadiens-français voulurent tout de même, malgré une certaine contradiction, s'adapter au système en place. Ainsi parlait, d'ailleurs, Roger Duhamel, en 1935, au début même des écrits à caractère corporatiste:

"On ne saurait nier que le corporatisme a sauvé de la débâcle la propriété privée, fondée en droit naturel; en consolidant le capitalisme, il a préservé de la ruine la notion de profit, assise psychologique du labeur humain. Il a également provoqué la renaissance de l'esprit public en atténuant les conflits sociaux par la suppression réelle des grèves et des lock-out." 150

Pour tout dire, le corporatisme social, tel que véhiculé au Québec avant 1960, était fonctionnel et, pour l'Eglise et pour les citoyens. Pour la première, il s'agissait évidemment d'orienter toute l'action sociale, et de coordonner même, comme agent-moteur. Pour les autres, ils auraient l'impression, si cela marchait, de partager et de collaborer à l'édification de conditions de vie qu'ils définiraient. Et malgré certaines velléités quasi-autoritariste des dirigeants du clergé, les membres du corps et des différents secteurs d'activités pourraient sentir l'appui des uns pour les autres.

150 Duhamel, Roger, L'ordre corporatif sous le signe du fascio", La Revue, vol. I, no. 8, 1935, p. 202.

D'ailleurs, pour qui prétend que l'Eglise a tout fait et tout dirigé durant l'avant-Révolution tranquille, la possibilité d'expliquer le retard québécois, dans les progrès économiques, industriels et technologiques par cette seule suprématie n'est pas convaincante. L'Etat québécois, avec Duplessis, accepta l'autorité sociale de l'Eglise et n'avait pas l'intention d'agir de "stimulateur" à une économie trop spécialisée et trop compliquée. Pour l'Union Nationale, ce qui comptait, en fin de compte, c'était de contrôler le système de re-distribution des ressources publiques. Le corporatisme social, en marge de l'Etat, n'était pas menaçant.

Denis Monière explique à sa façon tout l'impact du corporatisme canadien-français en ces termes:

"Le corporatisme s'articulait au nationalisme de conservation car, disait-on, la corporation opérait la jonction entre le social et le national, en étant un facteur d'unité. Par la négation de la contradiction entre le capital et le travail et celle de la lutte des classes, et par l'affirmation de l'homogénéité de la nation, la doctrine corporatiste protégeait la petite entreprise familiale canadienne-française dont la survie dépendait souvent du maintien des bas niveaux des salaires et de l'anémie du mouvement syndical. Par ce nouvel ordre économique, on voulait aussi mobiliser la nation contre les entreprises étrangères (industries et syndicats) et donner ainsi à la petite bourgeoisie le contrôle du développement économique." 151

151 Monière, Denis, op. cit., p. 280.

Il sera étonnant, tantôt, de considérer comment le néo-nationalisme et le néo-corporatisme du Parti Québécois ne sont pas tellement éloignés de cette description. A quelques petites différences près.¹⁵²

152 Monière va un peu loin quand il parle "de l'anémie du mouvement syndical". Les syndicats, ne serait-ce que par la grève de l'amiante, n'ont pas "subi" la période. D'ailleurs, il n'y a pas de honte à vouloir créer l'harmonie sociale, au travail et à la maison. Tous les syndicats, même en période calme, n'ont pas été "à-plat-ventristes". Que le lecteur lise attentivement les lignes qui vont suivre. D'ailleurs, pour les néo-marxistes, tout ce qui ne contribue pas à la vraie conscience de classe, puis au changement radical, n'est que résignation religieuse. Tout un mythe! La religion n'est pas que résignation. Les voyages d'un certain Jean-Paul II sont tout aussi anti-stabilité que les meilleures dénonciations de nos néo-marxistes qui, dans leur appui, aux "gérants de l'émancipation" que sont les pseudo-néo-démocrates péquistes, est difficile à distinguer du groupe de l'avant-révolution de 1960 qui "voulait ainsi donner à la petite bourgeoisie le contrôle du développement économique".

Lire les pages contradictoires du même Monière (Les enjeux du référendum, Montréal, Québec-Amérique, 1980) quand il dit que "le nationalisme actuel au Québec qui en est de libération nationale" (p. 14) doit s'appuyer "sur une petite bourgeoisie technocratique qui est tout de même essentielle au bon fonctionnement du capitalisme monopoliste" (p. 83).

CHAPITRE IV

B: LA REALITE DES CORPS INTERMEDIAIRES

"Les associations libres ne peuvent être organisées en "corps intermédiaires" que par la volonté tenace des gouvernements. Laissées à leur mouvement naturel, en se politisant, elles se transforment en groupes de pression. Et les conditions de la lutte politique les conduisent alors, non pas à oeuvrer de concert, mais plutôt à s'opposer les unes aux autres dans la poursuite d'aspirations et d'intérêts divergents..."*

Ainsi donc, les idées des penseurs sociaux du Québec, avant 1960, portaient sur des aménagements corporatistes de société où les corps sociaux agissaient en marge de l'Etat.. L'Eglise avait évidemment développé des modèles de relations entre les "pouvoirs", comme elle disait, mais elle fut imitée par des penseurs non-cléricaux. Il existe donc, au Québec,

* Léon Dion, "La polarité des idéologies: conservatisme et progressisme", dans Fernand Dumont et J.P. Montminy, éditeurs, Le pouvoir dans la société canadienne-française, troisième colloque de la revue Recherches sociographiques, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1966, note 1.

deux pouvoirs, deux puissances, l'Etat et l'Eglise et ses corps sociaux. Ces derniers, grâce à l'esprit corporatif, doivent aider les individus à constituer ce "corps social" et à s'aider eux-mêmes.

Notons qu'il est important, comme nous l'avons dit dans notre premier chapitre, de distinguer entre la théorie et la pratique. A cet égard, il est évident que les visions quasi-déterministes de l'Eglise et de l'orientation des organismes de la paroisse, des mouvements d'Action Catholique et du syndicalisme du Canada français ne pourront pas automatiquement passer de la puissance à l'acte, avant de faire l'objet d'action concertée. Car, essentiellement, le corporatisme social du clergé et des penseurs traditionnels du Québec constitue un processus vivant, à modifier constamment, Ou mieux, à vivifier indéfiniment.

Il nous semble a-priori - et c'est notre hypothèse pour l'instant - que c'est ce modèle d'institutions socio-politiques que chercheront à mettre en place les citoyens du Québec, au cours de la période étudiée ici. Essayons donc de voir si l'on peut maintenant vérifier si les corps intermédiaires du Québec remplissaient les deux principes "essentiels" des penseurs du Canada-français.

"Extériorité et autonomie par rapport à l'Etat... Il ne suffit pas qu'ils conservent leur identité par rapport à l'Etat, ils doivent aussi

fonctions propres. Cette doctrine de la corporation présuppose aussi que les corps intermédiaires soient animés d'un désir d'ordre qui soit conforme à la doctrine de l'Eglise.

On tenta donc - avec des résultats différents, évidemment - à concrétiser ces conceptions. Ainsi, dès 1938, plus de trois cent paroisses (noyau de la vie corporative, rappelons-le) ont leurs caisses populaires. Les syndicats, eux, tardèrent à emboîter le pas, comme le leur demande Gérard Fillion, la même année.

"On est en droit de se demander pour quelles raisons l'action syndicale ouvrière ne s'est pas portée davantage vers l'organisation d'oeuvres de rédemption économique et sociale comme les caisses d'épargne et de crédit, les coopératives de consommation, les caisses de retraite, les mutuelles-vie, maladie, accident. L'augmentation des salaires n'avance à rien si elle entraîne une augmentation du coût de la vie..." 2

Derechef, il faut donc admettre que c'est ce modèle que chercheront à imiter, avant 1960, les Canadiens-français dans la formation des corps intermédiaires. L'Eglise catholique locale qui dirige le secteur de l'éducation, les syndicats catholiques et les diverses organisations sociales imprègnent aux divers organismes la vue de société qu'elle a développée. "Elle réussit à encadrer les catholiques québécois qu'elle a

2 Fillion, Gérard, "La corporation en marche", dans l'Action Nationale, vol. XI, 1938, p. 523.

répartis en deux milles paroisses, regroupées en dix-huit diocèses rattachés à cinq provinces ecclésiastiques... alors que des dizaines de milliers de laïcs prolongent l'apostolat des clercs dans des associations pieuses et des mouvements d'action catholique."³

Les agences de bien-être de l'Etat, dirigées par des chanoines et des monseigneurs, montrent bien que l'ordre politique est suppléé par un ordre religieux qui entend être le porte-parole des fidèles vis-à-vis l'Etat. A ce sujet, notons que le corps intermédiaire d'avant la Révolution tranquille revêt cinq caractéristiques spécifiques: Essayons de les dégager dans un premier temps pour aboutir à capter le "corps" de théorie qu'ils sous-tendent.⁴

D'abord, les corps intermédiaires sont plus particuliers que ne laisse supposer la définition générale de Théry.⁵ Ils sont distincts du pouvoir politique: ils ne peuvent être un

3 Voisine, Nive, op. cit., p. 74.

4 Nous reprenons ici l'essentiel de notre démonstration tirée de l'article déjà cité de Recherches sociographiques, vol. 18, no. 1, 1977, pp. 67-69 (avec Khayyam Z. Paltiel).

5 "Qu'est-ce donc qu'un "corps intermédiaire", sinon un corps social, c'est-à-dire une collectivité, qui assume une fonction médiatrice entre des personnes ou des groupes et des ensembles sociaux de plus grande envergure? Un corps intermédiaire, c'est en quelque sorte un palier qui permet aux personnes comme à la société, d'établir le passage entre des niveaux et des types différents de vie personnelle et de vie collective, c'est une sorte de point d'étape par où passe le double mouvement de personnalisation et de socialisation..."

(Théry, Henri, op. cit., p. 202.)

de ses organismes administratifs. Les domaines où se déploient l'activité des groupes, c'est l'économique et le social, dont l'Etat, selon Rivero, ne doit pas s'occuper.⁶

Ensuite, ils sont oeuvres catholiques. Issus de la doctrine corporatiste de l'Eglise, ils visent à améliorer le sort de chacun des membres de chaque corps par un plus grand respect des valeurs humaines et temporelles, mais surtout par les relations des âmes avec les enseignements de Jésus-Christ, de façon à obtenir un salut éternel.

En outre, pour atteindre ces buts ultimes, les corps intermédiaires doivent être unis dans la poursuite d'un bien commun à tous. C'est ici la qualité de base du corporatisme catholique. "Cette unité est due pour une plus grande part au Comité provincial d'Action catholique, de commenter le révérend père Archambault, institué par l'épiscopat de la province de Québec, en 1940."⁷

6 Rivero, Jean, "La démocratie organique", dans L'Etat et les corps intermédiaires, op. cit., p. 33.

7 Ce comité était formé des directeurs et présidents de chaque diocèse et il se réunissait à Montréal quatre fois par an, "la semaine qui précède la réunion plénière de Nosseigneurs les évêques." Son but était de mettre en commun l'expérience de chaque groupement diocésain, "de coordonner leurs forces surtout lorsque quelque initiative d'envergure s'impose, d'édifier peu à peu un mouvement d'Action catholique uni et puissant." Il avait déjà donné, encore selon l'auteur de L'Action catholique à travers le monde, de Rome à Montréal, "plusieurs directives utiles et l'épiscopat l'a chargé de missions importantes auprès des autorités civiles..."

(R.P. Archambault, op. cit., p. 265.)

De plus, un corps est intermédiaire parce qu'il médie un corps d'individus avec l'autorité. Or, dans ce cas-ci, l'Eglise a fait preuve de "dirigisme" et a cherché à intégrer les corps intermédiaires en son sein. Cela lui permit d'agir elle-même comme le corps intermédiaire des corps intermédiaires, à la fois temporellement (elle médie les groupes avec l'Etat) et spirituellement (elle débouche sur Dieu et le salut).

Enfin, non seulement sont-ils différents de l'Etat, mais encore cherchent-ils à le remplacer. Chaque corps intermédiaire poursuit le bien-être de ses membres et s'oppose à des empiètements de l'autorité de l'Etat. Chacun possède son domaine propre et les dirigeants des corps intermédiaires doivent rappeler à l'Etat qu'ils se chargent de telle fonction. Mais, d'autre part, ils doivent respecter l'autonomie de l'Etat dans ses sphères d'activités.⁸

Tout cela contribue à la théorie des corps intermédiaires qui sont différents des groupes de pression politique,

8 Cette caractéristique n'est pas tellement éloignée des vues d'Emile Durkheim, comme nous avons déjà eu l'occasion de le dire. Ecoutons les mots d'un "étudiant" de l'éminent sociologue:

"The individual maintains his solidarity with society as a whole by being a member of a large functional group, and his individuality is maintained because the local sub-group of his occupational unit is locally specialized. The very close solidarity of the large society is dependent upon its divisions by being functional in their nature. The occupational group can develop a high degree of individuality: it can become a source of warmth which fires and reanimates the hearts, opens them to sympathy, sinks the egoisms..."

(Gehlke, Charles Elmer, Emile Durkheim's Contributions to Sociological Theory, New York, AMS Press, 1968 - reprinted from the 1915 edition.)

"en compétition les uns avec les autres".⁹ Ils sont dépendants d'une conception "de la personne humaine comme participant le plus possible à son devenir individuel et au devenir collectif".¹⁰

On peut, sans crainte de se tromper, affirmer que les groupes d'intérêt et de pression recherchent un intérêt particulier et qu'ils visent à sauvegarder l'intérêt des membres du groupe seulement. Ils peuvent se présenter comme voulant protéger le bien commun, mais leur raison d'être est bel et bien purement égoïste. Ils cherchent le plus "grand bonheur particulier", c'est-à-dire pour eux. C'est d'ailleurs le passage d'un groupe d'intérêt à un groupe de pression qui illustre davantage cette recherche d'intérêts particuliers. Quand les groupes de pression "articulent", pour employer

9 Comme le souligne D.C. Corbett, à juste titre d'ailleurs:

"We have to contend with imperfect competition among groups... one, or a few, may dominate a branch or agency of government, to the exclusion of competing interests; they may use their position of dominance to serve their own interests, as distinct from the public interest... The public interest is not just the majority interest. Nor is it a combination of the interests of the dominant groups. I would say that the public interest is for the preservation of the society, and for the realization of the values which its members hold in common..."

(Corbett, D.C., "The Pressure Group and the Public Interest", dans R.E. Hodgetts and D.C. Corbett, éditeurs, Canadian Public Administration, Toronto, MacMillan, 1960, p. 455.)

10 Têtu, Henri, "Responsabilité des corps intermédiaires dans le développement régional", dans L'Etat et les corps intermédiaires, op. cit., p. 60.

l'expression d'Almond¹¹, des intérêts en vues d'influencer la décision, ils le font dans l'espoir que la décision leur sera favorable. Comme le peint si bien Key, d'ailleurs:

"These organizations, commonly called pressure groups, promote their interest ... by attempting to influence government rather than by nominating candidates and seeking responsibility for the management of government... Such groups, while they may call themselves non-political, are engaged in politics; in the main, theirs is a politics of policy. They are concerned with what government does either to help or to harm their membership..." 12

Le désir des penseurs québécois de se dissocier de cette conception égoïste entérinée dans la notion de groupe de pression constituait l'attrait de la doctrine des corps intermédiaires. En plus, certes, d'être définie aussi par l'Eglise qui occupait déjà beaucoup de place dans la vie sociale - nous allions dire "paroissiale" - des citoyens du Québec. En réclamant que c'est le devoir d'une certaine élite civique de s'intéresser à la chose publique (et cela, même à l'intérieur des corps intermédiaires), Gérard Dion insiste pour affirmer que les corps intermédiaires visent à assurer leur interdépen-

11 Almond, Gabriel A., "Interest Groups and the Political Process", dans R.C. Macridis et B.E. Brown, éditeurs, Comparative Politics: Notes and Readings, Homewood (Illinois), The Dorsey Press, 1961, p. 129.

"Interest groups articulate political demands in the society, seek support for these demands among other groups by advocacy and bargaining, and attempt to transform these demands into authoritative public policy by influencing the choice of public personnel, and the various processes of public policy-making and enforcement..."

12 Key Jr, V.O., Politics, Parties and Pressure Groups, New York, Crowell, 1964, p. 18.

dance et leur intervention. "Ce n'est pas le jeu des groupes d'influence (pressure groups) qu'on veut légitimer en parlant de cette action d'une élite civique... Elle doit se faire en respectant le bien commun et en reliant les divers éléments qui composent une société..."¹³

Des études récentes sur les groupes de pression font état d'un problème découlant de la nature oligarchique des groupes d'intérêt et des groupes de pression. Abraham Holtzman avait déjà signalé ce danger lorsqu'il écrivait que tout groupe tendait à être oligarchique et qu'une active minorité pouvait contrôler toute association d'individus.¹⁴ Mais, David Kwavnick, dans son étude sur "l'affaire des gars de Lapalme", va plus loin. Il peut arriver, comme il le démontre dans ce cas précis, que les leaders de groupes de pression peuvent rechercher, dans leurs relations avec le gouvernement, des objectifs autres que ceux de l'avancement des intérêts de leurs membres.¹⁵ Dans ce cas particulier, les dirigeants de la Confédération des Syndicats Nationaux (CSN) n'ont pas tenu compte des travailleurs de Lapalme et ont fait languir le conflit avec le gouvernement fédéral pour obtenir

13 Dion, Gérard et Louis O'Neill, op. cit., p. 132.

14 Holtzman, Abraham, Interest Groups and Lobbying, New York, MacMillan, 1966, pp. 14-15.

15 Kwavnick, David, "Pressure Group Demands and Organizational Objectives: The CNTU, the Lapalme Affair, and National Bargaining Units", dans Revue canadienne de science politique, vol. VI, no. 4, décembre 1973, pp. 582-601.

la révision de la politique des unités de négociation nationales.

Une telle éventualité est complètement inconcevable dans la théorie des corps intermédiaires. En fait, les corps intermédiaires font corps. Chaque corps lui-même est imbu du mieux-être de l'ensemble de la société. Et à l'intérieur de chaque corps intermédiaire, il n'y a, à proprement parler, aucun leadership matériel. Le seul dirigisme permis est celui de l'Eglise et il vise à rappeler la nécessité d'orienter toute activité vers un ultime but spirituel, le salut des membres du corps. Tous les membres sont sur un pied d'égalité et ils doivent être imbus des mêmes préoccupations chrétiennes.

Nous touchons ici un point délicat des "théoriciens" des corps intermédiaires. S'ils sont bien différents des groupes d'intérêt (ils opposent l'intérêt commun) et des groupes de pression (il existe deux secteurs d'activités, un pour l'Etat, un pour les corps intermédiaires), ils ont quand même des relations avec le gouvernement politique. Mais, ces relations sont, pour employer l'expression de l'Eglise, "subsidiaries", c'est-à-dire que l'Etat doit aider les corps intermédiaires à accomplir leur rôle d'assurer, par l'Eglise justement, le bien-être général du corps social. En un mot, comme le disait

Pie XII, "ce que les particuliers peuvent faire par eux-mêmes, par leurs propres moyens, ne doit pas leur être enlevé et transféré à la communauté, et l'Etat doit servir de soutien aux membres du corps social et ne jamais les détruire, ni les absorber..."¹⁶ Autonomie et extériorité, disions-nous.

Regardons de plus près.

2) Le Mouvement Desjardins¹⁷

En nous attachant à cerner les principaux points du Mouvement coopératif Desjardins, nous tenterons de montrer d'abord comment on a su créer une conception de société qui respectait les enseignements de l'Eglise, puis, plus tard, comment la sécularisation de la société québécoise affecterait la nature de cette "corporation coopérative".

Alphonse Desjardins fut le premier, au Québec, à formuler des principes généraux reliés directement aux préoccupations d'une communauté et basés sur la coopération. C'est à peu près au même moment, cependant, que des cultivateurs et des pêcheurs, sous l'égide de l'Eglise, tentaient d'appliquer la formule coopérative dans l'optique d'améliorer à la fois leur production et leurs ventes. Doué d'un sens social aigu

16 S.S. Pie XII, "Allocution aux nouveaux Cardinaux", 20 février 1946, Acta Apostolicas Sedis, vol. XXXVIII, 1946, pp. 144-145 (cité dans Calvez, J.Y. et Jacques Perrin, op. cit., p. 166.)

17 Nous reprenons, encore une fois, in extenso la démonstration de notre article déjà cité et publié dans Recherches sociographiques (pp. 74-82).

et d'un esprit d'observation remarquable, il s'était aperçu, au début du XXe siècle, que la majorité des Québécois étaient pauvres et ne pouvaient pas profiter d'aucune sorte de crédit bancaire.

Il en vint à la conclusion que la seule solution pour les cultivateurs et les ouvriers de s'aider eux-mêmes était de créer des coopératives de crédit. Il conçut alors une institution d'épargne qui pouvait devenir en même temps une source de crédit. Influencé par deux modèles, les institutions rurales de Guillaume Raffeisen et les "banques populaires" de Schulze-Delitzsch d'Allemagne, ayant lu l'ouvrage d'Henry Wolff, intitulé People's Bank et publié en Angleterre en 1898 par cet éminent économiste du temps, Desjardins ajouta une notion personnelle, celle du crédit populaire.

"Les gens du peuple, deviennent les propriétaires de l'institution d'épargne, lui confient leurs épargnes, et s'en servent pour satisfaire leurs besoins de crédit. Les principes coopératifs leur permettent de coordonner dans la même institution l'épargne et le crédit de telle façon que l'épargne populaire serve effectivement de source de crédit populaire. Les opérations de cette institution d'épargne et de crédit sont restreintes à la paroisse où les gens se connaissent et sont disposés à s'entraider..." 18

En un mot, l'organisation des "caisses populaires" était influencée par le caractère particulier de la société cana-

18 Tremblay, Rosario, Le Mouvement coopératif Desjardins, Lévis, Fédération du Québec des Unions Régionales, 1969, p. 16.

dienne-française. En fait, les Québécois estimaient, dans leur vie sociale fortement influencée par l'Eglise catholique, que la paroisse constituait le centre de toutes leurs activités. Il était donc normal, au début du siècle, alors que l'éducation était toute centrée sur la sanctification de la vie rustique, de choisir la paroisse comme centre et territoire des activités des institutions populaires Desjardins.¹⁹

Chaque "caisse populaire" constitue une corporation distincte (donc, un corps intermédiaire distinct) et appartient aux membres de la collectivité. Chaque membre du corps vote aussi pour l'individu de son choix qui le représentera au conseil d'administration, à la Commission de crédit et au

19. D'ailleurs, l'élite québécoise traditionnelle, avec en tête Henri Bourassa et l'abbé Lionel Groulx, continuera dans la première moitié du XXe siècle, de glorifier la vie des campagnes. "Si le catholicisme, écrivait Groulx, demeure pour nous ce qu'il doit être, si nous acceptons sa vérité, il nous indique par quelle discipline, dans quelle hiérarchie de valeurs nous devons construire la cité terrestre..." (L'Action française, VI, décembre 1921, p. 718.) Henri Bourassa, pour sa part, répétait aux lecteurs du Devoir qu'il avait fondé, que "la race canadienne française survivra, grandira et prospérera dans la mesure où elle demeurera paysanne et rustique". (Patriotisme, nationalisme, impérialisme, cité dans: Ramsay Cook, Canada and the French-Canadian Question, Toronto, MacMillan of Canada, 1967, p. 96.) Notons aussi que même si la paroisse n'est plus une petite agglomération de cultivateurs et de pauvres ouvriers, il faut garder à l'esprit que la grande majorité des Canadiens-français, en 1900, vivaient dans des paroisses agricoles. Selon Rosario Tremblay, 60% de la population de la province de Québec vivaient en dehors des centres urbains, en 1900. (Rosario Tremblay, op. cit., p. 17.)

conseil de surveillance. Une innovation importante dans le projet de Desjardins fut la création de "caisses scolaires". Le jeune étudiant, dès ses premières années à l'école, était encouragé à placer de petits montants d'argent dans sa "propre caisse". Les résultats obtenus sont fantastiques: 435,000 membres étudiants, dépôts pour un montant global de onze millions de dollars, en 1967. En cela, les caisses populaires suivaient un précepte de base de l'Eglise et de l'élite qui prônaient la corporation: celui d'éduquer les jeunes et les encourager à "faire-corps" avec l'ensemble du mouvement.²⁰ Les caisses populaires étaient donc des organisations sociales et économiques. Leur spécificité vis-à-vis des banques résidait dans leur action de chercher à grouper des individus ensemble et à faire partager les efforts. Situées en dehors de tout appareil étatique, elles correspondaient, dès leur création, à la doctrine catholique des corps intermédiaires.

Les caisses populaires d'une région forment une union régionale. Au Québec, il existe dix unions régionales, regroupées en fédération, la Fédération des Unions régionales des caisses populaires Desjardins. Aujourd'hui, on peut affirmer que la quasi totalité des 1,300 caisses sont affi-

20 "Les caisses populaires, c'est MOI, c'est TOI, c'est LUI, c'est nous autres...", slogan créé en 1971, apparaît désormais dans toutes les réclames du Mouvement. Il est tellement populaire que des jeunes enfants le chantent dans les rues et il correspond exactement à l'esprit qui animait Desjardins!

liées d'abord régionalement et ensuite provincialement. Le Mouvement, cependant, ne représente pas seulement des institutions de crédit et d'épargne. Il correspond également à tout un éventail d'institutions couvrant plusieurs aspects de la vie économique et sociale du Québec. Le tableau 5-1 donne une image complète des institutions coopératives rattachées, plus ou moins directement, au Mouvement coopératif Desjardins.

Au début des années 1940, les successeurs de Desjardins fondèrent la Société d'Assurance des Caisses populaires Desjardins. Cette idée d'une compagnie d'assurance basée sur des principes coopératifs fut elle-même formulée dès 1905 par Alphonse Desjardins lui-même, mais aux prises avec des problèmes de santé, il ne put réaliser son projet. La Société, créée en 1943, couvre toute catégorie d'opérations, de l'incendie aux inondations. Son fonds de réserve fut garanti par les caisses populaires. Ce mouvement des assurances continua et, en 1967, neuf compagnies étaient en existence. Les compagnies d'assurance, avec les caisses populaires, forment le premier secteur du Conseil de la coopération du Québec. Les trois autres (ceux de la production, de la consommation et de l'éducation), sans être purement attachée au Mouvement Desjardins, y sont liés par les mêmes principes communs et par les fonds disponibles en provenance du secteur premier.

C'est à ce moment précis que les articles de L'Action Nationale proposaient une union des forces, guidée par le principe des Encycliques de Léon XIII et Pie XI, et à base du principe de la corporation.²¹

Il apparaît donc logique de conclure que l'ensemble couvre tous les secteurs d'activités de la vie québécoise: institutions financières, production, consommation, éducation. C'est d'ailleurs la création, en 1940, du Conseil de la coopération du Québec, avec lequel on espérait éliminer deux obstacles majeurs au développement et à l'intégration du corporatisme québécois, ceux d'un manque d'unité et de l'absence d'une véritable coordination, que l'impression d'un véritable réseau de corps intermédiaires formant un corps d'ensemble put voir le jour.

"La fondation du Conseil de la Coopération, il y a un peu plus de trente ans, a aussi marqué une étape importante dans l'évolution qui a amené les coopératives isolées, soumises à des influences diverses et absorbées par leurs préoccupations immédiates, à se reconnaître d'étroits liens de parenté, à se rapprocher les unes des autres et à poursuivre de concert des objectifs communs..." 22

21. "La corporation permettra à chacun ... de devenir un membre de la grande famille corporative, un bénéficiaire de ses services éducatifs, de ses institutions de prévoyance et d'entraide..." (Richard Arès, op. cit., p. 249.)

22. Le Conseil de la coopération du Québec, Le Québec coopératif: 1973, Québec, 1973, p. 6.

TABEAU 4-1

LE CONSEIL DE LA COOPERATION DU QUEBEC

1. SECTEUR DES INSTITUTIONS FINANCIERES	2. SECTEUR DE LA PRODUCTION	3. SECTEUR DE LA CONSOMMATION	4. SECTEUR DE L'EDUCATION
<ul style="list-style-type: none"> - La Fédération de Québec des caisses populaires - La Fédération de Montréal des caisses populaires - La Fédération des Caisses d'économie du Québec - Fédération des Mutuelles d'Incendie Inc. - Les artisans Coopvie - L'assurance-vie Desjardins - La Mutuelle SSQ - Les Coopérants, Assurance-Vie - La Sauvegarde, Assurance-Vie - La Société d'Assurance des Caisses Populaires - Fiducie du Québec - La Sécurité, Compagnie d'assurances générales du Canada 	<ul style="list-style-type: none"> - La coopérative Fédérée de Québec - Pêcheurs Unis du Québec - La Fédération des chantiers coopératifs de l'Ouest québécois - Les producteurs de sucre d'érable du Québec 	<ul style="list-style-type: none"> - La Fédération des magasins Coop 	<ul style="list-style-type: none"> - Fédération des ACEF du Québec - Association Coopérative Féminine du Québec - Institut Coopératif Desjardins

Source: Le Conseil de la coopération du Québec, Le Québec Coopératif: 1973, Québec, 1973.

Aujourd'hui, il existe près de deux mille institutions coopératives au Québec, dont mille trois cents caisses populaires, avec près de quatre millions de "membres" et avec des actifs évalués à quatre milliards de dollars.

Considérons brièvement le réseau d'inter-relation des membres. Chaque membre d'une caisse est à la fois propriétaire et bénéficiaire de l'institution. Les principes de base formulés par Desjardins visaient à placer tout le monde sur un même palier: ouvriers, fermiers, commerçants. Chacun participe donc à l'élection des administrateurs et à la prise de décisions touchant l'extension de chaque institution. Chacun partage. En d'autres termes, les déposants de sommes d'argent ont besoin des emprunteurs qui paieront un intérêt sur leurs prêts, intérêt qui servira à leur donner un bonus à l'épargne. Chaque membre est donc inter-dépendant. Cette entreprise collective n'est donc autre qu'un corps de personnes, basé sur des principes démocratiques. "L'esprit de la coopération, écrit Claude Beauchamp, c'est la création d'un système où l'ensemble des activités, économiques ou autres, sont démocratisées..."²³ En conséquence, une coopérative n'est pas premièrement une entreprise, mais bel et bien une association de personnes qui se donnent une entreprise pour satisfaire leurs besoins.

23 Beauchamp, Claude, "La coopération, formule de développement", Dossier de travail, préparé pour les délégués au 12e congrès du Mouvement des caisses populaires Desjardins, Montréal, 13-16 juin 1973, p. 88.

Les trois autres secteurs - dont nous avons mentionné l'existence (production, éducation, consommation) - regroupent eux aussi des corps intermédiaires, corps de coopération. Pour ce qui est de la production, par exemple, les coopératives d'agriculteurs regroupent des entreprises de production et de transformation. Un tiers de la production agricole du Québec trouve refuge dans le circuit coopératif. Pour l'industrie laitière et les produits de l'érable, les coopératives transforment et contrôlent respectivement 80% et 50% de l'ensemble de ces activités.²⁴ En ce qui concerne le secteur de la consommation, la Fédération des magasins Co-op, créée en 1952, visait à trouver un marché pour les différents produits des coopératives, mais aussi à développer un mouvement coopératif de consommation. Les membres paient les opérations de la coopérative commerciale qui, à l'inverse des entreprises ordinaires, ne fait aucun profit.

Au quatrième palier, il est intéressant de noter que trois fédérations provinciales regroupent 98% des membres de toutes les caisses d'épargne et de crédit au Québec. Ce sont la Fédération de Québec des caisses populaires Desjardins (près de 3,000,000 membres), la Fédération de Montréal des caisses Desjardins (environ 200,000 membres) et la Fédé-

24 Le Conseil de la coopération du Québec, op. cit., pp. 22-26.

ration des caisses d'économie du Québec (150,000 membres). La Coopérative Fédérée du Québec, quant à elle, dans le domaine de la production, compte deux cent-une coopératives servant 40,000 agriculteurs du Québec; les Pêcheurs-Unis du Québec constituent la fédération des associations coopératives régionales et locales de pêcheurs; et enfin, la Fédération des chantiers coopératifs de l'Ouest Québécois regroupe quinze coopératives forestières. Pour ce qui est de la Fédération des Magasins Co-op, elle englobe deux cent cinquante-deux magasins affiliés, 59,000 membres individuels et cent quatre-vingt-sept institutions à but non lucratif. Finalement, on peut ajouter que quatre cent trente-quatre organismes détiennent la propriété collective des neuf ACEF régionales du Québec, constituées en fédération qui, de son côté, a dix membres auxiliaires.

L'inter-dépendance des membres crée une communauté de valeurs, communauté qui vise, comme le veut la doctrine des corps intermédiaires et celle de la corporation à base de coopération, le bien commun de tous. Ce tout est "chapeauté" par le Conseil de la coopération du Québec.

Idéalement, on espérait regrouper toute la société, mais les individus étant ce qu'ils sont - il y en a toujours qui restent "en marge"... - l'idéal ne peut être atteint.

TABLEAU 4-2

UNE TENTATIVE D'ILLUSTRATION DES DIFFÉRENTES INTER-RELATIONS DES MEMBRES DES CORPS INTERMÉDIAIRES FORMANT LE MOUVEMENT DES JARDINS

Source: Archibald, Clinton et Khayyam Z. Paltiel, "Du passage des corps intermédiaires aux groupes de pression au Québec; Une illustration par l'exemple du mouvement coopératif Desjardins", *Recherches sociographiques*, vol. 18, no. 1, 1977.

S'il faut admettre que les Québécois, avant 1960, croyaient que l'Etat ne pouvait les aider, et que c'est l'Eglise catholique qui définissait le système des valeurs, il faut comprendre que l'application de la doctrine des corps intermédiaires leur fournissait à la fois un moyen de suivre les enseignements du clergé et de leurs "penseurs" (agir en dehors de l'Etat), mais aussi un moyen de substituer leur participation politique inexistante à des partis ou des groupes d'intérêt par ce sentiment d'appartenance à une corporation globale, à un corps de corps intermédiaires. En 1960, un sondage estimait que 67% des Québécois étaient membres de caisses populaires et prouvait, comme l'illustre le tableau 4-3, que ceux-ci provenaient de toute occupation.²⁵ En fait, les deux parties ombragées à gauche démontrent que la clientèle des caisses est, dans chaque cas, supérieure à la moitié de la catégorie en question. Et cela représente plus que la clientèle de quelque groupe d'intérêt et même de pression que ce soit.

A preuve d'appui signalons que Meynaud estima que les syndicats québécois représentent "au maximum 30% de la force de travail",²⁶ que Van Loon et Whittington écrivent que deux individus sur cinq ne font partie d'aucun groupe, au Canada,²⁷

25 "L'image des caisses", Dossier de travail, op. cit., p. 10.

26 Meynaud, Jean, "Groupes de pression et politique gouvernementale au Québec", dans Réflexions sur la politique au Québec, Montréal, Editions de Sainte-Marie, 1968, p. 75.

27 Van Loon, Richard et M. S. Whittington, The Canadian Political System, Toronto, McGraw Hill, 1971, p. 321.

et enfin, que Léon Dion est d'avis que la participation des citoyens aux groupes d'intérêt en est encore au stade de l'enfantement.²⁸

TABLEAU 4-3

REPARTITION DE LA CLIENTELE DES INSTITUTIONS FINANCIERES QUEBECOISES
(par occupation)

- membre d'une caisse seulement
- membre d'une caisse et client d'une banque
- client d'une autre institution financière
- aucun compte courant

SOURCE: "L'image des caissés", dans Dossier de travail, préparé pour les délégués au 12e congrès du Mouvement des Caisses populaires Desjardins, Montréal, 13-16 avril 1973, page 16.

28 Dion, Léon, Société et politique: la vie des groupes, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1971, tome I, p. 10.

3) Les syndicats québécois

Jean-Réal Cardin affirme que le "mouvement syndical est devenu l'une des composantes essentielles de l'armature économique-sociale de notre société ... en raison de son caractère proprement autochtone."²⁹ Comme nous l'avons déjà souligné précédemment, les syndicats catholiques québécois, avant 1960, connurent un essor considérable. Ainsi parle, d'ailleurs, la Confédération des Travailleurs Catholiques du Canada, en 1946:

"Pour assurer la vraie démocratie, dans le monde du travail, l'activité industrielle et commerciale devrait être confiée aux soins des corps professionnels, issus du plan syndical, élevés au rang d'organisme d'ordre public, et munis, sous la surveillance de l'Etat, de pouvoirs réglementaires et disciplinaires en matière économique..."³⁰

Il devenait donc "contraire au caractère des organisations ouvrières de faire de l'action politique"³¹, et il s'en trouva même, comme le président général de la CTCC, pour préciser que leur travail en était un de participation aux décisions importantes de l'Etat, par un syndicalisme catholique et un membership, via des principes chrétiens, à des organismes de collaboration en matière de production industrielle, de conseil du

29 Cardin, Jean-Réal, L'influence du syndicalisme national catholique sur le droit syndical québécois, Montréal, L'Institut Social Populaire, no. 488, juin 1957 (mais écrit en février 1948), pp. 7-8.

30 Després, Jean-Pierre, Le mouvement ouvrier canadien, Montréal, Fides, 1946, p. 171 (appendice III, "Programmes d'après-guerre du mouvement ouvrier canadien").

travail et de comités consultatifs de tout genre. De commenter, en effet, M. Alfred Charpentier lui-même: "La neutralité religieuse est impossible dans les unions ouvrières, parce que celles-ci font une promesse qu'elles ne peuvent pas tenir."³²

Dans une analyse où le langage marxiste a préséance, Céline Saint-Pierre considère que les lois ouvrières sont une transposition d'une forme d'organisation sociale prévalant dans la société. L'auteur, se penchant sur le cas de la loi de l'extension juridique de la convention collective votée, durant la période étudiée ici, par le Parlement québécois,

32 Charpentier, Alfred, Ma conversion au syndicalisme catholique, Montréal, Fides, 1946, p. 65.

M. Charpentier, en plus d'être président général de la Confédération des Travailleurs Catholiques du Canada, fut membre du Comité consultatif du Travail du ministère de la Reconstitution, membre de la Commission de collaboration en matière de production industrielle, membre du Conseil Supérieur du Travail du Québec, conseiller technique du gouvernement fédéral à la conférence tripartite du textile à Washington (1937), à la conférence internationale du Travail à Genève (1937), à New York (1941), à Philadelphie (1944) et à Paris (1945).

Aurait-on vu M. Bourassa, de 1970 à 1976, demander à l'un des trois leaders du Front Commun de conseiller le gouvernement fédéral à telle rencontre internationale? Ce qui prouve bien que le syndicalisme catholique québécois avait de bonnes entrées au pouvoir de la nation, durant le règne de Duplessis, et que les deux puissances s'entendaient pour assurer la paix sociale. Nous y revenons à la fin du présent chapitre. Citons encore M. Charpentier: "Me voici dans l'obligation de reconnaître le besoin d'une morale catholique, et, par conséquent, la nécessité du syndicat catholique pour régler et fortifier la morale du mouvement ouvrier." (Ibidem)

prétend que la loi peut être perçue en tant que "transcription des idéologies dominantes, c'est-à-dire des orientations normatives de la classe dominée".³³ Mais, elle conclut, après avoir examiné les mécanismes de la loi votée et qui rendait le recours facultatif à l'extension de la convention collective, que l'Etat québécois a tranché le débat en faveur des Unions internationales qui ne voulaient pas de la loi et contre les syndicats catholiques qui l'ont sollicitée.³⁴ Il s'agit d'une conclusion abracadabrante puisqu'on néglige de reconnaître que, toutes choses égales, les syndicats catholiques ont eu leur droit reconnu à ce qu'ils désiraient (et cela même si on les incitait à devoir initier le processus). Et d'ailleurs, la création du comité paritaire, formé d'un nombre égal de représentants patronaux et ouvriers, débouché sur des droits formellement reconnus, comme ceux de contrôle sur les employeurs, d'attribution de carte de compétences et, tout naturellement, de surveillance de l'application du dé-

33 Saint-Pierre, Céline, "Idéologie et pratiques syndicales au Québec dans les années '30: la loi de l'extension juridique de la convention collective de travail", dans Sociologie et Sociétés, vol. VII, no. 2, 1975, p. 6.

A noter le caractère ambivalent, dès le départ de cette analyse, de la perception des protagonistes en action. Madame Saint-Pierre parle des classes sociales qui dominent et qui ont donc des idéologies dominantes et de la classe dominée qui ne fait qu'une seule entité et qui partage une idéologie. Etonnant comment "l'oppression" (sic) crée l'union.

34 Ibid., p. 30.

cret, création donc bien réalisée qui contribuait à faire respecter les préoccupations des enseignements de l'Eglise en général, du clergé québécois en particulier, et des syndicats catholiques tout simplement. Pour un syndicalisme de "dominés", ce n'était pas si mal que cette loi.³⁵ C'est aller un peu loin que de dire qu'elle n'est pas "axée prioritairement sur la défense des intérêts de tous les travailleurs."³⁶ D'ailleurs, la loi de l'extension juridique de la convention collective fut célébrée comme une grande victoire par les penseurs corporatistes. A preuve, cette tirade du Père Archambeault:

"Bienfaisante pour l'ouvrier, cette mesure, comme la plupart de celles qu'ont préconisées les syndicats catholiques, l'est aussi pour les patrons. Elle les débarrasse d'une concurrence ruineuse, elle leur assure une main d'oeuvre compé-

35 D'ailleurs, un livre très récent sur la "participation des travailleurs" conçoit que la co-gestion dans le monde ouvrier - une forme d'institutionnalisation à tendance corporatiste, à n'en pas douter - est atteinte idéalement quand "les partenaires acceptent de coopérer" à des mécanismes communs. Voir Frank R. Anton, Worker Participation: Prescription for Industrial Change, Calgary, Detselig Enterprises Limited. 1980, p. 14.

D'écrire Anton: "Thus, it is commonly agreed there is a need for both management and labour to devise new organizational and decision-making structures which would increase the social benefits of work while at the same time promoting economic efficiency... Frequently associated with the concept of industrial democracy, participation is essentially seen as a means of extending the principles of democratic government to the enterprise..." (pp. 14-16).

36 Saint-Pierre, Céline, op. cit., p. 31.

Voudrait-on que ce soit ces représentants qui décident de tout et se substitue à l'autorité politique? Une utopie des adeptes de la "dictature du prolétariat"?

tente et bien disposée, elle écarte les conflits de leurs usines. Et elle contribue au maintien de l'ordre social. L'autre aspect de cette loi, c'est qu'elle oriente notre régime social vers l'ordre corporatif." 37

L'histoire des relations des syndicats et de l'Etat québécois, durant le régime Duplessis, est plein d'exemples du genre. Reprenant les mots d'Esdras Minville à satiété, les leaders syndicaux cherchèrent à "retrouver un peu de l'esprit des anciennes corporations, alors que l'artisan faisait en quelque sorte partie de la famille même de son maître et était traité comme tel."³⁸ D'ailleurs, le président de la CTCC disait déjà, en 1933, qu'il était "important de donner une entière adhésion au Programme de restauration sociale de l'Ecole sociale populaire ... pour faire connaître notre doctrine de justice, de charité, de collaboration des classes."³⁹ Léonce Girard, permanent au journal La vie syndicale, parlera de notre loi de la convention collective comme "une première victoire contre l'individualisme et le libéralisme économique."⁴⁰ A cet égard, d'ailleurs, Duplessis se servit de cette bonne entente pour légitimer son dossier, dans le domaine du travail.

37 Archambault, J.P., Le syndicalisme catholique au Canada, Montréal, Ecole sociale populaire, 1936, p. 21.

Un autre corporatiste, Adrien Graton, parle lui aussi d'une "marche vers le corporatisme social". (Voir "L'orientation de la province du Québec vers le corporatisme social", Actualités économiques, août-septembre 1937, p. 341.)

38 Minville, Esdras, "Pour une doctrine ouvrière", dans Actualités économiques, janvier 1944, p. 274.

39 Filion, Osiias, président de la CTCC, Procès-verbal du Congrès annuel de 1933, Montréal, documents du CRCCF.

40 Girard, Léonce, La vie syndicale, vol. IV, no. 2, avril 1934, p. 8.

En 1944, un projet de loi sera déposé qui obligerait les employeurs à reconnaître tout syndicat groupant 60% de leurs employés et à conclure avec eux des contrats collectifs sous le contrôle d'une commission des Relations ouvrières.⁴¹ Louis-Marie Tremblay parle, pour sa part, de phase de "contestation-accommodation" pour parler des années 1940-1959, en ce qui a trait au développement de la pensée économique de la CTCC. D'ailleurs, pour cet auteur, deux objectifs principaux orientent le travail de l'ancêtre de la CSN (Confédération des Syndicats Nationaux) avant 1960: améliorer la condition ouvrière et obtenir droit de cité au syndicalisme comme corps intermédiaire.⁴² Ce qui donne du poids à notre démonstration, non?

Même la Fédération provinciale du travail du Québec (FPTQ)⁴³, avec un contenu idéologique plus touffu que celui de la CTCC, en raison de ses antécédents et ses liens étroits avec la Fédération américaine du Travail d'une part, et le Congrès des métiers et du travail du Canada (CMTC) devenu, en 1956, le Congrès du Travail du Canada (CTC), accepte l'ordre social existant. Écoutons ce passage de la thèse de doctorat du même Tremblay:

41 "Le travailleur québécois et le syndicalisme", Cahiers de Sainte-Marie, Montréal, 1966, p. 104 (1921-1946: Les syndicats nationaux au Québec).

42 Tremblay, Louis-Marie, Le syndicalisme québécois: idéologies de la CSN et de la FTQ: 1940-70, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1977, pp. 68 et 59.

43 La FPTQ et la FUIQ (Fédération des unions industrielles du Québec) se fusionnent, en 1957, pour donner naissance à la FTQ (Fédération des travailleurs du Québec).

"Il (le contenu idéologique) accepte l'ordre social existant, le système capitaliste et l'idéologie qui les soutient. Il se présente comme le défenseur des intérêts d'un groupe économique sous-privilegié, sans pour cela se préoccuper du contrôle des entreprises ou de la prise du pouvoir politique... Il préfère l'action économique à l'action politique et la méthode de la réglementation conjointe par la négociation collective et la grève plutôt que les réglementations autonome et externe..." 44

On a dit de Duplessis qu'il avait un côté, ou un penchant, anti-syndical.⁴⁵ Cette affirmation est peut-être un peu forte. Nous croyons que Duplessis était "victime" des idées de son époque et que les doctrines des relations de travail, ayant cours jusqu'en 1960, au Québec, étaient tributaires des idées corporatistes (corporatisme chrétien et social) des penseurs sociaux de la période. A cet égard, la loi des relations ouvrières⁴⁶, bien que fort peu "politique", nous semble entériner une sorte de concordat société-Etat dont nous avons déjà parlé. Car, cette loi reconnaît "tout simplement la primauté du droit collectif sur le droit individuel en matière de relations de travail."⁴⁷ D'ailleurs, le même auteur admet que

44 Tremblay, Louis-Marie, La théorie de Selig Perlman et le syndicalisme canadien, thèse de doctorat, sciences sociales, Québec, Université Laval, 1964, p. 279.

45 Tremblay, Louis-Marie, Le syndicalisme québécois..., op. cit., p. 130.

46 Statuts refondus du Québec, 1941, chapitre 162-A, section II, art. 4.

47 Cardin, Jean-Réal, op. cit., p. 55.

L'auteur note que les groupements ouvriers réussirent, en 1947, à ne faire exiger, de l'association désirant se faire reconnaître, que la majorité absolue au lieu de 60% des salariés. Si Duplessis avait été carrément anti-syndical, il aurait refusé cette modification, article 4 de la loi.

"le droit syndical québécois est quelque chose d'unique en Amérique et il l'est justement par les textes qui lui viennent tout spécialement du mouvement catholique..."⁴⁸

Lors du colloque des Relations industrielles de l'Université Laval, en 1947, l'abbé Gérard Dion parla de l'aspect moral des clauses de sécurité syndicale et il précisa, à cet égard, que pour jouir de cette prérogative, les travailleurs devaient avoir adhéré à un syndicat de leur choix, mais ceux qui ne voulaient pas devenir partie intégrante du tout collectif de l'unité syndicale en question, devrait être soumis à la formule Rand.⁴⁹ En ce sens, d'ailleurs, la décisions du juge Rand ne pouvait que plaire aux syndicats québécois animés par des idéaux de corporatisme social. Car, selon le célèbre

48 Ibid., p. 61.

49 La formule Rand consiste, pour l'employeur, à retenir sur le salaire la cotisation syndicale pour défrayer les coûts nécessaires à la négociation et à la surveillance de l'exécution de la convention ... et l'abbé Dion prétend que les nouvelles théories du corporatisme de l'époque (il cite Paul Chanson, Les droits des travailleurs et le corporatisme, Paris, Desclée de Browner, 1935, pp. 149-152) incitaient les travailleurs à se syndiquer librement, c'est-à-dire de choisir leur syndicat, mais à se syndiquer obligatoirement.

Dion, Gérard, "Clauses de sécurité syndicale: définitions et aspect moral", dans Convention collective, sécurité syndicale, deuxième congrès des relations industrielles de Laval, Château Frontenac, Québec, avril 1947, p. 90.

juge, l'employeur, même s'il possède les moyens de production, pour employer un langage anti-corporatiste, doit tenir compte, dans sa gestion, du bien commun, valeur si chère aux corporatistes chrétiens.⁵⁰

Et s'il faut en croire Cardin, encore une fois, le syndicalisme national catholique fut l'expression, non pas uniquement d'une simple mystique syndicale, mais "de toute une philosophie sociale".⁵¹ Donnons quelques exemples supplémentaires.

En 1954, le régime Duplessis fait adopter les lois 19 et 20. La première consacre un état de fait, reconnu et appliqué depuis l'adoption, dix ans plus tôt, du "règlement numéro un" qui donnait à la Commission des Relations Ouvrières le pouvoir d'accréditer une association syndicale et de ne pas reconnaître celle qui ne serait pas de bonne foi.⁵² Quant à la loi 20, surnommée le "bill Guindon", elle prévoyait la "perte auto-

50 La Gazette du Travail, publiée par le ministère du Travail du Canada (janvier 1946, p. 127), reproduit d'ailleurs des passages de la décision du juge Rand, dont celui-ci, utile à notre propos:

"Notre régime comporte la propriété privée qui peut être envisagée, selon un concept absolu, comme un droit naturel inhérent à la liberté humaine ou, au point de vue social, comme un privilège que peut exercer l'individu jusqu'à ce que l'intérêt général en détermine autrement..."

51 Cardin, Jean-Réal, op. cit., p. 62.

52 La discrétion laissée à la Commission était donc grande, eu égard à cette appellation "de bonne foi".

matique de son accréditation pour tout syndicat dans les services publics qui fait la grève ou dont l'un des dirigeants préconise publiquement la grève."⁵³ Léo Guindon avait proposé, en 1949, que l'Alliance des professeurs catholiques de Montréal se lance en grève, pour protester le congédiement du président de l'Alliance, en l'occurrence lui-même. On se rend compte facilement que ces deux lois allaient dans la ligne de la fameuse "loi du cadenas" de 1937 qui donnait aux autorités policières de la province l'illimité pouvoir de cadenasser les locaux où les forces de l'ordre soupçonnaient que l'on avait des "réunions communistes".

Or, bien que nous ne voulions pas défendre les actes irraisonnés du chef de l'Union Nationale vis-à-vis certains syndicats, nous croyons que, loin d'infirmier notre hypothèse sur l'étanchéité des deux mondes, des deux pouvoirs séparés, l'Eglise-société vs l'Etat-autorité politique, les lois ouvrières (ou anti-syndicales, selon le document conjoint de la CSN et de la CEQ) de Duplessis s'expliquent assez facilement.

Une campagne anti-communiste s'était déployée au Québec depuis 1933.⁵⁴ L'Ecole sociale populaire avait entamé cette

53 Co-édition CSN-CEQ, Histoire du mouvement ouvrier au Québec: 1825-1976, Montréal, 1979, p. 129.

54 Pelletier, Michel et Yves Vaillancourt, Les politiques sociales et les travailleurs, (Cahier II), Les Années 30, Montréal, 1974, p. 161.

aventure⁵⁵, suivie de l'Eglise, des penseurs de l'Action Nationale et de l'élite religieuse traditionnelle. Et même les Mouvements d'Action catholique se virent appuyés par les syndicats, comme la CTCC. Cette dernière centrale "véhiculait d'ailleurs les mêmes valeurs idéologiques que le clergé et la petite bourgeoisie canadienne-française".⁵⁶ D'ailleurs, en 1937, selon Hamelin et Harvey, la distribution des pouvoirs, à l'intérieur de l'ancêtre de la CSN, était symptomatique de cet état de choses (cf. notre tableau 4-4).

Or, Duplessis, en jouant le jeu de l'anti-communisme, avec des dispositions toutes naturelles d'ailleurs, se trouvait tout bonnement à entériner, dans le domaine des relations

55 Les démonstrations pullulent. Voir J. Papin Archambault, La menace communiste au Canada, Montréal, Ecole sociale populaire, nos. 254-255, 1935, pp. 24-25 (surtout); R. Rumilly cite l'exemple, parmi d'autres, d'une lettre pastorale de l'évêque de Montréal, en octobre 1936 (Maurice Duplessis et son temps, tome I, Montréal, Fides, p. 285). Le même auteur parle aussi d'une conférence du père G.H. Lévesque, en 1934, à Québec, où le père-fondateur de la Faculté des sciences sociales critique le CCF, le communisme et le socialisme (Ibid., p. 163). P.E. Trudeau lui-même, dans son introduction à La grève de l'amiante, op. cit., s'insurge contre cette condamnation, un peu trop échevelée à son goût, des penseurs socialistes. Point n'est besoin d'insister sur le fait que cette campagne "chasse-aux-sorcières" du communisme était fortement appuyée par l'Eglise catholique, par ses évêques et par son clergé qui, du haut des tribunes dominicales, s'enflammaient contre le péril des "méchants matérialistes". L'enfer n'est-il pas rouge?

56 Hamelin, Jean et Fernand Harvey, Les travailleurs québécois: 1941-71, Québec, Université Laval, août 1976, no. 20, p. 240.

TABEAU 4-4
DISTRIBUTION DES POUVOIRS A LA C.T.C.C.
(1937)

Source: Hamelin, Jean et Fernand Harvey, Les travailleurs québécois: 1941-71, Québec, Université Laval, août 1976, no. 20, p. 242*.

dé travail, une idéologie corporatiste qui laissait à l'Eglise le soin d'inspirer le respect de l'ordre étanche du contrôle de la société. Et d'ailleurs, n'est-ce pas la CTCC elle-même qui acceptait cette organisation des rapports sociaux. De

*

centre décisionnel important

centre décisionnel secondaire

dire sans détour à ce sujet l'observateur Fernand Harvey:

"Puisant sa doctrine dans les enseignements pontificaux, elle niait l'existence de classes sociales aux intérêts opposés. Elle prêchait la soumission à l'autorité établie... et la solution aux problèmes économiques devait se trouver dans l'amour mutuel et les relations amicales... car idéalement, la solution résidait dans le corporatisme." 57

En pratique, donc, les deux ordres, les deux puissances - l'Eglise et l'Etat - dominaient deux mondes séparés. On pourrait dire qu'ils devenaient des complices. En laissant l'Eglise recevoir l'appui de l'Etat en matière d'idéologies "réformistes" - et surtout une condamnation en bonne et due forme par des législations serrées - ce dernier ne se voyait pas confronter avec des demandes de réformes ouvrières trop rigides ou trop excessives. A cet égard, notons que les syndicats acceptèrent la loi du "salaire raisonnable" de 1937, devenue trois ans plus tard, la loi du salaire minimum.⁵⁸

Ce qui précède n'a pour but de nier l'existence d'éléments syndicaux réfractaires à l'idée corporatiste ("de bonne entente")⁵⁹, mais d'expliquer la collusion du gouvernement,

57 Harvey, Fernand, Aspects historiques du mouvement ouvrier au Québec, Montréal, Boréal-Express, 1973, p. 186.

58 Cette loi permettait aux patrons de s'adresser à la Commission du salaire minimum où siégeait un représentant de la CTCC. D'ailleurs, l'intervention mentionnée précédemment du cardinal Villeneuve, dans la grève des textiles de 1938, se fit à l'enseigne du devoir de s'en remettre à la décision de la Commission. La CTCC en perdra 10,000 membres en colère qui passèrent à une autre centrale, celle de la FPTQ, ancêtre de la FTQ.

59 Le cas de Madeleine Parent, de Lachute, est d'ailleurs à rappeler. Elle sera emprisonnée pour "conspiration séditeuse" à l'occasion de la grève des tisserands, chez Ayers.

des syndicats catholiques et du patronat - en général - sous le régime de "la grande noirceur".⁶⁰

4. L'Eglise elle-même

Dans un document qui fit beaucoup de bruit aux derniers jours du régime, les abbés O'Neill et Dion affirmaient que l'Eglise agissait selon sa mission en s'impliquant dans le domaine social et qu'on avait tort de l'accuser de tendances hégémoniques. De dire les auteurs du Chrétien en démocratie: "Selon sa mission, l'Eglise promulgue, interprète et enseigne la loi morale... et juge si les bases de l'organisation sociale sont conformes à l'ordre immuable des choses manifesté par Dieu dans le droit naturel et la Révélation..."⁶¹

Pour tout dire, c'est parce que l'Eglise comprenait très bien, au Québec, que "la politique était un phénomène de relation", qu'elle organisa, en s'inspirant de la théologie morale, des documents pontificaux et des enseignements de son propre épiscopat, toutes les activités sociales d'une quelconque importance.⁶² Mais, comme nous l'avons souligné précédemment, l'Eglise se trouva de la sorte à remplir un vacuum (un vide) qui n'aurait pas été comblé sans elle.

60 Les mouvements à la "stabilité sociale" furent plus importants que ceux de la contestation, jusqu'en 1960. Ce n'est pas là une mince victoire pour les idéologues du corporatisme social chrétien. Et cela, quoi qu'on en dise!

61 Dion, Gérard, et Louis O'Neill, Le Chrétien en démocratie, op. cit., p. 30.

62 Tournoin, Jean et J.M. Lebeau, "Les formes possibles de participation des corps intermédiaires à la vie politique", dans Les corps intermédiaires, op. cit., p. 88.

Or, on peut affirmer, à titre d'exemple, que les terrains d'entente amicale entre le parti de l'Union Nationale et les syndicats catholiques, ou les autorités sociales inspirées de l'Eglise, étaient nombreux.⁶³ D'ailleurs, la croisade anti-communiste de Duplessis ne s'explique, nous le rappelons, que par l'insistance de l'Eglise contre tout programme d'allégeance communiste: Et comme le souligne avec beaucoup d'à-propos le même Quinn, l'aversion de l'Eglise pour le communisme n'est pas basée principalement sur des arguments économiques et politiques, mais plutôt sur des motifs religieux, dont les insistances matérialistes et l'athéisme ne sont par les moindres.⁶⁴

63 Quinn, Herbert F., L'Union Nationale..., op. cit., p. 121.

Quinn raconte qu'en 1954, la Confédération des Travailleurs Catholiques du Canada et le Congrès du Travail du Canada organisèrent une démonstration de protestation contre certaines législations anti-ouvrières, surtout contre les clauses des projets de loi 19 et 20 qui permettent de punir "l'infiltration communiste" et de refuser "l'accréditation". Mais, la Fédération provinciale du Travail du Québec refuse d'y prendre part. Elle se mérita ainsi les louanges du ministre du Travail qui obtint, en retour de ses bons mots, l'aide électorale de ces derniers, en 1956. D'ailleurs, deux "officiers" de la FPTQ seront reliés de très près à l'Union Nationale, durant la période; Paul Fournier, organisateur-chef de la région de Montréal, Joseph Matte, candidat à l'élection de 1948.

64 Ibid., p. 124.

Quinn donne cette citation du cardinal Villeneuve, reproduite dans Montreal Gazette, 30 novembre 1938:

"I would remind you that communism is not a social and political system, but a gigantic conspiracy organized throughout the world to wage war against all human and Divine Laws and destroy Christian civilization..." Et encore: "But the CCF was not given a hearing in Québec... One could not be a Catholic and CCFer at the same time..." (Baum, G., op. cit., p. 125) CCF, socialisme et communisme, du pareil au même pour l'Eglise et Duplessis..

D'ailleurs, on peut admettre avec Pelletier et Vaillancourt qui reprennent les mots de Céline Saint-Pierre qu'une "bonne part des énergies des intellectuels organiques de l'Eglise étaient également consacrées à mettre sur pied des organisations patronales canadiennes-françaises telles la Ligue d'achat chez-nous (1936) et l'Association professionnelle des industriels (1938)."⁶⁵ Ce que ne mentionnent pas ces trois auteurs, cependant, c'est le but recherché par l'Eglise du Québec en faisant de la sorte. Car, nous avons assez insisté sur la philosophie sociale de l'Eglise pour l'admettre, l'Eglise cherchait ainsi à créer ce que Pierre-Elliott Trudeau appelle pompeusement les contre-poids, c'est-à-dire l'équilibre des forces dans la société. Après avoir encouragé la création des syndicats catholiques, les aumôniers, dont Joseph-Papin Archambault, se devaient de compenser les revendications des travailleurs organisés par celles des patrons, eux aussi organisés. Les droits et privilèges des uns seront vus dans la perspective plus globale de l'ensemble des droits et privilèges de toutes les fonctions sociales.⁶⁶ La représentation fonctionnelle se devait d'être complète.

65 Pelletier, Michel et Yves Vaillancourt, Les politiques sociales et les travailleurs, op. cit., note 296, p. 397; et Céline Saint-Pierre, op. cit., p. 637.

66 Céline Saint-Pierre rappelle, entre autres choses, que lors du congrès de 1938, le CMTC avait décidé de mettre sur pied un comité, avec résolution d'éviter les apanages de la CTCC: "La création de la CTCC ne sert qu'à la continuation de l'exploitation de la classe ouvrière en encourageant la division dans le monde ouvrier, au profit du système corporatiste à venir, visant à une dictature fasciste sur la classe ouvrière..." (op. cit., annexes). Etonnant comment, si l'on fait exception de la vision fasciste des choses, l'on s'apercevait des velléités d'organisation corporatiste de société, à l'extérieur des unions non-catholiques.

En outre, les comportements de l'Eglise étaient assez cohérents avec ses enseignements. Et comme l'indiquait ~~Fernand~~ Dumont, à la réunion annuelle de l'Institut canadien des affaires publiques, le 8 septembre 1961:

"La domination sociologique de l'Eglise et l'impression d'une unanimité des croyances nous ont transmis une assurance dans la foi qui a fini par nous donner le sentiment que nous avions une place privilégiée parmi les nations catholiques. Nous y avons pris aussi la manie, encore vivace, de demander aux autorités ecclésiastiques les solutions à tous nos problèmes, même les plus profanes..." 67

Loin de nous, cependant, l'idée de faire croire au tout monolithique en ce qui a trait aux vues de l'Eglise. Un exemple suffira néanmoins à montrer comment les "prêtres de la gauche" (bien que cette appellation soit bien relative), sous les avancées de Mgr. Charbonneau, dans ses discours et ses actes lors de la grève de l'amiante, furent écartés des sessions d'étude des conseils des évêques du Canada français.⁶⁸ C'est l'archevêque de Rimouski, Mgr. Courchesne, un corporatiste de la vieille garde, qui prit sur lui de préparer, en 1950, un mémoire qu'on devait envoyer à Rome; ce document dénonçait les théories hérétiques - comme celle de la décon-fessionnalisation des coopératives et des syndicats ouvriers -

67. Dumont, Fernand, "Réflexions sur l'histoire religieuse du Canada français", dans Harvey, Vincent, et al., L'Eglise et le Québec, Montréal, Les Editions du Jour, 1961, p. 63.

68. Nous donnons ici un résumé succinct des conflits mettant en opposition l'Eglise traditionnelle du Québec et Mgr. Charbonneau, après la fameuse grève. Le lecteur lira avec intérêt le livre de Renaude Lapointe, L'histoire bouleversante de Mgr. Charbonneau, Montréal, Les Editions du Jour, 1962. Ce qui intéresse ici justement, c'est uniquement le choc des idées corporatistes versus celles un peu moins "socialement globales".

et les discours à l'agitation sociale (Mgr. Charbonneau avait dit que s'il était gréviste, il défierait les lois provinciales de Duplessis) de l'archevêque de Montréal. Accablé et se retrouvant quasi-seul pour mener la lutte aux traditionnalistes, fatigué des attaques personnelles du "chef" contre lui, Mgr. Charbonneau démissionna et mourut à Victoria, quelque temps plus tard.⁶⁹ Or, ce pour quoi se battait Mgr. Charbonneau n'était rien d'autre que la création des difficultés au clergé tout entier par suite "de son hostilité envers le gouvernement légitime de M. Duplessis", tout en s'occupant davantage de "thèses sociales" (sic), et de préparer "un schisme dans l'Eglise du Québec" en voulant se dissocier des enseignements de la hiérarchie.⁷⁰ On comprend aisément qu'il était une épine aux pieds de l'Eglise elle-même qui ne voulait surtout pas de discussions rompues avec les autorités civiles.

Pour l'Eglise, attaquer l'Etat correspondait à lui donner une importance qu'on ne pouvait lui donner. Car, comme le disait Bertrand Rioux, "le cléricalisme théocratique s'alimente à des sources doctrinales et justifie la dévalorisation du rôle de l'Etat qui ne devient plus qu'un pur organe d'exécution et

69 Cette phrase, empreinte de lassitude, de Mgr. Charbonneau en dit long sur les forces des tenants du conformisme: "Je viens de passer une journée d'enfer, confia-t-il à un homme politique rencontré dans le train. Mgr. Courchesne m'a lu un mémoire d'une centaine de pages qu'il doit envoyer à Rome bientôt..." (cité dans L'histoire bouleversante..., op. cit., p. 68).

70 Ibid., p. 68, 69, 70.

d'administration".⁷¹ Soulignons d'ailleurs que la séparation bien nette des travaux de l'Eglise et de l'Etat n'empêche pas l'Etat québécois, jusque très tard durant la Révolution tranquille, à respecter intégralement les articles 44, 129, 314 et 324 du code civil qui, dans l'ordre, indiquent que les registres civils sont tenus par des curés et des vicaires, que seuls les ministres du culte sont autorisés à célébrer les mariages, et que "ne peut être un témoin compétent toute personne qui ignore ou méconnaît l'obligation religieuse du serment". En outre, l'article 101 du code civil, amendé en 1949, précise qu'une fabrique de paroisse, même si elle est érigée canoniquement seulement, jouit de tous les droits et privilèges d'une fabrique érigée civilement. Et, comme l'indique encore Marc Lalonde, la loi des évêques de 1950 contient une disposition selon laquelle un évêque peut, par simple requête, demander au lieutenant-gouverneur l'octroi de chartes à des corporations destinées à des fins religieuses ou d'enseignement.⁷² Tous ces privilèges accordés à des membres du clergé

71 Rioux, Bertrand, "Comment doivent évoluer les rapports de l'Eglise et de l'Etat dans le Québec", dans L'Eglise et le Québec, op. cit., p. 111.

Rioux ajoute que la primauté des lignes de conduite de la gouverne religieuse doit être assurée, "même s'il y a nécessité d'une coopération et d'une entente amicale entre les deux puissances" (op. cit., p. 107).

72 Lalonde, Marc, "Les relations juridiques Eglise-Etat au Québec", dans L'Eglise et le Québec, op. cit., pp. 89-93.

Lalonde illustre assez bien les avantages à la disposition de l'Eglise, corps intermédiaire "spécial et privilégié".

"On a adopté, écrit-il, en 1937 une loi qui dispense les corporations religieuses de toutes les exigences imposées aux autres corporations en matière de rapports à remettre au gouvernement. Cette

furent pratique usuelle, sous Duplessis.

En regardant de plus près le type de régime mis en place par le fondateur de l'Union Nationale, on comprendra que les relations Eglise-Etat ressemblaient à ce que l'Eglise désirait qu'elles soient.

5. Le régime Duplessis et la société québécoise

La pensée politique du chef de l'Union Nationale était bien sommaire et elle était toute orientée vers la pratique, c'est-à-dire la possibilité de garder le pouvoir après l'avoir obtenu. Denis Monière, malgré le caractère peu sophistiquée de l'idéologie de Maurice Duplessis, lui donne un traitement privilégié en raison du fait qu'il "a été l'interprète le plus fidèle de l'idéologie dominante."⁷³

loi qui s'appelle la loi reconnaissant l'indépendance des institutions religieuses se lit comme suit: "Sont abrogées les dispositions de toute loi générale ou spéciale qui obligent une institution religieuse à transmettre au lieutenant-gouverneur en conseil ou au secrétaire de la province un état des biens qu'elle possède ou le nom de ses officiers ou une copie de ses règlements..." (op. cit., p. 94). Si ce n'est pas là une consécration factuelle des idées des penseurs corporatistes, nous y perdons notre latin!

73 Monière, Denis, Le développement..., op. cit., p. 297.

Bien que cette appellation "idéologie dominante" présuppose qu'il devrait exister une autre idéologie, celle des dominés, et que toute ambiguïté n'est pas écartée à ce sujet, elle a le mérite de faire l'évocation d'une pensée qui a cours et qui prédomine à une certaine époque. C'est à ce titre que nous devons regarder la société pensée et vécue par les citoyens de la période de la "grande noirceur".

Notons tout de go que les auteurs des accusations habituelles à l'endroit de Duplessis, au sujet de ses comportements anti-ouvriers, auraient eu intérêt à regarder de plus près le commentaire élogieux que fit William Weston, du Saturday Night, en 1938, soit durant les premières années du régime, des lois du salaire raisonnable et des ententes collectives de travail. Nous reproduisons ce court passage qui illustre assez bien que les idées corporatistes, dont nous avons évoqué tantôt les grands traits, recevaient les louanges de ceux qui percevaient dans la pratique une amélioration du sort des travailleurs et de la société également.

"The Québec labor policy ... and the minimum wage regulations of most provinces, illustrate the social tendency of today, which assumes that people can be legislated into good jobs and good wages, and that suppression of profits is feasible and advantageous. The trade union movement, and collective bargaining between well-managed unions and well managed groups of employers, have on the whole been a good influence on the country..." 74

a) L'Union Nationale et ses partisans

Il est néanmoins tout aussi véridique d'admettre que les liens si étroits que maintenaient l'Eglise et les dirigeants de l'Union Nationale furent responsables du retard de la "belle

74 Weston, William, "Wage Control Spreads Rapidly in Québec", Saturday Night, vol. 53, no. 47, September 24, 1938, pp. 17-24; reproduit dans le livre de Cameron Nish, Québec in the Duplessis Era, 1935-1949: Dictatorship or Democracy?, Toronto, Copp-Clark Publishing, 1970, p. 80.

province" à accepter les syndicats non-confessionnels. D'ailleurs, en 1946, au moment même où le père Joseph Ledit écrivait dans la revue Relations qu'il était toujours impérieux pour les travailleurs de "s'organiser en syndicats catholiques"⁷⁵, Duplessis lui-même affirmait que la solidarité des bons employeurs et des bons employés garantissaient la paix sociale et que, de toute façon, "le gouvernement discuterait uniquement avec des corps ouvriers reconnus."⁷⁶

La loi du cadenas, pour sa part, reçut l'appui de la population. Comme l'indique la biographie de Leslie Roberts, "les journaux de langue française étaient ouvertement favorables à l'attitude de Duplessis, ainsi que la majeure partie de l'Eglise catholique, en particulier chez le bas clergé et les militants laïques."⁷⁷ Nous ne voulons pas entériner ici les emportements législatifs du "chef", mais montrer tout simplement qu'on a tort de croire que Duplessis agissait en vase clos et qu'il ne respectait pas certains désirs d'une certaine population. En outre, nous croyons que tout concourt à démontrer que l'on eut bel et bien une sorte de pacte entre l'Eglise et l'Etat québé-

⁷⁵ Ledit, Joseph H., s.j., "Les leçons d'une grève", Relations, no. 70, octobre 1946, p. 314.

⁷⁶ Vineberg, Abel, "Need For Security Noted By Premier", Montreal Gazette, August 8, 1946; reproduit dans Cameron Nish, op. cit., p. 83.

⁷⁷ Roberts, Leslie, Le chef, Montréal, Les Editions du Jour, 1963, p. 45. Deux facteurs motivèrent Maurice Duplessis à adopter cette loi inique, non-nécessaire et injustifiée: sa fidélité à l'Eglise et son mépris pour les lenteurs de la démocratie parlementaire. Tout cela, évidemment, devait parvenir à consolider son pouvoir (Ibid., p. 46).

cois, jusqu'à la Révolution tranquille, et que cet état des rapports entre les "deux puissances" correspondait aux vues d'aménagement de société développées par les penseurs corporatistes.

Allons plus loin.

Du point de vue pratique, il est indéniable que les contrôles imposés aux syndicats par les lois 19 et 20, de 1954, contribuaient à la santé financière des coffres électoraux de l'Union Nationale car les milieux industriels contribuèrent - bien que ce soit difficile à prouver puisque le grand argentier de l'Union Nationale, Gérard Martineau, ne donnait aucun reçu et ne gardait aucun compte écrit - rondement à la caisse unioniste. Et, comme l'indique encore Roberts, "en remettant à l'électorat rural la grande majorité des comtés, et en lui prêchant le nationalisme et l'autonomie, Duplessis se donnait une machine électorale absolument inexpugnable."⁷⁸

Mais, que pensait Duplessis au juste des rapports politiques à établir dans la collectivité du Québec, en dehors de son désir de rester aux rênes de la nation canadienne-française?

Les pratiques de patronage de l'Union Nationale sont trop connues pour qu'on les laisse aux oubliettes. Or, plus sou-

⁷⁸ Ibid., p. 49. Duplessis se soucia peu de l'administration des villes... sauf qu'il savait garder "dans sa poche" certains maires, comme ce fut le cas, de Montréal, par exemple. Étonnant d'ailleurs de voir que le conseil de ville de la métropole avait été "fabriqué" dans un moule corporatiste, avec le tiers des conseillers élus par treize organismes de la communauté, en 1940, par le régime Godbout. Le Chef laissa ce modèle en place jusqu'à sa mort. Voir Drapeau, de S. Purcell et de B. McKenna, Montréal, Stanké, 1980, p. 109.

vent qu'autrement, le "chef" sait "acheter" le support des membres du clergé qui dirigeaient, au Québec, toutes sortes d'institutions privées. Les lettres de remerciement ne manquent pas dans la collection de la correspondance de Duplessis. Mais, le discours de ces lettres est significatif à plus d'un égard. Les "généreux octrois spéciaux" dispensés par le Premier ministre unioniste lui valent les "récompenses" du genre "je prie le bon Dieu qu'il vous conserve longtemps à la tête de la province afin de vous permettre de parachever votre oeuvre bienfaisante."⁷⁹ D'ailleurs, pour obtenir les fonds nécessaires à la construction d'un collège classique à Hauterive, les évêques LaBrie et Couturier, successeur du premier, n'hésiteront pas à mener la bataille contre les syndicats neutres et américains qui hantaient les chantiers de la Manicouagan.⁸⁰ Les évêques, comme celui de la Gaspésie, où la grève de Murdochville avait été assez longue, écrivent à Duplessis pour

79 Rumilly, Robert, Maurice Duplessis et son temps, (tome II, 1944-59), Montréal, Les Éditions Fides, Collections Vies Canadiennes, 1973, p. 591.

Ces mots étaient ceux de Mgr. Vandry, de l'Université Laval, qui remercie le Premier ministre pour le secours gouvernemental à l'Ecole de médecine.

80 De dire Mgr. Couturier, en remerciant pour le demi-million de dollars consentis, à titre d'octroi spécial, pour le collège classique: "Les unions internationales cherchent encore à faire de l'obstruction ... j'ai confiance qu'on ne réussira rien contre les sages conseils du Premier ministre, du Ministre du Travail ..." (cité dans Robert Rumilly, op. cit., p. 603)

le remercier de "sa fermeté et son travail providentiel."⁸¹

Maurice Duplessis était donc "profondément religieux".⁸² Il assistait à la messe régulièrement en semaine, il déclenchait des élections toujours un mercredi pour que Saint-Joseph ramène l'Union Nationale au pouvoir et il maintenait avec les évêques - surtout Mgr. Maurice Roy, de Québec, les cardinaux Villeneuve et Léger - des relations serrées et très amicales. On prétend que Duplessis façonna l'Union Nationale à l'image de l'Eglise du Québec. De commenter encore Conrad Black:

"Duplessis était un partisan de l'autorité. Il croyait en une Eglise et un État hiérarchisés, mais compatissants."⁸³ C'est d'ailleurs ce qui explique qu'il se soit montré tellement en faveur des syndicats catholiques, des écoles confessionnelles et des soins hospitaliers rendus par des congrégations de religieux. Or, Duplessis ici aussi était un rusé politicien. En évoquant parfois les dangers que pourraient représenter des succès des libéraux aux élections provinciales pour le contrôle ecclésiastique de ces institutions, le chef de l'Union Nationale s'assurait de l'appui inconditionnel du clergé et des membres des diverses communautés. C'est d'ailleurs cet aspect

81 Ibid., p. 609.

Il s'agit ici du curé de Carleton, en Gaspésie, Mgr. C.E. Roy.

82 . Black, Conrad, Duplessis, Montréal, Les Editions de l'Homme, 1977 (volume II, Le pouvoir), pp. 305-308.

83 Ibid., p. 309.

"marchandage-patronage" que dénonçaient les abbés Dion et O'Neill en affirmant que "la période électorale traversée était un instrument de démoralisation et de déchristianisation ... puisque les laïcs ne sont pas les seuls à se laisser influencer par des dons en argent ou en nature, les contributions atteignant certaines âmes ecclésiastiques..."⁸⁴

Duplessis savait donc que l'Eglise et l'Etat pouvaient se montrer mutuellement d'une grande utilité l'un pour l'autre. Mais, il avait l'habitude de se croire le grand patron et le grand argentier de toute cette cour, comme la surnomme Conrad Black.⁸⁵ Pour lui, le chef d'Etat, bien que l'Etat ne devait intervenir qu'au minimum dans la vie économique de la province (si ce n'est que pour la "construction publique"), était un peu l'autorité qui régissait d'une façon autoritaire les rapports entre les corps sociaux, avec en tête l'Eglise naturellement. En résumant, d'ailleurs, la générosité des contributions du gouvernement à diverses oeuvres d'Eglise, Duplessis lança: "Les évêques mangent dans ma main".⁸⁶ Un peu comme les petits oiseaux et le Maître.⁸⁷

⁸⁴ Dion, Gérard, et Louis O'Neill, "L'immoralité politique dans la province de Québec", appendice à Le Chrétien et les élections, op. cit., pp. 113-123 (publiés originalement en plusieurs articles dans Le Devoir, 1956).

Le passage cité ici est tiré de Le chef, de Leslie Roberts, op. cit., pp. 152-153.

⁸⁵ Premier chapitre du deuxième volume, "Le chef, son parti et sa Cour" (op. cit.).

⁸⁶ Black, Conrad, deuxième volume, op. cit., p. 327.

⁸⁷ Un peu plus et Duplessis se serait consacré le "pape politique" du Québec. Cette appellation eût été fort évocatrice.

Point n'est besoin d'être malin pour se rendre compte que Duplessis et l'Eglise étaient sur la même longueur d'ondes en ce qui a trait aux nécessités de garder la culture française bien vivante, de protéger la foi catholique et de sauvegarder l'autonomie de la province face aux autorités fédérales. Qu'on compare les deux citations suivantes et qu'on se dise bien que la première est tirée de la bouche même du Premier ministre et l'autre de la main de Mgr. Desrouleau:

"Nous l'avons déclaré à plusieurs reprises, la province de Québec désire garder ses pouvoirs de taxation et ne veut pas les échanger pour des subsides..." 88

"Très Honorable Monsieur le Premier, que Saint-Maurice, dont nous célébrons la fête ce jour même, vous garde en bonne santé et vous obtienne tout le temps utile pour sauvegarder l'autonomie de notre province..." 89

Un peu comme si l'on disait au Premier ministre de la province un gros merci pour l'autonomie dont jouissait le clergé dans l'organisation de société en lui donnant un appui inconditionnel dans sa lutte pour "l'autonomie provinciale"! Un Québec

88 - Rumilly, R., op. cit., p. 512.

89 - Black, C., op. cit., p. 327.

- Que dire de la lettre de Mgr. Roy, le 31 décembre 1948, à M. Duplessis, à la veille d'un départ pour Rome et qui se termine de la façon suivante: "Quelle joie ce serait pour l'Eglise si un plus grand nombre d'évêques pouvaient ainsi porter à Sa Sainteté le témoignage de soumission de l'autorité civile..." (Rumilly, R., op. cit., p. 239.)

plus autonome pourrait, pensaient à tort ou à raison les dirigeants ecclésiastiques, laisser plus d'autonomie à l'administration des oeuvres sociales pour et par l'Eglise...

b) Les corps sociaux

Avant de porter un jugement global sur le régime Duplessis et de le cataloguer sur notre modèle d'analyse proposé au premier chapitre, ajoutons quelques remarques sur deux aspects de la conception de société du Québec d'avant 1960 telle qu'elle se réalisait dans les faits.

Le premier aspect sur lequel on se doit d'insister n'est autre que l'explication à apporter au sujet des applications de la loi d'assistance publique et la "générosité" ad hoc de Duplessis lui-même pour certaines oeuvres des divers évêques. L'Eglise, en effet, dans sa conception corporatiste de société, "continuait à vanter les mérites de la charité privée et à dénoncer le danger d'étatisme lié à l'utilisation trop grande des recours de la charité publique."⁹⁰ Or, comment les évêques pouvaient-ils "s'abaisser" à quémander les subsides de l'Etat sans se soumettre ipso facto à des normes gouvernementales plus rigides? Soumission, il faut le dire, contraire à l'esprit des vues de société ébauchées tantôt.

90 Pelletier, Michel et Yves Vaillancourt, Les politiques sociales..., op. cit., p. 337.

De l'avis de Gilles Bourque et d'Anne Légaré, le régime Duplessis permit "au capitalisme de se reproduire ... dans une sorte d'alliance paysannerie-classe ouvrière."⁹¹

"La crise économique des années trente et sa résolution par la seconde guerre mondiale eurent un double effet contradictoire sur le développement du Québec entre 1945 et 1960. La crise permit à la paysannerie de s'imposer solidement comme classe-appui, alors même que la guerre et le développement du capitalisme, qu'elle provoqua à l'échelle mondiale, accélèrent la dissolution de la petite propriété dans l'agriculture québécoise. C'est sans doute ce qui donne à Duplessis cette apparence de parfait manipulateur d'une population rurale qui disparaît aussi vite qu'il la subventionne..."⁹²

Comme nous l'avons souligné, l'Eglise et les penseurs corporatistes perçurent le retour à la terre et la vie simple du paysan qui y est attachée comme un rempart contre les dangers des développements iniques du capitalisme, avec sa notion de profit égoïste. Or, en permettant de résister à la prolétarianisation industrielle - même si beaucoup d'agriculteurs devinrent des prolétaires déguisés, durant la saison morte - l'Union Nationale donnait aux paysans la possibilité de croire en leur

91 Bourque, Gilles et Anne Légaré, Le Québec: la question nationale, op. cit., p. 144.

Bourque et Légaré soulignent avec beaucoup d'à-propos que Duplessis prit le pouvoir en dénonçant les "culottés percés de Vauvrin" et qu'il sut protéger les agriculteurs "à l'entière merci des compagnies d'électricité". De la sorte, comme nous l'avons déjà mentionné, il sut gagner l'appui paysan (et les comtés ruraux constituaient la base du support de l'Union Nationale) en améliorant la loi du crédit agricole d'une part, en libéralisant la coupe du bois, sur ses propres terres, de la part du paysan, lui donnant ainsi un profit tant souhaité d'autre part.

92 Ibid., p. 147.

autonomie sociale, en marge de l'Etat. Pour tout dire, l'Etat ne remplissait que son rôle chrétien de "subsidaire" aux pauvres paysans, au sens même des Encycliques.⁹³

Cette perception se retrouvait aussi, croyons-nous, dans les relations Etat-Eglise, durant la gouverne Duplessis, et surtout dans ces demandes et offres de subventions. On était dépendant réciproquement.

Un autre aspect assez important de l'aménagement de société, mis en place par Duplessis et l'Eglise, concerne d'ailleurs un problème qui se rattache aux considérations que nous venons d'aborder. Nous voulons parler de la conception de démocratie du leader de l'Union Nationale. On a reproché à Duplessis d'être anti-démocrate, anti-syndicaliste et même d'être assez près de

93 Cette perception altruiste du rôle de l'Etat ne doit pas faire oublier que ce dernier jouissait d'un appui, en retour de son aide, des gens qui recevaient les subsides du "bon maître". Et, Duplessis, tout en achetant cet appui des classes défavorisées et de la paysannerie, sans oublier le clergé lui-même et l'ensemble de ses oeuvres (des hôpitaux aux collèges classiques), faisait son devoir de chrétien. Pour employer un langage populaire au Québec, il "faisait d'une pierre deux coups": il aidait en s'aidant lui-même. D'ailleurs, la conception du chef de l'Union Nationale se légitimait elle-même par référence à l'Evangile, et aux thèses sociales à l'enseignement de la mutualité des intérêts du politique et du social. Lui-même pouvait d'ailleurs écrire au délégué apostolique, le 22 février 1950: "C'est notre sincère désir de continuer à être généreux et cléments dans toute la mesure compatible avec l'accomplissement honnête et consciencieux de notre devoir..." (Rumilly, R., op. cit., p. 327).

tendances dictatoriales. Là aussi, il faut être prudent dans son jugement. Car, ou bien Duplessis a laissé les corps sociaux agir en marge de l'Etat (ce qui n'est qu'une délégation d'autorité, certes, mais qui ne peut être synonyme de dictature), ou bien il les dirigeait en leur imposant des lignes de conduite sévères. Or, nous avons déjà démontré que tout le panorama des œuvres sociales - et même économiques, comme celles de la coopération, par exemple, et des syndicats de bonne entente - se fit, en marge de l'Etat, sous la férule de l'Eglise.

A cet égard, les lois du cadenas et celle forçant les ouvriers à s'en remettre docilement à des conditions difficiles et à des syndicats de bonne entente ne furent pas dénoncées d'un cri de rage et frustration unanimes. Même les minorités de langue anglaise, pourtant pas si duplessistes que cela, acceptèrent ces législations parce qu'elles "mettaient de l'ordre dans la société et n'enlevaient en rien quelque parcelle que ce soit à leur liberté."⁹⁴ Tout cela, d'autre part, servait

94 Roberts, Leslie, "Padlock and Democrats", dans Saturday Night, vol. 54, no. 14, 4 février 1939, p. 3.

"The opinion has been gathered that the rest of Canada believes that the minority in the province of soupe aux pois is profoundly opposed to this law and the gestapo which its enforcement has set up. Nothing could be more remote from the truth. A majority of the English Canadians in Québec either accept it as an excellent piece of legislation which is keeping the communists down, or tolerate it cheerfully because it has not affected them as individuals thus far..."

Roberts fait comme nous; il ne légitime pas les lois iniques de Duplessis (au point de vue liberté humaine), mais il constate leur "fonctionnalité" pour la société canadienne-française et ses dirigeants ecclésiastiques. Il ajoute, d'ailleurs plus loin, qu'il perçoit, à juste titre, "the Padlock law as an abomination".

les intérêts de l'épiscopat qui prônait la résignation terrestre, en vue de l'obtention de la récompense éternelle. Ce qui permit, d'ailleurs, aux anglophones de contrôler les milieux industriels et d'affaires en utilisant le "cheap labor" des "porteurs d'eau". La paix sociale, valeur suprême commune à Duplessis et aux enseignants corporatistes, était sauvegardée.⁹⁵

D'ailleurs, malgré que la lumière ne soit pas faite complètement sur le rôle de Duplessis lui-même dans la triste fin de Mgr. Charbonneau, il est un fait indéniable: l'attitude de ce dernier dans l'épisode de la grève de l'amiante n'avait qu'exacerbé, comme l'indique Conrad Black, "l'animosité entre l'Eglise et l'Etat."⁹⁶ Or, en échange de la délégation d'autorité que Duplessis confia à l'Eglise dans la gérance des corps sociaux, le gouvernement de l'Union Nationale ne voulait pas tolérer de critiques - et encore moins de défi des lois - contre son administration de l'Etat québécois. Duplessis s'accommodait assez bien de la volonté d'action concertée de la sociologie catholique et "l'idéal social qu'elle véhiculait lui donnait un ordre et une stabilité dont il rêvait."⁹⁷ Un rêve-guide!

95 Cette notion de "porteur d'eau" est encore véhiculée par certains marxistes de la nouvelle gauche québécoise. Mais, sa paternité revient d'emblée au tonitruant Nègres blancs d'Amérique, de Pierre Vallières (Montréal, Parti Pris, 1968).

96 Black, Conrad, Duplessis, op. cit., p. 365.

Black prétend que les contacts du chef de l'Union Nationale lui permettaient "d'apprendre tout ce qu'il voulait savoir sur les conciles privés du Vatican."

97 Voir notre traitement précédent dans la section 3 de ce chapitre.

Jean-Réal Cardin a bien situé ce compromis dans sa brochure sur "L'influence du syndicalisme national catholique sur le droit syndical québécois" (op. cit., p. 62).

6. Apolitisme ou co-gestion?⁹⁸

La séparation du rôle de l'Etat et de celui de l'Eglise dans la gérance de la société - par une sorte de concordat informel - nous conduit, après nos considérations synthétiques et analytiques, à chercher à situer la période sur notre axe théorie-idéologie vs pratique-comportement.

Or, si l'on acceptait la notion de Bélanger, en ce qui a trait à l'apolitisme des idéologies québécoises, l'on serait tenté d'assurer que les trois caractères inter-reliés que nous avons déclarés essentiels aux modèles d'aménagement socio-politique corporatiste - représentation, institutionnalisation et co-détermination - n'ont pas été très développés au cours de la période aboutissant à la Révolution tranquille.⁹⁹ Il importe ainsi de dégager les traits de ce concept d'apolitisme avant d'esquisser la situation globale des attitudes et comportements corporatistes de la "période Duplessis".

98 Il s'agit ici de notre conclusion sur la période 1930-60 et de la localisation des attitudes et comportements corporatistes, par nos paramètres (représentation, institutionnalisation et détermination conjointe) sur notre axe corporatiste.

99 Léon Dion nous donne des jalons de réflexion importants à cet égard lorsqu'il écrit que, en dépit du fait que la nation-état demeure, pour le nationalisme en général, l'instrument d'action le plus puissant, "le système politique peut aborder intégralement ou partiellement ou encore rejeter en tout ou en partie une idéologie nationaliste particulière; celle-ci, élaborée comme elle l'est par des agents sociaux autonomes, peut très bien se refuser au système politique en place et servir plutôt de support à un système politique de remplacement..." (Nationalisme et politique au Québec, Montréal, Hurtubise HMH, Collection "Science de l'homme et humanisme", no. 7, p. 20).

4

Selon Bélanger, à partir de réflexion sur la théorie des "fragments" de Louis Hartz¹⁰⁰, il y a, malgré certains courants réformistes parfois, une constante au nationalisme québécois, soit celle d'un conservatisme traditionnaliste, issu d'un esprit communautaire, "propre à l'ère médiévale".

"D'un anarchisme archaïque idéalisé par le mythe groulxiste, il y aurait passage - après un intermède de libéralisme - à un anarchisme (entendu dans son acception noble) de gauche où, à nouveau, l'observateur serait bien forcé de constater là aussi une finalité apolitique qui se dissimule parfois derrière un militantisme forcené dans l'emploi des moyens..." 101

Voilà des mots qui ne plairont pas à Conrad Black qui estime que les dirigeants politiques et sociaux du Québec, en rejetant la pratique de la reconnaissance des droits de l'ouvrier à la co-gestion de la Commission sacerdotale sur les études sociales, dont nous avons déjà parlé, ont renvoyé "le corporatisme sur la tablette".¹⁰²

L'apolitisme comporte cependant une vue étroite des rapports pouvant s'établir entre les délégués des systèmes politiques et non-politiques. Les rencontres de ces "mondes" ne sont pas "apolitiques", selon nous.¹⁰³

100 Hartz, Louis, et al., The Founding of New Societies, New York, Harcourt Brace, 1964.

101 Bélanger, A.J., L'apolitisme des idéologies québécoises, op. cit., p. 368.

102 Black, Conrad, Duplessis, op. cit., p. 369. (Black ne comprend rien aux thèses de l'Eglise et il aurait intérêt à lire la fresque de Quinn sur l'Union Nationale qu'il ne cite à peu près pas.)

103 Dès qu'on accepte, un tant soit peu, de parler aux dirigeants politiques de gouverner des corps sociaux, ou encore de certaines décisions de l'Etat, comme le firent les économistes corporatistes, l'apolitisme s'est

Car, le corporatisme social de l'Eglise et des penseurs de notre première période est évidemment spécial. Il a de particulier qu'il pré-suppose une conception spécifique des rapports sociaux comme pouvant exister en marge de l'Etat, mais sous la férule d'une autre super-structure, l'Eglise.

A ce titre, c'est comme si l'on disait que la sur-imposition des caractères ecclésiastiques du corporatisme chrétien devait se faire d'abord sur le plan social, en marge de l'Etat, puis à l'intérieur de celui-ci. Donc, deux panoramas d'un grand tableau.

Il est évident que la représentation des corps sociaux dans l'ensemble des oeuvres de l'Eglise, ainsi que l'institutionnalisation et la co-détermination des grandes orientations des décisions régissant les rapports sociaux étaient des points fondamentaux pour les idéologues et penseurs de la période. En théorie, "la mission propre de l'Eglise devait transcender la mission des organismes socio-économiques."¹⁰⁴ A cet égard, donc, les corps sociaux ne devaient faire qu'un, ou mieux, qu'une immense corporation. Or, si l'on voulait parler de délégation au sein de l'Etat, on ne pouvait le faire que par l'Eglise qui chercherait à représenter l'immense corporation sociale. Et uniquement pour rappeler à celui-ci qu'il se devait de respecter l'autonomie des corps sociaux que l'Eglise avait à coeur.

104 Bélanger, Gilles, "L'Eglise et les organismes...", op. cit., p. 132.

En pratique, on n'eut aucune difficulté à faire respecter cette conception de société par les dirigeants politiques, et surtout Duplessis pour trois raisons essentielles.

D'abord, bien que la conception de société avancée par l'Eglise était tirée des textes apostoliques où la notion de corporatisme était courante, la teneur du message faisait en sorte qu'on ne perçoive pas l'aspect funeste, pour le rôle de l'Etat, de se "faire orienter", dans son action par des corps dont les désirs, attentes et programmes se substituaient au travail de ce dernier. Ce corporatisme de société, d'ailleurs, réconfortait les tendances non-interventionnistes de l'Etat, en même temps qu'il assurait les dirigeants politiques d'une non-ingérence des corps chrétiens et sociaux dans les domaines réservés à l'autorité politique. Domaines, d'ailleurs, peu nombreux.

Deuxième raison: le corporatisme social correspondait assez bien aux valeurs du temps et à la pratique religieuse bien encadrée par des règlements rigides et un dirigisme fort des autorités ecclésiastiques dans la vie de tous les jours des citoyens du Québec. Comme l'indique Vincent Lemieux: "Si les partis politiques provinciaux du Québec n'ont pas manqué d'exploiter les idéologies religieuses, libérales, patriotiques ou nationalistes qui avaient cours au Québec,

c'est qu'ils rassuraient par là les élites dont ces idéologies étaient la nourriture quotidienne."¹⁰⁵

Enfin, et nous répétons ici un trait maintes fois souligné, le pouvoir politique se trouvait comme dégagé d'une responsabilité sociale qui lui permettait de récompenser ses travailleurs électoraux qui le reportait aux rênes de la direction de la nation, d'une part, et de diriger, par les contacts étroits avec le clergé, un certain système de sanctions pour ceux qui s'attaquaient aux valeurs traditionnelles du Québec ou qui encore cherchaient à modifier le rôle de l'Etat dans les rapports socio-politiques. La lettre du 21 décembre 1951 du Révérend Dubois à Duplessis indique bien la mutualité d'intérêts des dirigeants ecclésiastiques et politiques surtout quand il y est dit, comme on le fit mille fois, que

105 Lemieux, Vincent, "Les partis provinciaux au Québec", dans Partis politiques au Québec, sous la direction de Réjean Pelletier, Collection Science politique, Montréal, Hurtubise HMH, Cahiers du Québec, 1976, p. 55.

Lemieux, d'ailleurs, montre très bien que la vie des partis traditionnels au Québec, et surtout l'Union Nationale, n'avait de souffle inspirateur qu'en temps d'élections. Et, étonnamment, les corporatistes religieux regardaient "passer le train", en période électorale, même s'ils rappelaient les "bienfaits des bleus", car ils savaient qu'on ne menaçait pas, entre les élections, leur autonomie.

"L'électrification rurale, la voirie rurale, les mesures d'assistance étaient autant de politiques qui, tout en répondant plus ou moins efficacement à de réels besoins de la population, avait un caractère électoraliste très marqué, en ce qu'elles s'adressaient très précisément à des individus ou à des groupes d'individus bien déterminés: une mère nécessiteuse ou un colon, un rang, une paroisse. Le député ou le "patroneux" ne manquait pas, d'ailleurs, de se substituer aux administrations pour apparaître aux yeux des électeurs comme celui grâce auquel était administrée la mesure." (Ibid., p. 56).

"l'attachement traditionnel à Rome" sauverait "l'avenir de notre province menacé par les machinations d'un gauchisme mal-faisant, destructeur des qualités acquises au cours d'une longue tradition catholique..."¹⁰⁶

Quant à la pratique de la période étudiée ici, elle revêtait, elle aussi, une forte configuration de corporatisme social, comme le voulait l'Eglise qui, rappelons-le, dirigeait toutes les activités paroissiales ou communautaires, en plus de stimuler toutes les orientations des syndicats de bonne entente. D'ailleurs, l'étanchéité des deux camps - l'Eglise et l'Etat - est tellement consacrée que l'un des gros opposants à certaines pratiques duplessistes, le père G.H. Lévesque, "croit qu'il a été épargné (et non pas limogé de son poste à la Faculté des sciences sociales de Laval) grâce au fait que son congédiement aurait démontré effectivement que Duplessis dictait sa volonté à l'Eglise."¹⁰⁷

Pour tout dire, il y eut, au Québec, jusqu'en 1960, un corporatisme social où la forme de représentation, d'institutionnalisation et de détermination conjointe se firent en deux temps.

106 Cité dans Conrad Black, Duplessis, op. cit., p. 370.

107 Ibid., p. 375.

TABLEAU 4-5

LA PERIODE DU CORPORATISME SOCIAL: 1930-60

	<u>Théorie-idéologie</u>		<u>Pratique-comportement</u>	
	Forme		Forme	
	Sociale	Politique	Sociale	Politique
Représentation	oui	oui	forte	mitigée
Institutionnalisation	oui	non	formelle	informelle
Détermination conjointe	oui*	non	assurée	possible

* A l'intérieur des lignes de conduite des mandements des évêques et des Encycliques papales.

Essayons maintenant de déchiffrer la représentation détaillée qu'on doit esquisser du régime Duplessis. Au point de vue des idées, comme au point de vue de la pratique, nous devons distinguer le plan intra-société (puisqu'il s'agissait du domaine, en marge de l'Etat) de l'intégration (par représentation, institutionnalisation et co-détermination) des corporations sociales aux organismes décisionnels de l'Etat (que nous appelons simplement plan politique).

Au plan social, les idées corporatistes se faisaient à l'enseigne de l'inclusion dans les mouvements d'Eglise qui guiderait et encadrerait toute la vie sociale de tous les corps sociaux. Une représentation tantôt fonctionnelle (les

mouvements d'action catholique), tantôt territoriale (les paroisses), une institutionnalisation dans l'ensemble des activités d'Eglise (par des réunions constantes, sous la protection des aumôniers dans les syndicats chrétiens) furent constamment des leitmotiv des penseurs corporatistes.

Au sujet de détermination conjointe des décisions, même sur le plan intra-société, il faut apporter certaines réserves, quoique nous estimons que l'Eglise voulait permettre, théoriquement, des décisions démocratiques, prises par des membres en corps, tous égaux. Il nous faut rappeler que l'encadrement devrait se faire d'une façon plus rigide, l'Eglise établissant les balises guidant les prises de décision.

D'ailleurs, l'Eglise, même théoriquement, aime rappeler que les lignes de conduite doivent respecter les désirs (lire orientations) des papes et ceux des mouvements des évêques. Mais, à l'intérieur de ces paramètres, si l'on veut, il peut exister une co-détermination de programmes.

Toujours au plan social, les comportements corporatistes permirent une représentation de tous les secteurs dans le total des activités sociales (du Mouvement Desjardins aux syndicats chrétiens) qui serait très accentuée (forte), comme nous l'avons démontré. L'institutionnalisation était certes très formelle parce que l'Eglise intégra en son sein toutes les institutions de bien-être, mais en laissant l'impression d'autonomie à chacune. Enfin, la détermination conjointe des

programmes existait puisque les leaders de chaque organisme, en présence des aumôniers, prenaient, après leurs élections, des décisions d'un commun accord. Evidemment, l'Eglise en imposant son système de valeurs chrétiennes dans les processus d'apprentissage et de socialisation (par l'éducation surtout) s'assurait de la formation de dirigeants "entraînés" à ces idées.

Au plan politique, évidemment, l'image d'ensemble est fort différente. Les penseurs corporatistes avaient des idées bien arrêtées sur la représentation "politique" qui devait se faire par des émissaires d'Eglise. D'ailleurs, lorsque le gouvernement Lesage voulut présenter son "bill 60" dans la période qui suivra celle que nous venons d'étudier, un seul groupe put mener, et cela de l'avis de Léon Dion qui y consacre une courte étude, une discussion serrée avec l'Etat; ce fut l'Eglise.¹⁰⁸ Relents des théories et pratiques qui avaient cours au temps de Duplessis! Mais, pour ce qui est de l'institutionnalisation des mécanismes d'inter-action entre l'Eglise, représentante des œuvres de la communauté en corps, elle n'exista pas sur papier, ni d'une façon constante. La conception des deux puissances, détachées l'une de l'autre, imposaient aux théoriciens de minimiser les mécanismes de rencontre. Il en va de même de la détermination conjointe des programmes qui ne saurait exister, puisque chaque "monde" avait ses domaines d'action.

108 Dion, Léon, Le bill 60 et la société québécoise, Montréal, Editions Hurtubise, HMH, 1967.

Les comportements corporatistes, eu égard à la représentation politique, furent cependant mitigés, c'est-à-dire que bien que la corporation ecclésiastique avait ses entrées au régime - et les exemples ne manquent pas, comme nous l'avons vu - il faut admettre que les autorités politiques surent faire en sorte que parfois, c'était un évêque plutôt qu'un autre, un aumônier plutôt qu'un père d'une congrégation quelconque. Autrement dit, la représentation n'était pas garantie à telle autorité; elle variait selon les circonstances. Quant à l'institutionnalisation des rencontres, elle n'eut jamais lieu, comme le seront pour les péquistes, les rencontres annuelles avec les représentants du patronat qui viennent exposer, encore aujourd'hui, leurs doléances. A ce sujet, il n'y eut qu'une institutionnalisation informelle qui découlait directement de ce que nous venons de dire pour la représentation. Enfin, pour ce qui est de la détermination conjointe des décisions et programmes politiques, elle n'était que possible, puisque les autorités politiques ne touchaient pas aux programmes de l'Eglise et que cette dernière ne s'impliquait que par dossier qui pouvait affecter cette délégation d'autorité de la part de l'Etat. Rappelons l'exemple des grèves ouvrières qui, bien souvent, se réglaient parce que les autorités religieuses voulaient garder leurs ouailles dans la voie de l'Evangile.

Pour tout dire, la société politique québécoise était co-gérée. Et l'application de notre catégorisation à l'exem-

ple des contrôles en matière d'éducation prouvera, avant que nous entamions notre deuxième partie, que l'apolitisme des corps sociaux - et des idéologues de la période - correspondait, dans les faits, à une co-gestion des affaires de citoyens de la collectivité.

Comme l'Eglise, la gouverne duplessiste ne toléra pas la critique.¹⁰⁹

La main mise sur tout le système d'éducation, au Québec, avant 1960 de la part de l'Eglise était totale. Les auteurs de nouveaux modèles d'analyse affirment d'ailleurs que la prise en charge par l'Etat, sous la forme d'une propriété publique, de fonctions autrefois laissées au secteur privé, constitueront les mécanismes d'éclatement du "vieux régime", par de nouveaux modes de production étatiques.¹¹⁰ Cependant,

109 Dion, Léon, La prochaine révolution, Montréal, Leméac, 1973, p. 16.

"Le parti n'a pas de porte-parole qui ait un prestige intellectuel suffisant pour être lu et écouté par ceux qui ne sont pas des fanatiques de la "cause" et qui, de toute façon, n'ont aucunement besoin, pour les garder au bercail, qu'on leur écrive ou qu'on leur parle!"

110 Voir Dorval Brunelle, La désillusion tranquille, Montréal, Hurtubise HMH, 1978, pp. 17-23.

"Cette extension des fonctions de l'Etat n'apparaît sans doute pas aussi clairement comme le prolongement de la production de biens et de services si l'on regarde du côté des responsabilités apparemment nouvelles assumées par l'Etat en matière de bien-être, d'éducation, etc. En effet, ces besoins nouveaux pris en charge par l'Etat n'ont de prime abord, rien à voir avec les rapports immédiats de production - les rapports sociaux de travail. L'Etat remplirait ici un rôle original et non plus un rôle supplétif comme c'était le cas tout à l'heure: l'Etat moderne serait investi de la capacité de satisfaire des besoins sociaux dont nul n'avait auparavant la charge... Cette façon de voir est évidemment une illusion: l'univers des besoins sociaux roule tout entier sur les besoins de production." (pp. 23-24)

avant d'éclater et de devenir système d'Etat, le système d'éducation, tout en permettant à Duplessis de "jouer" sur l'autonomie provinciale, en temps d'élections, "la raison la plus profonde de l'autonomie de la province de Québec"¹¹¹, n'était perçu que comme extérieur à l'Etat. En ce sens, ce dernier ne devait jouer qu'un rôle subsidiaire, si nécessaire.

"Le droit premier en éducation appartient aux parents qui ont l'obligation de mener jusqu'à son plein épanouissement la vie qu'ils ont donnée; le même principe s'applique à l'Eglise qui donne elle aussi la vie... L'Etat n'a qu'un droit de suppléance. Il perçoit légitimement un impôt spécial pour l'éducation, mais il n'a aucun droit de déterminer la distribution de ces revenus..." ¹¹²

Cette conviction évitait donc le monopole d'Etat, en insistant davantage sur l'autonomie absolue des systèmes scolaires et "leur égalité face à l'Etat".¹¹³ Or, si les partenaires sont égaux, c'est qu'on accepte de facto le développement des idées et des comportements que nous venons d'esquisser.

Qu'on lise les pages de Ralph Miliband (The State in Capitalist Society), Londres, Quartet Books, 1973, pp. 161-237) sur le processus de légitimation pour compléter l'apprentissage de cette approche!

111 Rapport de la Commission royale d'enquête sur l'enseignement dans la province de Québec, Première partie, chapitre 1, aperçu historique, Québec, 1963.

112 Picard, Robert, "Finances scolaires", dans Collège et Famille, juin 1952, vol. 9, pp. 82-83 (cité dans J.E. Roy, Le temps des ruptures op. cit., p. 261).

113 Ibidem

Mais, la situation de l'éducation au Québec subissait aussi les pressions de l'époque; et, en ce sens, elle ne permettait pas à tous les parents d'élire des commissaires, puisque seuls les propriétaires avaient droit de vote. Un seul organisme cependant pouvait garantir les droits des autres citoyens. Il s'agit du "Conseil de l'instruction publique". Or, ce Conseil - et encore plus son comité catholique où "les membres sont choisis à partir du seul critère de leur appartenance à l'Eglise, soit à cause de leur fonction hiérarchique, soit à titre de fidèles"¹¹⁴ - avait, quasiment en marge de l'Etat, tous les pouvoirs importants, du choix et de l'approbation des manuels, jusqu'aux critères des programmes académiques, en plus des règlements régissant la pratique de l'enseignement. Comme si l'Etat avait délégué ses pouvoirs de contrôle et de surveillance. L'Eglise tenait beaucoup à ce "Conseil" qu'elle formait, "après consultation avec les autorités civiles".

Cet exemple montre bien ce que fut la période. Et les différences que nous signalerons pour la période de la Révolution tranquille que nous devons maintenant aborder montreront que cette "situation scolaire" serait au noeud des préoccupations des "réformistes".

114 Mémoire présenté par la Fédération des commissions scolaires catholiques à la Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels, 28 mai 1954, Société des Editions Champlain, p. 27, ss.

PARTIE II: LA REVOLUTION TRANQUILLE

CHAPITRE V

UN NOUVEL ETAT

"L'art de gouverner l'Etat n'est pas chose facile, car il implique des choix lourds de conséquences entre des possibles aussi nombreux que variés. Faut-il gouverner dans le maintien du statu quo, s'efforçant de ne déranger ni les usages, ni les habitudes mentales? Ou bien convient-il d'innover constamment, de bousculer les traditions et, ce faisant, de provoquer des bouleversements dans la mentalité et le rythme de vie de la population?"*

On a pris l'habitude de dire, un peu partout au pays, que le Québec a quitté l'âge médiéval, le 22 juin 1960, et qu'il s'est lancé subitement dans une pléiade de réformes qui ont modifié, de fond en comble, toute la société québécoise. L'image accroche, mais le régime de Duplessis était menacé d'éclatement bien avant la mort du chef. D'ailleurs, comme l'écrit Michel Bernard, "le paroxysme d'immobilisme, de despotisme et d'étroitesse d'esprit, auquel était parvenu le sys-

* Cliche, Robert, "Grandeurs et misères de la politique", allocution donnée dans le cadre des conférences des Services culturels Sophie-Barrat, Cahiers de recherche éthique, no. 6, (L'engagement politique), Montréal, Fides, 1978, p. 89.

tème, lui aliénait, année après année, des partisans parmi ceux qu'il n'avait pas corrompus.¹

Les "cent jours" de Paul Sauvé à la tête du Québec entamèrent une nouvelle époque, avec un "désormais", comme slogan.² Mais à la mort prématurée du successeur de Duplessis,

1 Bernard, Michel, Le Québec change de visage, Paris, Librairie Plon, 1964, p. 81.

Bernard affirme que le "commencement de la fin" était entamé dès la victoire électorale de 1956, car "l'opposition se durcissait, prenait conscience de son importance et relevait de la tête." Il ajoute que "des grains de sable grippaient d'ailleurs les rouages de la machine bleue." Ces signes étaient le bourdonnement des intellectuels dénonçant, de Cité libre à la faculté des sciences sociales du père Lévesque, la "grande noirceur" dans le monde des idées, les dénonciations des abbés D'ion et O'Neill, la grève des techniciens et réalisateurs de Radio-Canada, celle des étudiants de Montréal, les scandales de la "corporation du gaz naturel", l'affaire Coffin, la santé même du leader de l'Union nationale qui perdait le contrôle de ses troupes. De proclamer encore Bernard, d'ailleurs un peu malicieusement:

"Les adversaires de Duplessis les plus farouches cependant, comme ses partisans idolâtres, paraissaient frappés de stupeur (à sa mort). On avait quand même perdu l'habitude d'imaginer un Québec sur lequel ne veillerait plus l'ombre tutélaire ou maléfique de Duplessis. L'ombre du Père ou celle du geôlier. Les enfants se retrouvaient orphelins, et les prisonniers se retrouvaient libres. Il leur fallut quelques semaines pour reprendre leurs esprits. Mais, lorsqu'ils sortirent de leur stupeur, une poussée de vie surgit de terre. Dès le début de l'automne commença le dégel..."

(Ibid., p. 88.)

2 Voir l'excellente thèse de maîtrise de Denise Bombardier, devenue depuis, l'une des stars de la télé québécoise: Les cent jours du gouvernement Sauvé, Montréal, département de science politique, Université de Montréal, 1971.

l'U.N. ne put trouver mieux qu'un candidat, à l'allure de la période qui s'achevait, Antonio Barrette. C'est pourquoi les libéraux avaient le vent dans les voiles. Surtout aussi, parce que Jean Lesage était devenu leur chef.

Jean Lesage, par ses idées et un programme détaillé, se trouvait évidemment à profiter de la perte de vitesse de l'Union nationale.³ Mais, comme l'indique Tom Sloan, "la victoire de 1960, les libéraux l'arrachèrent de justesse", à un point tel qu'on croit aujourd'hui que c'est la vigueur du message du "coup de foudre" de Jean Lesage, avec son "c'est le temps que ça change", qui fit la différence.⁴ Aidée d'une équipe qu'on baptisa "du tonnerre", Lesage chantait le renouveau. Or, ce changement, il était basé sur une nouvelle conception de l'Etat, perçu soudainement comme un catalyseur, dans une contribution active au développement social et économique de la belle province.

3 Jean Lesage s'était déjà mis sur la carte du Québec, après son ascension à la chefferie des Libéraux, au sortir d'une sorte de début de carrière sur la scène fédérale, en publiant un énoncé de programmes avant même que les élections de 1960 ne soient déclenchées (Lesage s'engage, Montréal, Les Editions Politiques du Québec, 1959). Cette pratique sera suivie plusieurs fois par la suite, et notamment par Daniel Johnson (Egalité ou indépendance, Montréal, Editions Renaissance, 1965), par Robert Bourassa (Bourassa-Québec, Montréal, Editions de l'Homme, 1970), par René Lévesque, à maintes reprises (Option-Québec, Montréal, Editions de l'Homme, 1968 et La passion du Québec, Montréal, Québec-Amérique, 1978).

4 Sloan, Thomas, Une révolution tranquille?, Montréal, Collection "Aujourd'hui", Editions HMH, 1966, p. 28.

L'expression "coup de foudre" est utilisée par une récente monographie de Richard Daignault, peut-être la seule, consacrée à Jean Lesage (Lesage, Montréal, Editions Libre expression, 1981).

La mise en place de nouveaux mécanismes d'intervention - avec en tête la création d'un ministère de l'Education, celle de la Société générale de financement et d'un Conseil d'orientation économique, en même temps que cette re-définition du rôle de l'Etat - mérite que nous regardions de plus près cette période-charnière, après l'apogée d'un corporatisme social. Après avoir considéré en outre l'atrophie du clergé et les relations travailleurs-dirigeants, il sera nécessaire de consacrer quelques lignes à la théorie des nationalisations développée par l'amorce de la Révolution tranquille. Avant de faire tout cela, examinons de plus près cette appellation qui n'aurait pas été la même, n'eût été de Jean Lesage.⁵

1. Une révolution?

Admettons immédiatement que l'emploi du mot "révolution" est exagéré. Une révolution, comme le suggèrent beaucoup d'analystes, implique certaines conditions - dont une certaine violence - qui n'ont pas été remplies par la période entamée avec la fin du règne de Maurice Duplessis.⁶ Si le vocable

5 Sloan écrit d'ailleurs que "malgré sa défaite, M. Lesage reste et restera un des géants de l'histoire du Québec..." qui lui doit énormément..." (Ibid., p. 12.)

6 Voir les diverses définitions proposées par trois auteurs qui nous semblent importants pour ce concept. D'abord, Crane Brinton qui estime que seulement quatre révolutions ont eu lieu vraiment jusqu'à ce jour: celle de l'U.R.S.S., des Etats-Unis, de la France et celle qui mit fin au vrai pouvoir des rois en Angleterre (Anatomy of Revolution, New York, Vintage Books, 1959). En outre, James Davies qui croit qu'une période de frustration matérielle précède des soulèvements révolutionnaires ("Toward a Theory of Revolution", American Sociological Review, vol. 27, no. 1, 1962). Enfin, Chalmers

était englobant, c'est qu'il correspondait assez bien à l'aspect des réformes soudaines mises en place, dans à peu près tous les domaines d'activités gouvernementales et dans les rapports sociaux en général aussi. De dire sagement Gérard Bergeron:

"Révolution, parce que, auparavant, il ne se passait rien, ou si peu que l'image restait intacte d'une vaste étendue d'eaux dormantes; or, comme maintenant "ça bouge au Québec", on avait l'impression soudaine de vifs mouvements de vagues, de rythme accéléré... Mais "révolution tranquille": l'épithète venait tout de suite rassurer les inquiets mis en cause par la mutation ou l'évolution. Et si l'on qualifiait de tranquille cette révolution, c'était qu'elle n'avait rien de révolutionnaire..." 7

Ce qui nous intéresse ici, c'est de savoir en quoi les relations socio-politiques et l'aménagement de ces relations constituent un changement drastique par rapport aux années de la co-gestion de la société de la période Duplessis, par les deux ordres, l'Etat et les corps sociaux. Or, le décalage

Johnson qui parle d'un état d'esprit partagé (Revolutionary Change, Boston, Little, Brown and Co., 1966).

7 Bergeron, Gérard, Le Canada-français, après deux siècles de patience, Paris, Editions du Seuil, 1967, pp. 164-165.

Bergeron estime que l'évolution tapageuse que fut la période de 1960 à 1966 était globale et comportait cinq volets: 1 - passage d'un ancien régime à un nouveau; 2 - tout le monde était convié à mettre la main à la pâte; 3 - le fait de toucher à l'enseignement, en particulier, entraînait un mouvement; 4 - le nouveau type de relations avec le fédéral développait un sentiment d'appartenance commune à un Etat du Québec; 5 - la nationalisation des réseaux d'électricité visaient des objectifs globaux en touchant la totalité des citoyens.

entre les deux périodes ne peut être illustré d'une meilleure façon que par l'examen de la structure de l'enseignement.⁸ Le Conseil de l'instruction publique avait juridiction sur tout: programmes, choix des livres, critères d'évaluation, etc. Les évêques et les laïcs (au sein du comité catholique) étaient nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil.⁹ Un département de l'Instruction publique, sorte d'organisme administratif, avec un surintendant nommé à vie, complétait "l'administration" de l'enseignement québécois.¹⁰ Après avoir créé la Commission Parent, commission royale d'enquête sur l'enseignement, l'équipe libérale se permit d'entériner officiellement l'esprit du rapport assez vite: "placer l'éducation au pre-

8 Nous esquissons ici les grandes lignes de la réforme, quitte à revenir tantôt, dans une rubrique spéciale, sur la création du ministère de l'Éducation, en 1964.

9 Ces dirigeants, de rappeler Gérard Bergeron, n'étaient responsables ni devant l'Assemblée législative, ni devant des corporations quelconques d'enseignants ou de gestionnaires des commissions locales. Ils n'avaient donc de comptes à rendre qu'au premier ministre et son Cabinet (*op. cit.*, p. 173). Bien plus! Les deux comités - le catholique et le protestant - se réunissaient à peu près aussi souvent que l'on a de la neige à Québec au milieu de juillet. Ce qui correspond, en fait d'autonomie, voulue et préservée, à notre jugement sur les années Duplessis en ce qui a trait à l'importance de l'enseignement religieux!

10 Après avoir dénoncé tout ce système, dans un best-seller qui fit beaucoup de bruit, Jean-Paul Desbiens avait ces mots directs:

"Je propose donc qu'on décore tous les membres du département de l'Instruction publique de toutes les médailles qui existent... que l'on crée même quelques médailles spéciales, comme par exemple la Médaille de la Médiocrité solennelle... car enfin, le département a fait à loisir la preuve par neuf et de son incompetence et de son irresponsabilité..."

(Les insolences du Frère Untel, Montréal, Editions de l'Homme, 1960, pp. 51-52.)

mier rang des préoccupations politiques, c'est lui donner toute l'importance qu'elle doit avoir..."¹¹ Deux mesures importantes seront prises: la création d'un ministère de l'Education, le 19 mars 1964, l'opération 55, regroupement des commissions scolaires en 55 "régionales" (qui visait une meilleure gestion des ressources sur un même territoire).

Insistons sur l'impact de ces mesures sur le changement socio-politique au Québec.

L'Eglise sera attaquée directement. Non seulement les syndicats commencent-ils à vouloir se débarrasser de sa tutelle, mais encore cherchent-ils à "exiger des salaires décents".

11 Bourque, Gilles et Anne Légaré, Le Québec; la question nationale, op. cit., p. 173.

Bourque et Légaré soulignent également que le passage à l'Etat interventionniste "ne doit pas être analysé comme une augmentation quantitative des interventions de l'Etat dans l'économie". Ils donnent les chiffres de 38.3% (1951), puis de 34.6% (1961) et de 14.5% (1971), comme proportion réservée à la mission économique de l'Etat. Voir à ce sujet Prospective socio-économique du Québec, première étape, Québec, Office de planification et de développement du Québec, 1977 (sous-système économique, annexe II, p. 54). A cet égard, point n'est besoin de rappeler que l'Etat remplacera les agences d'Eglise, des organismes de bien-être aux orphelinats du coin. Tant et si bien que près de 40% des dépenses gouvernementales, à la fin de 1966, seront consacrées à l'Education et à la Santé-bien-être.

Mais l'Eglise est aussi prise à partie parce qu'elle contribue au retard, en éducation, des jeunes de la belle province. Déjà, aux derniers jours du règne de Duplessis, Jean Lesage s'élevait contre les privilèges donnés aux riches (dans les professions libérales) et aux jeunes enclins aux "vocations religieuses" en lançant à plusieurs reprises: "Vos fils, vos filles auront les mêmes chances que mes enfants."¹² Cela, c'était "révolutionnaire" d'y croire, après que les citoyens du Canada-français eurent entendu dire pendant 30 ans, que, "leurs sacrifices et leurs conditions matérielles trouveraient des récompenses dans l'au-delà."¹³ Lesage promettait la scolarité gratuite jusqu'à l'université.¹⁴

C'est le moteur de l'Etat qui serait important. Un Etat qui serait un "centre" de décisions pour la planification régionale et le contrôle des ressources naturelles, et comme l'indique encore Jacques-Yvan Morin, un Etat social (Welfare State)

12 Daignault, Richard, op. cit., p. 94.

C'était habile de la part de Lesage d'ailleurs de ne pas affronter et se battre avec le clergé de front... tout en attaquant les résultats de sa gestion du social en marge de l'Etat.

13 C'est ce que Jean-Marc Léger appellera dans son survol des types de nationalisme, au Canada-français, "une défense de l'union très serrée et de l'inter-dépendance de la langue et de la foi". ("Aspects of French-Canadian Nationalism", dans Douglas Grant, éditeur, Québec Today, Toronto, University of Toronto Press, 1960, p. 322.)

14 Ce qu'il ne put mettre en route...

autonome, possédant la plupart des compétences en matière de sécurité sociale."¹⁵ Ce sera donc une "révolution tranquille" parce que les vieux mythes et les vieilles valeurs seront, le moins qu'on puisse dire, remis en question, et surtout remplacés par les espoirs que le progrès apporterait, par la modernisation tout autant que par son seul esprit, un meilleur bien commun.¹⁶

Relevons illico un paradoxe étonnant. Nous avons vu, dans notre première section, que le corporatisme social, en marge de l'Etat, avait donné un sens du "nous collectif" à chaque membre, par l'analogie avec le corps du Christ et la

15 D'ajouter encore cet auteur: "... et la liberté d'établir lui-même les propriétés dans ce domaine..." (J.Y. Morin, "Etat et nation au Canada-français", Action nationale, juin 1965, reproduit dans Québec: hier et aujourd'hui, Centre d'études canadiennes-françaises, McGill University, publié chez Macmillan Company, Toronto, 1967, p. 252.)

16 Voir la discussion, qui a maintenant fait école, de Michel Brunet (La présence anglaise et les Canadiens, Montréal, Beauchemin, 1958); surtout son traitement des trois dominantes de la pensée (pp. 113-166): le messianisme, l'agriculturisme et l'anti-étatisme.

Au sujet de ces trois mythes, il faut quand même avouer qu'ils ont eu des effets positifs et négatifs. D'ailleurs, c'est Michel Bernard (op. cit., p. 152) qui l'a bien compris quand il écrit:

"Que cette tradition, prise dans son ensemble, ne répond plus aux besoins réels du Québec au milieu du XXe siècle, que l'exaltation de ces mythes aboutirait à prolonger le règne de l'illusion, que si cette tradition permit à tout un peuple de survivre, si, par elle, le peuple acquit les qualités d'endurance, de ténacité et de résignation nécessaires à cette survivance, en revanche, elle contribua à lui enlever orgueil et fierté, elle endormit son désir d'être libre, de prendre en charge réellement son destin, quitte à l'arracher par la violence..."

cohésion qu'on donnait de la sorte à la vie en société gérée par des Œuvres d'Eglise. Or, le message des réformistes de l'équipe Lesage attaquait cette cohésion comme étant artificielle et proposait justement des vrais choix collectifs, au nom d'un Québec moderne. En fait, la réforme proposait aux individus d'entrer dans l'Etat.¹⁷

Avec 1960, il y eut donc ce que Daniel Latouche appelle "l'écroulement soudain de la petite bourgeoisie traditionnelle qui avait jusque-là maintenu sa domination politique et idéologique."¹⁸ Une nouvelle petite bourgeoisie, plus consciente de

17 Trois grandes conceptions de l'Etat semblent avoir cours à l'heure actuelle: l'Etat neutre qui agit comme arbitre entre les diverses oppositions des individus, libres de s'organiser en groupes, et qui assure le plus grand bonheur du plus grand nombre, d'une façon quasi-automatique (le pluralisme libéral); l'Etat-moteur ou agissant, comme celui du Welfare State, qui assure à tous une gamme de services (l'Etat-interventionniste); l'Etat qui légitime une certaine exploitation des riches, sert de point d'appui au capital et à son accumulation et encadre, par coercition ou menace d'utilisation de la force, la société (les vues marxistes et néo-marxistes). Ce qu'il y a d'étonnant, c'est que l'Etat n'est qu'une abstraction qui ne peut déambuler dans les rues et qu'il n'est visible que par des institutions qui sont toutes parties intégrantes du gouvernement. (Voir Georges Burdeau, L'Etat, Paris, Seuil, 1970.)

Jean Lesage parlera souvent de "mon gouvernement" pour signifier et rappeler aux citoyens de l'Etat du Québec qu'ils travaillaient, avec lui, à l'édification d'un nouvel ordre des choses. D'où cet encadrement, cette inclusion graphique des citoyens, dans l'Etat, qu'ils pouvaient "toucher" par leur gouvernement. Bref, entre l'individu et l'Etat, il n'y aura plus l'Eglise; mais les individus, entre l'Etat qui les chapeaute tous et leur organisme actif, le gouvernement, se verront soudainement "intégrés" aux choix politiques (voir le tableau 5-1).

18 Latouche parle d'une utilisation judicieuse d'un nationalisme juridico-culturel. ("La vraie nature de... la Révolution tranquille", Revue canadienne de science politique, vol. VII, no. 3, septembre 1974, p. 525.)

TABLEAU 5-1

INDIVIDU ET ETAT, AVANT ET DANS LA REVOLUTION TRANQUILLE

l'importance du milieu urbain, active au sein du Parti libéral de Jean Lesage et déterminée à contrôler les destinées politiques du Québec, a donc, avec la victoire du 22 juin 1960, pris le pouvoir. De dire Hubert Guindon:

"Marginal to traditional culture by training, the new middle-class became politically restive by class interest. Because it settled mainly in bureaucracies that did not produce profits, it required outside financial resources, namely state funds, to expand its scope, develop its services, and perform its social role. Functionally indispensable in bringing about the institutional changes required in the urban setting, it became politically aroused and aggressive..." 19

19. Guindon, Hubert, "Two Cultures: An Essay on Nationalism, Class, and Ethnic Tension", dans R.H. Leach, éditeur, Contemporary Canada, Durham, Duke University Press, 1967, p. 83.

Or, les changements d'orientation dans l'administration gouvernementale, dont nous avons ébauché les grands traits tantôt, se démontrent assez bien dans le système de patronage (voirie, transports, agriculture, etc.) du régime Duplessis qui éclatera en morceaux avec d'importants changements survenus dans les priorités gouvernementales, de 1945 à 1970. Du tableau 5-2, emprunté au même Latouche, on perçoit aisément que la classe technocratique, tout en préservant ses arrières²⁰, a "révolutionné" les rapports socio-politiques, au Québec, et modifié les relations des individus, regroupés en corps sociaux.²¹

Etonnamment, malgré des différences dans les termes, les mots de Guindon et du couple Bourque-Frenette ("La structure nationale québécoise", Socialisme québécois, vol. 21-22, 1970, pp. 109-156) identifient le même phénomène. Ces derniers parlent d'une nouvelle "petite bourgeoisie", l'autre de "classe moyenne". Bourque et Frenette perçoivent cependant deux fractions: l'une technocratique, l'autre néo-capitaliste, la première se ralliera, selon eux, au mouvement M.S.A., l'autre au fédéralisme rentable des libéraux fédéraux et provinciaux.

20 Car après avoir créé de nouveaux programmes et habitué la population à de nouveaux standards, on assure sa permanence, puisqu'il faudra maintenir le tout.

21 A se rappeler nos quelques mots sur le "clientelism", au premier chapitre, p. 38:

"Le corporatisme, à image de clientelism est donc populaire: il permet, en relations patron-client, d'avoir un système de relations permanentes où des biens et services sont échangés entre citoyens de statuts disparates..."

Gardons nos réflexions de comparaison Amérique latine-Québec pour notre section sur la nouvelle bourgeoisie technocratique, dans le chapitre suivant.

TABLEAU 5-2

DEPENSES NETTES DU GOUVERNEMENT QUEBECOIS,
PAR CATEGORIES FONCTIONNELLES, 1945-1970 (%)

CATEGORIES	1945	1950	1955	1960	1965	1969
Administration	7.8	7.1	4.9	3.5	3.0	3.8
Transports-communications	20.2	29.3	27.0	25.8	17.3	9.4
Santé	11.4	15.8	18.3	12.8	17.3	24.6
Bien-être	8.2	8.1	5.9	12.5	10.9	14.1
Education	15.1	20.4	21.2	22.8	27.4	28.7
Ressources naturelles	15.5	5.9	10.4	9.9	5.5	4.3
Dettes	15.7	8.8	6.8	3.9	5.3	4.2

Source: Latouche, Daniel, "La vraie nature de... la Révolution tranquille", Revue canadienne de science politique, vol. VII, no. 3, 1974, p. 534. (Nous avons volontairement omis les catégories "protection, récréation et culture, commerce et industrie", car elle sont inutiles à notre propos, d'autant plus qu'elles sont minimes.)

Avant de pouvoir comprendre la texture de ces rapports et l'éclatement des corps intermédiaires, et de pouvoir cerner le développement d'un nouveau type de corporatisme, insistons sur les modifications à cet Etat du Québec qui prend forme.

2. De nouveaux mécanismes

Gérard Pelletier, dans un commentaire assez dur, en 1965, prétendit que la Révolution tranquille était essentiellement un phénomène bourgeois qui n'avait pas profité aux masses populaires, si ce n'est par des mesures longtemps attendues

en éducation et en matière de relations ouvrières.²² Avant de porter un jugement aussi drastique, il importe de dégager l'importance des mécanismes mis en place durant le début des années '60.

Notons cependant tout de go que les clientèles traditionnelles de l'Union nationale - les gens qui habitaient les comtés ruraux qui redonneront le pouvoir au parti de Daniel Johnson et le clergé québécois - n'ont pas été les grands bénéficiaires des premières mesures de l'équipe libérale. L'Union catholique des cultivateurs (U.C.C.) ne cessera d'ailleurs, durant toute la gouverne de Jean Lesage, d'exiger que l'Etat les protège davantage.²³

Or, malgré le retour à une certaine accalmie dans l'omniprésence de l'Etat, avec la victoire des unionistes, en 1966, les transformations reliées à l'esprit de la Révolution tran-

22 Pelletier, Gérard, "La Révolution tranquille... mais solidement bourgeoise", Le Devoir, 20 mai 1965.

23 Il y a d'ailleurs ici un témoignage éloquent à la "force d'adaptation" de ce groupe qui "s'opposait, avant 1960, à toute intervention gouvernementale" et qui s'inspirait de slogans religieux. Son nombre total de membres passa de 35,000, en 1961, à 50,000, en 1965, et son président, Lionel Sorel, dira bien haut et bien fièrement que l'U.C.C. aura réussi à briser "l'indifférence de l'Etat pour les cultivateurs". Voir Le Devoir, 20 octobre 1965. A lire aussi: Community in Crisis, French-Canadian Nationalism in Perspective, de Richard Jones, Carleton Library, Toronto, McClelland et Stewart, 1972, pp. 54-76 (chapitre sur la révolution sociale vs la révolution nationale).

qu'elle étaient trop profondes pour ne pas laisser de marques sur l'aménagement socio-politique, à partir de 1960. D'ailleurs, nous le répétons, dès que l'Etat a cherché à augmenter son rôle, la société québécoise s'est sécularisée.²⁴ Comme le dira d'ailleurs Nive Voisine: "Les clercs sont évincés des postes de commande et, dans certains cas, pratiquement exclus des postes subalternes."²⁵

Nationalisme et corporatisme faisaient route ensemble avant 1960. Pour les nationalistes canadiens-français d'avant la Révolution tranquille, la protection traditionnelle de la nation devait se faire en vase clos, en protégeant langue et culture et en éliminant assimilation et américanisation. Et pour les corporatistes, dont nous avons déchiffré la vision du monde tantôt - et qui étaient les mêmes personnes - les corps sociaux forment un corps social en marge de l'Etat. Ce dernier, comme nous l'avons vu également, acceptait cette vision des choses. Or, avec un nouveau rôle confié à l'Etat, les co-équipiers de Jean Lesage viseront à reprendre le terrain perdu dans la modernisation politique de ses organismes

24 Voir notre démonstration dans "Du passage des corps intermédiaires...", op. cit., quatrième section ("l'éclatement des corps intermédiaires"). Nous y disions que quatre décisions importantes, à partir de 1958, ont contribué à enlever à l'Eglise son emprise sur les corps sociaux: ministère du Bien-être social et de la Jeunesse (1958); loi de l'assurance-hospitalisation (1961); ministère des Affaires culturelles (1961); création du ministère de l'Education (1964).

25 Voisine, Nive, Histoire de l'Eglise catholique au Québec (1608-1970), Montréal, Editions Fides, 1971, p. 81.

(de l'Etat), en même temps que chercher à harmoniser le travail des agents sociaux (et des corps sociaux) qui seraient appelés à planifier et développer des politiques et des programmes. Corps intermédiaires et organes gouvernementaux coucheront alors dans le même lit.

a) un nouvel Etat

L'Etat des libéraux qui ont succédé à Maurice Duplessis ne sera pas a-religieux, pour employer l'expression du père Arès, parce qu'il voulut enlever à l'Eglise le monopole qu'elle avait sur les secteurs multiples du monde de l'enseignement et l'ensemble des services d'aide sociale (des organismes charitables aux orphelinats catholiques). En octobre 1963, le jésuite Arès pouvait encore écrire que:

"l'Etat, dans sa Déclaration des Droits, reconnaît formellement la suprématie de Dieu et se fait un devoir de procurer des aumôniers aux membres des forces armées. L'Assemblée législative à Québec ouvre ses séances par une prière à Dieu et l'année judiciaire débute habituellement par une messe solennelle. De plus, le crucifix orne la plupart des salles publiques et l'invocation à l'aide de Dieu ("Et ainsi que Dieu me soit en aide!") clôt un bon nombre des formules officielles de serment. Enfin, tout le monde sait qu'à l'occasion de nouvelles constructions (écoles, ponts, édifices publics, etc.), l'Etat invite habituellement le représentant de l'Eglise à bénir la nouvelle entreprise..." 26

26 Arès, Richard, "Le statut religieux de l'Etat québécois", Relations, vol. 23, no. 274, octobre 1963, p. 286.

Encore chanceux que le même auteur ajoute que "de cette analyse il ressort que le statut religieux de l'Etat québécois est complexe et encore mal délimité..."

Le père Arès établit un tableau, selon nous, symptomatique de l'importance de l'Eglise, seulement avec des artifices et symboles qui ne sont, du reste, que secondaires en rapport avec le rôle joué par les hommes d'Eglise, avant l'arrivée de Lesage au pouvoir. Nous y revenons plus en détails dans les pages qui suivent.

Mais l'Etat, avec les dirigeants de la Révolution tranquille, connaîtra un effort "envahissant", c'est le moins qu'on puisse dire. L'augmentation totale des dépenses; comme celles per capita, sera "beaucoup plus marquée que durant les périodes antérieures."²⁷ La part des dépenses gouvernementales dans la dépense nationale brute (D.N.B.), comme le démontre notre tableau 5-3, a connu une augmentation de 67% entre 1960 et 1965.

En quoi cet Etat sera-t-il différent de celui qui l'a précédé, autrement que par des degrés ou des modifications dans les chiffres?²⁸

²⁷ Latouche, Daniel, op. cit., p. 531.

²⁸ D'ailleurs, malgré que le budget de la province ait augmenté de 600% de la dernière année de l'Union nationale (\$74,166,000) à la dernière présentation budgétaire de Jean Lesage, à la fois premier ministre et ministre des Finances (\$467,050,100), Jean Lesage lui-même, jouera souvent avec les chiffres pour montrer qu'en termes de dépenses per capita les dépenses du Québec, dans les domaines de la santé, du bien-être social, des communications, de l'éducation, étaient les moins élevées du pays. (Voir son Discours du budget 1961-62, Québec, Imprimeur de la Reine, 1961.)

En 1964, le gouvernement dote la province d'un nouveau code du travail, en reconnaissant le droit de grève dans les services publics.²⁹ De dire Lesage lui-même: "Il s'agit pour l'Etat moderne de réduire dans la mesure du possible l'inégalité des chances au point de départ."³⁰ En plus donc de chercher à intensifier le rôle de l'Etat, au plan interne, la Révolution tranquille veut aussi ouvrir une fenêtre sur le monde. D'où l'impact des réformes en éducation et l'importance d'une éclosion culturelle - on crée le premier ministère des Affaires culturelles en lui "collant" de nouveaux organismes, l'Office de la langue française, le département du Canada-français d'outre-frontière, le Conseil provincial des arts et la Commission des monuments historiques - afin de montrer la vitalité des Québécois.³¹ Car Jean Lesage a compris que l'isolement, le repli sur soi et la cohésion des

29 Richard Daignault (*Lesage, op. cit.*, p. 129) cite cette déclaration de Lesage, déclaration importante à plus d'un titre:

"La reconnaissance du droit de grève dans les services publics, conditionné par certaines restrictions quant à son exercice, est une sage décision d'ordre social... Elle laisse aux parties une grande part des responsabilités dans le règlement des conflits qui peuvent survenir, l'Etat n'intervient que pour leur permettre de prolonger le dialogue avant de poser des actes qui auraient de graves conséquences sur la santé et la sécurité publiques ou qui pourraient compromettre l'éducation de nos jeunes..."

30 *Ibid.*, p. 139.

31 Avec l'appellation de plus en plus évidente - l'Etat du Québec - les "membres" (relents de la période précédente) seront dorénavant des Québécois. L'appellation a créé cependant des difficultés: un Québécois est-il nécessairement un parlant-français ou toute personne résidant sur le territoire de l'Etat? Lors du référendum de mai 1980, le slogan du "parapluie" du non trouvera le slogan suivant: "Mon non est québécois!"

paroisses mi-rurales, mi-urbaines, tout cela volera en éclat avec le développement des communications et des moyens de transport plus sophistiqués.

L'Etat doit soudainement s'impliquer dans tout. C'est lui qui doit "coordonner les efforts, indiquer les objectifs à atteindre, arbitrer les conflits, orienter les activités particulières et organiser la marche de la collectivité vers son bien commun."³² Et même chercher à tenir sa place sur l'échiquier canadien. Dans un discours tonitruant, le 2 février 1963, à Charlottetown, le premier ministre dira que "la participation des Canadiens-français du Québec à la vie canadienne sera plus riche si les gens, un peu partout au pays, se rendent compte que le Québec a développé de nouvelles attitudes, en route vers la satisfaction de ses ambitions, par le progrès économique et social."³³ Lesage ira plus loin: il demande que le Québec ait, "pour le moment, les minima fiscaux de 25% de l'impôt sur le revenu, 25% des impôts sur les corporations et 100% sur les droits de succession, par rapport aux pouvoirs fédéraux."³⁴ Encore plus loin: le gouvernement

32 Arès, Richard, "Pourquoi l'Etat", Relations, vol. 21, no. 247, juillet 1961, p. 178.

Etonnant de voir comment les Jésuites "s'adaptent" vite... au progrès. Et acceptent que l'Etat ne soit plus uniquement "subsidaire" à la collectivité. Il est vrai que la venue d'un nouveau pontife et la tenue d'un important Concile vivifieront le renouveau... de la pensée!

33 Discours de Jean Lesage, à Charlottetown, 2 février 1963, reproduit dans Quebec States Her Case, édité par Frank Scott et Michael Oliver, Toronto, Macmillan, 1966, p. 17.

34 Discours du budget de Jean Lesage, ministre des Finances, le 5 avril 1963, Présentation du budget, Québec, Imprimeur de la Reine, 1963.

TABLEAU 5-3

AUGMENTATION ANNUELLE MOYENNE DES DEPENSES DU GOUVERNEMENT
(par période, en pourcentage)

Période	Augmentation des dépenses (\$ courants)		Augmentation des dépenses (\$ constants)		Augmentation des dépenses per capita		Augmentation du % de la D.N.B.	
	%	moyenne	%	moyenne	%	moyenne	%	moyenne
1945-70	3359	15.8	1449	11.4	82.6	10.0	295	6.3
1945-53	222	17.0	108	10.5	77	8.9	24	4.0
1954-59	75	11.9	61	10.3	52	7.4	24	5.5
1945-59	534	14.8	274	10.4	168	8.2	70	4.7
1960-65	146	20.9	127	16.4	106	16.6	67	12.2
1966-70	56	12.2	47	8.1	39	6.9	14	3.2
1960-70	335	17.0	233	12.6	185	12.2	95	8.2

Source: Daniel Latouche, "La vraie nature de... la Révolution tranquille", Revue canadienne de science politique, vol. VII, no. 3, 1974, p. 530. (Le signe % correspond au pourcentage total d'augmentation pour toute la période et la moyenne désigne le pourcentage annuel d'augmentation. Quant à l'augmentation du pourcentage de D.N.B., il s'agit de la part des dépenses gouvernementales dans la dépense nationale brute, au Québec.)

libéral accepte les contributions fédérales, dans les domaines de l'aide aux universités, de l'assurance-hospitalisation, de la rénovation des routes désignées, de certains programmes pour lutter contre le chômage.³⁵

35 Richard Daignault (op. cit., pp. 134-135) cite cette tirade de Lesage:

"Comme je l'ai signalé bien souvent, n'était-il pas déplorable que le gouvernement du Québec restât à l'écart et ne bénéficiât pas, comme le reste du Canada, des sommes considérables que la population de la province avait, par voie de taxation directe ou autrement, permis d'accumuler dans les coffres du Trésor fédéral?"

Pour reconquérir leur province, les néo-nationalistes libéraux, en plus de chanter le "maître chez-nous", se mettent à dire que l'Etat est "le principal levier dont ils disposent pour conquérir la maîtrise de leur province" et que, par rapport aux dimensions de l'économie nord-américaine, pour prendre leur place, les citoyens "doivent compter sur l'aide et la participation du gouvernement."³⁶

D'ailleurs, Jean Lesage s'était engagé à relier les citoyens à la relance économique quand il lançait que le Québec devrait "traiter avec les exploitants en toute lucidité, d'hommes d'affaires à hommes d'affaires" ou encore que "l'accession des Canadiens-français aux postes de commande dans les entreprises établies..." permettra de ne plus jouer les serviteurs dans "notre propre maison."³⁷

Mais c'est le degré de participation souhaitée aux choses de l'Etat qui inspirait les partisans des libéraux. Écoutez Lesage parler de concertation à sa façon:

"Nous voulons que la représentation de la classe ouvrière s'étende à tous les domaines de l'administration publique où les intérêts professionnels et civiques des travailleurs sont engagés, tout principalement aux organismes s'occupant des relations du travail et de l'entreprise..."³⁸

36 Ces citations seraient de René Lévesque. Elles sont rappelées par Thomas Sloan (op. cit., p. 89) qui ajoute qu'il n'est cependant pas question pour le gouvernement Lesage de faire disparaître l'entreprise privée.

37 Lesage, Jean, Lesage s'engage, op. cit., p. 117 et p. 119.

38 Ibid., p. 23.

L'une des premières réalisations, après avoir mis en marche certaines réformes dans les domaines de la santé surtout, sera de recréer le Conseil supérieur du travail, organisme formé de représentants syndicaux, patronaux, ainsi que d'experts en la matière afin de préparer les grandes orientations en ce qui a trait aux relations ouvrières.³⁹ Ce qui fera dire à un observateur connu des négociations tripartites que "le patronat n'est plus anti-syndical et il considère la négociation collective comme élément essentiel de notre régime économique."⁴⁰

C'est en fait par cela que la nouvelle implication de l'Etat, dans des changements de mentalité importants, deviendra capitale, durant la Révolution tranquille. C'est à ce titre que l'équipe Lesage, réalisant que l'employeur et l'Etat pouvaient être une seule et même chose, cherchera à jouer un rôle dynamique et positif dans la gouverne politique et sociale.

39 Tremblay, Louis-Marie, "L'évolution du syndicalisme dans la Révolution tranquille", Relations ouvrières, vol. 22, no. 1, janvier 1967.

40 Dion, Gérard, "Syndicalisme-Québec: Les relations patronales-ouvrières sous la Révolution tranquille", Relations, vol. 29, no. 344, décembre 1969, p. 335.

De dire Dion, au sujet du Code du travail, adopté en même temps à peu près que la nouvelle loi de la Fonction publique:

"Préparée laborieusement à la suite de nombreuses discussions avec les parties intéressées et de multiples amendements aux projets initiaux, cette législation progressive plaçait le Québec en avant dans toute l'Amérique du Nord et laissait entrevoir les espoirs les plus prometteurs... Elle présupposait chez les partenaires sociaux un certain degré de maturité..." (nos soulignés)

b) ministère de l'Education

Roch Denis prétend que la réforme de l'Education (ainsi que les législations du travail de 1963 à 1965) est essentielle à "la caractérisation des rapports sociaux dans la Révolution tranquille."⁴¹ Et il a raison.

Après 26 mois de travaux et plus de 300 mémoires, la Commission Parent dépose le premier volume de son rapport.⁴² Mettant de l'avant la création d'un ministère, "chargé de promouvoir et coordonner l'enseignement à tous les degrés"⁴³, le rap-

41 Denis, Roch, Lutte de classes et question nationale au Québec: 1948-68, Montréal, Presses socialistes internationales, 1979, p. 242.

Denis signale, comme Thomas Sloan d'ailleurs (op. cit.) que c'est en éducation, que le sage voudra régler "la question capitale de la séparation non accomplie de l'Eglise et de l'Etat" (p. 231). Les deux auteurs ne manquent pas de souligner la création du Mouvement laïque de langue française qui, avec les travaux de la Commission d'enquête sur l'enseignement, déclenche un débat public sur les rapports socio-politiques au Québec. Les débats, selon nous, n'étaient pas publics sous Duplessis.

42 Rapport de la Commission royale d'enquête sur l'enseignement dans la province de Québec, Québec, Gouvernement du Québec, 1963, tome 1.

La Commission eut cinq membres: Mgr. Alphonse-Marie Parent, de l'Université Laval, Gérard Fillion, directeur du Devoir, Paul Larocque, secrétaire-adjoint de la compagnie Aluminium du Canada, David Munroe, de l'Université McGill et John McIlhonné, directeur-adjoint des études à la Commission des écoles catholiques de Montréal. Les deux derniers représentaient la communauté anglophone.

Un point intéressant à noter: après avoir connu une grève assez difficile, aux derniers jours du règne Duplessis, et après s'être fait dire qu'elle devait s'intégrer davantage au Québec, la compagnie Aluminium du Canada, jouera le jeu. Elle a eu un représentant à la Commission Parent; elle en aura un autre à la Commission Gendron (M. Aimé Gagné) sur la langue au Québec. Après l'adoption de la loi 101, l'Alcan trouva facile de respecter les normes de la Régie de la langue française.

43 Ibid., p. 96.

port Parent recommande aussi la création d'un Conseil supérieur de l'éducation qui devrait être nommé par le Cabinet provincial. Formé de seize membres, il devrait avoir un président et un vice-président, l'un catholique, l'autre de religion protestante. La Commission d'enquête recommande aussi que deux comités soient mis en place - l'un confessionnel catholique, l'autre confessionnel protestant - afin de veiller à la "formation religieuse et morale des jeunes".⁴⁴ Or, la formation de ces comités (qui pourront avoir de neuf à quinze membres) devrait quand même comporter des représentants en nombre égal de l'autorité religieuse, des parents et des éducateurs.⁴⁵

Les objectifs de la Commission étaient clairs, selon Denis:

"Par le ministère, elle entendait remettre entre les mains du gouvernement, responsable devant le Parlement, le contrôle ultime du système d'éducation financé à même les impôts des contribuables. Elle constatait le caractère profondément anti-démocratique du système précédent qui laissait aux deux comités confessionnels le pouvoir de gérer l'éducation à leurs fins, sans contrôle... Par la désignation d'une autorité unique, elle comptait mettre fin à l'anarchie tout autant qu'à la stagnation de l'éducation au Québec..."⁴⁶

44 Ibid., p. 96.

45 Les représentants de l'autorité religieuse devraient être désignés par l'Assemblée des évêques, directement, alors que pour les deux autres groupes, le Conseil supérieur devrait s'en charger, après consultation avec les groupes concernés.

46 Denis, Roch, Lutte de classes..., op. cit., p. 249.

Le même auteur insiste beaucoup, dans son traitement de la question, sur la confessionnalité au niveau des établissements scolaires, confessionnalité qui disparaîtrait au niveau de la structure supérieure. Il rappelle, à bon droit d'ailleurs, que le Conseil supérieur serait structuré sur une base confessionnelle et que la Commission a cependant proposé la reconnaissance d'un secteur non-confessionnel qui s'imposait, en 1965, du fait de la "neutralité de l'Etat en matière religieuse."⁴⁷ La non-confessionnalité signifiait qu'on pouvait être dispensé de l'enseignement religieux, mais il fallait tout de même respecter le maintien de droits acquis, selon la constitution du pays.⁴⁸

Regardons comment on mit en place le ministère de l'Education.

Durant les travaux de la Commission Parent, le ministre de la Jeunesse, Paul-Gérin Lajoie, qui agissait comme ministre de l'Education, sans l'être de plein droit, décida de parcourir la province et d'expliquer pourquoi l'appui populaire était important pour la réforme de l'enseignement. Comme le dit l'auteur du titre original anglais, Québec, the Not-so-Quiet Revolution, il était devenu évident aux acolytes de Lesage,

47 Rapport, tome IV, p. 76.

48 En Ontario, comme au Québec, le maintien des droits confessionnels catholiques et protestants étaient garantis, selon l'article 93 de l'A.A.N.B., par l'expression "at the time of the Union..."

et encore plus dans le cas de Gérin-Lajoie, que le "système d'éducation exigeait à peine moins qu'une révolution pour le prix de la création d'une société tournée vers le progrès."⁴⁹ D'ailleurs, Paul-Gérin Lajoie, dans un livre où il explique les raisons de l'importance de l'éducation, commente à sa façon l'impact de la réforme: "Les Canadiens-français vont démontrer ce qu'ils sont: un peuple craintif, ou une nation démocrate, capable d'assurer la liberté de pensée, capable de prendre en mains ses propres destinées."⁵⁰

Or, la création du ministère en question impliquait une mise sur pied d'un réseau d'institutions visant à moderniser les programmes. Il est important de noter illico qu'il y avait une certaine centralisation dans toute l'affaire. Et surtout une universalité des écoles, des cours et des programmes. Ce fait demeure important pour la diminution de l'aspect traditionnel du secteur privé qui ne formait pas des candidats à autre chose que des branches de la culture traditionnelle. Or, la création du Conseil supérieur de l'éducation, avec le ministère lui-même, donne une certaine importance à nos considérations sur les tendances corporatistes de la société politique du Québec.

49 Sloan, Thomas, op. cit., p. 59.

50 Gérin-Lajoie, Paul, Pourquoi le bill 60, Montréal, Éditions du Jour, 1963, p. 23.

On pourrait penser, à première vue, que ce Conseil supérieur était encore un corps intermédiaire et que ses pouvoirs n'étaient que similaires à ceux de l'Eglise dans le domaine de l'éducation. Le gouvernement porta de seize à vingt-quatre le nombre des membres (la Commission Parent ayant recommandé le nombre inférieur). Originellement, le Conseil devait être ce que Sloan appelle "une antenne capable de capter au nom du gouvernement les suggestions et requêtes de tout genre relatives aux problèmes de l'éducation."⁵¹ C'est donc un corps représentatif qui donne des avis au gouvernement. C'est ce dernier qui nomme les membres, mais il le fait à partir de listes préalablement choisies par des corps consultatifs. Admettons que le Conseil ne peut ouvertement remettre en question des décisions gouvernementales, ou encore préparer à proprement parler des textes de lois. Il n'a pas droit de veto sur qui que ce soit. Il a bien toutefois un important impact... tout au moins moral.

"Il pèse d'un poids tel qu'un gouvernement qui l'ignorerait courrait un péril certain. Il distille dans le corps politique québécois un léger arrière-goût de corporatisme qui ne met pas en danger la démocratie, bien qu'il faille en surveiller les progrès avec vigilance. Le Conseil offre une excellen-

51 Sloan, Thomas, op. cit., p. 68.

D'ajouter cet observateur:

"Il est cependant plus qu'un simple organisme de sondage ou qu'un simple enregistrement d'opinion... Il est conçu pour être la voix du peuple en matière d'éducation..."

te illustration de la manière dont le Québec met à contribution ses propres traditions au bénéfice de sa révolution économique et sociale..." 52

En fait, plutôt que de prendre le contrôle de tout le système d'éducation, le gouvernement Lesage sut préparer le passage à une société politique par des organismes ressemblant à des corps intermédiaires, mais qui seraient intégrés à l'Etat, et non plus uniquement à l'Eglise. Quoique, comme la composition du Conseil aux deux-tiers catholiques l'atteste, l'Eglise n'est pas tout à fait à l'écart. Ce qui captive, ou attire, dans le cas de ce concordat Etat-Eglise qu'on se trouve à briser par rapport à la période Duplessis, c'est que représentation catholique ne veut pas dire, et cela pour l'une des premières fois, clergé.⁵³

A ce titre, la représentation à des organismes, telle qu'attestée par le Conseil supérieur de l'éducation, constitue une brèche dans le corporatisme social qui régissait les rapports des groupes. Maintenant, et dorénavant, les groupes sociaux devront dialoguer avec un organe, partie intégrante de l'appareil administratif et politique. Il n'y aura pas encore de co-détermination des programmes, mais l'impact est certes important. Quant à l'institutionnalisation, elle est

52 Ibidem (nos soulignés).

53 Voir notre rubrique ci-après sur l'atrophie du clergé.

consacrée de jure, le Conseil supérieur devant siéger et préparer des requêtes, commentaires et demandes de tout acabit au ministère.

Il y aura plus que cela.

Les comités du Conseil supérieur de l'éducation, confessionnels comme on l'a dit auparavant, reconnaissent les institutions comme confessionnelles (catholiques ou protestantes), en plus d'approuver programmes, matériel didactique et manuels scolaires, au point de vue moral et religieux.⁵⁴ Or, cette délégation d'autorité est nettement d'essence corporatiste, au sens même de nos définitions du premier chapitre. En outre, l'opération 55, lancée par le ministre Gérin-Lajoie, vise à confier aux commissions régionales, nouvellement formées, la coordination des écoles secondaires dans 55 régions. Là aussi, cette "hiérarchisation" des structures crée des corps régionaux qui devront avoir des rapports constants avec les autorités provinciales.

Il est intéressant de noter que cette "révolution", en éducation, sera perçue comme la première étape du nationalisme revendicateur au pouvoir. Il faudra d'abord la faire dans le

54 Comme l'avait désiré d'ailleurs la Commission royale d'enquête sur l'enseignement (op. cit., vol. IV, p. 59)..

"social" cette révolution, comme l'explique Paul Chamberland, car "la libération nationale ne peut être dissociée de la solution des problèmes sociaux, économiques et politiques de la nation."⁵⁵ En ce sens, on a bien raison de dire que l'éducation est de loin, aux premières heures de la Révolution tranquille, "la question la plus délicate pour le nationalisme québécois, car si le Canadien-français ne contrôle même pas son propre système d'enseignement, cela signifie qu'il ne contrôle rien..."⁵⁶

La question de l'enseignement fait donc partie du moteur, du leitmotiv du changement proposé par l'équipe Lesage aux citoyens du Québec. C'est ainsi que pour contrôler davantage leur développement, les néo-nationalistes québécois ont taillé une brèche dans le concordat Etat-Eglise. Et pour l'instant, bornons-nous à dégager, de cette tirade, deux constatations.

55 Chamberland, Paul, "Nationalisme et révolution sociale", Parti Pris, vol. 1, novembre 1963 (reproduit dans Québec: hier et aujourd'hui, op. cit., p. 272).

D'écrire encore Chamberland:

"Une révolution ne se fait pas au nom d'un sentiment, si puissant et légitime soit-il. Le sentiment national, comme tout autre sentiment communautaire, réfléchit les conditions objectives de la situation nationale. Au Québec, le sentiment national est violemment revendicateur, ce qui en fait un nationalisme. Le nationalisme manifeste une aliénation profonde de la nation, et cette aliénation est déterminée par des contradictions et des servitudes qui affligent la nation..."

56 Sloan, Thomas, op. cit., pp. 69-70.

L'auteur de cette étude va cependant un peu loin quand il dit que "le problème de l'éducation est le noeud de l'originalité québécoise en fournissant le motif essentiel de l'exigence autonomiste..." Et encore davantage quand il commente pompeusement: "de la sorte, si l'éducation est, constitutionnellement parlant, une question d'intérêt strictement provincial, l'alchimie politique en fait le problème central de la Confédération..." (p. 71.)

D'abord, les centres décisionnels sont multipliés. Outre le ministère, responsable suprême et "chapeau" de tout le système, le Conseil supérieur, et ses deux comités, correspond à une sorte de tampon entre le citoyen et l'administration. Tout comme le font les diverses associations d'A.P.I. Or, tout cela sert à créer un nouveau corps socio-politique.

Ensuite, ce nouveau corps englobant l'éducation - voir le tableau 5-4 - réunit à la fois des organismes délégués, avec des pouvoirs intermédiaires (un peu à la Montesquieu⁵⁷), et des associations, avec mission de surveiller ces derniers. Or, la délégation de pouvoirs au Conseil supérieur et aux "régionales" vient encadrer le citoyen qui doit s'intégrer de la sorte, dans sa vie de tous les jours, aux travaux du ministère. Pour tout dire, une certaine centralisation des pouvoirs est aussi contre-balançée par des pouvoirs locaux.

Le ministère de l'Education consacre donc cette intégration nationale, souhaitée par les néo-nationalistes. Comme l'explique Marcel Rioux, dans un article où il défend encore sa notion de classe ethnique, sans nous convaincre, il y a correspondance entre gouvernement et les Canadiens-français:

"Aujourd'hui, on observerait, au niveau de la conscience du gros de la population, que le sentiment communautaire, hier encore fragmenté, embrasse

57 Montesquieu, Charles-Louis de, De l'esprit des lois, Paris, Gallimard, 1970, p. 60.

toute la réalité québécoise. Il est bien sûr aussi qu'au niveau du gouvernement on observe le même phénomène: le régime actuel correspond beaucoup plus à un gouvernement national classique que le provincialisme du régime précédent. Auparavant, la masse n'était pas surtout consciente d'être canadienne-française et du Québec, mais de tel village, de telle province..." 58

L'éducation aura donc ce très grand mérite de faire réaliser que la direction "sociale" de la communauté, comme le croyait tout théoricien de la doctrine des corps intermédiaires, ne peut plus se faire en vase clos et qu'elle ne peut - toute co-gestion globale qu'elle ait pu être, avec la démarcation ou le cloisonnement des deux mondes (social, d'une part, politique, de l'autre) - agir en marge.

58 Rioux, Marcel, "Conscience ethnique et conscience de classe au Québec", Recherches sociographiques, vol. II, no. 1, 1965, p. 30.

Si Rioux s'était borné à constater cette importante existence d'une corrélation citoyen-gouvernement chez les Canadiens-français du Québec, pour la première fois, nous n'aurions à redire de son analyse. Mais, lorsqu'il écrit que...

"Si l'on tient compte du fait qu'ici la nation, c'était un groupe ethnique encadré dans la société canadienne qui s'était appropriée l'économie et l'Etat et qui tentait aussi de s'approprier la nation... je constate que la conscience ethnique ou nationale est beaucoup plus vive que la conscience de classe... et que là où la conscience de classe existe - exprimée le plus souvent par le truchement du socialisme - elle est médiatisée par la conscience nationale..." (Ibid., p. 31.)...

nous ne pouvons que rejeter son identification, ou mieux, son imbrication "classe sociale - classe nationale". Cela, nous l'avons déjà dit. Ajoutons cependant deux choses: d'abord, que malgré ses faiblesses, la thèse de Rioux a tout de même le mérite de montrer la cohésion nationale des citoyens de la belle province, aux moments de la Révolution tranquille; ensuite, que "l'appropriation de l'Etat", par organismes interposés et par "toutes les couches de la population", marque l'intégration socio-politique du Québec, à partir de 1960... et cela, même si les classes sociales - objectives, tiens! - ne cessent d'exister.

Ainsi, on pourrait même dire que l'Etat, en mettant l'éducation au premier plan de ses priorités, a lui-même entraîné les corps sociaux à ne plus être uniquement des corps sociaux. En recherchant l'harmonie, tout autant que la paix sociale, "l'arrivée au pouvoir des libéraux" était marquée par la "collaboration et l'association aux objectifs politiques, économiques et sociaux de l'Etat."⁵⁹ Il s'agit donc d'une invitation à créer une nouvelle "corporation politique" pour remplacer l'ancienne, plus purement "sociale".

Et c'est en éducation évidemment que cette invitation était la plus visible en raison de la priorité qu'on y accordait. A ce titre, Bergeron a raison de dire que "tout un peuple s'était remis à l'école."⁶⁰ L'expression est révélatrice, parce qu'elle montre que les citoyens du Québec n'eurent pas le choix: on venait de les forcer à "se relier au politique".

Comme l'explique Jean-Luc Migué, les libéraux voulurent "donner aux Québécois une certaine communauté de goûts à l'égard des biens produits par l'Etat", parce que cela "est nécessaire à la cohésion du groupe".⁶¹ C'est ainsi que la

59 Denis, Roch, op. cit., p. 284.

60 Bergeron, Gérard, Le Canada-français après..., op. cit., p. 172.

61 Migué, Jean-Luc, "L'industrialisation et la participation des Québécois au progrès économique", dans Le Québec d'aujourd'hui: regards d'universitaires, Montréal, HMH-Hurtubise, 1971, p. 230.

Intéressante cette perception de l'économiste Migué qui écrit, plus loin, que "l'école à côté de sa fonction première qui est la formation ou la transmission des valeurs, diffuse chez ceux qui la fréquentent des éléments d'information sur l'orientation à suivre ou le comportement à adopter..."

TABLEAU 5-4

STRUCTURES DECISIONNELLES NEO-CORPORATISTES

AU MINISTERE DE L'EDUCATION DU QUEBEC: 1965

priorité donnée à cette création d'un ministère, avec titulaire au sein du Cabinet des ministres, même si certaines commissions d'enquête, durant la période, conclurent à "l'absence de politique générale et cohérente de l'Etat", faisait partie d'une vue d'ensemble des choses à faire pour doter le Québec d'une société moderne.⁶² Quitte à préciser plus tard programmes et politiques.

⁶² Gow, James Iain, "La modernisation et l'administration publique", dans La modernisation politique du Québec, op. cit., p. 166.

On dira toutefois que les mises en place des nouvelles structures institutionnelles se firent trop rapidement et sans explication suffisante à la population, à un point tel que cela a entraîné la chute des libéraux de Jean Lesage, en 1966.⁶³ Il y a beaucoup de vrai là-dessous, d'autant plus que Daniel Johnson insista pour dire qu'on "ne savait pas où aboutirait la réforme de l'enseignement."

En fait, les nouvelles structures invitaient tellement à la division du travail et aux "contre-poids" des influences des divers corps - commissions scolaires, Conseil supérieur, comités, A.P.I., agents du ministère, délégués de syndiqués au Conseil - que le ministère pouvait imposer ses vues. C'est à cela qu'on doit admettre que le Québec venait de se doter d'un Etat qui "envahirait" littéralement les champs d'activités des corps sociaux. C'est à cela aussi que l'on reconnaît que la société québécoise est devenue pleinement politique.

63 Gérard Bergeron (Le Canada-français, op. cit., pp. 178-179) dit que Lesage déplora d'ailleurs que la Commission Parent fit connaître la dernière tranche de son rapport, sur le financement et le régime religieux de l'enseignement, en pleine campagne de l'élection du 5 juin 1966, "craignant quelques répercussions défavorables et préférant, en tout cas, n'avoir pas à en débattre dans une telle ambiance, survoltée..." D'ailleurs, la "neutralité de l'Etat, en matière religieuse", mise de l'avant par ce dernier tome, fut attaquée de tous côtés, le Mouvement laïque français affirmant que l'on se dirigeait vers la "confusion multi-confessionnelle", le clergé catholique répondant qu'on ne saurait nier toute la contribution religieuse, en matière d'enseignement, au Québec.

Richard Daignault (Lesage, op. cit., p. 244) prétend, pour sa part, qu'une partie de l'électorat vit d'un très mauvais oeil la tenue du scrutin un dimanche et que c'était une "profanation de la part d'un gouvernement qui déjà avait brisé les liens anciens entre l'Eglise et l'Etat..." La dernière partie de l'explication est importante!

c) des corporations publiques

On connaît les critiques faites à l'endroit de Maurice Duplessis pour la "vente du Québec à un sous la tonne de fer" au capital américain. Comme l'indique Roch Denis, on peut dire que Duplessis "avait échoué à sauvegarder les intérêts du capitalisme canadien-français face à l'emprise du capital étranger", même s'il criait en l'autonomie du Québec.⁶⁴ De l'avis de Jacques Parizeau, la Révolution tranquille marqua cependant une "accentuation de mesures étatiques de soutien aux capitaux autochtones", comme le développement régional et les divers programmes de subventions aux entreprises.⁶⁵

En 1960, Lesage disait, dans le programme politique du Parti libéral, qu'il était nécessaire de "créer un ministère des Richesses naturelles... afin de susciter l'établissement d'industries secondaires pour la transformation chez-nous de nos richesses naturelles."⁶⁶ Une fois au pouvoir, ce ministère vit le jour rapidement et on y créa de nombreuses commissions d'études, dont les deux plus importantes furent cel-

64 Denis, Roch, op. cit., p. 283.

Cet échec de Duplessis, important pour les adeptes du contrôle national des ressources domestiques, ne doit pas faire oublier la stabilité du régime.

65 Parizeau, Jacques, "Evolution économique depuis dix ans et problèmes actuels", Relations, vol. 29, no. 344, décembre 1969, pp. 331-333.

66 Article 11, paragraphe (a), du programme officiel du Parti libéral du Québec, reproduit dans Richard Daignault, op. cit., p. 279.

les sur l'intégration des réseaux électriques d'une part, sur l'établissement d'un complexe sidérurgique au Québec, d'autre part. La première fut faite en collaboration avec le Conseil d'orientation économique (sur lequel nous insistons davantage, dans le chapitre suivant), l'autre par un Comité de sidérurgie.

Le gouvernement, après avoir adopté une loi sur les mines du Québec⁶⁷, crée aussi la Société québécoise d'exploration minière, mieux connue sous l'appellation S.O.Q.U.E.M. Or, cet organisme veillera "à exercer une surveillance rationnelle sur une exploitation jusque-là assez désordonnée et imposera, sur les concessions et l'extraction, des droits moins ridiculement bas que ceux qu'avait consentis le régime précédent."⁶⁸ Cela sera dénoncé par une gauche populaire, surtout concentrée chez Parti-Pris, qui dit comprendre, dans un manifeste, que la nouvelle bourgeoisie a besoin de ces réformes pour établir son ordre social à elle, ordre qui ne peut que mener à l'indépendance.⁶⁹

67 Loi sur les mines, chapitre, S.Q., 2e session, 1965.

68 Bergeron, Gérard, Le Canada-français..., op. cit., p. 182.

69 "La nouvelle bourgeoisie, engagée dans de nombreuses réformes, tend de plus en plus à affirmer sa souveraineté. D'autre part, ce déblocage a permis aux besoins de la société québécoise de s'exprimer; ils sont si vastes qu'il faut au gouvernement du Québec des pouvoirs nouveaux pour y apporter satisfaction. D'un ultimatum fiscal à l'autre, ces besoins conduisent vers l'indépendance..."

(Parti-Pris, "Manifeste 1964-1965", vol. 2, no. 1, septembre 1964, p. 6.)

Georges Vincenthier (Une idéologie québécoise, op. cit., p. 103) dira cependant que Parti-Pris "n'aura réussi qu'une révolution verbale", puisque de l'avis même de Jacques Godbout (Parti-Pris, vol. 5, no. 8, été 1968, p. 43), "les idées de Parti-Pris ne sont ni ad-

Mais S.O.Q.U.E.M., c'est une corporation publique.

Et les corporations publiques, elles seront mises de l'avant par l'équipe Lesage pour pallier la situation d'un "peuple prolétaire, d'un peuple en train de devenir exclusivement locataire dans sa propre patrie."⁷⁰ On dira évidemment que c'est "l'Etat monopoliste qui fait cela au profit du grand capital" et qu'au lieu de faire disparaître l'état d'exploitation (et partant, de prolétarisation), ces corporations publiques se trouvent à ré-organiser le capital dans le sens des intérêts monopolistes.⁷¹ Ces considérations, quoique dénonçant une réalité déplorable (le contrôle étranger de nos ressources), vont probablement trop loin et ont la très malencontreuse habitude de ne jamais proposer des

mises, ni au programme de ceux qui veulent le pouvoir... mais elles ont créé des points de repère intellectuels et donné un vocabulaire..."

Douce consolation pour les révolutionnaires... du papier!

70 Drapeau, Jean, Jean Drapeau vous parle, Montréal, Editions de la Cité, 1959, p. 95. (Le souligné est de Drapeau lui-même.)

71 - Bourque, Gilles et Anne Légaré, Le Québec, la question nationale, op. cit., p. 175. Voir également La désillusion tranquille, de Dorval Brunelle, Montréal, Cahiers du Québec, Hurtubise, HMH, 1978.

De dire encore Bourque et Légaré, dans leur jargon à l'enseigne des appellations "hégémonie", "bourgeoisie monopoliste" et "question nationale":

"Le Parti libéral représente le capital monopoliste sous l'hégémonie politique de la bourgeoisie canadienne. Mais comme tous les partis bourgeois, il n'établit cette hégémonie qu'à travers des alliances complexes entre les différentes fractions du capital. Ainsi, cette hégémonie n'empêche nullement la domination impérialiste américaine. Elle ne put non plus s'affirmer sans "faire une place" au capital monopoliste québécois..." (Ibid., p. 185.)

Voilà, tout le monde y trouve son compte et participe au processus, à son insu parfois... M'enfin!

programmes de prises en mains des ressources domestiques. En outre, elles font abstraction de la nature même des choix de politique économique, soit celle de devoir établir des priorités.⁷² On ne peut tout faire en même temps.

S.O.Q.U.E.M., et d'autres corporations publiques, comme Sidbec ou encore les régies des rentes ou les diverses caisses de dépôt, seront d'ailleurs en existence tout autant pour stimuler l'ardeur collective (ou en faveur de choix collectifs) des Québécois que de mettre en marche des politiques visant à aider, justement "collectivement", la communauté québécoise. Cet encouragement à la fierté collective de pouvoir se dire qu'on met au pas les géants de l'industrie minière - dans le cas de S.O.Q.U.E.M. - frise l'idôlatrie des penseurs corporatistes de la période précédente. Sauf que cette fois-ci, la corporation collective est devenue politique. Un exemple? En mars 1965, après une enquête de la Société, le ministre des Ressources naturelles attaque la compagnie Noranda Mines

72 Richard Jones (Community in Crisis, op. cit., p. 129) a bien compris cela quand il donne une liste des priorités, dit-il, "impossibles à établir par ordre d'importance": promotion du développement économique (avec contrôle plus ou moins rigide sur les exploitants), limitation de la main-mise étrangère, pression de la classe moyenne pour obtenir davantage d'emplois dans les diverses bureaucraties (industrielle, étatique, commerciale), décentralisation de l'économie afin de diminuer l'impact de Montréal, demandes de la part de groupes nationalistes pour l'adoption d'une politique d'achat préférentielle pour les produits locaux, progression culturelle...

Voir aussi d'Albert Breton, "The Economics of Nationalism", Journal of Political Economy, vol. 30, 1964.

en lui demandant de "se civiliser" ou "elle aura à subir les conséquences de ses gestes."⁷³ Le nom du ministre en question? René Lévesque.

Pour tout dire, les corporations publiques seraient un outil de gestion, au nom de la société. Et c'est ainsi que plutôt que de laisser les géants étrangers amasser des profits excessifs, ou encore pour encourager une prise en mains québécoises de certaines fonctions, l'Etat s'impliquerait, "au nom du public". D'ailleurs, dès le début de 1960, un économiste nationaliste des débuts de la Révolution tranquille, Pierre Harvey, disait, à Toronto, que "la contribution des industries contrôlant l'exploitation des ressources naturelles à la création d'un marché domestique était proportionnellement moins élevé que la valeur de leur production dans l'ensemble."⁷⁴ En fait, elles ne contribuaient pas suffisamment au bien commun et ne permettaient pas l'intégration de la production et du rendement, au profit de la collectivité.

73 Le Devoir, 29 mars 1965.

Lévesque, selon la dépêche du correspondant, ajouta que l'Etat avait un devoir de surveiller la croissance "normale et régulière" de l'industrie minière.

Le 5 octobre 1962, La Presse rapportait que le nouveau ministre des Richesses naturelles était d'avis qu'il fallait multiplier les études sur la possibilité de faire profiter "la collectivité dans son ensemble" et d'étudier "toute méthode de participation publique" dans des industries faibles.

74 Harvey, Pierre, "The Economy of Québec", dans Quebec Today, édité par Douglas Grant, Toronto, University of Toronto Press, Quarterly Supplements, 1960, pp. 337-338.

Quant à Sidbec (la Sidérurgie du Québec), elle avait pour mandat de regarder d'abord, puis de les mettre en place si jugé nécessaire, des hauts-fourneaux qui raffineraient localement les métaux québécois qui s'en allaient à l'état quasi-brut à Pittsburgh, dans les fours de la U.S. Steel surtout. Les fonds publics auraient dû y être prédominants. Après de nombreuses études, on avançait cependant que "des capitaux mixtes seraient engagés dans l'entreprise."⁷⁵ Quoiqu'il en soit, les fours n'existaient pas, à l'arrivée de Daniel Johnson. Mais Sidbec contribuera à regrouper, plus tard, le complexe Sidbec-Dosco.

C'est à ce titre que Louis Maheu a raison quand il dit que le résultat final de cette intervention des dirigeants politiques assure que "l'Etat devienne un agent de déstabilisation des rapports traditionnels de domination sociale en faveur d'une gestion nouvelle de l'ordre social."⁷⁶ Et encore davantage quand il commente de la façon suivante ces revendications au contrôle public: "la lutte nationale québécoise fut évidemment sous-tendue par l'enjeu de la construction

75 Gérard Bergeron (Le Canada-français..., op. cit., p. 183) a deux questions appropriées à ce sujet:

- Avait-on exagéré les obstacles, en bons Québécois timorés devant les grandes affaires?
- Ou bien le capital anglo-américain, ou strictement américain, avait-il fait pression?

A moins - et nous ajoutons ici notre "grain de sel" - qu'on se soit aperçu que le Québec n'avait pas les moyens...

76 Maheu, Louis, "La conjoncture des luttes nationales au Québec: mode d'intervention étatique des classes moyennes et enjeux d'un mouvement social de rupture", Sociologie et Sociétés, vol. XI, no. 2, octobre 1979, p. 135.

sociale... d'un principe d'identification, d'identité collective du groupe ethnique, national, canadien-français."

Sous le slogan de libération économique, l'équipe Lesage aura aussi l'idée d'établir une Régie des rentes qui amasserait des fonds d'une nouvelle Caisse de dépôts et placements. Ces deux corporations publiques sont encore - évidemment! - dénoncées par Bourque et Légaré qui nous donnent, sans le savoir, des explications sur les nouveaux choix collectifs. De dire ces deux comparses: "L'Etat québécois se donna aussi, comme tous les Etats capitalistes avancées, les moyens institutionnels pour financer ses opérations: ainsi la création par l'Etat de régimes de retraite et de plans d'assurance aptes à drainer l'épargne au profit des opérations de l'Etat."⁷⁷

77 Bourques, Gilles et Anne Légaré, op. cit., p. 175.

Ce qui étonne ici, c'est la critique d'un mouvement visant à transférer des fonds individuels à des fonds collectifs. Et d'ailleurs, de la part de critiques du "capitalisme avancé" et de ses "capitiaux monopolistes", il y a de quoi susciter l'interrogation, quand on assume que le Québec est déjà du modèle du dit capitalisme... alors qu'une vingtaine de pages plus tôt, on disait que l'Union nationale gouverna parce qu'elle était "le parti de la bourgeoisie non monopoliste" (p. 156). La victoire de la bourgeoisie monopoliste et le passage à un capitalisme avancé ne s'est-il pas fait un peu trop vite?

TABEAU 5-5

LA "NOUVELLE CORPORATION" DES QUEBECOIS
PAR LES CORPORATIONS PUBLIQUES ET L'ETAT

Or, c'est justement pour établir une nouvelle conscience collective qu'on proposait de tels programmes collectifs. Et d'ailleurs, c'était aussi pour médiatiser (ou encadrer) les citoyens, laissés seuls soudainement et en compétition les uns avec les autres, au sein des divers groupes qui les associent, et surtout pour les relier à une nouvelle corporation politique que ces corporations publiques voyaient le jour. Les individus montaient un véhicule qui les faisaient entrer et s'intégrer au politique.

C'était en tout cas une tentative. Malgré "un appel populaire presque nul", de commenter Gérard Bergeron, la Caisse et la Régie "ne sont que l'étape intermédiaire de la mise en place des futurs leviers d'une économie capable de perpétuer et d'accentuer son dynamisme initial."⁷⁸

Nous touchons, ici encore, un élément capital de la Révolution tranquille: l'importance du changement. Et encore plus de son apparence, comme nous l'avons déjà dit. L'Etat, visant à orienter l'activité économique, mais aussi à "imbriquer" les individus à des choix collectifs, faisait d'une pierre deux coups. Il sonnait, d'une part, la naissance d'une nouvelle société (où les individus devraient se sensibiliser aux "affaires du Québec" qui sont les leurs, avec ces corporations publiques), mais il marquait aussi une certaine continuité dans le changement, d'autre part, car on forçait les Québécois à l'union, comme du temps des corps intermédiaires catholiques. A cet égard, la contribution des corporations publiques, alliée au "grouillage" constant dans le secteur de l'enseignement, est capitale à plus d'un titre. Elle marque en effet l'impact d'une nouvelle philosophie politique qui ne perçoit plus l'Etat comme étranger à la collectivité.

⁷⁸ Bergeron, Gérard, Le Canada-français..., op. cit., p. 186.

(Les mots "appel" et "leviers" sont des italiques de Bergeron lui-même.)

Or, la corporation politique succède à la corporation sociale.

Cependant, nous nous devons de regarder plus avant la perception des penseurs de la Révolution tranquille vis-à-vis la globalité des rapports sociaux, ainsi que la réalité de la décennie, avant de porter un jugement sur la présence (ou l'absence) d'éléments corporatistes (ou néo-corporatistes) dans l'aménagement socio-politique des relations humaines de la Révolution tranquille.⁷⁹ En un mot, de la vraie (ou non) cohésion socio-politique. Comme l'indique Nicole V. Martin,

"les conditions de base pour réaliser cette cohésion seraient les suivantes: que tous les secteurs d'intervention se définissent une contribution par rapport à la poursuite de cet objectif; que cette contribution soit perçue comme prioritaire et que leurs objectifs sectoriels propres y soient adoptés..."⁸⁰

3. L'atrophie du clergé

Les résultats du débat qui a entraîné l'adoption du bill 60 par le gouvernement québécois montrent bien que le clergé était écarté de la gouverne sociale, en marge du politique,

79 Personne n'a réglé le cas de la délimitation chronologique de la Révolution tranquille. A-t-elle pris fin en 1966, avec la défaite de Lesage? Ou en 1970, avec la fin de l'Union nationale, comme force importante du Québec? Pour nous, c'est la décennie 60-70 que nous analysons comme élément-moteur des réformes. Uniquement parce que les quatre ans de messieurs Johnson et Bertrand, dans la foulée de la Révolution tranquille, prépareront et mettront fin à l'esprit de la "réforme globale".

80 Martin, Nicole-V., "L'intégration de l'économique et du social dans une politique axée sur le développement", dans Le Québec d'aujourd'hui..., op. cit., p. 186.

ou tout au moins d'une partie importante de son contrôle traditionnel. "L'extraordinaire carrière du bill 60", comme écrit Léon Dion, se déroula dans un intervalle d'environ un an (du début avril 1963 au 19 mars 1964, date de la sanction de la loi créant le ministère de l'Education).⁸¹ On se rappellera que le gouvernement Lesage, en adoptant le bill 60, mettait en pratique les recommandations de la Commission royale sur l'enseignement.

Examinons brièvement l'impact de cette célèbre loi.

Le bill 60 fut déposé à l'Assemblée législative du Québec, le 26 juin 1963, mais il fut retiré le 8 juillet. Une semaine plus tard, le premier ministre faisait savoir aux associations et aux individus intéressés qu'ils avaient jusqu'au premier septembre pour lui transmettre leurs suggestions. L'étude du professeur Dion montre que les "associations libres", pour employer son expression, ont été complètement inefficaces. L'action de l'Etat est demeurée prépondérante à un point tel qu'en déposant le nouveau projet de loi, le 14 janvier 1964, le premier ministre Lesage "pouvait déclarer avec raison que le nouveau bill reproduisait l'essentiel du projet initial."⁸²

81 Dion, Léon, Le bill 60 et la société québécoise, Montréal, Hurtubise HMH, 1967, p. 9.

82 Ibid., p. 105.

Un seul groupe, cependant, put mener avec l'Etat une discussion serrée. Il s'agit de l'Assemblée des évêques. Admettons tout de même que c'est le gouvernement lui-même qui contribua à cet état de choses. En fait, en soumettant le projet initial et le projet amendé au primat de l'Eglise du Québec, Mgr. Roy, avant de le présenter à l'Assemblée législative, Jean Lesage avait placé l'Assemblée des évêques dans une position stratégique.⁸³

Or, si l'on admet que le projet amendé fut semblable au projet initial, comment alors affirmer que l'Assemblée des évêques a été influente? Sans chercher les empreintes des revendications de l'épiscopat québécois (connues par les trois documents du 17 juin, du 29 août et du 12 décembre 1963, signés par Mgr. Roy, à l'exception de celui du 29 août qui constituait une déclaration de l'Assemblée elle-même) dans la décision finale du Cabinet de l'équipe Lesage, on peut être certain que l'Eglise ne visait qu'à faire protéger ses écoles chrétiennes. En pratique, l'Eglise qui croyait qu'il existait une sorte de concordat entre elle et l'Etat au sujet de l'éducation, voulait tout simplement amener ce dernier à conclure une nouvelle entente, en la consultant. La campagne du bill 60 a

83 De dire encore Dion:

"Celui-ci donnait l'impression de se placer dans une position de subordination, de requérir une permission..." (Ibid., p. 128.)

donc été la "confrontation de deux pouvoirs dominants, le pouvoir ecclésiastique et le pouvoir civil."⁸⁴

Qu'est-ce à dire pour l'ensemble de la théorie des corps intermédiaires? Deux conséquences majeures, selon nous, doivent être dégagées.

D'abord, les corps intermédiaires (catholiques), en tentant d'influencer le gouvernement, se sont opposés les uns aux autres, ont cherché à faire pression et ont fait valoir des intérêts particuliers. En faisant de la sorte, ils ont cessé d'être des corps intermédiaires.⁸⁵

Deuxième conséquence: on assistait à la modification des rapports entre l'Eglise et l'Etat. En fait, l'Eglise était contrainte de céder à ce dernier tout le secteur de l'éducation. Or, en acceptant cela, elle acceptait elle-même de perdre, dans l'avenir, son influence prépondérante sur la société québécoise. N'est-ce pas en effet par le système d'éducation qu'on encourage l'appartenance de l'individu et des groupes à la société?⁸⁶ D'ailleurs, l'Eglise elle-même

84 Ibid., p. 147.

85 Comme l'affirme derechef Léon Dion:

"Les associations libres ne peuvent être organisées en "corps intermédiaires" que par la volonté tenace des gouvernements. Laissées à leur mouvement naturel, en se politisant, elles se transforment en groupes de pression..." (Ibid., p. 153.)

86 L'importance du processus de la socialisation donne maintenant à ce champ d'étude beaucoup de relief. Le classique d'Almond et Verba (Civic Culture, Toronto, Little, Brown and Company, 1965) a marqué les recherches subséquentes. Au pays, John Johnstone a démontré que l'environ-

n'avait pu empêcher les corps intermédiaires catholiques de faire pression directement sur l'Etat, en dehors d'elle.

Tout cela pour dire que "l'action de l'Eglise derrière toutes les grandes lois votées par le Parlement du Québec"⁸⁷, c'était chose du passé.

En plus de dominer le secteur de l'enseignement, avant 1960, l'Eglise "dominait de manière plus profonde le syndicalisme des enseignants."⁸⁸ La C.I.C. (Corporation des instituteurs catholiques), comme nous l'avons vu déjà, était une confédération de fédérations catholiques francophones et elle avait été instituée par une loi d'incorporation, en 1946. Avec le temps, ces fédérations se mouleront sur la configuration des diocèses. Gérard Dion montre d'ailleurs que le Conseil général, instance suprême, répond directement au conseil d'administration de la corporation et que c'est par législation, à la demande des dirigeants diocésains, que les statuts de cette corporation professionnelle (l'un des nombreux corps du "grand"

nement de l'éducation primaire avait tout un impact sur les perceptions des jeunes (Young People's Images of Canadian Society, Ottawa, Editeur de la Reine, 1969). Dans le domaine de l'assimilation, un texte marquant de Frank Vallée, Mildred Schwartz et Frank Darknell ("Ethnic Assimilation and Differentiation in Canada", Canadian Journal of Economics and Political Science, vol. XXIII, 1957) est à lire pour les intéressés de la survie des groupes minoritaires.

87 Blanchard, Raoul, Le Canada français, Paris, Librairie Arthème-Fayard, 1960, p. 296.

"Dans cette communauté si profondément catholique, rien ne se fait sans l'approbation, déclarée ou tacite, du haut-clergé; l'action de l'Eglise est derrière toutes..."

88 Denis, Roch, op. cit., p. 89.

corps social, n'est-ce pas?) peuvent être modifiées.⁸⁹ Et cela fonctionnera de la sorte jusqu'à la fin du régime Duplessis.⁹⁰ Tout cela, nous l'avons déjà suffisamment examiné.

Mais ce qu'il importe de considérer ici, c'est l'éclatement de cet encadrement ecclésial, avec les années de la Révolution tranquille. Or, on réussira à faire accepter cet éclatement en montrant qu'il n'en est pas un. Nous avons déjà mentionné que le Conseil supérieur de l'éducation était formé de représentants des divers secteurs impliqués. Comme la C.S.N. le fera à sa naissance (ou, si l'on veut, à la transformation de la C.T.C.C. en C.S.N.) pour sa participation aux mécanismes de planification (voir nos sections sur les ouvriers vs les dirigeants, dans ce chapitre, et sur les expériences du B.A.E.Q. et de l'O.P.D.Q., dans le suivant), le syndicat des enseignants catholiques acceptera cette recherche de l'harmonie et de la planification, au sein de ces mécanismes, "parce qu'il y reconnaît la forme moderne de son idéologie traditionnelle inspirée de la doctrine sociale de l'Eglise".⁹¹ Il s'agissait donc, comme le dit encore Louis-Marie Tremblay, de faire de l'Etat le véritable représentant du lien commun "dans un langage et

89 Dion, Gérard, "Les groupements syndicaux dans la province de Québec", Relations industrielles, vol. 2, no. 1, décembre 1955, pp. 4-6.

90 Il ne s'agit pas de dire - et nous devons le répéter encore - que tous les syndicats sont catholiques. Voir à ce sujet la thèse de doctorat d'une sociologue québécoise, Hélène David, mentionnée plus tôt (L'activité de grève au Québec de 1945 à 1967: une analyse sociologique, op. cit., appendice B, tableau 6-A), qui montre que près du tiers des effectifs syndicaux de la belle province, en 1959, est encadré dans ce que Roch Denis (op. cit., p. 83) appelle des "structures confessionnelles".

91 Denis, Roch, op. cit., p. 298.

sous une forme adaptée aux circonstances actuelles."⁹² Comme le dira aussi Roch Denis, cette planification vise, tout comme le corporatisme, à égaliser les corps représentatifs de la société.

"Elle doit (la planification) permettre de réduire les tensions et les conflits sociaux qui viennent de la prédominance trop exclusive de certains intérêts auprès de l'Etat. La planification commence avec les comités d'entreprise, elle se développe en conseils régionaux, elle s'achève en un Conseil économique et social central qui est l'émanation démocratique auprès de l'Etat des autres niveaux de représentation..."⁹³

Pour sa part, Gérard Dion dira que l'on a tout bonnement changé l'appellation "organisation corporative" de la période précédente, par celle de "démocratie organique".⁹⁴

La conséquence majeure de ce langage - et de la pratique qu'il décrit - sera donc de faire changer les choses dans ce que nous appellerions une certaine continuité. Sauf, évidemment, qu'en faisant entrer, dans les mécanismes de participa-

92 Tremblay, Louis-Marie, "L'évolution du syndicalisme dans la Révolution tranquille", op. cit., p. 54.

93 Denis, Roch, op. cit., p. 298.

94 Dion, Gérard, "La démocratie organique et l'encyclique mater et magistra", Relations industrielles, vol. 16, no. 4, octobre 1961, p. 460.

"Les catholiques américains le présentaient sous le nom de Industry Council Plan, alors que chez-nous on parlait de "corporatisme", "organisation corporative". Et récemment, avec raison, on écarte ces appellations équivoques pour utiliser "démocratie organique"...

tion (et de planification), les syndicats directement et les autres corps sociaux, on se trouvait à établir un autre contrat de société.⁹⁵ Et c'est l'Etat, non plus l'Eglise, qui définit les valeurs.

En fait, l'atrophie du clergé, en raison de cette quasi-mise en marge, ressemble à une situation, mais inversée naturellement, où l'Etat était, lui, considéré comme accessoire au bien commun. Oh! Nous ne disons pas que l'Eglise a perdu tout son pouvoir de contrôle moral, avec la Révolution tranquille, et nous sommes même d'avis qu'on exagère parfois son atrophie réelle, à partir de 1960. Tout cela étant dit cependant, il faut admettre que l'Etat remplaçait, de plusieurs façons, l'Eglise dans la co-gestion des écoles, des hôpitaux (avec l'assurance-hospitalisation) et, comme nous venons de le dire, dans le travail d'équilibre social (et donc d'harmonie, pour limiter les antagonismes de classe) et de planification des programmes.⁹⁶ Et d'ailleurs, un nouveau clergé,

95 Nous n'en sommes pas encore à analyser la performance (ou le rendement) de cette planification. Nous y revenons, dans des pages ultérieures. Nous nous bornons ici, comme nous l'avons fait précédemment, à capter l'impact des nouvelles théories (ou doctrines) d'aménagement des rapports socio-politiques.

96 Car comme le dit Thomas Sloan, et cela même dans la traduction de sa monographie sur la révolution "pas-si-tranquille" (op. cit., p. 45), la "priest-ridden province", en tant que telle, vivait ses derniers jours, avec chacun des programmes scolaires et économiques. Elle s'éteignait à "p'tits feux", comme on dit au Québec.

dont les membres agissaient parfois en marge du clergé traditionnel - le frère Untel, les abbés Dion et O'Neill⁹⁷ - tout en "ré-affirmant sa foi dans la doctrine de l'Eglise, était foncièrement opposé au maintien de la domination du clergé sur la plupart des secteurs de la vie québécoise."⁹⁸

Une anecdote typique de l'état d'esprit de la période montrera que l'on voulait, dans la société québécoise, rendre hommage à l'Eglise, tout en annonçant une poignée d'efforts tournés vers ailleurs. Dans l'un des premiers discours qu'il fit comme président de la C.S.N., Jean Marchand, tout en citant des passages de Pacem in Terris, nouvellement rendue publique, ne manquait pas de dire bien haut que ce n'était "pas une insulte au passé des Canadiens-français" que de leur dire que ce passé ne leur a pas donné, en raison des enseignements de l'Eglise et des nationalistes traditionnels, "beaucoup de chance de faire leur marque dans la grosse entreprise, techniquement, économiquement et dans les domaines de la gestion."⁹⁹ Marchand parlait aussi "d'objectifs collectifs nouveaux" et de "planification concertée". Intéressant, non?

97 A une école catholique que nous fréquentions, en 1961, on demandait, par la bouche de conseils d'aumôniers de la paroisse, de ne pas "attacher trop d'importance aux élucubrations de ce jeune frère Untel, qui, comme les gens de notre région, aiment bien s'amuser". Etonnant aussi de constater que l'abbé O'Neill sera l'un des premiers "curés" à se faire élire pour prendre place à côté des législateurs québécois.

98 Sloan, Thomas, op. cit., p. 71.

99 Marchand, Jean, Discours au Club Rithelieu de Saint-Jean, 22 mai 1963 (reproduit dans Quebec States Her Case, op. cit., pp. 154-155).

Notons en outre que le renforcement de la "régulation gouvernementale" se fera d'une façon on ne peut plus claire, par la loi des hôpitaux de 1962. Comme l'indiquent Brigitte von Schoenberg et François Renaud, "la loi prescrit l'allocation des postes du conseil d'administration de l'hôpital et exige que la corporation qui le gère soit distincte de la corporation de mainmorte qui groupe les membres de la communauté religieuse."¹⁰⁰ D'ailleurs, même les agences de service social, y compris celles se chargeant de l'adoption des enfants, dépendent financièrement de l'Etat qui "les subventionne presque en totalité."¹⁰¹ C'est en tout cas ce qu'en dit la Commission Castonguay-Nepveu qui admet toutefois que parfois, les campagnes des oeuvres de charité peuvent jouer un rôle. En fait, n'étant plus prépondérantes, ces campagnes (ou leur absence) donneront une certaine stabilité et égalité de services à la population sur le territoire. Comme le répétait Jean Lesage, en s'inspirant d'un slogan de Georges-Emile Lapalme, "être libéral, c'est être socialement juste", la population en vint à croire que cette égalité de services était nécessaire, et qui plus est, était nouvellement juste.¹⁰²

100 Von Schoenberg, Brigitte et François Renaud, "Une analyse politique des affaires sociales au Québec", dans Edouard Cloutier et Daniel Latouche, éditeurs, Le système politique québécois, op. cit., p. 147.

101 Rapport de la Commission d'enquête sur la santé et le bien-être (Commission Castonguay-Nepveu), "Les services sociaux", tome 1, p. 123 (Québec, 1970).

102 Introduction à la section "le bien-être social", du programme libéral de 1960.

L'Eglise et le clergé, devant un tel discours passablement habile, n'eurent qu'à jouer en coulisses.

4. Travailleurs vs dirigeants

Revenons maintenant sur l'impact de certaines réformes sur la situation des travailleurs québécois et leurs relations avec les détenteurs de pouvoir. Il est important de dire que Jean Lesage avait promis de doter le Québec d'un véritable Code du travail et de révoquer les loi 19 et 20 de 1954. Avant d'en arriver à ce Code cependant, le gouvernement Lesage remit en place un organisme, comme nous l'avons dit, renvoyé ou tombé en désuétude (le Conseil supérieur du travail), formé de représentants des syndicats, des patrons et du gouvernement (donc effectivement tripartite), afin de préparer des propositions servant d'ossature à un texte législatif. Or, cela a entraîné une modification existentielle à la C.S.N., surtout. A ce sujet, Mathieu Vaillancourt écrit que

"... devant ce rôle de participation et de contrôle que les syndicats sont appelés à jouer dans tous les domaines, les représentants ouvriers doivent disposer d'une autorité suffisante pour participer aux discussions et aux prises de décision de portée générale en liant leurs membres, par leurs engagements, afin de mettre en oeuvre au niveau communautaire les politiques adoptées. Cette nécessité pour la C.S.N. s'est donc traduite par une centralisation de pouvoir vers le haut..." 103

103 Vaillancourt, Mathieu, "La distribution des pouvoirs à la Confédération des syndicats nationaux", Relations industrielles, vol. 23, no. 1, janvier 1968, p. 41.

Il est important de savoir, selon nous, ou de chercher à savoir, si les travailleurs ont eu leur mot à dire dans la préparation des réformes ouvrières. S'il y a eu centralisation décisionnelle chez les diverses agences syndicales, est-il possible que le leadership des "unions" québécoises ait exercé "un contrôle réel, dans un tel contexte, sur leurs membres?"¹⁰⁴ Et contribuer de la sorte à vendre aux masses ouvrières le renouveau!

Bourque et Légaré émettent un jugement assez louangeur à ce sujet, eux qui pourtant font tellement de distinction entre les types de bourgeoisie, quand ils écrivent que "les travailleurs québécois ont réussi à imposer une libéralisation permettant de comparer le code du travail à celui de la plupart des pays capitalistes avancés."¹⁰⁵ Or, les concessions des dirigeants québécois aux représentants des travailleurs en tout cas seront plus que symboliques. C'est ainsi que le président de la C.S.N. siégera, dès la création de ce dernier, à la table du Conseil d'orientation économique du Québec. Jean Marchand deviendra même, en 1962, président du Conseil supé-

104 Ibidem.

105 Bourque, Gilles et Anne Légaré, Le Québec, la question nationale, op. cit., p. 177.

Plus loin, ces deux auteurs (p. 178) écrivent encore que "le Parti libéral, en prenant le pouvoir, permet de ré-affirmer au Québec l'hégémonie politique de la bourgeoisie monopoliste canadienne, au prix de concessions à la classe ouvrière et aux couches inférieures de la petite bourgeoisie salariée..."

Comme nous le disions plus tôt, l'Etat ne peut jamais gagner, avec les durs critiques d'une certaine gauche: s'il contrôle tout, il est "monopoliste" lui-même, s'il ne fait rien, c'est qu'une certai-

rieur du travail. Et il se fera immédiatement l'avocat de la coopération entre les agents des corps sociaux et politiques, puisqu'il réclamera, dans le magazine mensuel de la C.S.N.,

Le Travail, que le patronat, comme les syndicats, se dote d'organisme-parapluie qui lui donnerait de la sorte un mandat véritable de représentation, afin d'assurer la "coopération tripartite (Etat-ouvriers-patrons)".¹⁰⁶

Un autre phénomène intéressant doit être noté. Dans sa thèse de doctorat, Roch Denis ne manque pas de souligner que la C.S.N., voulant participer à l'objectif par excellence de la Révolution tranquille - la planification globale de l'économie et du développement du Québec - et aux grands débats de l'heure, s'intégrait au politique, "alors que le champ du syndicalisme, en regard des principes traditionnels, avait été celui de l'éducation et non pas de l'action directe."¹⁰⁷

D'ailleurs, afin d'être prête à "participer" aux programmes d'Etat, la C.S.N. se dote d'un Comité central d'action poli-

ne bourgeoisie, non-étatique et sans scrupule, mène la barque. S'il cherche des compromis, l'harmonie, ou encore pire, la paix sociale, il ne fait que des concessions qui légitiment "l'exploitation du système..." ailleurs!

106 Marchand, Jean, "Il est urgent que le patronat s'organise au niveau national", Le Travail, vol. XXIX, no. 2, février 1963, p. 13.

Important de réaliser, ici, la teneur "corporatiste" de ce message, même si le futur sénateur canadien refuse d'employer l'expression. Quant à ce "niveau national" dont il parle, il s'agit de l'évocation d'une entité qui est certes plus collective qu'individuelle. A ce titre, elle porte les empreintes d'une corporation englobante réclamée plus tôt.

107 Denis, Roch, op. cit., p. 302.

tique d'abord, puis de Bureaux régionaux (au nombre de six) qui enverraient un représentant chacun au Comité central, complété d'ailleurs par trois autres membres du grand Bureau confédéral.

Mais, il n'y avait pas que les travailleurs de la C.S.N. à vouloir des changements en leur faveur, dans la belle province, au début des années de la Révolution tranquille. Dans la fonction publique, sous Duplessis, le patronage, à tous les niveaux, avait préséance et la Commission du service civil, créée en 1943, par le gouvernement-intermédiaire de Godbout, n'eut qu'une existence, comme l'indique Gow, "marginale".¹⁰⁸ Lesage voulut toutefois la "remettre sur la carte" et il adopta rapidement le principe du concours public, avant de doter l'administration, en 1965, d'une loi de la fonction publique, créant véritablement le statut officiel des fonctionnaires ou employés de l'Etat, déterminant aussi droits et obligations de ceux-ci et, finalement, précisant les mécanismes d'appel et d'arbitrage.¹⁰⁹ Par cette loi, le Québec se dotait de son propre régime de négociation collective.

108 Gow, J.I., "La modernisation de la fonction publique du Québec", La revue internationale des sciences administratives, vol. XXXVI, no. 4, 1970, pp. 234-242.

109 Statuts refondus du Québec, 1965, chapitre 14, Section 1, Loi de la fonction publique.

On peut évidemment affirmer que l'on a créé ainsi des "structures d'accueil" pour la phase avancée du capitalisme moderne. Et comme le dit Bernier, beaucoup d'exemples sautent aux yeux: rationalité des structures bureaucratiques (et des pratiques), développement de mesures sociales, sécularisation des institutions dans le domaine de la santé, réforme scolaire visant à reproduire une force de travail capable de remplir les nouveaux types d'emplois.¹¹⁰ Toutes ces mesures avaient été applaudies cependant par la Confédération des syndicats nationaux qui les percevaient comme une "nouvelle étape".¹¹¹ Même la F.T.Q., très réservée au départ devant les "bourgeois-libéraux de Jean Lesage", et bien que tenant toujours mordicus à la création du nouveau parti, déclare que la résurrection du Conseil supérieur du travail et la mise en place du Conseil d'orientation économique sont des mesures "de nature à améliorer éventuellement la condition des travailleurs."¹¹²

110 Bernier, Gérard, "Le cas québécois et les théories de développement politique et de la dépendance", dans La modernisation politique du Québec, op. cit., p. 54.

111 Le Travail, "Une nouvelle étape", vol. XXXVI, no. 14, 29 juillet 1960, p. 1.

112 F.T.Q., "Rapport des officiers", cinquième congrès, 17-19 novembre 1960, p. 1.

La F.T.Q. disait craindre toutefois que les intérêts représentés par les "vieux partis" peuvent entraîner un stop "au seuil des réformes réelles et du plein emploi". Ce n'est tout de même pas un précédent pour les syndicats d'applaudir d'une main des actions législatives, puis de l'autre, dire qu'évidemment, elles ne vont pas encore assez loin. Et de toute façon, rêver au plein emploi...

Pour tout dire, comme le décrit si bien Roch Denis,

"à la direction du mouvement ouvrier se renforce pendant un moment la conviction de pouvoir obtenir par de bonnes relations avec le gouvernement libéral réformateur... la véritable planification démocratique. Qu'un gouvernement tienne ouvertement le langage de la planification incitative, elle le considère comme un bond en avant extrêmement positif et ce fait à lui seul invite les centrales à la collaboration avec les autres agents économiques et l'Etat..." 113

On dira encore que cette collaboration a éclaté avec un front commun contre le bill 54, que la F.T.Q., a été plus active au sein du parti qu'elle contribua à établir, le Parti socialiste démocratique (P.S.D.), puis encore davantage au N.P.D., qu'il y a eu beaucoup de maraudage entre les deux grosses centrales... mais il ne faut tout de même pas charger sur l'impact de ces faits.¹¹⁴ Tout cela, pour employer l'expression de Lesage, avant sa victoire, au sujet du refus du P.S.D. de participer à la réforme qui s'annonçait, ce n'était pas un désastre.¹¹⁵

113 Denis, Roch, op. cit., p. 307 et p. 297 (les soulignés sont de Denis lui-même).

114 Le maraudage est un fait de la vie syndicale québécoise qu'on a pris l'habitude de considérer comme allant de soi. Et c'est de bonne guerre de chercher à prouver que "son-syndicat-à-soi" est meilleur. Quant à la lutte contre une législation précise, elle montre bien - et cela, on l'oublie un peu trop souvent - que les dirigeants syndicaux ont, malgré leur participation aux organismes de consultation et de planification, gardé leur droit de critique. Après tout, la décision finale reste "politique".

115 La Presse, 21 mai 1959, "Le refus du P.S.D. n'est pas un désastre (Lesage dixit)".

TABLEAU 5-6

TRAVAILLEURS, SYNDICATS ET DIRIGEANTS

DE LA REVOLUTION TRANQUILLE

Examinons ce réseau complexe de relations entre les dirigeants patronaux, syndicaux et du gouvernement (notre tableau 5-6).

Certains organismes conjoints permettaient donc à nos partenaires analysés depuis le début de ce texte de siéger de concert. Or, on comprend aisément d'abord que les dirigeants politiques ont continué à garder la maîtrise de l'appareil gouvernemental. Cependant les dirigeants syndicaux et ceux des entreprises patronales, participant aux travaux des conseils de tout genre, cherchent à avoir un impact directement sur le gouvernement, en tant qu'entité, mais aussi sur les divers dirigeants politiques (membres du Cabinet et technocrates) eux-mêmes, par le poids des recommandations des organismes en question. Et aussi de leur études.

Un point important à signaler dès lors: quelle serait la place des "citoyens ordinaires", dans un tel schéma, des travailleurs syndiqués également, et des groupes qui sont demeurés hors du cercle des coopérants à la planification globale?¹¹⁶ En fait, nous croyons que les dirigeants syndicaux ont vendu "leurs salades" aux travailleurs, en montrant les bienfaits de la participation. (droit de grève accordé surtout), mais aussi en protestant contre le lock-out de La Presse, par exemple, ou encore le manque de suite donnée à la nationalisation des différentes compagnies d'électricité, puisqu'on aurait aimé devenir davantage "maître de ses propres ressources naturelles."¹¹⁷

Or, si la Révolution tranquille a manqué de souffle à partir de 1965 - et c'est là une explication inversée des raisons de la défaite de juin 1966 de l'équipe Lesage qui aurait perdu, selon la plupart, en raison de l'arrogance de

116 Comme le dit encore Denis (op. cit., p. 395):

"Le gouvernement libéral est parvenu à se garder sinon l'appui ouvert du moins l'évidente sympathie de l'immense majorité des intellectuels et des dirigeants syndicaux. Même avec les conquêtes sociales comme celles du droit de grève qu'il a été amené à concéder au mouvement revendicatif, le gouvernement est apparu comme le père des réformes, l'auteur, l'initiateur, et le moteur de la révolution qui suit la chute du duplessisme..."

(Les soulignés sont toujours de l'auteur lui-même.)

• Mais les autres?

117 Du slogan "Maîtres, chez-nous" de l'élection de 1962.

Lesage qui voulut mener seul toutes les manoeuvres et d'une réaction contre les vitesses incroyables des réformes mal ou peu expliquées¹¹⁸ - ne serait-ce pas un peu aussi en raison de la tiédeur (pour ne pas dire manque de ferveur) des partisans du gouvernement devant leur travail à expliquer les réformes, ou encore les longues préparations des plans et programmes qu'ouvriers et gens ordinaires n'auraient pas compris, de toute façon. C'est peut-être de cette façon, en tout cas, qu'arguaient les dirigeants syndicaux. Et, à ce titre, ils sont aussi coupables que les libéraux, supposément essouffés, car de participer aux organismes conjoints aurait dû les motiver à s'imprégner davantage des nécessités de faire participer la société at large aux différents mécanismes d'écoute mis en place. Ou, tout au moins, d'agir comme liens entre travailleurs-citoyens et le gouvernement, via les organismes conjoints.

118 Voir Vincent Lemieux, directeur, Quatre élections provinciales au Québec: 1956-66, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1969.

Lemieux a toujours maintenu, par ailleurs, que Lesage "aurait pu garder le pouvoir, s'il avait modifié la carte électorale du Québec, avant 1966". Les données statistiques (Libéraux: 48% des suffrages contre seulement 40% pour la nouvelle U.N. de Daniel Johnson) semblent lui donner raison... bien que la question de la carte électorale et du type de représentation ne soient pas encore réglées même au moment où ces lignes sont écrites. On sait d'autre part que les garanties de "proportionnalité" entre votes et sièges sont quasi-impossibles. Voir à ce sujet The Political Consequences of Electoral Laws, de Douglas Rae, Englewood Cliffs, New Jersey, Prentice-Hall, 1971.

Voir aussi l'article important d'Alan Cairns, "The Electoral System and The Party System in Canada: 1921-1965", Revue canadienne de science politique, mars 1968, pp. 55-80.

C'est pour cela qu'à maints égards, on perçut, en certains endroits, que la mise en marche d'une nouvelle démocratie, au Québec, pouvait bien être qu'un simple "accommodement d'élites" qui, en donnant quelques services, à tendance égalitaire, se trouvait à relancer toute la province sur la marche du vrai progrès.¹¹⁹ En un mot, on aurait "acheté" l'appui des masses par des mesures déjà nécessaires de toute façon, puisque l'on avait convaincu une certaine partie de la population du retard du Québec.

Admettons qu'il est évident que les citoyens-travailleurs devaient "faire confiance" aux dirigeants qui les guideraient vers la réforme. La participation des travailleurs aux mécanismes conjoints était donc loin d'être assurée. Et il se

119 Nous avons souligné déjà (dans notre premier chapitre) le danger de certaines pratiques corporatistes: n'être que des ententes de couliesses entre dirigeants des trois secteurs (patrons, syndicats, gouvernement). Nous renvoyons le lecteur à la présentation de Presthus (Elite Accommodation in Canadian Politics, Toronto, Macmillan, 1973) et aux considérations sur la démocratie de "consociation" (McRae, K.D., éd., Consociational Democracy: Political Accommodation in Segmented Societies, Toronto, McClelland and Stewart Limited, Carleton Library, no. 79, 1974). Répétons toutefois que ces modèles sont différents des pratiques que nous identifions comme corporatistes qui doivent, comme c'est clair maintenant, à partir de notre démonstration, comprendre "représentation, institutionnalisation et détermination conjointe".

Bourque et Légaré (op. cit., p. 194) se moquent un peu du phénomène de développement d'une nouvelle classe de gestionnaires québécois, en concluant une section de leur traitement de la Révolution tranquille, avec l'en-tête suivant: "Oui, oui... une bourgeoisie à nous autres." D'autres, comme Dorval Brunelle (La désillusion tranquille, Montréal, Hurtubise HMH, 1978) ou même Roch Denis (op. cit.), avancent que la Révolution tranquille s'est terminée en queue de poisson et n'a bénéficié qu'aux petits bourgeois-technocrates et à ceux dont la base d'accumulation bancaire et industrielle est au Québec et qui forment une bourgeoisie non-monopoliste indigène.

développa chez "de vastes secteurs des classes ouvrière, étudiante, fonctionnariste, professionnelle, de même que plusieurs éléments progressistes de l'intelligentsia" un état de démoralisation et même d'irritation.¹²⁰ On se sentit comme mis à l'écart, et dans une société qui venait à peine de sortir, par bonds incroyables, d'une intégration sociale dans les paroisses, les syndicats et le Mouvement Desjardins, cela révoltait.

Précisons davantage. Comme les travaux des organismes spécialisés de la gestion politique étaient très techniques, on en est venu à percevoir le leadership d'un parti comme étant celui exigeant plutôt un "culte de la personnalité" et un désir unique de "donner des ordres" que celui aux écoutes de ces nouveaux pouvoirs intermédiaires.¹²¹ Gardons cependant nos réflexions.

120 Rossinger, André, "Autopsie du 5 juin; 2 - L'éclipse", Cité Libre, vol. XVI, nos. 88-89, juillet-août 1966, p. 6.

121. De dire encore Rossinger (Ibidem):

"Aussi, le Parti libéral québécois est devenu le parti de monsieur Lesage. Un simulacre de démocratie dissimulait mal sa dictature redondante sur la machine du parti et l'appareil gouvernemental. Ceci a bouché les avenues aux correctifs et à la critique constructive à l'intérieur du parti et du gouvernement. Il aurait fallu plus de maturité de la part d'un leadership qui accepte de s'exercer dans un fort esprit d'équipe, et qui est tout autant disposé à donner des ordres qu'à recevoir des conseils. Au contraire, le réveil démocratique du Canada-français, pourtant si prometteur, a dégénéré en un culte de la personnalité organisé autour d'un autocrate provincial..."

Rossinger va un peu loin toutefois quand il dit (p. 9) que "la principale source de mécontentement découle du fait sous-jacent que le réveil canadien-français a été entravé par M. Lesage et l'aile droite de ses partisans au gouvernement" (nos soulignés). Deux choses, M. Rossinger: le sentiment de mécontentement n'était pas si généralisé que cela puisque les libéraux eurent 48% des voix d'une part; comment expliquer que l'on ait voté pour un parti qui se disait voué à mettre la pédale encore plus douce dans ce "réveil", comme vous dites, d'autre part.

xions sur la S.G.F., le Conseil d'orientation et l'O.P.D.Q. pour notre chapitre qui suit. Retenons néanmoins que les travailleurs ont continué à faire des grèves, dont le nombre augmenta sous le gouvernement Lesage.¹²² On souligne que ces arrêts de travail ont été moins longs, en moyenne, que ceux de la période précédente. D'aucuns y voient là une conséquence du "flottement et de la cohésion moins grande du pouvoir politique et de la classe dominante."¹²³ Nous avons deux autres explications qui semblent plus plausibles, car l'on ne peut dire d'une part que Jean Lesage voulut tout diriger, alors qu'on avoue que la cohésion flottante du leadership, d'autre part, marqua la fin des libéraux. D'abord, les grèves ont été moins longues parce qu'on crut, chez les patrons, que l'esprit de la réforme assurerait une grande prospérité. Ensuite, parce que les dirigeants syndicaux estimèrent qu'à long terme, ils gagneraient davantage à collaborer à la planification des grands programmes.¹²⁴

122 David, Hélène, "Les périodes de conjoncture", dans L'activité de grève au Québec, 1945-1967, (thèse), op. cit., p. 220.

123 Ibid., p. 228.

124 C'est d'ailleurs ce qui explique, après deux ou trois ans d'essais, que leur action en revint aux revendications ouvrières, que le nombre de grèves longues cette fois-ci et d'injonctions se multiplièrent de 1964 à 1970 (évidemment, on "s'essayait à quelque chose de nouveau", dans les secteurs des hôpitaux, des écoles, etc.) et que les expériences de co-gestion de la mise en marche de la planification devinrent comme réfractaires aux chefs syndicaux. Ceux-ci, sans retourner "tout à leurs oignons" ne se passionnèrent guère pour la concertation...

5. La théorie des nationalisations

De l'avis de certains analystes, la nationalisation (ou l'étatisation) de l'électricité, après l'élection-entérinement de 1962, eut une relation directe, dans l'esprit des réformistes libéraux, avec la planification globale qu'on cherchait à établir.¹²⁵ On sait que l'Hydro-Québec existait depuis 1944, mais elle ne contrôlait que la région de Montréal.

Il y avait des raisons de plusieurs ordres pour légitimer une théorie orchestrée des nationalisations, entamées d'abord par l'Hydro-Québec qui contrôlerait "les actifs non-électriques des compagnies à vocation commerciale."¹²⁶

Des raisons d'ordre économique d'abord, puisque l'on voulait faire accepter - par l'électorat, avec le soutien général - le rôle de l'Etat provincial dans "le système économique capitaliste existant au Québec au stade des années soixante".¹²⁷

125 Sloan, Thomas, op. cit., p. 83.

"La nationalisation de l'électricité en 1963 peut paraître à première vue n'avoir pas eu une incidence directe sur la planification. Les responsables gouvernementaux n'en jugèrent pas moins qu'elle était une condition indispensable au fonctionnement normal d'un organisme de planification... S'il existe une possibilité quelconque de mener à bien la décentralisation tant désirée de l'industrie, elle passera certainement par la mise en oeuvre de mesures d'incitation..."

126 Jobin, Carol, La nationalisation de l'électricité au Québec en 1962, Montréal, Université du Québec à Montréal, 1974 (thèse), p. 66.

127 Ibid., p. 4.

Des raisons d'ordre plus purement nationaliste ensuite, car l'on commençait à dénoncer le fait que "la plupart des compagnies ne laissaient aux Canadiens-français qu'une place à peine nominale aux plus hauts échelons de leur direction."¹²⁸ Une compagnie d'Etat pourrait attirer davantage d'ingénieurs et de gestionnaires de langue française s'ils pouvaient être convaincus que leur travail pourrait être fait en français.

Des raisons d'ordre fiscal enfin, parce que, comme l'indique Sloan encore, une entreprise publique était dispensée de payer, aux autorités fédérales, des impôts sur ses profits. A cette époque, on estime que cela représentait \$15 millions l'an.¹²⁹

Pourtant, à toutes ces raisons - et elles sont indispensables à la théorie globale de la prise en main des ressources domestiques - s'ajoute une raison d'ordre pratique. Si, en effet, l'Etat était appelé à remplacer l'Eglise dans les éléments intégrateurs de la société québécoise, il fallait qu'en plus de légiférer normalement pour le bien commun et d'employer des fonctionnaires pour administrer programmes et politiques de

128 Sloan, Thomas, op. cit., p. 84. Albert Breton montre cet "attrait" des "nouveaux" gérants pour la direction du "nouveau" nationalisme (op. cit.).

129 Sloan, Thomas, op. cit., p. 84.

soins égaux à tous (en éducation, en santé publique, en politiques de bien-être) l'Etat soit perçu comme la propriété de tous.¹³⁰

Or, malgré l'aspect "entreprenant" des nationalisations et nous soulignons que nous ne parlons pas uniquement de l'Hydro-Québec ici¹³¹, mais surtout de la prise en main par l'Etat, si l'on veut, de fonctions réservées au secteur privé précédemment, comme les écoles, les hôpitaux, les agences du bien-être - et des tentatives de "contrôle collectif", il y eut un aspect étrange, mais spécifique aux rési-

130. Un peu comme si l'on disait aux Québécois (des caisses "pop" aux divers corps intermédiaires dans les relations de travail, les paroisses et les organismes d'Eglise en général) que c'était l'Etat qui serait dorénavant "à moi, à toi, à lui, à nous autres".

Dans certains cas, on a tellement crû que l'Etat ferait beaucoup de choses, du seul fait qu'il était à nous, que l'on a fait déborder le vase puisque l'Etat, pour certains, devait tout faire: éduquer, soigner, diminuer la pauvreté, garantir l'emploi, etc. C'est ce qui pousse Jacques Grand'maison, dans l'un de ses derniers titres, à dire que cela pourrait être décevant, l'Etat pouvant se saisir de ces "attentes" pour accroître son emprise sur tout, les citoyens pouvant se révolter en raison de l'écart entre demandes et besoins satisfaits. Qu'il suffise de citer ce passage de cet auteur:

"On ne pourra pas indéfiniment renvoyer à l'Etat toutes les responsabilités, sans prêter flanc à des solutions autoritaires qui seront agréées par un grand nombre de citoyens exaspérés, même au risque de compromettre les progrès acquis et les entreprises de justice qui attendent..."

Une foi ensouchée en ce pays, Montréal, Leméac (Collection à hauteur d'homme), 1979, p. 139.

131. Nous revenons sur l'impact de l'Hydro-Québec dans le passage à une société plus entièrement politique dans le chapitre suivant.

dents québécois, derrière cette psychologie d'acceptation et même d'enthousiasme collectif face aux étatisations. Les individus, au Québec, n'avaient pas été habitués aux risques monétaires et autres, de par l'enseignement traditionnel religieux. D'ailleurs, comme nous l'avons vu précédemment, l'épargne individuelle ne devait pas servir aux profits individuels, mais à l'aide communautaire, que ce soit dans les organismes du Mouvement Desjardins ou que ce soit dans les coopératives de tout genre où les plus nantis aident les moins fortunés.¹³² L'entrepreneurship, comme objectif administratif et économique, n'était pas une valeur, ni une pratique commune.¹³³ Ainsi, en laissant l'Etat - l'autre qui est à "nous autres quand même" - s'emparer d'un esprit qui aurait dû être individuel, les citoyens se sentent rassurés, tout en participant au projet par un appui et un engouement... de spectateur.

132 Voir nos chapitres 3 et 4.

133 Toulouse, Jean-Marie, L'entrepreneurship au Québec, Montréal, Les Presses H.E.C., Fides, 1979, p. 14.

Cette tirade nous semble très appropriée:

"... l'entrepreneurship peut se caractériser par l'adhésion à des valeurs plus individuelles que collectives, un risque recherché ou accepté assez fort et un intérêt pour le développement beaucoup plus que pour le fonctionnement. A l'opposé, nous trouvons le bureaucrate, un individu aux valeurs et à l'idéologie collectives qui met l'accent sur le fonctionnement des institutions ou des organisations plus que sur leur évolution et qui assume peu de risques..." (nos soulignés).

TABLEAU 5-7

ENTREPRENEURSHIP VS ETATISATION

Source: Toulouse, Jean-Marie, L'entrepreneurship au Québec, Montréal, Les Presses H.E.C., Fides, 1979, p. 5.

Le tableau 5-7 nous semble appuyer nos avancées. Emprunté à Toulouse, il résume assez bien les différences entre l'esprit de l'entrepreneur et celui du "nationalisateur" (le bureaucrate).¹³⁴ Or, les diverses étatisations seront, tout au moins

¹³⁴ Ce n'est pas pour rien que la perception de la Révolution tranquille comme étant un phénomène mis en marche par des réformes de fonctionnaires est toujours populaire!

au début, "vendues" par des cris "d'égalités de service". D'uniformité, d'égalité et de justice données pour tous. C'est ainsi que le slogan de Lesage lui-même - "nous en avons fini d'être spectateurs de l'activité des autres, nous voulons être actifs"¹³⁵ - rassure parce que ce sera l'Etat, donc la somme des individus, qui agira au nom de tous. On se donnera l'impression de ne plus être spectateur. En 1962, en vendant cela, Lesage obtint 56,4% du vote. Même Duplessis n'a jamais pu faire mieux.

Comme le dit Jean Marc Piotte, de Parti-Pris, "le nationalisme réactionnaire" (de la "grande noirceur") était voué à l'insuccès dans la mesure où il s'opposait idéologiquement au processus d'industrialisation."¹³⁶ Vint donc un nationalisme plus revendicateur appuyé par une petite-bourgeoisie qui "percevait que ses pouvoirs potentiels résidaient au Québec."¹³⁷

135 Tiré du Manifeste libéral, lors de l'élection de 1962, cité dans Lesage (de Richard Daignault), op. cit., p. 302.

136 Piotte, Jean-Marc, "Sens et limites du néo-nationalisme" (publié originalement dans Revue Parti-Pris, vol. 4, no. 1, septembre-octobre 1966), dans Un parti pris politique, Montréal, VLB-éditeur, 1979, p. 122.

137 Ibidem.

Il y eut toutefois plus que des petits bourgeois, "industriels et managers", à appuyer le mouvement néo-nationaliste de la Révolution tranquille. Ce qu'on appelle dédaigneusement "la classe moyenne" sentit elle aussi que le langage de la "mobilisation générale" s'appliquait à elle. Mais à dire que le classique de John Porter (The Vertical Mosaic, Toronto, University of Toronto Press, 1965) avait peut-être raison de parler du "crowded middle", on se fait lancer, évidemment, que l'on est dépassé et que Porter n'avait pas compris que beaucoup de citoyens ont développé une fausse conscience de classe. Notre expression "on se donna l'impression de prendre en main des affaires d'Etat" pourrait faire croire que nous sommes

Ce néo-nationalisme, comme l'appelle Jean-Marc Léger, repose aussi sur une appropriation des mécanismes d'Etat (cet Etat du Québec) qui donneront pouvoir et contrôle des ressources.¹³⁸

Or, cette découverte de l'Etat se faisait aussi en réaction au nationalisme de la période précédente. Et comme Roland Parenteau l'avait exprimé, en 1957, "les Canadiens-français avaient créé, comme nation, des structures complètes dans tous les domaines, sauf l'économique."¹³⁹ Par ailleurs, il est évident que cette façon d'envisager les nationalisations n'était pas tellement menaçante. Ce ne sera que plus tard que Daniel Johnson pourra convaincre (en 1966) que la population est "manoeuvrée" par un Etat et des fonctionnaires qui ont envahi sans prévenir et sans expliquer quoi que ce soit.¹⁴⁰ Se sentant rassurés, en attendant cette dénonciation, les Québécois sentiront également qu'ils sont partie

d'accord avec cette dernière perception... mais nous estimons, au contraire, que les "conditions objectives" de vie, dans notre grande société de consommation, sont similaires, en terme de confort matériel, pour une grande majorité d'entre nous. Ce qui ne nous empêche pas de reconnaître qu'il y a, "au Québec, un million de Québécois, en situation de pauvreté..." (Grand'maison, Jacques, Une foi..., op. cit., p. 139.)

138 Léger, Jean-Marc, "Le néo-nationalisme, où conduit-il?", dans Les nouveaux Québécois et troisième congrès des Affaires canadiennes, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1964, pp. 41-58.

139 Parenteau, Roland, "Un manque de maîtrise", Chronique sociale de France, vol. 65, septembre 1957, reproduit dans Québec: hier et aujourd'hui, op. cit., p. 206.

Cela pourrait étonner: un néo-nationalisme en réaction à un nationalisme réactionnaire!

140 Godin, Pierre, Daniel Johnson, Montréal, Editions de l'Homme, 1980, 2 tomes (voir le quatrième chapitre du tome I).

intégrante du changement, sans prendre les risques. C'est pour cela aussi que les citoyens ne réalisent pas que, objectivement, les risques sont socialisés, pour employer l'expression de Lowi, encore une fois.¹⁴¹

La lutte des classes ne pourra pas avoir lieu. Et les formes de solidarité seront prédominantes, ne serait-ce que par un état d'esprit, un mood de société. Comme l'indique Dorval Brunelle, les rapports contradictoires, nécessaires à l'affrontement ne seront pas de la partie. Pour l'avoir été, il eût fallu que

"les rapports contradictoires entre base et superstructure - rapports d'exploitation, en premier lieu, si l'on veut, mais aussi rapports d'appropriation, rapports de domination, rapports de distribution - soient la condition de la transformation de luttes des classes: la base - les exploités - produit à l'occasion de son exploitation par la classe dominante, les formes nouvelles de résistance et de solidarité..."¹⁴²

141 The End of Liberalism, op. cit. (voir notre chapitre I, pp. 41-42).

142 Brunelle, Dorval, La raison du capital, Montréal, Hurtubise HMH (Collection Brèches), 1980, p. 177.

Cornelius Castoriadis répond à sa façon à cette importance donnée à la "superstructure":

"Il est aussi (le réel) revitalisation de ce qui est donné, mise à distance, projection. L'histoire est tout autant création consciente que répétition inconsciente. Ce que Marx a appelé la superstructure n'a pas été davantage un reflet passif et attardé d'une matérialité sociale (par ailleurs indéfinissable) que la perception et la connaissance humaine ne sont des reflets imprécis et brouillés d'un monde extérieur parfaitement formé, coloré et odorant en soi..."

(L'institution imaginaire de la société, Paris, Seuil, 1975, p. 29.)

Les soulignés sont de Castoriadis...

Pour tout dire, cette intégration à l'Etat, par l'étatisation de certaines fonctions ou secteurs, créera une certaine harmonie sociale et un engouement pour les réformes et pour la prise en main par l'Etat de la société québécoise. Et comme cette société deviendra conséquemment "politique", les conflits qu'elle entraînera seront plus purement politiques. C'est ce que nous examinons dans le chapitre suivant.

Rappelons donc deux choses avant d'y arriver.

D'abord, que l'utilisation des slogans des "gérants" de la Révolution tranquille n'avaient d'autre but que d'assurer une nouvelle paix sociale, mais surtout une solidarité que la multiplication des nouveaux mécanismes (alliée à la perte de pouvoir du clergé) pourrait éloigner de l'engouement des réformes.

Ensuite, que la mobilisation politique qui suivit (dans les nombreuses commissions scolaires, par exemple) eut aussi pour effet, et c'était recherché, de contribuer à l'utilisation constante de slogans à l'allure corporatiste. Pour créer, comme avant, l'étanchéité de la société.

CHAPITRE VI

LA NAISSANCE D'UNE SOCIÉTÉ POLITIQUE

"La politique au Québec n'est plus une simple affaire de voirie, de travaux publics, d'agriculture et de colonisation; que ce soit dans le domaine de l'éducation, des affaires sociales, des affaires économiques ou du travail, les mesures étatiques sont de plus en plus nombreuses et les problèmes qu'elles soulèvent, ou tentent de régler, font de plus en plus l'objet de débats et de luttes politiques, auxquels les partis ne sont plus les seuls à participer, et qui risquent toujours d'aliéner au parti ministériel les groupes et les individus forcément très nombreux qui s'estiment perdants..."*

Peu importe l'essoufflement de la Révolution tranquille, elle aura été l'une des importantes phases de l'évolution de la société politique québécoise. A ce titre, elle mérite davantage de considérations et d'approfondissements. Nous avons d'ailleurs, dans les pages qui ont précédé, compris ipso facto que les deux périodes analysées jusqu'à présent - celle de ce corporatisme social, en marge de l'Etat, celle du néo-nationa-

* Lemieux, Vincent, "Les partis provinciaux au Québec", dans Partis politiques au Québec, sous la direction de Réjean Pelletier, Montréal, Hurtubise HMH, Cahiers du Québec, 1976, p. 65.

lisme, avec une découverte de l'Etat, et un ré-alignement conséquent des schèmes corporatistes qui deviennent davantage politiques - étaient tout à fait différentes.¹

Il y a davantage cependant que la disparition, ou l'effacement, de l'Eglise dans ce vaste ré-aménagement socio-politique. Le Mouvement coopératif a cessé d'agir en marge. Il est devenu, dans certaines entreprises d'Etat, un partenaire financier important.² Partnership que les caisses Desjardins ont menacé de rompre plusieurs fois, si elles n'obtenaient pas dans le cas de la Société générale de financement (S.G.F.), par exemple, des "participations garanties" au processus décisionnel.³

1 Dans notre article déjà cité et dont nous avons résumé les "trouvailles" (Recherches sociographiques, op. cit.), nous disions que "le déclin de l'élite religieuse est accompagné d'un déclin de l'élite traditionnelle québécoise qui "parlait au nom de la race canadienne-française". Peu de Québécois lisent l'Action nationale..., les diplômés des collèges classiques ne font plus corps, comme aux temps des "amicales" et des conventuels..." (p. 83).

Ce paysage s'est estompé... - répétons-le.

2 Besner, Jacques et Louis-Claude Bertrand, "Les caisses populaires", Action nationale, vol. LXII, février 1973, p. 470.

3 Voir un dossier récapitulatif dans un cahier spécial du Devoir, le jeudi, 17 avril 1980, et surtout les textes de Gaétan Tremblay et de Julien Tourigny ("Les nouvelles coopératives... comme au début du siècle"), de Jacques Grand'Maison ("Cinq nouveaux atouts pour un second souffle du Mouvement") et de Roland Parenteau ("Le développement coopératif, priorité importante de l'Etat").

D'ailleurs, de signaler ce dernier:

"Le secteur coopératif comme tel devrait connaître un plus grand développement, ce qui lui permettrait non pas de supplanter entièrement le secteur capitaliste, ce qui apparaît illusoire et même inutile, mais de fournir une certaine forme de pouvoir compensateur à la Galbraith..." (p. 4).

Or, cette pression exercée auprès des autorités gouvernementales transforme un corps intermédiaire en un groupe de pression, purement et simplement.⁴

La doctrine des corps intermédiaires bifurque elle aussi. Le père Arès, avocat en 1938 du devoir d'état de la corporation, i.e. servir le bien commun, appuya en 1964 ce qu'il appelait "le mouvement de multiplication d'interventions des corps intermédiaires auprès des pouvoirs publics."⁵ L'abbé Gérard Dion, après avoir admis précédemment que les corps intermédiaires devaient être autonomes et extérieurs à l'Etat, fait soudain figure de paradoxe quand il écrit que ce peuvent être les "corps intermédiaires qui désignent les personnes que l'Etat nomme dans des organismes gouvernementaux."⁶ Dans de telles conditions, la survie de la notion des corps intermédiaires est non seulement menacée, mais complètement éliminée. La théorie corporatiste de l'Eglise et des penseurs québécois d'avant 1960 a fait place à une autre théorie corporatiste.⁷

4 Cardin, J.R. et T. Pigeon, "Les implications de la participation des corps intermédiaires au sein des organismes publics", dans L'Etat et les corps intermédiaires, op. cit., p. 103.

5 Arès, Richard, "L'Etat et les corps intermédiaires", dans L'Etat et..., p. 9.

6 Dion, Gérard, "Les corps intermédiaires: groupes de pression ou organismes administratifs?", dans L'Etat et..., op. cit., p. 15.

7 Presthus (Elite Accommodation in Canadian Politics, New York, Cambridge University Press, 1973, pp. 21-30) commet l'erreur d'identifier la théorie corporatiste de l'Eglise et des penseurs québécois, avant 1960, à sa propre théorie sur l'accommodement des élites, sorte de système socio-politique à l'intérieur duquel les décisions majeures touchant les politiques socio-économiques nationales sont

C'est celle-ci que nous voulons regarder de plus près.

Nous cernerons d'abord les nouvelles relations socio-politiques dans le Québec de la Révolution tranquille. Puis, après avoir analysé tour à tour les exemples importants de l'Hydro-Québec, du Conseil d'orientation économique et de l'expérience du Bureau de l'aménagement de l'Est du Québec, et de son successeur, l'Office de planification et de développement du Québec (B.A.E.Q. et O.P.D.Q.), nous insisterons sur l'impact de la Société générale de financement. Cela nous conduira à examiner la création de cette nouvelle bourgeoisie technocratique et de situer la période sur notre modèle corporatiste.

1. De nouvelles relations

Des relations politiques sont donc créées, de toutes pièces, avec les nouveaux mécanismes de la Révolution tranquille. Or, de l'absence de cette participation au processus décisionnel de la part des groupes, on pourra juger des tentatives de l'équipe Lesage. De dire Roland Parenteau:

"Nous estimons que la non-participation des autres agents économiques (autres que l'Etat) aux tentatives de planification qui se sont manifestées

obtenues après une inter-action entre les dirigeants gouvernementaux (législateurs et bureaucrates) et les élites des groupes d'intérêt. Toute l'argumentation qui suit montrera les différences entre le corporatisme social, prôné par l'Eglise, et le corporatisme politique, tentativement mis en place par les gens de l'équipe Lesage, puis de Johnson.

au cours de la période en question devenait fatale dès qu'on ne sentait pas une volonté incontestable des pouvoirs publics de s'engager dans cette voie..." 8

Si l'on accepte cette vue, l'Etat nouvellement actif de Jean Lesage chercha à provoquer une participation plus accrue aux programmes politiques. Nous touchons là, selon nous, un aspect spécifique de l'approche de société développée à l'époque. Rompre l'étanchéité des deux camps - le social et le politique - devenait une condition sine qua non de la mise en marche d'une nouvelle société globale. D'ailleurs, les technocrates qui mettaient en marche les réformes se devaient de se doter d'une certaine légitimité et d'une certaine ouverture au public.⁹

8 Parenteau, Roland, "L'expérience de la planification au Québec (1960-1969)", Actualités économiques, vol. XLV, no. 4, 1970, p. 680.

9 Simard, Jean-Jacques, La longue marche des technocrates, Laval, Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1979, p. 149.

"Les technocrates en effet ne sont pas si bêtes et se rendent compte eux-mêmes du danger inhérent à l'érection des grands appareils bureaucratiques... Ce ne sont pas les critiques du statu quo qui ont écrit les plus belles pages sur la rigidité chronique qui guette les bureaucraties, mais plutôt les idéologues intéressés à trouver des solutions qui permettent au statu quo de se maintenir, comme un Robert Merton, ou un Michel Crozier, maîtres à penser de la société fonctionnelle..."

Simard est pris à partie par Marcel Fournier ("D'Esdras à Jean-Jacques, ou la recherche d'une troisième voie", Possibles, vol. IV, no. 3, 1980) parce qu'il ne fait que re-modeler des approches d'Esdras Minville, abordées en détails dans notre troisième chapitre. Étrange que cette identification d'une économie dite de droite (les diverses corporations de l'auteur de la plate-forme économique de l'Ecole sociale populaire) à ces mouvements embryonnaires de l'auto-gestion au Québec (les autonomies des régions et des diverses entreprises) de ce nouveau visage socialiste!

Au Québec, comme en Pologne, les appels à la "solidarité" se font au-delà des schèmes gauchisants.

Les relations deviendront donc plus purement politiques, au sens même où l'Etat et le citoyen ne peuvent être inséparables "parce que le développement de l'un et l'autre repose sur la mutualité de leurs intérêts."¹⁰ C'est donc une attaque directe aux préceptes de la période précédente. Mais comment donc s'établiront les relations?

Précisons d'abord que l'ensemble du diagramme restera vague, quant à la vue d'ensemble de ces relations. Ni Jean Lesage, ni Daniel Johnson (et encore moins Jean-Jacques Bertrand) en effet, ne put, ni ne voulut probablement, esquisser une approche globale à ces relations. Il est cependant un fait accepté: "l'ensemble des Québécois a été porté par les forces occultes de l'histoire vers le néo-nationalisme sans qu'aucune classe n'ait pu prévoir et diriger cette orientation."¹¹ Il n'en reste pas moins que les relations socio-politiques prennent une nouvelle forme, au Québec, à partir de 1960.

Dans notre survol de la nature du nouvel Etat québécois à faire son apparition, avec la Révolution tranquille, dans le chapitre précédent, nous disions que l'Etat encadrerait les

10 "State and citizen are inseparable and each moulds the other until they reach full development in harmony..." (Pickles, Dorothy M., Introduction to Politics, Londres, Methuen, University Paperbacks, 1964, p. 74).

11 Voilà enfin une constatation moins contestable d'un critique de la gauche.

Voir Jean-Marc Piotte, "Sens et limites du néo-nationalisme", Parti-Pris, vol. 4, no. 1, septembre-octobre 1966 (reproduit dans Un parti pris politique, op. cit., p. 123).

TABLEAU 6-1
LES NOUVELLES RELATIONS SOCIO-POLITIQUES

individus, les englobait à un point tel qu'ils devenaient partie intégrante de l'appareil gouvernemental.¹² Or, l'Etat est aussi le noyau central, le point d'aboutissement, si l'on veut, de toute relation sociale. A ce titre, c'est lui qui médiatise les individus et les groupes qui peuvent décider soit de rester en marge, par choix, soit de s'intégrer, suite à l'appel de l'Etat, dans le processus décisionnel. Bref, les groupes sont à la frontière des structures étatiques, certains individus s'y rattachant (aux structures) directement, d'autres moins directement.

12 Le livre de Georges Burdeau (L'Etat, Paris, Seuil, 1970) est très important à cet égard, car il montre que l'Etat peut être perçu différemment par différents individus qui s'y rattachent donc, et conséquemment, d'une façon différente.

La nouveauté de ces rapports socio-politiques réside dans le fait qu'on cherche à minimiser le nombre de ceux qui restent à l'écart, alors que dans la période précédente, la maximisation de la vie, à côté de l'Etat, était la situation recherchée. De lancer à tue-tête Jean Lesage: "Le parti libéral joue son existence et jamais un parti politique chez-nous n'a combattu avec autant d'ardeur pour un idéal."¹³

Il nous apparaît important de noter, dès lors, deux phénomènes.

D'abord, l'Etat québécois pourra susciter, par le haut, la participation des groupes en forçant, par des émissaires sur le terrain, l'animation du milieu. Ce qui constitue d'ailleurs un paradoxe de l'animation populaire, ou communautaire. Si l'on veut vendre des programmes, on risque de se faire envoyer au visage que c'est de "l'animation à sens unique".¹⁴

13 Manifeste du Parti libéral du Québec, 1962 (cité dans Richard Daignault, op. cit., p. 303).

Mais comme l'indique encore Lesage, l'Etat doit devenir ce qu'il est: "la propriété collective des citoyens de cette province, un patrimoine commun... et ce sera la première fois, en Amérique du Nord, qu'une population se donne un moyen aussi dynamique..."

14 "Dans un territoire où les leaders sont rares et sont formés dans de petites associations locales peu productives et trop nombreuses, il fallait évidemment importer en quelque sorte des gens capables de former des leaders en leur donnant des chances de perfectionner et d'augmenter leur leadership de façon à pouvoir remplacer par la suite ceux qui les ont formés..."

(Lebel, Bertrand, "Notes sur l'animation sociale au B.A.E.Q.", Parti-Pris, vol. 3, no. 10, mai 1966, p. 19.)

Ensuite, si cette dénonciation d'une animation de technocrates pèse constamment sur les têtes de ceux qui peuvent, et doivent, établir de nouveaux mécanismes de liaison politique entre les dirigeants et les citoyens ordinaires, il est fort possible que cette épée de Damoclès en puissance soit un obstacle aux échanges d'un vrai partnership.

Car c'est de cela dont il s'agit ici. Pour pallier les carences de médiation entre le social et le politique, carences soudainement visibles avec l'éclatement du rôle de l'Eglise et des corps intermédiaires, le nouvel Etat de la Révolution tranquille cherche à re-crée le sentiment d'appartenance à la collectivité par une participation aux mécanismes décisionnels. Il est vrai que ces efforts n'ont pas nécessairement des teintes corporatistes - puisque toute participation à des discussions ante-decisiones serait corporatiste¹⁵ - mais ils revêtent des traits corporatistes lorsque des preneurs de décision politique, pour éviter "toute menace de dislocation d'un état présumé ou réel d'un ordre économique ou social qui échapperait au contrôle des participants"¹⁶, se mettent, comme nous le disions

15 Ce qui enlèverait toute importance et tout intérêt (voir utilité) à la notion corporatiste. Nous avons déjà dénoncé de telles pratiques dans le cas d'une communication inédite faite au colloque Political Thought in English Canada, tenu à l'Université York de Toronto, en mars 1978, par le professeur J.T. McCleod ("The Corporatist Strain in Canadian Politics: The Invisible Fist").

16 Voir Khayyam Z. Paltiel et Clinton Archibald, "L'évolution de l'idée corporatiste", Etudes canadiennes (numéro spécial), Actes du colloque de Mons, 24-26 avril 1978, p. 76.

encore dans cet article, à la recherche d'une harmonie inter-groupe (à partir de réformes d'institutions ou de programmes politiques qui pourraient mettre en danger cette paix sociale), harmonie donc qui peut se faire par l'adoption ou la mise en place de mécanismes d'adoption, d'harmonisation et de prise de décision conjointe... Et alors, elle revêt des traits corporatistes, répétons-le, cette recherche consciente.

Les nouvelles relations socio-politiques visent donc à impliquer de nouveaux agents décisionnels. Or, quatre exemples nous semblent importants à cet égard.

L'Hydro-Québec, d'abord, parce qu'on "vendit" la nationalisation par cette corporation publique à l'enseigne de la prise en main d'un mouvement de contrôle purement québécois des ressources domestiques de l'hydro-électricité. Aussi pour stimuler la fierté collective!

Ensuite, le Conseil d'orientation économique qui, tout en étant plus qu'un organisme consultatif, visera à unir - comme dans notre tableau 6-1 - les groupes sociaux à l'Etat.

En outre, l'ancêtre de l'Office de planification et de développement du Québec, le B.A.E.Q., connut un "développement" difficile, en raison des difficultés de régionalisation et de l'animation de gens qu'on avait habitués à se laisser diriger par d'autres.¹⁷

17 De dire Gabriel Gagnon, célébrant le "principe" du développement régional:

5

Finalement, la Société générale de financement (S.G.F.), elle, parce qu'elle voulut être un outil d'aide - au sens même de la subsidiarité des enseignements catholiques de la période précédente - à la promotion de l'économie et de la prise en main, par la communauté, de certaines activités dites "nationales".

Or, c'est l'ensemble des relations socio-politiques qui est important, dans cet examen. Et c'est ici que nous distinguons, dans la période charnière sous examen, le passage à un nouveau type de relations. Evidemment, on dira que cette recherche, ou cette "nouvelle quête d'identité", pour employer l'expression d'André Rossinger, n'est ni spéciale, ni spécifique au Québec. Nous ne saurions partager cet avis. Et cela, pour trois raisons majeures.¹⁸

"Il faut admettre que le niveau régional constitue un excellent échelon pour assurer la participation des travailleurs à la gestion de l'économie et de la société: il permet de multiplier les centres de décision en les rapprochant du producteur et du consommateur..."

("L'esquisse d'un plan incertain", Parti-Pris, vol. 3, no. 10, mai 1966, p. 43.)

18 Rossinger, André, "L'éclipse", Cité Libre, 1966, p. 9.

De dire Rossinger:

"Il est compréhensible que les ennemis du progrès authentique veuillent répandre le bruit que la Révolution tranquille est allée trop loin, trop vite et sans assez faire connaître ses objectifs. Ceux qui se contentent d'une explication pareille sont, soit les victimes naïves de la propagande, ou cherchent un échappatoire. Il y a des gens qui n'acceptent pas de partager des responsabilités, et qui écartent les leçons des faits..."

Primo, la modification des rapports socio-politiques traditionnels à la province que nous examinons revêt un intérêt, en raison des aspects de "vente" de la réforme ou de la nouvelle société.

Secundo, l'emphase sur la concertation, comme leitmotiv dans la période qui suivra, ne s'explique que par le piétinement et un certain échec des quatre mécanismes en question.

Tertio, il faut voir si "l'éveil canadien-français" des années '60 a vraiment eu lieu.

2. L'Hydro-Québec

Pierre Fournier affirme que le motif principal de la création de la "grosse" Hydro-Québec, issue de la nationalisation, a été celui de créer une bourgeoisie canadienne-française pouvant permettre d'une part à cette dernière de prendre en mains certaines industries pour le mieux-être de la collectivité et, d'autre part, de servir de contre-poids à la bourgeoisie anglo-saxonne qui contrôlait tout le secteur privé important de la province.¹⁹ Il note d'ailleurs que seulement cinq ans après la nationalisation, "267 des 365 professionnels et administra-

19 Fournier, Pierre, "Les sociétés d'Etat au Québec", présenté au colloque annuel de l'Association canadienne de science politique, Québec, mai 1976, p. 31. L'auteur du Patronat québécois au pouvoir (Montréal, Hurtubise HMH, 1979) a d'ailleurs cité Jacques Parizeau, dans la même communication, en rappelant que ce dernier disait, à maintes reprises, que "les Québécois n'ont pas d'institutions géantes et qu'il fallait les créer de toutes pièces..."

teurs étaient des Canadiens-français en comparaison d'une proportion de seulement 12% du total de tous les ingénieurs, en 1962."²⁰

Henry Milner, pour sa part, n'est pas d'avis que l'Hydro-Québec a entraîné une bourgeoisie indépendante, "tout au plus a-t-elle permis l'avancement individuel de certaines personnes."²¹ Mais comme le signale aussi Wallace Clement, l'Etat a permis à une grande partie d'une nouvelle bourgeoisie (une petite bourgeoisie, en passant) de garder l'espoir de contrôler "quelque chose":

"A major avenue of mobility for French Canadians into the economic elite has been through connections with the State... Altogether this includes 54% of all the French in the elite. This suggests that the French have been successful in using the State as a means for access to the economic elite and that they have strong relations with the State after gaining access..."²²

Mais pourquoi parler de l'Hydro-Québec comme mesure corporatiste ou ayant des traits corporatistes? Car, d'autres provinces, d'autres sociétés politiques ont des agences ou des sociétés publiques. Or, le cas de l'Hydro-Québec est spécial.

20 Ibid., p. 6.

21 Milner, Henry, Politics in the New Québec, Toronto, McClelland and Stewart, 1978, p. 51.. Milner note, à cet égard, qu'un ex-président de l'Hydro, Roland Giroux, siège sur le conseil d'administration de Power Corporation.

22 Clement, Wallace, The Canadian Corporate Elite, Toronto, McClelland and Stewart, 1975, p. 236.

De l'avis de Postgate et Roberts, "la seule mesure efficace pour fortifier la présence canadienne-française dans l'économie du Québec, durant la Révolution tranquille, a été la mission spéciale confiée à l'Hydro-Québec".²³ Il s'agissait donc de développer le sentiment de protection de l'Etat et de faire comprendre aux citoyens éloignés de ce dernier, durant la période précédente, que la grande corporation politique leur appartenait et combattait d'égal à égal les grosses entreprises possédées par les multi-nationales. A ce titre, elle incorporait les individus laissés en marge de l'Etat et les convainquait - ou donnait l'apparence - qu'ils avaient un certain contrôle de "leur entreprise". De dire Nicole Laurin-Frenette:

"L'Etat a tendance à devenir dans l'idéologie, l'ultime refuge du "sujet" dont on peut dire qu'il est réellement en crise. L'Etat apparaît comme le seul lieu où l'exercice de la liberté, de la volonté, de la raison, semble possible dans un univers dont les données sociales échappent, pour les agents, non seulement à la maîtrise, mais à la conceptualisation... Les anciens attributs du sujet individuel sont transférés à l'Etat..."²⁴

A des jours troublés par la réforme de l'enseignement, l'équipe Lesage voulut également pallier le vide créé par le délogement des clercs des diverses entreprises communautaires.

²³ Postgate, Dale et Ken McRoberts, Québec: Social Change and Political Crisis, Toronto, McClelland and Stewart, 1976, p. 114.

²⁴ Laurin-Frenette, Nicole, Production de l'Etat et formes de la nation, Montréal, Nouvelle Optique, 1978, p. 140.

(paroisses, syndicats, agences de bien-être) par l'enseignement collectif à la possession collective d'une des grandes ressources domestiques. L'Etat, comme nous l'avons vu dans notre chapitre précédent, devenu l'Etat de tous, participe à la gestion (et au capital) de l'entreprise, définit les grandes orientations et nomme les administrateurs.²⁵ L'Hydro-Québec, à ce titre, deviendra le symbole de l'omni-présence de l'Etat, qui devient le lieu "où s'articule... une large part de ces procès de reproduction qui s'effectuent dans divers appareils et à divers niveaux: famille, appareil scolaire, hospitalier, religieux, culturel, de loisir..."²⁶

On présente donc l'Hydro-Québec comme résultant des "nécessités de saper les bases économiques-politiques des élites tradi-

25 Faucher, Philippe, L'entreprise publique comme instrument de politique économique, Montréal, département de science politique de l'Université de Montréal, Notes de recherche, no. 2, 1981, p. 6.

D'ajouter cet auteur:

"L'ensemble de l'économie profitera des effets d'entraînement qui sont associés avec certains secteurs... pour garantir une présence nationale (exclusive ou non) dans un secteur jugé stratégique..."

26 Laurin-Frenette, Nicole, op. cit., p. 110.

De préciser Madame Laurin-Frenette:

"On peut donc affirmer que, d'une certaine manière, c'est l'Eglise québécoise elle-même qui se supprime en tant qu'appareil de contrôle et de reproduction, unie à l'Etat, ce qui empêche l'émergence d'un véritable mouvement anti-clérical... Jusqu'à un certain point, l'Eglise se supprime en tant qu'appareil religieux..." (p: 120)

Intéressant... parce que cela montre que l'Eglise, en jouant le jeu des autres groupes de pression, donna à ces entreprises de la Révolution tranquille une sorte d'acceptation populaire.

tionnelles.... de changer le système..."²⁷ A ce titre, on pourrait parler, comme le fait Pierre Desbiens, "de l'avènement du capitalisme collectif".²⁸ Il s'agissait donc de remplacer l'Eglise en tant que la vraie inspiratrice des projets sociaux et collectifs par l'appareil étatique. Evidemment, une nouvelle petite bourgeoisie domestique remplacera la bourgeoisie traditionnelle locale.²⁹

-
- 27 Brunelle, Dorval, "Le capital, la bourgeoisie et l'État du Québec: 1959-1976", dans Le capitalisme au Québec (sous la direction de Pierre Fournier), Montréal, Editions coopératives Albert St-Martin, 1978, p. 93.

Brunelle émet l'opinion que la Révolution tranquille a conduit la collectivité québécoise à soumettre des milliers d'appareils constituant un puissant rempart contre la socialisation des rapports de production et contre l'extension du salariat en particulier - municipalités, commissions scolaires, écoles, collèges, hôpitaux - à "se réformer", parce que, écrit-il, "ils s'avéraient des lieux où subsistaient des rapports para-capitalistes, soit corporatistes, soit même quasi-seigneuriaux..." (nos soulignés).

- 28 Desbiens, Pierre, "Perspectives sur l'Etat québécois", dans Le capitalisme au Québec, op. cit., p. 111.

- 29 De préciser le même Desbiens:

"Concrètement, une fois installée en tant qu'agent de capital de l'Hydro, la bourgeoisie locale a standardisé les lignes de transport électrique, l'exploitation des réserves aqueuses et l'utilisation du débit d'eau, car les liens contractuels entre l'Hydro et les firmes individuelles ne permettaient pas l'utilisation maximale des eaux, selon les variations d'hydrolicité..." (op. cit., p. 126).

La bourgeoisie traditionnelle (celle de l'Eglise) ainsi que la petite bourgeoisie des Canadiens-anglais et des non-francophones dont on parle ici qui contrôlaient les appareils sociaux et économiques d'autre part furent donc "attaquées" de toute part.

TABLEAU 6-2

REPARTITION DU TRAVAIL QUALIFIE ET DEQUALIFIE PRODUCTIF
(1961)

	<u>Qualifié</u>		<u>Déqualifié</u>	
	Total	%	Total	%
Industrie chimique, pâtes et papier	2,834	15	15,606	84
Cuir	2,175	18	9,774	81
Caoutchouc	591	19	2,514	80
Textile	24,313	29	56,810	70
Minéraux non-métalliques	1,325	32	2,770	67
Métaux primaires	4,026	38	6,425	61
Aliments, boissons	14,477	57	25,344	43
Imprimerie, édition	7,227	65	3,782	35
Produits métalliques et mat. de transport	63,139	71	25,131	28
Bois, meuble	41,548	78	11,507	21
Electricité	28,874	90	2,968	9
Autres industries	8,254	11	64,012	89

Source: Lëgaré, Anne, Les classes sociales au Québec, Montréal, Les Presses de l'Université du Québec, 1977, p. 95 (tiré du B.F.S., cat. 95-514, tableau 20).

Un élément important de la gestion de l'Hydro-Québec, après la nationalisation de l'électricité, en 1962, réside également dans la "fourniture" de services, à partir d'une main-d'oeuvre qualifiée. L'expression "prise en mains de ses destinées" symbolisera d'ailleurs l'importance et la fierté de se faire reconnaître comme techniciens compétents, surtout après les valorisations du travail dit traditionnel, durant la période Duplessis. Comme le démontre très bien le tableau 6-2, c'est dans le secteur de l'électricité qu'on retrouve le plus de main-d'oeuvre qualifiée.

D'ailleurs, les chantiers de la Manic et de la Baie James seront célébrés, plus tard, comme des chefs d'oeuvre de projets collectifs.³⁰

Inspirée donc du nationalisme nouveau des petits bourgeois technocrates, l'Hydro-Québec en viendra à vouloir représenter la cohésion et l'intégration à l'Etat du Québec.³¹ Or, cette appellation néo-nationaliste vendit la réforme et la participation aux programmes de la période 60-70 par les espoirs de partager les bienfaits en tant que classe moyenne élargie. "Evidemment, comme nous le rappelle le couple Milner, les idéaux des techniciens ne conduisent pas nécessairement à une société sans classe, mais visent certes à rendre les antagonismes plus doux et résoudre tout par la raison et la science."³² Cette sorte d'harmonie technocratique créée par l'appropriation collective d'une richesse collective donne aussi aux dits spécialistes une position privilégiée dans la gestion de la société.

30 A l'ouverture des derniers barrages, aux deux centrales, les politiciens en vue du Québec - les premiers ministres surtout - et même ceux qui ne le sont plus - comme ce fut le cas pour Robert Bourassa, trois ans après sa cuisante défaite - sont acclamés comme des "champions". Les célébrations, dans "les plus grosses cafétérias du monde", prennent l'allure d'immenses rallyes harmonieux, à un point tel que patrons, ouvriers, spécialistes, en plus des leaders politiques, au-delà des classes sociales, se voient dans des aires où égalité et fraternité collectives prennent du sens.

31 L'expression "Etat du Québec" développée par Jean Lesage - et répétons-le encore - n'est pas juridiquement correcte. Peut-être l'utilise-t-on d'ailleurs pour pallier cette existence réelle de la souveraineté complète, dans toutes les sphères de compétence. Voir notre texte pour la Télé-Université (Université du Québec, 1981), intitulé "La configuration de l'Etat: le type de régime politique et le type de société politique."

32 Milner, Henry et Sheilagh Hodgins Milner, The Decolonization of Québec, Toronto, McClelland and Stewart, Carleton Contemporaries, 1973, p. 173.

Si nous insistons sur l'entreprise-clé de l'équipe Lesage, c'est aussi parce qu'elle revêt donc, au symbolique tout au moins, des teintures de ce que nous avons appelé, dans notre premier chapitre, le néo-corporatisme. Car, pour remplacer la séparation des corps sociaux et de l'Etat lors de la période d'avant-1960, la Révolution tranquille chercha à forcer les individus à se rattacher à l'Etat. Or, les citoyens se voient intégrés dans la prise en mains des ressources hydro-électriques - ne les a-t-on pas d'ailleurs consultés directement par l'élection de 1962 - mais également dans des programmes définis par l'Etat en tant que puissance publique appartenant à tous.³³

L'Hydro-Québec deviendra donc l'élément-moteur dans ce que Toledano appelle les "filières de production".³⁴ L'intervention étatique vise à créer un effet multiplicateur à la fois dans la planification des réformes dans d'autres domaines et dans l'intégration des individus ordinaires à la corpora-

33 De préciser encore Philippe Faucher:

"La spécificité de l'entreprise publique tient à la confrontation des lois économiques et des options politiques et manoeuvre dans l'espace incertain qui sépare l'intérêt capital de l'intérêt général. Cette spécificité se confond à l'autonomie de l'Etat et découle du fait que seul l'Etat possède le pouvoir d'imposer (de négocier), dans le champ de la production, ses objectifs aux lois du marché..." (op. cit., p. 13)

34 Toledano, Joelle, "A propos des filières de production", Revue d'économie industrielle, no. 6, 1978, pp. 149-158.

tion publique. L'Hydro-Québec, dans ce modèle, devient le symbole du nouvel Etat qui appartient à tous et que tous peuvent influencer. "Cette intervention demande un degré plus élevé de planification (c'est-à-dire de concertation), de dire Faucher, ou la prise en main par l'Etat de la production située au lieu stratégique de la filière de production."³⁵

Remarquant d'ailleurs l'analogie avec les schèmes corporatistes originaux (ceux des premiers textes italiens, portugais et espagnols), on ne peut qu'être touché par ce que Lefebvre qualifie du "processus d'institutionnalisation de toutes les organisations et activités sociales."³⁶ L'Hydro-Québec devient le lieu de contrôle de cette institutionnalisation et l'imbrication des individus, laissés en marge précédemment, à la société politique. Nicole Laurin-Frenette, dénonçant cette interprétation, la résume comme suit :

"L'action de l'Etat produit et engendre la société et du même mouvement, l'absorbe et la dévore; elle n'existe plus que par lui et pour lui, elle est sa chose et son effet. A la limite, l'Etat devient coextensif, équivalent et identique à la société..."³⁷

35 Faucher, Philippe, op. cit., p. 19.

36 Lefebvre, Henri, De l'Etat, Paris, U.G.E., collection 10-18, 1977.

37 Laurin-Frechette, Nicole, op. cit., pp. 114-115.

Madame Laurin-Frechette rejette cette vision des choses, en disant que la méthode de Lefebvre est trop "mécaniste", parce que c'est l'Etat sujet-objet, c'est l'Etat-discours que soutient la domination politique: sa représentation, sa figure imaginaire. Elle rejette aussi sa notion "de mode de production étatique" parce qu'elle tient au pied de la lettre, dit-elle, les décrets de l'Etat sur "les frontières" du politique et de l'économie et le champ de ces pouvoirs.

Jean Lesage répéta d'ailleurs maintes fois ce que le programme électoral disait en 1962: "on ne remplace pas 30,000 actionnaires par plus de 5,300,000 sans consulter ces derniers."³⁸ L'Hydro-Québec, corporation nationale, servirait donc de cri de ralliement. A cet égard, sa gestion par une entreprise collective marquera l'implication des autres structures décisionnelles - et surtout les expériences du B.A.E.Q. - dans l'immense corporation globale de la société québécoise.

L'Hydro-Québec, plus que les autres corporations publiques d'ailleurs, symbolisera ainsi pour l'équipe de la Révolution tranquille une immense corporation appartenant à tous. Elle symbolisera aussi, par son contrôle de plus de 70% de l'énergie hydro-électrique produite sur le territoire québécois, une sorte d'égalité, ou mieux d'harmonie nationale, au sens même des cris des sociétaires des caisses populaires, "c'est à nous autres..."

Intéressant de voir que l'auteur de Production de l'Etat et formes de la nation dénonce exactement ce que nous percevons comme important de la Révolution tranquille: une intégration du social et du politique, par incitation étatique, une intégration de l'individu à la prise en main collective des ressources qui lui appartiennent, et finalement une invitation à ces corps sociaux isolés de venir de concert diriger la société globale (le social et la politique ne forment dorénavant qu'une corporation).

38 Manifeste du Parti libéral du Québec, 1962, cité dans Richard Daignault, op. cit., p. 298.

Daignault qui a vécu toutes les péripéties de la campagne de 1962 ajoute que Jean Lesage vendit, par la nationalisation, une pléiade de réformes en faisant appel à "une intensification de la vie nationale des Québécois..." (Ibid., p. 219.)

De lancer encore Milner:

"... the expression of Québec nationalism - its "we" (or rather nous) feeling, while taking various forms throughout the course of Québec's development, was a constant and irreducible factor..." 39

3. Le conseil d'orientation économique

Le conseil d'orientation économique du Québec avait été proposé par les libéraux de Jean Lesage durant la campagne électorale de 1960. En 1961, par une législation spéciale, le deuxième conseil de ce genre dans l'histoire du Québec était mis en marche.⁴⁰

Dans sa formation, le conseil d'orientation était nettement de texture corporatiste. La représentation régionale y était accolée d'une représentation, nous dit Roland Parenteau, des secteur vitaux de la vie économique et sociale du Québec. Les facteurs ethniques furent même pris en considération.⁴¹

39 Milner, Henry, Politics in the New Québec, op. cit., p. 17.

40 En 1943, le gouvernement Godbout avait institué le premier conseil d'orientation afin de préparer le passage en douceur d'une économie de guerre à une économie de paix qu'on disait imminente. Mais, après le retour de Duplessis au pouvoir, en 1944, le gouvernement de l'Union nationale ne renouvela pas le mandat des "conseillers" qui avaient d'ailleurs décidé d'ajourner les sessions et leurs travaux pour "voir ce qu'on déciderait..."

41 Parenteau, Roland, "The Québec Economic Advisory Council", Revue de l'Institut d'administration publique du Canada, vol. VII, no. 2, juin 1965, p. 167.

Cinq membres étaient des hommes d'affaires, cinq des professionnels, trois des dirigeants syndicaux et deux des professeurs d'université.⁴² Un groupe de cinq hauts-fonctionnaires, rattachés à des ministères ou agences gouvernementales à portée économique, était aussi appelé à participer aux discussions, mais, en tant qu'entité, ou même en tant qu'individus, n'avaient pas droit de vote. Un secrétariat permanent fut mis en place afin de coordonner la tenue des réunions mensuelles, de préparer des audiences, ou sessions, où le public participerait aux travaux et, sous l'autorité d'un directeur général, de mettre à la disposition des membres permanents des scénarios de développement économique par des documents de recherche spécialisée.⁴³

42 Intéressant de noter cette sous-représentation des syndicats. A moins que l'équipe du tonnerre prenait pour acquis que les deux universitaires - comme Duplessis aurait voulu le faire croire avec sa croisade contre l'école des sciences sociales du père Lévesque, de l'Université Laval - prendraient inévitablement à coeur la cause des travailleurs et mettraient de l'avant des solutions moins élitistes que celles des hommes d'affaires et des professionnels. Une généralisation pour le moins stéréotypée!

43 Ce qui pourrait avoir le risque de susciter un mécontentement chez les fonctionnaires-conseillers en place, puisque ces derniers pourraient croire qu'on aime mieux se fier à des outsiders. Ce qui d'ailleurs arriva rapidement, selon Parenteau, parce que "some of them have not agreed on the fact that people considered as outsiders could and would dictate policies to the government..." (*Ibid.*, p. 171.) Le terme "dictate" est significatif.

TABLEAU 6-3

LE CONSEIL D'ORIENTATION ECONOMIQUE DU QUEBEC (C.O.E.Q.)

Deux fonctions primordiales devaient être remplies par le conseil.

D'abord, comme l'indique le tableau 6-3, il devait donner des conseils sur les programmes à adopter pour préparer un plan global de développement du Québec, et cela à long terme.

Ensuite, il peut, soit de sa propre initiative, soit à la demande du gouvernement, faire des recommandations sur toute mesure de politique économique qui serait jugée nécessaire.

Occupé qu'il sera de sa fondation, en 1961, jusqu'à la fin de l'été 1962, à donner des recommandations spéciales - comme des analyses sur l'achat des compagnies d'hydro-électricité, sur l'établissement d'un complexe sidérurgique, sur la

création d'une corporation quelconque d'investissement⁴⁴ - le conseil décida par après de regarder de plus près son travail de longue haleine: le développement d'une véritable planification.

On livra donc en deux ans un rapport "orientant" les exigences à être rencontrées pour une bonne planification économique du Québec.⁴⁵ Inspiré du premier document publié par le conseil à ce sujet⁴⁶, la "méthodologie du plan devait s'inspirer de l'expérience française".⁴⁷ Selon Benjamin, il faut d'ailleurs distinguer l'approche française (de type indicatif) de l'approche "à la soviétique" (de type impératif).⁴⁸ Le plan du second type impose à la "nation de se comporter comme une seule entreprise qui dirige ses divers établissements",

44 A ceux qui douteraient de l'impact des recommandations du conseil, ces trois exemples servent à montrer que le gouvernement Lesage suivit les observations à la lettre: la Société générale de financement fut créée, Sidbec également, et les compensations aux compagnies privées de l'électricité furent établies aux sommes du conseil. Voient-ils des gouvernements provinciaux, ailleurs, écouter aussi attentivement leurs conseils économiques qui sont devenus des portes de sortie-échappatoire d'une critique du système par lui-même... sans que rien ne se produise?

45 Conseil d'orientation économique du Québec, Les exigences de la planification économique, Rapport présenté au gouvernement du Québec, septembre 1964.

46 Conseil d'orientation économique du Québec, Documents de base en vue de la planification, Rapport présenté au gouvernement du Québec, 1962.

47 Parenteau, Roland, "L'expérience de la planification au Québec: 1960-69", Actualités économiques, vol. XLV, no. 4, 1970, p. 681.

48 Benjamin, Jacques, Planification et politique au Québec, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1974, p. 87.

alors que, pour le premier, "les objectifs sont fixés par secteur plutôt que par firme, laissant ainsi aux entrepreneurs une grande liberté d'action."⁴⁹ On croirait y reconnaître des éléments de la sociologie de Durkheim.

Cette "inspiration" du type français créa, dès le départ, certains problèmes. Comme l'indique encore Benjamin, le Québec n'est pas doté d'une économie purement québécoise, c'est-à-dire qu'il ne contrôle pas, dans le domaine des mines, par exemple, tous les instruments de politique économique.⁵⁰

D'ailleurs, l'Etat du Québec se doit d'être conscient, en tout temps, qu'il n'est pas un Etat à part entière, comme nous l'avons déjà dit, et qu'en "économie ouverte, la sienne est inévitablement orientée selon les moeurs économiques de l'Amérique et ne peut être entièrement déterminée par les actions de l'Etat, si importantes que ces actions puissent être."⁵¹

De l'avis de Roland Parenteau, les recommandations du rapport restèrent lettre morte. Mais elles provoquèrent aussi, selon lui, "un bouillonnement d'idées dont plusieurs ont réussi à faire leur chemin par la suite et à déboucher sur

49 Ibidem.

50 Ibid., p. 88.

51 Bourassa, Robert, Allocution prononcée lors de la première réunion du Conseil de planification et de développement du Québec, 3 juin 1971.

des initiatives gouvernementales, sans pour autant que le C.O.E.Q. s'en vît attribuer le crédit."⁵² Parmi ces "réussites", notons le comité ministériel de la planification et le comité permanent d'aménagement des ressources. Quant aux programmes de l'A.R.D.A. et du Bureau de la statistique du Québec (le premier s'intéressant au développement régional agricole, l'autre à un tableau inter-industriel), et à la création du Bureau d'aménagement de l'Est du Québec (B.A.E.Q.), on peut certes affirmer que le C.O.E.Q. en fut l'âme inspiratrice.

Après s'être penché sur un plan global du développement du Québec, le Conseil s'en écarta "stratégiquement" afin de l'atteindre (de chercher à l'atteindre, en tout cas) par la porte arrière. Il proposa donc de fortifier les diverses consciences régionales par le développement de conseils économiques régionaux (C.E.R.). Ces derniers virent le jour rapidement et ils se vouèrent à la solution de problèmes d'aménagement du territoire. C'est là un développement important: avant de disparaître, le C.O.E.Q. fut responsable de la création d'organismes de développement régional, d'apparence corporatiste eux-mêmes. En effet, comme le démontre Andrée Lajoie, les C.R.D., voués à la promotion de la vitalité économique des régions, sont financés par les corps sociaux (syndicats, cais-

52 Parenteau, Roland, "L'expérience de la planification...", op. cit., p. 682.

ses populaires, institutions d'enseignement et de recherche post-secondaire⁵³) et par les municipalités locales qui y délèguent des dirigeants qui mènent la barque.⁵⁴

Soulignons tout de go un problème important qui découle de ce conflit entre planification centrale pour tout le territoire et mini-plans régionaux. Après avoir créé dix régions administratives, le gouvernement québécois se voyait aux prises avec plusieurs élaborations de planification régionale. Or, il n'était pas assuré que ces orientations régionales puissent concorder avec le plan, toujours à l'état d'ébauche, global pour tout le territoire. L'économiste Roger Dehem, de l'Université Laval, soulignait d'ailleurs, à l'époque, que l'essence du fédéralisme était incompatible avec le concept de planification qui exige, contrairement au premier, un centre unique de décision.⁵⁵ Il aurait donc fallu trouver des mécanismes de représentation des conseils régionaux au sein du C.O.E.Q. pour en faire une immense assemblée ou corporation à représentation de tous les secteurs. D'ailleurs, le ministère de l'Industrie et du Commerce, s'inspirant des divisions régionales mis de l'avant par le Conseil, fut le seul,

53 C'est à cette époque que l'Union nationale mit de l'avant, dans la foulée des objectifs de la Révolution tranquille, les composantes décentralisées de l'Université du Québec.

54 Lajoie, Andrée, Les structures administratives régionales, Montréal, Les presses de l'Université de Montréal, 1972.

55 Dehem, Roger, Planification économique et fédéralisme, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1968.

avec le ministère de l'Éducation, un peu plus tard, à accepter une théorie des pôles de croissance, une carte administrative de dix régions et vingt-cinq sous-régions.

De protester l'auteur de Planification et politique au Québec:

"La plupart des autres ministères (Affaires sociales, Affaires culturelles, Agriculture et colonisation, Revenu, Transports, Travail et main-d'œuvre, etc.) ont adopté leur propre découpage régional, qui en cinq bureaux régionaux, qui en onze, qui en neuf, voir même en vingt-six et soixante-quatre. Les Finances et les Affaires municipales, chose assez surprenante, sont sans découpage régional..." 56

En septembre 1966, le Conseil publia une longue réflexion sur son rôle et ses problèmes. Il y proposait ce qui allait entraîner sa disparition, selon Parenteau, soit la création de deux organismes complémentaires: un Office du plan et un Conseil de développement. Avec le changement de gouvernement, comme nous l'avons déjà dit, la Révolution tranquille connut, après avoir entamé un détour, un cran d'arrêt. L'administration Johnson traduisit en législation les propositions du C.O.E.Q., seulement en 1968. En attendant sa disparition, le Conseil s'intéressa jusqu'aux derniers soupirs à un système de planification budgétaire par programme, à une esquisse de décon-

centration administrative et aux problèmes de la participation populaire aux mécanismes de planification.⁵⁷ Ce qui d'ailleurs servira assez le B.A.E.Q. et l'O.P.D.Q., mais qui n'empêchera pas les contestations des gens du milieu.

Et justement, il importe d'insister sur cette perception de l'orientation du travail du Conseil et du poids qu'il eut dans le processus décisionnel de la période. Il est évident - admettons-le tout de suite - qu'il visait à créer un engouement, par le haut, face à des mécanismes de consultation et, de là, de décision conjointe.

Et le Conseil, à la différence de l'administration générale qui s'intéresse à "appliquer" des programmes, se vouait à préciser des orientations à l'action. Et donc, à développer des scénarios, avec des groupes de travail. Or, ces groupes de travail s'intéressaient fonctionnellement à des centres différents. Ils pouvaient être verticaux et, après consultation avec les gens du secteur, développaient des schémas de la "réalité", en agriculture, dans les pêches, les industries manufacturières, le commerce. Mais ils pouvaient aussi être horizontaux et regarder de plus près les aspects généraux de l'économie, tels l'emploi, le financement, la planification territoriale, les politiques fédérales.⁵⁸

57 Conseil d'orientation économique du Québec, L'animation, l'animation sociale et la consultation: essai de définition, avril 1968.

58 Parenteau, Roland, "The Québec Advisory...", op. cit., p. 170.
De souligner Parenteau:

Le premier travail du Conseil consista évidemment à sensibiliser l'administration Lesage à la réalité économique des différents secteurs. Mais tout en divulguant ses "énoncés de situation", les membres du C.O.E.Q. se trouvaient aussi à transmettre au pouvoir public des résultats de consultations avec le milieu. Et pourtant, l'Etat n'a pas à écouter les doléances de chacun. Soit! Mais il cherche à obtenir la participation des uns et des autres s'il veut que l'harmonie soit faite.

De dire Dorval Brunelle:

"A ce niveau, les représentants de la classe dominante sur la scène politique ont une marge de manoeuvre relativement large qui s'exprime dans une stratégie politique donnée. Par contre, les classes qui ne sont pas représentées au pouvoir politique sont perpétuellement assujetties à réagir contre une stratégie qui leur échappe totalement: en ce sens, leur propre stratégie est déterminée par la stratégie de la classe qui détient le pouvoir politique..." 59

Brunelle mentionne par ailleurs que le projet du conseil d'orientation avait été "mûri et préparé" par la Fédération des chambres, dès 1957. Selon lui, le travail du Conseil,

"It is obvious that these different group analyses, conducted simultaneously, are bound to criss-cross, resulting in a complete covering of the true economic situation observed from different angles... The Council has brought a fresh element into the workings of political and administrative bodies... a new state of mind..."

59 Brunelle, Dorval, La désillusion tranquille, Montréal, Hurtubise HMH, Cahiers du Québec, 1978, p. 123.

une fois créé, était entièrement orienté autour de la question suivante: "comment tailler une place au capital national, i.e., québécois, dans un monde dominé par des ensembles monopolistes"?⁶⁰

Après le Conseil d'expansion économique, créé en 1953, sous l'égide de la Société Saint-Jean-Baptiste, et la mise en marche d'une Banque d'affaires, en 1958, on s'aperçut qu'il était possible de former une sorte de réseau d'entreprises financières canadiennes-françaises.⁶¹ Brunelle prétend qu'il a constitué un échec, ce réseau, parce qu'il "était irrationnel en ce qu'il visait à concilier l'inconciliable sous prétexte qu'entre Canadiens-français, l'entraide, devait remplacer la concurrence..."⁶²

Or, s'il est vrai que la concurrence, en régime de libre entreprise, est inévitable, il faut souligner que l'aide des uns aux autres avait été l'un des leitmotiv de la période précédente et qu'avec le mouvement Desjardins, par exemple, les Canadiens-français crurent que la mutualité des corps intermédiaires, dans la grande corporation sociale, pouvait créer

60 Ibid., p. 106.

61 La Corporation d'expansion financière (CORPEX, 1957), la Compagnie nationale de gestion, Roynat (1962) et les Placements collectifs (la même année) s'ajoutèrent aux deux autres initiatives.

62 Brunelle, Dorval, op. cit., p. 107.

une sorte de conscience nationale. Et c'est justement ici que nous devons insister davantage sur le mouvement Desjardins. En 1963, le C.O.E.Q. et le mouvement Desjardins auront trois directeurs en commun. Cela nous semble important à plus d'un titre et il nous semble capital d'insister sur le fait que le gouvernement Lesage voulut marquer le passage à une société politique en demandant l'appui des mouvements sociaux qui "intégraient" le plus la société canadienne-française. Et ainsi stimuler les citoyens à comprendre ce passage.

Ainsi, le mouvement Desjardins, en 1961, était présent aux institutions gouvernementales qui avaient mission d'orienter l'activité économique de la province. Le père Arès, dans un exposé devant le congrès annuel des Caisses du Québec, se mettra d'ailleurs à applaudir les modifications à la loi des syndicats coopératifs, afin de permettre aux Caisses de placer des capitaux dans les sociétés industrielles et commerciales.⁶³ Mais, ce que le père Arès applaudissait davantage, c'est l'alliance offerte par le nouvel Etat québécois à l'organe par excellence du Québec en ce qui a trait à l'intégration communautaire.⁶⁴

63 Arès Richard, "Les Caisses populaires et la communauté canadienne-française", conférence au VIIe congrès des Caisses populaires Desjardins, 10 mai 1961.

64 Brunelle signale, avec beaucoup d'à-propos d'ailleurs, que cette implication aux institutions financières opérera, en même temps que l'accentuation du mouvement vers la ville, un "transfert de l'épargne des régions rurales et semi-urbaines vers les régions urbaines". (op. cit., p. 111.)

Or, en devenant un partenaire important de l'Etat au C.O.E.Q., puis à la S.G.F. (que nous aborderons tantôt), le mouvement Desjardins se mit à "édifier son complexe" qui irait bien avec la "politique des grandeurs" dénoncée par Daniel Johnson, en 1966.⁶⁵ Au sujet de l'épargne des sociétaires, elle devait dorénavant servir à couronner l'alliance Etat-mouvement Desjardins. Comme le démontre le tableau 6.4, les petits épargnants des coops et des compagnies d'assurance du mouvement s'impliquèrent de leurs sous.⁶⁶

Pour la première fois, les objectifs de l'Etat et de ceux du mouvement pouvaient donc s'harmoniser. Jacques Melançon a bien compris cela quand il écrit:

"Dans un monde économique comme celui où se développent les pays d'Occident, particulièrement les pays nord-américains, et où la grande entreprise tend à prendre une influence de plus en plus grande, il est impossible de penser que les Canadiens d'expression française peuvent jouer un rôle

65 Godin, Pierre, Daniel Johnson, Montréal, Editions de l'Homme, 1981

66 "C'est ainsi que la canalisation, puis la ré-orientation de toute cette épargne - il s'agit non seulement de celle des Caisses, mais encore et surtout de l'épargne dont disposent les mutuelles d'assurance - va permettre d'accroître considérablement la plus-value des immobilisations industrielles existantes. Ce phénomène permet de comprendre les énormes possibilités d'enrichissement qu'offrent fusions et consolidations pour ceux qui acquièrent ces entreprises au moyen d'échanges d'actions..." (Brunelle, Dorval, op. cit., p. 112.)

TABEAU 6-4

EPARGNE ET ACTIF DE LA FEDERATION DE QUEBEC DES UNIONS REGIONALES
(1960 ET 1965)

	Nombre de sociétaires (000)	Epargne (\$000,000)	Actif (\$000,000)	Epargne membre	Actif membre
1960					
Caisses urbaines	678	34,9	435,3	\$51.40	\$642.20
Caisses mi-urbaines et rurales	533	27,6	253,1	\$33.00	\$472.80
1965					
Caisses urbaines	1,093	74,3	807,7	\$68.00	\$739.20
Caisses mi-urbaines et rurales	669	43,7	399,7	\$65.50	\$599.20

Source: Annuaire du Québec; Rapport annuel de la Fédération de Québec des unions régionales des caisses populaires Desjardins, Statistiques, 1969, p. 34 (reproduit dans D. Brunelle, La désillusion..., p. 112).

économique, de quelque importance que ce soit, si un certain nombre de grandes corporations ne viennent pas couronner l'édifice économique qu'ils sont à ériger..." 67

Le Conseil devenait donc facteur d'intégration, au politique, des agents d'intégration de la société du règne Duplessis. Au même titre que l'Eglise qu'on "embarqua" dans les réformes sociales et de l'éducation. On proposa même que les

67 Melançon, Jacques, "Retard de croissance de l'entreprise canadienne-française", dans Roger J. Bédard, L'essor économique du Québec, Montréal, Librairie Beauchemin, 1969, p. 174.

caisses pop "soient mises à contribution pour l'achat d'obligations d'épargne de la province de Québec afin que celle-ci puisse disposer de fonds indispensables à un moment névralgique."⁶⁸

Mais de façon à inclure les Québécois de tout milieu à la grande corporation politique, il fallait aussi les inviter à "participer au développement".⁶⁹

4. Le B.A.E.Q., puis l'O.P.D.Q.

C'est en juin 1963 que fut créé le Bureau d'aménagement de l'Est du Québec (B.A.E.Q.), afin de préparer un plan de développement économique et social pour un peu plus d'un quart

68 Brunelle, Dorval, op. cit., p. 115.

L'auteur tire cette conclusion d'un rapport du groupe de financement, Notes sur l'émission par la province de Québec d'obligations d'épargne, 18 janvier 1963 (rapport confidentiel).

D'ajouter encore Brunelle:

"On peut dès lors dégager de la première phase du C.O.E.Q. l'intention fort ambitieuse de faire jouer à l'Etat québécois un rôle majeur dans le contrôle et l'orientation des investissements... Le Conseil a ainsi permis d'explorer les limites de l'intervention de l'Etat dans l'économie au profit d'une classe possédante "nationaliste" - i.e. québécoise - qui ne peut pas se permettre de se désolidariser de ses allégeances à l'endroit de la classe dominante des Etats-Unis et du Canada..."

Qu'on nous permette de dire que la classe dominante des caisses populaires n'est pas reliée aux classes dominantes d'ailleurs. En fait, on a toujours loué son caractère "domestique". C'est qui n'empêchera pas qu'elle copiera les idéaux des autres, en se faisant construire un immense monument à sa gloire; le complexe Desjardins, à Montréal. Nous y revenons tantôt!

69 Car les travaux du C.O.E.Q. n'atteignaient certes pas les masses, avec leurs "chartes, graphes et données" passablement compliquées.

de millions d'habitants, de neuf comtés du Bas-St-Laurent, de la Gaspésie et des Iles-de-la-Madeleine. La caractéristique la plus originale de cette entreprise, comme l'affirmera le commentateur anonyme de Parti-Pris, "c'est d'avoir voulu, grâce à l'animation sociale, associer toute la population à la préparation du plan, avec une structure de participation, allant du milieu local au niveau régional."⁷⁰

a) une "animation" populaire

L'esquisse du plan devait se faire, avec la population, "afin d'assurer un niveau de vie régional comparable à celui de l'ensemble du Québec."⁷¹

"On a mis sur pied un service d'animation sociale pour connaître les besoins de la population, recueillir les suggestions, afin de les traduire dans un plan d'aménagement conçu par les gens eux-mêmes et devant être confronté plus tard avec les résultats des recherches..."⁷²

Selon le même Lebel, une équipe de dix à quinze animateurs se mit à créer de toutes pièces, dans les 200 localités du territoire-piloté, des comités locaux d'aménagement. Or, ces

70 "Le B.A.E.Q.: socialisme ou néo-capitalisme?", Parti-Pris, vol. 3, no. 10, mai 1966, p. 4.

71 Bureau d'aménagement de l'Est du Québec, Plan de développement, cahier 1, "Introduction générale", p. II.

72 Lebel, Bertrand, "Notes sur l'animation sociale au B.A.E.Q.", Parti-Pris, vol. 3, no. 10, mai 1966, p. 18.

structures devaient servir au court terme d'abord (intégrer la population, aux travaux du Bureau), mais aussi à long terme (assurer une participation démocratique aux centres décisionnels locaux, tels les conseils municipaux, les conseils de comté, les diverses coopératives, les commissions scolaires, les syndicats de cultivateurs).

Il est intéressant de noter immédiatement que chacun des comités locaux se subdivisait en sous-comités pour chacune des ressources du territoire: agriculture, forêt, tourisme, pêche, etc. La première tâche de ces sous-comités consistait évidemment à faire l'inventaire de chacune des ressources. Ensuite, par des séances de discussions et d'informations, un animateur provoquait un échange d'idées entre participants afin de "faire dire aux gens, par la technique de la maïeutique, quel travail il restait à faire."⁷³ Les "animés" retournaient dans leur patelin rendre compte de leurs découvertes, et, devenant eux-mêmes des animateurs, cherchaient à impliquer leur concitoyens dans le processus d'élaboration de solutions. Ces nouveaux animateurs viendraient compléter les autres organismes sur le territoire (syndicats, conseils de tout genre, etc.), développeraient un nouveau leadership local et aideraient "le monde" à donner un certain contre-poids aux centres décision-

73 Ibid., p. 19.

TABEAU 6-5

ORGANIGRAMME DU B.A.E.Q. ET DE SES DIVERS ORGANISMES

nals de l'extérieur. Il s'agissait donc "d'éveiller l'esprit d'entrepreneurship du milieu tout en renforçant l'homogénéité de la région, ou tout au moins la solidarité."⁷⁴ C'était là l'idéal recherché.

74 Harvey, Pierre, Exposé au colloque-congrès international des économies régionales, "Esprit d'entreprise et développement régional", Développement-Québec, (revue mensuelle de l'Q.P.D.Q., vol. 3, No. 12, décembre 1976, pp. 15-16).

Ce qui arriva ne suivit pas exactement le modèle (tableau 6-5).

A la fin de 1964, le nombre d'animateurs était de 25. On procéda alors à la fondation de huit comités de zones qui devenaient les sous-comités fonctionnels. Or, les sous-comités de zone étaient formés de représentants locaux. On en arriva au printemps et à l'été 1965 à "écarter les comités locaux puisque ce seraient les rapports des comités de zone qui entameraient la démarche de l'esquisse du plan".⁷⁵ A la fin de 1965, on créa même des comités régionaux sectoriels réunissant les structures des comités de zone et des comités locaux.

Tout cela se faisait dans le but de faciliter l'implication de tout le monde. Or, loin de simplifier cette implication, les citoyens du milieu se retrouvant dans d'innombrables structures surimposées, ces démarches entraînèrent les contribuables impliqués à déplorer deux choses: d'abord, les animateurs se multipliaient et l'on ne savait plus où donner de la tête; puis, les divers mécanismes remplaçaient d'autres agences mises en place récemment et l'on ne savait plus qui siégeait où et pourquoi.

"La propension à entreprendre n'est ni une caractéristique héréditaire, ni le fait du hasard, mais comporte une explication reliée aux circonstances de la vie des individus concernés... Le problème régional est... le résultat d'une incapacité à surmonter les obstacles que la région trouve sur la voie du développement et ceci par suite de l'absence ou du trop faible nombre des entrepreneurs..."

75 Lebel, Bertrand, op. cit., p. 21.

De toute façon, un rapport intérimaire du B.A.E.Q. fut publié, en mars 1966. Il était présenté à la population, comme résultat des "négociations avec le milieu et des études des chercheurs spécialisés." Or, son langage ne sera pas à la portée de tous, surtout quand on y lira que "le pari de l'organisation rationnelle de l'espace axée sur une armature urbaine veut réaliser, dans un territoire où sévissent les luttes de clocher, une hiérarchisation des agglomérations..."⁷⁶ Les personnes de la région n'y comprendront rien... Ou, lorsqu'ils comprendront, ils réaliseront que "c'est un pari qui colle à la nouvelle politique de régionalisation des services administratifs du gouvernement..."⁷⁷

Et d'ailleurs, sur les dix cahiers de l'Esquisse du plan, un seul traitait des structures à mettre en place (le dixième). Selon le Bureau, les objectifs définis dans les divers secteurs (un cahier pour chacun⁷⁸) ne pourront être atteints que s'il existe en permanence des organismes prenant en charge le déve-

76 Bureau d'aménagement de l'Est du Québec, Esquisse du plan, no. 2, p. 25 et aussi L'aménagement, vol. 3, no. 2, p. 3.

77 Gagnon, Gabriel, "L'esquisse d'un plan incertain", Parti-Pris, vol. 3, no. 10, p. 35.

Gagnon ajoute des éléments importants d'explication lorsqu'il dit que "l'urbanisation et l'industrialisation auront évidemment de meilleures chances de devenir de véritables moteurs de développement, rôle qu'ils n'ont jamais joué dans cette région." Il est ironique de voir que la résistance au changement aura été aussi forte au sein de ses populations traditionnelles qu'elle l'aura été pour l'entraînement au rejet des libéraux, en 1966. Le B.A.E.Q. pourrait-il être le symbole de l'échec des schémas du néo-corporatisme de la Révolution tranquille?

78 Esquisse du plan, op. cit., cahier 2 (l'agriculture), 3 (la forêt), 4 (la pêche), 5 (les mines), 6 (le tourisme), 7 (l'industrie), 8 (les transports), 9 (les Iles-de-la-Madeleine).

loppement avec la participation de la population. Le B.A.E.Q. propose donc cinq hypothèses (la direction du plan pourrait être confiée au gouvernement québécois, à un organisme spécial mis en place précisément pour cela, à une direction formée de responsables des conseils économiques fusionnés, à un organisme purement régional, et/ou à un organisme électif régional, avec des sections zonales et locales).⁷⁹

Le gouvernement rejeta, en 1965, les deux premières propositions et mit de l'avant un Office régional de développement (O.R.D.), organisme transitoire, en attendant les solutions idéales de la dernière hypothèse. Après qu'on eût suggéré que la direction soit assurée par des fonctionnaires en collaboration avec des représentants des conseils économiques régionaux ou des municipalités, les premiers "animés" eurent l'impression que le gouvernement "étendait indéfiniment la période de consultations", sans avoir l'intention d'intégrer les citoyens au processus décisionnel.⁸⁰

Les ministères impliqués demeurèrent jaloux de leur autonomie et l'Etat fut perçu comme l'unique maître d'oeuvre de l'élaboration globale du plan de développement.⁸¹ Pour tout

79 Esquisse du plan, op. cit., no. 10, "Structures d'exécution du plan", pp. 82-113.

80 Piotte, Jean-Marc, "L'option politique du B.A.E.Q.", Parti-Pris, vol. 3, no. 10, mai 1966, p. 47.

De dire Piotte:

"... la solution des problèmes de la région réside dans la rationalisation de ses rapports socio-économiques: il ne s'agit pas de changer le système, mais de le rendre opératoire..."

81 Parenteau, Roland, "L'expérience de...", op. cit., p. 691.

dire, l'animation s'était faite alors qu'à Québec le cadre administratif était demeuré le même. Et d'ailleurs, tout le monde sur le terrain avait été animé, mais pas les fonctionnaires qui, tout comme les animateurs qui en sont devenus, ont cherché à vendre un plan, n'importe quel plan, mais un plan. Et les structures décisionnelles, à forte incidence corporatiste, qu'on avait promis furent essayées... le temps d'une rose.

b) une régionalisation

La problématique de l'Est du Québec resta entière. En 1971, le nombre de personnes occupées, par rapport à 1961, avait diminué de 1.3%, passant de 84,267 à 83,150 personnes.⁸² C'est sans doute pour cela que le gouvernement de l'Union nationale, nouvellement élu, répondant aux demandes du C.O.E.Q., créa l'Office de planification et de développement du Québec (O.P.D.Q.). Or, la loi le mettant en marche, en octobre 1968, prévoyait que cet Office serait flanqué de deux organismes consultatifs: une Commission inter-ministérielle et un Conseil de la planification, réunissant des représentants du secteur privé. Ce dernier cependant ne fut jamais créé par le gouvernement de l'Union nationale.

82 Billette, René, Déry, Alain, Lafontaine, Frankie, Richer, Michel et Jean-Claude Grégoire, "L'Est du Québec: problématique", Développement-Québec, revue mensuelle de l'O.P.D.Q., vol. 5, no. 8, août 1978, p. 21.

Mais les Québécois rêvaient du contrôle de leur développement. Or, le nouvel organisme avait reçu un mandat plus clair et plus vaste que celui du Conseil d'orientation. D'ailleurs, aux derniers jours du règne de Robert Bourassa, le ministre responsable de l'O.P.D.Q. dira que l'Office a

"toujours eu le mandat et une mission d'expertise, une mission de coordination et une mission de consultation qui visaient à lui permettre de conseiller le gouvernement et lui faciliter la prise de décision en matière de développement socio-économique et d'aménagement du territoire..." 83

L'O.P.D.Q. voulut donc "synchroniser" les diverses interventions des ministères dans les régions du Québec. On créa donc d'abord des délégations régionales de l'O.P.D.Q. et, peu de temps après, des conférences administratives régionales (C.A.R.) qui devaient, avec l'aide d'équipes régionales, "soumettre des propositions à la consultation par le biais des C.R.D." 84

Or, la conception élitiste, qui avait fait mettre de côté le C.O.E.Q., était aussi évidente au sein de l'O.P.D.Q. "La concertation ne se faisait qu'entre experts", lance Jacques Benjamin.⁸⁵ En 1966, dans la région couverte par le B.A.E.Q.

83 Gérard D. Lévesque, Discours prononcé à l'ouverture du congrès international des économies régionales, 31 octobre 1976, Sherbrooke (reproduit dans Développement-Québec, décembre 1976, p. 11).

84 "L'O.P.D.Q. et le développement régional", Développement-Québec, vol. 5, no. 12, décembre 1978, p. 17.

85 Benjamin, Jacques, Planification et politique au Québec, op. cit., p. 92.

et avant même qu'on remplace le C.O.E.Q. par l'O.P.D.Q., on avait créé un Conseil d'orientation économique du Bas-St-Laurent (C.O.E.B.) et un Conseil régional d'expansion économique de la Gaspésie et des Iles-de-la-Madeleine (C.R.E.E.G.I.M.). En fin d'année, les deux organismes se fusionnaient.

Le mandat de l'O.P.D.Q., en ce qui a trait à la région de l'Est du Québec n'était pas très clair, même si la priorité officielle était donnée à l'éducation et à l'éveil des populations. Et pourtant, il y avait sept ans déjà qu'on voulait "éveiller", dans cette région. Dans une conférence de presse, deux ans après la mise en place, le député fédéral de Matane, Pierre de Bané, dénonçait "le fouillis total... un véritable cul-de-sac... et l'absence d'un maître d'oeuvre."⁸⁶ Ce qui est étonnant cependant, c'est que l'O.P.D.Q. ne siégea à peu près pas durant les derniers jours de l'Union nationale.

Tous et chacun s'en remettaient à l'autre.

"Les fonctionnaires des différents ministères postés dans une même région ont trop souvent tendance à faire primer leur ministère plutôt que la collaboration inter-ministérielle, les députés ont été portés à considérer comme inopportune la présence de planificateurs dans leurs quartiers... Les instruments créés (C.P.A.R., O.P.D.Q., C.R.D.)

86 La Presse, 21 septembre 1970, p. A-2.

se sont révélés en pratique peu aptes à corriger les inconvénients de l'administration québécoise trop centralisée et trop exclusivement sectorielle..." 87

Mais on aurait tort de croire que le B.A.E.Q., puis l'O.P.D.Q., ont échoué complètement. Un chercheur du nom de Jean-Claude Grégoire montra d'ailleurs que la région de l'Est du Québec connut, d'une part, un certain rattrapage de son revenu per capita moyen par rapport à l'ensemble de la province et, d'autre part, une régression du phénomène d'exode de sa population.⁸⁸ Il est vrai toutefois que par rapport à l'optimisme qu'on avait fait naître - illusoire, peut-être - chez la population par tous ces mécanismes qu'on percevait comme des moteurs de changement et de prise en main par le milieu lui-même, cet engouement pour le dévouement régional n'eût rien d'étincelant. De 1966 à 1970 d'ailleurs, les négociations fédérales-provinciales laissèrent les "animés" sur le carreau, spectateurs qu'ils devenaient de négociations sur les partages des coûts des diverses opérations, mais aussi sur

87 Benjamin, Jacques, op. cit., p. 97.

De poursuivre cet analyste:

"Peut-être enfin faut-il souligner les contradictions fonctionnelles entre les mécanismes de planification et les mécanismes de gestion et de programmation. Les qualités requises, les tâches accomplies, la culture administrative même de ceux qui ont à gérer à court terme ne sont celles, et ne peuvent pas être celles, de planificateurs prévoyant à long terme un ensemble d'objectifs et de moyens d'y parvenir..."

88 ("Du B.A.E.Q. à l'entente Canada-Québec", par Jean-Claude Grégoire, de l'O.P.D.Q.), résumé par Anne Picard, "L'Est du Québec, d'hier à aujourd'hui", Développement-Québec, vol. 6, no. 10, février 1980, p. 25.

les dirigeants des diverses agences inter-gouvernementales. Célébrée comme une nouvelle étape de l'action gouvernementale, l'entente, note encore Ann Picard dans son résumé du texte de Grégoire, débouche sur un "démarrage hésitant du développement régional."⁸⁹

Mais les subventions de \$258 millions, puis de \$411 millions, créèrent des emplois et incitèrent à la diversification (et à la modernisation), sans participation ou quelque concertation, à essence corporatiste.

c) un développement difficile

Le développement et l'implication des régions, tout comme ce fut le cas du B.A.E.Q., ne se firent pas sans ambages, dans les autres régions.

Les C.R.D., membres de l'O.P.D.Q., seront continuellement surpris à quémander pour leur budget de fonctionnement chez les municipalités, chez les divers ministères, et même chez les compagnies privées. Or, une sorte de raisonnement-cercle-vicieux s'empara des participants, à la fois aux C.R.D. et aux divers organismes consultatifs dans les régions. Les dirigeants élus croyaient que l'on allait trop loin dans les

⁸⁹ Ibid., p. 27.

diverses tentatives de consultation du milieu, qu'il était fort possible que des "manipulateurs marxistes" s'emparent des structures d'animation et que, de toute façon, ce que la population attendait, c'était de la décision efficace.⁹⁰

Et d'ailleurs, à se concerter, on peut tous établir des objectifs à atteindre: logements adéquats, prix stables des aliments, taxes réduites, emplois garantis, salaire minimum, qualité de l'air... Mais, vienne le temps de faire des choix, "les désaccords sur les priorités apparaissent..."⁹¹

Mais le problème fondamental, c'est que les participants à l'O.P.D.Q. héritent des fléaux du B.A.E.Q., c'est-à-dire le changement constant des structures d'accueil au sein des institutions du pouvoir, couplé d'une ambiguïté savamment maintenue par les politiciens du coin quant à leur rôle mi-prédominant, mi-personne-ressource.

A cet égard, le développement, malgré les dépenses publiques accrues au Québec, durant la Révolution tranquille, n'a pas servi à modifier, comme l'indique Bernier, "les axes d'intervention de l'Etat".⁹² Il y eut bien une rupture avec le

90 "... Et elle ne comprenait rien au jargon des animateurs", nous dit un "employé" de la période-force du B.A.E.Q. et que l'O.P.D.Q. a récupéré. "Et surtout, nous étions des étrangers."

91 Parenteau, Roland, op. cit., p. 693.

92 Bernier, Gerald, "Le cas québécois et les théories du développement politique et de la dépendance", dans Edmond Orban, et al., La modernisation politique du Québec, Québec, Les Editions du Boréal-Express, 1976, p. 53.

passé, mais la dépendance du capital étranger, pour le développement du Québec, malgré des prises en main d'entreprises locales, malgré la progression du mouvement Desjardins et malgré de larges sommes de transferts économiques et fiscaux d'Ottawa, a continué à se faire sentir. L'Etat québécois n'aura peut-être fait que remplacer l'Eglise.⁹³

La politique a continué à se faire comme avant, même avec un encouragement au développement fait avec des corps intermédiaires "rénovés" qui s'alignaient davantage à l'Etat, distributeur de services, qu'à l'Etat, remplaçant de l'Eglise, dans cette vision d'une nouvelle société corporatiste. Brunelle a bien capté cela, quand il témoigne comme suit:

"Malheureusement, l'entreprise a tourné court quand il s'est agi de passer des élaborations et des revendications faites de concert avec les représentants de la population locale, les animateurs et les chercheurs aux résultats attendus par les gouvernements provincial et fédéral de même avec les élites locales... Ce qui avait été le plus vaste mouvement régional d'éveil démocratique au Québec a été mis sur les tablettes et remplacé par la rationalité centralisatrice de Québec et d'Ottawa..."⁹⁴

Le corporatisme du langage des agents de la réforme n'aura été que de la poudre aux yeux.

93 Voir notre conclusion générale.

94 Brunelle, Dorval, op. cit., p. 149.

5. La S.G.F.

La Société générale de financement, dès sa création en 1963, devait être vouée à servir d'instrument-appui de la planification et du développement. La S.G.F. avait pour mission d'aider donc les entreprises québécoises, "tout en continuant à attirer les capitaux étrangers".⁹⁵ Cette double mission était un peu contradictoire; en fait, on ne pouvait éviter de faire entrer en compétition les investisseurs domestiques et les étrangers. Avec l'Office de crédit industriel, créé en 1967, la S.G.F. fut perçue, dès le départ de ses activités, "comme favorisant les intérêts capitalistes de quelques notables de ces régions choisies, plutôt que d'inciter à la concertation des différents intérêts des populations."⁹⁶

A l'origine cependant, la S.G.F. devait être un élément d'aide aux petits industriels qui avaient de la difficulté à se financer auprès des banques, ou encore qui résistaient mal à la concurrence. Sorte de société mixte - ses fonds venaient de l'Etat et du mouvement Desjardins - elle était censée, avec la collaboration des divers organismes de développement, soutenir des entreprises "collectives" qui "communieraient" avec le milieu.

95 Benjamin, Jacques, op. cit., p. 98.

96 La Presse, 27 mars 1981, p. A-15.

Il s'agissait donc de relancer l'économie des régions par le développement d'entreprises qui, nous disent Anne Légaré et Gilles Bourque, sans être des monopoles,

"1 - compteraient un nombre important d'employés (de 200 à 500); 2 - feraient appel à du capital-actions en bourse; 3 - susciteraient l'innovation technologique; 4 - et, cela va de soi, s'orienteraient vers l'exploitation intensive du travail..." 97

Dès le départ du premier directorat, occupé par Gérard Fillion, trois complexes industriels étaient mis sur pied: Marine Industries-Forano-Volcano, Sogéfor-Maki-Dubé et Stuart-David Lord. Le premier avait des activités en métallurgie, le deuxième était relié au bois et le dernier à l'industrie alimentaire. Mais les cinq premières années ne furent pas très bonnes pour la S.G.F., même si une entreprise complètement nationalisée (1964), comme Sidbec, visait à donner de l'acier à de bons prix à l'industrie québécoise.

Ce qu'il nous semble important de regarder ici, c'est le lien qu'on voulait établir entre la concertation économique (une société de financement "à nous autres") et la concertation socio-économico-politique pour le développement des ré-

97 Légaré, Anne et Gilles Bourque, Le Québec: la question nationale, op. cit., p. 182.

Ces deux auteurs signalent que beaucoup de documents gouvernementaux vont dans ce sens, dont un en particulier, intitulé Une politique économique québécoise, Québec, Editeur officiel, 1974 (préparé par Jean P. Vézina, pour le ministère de l'Industrie et du Commerce).

gions québécoises, et par extension de la vitalité de l'économie de la province en général. La S.G.F. avait été établie pour que cette "société" fasse "participer" les agents de promotion économique. Or, en confiant la direction à un p.d.g. (président-directeur-général), on encourageait malheureusement une perception qui la ferait voir comme un holding, une agence indépendante, jouissant de sous à distribuer. Le but avoué était donc tout autant de permettre - au moins en partie - aux Canadiens-français de devenir propriétaires d'entreprises afin qu'ils se taillent une place à la direction de l'économie, comme le faisait l'Hydro-Québec.⁹⁸

L'une des premières interrogations à surgir concerne la difficulté inhérente à assurer la participation des bourgeois domestiques, d'une part (s'ils sont peu nombreux, il faut admettre qu'on ne les retrouve pas partout sur le territoire), mais aussi la participation de ceux qui subissent la situation en étant "employés" par les représentants du capital étranger, d'autre part (on ne devient pas patron en criant lapin, dit la chanson).⁹⁹

98 Une analyse d'André Raynauld ("La propriété et la performance des entreprises dans le Québec", Études internationales, vol. II, no. 1, mars 1971) montre d'ailleurs qu'à l'époque, comme auparavant, et cela malgré des progrès, "une énorme sous-représentation" existe aux échelons de la propriété, de la direction-gérance, et même des cadres supérieurs à la tête des services pour les parlants-français au sein des entreprises du Québec.

99 De dire Arnaud Sales:

"De façon générale, on peut rappeler que l'industrie manufacturière québécoise présente, d'une part, les caractéristiques propres à l'industrie canadienne, c'est-à-dire une forte concentration et une

La S.G.F. fut en outre dotée de mécanismes d'appui: la Régie des rentes et la Caisse de dépôts.¹⁰⁰ Toutes les deux devront donc gérer des sommes prélevées chez les contribuables. C'est cependant surtout la Caisse qui peut "investir" et acquérir des actions, ou obligations de tout gouvernement, mais aussi des titres émis par des compagnies privées. Or, si l'on a souligné que la S.G.F. sera dirigée par un patron unique, la Caisse, avec son conseil d'administration de sept membres¹⁰¹, ne permettra pas tellement la collaboration des travailleurs ou des contribuables du Québec.

Comme l'indique Brunelle:

"A cause de cette représentation au C.A. de la Caisse, il est bien évident que sa fonction économique échappe totalement à un quelconque contrôle de la part de la très grande majorité des contribuables. Dans ces conditions, les priorités économiques de la Caisse seront celles du gouvernement et de l'entre-

grande dépendance à l'égard du capital étranger, d'autre part, des caractéristiques spécifiques... On constate une spécialisation dans des activités peu dynamiques, à demande peu élastique, fortement concurrencées par les importations. Il s'agit, en particulier, des industries du meuble, du textile, du vêtement, de la bonneterie, du cuir, industries à forte intensité de main-d'oeuvre payant de bas salaires, celles qu'on a appelées les secteurs mous..."

(La bourgeoisie industrielle au Québec, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1979, p. 114.)

Dans la région du B.A.E.Q., beaucoup de ces industries étaient monnaie courante!

100 Ch. 23 et 24, S.Q., 13-14 Elizabeth II, 1965, vol. 1.

101 Le conseil d'administration est formé du président de la Régie des rentes, du directeur-général de la caisse, et de cinq membres nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil...

prise privée, c'est-à-dire qu'elles tendront à renforcer la concentration économique et la centralisation du pouvoir politique, plutôt que de permettre la déconcentration et la décentralisation..." 102

La mini-implication des représentants des secteurs ne put donc se faire. Car, d'un côté, on ne savait pas très bien ce que l'on pouvait espérer des liens entre l'Hydro-Québec, le C.O.E.Q., le B.A.E.Q. et la S.G.F. D'ailleurs, quelques années plus tard, un journaliste du Devoir, Claude Lemelin, s'écriait qu'on "cherchera en vain la moindre indication sur le rôle que devrait jouer, que pourrait jouer, que joue peut-être - qui sait? - la Caisse de dépôts..."¹⁰³ D'un autre point de vue, on s'aperçut que la région choisie, et les autres aussi, entraient en compétition les unes avec les autres, comme si l'on combattait, chacun pour soi, pour recueillir les fruits du "petit patronnage".¹⁰⁴

102 Brunelle, Dorval, op. cit., pp. 154-155.

103 Lemelin ajoutait:

"En quoi la Caisse conçoit-elle son rôle comme agent de planification?" (Le Devoir, "Où vont les placements de la Caisse de dépôt?", 16 mars 1971.)

104 De dire Marcel Gilbert:

"Le petit patronage, objet de la communication entre deux individus ou un petit groupe d'individus, ne permet pas à la communication de déboucher sur des groupes plus étendus ou sur l'ensemble de la société..."

("Pour une politique d'information au Québec", dans Le Québec d'aujourd'hui; regards d'universitaires, sous la direction de Jean-Luc Migué, Montréal, Hurtubise HMH, 1971, p. 97.)

Pour ajouter à l'ambiguïté pour les citoyens, on créa aussi deux autres organismes, pour compléter le travail de l'ensemble: le Centre de recherche industrielle du Québec (C.R.I.Q.) et une Société de développement industriel (S.D.I.). Les deux organismes chercheront à aider les P.M.E. (petites-moyennes entreprises) du territoire et à se lancer dans des opérations de rescapage d'entreprises en danger.

Ainsi donc les réformes se succédaient; les nouveaux mécanismes de participation se multipliaient. Mais un problème majeur demeurait. Si ce changement "institutionnel" visait à encadrer les individus, laissés en marge de l'Etat, durant la période précédant la venue de l'équipe libérale, il n'en reste pas moins que les vieilles structures restaient en place. Les citoyens voulaient voir le progrès, avant de le "bâtir" eux-mêmes. C'est pour cela qu'ils avaient fait confiance aux discours de Jean Lesage.¹⁰⁵

105 Voir Edmond Orban, dans La modernisation politique du Québec, op. cit., p. 14. (Le texte de cet auteur est celui qui sert d'introduction à cette brochette d'articles; le sien est intitulé: "Indicateurs, concepts, objectifs").

De préciser avec tact Orban:

"Le changement institutionnalisé et l'asynchronisation de celui-ci, coïncident dans la mesure où il y a encore co-existence de structures de type traditionnel. Dans le cas de la modernisation politique, cet asynchronisme peut s'observer à la fois sur le plan des institutions politiques et sur celui des comportements individuels ou collectifs..."

La S.G.F. devenait donc une sorte de ministère déguisé de l'expansion économique régionale. Et son plus gros problème découlait des promesses qu'elle avait laissé miroiter à sa création, soit une agence complémentaire aux autres mécanismes de concertation. En pratique, chacune des institutions de planification et d'intégration du milieu incitèrent les gens à travailler de concert et à jouir, au sein des nouvelles structures, de garanties de représentation et de vieilles structures - municipalités, conseils de l'éducation, bureau de tourisme - et à "fonctionner" comme avant.

La vision néo-corporatiste d'aménagement socio-politique qu'on voulut proposer pour que l'Etat devienne le remplaçant de l'Eglise et crée, de toutes pièces, une société politique, a échoué parce que justement, peut-être, les individus ont compris que des décisions politiques n'impliquaient pas automatiquement entente concertée.

De lancer Gabriel Gagnon:

"On a souvent l'impression... d'y entrevoir une conception de société où à chaque problème correspond une solution rationnelle toute prête qu'il s'agit de révéler aux gens pour qu'ils l'acceptent sans trop de difficulté. Suffirait-il donc de réunir autour d'une table les représentants des divers groupes socio-économiques pour qu'ils s'entendent sur une politique commune?..." 106

106 Gagnon, Gabriel, "L'esquisse d'un plan incertain...", op. cit., p. 44.

Pour tout dire, les tentatives de planification échouèrent parce que les rivalités et les batailles, entre citoyens inégaux, ne purent disparaître. Ou mieux, l'égalité sociale devant le nouvel Etat n'a pas empêché les classes sociales de durer, à l'est de Québec, comme au sein du gouvernement lui-même.¹⁰⁷

6. Une "nouvelle bourgeoisie" technocratique

Dès 1961, Pierre-Elliott Trudeau dénonçait "la nouvelle trahison des clercs", parce que, se servant d'un message nationaliste, ou plutôt "néo-nationaliste", les jeunes "clercs" québécois se trouvaient à trahir le véritable esprit des réformes de la Révolution tranquille.¹⁰⁸ Les jeunes intellectuels et technocrates avaient beau parler de "volonté de libération nationale", ils ne s'intéressaient qu'à "leur situation" dans les réformes.¹⁰⁹

107 Ibidem.

"Si l'on veut favoriser dans certains domaines l'établissement d'entreprises étatiques ou coopératives, on ne pourra manquer de soulever de nombreuses oppositions tant au niveau de la bourgeoisie régionale, bien implantée dans les conseils économiques, que des grandes entreprises de l'extérieur qui exploitent la région..."

108 Trudeau, Pierre-Elliott, "L'aliénation nationaliste", Cité libre, no. 35, avril 1961, pp. 3-5.

109 Etonnant! Dix-huit ans après, un partisan péquiste se permettait d'appliquer un raisonnement quasi-identique aux technocrates de ce parti. Voir "Le nouvelle trahison des clercs", de Gilles Bourque, dans Le Devoir, 8 janvier 1979, ainsi que le lendemain.

Une nouvelle petite bourgeoisie, utilisant l'Etat comme instrument de modernisation, se vit donc avec un contrôle important des appareils, à la fois idéologiques et administratifs simplement.¹¹⁰

Cela est important pour nos considérations. Surtout parce que nous devons maintenant localiser la période des années de la Révolution tranquille sur notre tableau théorie-comportement corporatistes. De dire que la "révolution" des années 60-70 a été "l'heure de la répression du mouvement syndical et du mouvement nationaliste" constitue toutefois une aberration.¹¹¹ Car, et cela il faut le redire, la petite bourgeoi-

110 Appareils idéologiques (école, service de santé, publicité, moyens de communications, etc.); appareils administratifs (agence gouvernementales, bureaux consultatifs de tout genre, comités de mises en valeur, directions de ministères, etc.)...

"Les nouveaux clercs, de dire le même Bourque, avaient à lutter contre la discrimination nationale dans le secteur privé et, à cause de son rôle dans la reproduction des rapports sociaux, cherchèrent à redéfinir la nationalisme cléricale..."

(Bourque, Gilles et Gilles Dostaler, Socialisme et indépendance, Boréal-Express, 1980, p. 145.)

111 La phrase est encore de Gilles Bourque et de son co-auteur dans sa brève présentation de la question nationale (op. cit., p. 190), Anne Légaré, chez Maspéro.

De lancer encore nos deux acolytes: "... (l'heure) bien sûr, d'une soumission presque aveugle au gouvernement fédéral..." Bien que cet aspect ne soit pas d'intérêt capital à notre propos, disons que les désirs du Québec de se faire reconnaître comme "égal ou indépendant", de Daniel Johnson, par exemple, et les tensions entraînées du cri de M. de Gaulle font une "drôle de soumission..."

sie qui a façonné les réformes - celle qui se recrute chez les salariés des secteurs public (surtout) et privé - était animée d'un fort esprit nationaliste.¹¹²

Il est évident que les technocrates ont vu leur nombre augmenter, avec la modernisation de l'appareil administratif. André Gélinas montre d'ailleurs que les organismes étatiques, avant 1960, étaient assez rares. En 1964, on en avait créé 24, et une autre vingtaine, entre 1964 et 1969.¹¹³ Comme l'indique Lionel Quellet aussi:

"... cette période (1960-70) est celle de la montée de nouvelles forces politiques, de nouvelles élites et de nouvelles valeurs dont l'effet conjugué a été de changer le rôle de l'Etat à l'égard de la société dont plusieurs secteurs clef (éducation, santé, ressources naturelles) et, par conséquent, de porter à l'avant-scène la question de productions étatiques en matière de biens et services à la collectivité..."¹¹⁴

Cela semble évident. De 1960 à 1970 de fait, les effectifs "permanents" de cet Etat du Québec, comme l'appelle encore

112 C'est d'ailleurs vers la fin de la Révolution tranquille qu'on modifia le nom de l'Assemblée législative en Assemblée nationale, comme pour montrer la "différence".

113 Gélinas, André, Organismes autonomes et centraux, Montréal, Les Presses de l'Université du Québec, p. 104. Voir aussi un texte assez éclairant d'Alain Baccigalupo, Les grands rouages de la machine administratives québécoise, Montréal, Editions Agences d'Arc Inc., 1978.

114 Quellet, Lionel, "L'appareil gouvernemental et législatif", dans L'Etat du Québec en devenir, sous la direction de Gérard Bergeron et Réjean Pelletier, Montréal, Boréal-Express, 1980, p. 63.

Ouellet, sont passés de 29,298 personnes à 53,004 employés. Pour ce qui est des dépenses publiques, de \$860 millions à \$3 milliards et demi.¹¹⁵ Or, ces considérations mathématiques ne doivent pas faire oublier que les réformes, en éducation et santé, par exemple, ont été "vendues" aux populations par l'attrait d'une universalité de services, d'une part, mais aussi d'un appel à la participation, consultation et détermination conjointe des priorités. Un paravent de la nouvelle classe dirigeante, soit! Mais un paravent qu'on utilisait dans le langage.¹¹⁶

D'ailleurs, un des mandarins de la Révolution tranquille, conseiller des divers premiers ministres de l'époque, Jacques Parizeau, se faisait l'avocat d'une bureaucratie, force sociale autonome, mais au service de la société en général, quand il disait qu'il "ne s'agissait pas de tout étatiser, loin de là, mais, qu'il s'agissait simplement d'avoir un secteur public qui soit assez solide, assez cohérent, pour nous donner une épine dorsale de développement économique."¹¹⁷

115 Ibid., p. 108.

116 Voir le texte de Jacques Grand'maison sur La nouvelle classe et l'avenir du Québec (Montréal, Stanké, 1979) et les textes de Jorge Niosi ("La nouvelle bourgeoisie canadienne-française", Les cahiers du socialisme, no. 1, 1978) et de Gilles Bourque et de Nicole Laurin-Frenette ("La structure nationale québécoise", Socialisme québécois, nos. 21-24, avril 1971).

117 Cité dans Carol Jobin, Les enjeux économiques de la nationalisation de l'électricité, Montréal, Albert Saint-Martin, 1978, p. 115.

D'ajouter encore Parizeau:

Or, la Révolution tranquille a mis la pédale douce sur ce développement sous Johnson et Bertrand, gouvernes politiques d'ailleurs davantage intéressées à une conception nationaliste périmée, et pour qui le développement économique n'était pas primordial. La législation de la période était d'ailleurs ponctuelle en ce sens qu'elle s'attaquait d'une façon ad hoc à des problèmes particuliers. Comme celui de la législation 63 sur la langue, de Jean-Jacques Bertrand, qui causa des remous assez visibles.

Mais, revenons à notre "petite bourgeoisie" technocratique.¹¹⁸

On a tort de croire qu'elle agissait de concert et que ses formes de pouvoir étaient monolithiques. Car, avec la croissance des fonctions gouvernementales, la grosse machine développait des embrayages indépendants et jaloux l'un de l'autre. Et l'on peut certes affirmer, du reste, que cette

"Ca n'empêche pas les intérêts privés ou les investissements étrangers. Mais ça donne un mécanisme fondamental de développement qui appartient à la collectivité..."

Pas étonnant que le P.Q. ne fera que des "sommets" sectoriels, non reliés au capital étranger ou aux grosses multinationales!

¹¹⁸ Nous disons "petite bourgeoisie" parce que les technocrates, bien qu'ils possèdent collectivement les appareils étatiques, ne contrôlent pas des moyens de production (même étatiques) qui leur appartiennent. A ce que l'on se rappelle de Marx, les bourgeois "ont", les prolétaires "n'ont pas...". Or, l'Etat de la Révolution tranquille était à tout le monde, même si le pouvoir, en son sein, était réparti un peu comme chez ceux qui possèdent les modes de production et ceux qui les font fonctionner de leur travail.

éclosion technocratique a entraîné, en pratique, la mort, ou mieux, la mise au rancart des schèmes de participation au processus décisionnel. Comme il n'existait aucune orchestration des divers programmes de consultation entre les agences et ministères non plus, eh bien!, il ne faut pas trop croire que la population s'y retrouverait dans tous les mécanismes de coordination et d'intégration des milieux. Mais la société politique québécoise devenait donc, pour la société-somme des individus, une véritable arène politique où chacun entraînait en conflit avec l'autre, ou les autres.

Le néo-nationalisme devenait donc le lot d'une "nouvelle classe moyenne", comme l'appelle Hubert Guindon (voir chapitre précédent), formée de techniciens, d'ingénieurs, d'économistes, de sociologues qui, à partir d'une expertise spécialisée, se perçurent soudain comme les nouveaux médiateurs des conflits socio-politiques, non pas pour créer une société sans classe (nul corporatiste ne croit en cette illusion), mais pour adoucir les conflits par la raison, le progrès et la science.¹¹⁹

119 Voir le texte de Gérard Fortin, "Le nationalisme canadien-français et les classes sociales", Revue d'histoire de l'Amérique française, vol. XXII, no. 4, mars 1969. Un autre texte du même auteur est aussi probant. Il s'agit de celui intitulé "Transformations des structures du pouvoir", dans un numéro spécial de Recherches sociographiques (avec un titre englobant: "Le pouvoir dans la société canadienne-française"), 1966.

Le couple Milner a compris cela quand il s'exclame:

"The political philosophy of these new groups reflected their desire to secure their advantageous position in the class structure. They wanted to re-organize society so as to increase their power... thereby discrediting the old elites and in the process bringing about a liberal democracy - or a meritocracy - in which they would be the new governing class..." 120

Ainsi, les idées d'une nouvelle société, basée sur l'implication et l'égalité (par consultation et participation aux mécanismes décisionnels), avec des éléments néo-corporatistes (où les individus auraient pu orienter, par mécanismes conjoints, les décisions), ne sera qu'une façade quand les Québécois entameront la nouvelle décennie.¹²¹ D'ailleurs, la fameuse patente - l'Ordre de Jacques-Cartier - sembla avoir été active au sein des gouvernements de la période, en continuant à contrôler gouvernements municipaux, commissions scolaires et des agences administratives de tout genre... tout en continuant à agir en secret.¹²² Or, les "Commandeurs", inspirés de

120 The Decolonization of Québec, op. cit., p. 175.

121 Charles Taylor, dans un article retentissant ("Nationalism and the Political Intelligentsia", Queen's Quarterly, vol. LXXII, no. 1, 1965), déclarait ce qui suit:

"Nationalism has little intrinsic appeal to classes lower in the social order, workers or peasants; it appeals only when it is linked with the solution of deeply felt economic ills... This has not happened yet in Québec although there are signs that it might. If it does then Québec will accede to independence in a short space of time..." (pp. 167-168).

122 Phénomène peu connu, l'Ordre de Jacques-Cartier n'a pas fait l'objet d'un examen assidu des chercheurs. Une exception: la thèse de doctorat de Raymond Laliberté (à l'Université Laval, 1980). Un texte-résumé vient de paraître sous le titre "L'ordre de Jacques-Cartier: l'inavouable patente", Le temps fou, no. 17, 1981, pp. 31-36.

TABLEAU 6-6

UNE FACADE NEO-CORPORATISTE (1960-70)

	Théorie-idéologie	Pratique-comportement
Représentation Institutionnalisation Détermination conjointe	forte informelle possible	faible ad hoc quasi-inexistante

la doctrine sociale de l'Eglise, croyaient, même durant la Révolution tranquille, que la meilleure façon de gérer les rapports socio-politiques était de créer deux ordres: l'Etat, d'une part, la Chambre interprofessionnelle de l'autre. "On ne réussit pas, de dire encore Laliberté, mais on influencera les esprits... on combattrait activement toute notion de lutte de classe... on prendra le contrôle des appareils de l'Etat québécois... on défendra la Nation..."¹²³

C'est peut-être à cela que les citoyens purent faire le passage à un autre type d'aménagement socio-politique, dans une certaine forme de continuité, sans violente rupture, avec

¹²³ Ibid., p. 34.

Des noms donnés par Laliberté: Jean-Jacques Bertrand, René Chaloult, Pierre Desmarais I, Gérard Dion, Jean Drapeau, Gérard Filion, Pierre Laporte, Roch Lasalle, Cardinal Léger, Gérard Picard, Jean Marchand, Jean-Marc Poliquin...

le passé. Révolution tranquille? Oui, car l'Eglise est remplacée par l'État, comme immense corporation (de sociale qu'elle était, elle deviendra politique). Ne serait-ce que par l'artifice du langage, un néo-corporatisme (libéral, disions-nous, dans notre premier chapitre) exista durant les années 60-70.

Beaucoup plus au niveau de la théorie ou de l'idéologie, soit! Cela nous l'avons démontré au cours des deux derniers chapitres. La Révolution tranquille, avec ses penseurs (les Lesage, Lévesque, Parizeau, Gérin-Lajoie, etc.), voulut donner une représentation garantie aux secteurs fonctionnels de la société (Hydro-Québec, O.P.D.Q., S.G.F., C.O.E.Q.) et une certaine institutionnalisation, quoique informelle. Quant à la détermination conjointe des programmes et politiques, elle ne sera que possible cependant, car l'on ne coucha pas sur papier des mécanismes qui l'assureraient.

Au plan de la pratique cependant, avec les jugements apportés à la réalité des organismes mis en place, on peut affirmer que ni la détermination conjointe, ni l'institutionnalisation (et encore moins l'intégration aux centres décisionnels) n'eurent lieu. Une certaine représentation a toutefois existé, mais outre qu'elle ne dura pas, elle ne déboucha jamais sur des mécanismes fermes de représentation.

Mais, les schèmes néo-corporatistes donnèrent l'impression aux citoyens qu'il était possible, voire souhaitable, que l'Etat les écoute et les protège, autrement que par des législations d'un Etat-Providence. Frustrés qu'ils seront de voir que la Révolution tranquille ne sut livrer ses promesses, ils croiront celles d'un jeune économiste qui, en plus de vouloir relancer l'emploi et l'économie en général, leur fit miroiter une vague société "de concertation communautaire..."

PARTIE III: LES ANNEES 70-80

CHAPITRE VII

LE CONSENSUS INACHEVE

(LES ANNEES BOURASSA)

"On ne veut pas que nous interdisions le droit de grève dans les hôpitaux. On l'a accordé en 1964 parce que la loi n'était pas respectée. Que nous reste-t-il à faire? Quel est le choix du gouvernement? Nous avons nos contraintes démocratiques. Ils ont déploré que les syndiqués n'obéissent ni aux injonctions, ni aux lois générales, ni aux lois sectorielles, ni aux lois spéciales." Si les tribunaux ne peuvent plus fonctionner parce que toutes sortes de mesures dilatoires sont prises par ceux qui sont poursuivis, alors que reste-t-il dans une démocratie? Le gouvernement est allé jusqu'au bout du processus."*

Robert Bourassa prit le pouvoir en avril 1970. Six ans plus tard, les opinions seront partagées sur les années écoulées, à l'enseigne de la confrontation dure pour les uns, à l'enseigne de la capitulation tranquille pour les autres.¹

* Les années Bourassa (l'intégrale des conversations Bourassa-Saint-Pierre), Montréal, Editions Héritage, 1977, p. 85.

1 Voir pour la première interprétation le texte de Maurice Bigio, "Bourassa Tames Tigers With Repressive Bills", Ottawa Citizen, 8 septembre 1976; pour la deuxième, les sources sont nombreuses, de la déclaration de Pierre-Elliott Trudeau, au printemps 1976, qui qualifiait Bourassa de "Tit-Pit, le mangeur de hot dogs" (voir Gilles Paquin, "Robert Bourassa en exil", Montréal-Matin, 18 mai 1977) aux mots de Gérard Pelletier, ministre fédéral, et de Roger Lemelin, éditeur de La Presse, sur la "crise du leadership" dans la société québécoise (voir Richard Gwyn, "Bourassa: Colourless but Durable", Ottawa Journal, 29 avril 1975). Qui a raison? Peut-on être dictateur en puissance et une "mitaine-chef" en même temps?

L'absence de pratiques corporatistes sera évidente au cours de sa gouverne. Il n'y aura ni représentation, ni décision conjointe, et encore moins d'institutionnalisation dans les prises de décision. Et cela malgré des promesses de projets communautaires, d'action concertée et de délégation d'autorité!²

Beaucoup d'espoirs ont été annihilés. La paix industrielle, et encore moins la paix sociale, n'a jamais été atteinte.³ Toutes sortes de raisons ont été évoquées pour l'échec relatif des politiques des libéraux québécois. Il y eut, bien sûr, la crise d'octobre, les grèves ardues des trois centrales, l'emprisonnement des chefs, les relations tendues avec le fédéral (un parti fédéraliste, avec 102 députés, après 1973, ne pouvait tout de même pas être "nationaliste" et réclamer des pouvoirs accrus pour les autorités provinciales), le chômage assez élevé et, naturellement, les difficultés des Jeux Olympiques.⁴

2 Son programme détaillé (Bourassa Québec! "Nous gouvernerons ensemble une société prospère", Montréal, Les Editions de l'Homme, 1970) faisait état de collaboration entre le monde des affaires et l'Etat (p. 70), d'action concertée en vue de créer des mécanismes de participation du plus grand nombre de citoyens (p. 76) et d'une société réceptive et pluraliste (p. 119).

3 Tant et si bien qu'un théoricien des relations de travail, à l'enseignement de la concertation, ne croyait plus possible, dès les débuts de 1975, le partnership entre travailleurs et patrons. Léon Dion, à ce titre, ne critiquait pas uniquement la confrontation des divers "fronts communs" et du gouvernement Bourassa, mais aussi la trouvaille ambivalente des libéraux québécois, la fameuse "souveraineté culturelle" ("Dion ne croit plus la paix industrielle possible", Le Droit, 29 mai 1976).

4 Voir l'un des bons éditoriaux de Gilbert Brunet sur le bilan de Robert Bourassa, intitulé "La trame politique de M. Bourassa", Le Droit, 6 juillet 1976.

Mais aussi étonnant que cela puisse paraître, Robert Bourassa personnifia les six années de la gouverne libérale.⁵ Avec sa promesse d'une nouvelle prospérité, on crut qu'un consensus était né, en 1970. Celui de l'accord tacite d'une majorité de citoyens sur la mise au rancart des tensions de tout genre, sur l'emphase du progrès économique et sur la confiance que l'avenir, bien géré par des administrateurs compétents, serait étincelant.⁶ D'ailleurs, à une question comme "quelles sont les solutions aux relations de travail?", Robert Bourassa né répond constamment que "le respect du consensus".⁷

Or, ce consensus, bien que vague, avait pour Bourassa une teinture égalitariste, c'est-à-dire un accent mis sur de meilleures conditions pour tous, que ce soit au travail ou au loi-

5 D'ailleurs, le titre du transcript des émissions de Télémedia, Les années Bourassa, est très révélateur. Dirait-on des cinq premières années péquistes, Les années Lévesque ou Les années du P.Q.?

6 "Je ne sais pas quelle partie de la population pouvait avoir cette impression (celle d'être vu comme un faible, à la fin de son mandat). Je me l'explique difficilement, puisque nous avons réglé les problèmes. Parfois, cela pouvait prendre du temps, mais c'était à cause des contraintes de notre système démocratique, du libéralisme politique de notre régime. Il pouvait y avoir bien sûr des erreurs, je ne dis pas que nous avons été parfaits. Mais essentiellement les délais qui pouvaient survenir venaient de ce qu'il nous fallait respecter les mécanismes en fonction... Il y a eu une période euphorique... C'est peut-être la seule fois du siècle où l'on a eu quelques années euphoriques, où tout le monde faisait confiance à l'avenir et aux administrateurs..."

(Les années Bourassa, op. cit., pp. 272-273) (nos soulignés).

7 Ibid., p. 94.

sir. Se disant social-démocrate, le chef libéral dira même, au début de 1976, que certains investissements devaient être plus sociaux qu'économiques, qu'une certaine forme de participation des travailleurs à la gestion des entreprises et que l'élimination des écarts de revenus étaient souhaitables.⁸

Mais le consensus, comme le dialogue entre les agents de la société politique, restera sur les tablettes. En regardant ici les "espoirs" économiques par comparaison avec la véritable gouverne libérale, puis la confrontation avec les syndicats, nous pourrons mieux évaluer les législations adoptées par l'équipe de Robert Bourassa, durant sa gouverne de six ans.⁹ Il sera alors plus facile de comprendre que le consensus n'a pas eu lieu, entraînant de la sorte un craquement du régime.

8 "La social-démocratie: Bourassa: des différences mineures avec l'idéologie du Parti Québécois", Le Soleil, 19 janvier 1976.

M. Bourassa, à la question de savoir si l'Etat devait prendre en charge certains contrôles de richesses naturelles, par exemple, aura cette réponse cinglante, lors de cet entretien, d'abord accordé la veille au Devoir: "Nous ne voyons pas d'objections d'ordre idéologique à l'intervention déterminante de l'Etat dans les grands secteurs de production et dans les ressources naturelles. A preuve: l'Hydro-Québec, Sidbec, Soquem, Soquip, etc... Sur ce point, je ne fais pas de différence idéologique entre le P.Q. et le P.L.Q., sauf que nous devons tenir compte des contraintes du pouvoir qui, parfois, ralentissent la mise en oeuvre de nos politiques..."

9 Robert Bourassa, même aujourd'hui, ne cesse de dire qu'il a été premier ministre durant sept années. C'est faux; d'avril 1970 à novembre 1976, il n'y a que 6 ans 7 mois. D'ailleurs, Robert Bourassa n'avoue jamais qu'il a tort. Tout au plus, dit-il parfois, "nous n'étions pas parfaits", ou encore, "il restait des choses à faire". Cela reste toujours dans les généralités. Et, jusqu'à ce jour, il a refusé de prendre le blâme de la défaite du 15 novembre 1976.

1. Les espoirs économiques

Il ne s'agit évidemment pas, dans les pages qui suivent, de démontrer que les idées de Robert Bourassa étaient de souche corporatiste. Ce qu'il importe, au contraire, d'établir ici, c'est l'ensemble des idées et des développements de la période 1970-76, comme éléments essentiels d'une poursuite idéaliste des objectifs de la Révolution tranquille, mais également d'une césure d'avec les mécanismes de participation instaurés par l'équipe du tonnerre. Or, ces faits permettent d'expliquer, au moins partiellement, l'attrait des thèses péquistes que nous aborderons tantôt.

Pour l'instant, cernons l'attrait de Robert Bourassa, économiste et gestionnaire, en 1970, portrait idéal du dirigeant souhaité par les masses.

Lorsque les années 70 prennent le tournant d'une nouvelle décennie, le Québec semble aux prises avec un leadership malhabile. Les grèves des étudiants s'étaient multipliées de 1968 à 1970; "l'opération McGill", sorte de mouvement contre les privilèges et le statut de cette riche université de langue anglaise, avait dû être matée par la police, tout comme les contestations du congrès du leadership de l'Union nationale, en juin 1969, par des enseignants et des fonctionnaires mécontents; les émeutes de Saint-Léonard avaient trouvé, avec la loi 63 et la liberté de choix de la langue d'enseignement,

une échappatoire qui rebondit et provoqua d'autres manifestations violentes, en octobre 1969; les chauffeurs de taxi de Montréal s'attaquaient, en même temps, aux autobus et installations de la Murray Hill.¹⁰

Face à une Union Nationale en perte de vitesse, Bourassa propose non plus des grèves, des affrontements, des manifestations sans fin, mais une économie prospère, un travail pour tous et chacun, un fédéralisme rentable, et surtout une certaine cohésion sociale.

Après avoir écrit que Robert Bourassa est un homme d'équipe, "qui n'a pas la prétention de tout connaître, de vouloir tout faire lui-même", Claude Castonguay ajoute, avant de laisser la place à la grande tirade de Bourassa sur la vraie priorité du Québec, qu'il est un "homme soucieux de remplacer l'émotivité par l'efficacité et la compétence":

"La grande priorité chez-nous, ce doit être d'abord et avant tout le développement économique. Il faut, par tous les moyens dont dispose l'Etat, mettre en marche la relance de notre économie. Sans prospérité économique, nous ne pourrions jamais atteindre les objectifs culturels et sociaux que nous recherchons tous. La voie de l'avenir pour le Québec, c'est celle de la compétence de tous ceux qui veulent contribuer à bâtir chez-nous cette société prospère, gage essentiel de notre affirmation sur le plan culturel et social..." 11

10 Chodos, Robert et Nick Auf Der Maur, éditeurs, Québec: A Chronicle, 1968-1972, Toronto, James Lewis et Samuel, 1972, pp. 3-18.

Chodos et Auf Der Maur parlent "d'un ferment national et social sans précédent dans la province..." (p. 17).

11 Bourassa Québec!, op. cit., p. 11.

Bourassa courtise aussi la jeunesse qui constitue, selon lui, un "groupe important de la société québécoise".¹² Gouverner, ce sera donc "bâtir un nouvel ordre social, en s'inspirant des conceptions les plus modernes de l'équité et de l'efficacité".¹³

Et pourtant, au départ de la course à la chefferie libérale, Robert Bourassa profita d'un tableau de "correspondances" entre son style et ses idées par rapport à un portrait-robot des leaders souhaités par les électeurs libéraux.¹⁴ Comme le disent encore Benjamin et O'Neill: "Toute la campagne électorale fut ainsi centrée sur la promesse de la création d'emplois, au détriment d'un programme cohérent et à long terme: le sondage de la firme Social Research n'avait-il pas révélé que cette relance économique constituait la préoccupation majeure de l'électorat québécois?"¹⁵

12 Ibid., p. 19.

Dé lancer le premier ministre en devenir:

"Les radicaux, les contestataires posent des questions très pertinentes sur la pauvreté, sur la justice, sur l'égalité économique et sociale. Le plus souvent, on leur répond par des clichés, quand on se donne la peine de leur répondre. Alors, ils protestent... Dans un certain sens, lorsque les gouvernants doivent faire intervenir les forces de l'ordre, ils ont déjà perdu la partie. Ils ont failli à leur fonction essentielle en démocratie, qui est de permettre à toutes les opinions et à toutes les aspirations de s'exprimer librement et d'influer sur l'organisation de la société..."

13 Ibid., p. 18.

14 Voir à ce sujet Jacques Benjamin, Comment on fabrique un Premier ministre québécois, Montréal, L'Aurore, 1975, 3e chapitre.

15 Benjamin, Jacques et Pierre O'Neill, Les mandarins du pouvoir, Montréal, Québec-Amérique, 1978, p. 169.

A ce titre, Bourassa se posait en ennemi du nationalisme et de l'indépendance. Il semblait à cet égard faire siens les mots importants de Charles Taylor: "le nationalisme exerce peu d'attrait sur les classes plus basses dans l'échelle sociale, ouvriers ou paysans; il attire seulement quand il est relié à la solution de maux économiques profondément ressentis..."¹⁶ Pour lui, il vaut mieux, en plus évidemment de mettre l'accent sur l'économie, "travailler à renforcer le fédéralisme par un réaménagement progressif des institutions politiques et de leur fonctionnement."¹⁷

Tout dans le vocabulaire de Robert Bourassa revient cependant aux idéaux de la bonne performance.¹⁸ Il se fait donc l'apôtre d'une certaine réforme administrative, "en commençant par la rationalisation des choix budgétaires".¹⁹ C'est lui qui, en décembre 1970, après avoir fait adopter la loi de l'administration financière, fera changer le nom - et les pouvoirs - du Conseil de la Trésorie en Conseil du Trésor.

16 Taylor, Charles, "Nationalism and the Political Intelligentsia", cité dans Vera et Don Murray, De Bourassa à Lévesque, Montréal, Quinze, 1978, p. 94.

17 Bourassa Québec, op. cit., p. 25.

18 "Comment sortir du fouillis administratif à Québec?", Le Devoir, 1er novembre 1969; voir aussi Michel Roy, "Robert Bourassa, le technocrate devenu politique", Le Devoir, 1er décembre 1969.

19 Sous la direction de Edmond Orban, La modernisation politique du Québec, Québec, Boréal-Express, 1976, p. 174 (texte de J.I. Gow, "La modernisation et l'administration publique").

De dire Gow:

"Toutes ces réformes vont dans le sens de la modernisation... En termes de structures, elles constituent des réaménagements en vue de la rationalisation du secteur décentralisé et de la mise en place de relais régionaux entre l'administration centrale à Québec et les administrations locales..." (p. 177).

Mais là aussi, comme ailleurs, tout cela doit être intégré à la politique économique globale du gouvernement. Bourassa dira des "responsables de l'éducation qu'ils doivent s'intégrer aux autres composantes de la politique économique globale du gouvernement"²⁰, des "agriculteurs qu'ils doivent s'adapter aux nouveaux besoins afin de tirer un rendement maximum"²¹, des "fonctionnaires qu'ils doivent exécuter, dans les meilleures conditions financières et administratives, l'ensemble comme le détail des décisions gouvernementales"²², et des citoyens en général qu'ils doivent avoir "un gouvernement collectif qui sache organiser la tolérance, diriger la controverse et négocier des réformes qui soient bénéfiques aux uns sans être préjudiciables aux autres..."²³

Mais Robert Bourassa restera vague sur les mesures concrètes à utiliser pour doter le Québec de cette "société nouvelle" dont il parle constamment, avant de s'emparer de l'appareil étatique. D'ailleurs, comme sa notion de consensus, sa gouverne "compétente" restera nébuleuse! A un point tel qu'on eût l'impression qu'il fallait accepter que son entrepreneur-

20 Bourassa Québec!, op. cit., p. 51.

21 Ibid., p. 73.

22 Ibid., p. 98.

23 Ibid., p. 118.

ship, et celui de diplômés en administration des affaires, garantiraient que le Québec allait être géré avec gros profits.²⁴ Pour Bourassa - et ses fabricants d'image - il suffisait de donner l'apparence qu'il existerait une collégialité dans les mécanismes décisionnels afin de convaincre que la compétence incarnée donnerait aux citoyens de la belle province une meilleure société où l'harmonie remplacerait la confrontation.

Etait-ce de la poudre aux yeux?

Pour répondre à cette question, on doit encore chercher à décortiquer le message véhiculé. Le langage séduit, pour utiliser l'expression du couple Murray, "par son austérité même".²⁵ D'ailleurs, au congrès du leadership libéral, Bourassa, de l'avis de Vincent Lemieux, rassure même si l'on ne comprend pas toujours. De commenter le politicologue de Laval:

24 Benjamin et O'Neill, Les mandarins..., op. cit., p. 181.

"Il ne s'agissait pas de se demander si tel type d'investissements cadrerait bien avec les priorités gouvernementales, il s'agissait de gérer le Québec pour qu'il fasse du profit... Mais la dimension partisane qui animait M. Bourassa importait davantage que les apparences d'illégitimité de certaines décisions "managériales". A ce sujet, M. Bourassa est en effet apparu comme typiquement Canadien-français en matière d'intégrité publique: il répétait chaque fois: apportez-moi des preuves..."

25 Murray, Vera et Don, op. cit., p. 101.

"Face aux délégués et à la masse plus ou moins silencieuse des électeurs, chers à M. Wagner, il avait aussi pour lui sa jeunesse. Mais surtout ses réponses d'économiste à des situations qu'on sent de plus en plus inquiétantes. Ces réponses ont d'ailleurs eu le mérite d'être très rarement démagogiques et le "peuple", même s'il ne les comprend pas toujours, a pour cela un préjugé favorable, en ce Québec mieux informé qu'avant..." 26

Or, en vendant cette "compétence" et cette "spécialisation", le message de Robert Bourassa fait quand même appel aux Québécois ordinaires. En plus de l'évocation de mécanismes de participation de tous les intéressés mentionnés tantôt, le développement de nouveaux programmes devrait se faire "en faisant appel à la capacité d'innovation et au génie d'organisation de tous les Québécois".²⁷ A ce sujet, c'est comme si l'on disait à la "majorité silencieuse" de s'en remettre aux "gestionnaires qui guideront", et un ex-conseiller, important de M. Bourassa, Paul Desrochers, aura ces mots importants à plus d'un titre: "La majorité silencieuse doit descendre dans la rue et monter sur toutes les tribunes afin d'étouffer les hurlements des agitateurs..."²⁸

26 Le Soleil, 29 janvier 1970.

Le même jour, deux quotidiens, ne jouissant pas du recul historique, se mettront le doigt dans l'oeil. Michel Roy (Le Devoir) écrit en effet que "le candidat a relevé les défis sans recourir aux artifices des fabricants d'images, en restant fidèle à lui-même". Le défunt Montreal Star renchérit de la façon suivante: "No rhetoric, no applause, no fat men with pockets full of cigars. Just get the message across... The decision to dispense with image-building in favor of a direct approach was something that flowed from the Bourassa movement from the beginning..."

27 Bourassa Québec!, op. cit., p. 122.

28 "Desrochers lance un appel à la majorité silencieuse", Le Droit, 7 avril 1976.

Bourassa veut aussi, théoriquement, créer un Parlement moderne. Après avoir fait allusion aux critiques habituelles - les Assemblées législatives ne sont pas le reflet authentique et vivant des tensions et des efforts de la société en général - le leader libéral avoue ne pas croire aux "réformes des structures pour assurer à tous les groupes minoritaires et marginaux une présence réelle et continue."²⁹ Aux députés et fonctionnaires le rôle de développer, avec l'entreprise privée par exemple, une coopération très utile.

Et pourtant, cette concertation dont il parle, elle n'est pas très développée. Tout au plus parle-t-il du rôle des commissions parlementaires qui peuvent, en plus de surveiller l'administration, écouter les doléances des "intéressés" à telle ou telle fonction.

29 Bourassa Québec!, op. cit., p. 84.

Le chef libéral dira encore ces mots assez surprenants:

"Je dis tout de suite que la nature des problèmes auxquels le Québec a à faire face devrait nous amener à entrevoir le jour où il faudra bien que les parlementaires oublient un certain sectorisme tribal qui, trop souvent, compromet l'efficacité même des travaux du Parlement..." (p. 86).

Et encore:

"Il faut donc savoir respecter ce fait, tout en se préoccupant de chercher les voies et moyens pratiques de faire CONTRE-POIDS à cette nouvelle et nécessaire puissance du pouvoir exécutif... Pour parvenir à cela, le Parlement doit assumer dans toute sa plénitude une fonction de contrôle et de critique des gestes de l'administration gouvernementale..." (p. 88).

La concertation, c'est un espoir vague. Pour Bourassa qui se dira, après sa défaite, socialiste dans l'âme³⁰, l'intégration de toutes les idées est souhaitable.

"Il faut intégrer tous les groupes minoritaires à la communauté politique. Non seulement les jeunes, les contestataires et les réformistes, mais aussi les plus âgés, les pauvres, les femmes, tous ces groupes muets ou mécontents qui s'écartent parfois des voies démocratiques parce que trop souvent celles-ci leur sont fermées ou leur paraissent fermées..." 31

Noble but, mais dont les balises d'action resteront imprécisées!

Les espoirs ne resteront donc que des mots. Car "compétence administrative", "consensus", "rationalité budgétaire", "gouvernement collectif", "gouvernement et administration aux possibilités bouillonnantes", tout cela ne semblait que signifier une seule et même chose: la solution aux malaises et affrontements de 1967 à 1970 pouvait se trouver dans une économie prospère. C'est d'ailleurs dans cette solution économique que Robert Bourassa enveloppa tout son jargon... d'économiste. Même qu'il allait aux devants des attaques sur l'aspect des mesures proposées en disant que:

30 Les années Bourassa, op. cit., pp. 282-283.

31 Bourassa Québec!, op. cit., p. 117.

la responsabilité de l'homme politique moderne n'est pas de chercher refuge dans les mots et les formules; c'est de voir les réalités telles qu'elles sont, et surtout de proposer des moyens réalistes pour surmonter les difficultés que rencontre la population..." 32

2. La gouverne libérale

L'équipe que dirigeait Robert Bourassa n'était pas très renommée pour ses idées développées en matière de projet de société.³³ C'est d'ailleurs pour cela qu'au beau milieu de la "crise d'octobre", le parti libéral laissa Claude Castonguay doter le Québec d'un service de l'assurance-santé (loi no. 8), en vertu duquel la population du Québec aura désormais accès gratuitement aux services médicaux.³⁴ Or, ce qu'il y a de remarquable dans cette loi, c'est que les principales têtes dirigeantes du gouvernement étaient occupées à autre chose.

32 Ibid., p. 119.

33 De commenter O'Neill et Benjamin:

"Lorsque les ministres les plus perspicaces suggérèrent au Premier ministre d'accentuer cet aspect visionnaire de son leadership, M. Bourassa leur répondit qu'il avait cherché un concepteur de politiques à long terme et un scripteur de tels discours, mais qu'il n'en avait pas trouvé. En fait, le Premier ministre n'éprouvait aucun goût pour ce genre de politiques, aucun besoin d'élaborer de tels projets collectifs..." (op. cit., p. 144).

34 L'expression "assurance-maladie" n'est pas juste. On n'assure pas la mort, mais la vie, et à ce titre, l'assurance se fait sur la santé, ou si l'on préfère, contre la maladie.

En fait, durant les événements tragiques de la première année du règne de Robert Bourassa, le chef libéral mit de côté tous ses beaux principes quant à la participation des citoyens aux rouages décisionnels. Bien plus! Il écarta même ses propres ministres du dossier. Ces constatations sont importantes parce que la réalité qu'elles décrivent marqueront toutes les attitudes du jeune économiste, au cours des années ultérieures. Le sort réservé à Jérôme Choquette, "placé sur une voie d'évitement" et qui démissionna du Cabinet et du parti un peu plus tard, est probant à cet égard.³⁵

La gouverne libérale ne fut donc jamais affaire de collégialité et la "crise d'octobre" créa l'image bien réelle d'un dirigisme de "bunker" où Robert Bourassa se retirait et vivait en ermite. Cela entraîna, un peu comme durant les années Duplessis, un sentiment populaire face à l'Etat québécois, soudainement perçu, dans la foulée même de la Révolution tranquille, comme étranger à la collectivité.

35 O'Neill et Benjamin (op. cit., pp. 108-112) montrent très bien que M. Bourassa avait décidé de faire en sorte "qu'un ministre ne sert qu'au bon plaisir du Premier ministre." Pour Claude Ryan, "son ministre demeurait, dans l'ensemble, peu perméable à l'influence des démarcheurs partisans... Il avait réussi... à établir fermement son souci d'instaurer une justice égale pour tout le monde que nul ne savait jamais, y compris parfois dans l'entourage même du Premier ministre, s'il était l'objet de soupçons ou d'enquêtes..." (Le Devoir, 31 juillet 1975).

De dire Stanley B. Ryerson:

"Un aspect particulier des années récentes au Québec a été la réapparition d'un symptôme, endémique aux Etats de "libre entreprise": l'éclaboussement des pouvoirs publics à la suite de la mise au jour de manifestations de la "corruption privée". La démarcation séparant le "privé" du "public" devient on ne peut plus floue lorsque des ministres se révèlent comme étant complices de méfaits commis par les grandes entreprises..." 36

Robert Bourassa fera donc figure de paradoxe. Et cela s'explique. Aux yeux de ses ministres qu'il fera surveiller par ses conseillers³⁷, il voulait tout savoir, tout contrôler. Aux yeux des autres qu'il laissait agir à leur guise, il regardait le train passer et laissait l'administration quasi-incontrôlée.

36 Ryerson, Stanley-Bréhaut, "Mutations potentielles des rapports de force Canada-Québec", dans La modernisation politique du Québec, op. cit., p. 71.

Les exemples des scandales, même si Robert Bourassa lance toujours "donnez-nous des preuves", sont nombreux: contrats gouvernementaux à des compagnies possédées par des membres de la famille du Premier ministre (la fameuse Paragon); aucune divulgation publique, avec la complicité des ministères concernés, par les compagnies responsables de laisser l'amiantose ravager ses ouvriers; viande avariée vendue un peu partout; corruption syndicale; relations avec le crime organisé, etc...

37 Le bureau du Premier ministre - avec les Charles Denis, Paul Desrochers - avait même développé un "fichier de renseignements" que le chef du parti consultait probablement (30,000 individus, 7,000 groupes) au lieu de se présenter à l'Assemblée qu'il délaissait parfois durant des périodes de trois ou quatre jours... "ce qui accentua cette impression de réclusion et de secret de la part de M. Bourassa". (O'Neill et Benjamin, op. cit., p. 123).

Comment expliquer ce décalage entre les idéaux de Robert Bourassa, lors de sa candidature à la chefferie du P.L.Q., et la pratique administrative sous son régime?

Les motifs sont, selon nous, de plusieurs ordres.

Le premier d'entre eux réside dans la teneur même du message du "spécialiste" véhiculé par Robert Bourassa. En pratique en effet, ses idées de participations, de consultation des corps intéressés et de progrès rapide pour le Québec n'étaient que des écrans de fumée entourant son emballage de prospérité économique. D'ailleurs, Bourassa, malgré la séduction qu'il opère avec ce message, fait table rase de tous les développements importants de la Révolution tranquille. Le Premier ministre en devoir aura en outre ces mots percutants, mais d'une portée incroyable, plus de quinze mois après sa prise de pouvoir: "Le gouvernement du Québec est obligé de reconnaître depuis quelques années la grande portée du mot planification, mais également la grande difficulté de son application."³⁸ Qui pourrait être stimulé à planifier, après un tel énoncé?

38 Bourassa, Robert, Allocution devant les membres du Conseil de planification et de développement du Québec, 3 juin 1971.

La gouverne libérale, de 1970 à 1976, se fera en vase clos par des conseillers et un homme qui oublièrent leurs engagements de 1970. Toutes les promesses, sauf celle de l'économie. Nous touchons ici notre deuxième élément d'explication de l'éloignement de Robert Bourassa des considérations d'un projet de société pour l'adoration du pouvoir et le sens, ou plutôt la croyance qu'on se donne, d'être utile.³⁹ Robert Bourassa crut jusqu'à la fin que son appareil économique - celui-là même qui rationalisa les pratiques budgétaires, qui ne haussa pas les impôts et qui assura une certaine croissance stable du produit interne brut - suffirait à satisfaire la population.⁴⁰ Victime de sa spécialisation, il ne comprit pas qu'on devait parler aussi, de temps en temps, un autre langage que celui de l'économie.

39 Raymond Saint-Pierre: - Si vous aviez ces idéaux nouveaux, pourquoi n'avez-vous jamais réussi à les faire sentir?

Robert Bourassa: - Le parti de l'Opposition n'a que cela à faire, alors que le pouvoir en place est assailli. Le pouvoir est maudit, si je peux employer une expression bien connue...

(Les années Bourassa, op. cit., p. 287.)

40 En raison des investissements publics - ceux de la Baie James, de l'aéroport de Mirabel, des installations olympiques - le ministre des Finances durant toute la période libérale, Raymond Garneau, pourra dire, dans son dernier discours sur le budget (76-77) que "durant la période, l'évolution de l'économie québécoise a été relativement satisfaisante comparée à celle du Canada..." (Le Droit, 14 mai 1976.)

TABLEAU 7-1

LE CERCLE DES EMINENCES GRISES AUTOUR DE BOURASSA

Paul Desrochers (1969-74)

(contenu des politiques)

Jean Prieur

(filtrage de l'information
au Premier ministre)

J.C. Rivest

(conseiller législatif)

Charles Denis

(l'image du Premier ministre)

Benoit Morin

(chef de Cabinet)

Source: O'Neill, Pierre et J. Benjamin, Les mandarins du pouvoir, Montréal, Edition Québec-Amérique, 1978, pp. 136-138.

On dira qu'il y a ici un jugement de valeur. Car il est vrai qu'il y eut deux étapes dans le style du Premier ministre québécois. Lors du premier mandat, l'équipe libérale réussit à faire croire en son potentiel administratif, ou mieux en son "bon gouvernement", surtout parce qu'on força le parti d'opposition, le Parti Québécois, à jouer le jeu et à parler de budgets équilibrés.⁴¹ A coup de slogan, dont le tout dernier de 1973, "Bourassa construit", l'administration libérale faisait mouche chez l'opinion publique. Au deuxième mandat cependant, voulant allier nationalisme (loi 22, souveraineté culturelle) et négation d'indépendance politique, le P.L.Q. oublia de défendre son administration, d'ailleurs passablement amochée,

41 En campagne électorale d'automne 73, le P.Q. prépara à la hâte un budget de l'An I, budget qui fut littéralement taillé en pièces, dans un débat télévisé, à Télé-Métropole, opposant le critique financier du P.Q., Jacques Parizeau, et le ministre Garneau.

et se fit doubler par la promesse d'un meilleur programme et d'une mise entre parenthèses de l'idée de séparation du Québec.

Arrêtons-nous quelques instants sur ces deux temps de la vie du régime Bourassa.

Comme l'admet d'ailleurs la Commission d'information du Parti Libéral, "il n'est pas facile d'évaluer, pour le mieux-être collectif, des mesures législatives complexes, dont le jargon juridique rend la compréhension difficile."⁴² Insistons quand même sur l'approche gouvernementale de 1970 à 1973, puis de 1973 à 1976, tout en gardant l'examen des législations importantes pour tantôt, afin de montrer encore mieux que le consensus de Robert Bourassa n'a pas eu lieu..

Durant les trois premières années, deux accents importants furent placés sur la gestion efficace de l'administration québécoise.

L'une, l'adoption finale et la mise en marche du budget par programmes, permit de réorganiser les fonctions ministé-

42 Le Parti Libéral du Québec, Les 1000 premiers jours du gouvernement Bourassa, Montréal, Editions du Jour, 1973, p. 12.

rielles sous trois grands chapeaux: la vocation économique, la vocation sociale et la vocation administrative.⁴³ Or, définir les objectifs des programmes gouvernementaux en ces termes, c'est se laisser guider par une idéologie technocratique qui veut que ce soit les fonctionnaires, "les parlementaires ayant démontré qu'ils ne pouvaient le faire", qui définissent eux-mêmes les objectifs.⁴⁴ A ce titre, et il n'entre pas dans le propos de cette démonstration d'insister sur cette sélection des objectifs des divers programmes, il est important de réaliser que la gouverne libérale sera guidée, dès les premiers mois passés, par cette emphase à définir des objectifs. Si l'on accole à cette gérance technocratique le soin diligent de Robert Bourassa à écouter ses conseillers politiques, on se rend compte que toute idée de concertation a volé en éclats. Pas question de consulter les groupes, ou les dirigeants sociaux, si l'on a établi rationnellement les choix!⁴⁵

43 Pour de plus amples détails sur l'adoption du Planning, Programming, Budgetary System (P.P.B.S.), voir Secrétariat du Conseil du Trésor, Implantation d'un système de budget par programmes (P.P.B.) au Gouvernement du Québec, Québec, 1971, 2 volumes.

44 De dire Jacques Benjamin: "Comme le soulignait le professeur Lionel Ouellet, l'administration dans de telles circonstances devient le définisseur des objectifs de l'Etat (grâce au P.P.B.S.)... Certaines décisions récentes ont été prises en moins d'une minute par le Conseil des ministres..." (Planification et politique au Québec, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1974, p. 77.)

45 Dans une entrevue à Pierre O'Neill et Michel Roy (Le Devoir, 16 septembre 1971), le Premier ministre libéral insiste pour lancer: "J'aurais voulu donner plus de temps aux objectifs à long terme... Il nous faut donner une orientation économique. Depuis que je suis au pouvoir, j'ai été pris par le court terme..."

Voilà en peu de mots le Robert Bourassa, gouvernant: objectifs, orientation économique, long terme, pouvoir...

Un deuxième accent de la première période de Robert Bourassa réside dans la recherche constante de convaincre que l'information sur tout programme est disponible. En mettant ainsi en place des bureaux régionaux de Communications-Québec, le gouvernement ne se cache pas pour dire que leur rôle est "d'informer la population des mesures administratives sur les services et les activités du gouvernement tout en étant à l'écoute des populations..."⁴⁶ La deuxième partie du tandem restera lettre morte, car l'on ne sut plus, avec le temps, si les bureaux en question dépendaient directement du ministère des Communications ou de l'Office d'information et de publicité du Québec (O.I.P.Q.), les employés de l'un et l'autre se montrant parfaitement inter-changeables. En donnant une image d'ouverture au public, on n'eut pas besoin d'aller beaucoup plus loin dans la démarche. D'ailleurs, qui ira dans les édifices administratifs régionaux pour faire connaître des doléances? Tout est dans le "packaging"... et les efforts des conseillers du chef libéral pour donner bonne image sont devenus célèbres. On ira donc vendre des images (parfois des services), jamais acheter des idées des citoyens. Celles-là viennent d'en-haut!

Pour la période de 1973 à 1976, on changea de tactiques, sentant peut-être que les précédentes ne marcheraient pas toujours. Et là aussi, pas question de mécanismes d'écoute, d'agences consultatives, ni même de corps délégués.

⁴⁶ Les 1000 premiers jours..., op. cit., p. 135.

Après l'éclatante victoire de 1973, Bourassa crut qu'il pouvait éliminer le P.Q. de la carte politique du Québec. Et il développa deux stratégies: une concrète, l'autre un peu plus générale.

La stratégie concrète visait à couper l'herbe sous le pied des péquistes en ce qui a trait à la langue nationale du Québec. Après avoir reçu le rapport tant attendu de la Commission Gendron⁴⁷, le gouvernement libéral décida d'y aller avec son projet de loi sur la langue officielle.⁴⁸ Après avoir considéré plusieurs possibilités, les libéraux décidèrent de proclamer le français langue officielle et de faire en sorte que les nouveaux venus, dans la "belle province", soient encouragés à choisir le français. Mais la loi suscita un tollé de protestations. Les nationalistes crurent qu'elle n'allait pas assez loin, qu'elle ne visait qu'à apaiser ceux qui voulaient tout bonnement une législation et qu'elle laissait à la minorité de langue anglaise tous ses privilèges.⁴⁹ D'autres personnes, députés libéraux de langue

47 Commission d'enquête sur la situation de la langue française et les droits linguistiques au Québec, Rapport, Québec, Editeur officiel, 1972 (3 volumes).

48 Le projet de loi sur la langue officielle (bill 22) sera déposé le mercredi, 22 mai 1974, à l'Assemblée nationale du Québec. Léo Delorme (Bill 22, le Waterloo de Bou-Bou, Laval, les Editions Duvernay, 1974) aura raison: cette loi ne plaira à personne (et Bourassa lui-même aurait dit que cela prouvait que la loi était passable) et stimulera l'ardeur des nationalistes, plutôt que de leur "enlever des arguments".

49 Fox, Bill, "Opening Shot: Québec's Bill 22 is Just First Step in Bid to Attain Cultural Sovereignty", Ottawa Citizen, 18 décembre 1974, p. 7.

anglaise en tête, crièrent au scandale et parlèrent d'une oppression de la minorité de langue anglaise, semblable à celle subie par la minorité juive en Allemagne, durant la deuxième guerre mondiale.⁵⁰ La question des tests permettant aux jeunes enfants l'accès à l'école anglaise était au centre du débat; on les qualifia d'injustes et pas équitables.⁵¹ Bourassa et les libéraux ne se remettront pas de cette contestation.⁵²

Quant au slogan de la "souveraineté culturelle", il aura toujours été vide de sens. La présentant dans la foulée de la loi 22, Bourassa dira que les citoyens d'expression française sont dans une situation culturelle spéciale, qu'ils ne représentent qu'un quarantième à peine de la population de l'Amérique du Nord et qu'il est nécessaire, après avoir fait officiellement du Québec un Etat français, de confier aux représentants québécois des pouvoirs spéciaux, en ce qui a

50 Il y eut même un radiathon à CFCF, station de langue anglaise de la métropole, où George Springate, député libéral, recueillait les noms des "opposants" au projet.

51 Voir l'éditorial de Fay LaRivière du 15 juillet 1976 (Le Droit) et la réplique qu'une lectrice de Hull (Madeleine Kemp) lui fit deux jours plus tard. Le 22 octobre 1976, Jean Marchand annonçait sa candidature dans le comté de Louis-Hébert, à la condition que les immigrants, "sans test", puissent envoyer leur progéniture à l'école anglaise (Ottawa Citizen, 23 octobre 1976; le texte de la Presse canadienne avait pour titre "Bourassa Gives In to Marchand").

52 L'Union Nationale connut même un regain de vie, en "courtisant" le vote des "autres Québécois", lors du scrutin de 1976.

trait à l'immigration et aux communications.⁵³ Attaqué par les "fédéraux", Bourassa accepta la confrontation et s'en servit même pour créer des diversions des dossiers de l'heure, lors de son second mandat, comme ceux des déficits olympiques, des scandales dans l'industrie de la construction et des grèves qui continuèrent à se multiplier. Si ce n'est deux projets de loi inusités - l'un confiant toute autorité de contracter des ententes avec d'autres gouvernements, pour quelque corps que ce soit au Québec, dans les pouvoirs du ministère des Affaires intergouvernementales, l'autre touchant le pouvoir du Québec à refuser l'immunité aux représentants étrangers au Québec⁵⁴ - la "souveraineté culturelle" restera vague et, pour employer l'expression d'un fonctionnaire d'Ottawa, du "jello verbal".⁵⁵

Sur la défensive donc avec plusieurs dossiers chauds, le chef libéral s'embourba dans une marotte constitutionnelle, de 1973 à 1976, qui lui fit oublier toute idée de concertation.

3. La confrontation avec les syndicats

Robert Bourassa avait parlé, dans son Bourassa-Québec, de "l'efficacité des structures syndicales" qui était inexis-

53 Bull, Rob, "Constitution Must Protect Culture", Ottawa Journal, 24 avril 1975.

54 Gwyn, Richard, "Bourassa Putting Vague Ideas into Fine Print", Ottawa Journal, 17 avril 1975.

55 Ibidem.

tante, selon lui. Il laissait déjà entrevoir qu'il aimerait dialoguer aussi avec des "syndicats de contribuables à faible revenu" et que "le faible taux de syndicalisation dans le secteur privé" - alors que presque tous les travailleurs du secteur public sont syndiqués - "nuisait à la fois aux contribuables et aux entreprises."⁵⁶

Deux possibilités s'ouvraient donc à lui: ou bien on encourageait la création d'autres syndicats, en leur donnant, en plus d'une amélioration de services des membres nouvellement syndiqués, un accès au processus décisionnel du "développement et de la planification du Québec"⁵⁷, ou bien on affrontait, au nom de la population qu'on dit représenter, les syndiqués actuels, afin de leur montrer qu'ils doivent comprendre qu'ils sont choyés, au sein de la main-d'oeuvre totale de la province, tout en jouant le rôle d'un leader qui a le "mandat du peuple". Il choisit l'affrontement.⁵⁸

56 Bourassa-Québec!, op. cit., p. 66. Il laissait ainsi la voie ouverte à des idées de syndicats plus populaires, et même à leur rôle nouveau dans la gérance de la société.

57 Ibid., p. 67.

58 Vera et Don Murray, De Bourassa à Lévesque, op. cit., pp. 119-120.

"D'égale importance, aux yeux de Bourassa, était la salle des opérations qui lui permettrait, dans l'éventualité d'une prochaine crise, de la diriger sans avoir à sortir de ses nouveaux locaux de la Grande-Allée à Québec. Crise qui ne tarda pas à survenir. La grève du Front commun des 210,000 travailleurs des secteurs public et parapublic fut l'occasion rêvée pour Bourassa. Convaincu par les sondages de la rentabilité politique d'un refus catégorique des demandes des syndicats, aidé par les multiples erreurs de tactique des chefs du Front commun, Bourassa adopta le rôle du chef silencieux et presque invisible, mais prêt à frapper dur le moment venu... Le dixième jour, il agit brutalement; à l'Assemblée natio-

a) le Front commun

Écoutons d'abord Pierre Dupont et Gisèle Tremblay parler de la C.E.Q.:

"Chez les enseignants, la mentalité a évolué très vite depuis 1960. Au sortir de la Révolution tranquille, les enseignants étaient, comme tous les Québécois, prisonniers du mythe des corps intermédiaires et de la participation. Une fois l'an, le gouvernement les convoquait, leur remettait des tonnes, des niagaras de documents et leur disait: voilà, la consultation est faite! La désillusion a été foudroyante, tellement que la majorité a abandonné les concepts corporatistes pour se lancer résolument dans l'action syndicale revendicatrice..." 59

En octobre 1971, peut-être l'amorce générale de la création du Front commun des trois centrales québécoises eut lieu. Il s'agit de "l'affaire de La Presse". Pour la première fois, de l'avis même du ministre du Travail, Jean Cournoyer, le mouvement syndical "devint un amalgame de mouvement de la classe ouvrière et d'aspirations nationales."⁶⁰ Après des négociations ardues concernant la sécurité d'emploi face à l'automatisation et l'introduction d'éléments cathodiques, les diri-

nale, il déposa un projet de loi draconien afin de mettre un terme à la grève. Dans le discours qu'il prononça à cette occasion, il lança le slogan "Assez, c'est assez" pour souligner dans l'esprit de la population la fermeté, pour ne pas dire la dureté, avec laquelle il dirigeait les efforts du gouvernement pour rétablir l'ordre..." (nos soulignés).

59 Dupont, Pierre et Gisèle Tremblay, Les syndicats en crise, Montréal, Quinze, 1976, p. 23. Les soulignés sont des auteurs eux-mêmes!

60 Auf Der Maur, Nick, "The Trigger Was the La Presse Affair", Last Post, décembre 1971.

geants de Power Corporation décidèrent de procéder à un lock out massif des employés syndiqués (incluant les typographes, pressiers, préposés à la caméra et les linotypistes, mais non les journalistes, dont la convention ne venait à échéance que l'année suivante).⁶¹ Après une longue marche qui se termina par une confrontation pure et simple avec la police de Montréal, les leaders syndicaux, avec Yvon Charbonneau en tête, parlèrent de "collusion entre les pouvoirs politique et économique contre les ouvriers salariés".⁶²

Peu de temps après les syndicats québécois étaient appelés à former un "Front commun" de solidarité avec un but assez clair: "la fin du régime capitaliste québécois, par l'établissement du socialisme".⁶³

Comme nous l'avons vu précédemment, la syndicalisation des employés de la fonction publique, au cours des années de la Révolution tranquille, implique un "minimum de conflits et

61 La production du journal continua, malgré le lock-out des syndiqués de quatre "unions internationales", et cela de juillet à octobre, provoquant ainsi un début d'actions violentes des gens mis à pied, qu'on força cependant, par injonction, à ne piquer "à plus que huit personnes", soit deux membres de chacun des syndicats concernés.

62 Chodos, Robert et Nick Auf Dér Maur, Québec: A Chronicle: 1968-72, op. cit., p. 99.

63 Ibidem.

de luttes qui rendent impossible la transformation de certaines formes de collaboration en collusion."⁶⁴ Les permanents de deux centrales sur trois (la F.T.Q. et la C.S.N.) diffusaient, à la fin de 1971, deux documents qui faisaient de tous ces affrontements avec le gouvernement du jour une question politique.⁶⁵ "Il ne s'agissait plus de gains et pertes de tel syndicats par rapport à tel autre, mais des intérêts qui opposaient la classe ouvrière et l'ensemble des travailleurs aux classes dominantes protégées par leur Etat."⁶⁶

Les ancêtres de ce Front commun de 1972 sont aussi, évidemment, les négociations qui eurent lieu en 1968 et qui se déroulèrent entre le gouvernement et les représentants syndicaux travaillant chacun dans son domaine. Or, après ces discussions qui s'échelonnèrent sur deux ans, les représentants

64. Ethier, Diane, J.M. Piotte et Jean Reynolds, Les travailleurs contre l'Etat bourgeois, Montréal, Editions de l'Aurore, 1975, p. 39.

De dire J.M. Piotte:

"Le facteur qui favorise le plus l'unité syndicale est un élément extérieur au syndicalisme: c'est la partie patronale, surtout lorsqu'elle est le Gouvernement. C'est lorsque la bourgeoisie, par l'un ou l'autre de ses représentants, cherche à écraser le syndicalisme que les organisations syndicales peuvent dépasser leurs intérêts étroits et faire l'unité..."

65 Centrales des syndicats nationaux, Ne comptons que sur nos propres moyens, Montréal, Editions C.S.N., 1971; Fédération du travail du Québec, L'Etat, rouage de notre exploitation, Montréal, Editions de la F.T.Q., 1971.

66 Ethier, Diane, J.M. Piotte et Jean Reynolds, op. cit., p. 45.

TABEAU 7-2

STRUCTURES DECISIONNELLES DU FRONT COMMUN (1972)

Source: Ethier, Diane, J.M. Piote et Jean Reynolds, Les travailleurs contre l'Etat bourgeois, Montréal, Editions de l'Aurore, 1975, p. 62.

des syndicats crurent qu'il était préférable de négocier "ensemble l'ensemble" des politiques salariales (et patronales) du gouvernement. Dès le début de 1970, naquit le comité de Coordination des négociations dans le secteur public et il regroupait, tout en constituant l'unité décisionnelle du Front, une quarantaine de membres des différents organismes (voir tableau 7-2).

Le Front commun vit donc le jour pour trois raisons.

D'abord, un motif d'ordre interne: les dirigeants de la C.S.N., tout comme ceux de la C.E.Q. dont nous avons fait état au début de cette rubrique, ne pouvaient plus être d'accord avec la réforme de l'Etat québécois, tel qu'il apparaissait après la période de collaboration idéologique de la décennie de la Révolution tranquille.⁶⁷

En outre, une explication d'ordre externe: l'attitude de Robert Bourassa de les affronter et de négocier, "avec la loi". Nous y revenons, dans la section suivante.

67 Le Borgne, Louis, La C.S.N. et la question nationale depuis 1960, Montréal, Editions Albert Saint-Martin, 1976, p. 12, p. 21, p. 23.

De commenter cet auteur:

"Cette prise de conscience progressive de la C.S.N. du rôle de l'appareil d'Etat en économie capitaliste ne se fera pas seulement sur le plan de la réforme économique, mais aussi sur le plan des relations de travail... Dans le cadre des négociations collectives, il était inévitable que l'appareil d'Etat québécois et l'appareil syndical de la C.S.N. se retrouvent face à face..."

De la période de 1960 à 1970, un autre auteur (Henri Gagnon, L'enjeu: le contrôle des syndicats, Montréal, Editions Gaétan Piché, 1976, p. 23) dira qu'elle en était une de "collaboration entre carriéristes syndicaux et le gouvernement":

"L'intégration consciente du syndicalisme à l'appareil d'Etat a été le fait de régimes politiques qui se sont succédés à l'Assemblée nationale du Québec. Mais en aucun cas, elle n'aurait pu se faire sans l'accord tacite des bureaucrates carriéristes du mouvement syndical..."

Enfin, une raison d'ordre conjoncturel: le climat politique issu de la crise d'octobre, de l'affaire de La Presse et un désir des dirigeants syndicaux de garder un certain pouvoir politique.⁶⁸

68 L'union fait la force, dit-on. Pour frapper fort, les trois centrales disaient comprendre que, de l'union de leurs membres, leur force de frappe serait inégalée. D'ailleurs, le tableau suivant montre bien qu'en nombre, le Front commun ne badinait pas. Voici d'ailleurs cette composition:

CSN	Fédération nationale des services	52,500 membres
	Syndicat des fonctionnaires provinciaux du Québec	30,900 membres
	Employés de soutien des cégeps et commissions scolaires*	4,500 membres
	Fédération nationale des enseignants québécois	3,300 membres
	Fédération des ingénieurs et cadres du Québec	3,100 membres
	Syndicat des employés de la Régie des alcools	2,200 membres
	Syndicat des agents de la paix	2,100 membres
CEQ	Centrale des enseignants du Québec	70,000 membres
FTQ	Syndicat canadien de la Fonction publique	30,000 membres
	Local 298 de l'Union internationale des employés de service	

*affiliés à la Fédération des employés des services publics

Source: Ethier, Diane, J.M. Piote et Jean Reynolds, Les travailleurs contre l'Etat bourgeois, Montréal, Editions de l'Aurore, 1975, pp. 50-62.

b) Les lois spéciales

Après avoir créé un Conseil consultatif de la planification et du développement, le premier ministre Bourassa devait penser, après l'arrêté en conseil le créant le 16 décembre 1970, que les centrales syndicales collaboreraient à la concertation qu'on voulait de la sorte institutionnaliser. D'ailleurs, le chef de gouvernement dira, lors de la première réunion, en juin 1971, que c'était "une sorte de pari... au-delà de la diversité des points de vue... une des modalités essentielles du dialogue permanent qui doit être maintenu entre le gouvernement et la collectivité".⁶⁹ Trois jours après sa première réunion, le Conseil apprenait que la F.T.Q. se retirait sous prétexte que les travailleurs étaient sous-représentés.⁷⁰ Cette dénonciation des projets de l'équipe libérale a bien dû inquiéter Robert Bourassa qui avait décidé, dix mois avant les négociations du secteur public, de jouer dur.

Les raisons de cette attitude du premier ministre sont de deux ordres, selon nous: d'abord, Bourassa était convaincu, fort de ses sondages-maison, que l'opinion publique était anti-syndicale, tout au moins en ce qui a trait à l'attitude anti-

69 La Presse, 4 juin 1971.

70 Le Devoir, 7 juin 1971.

régime des centrales⁷¹; ensuite, le chef politique croyait que les chefs syndicaux voulaient sa tête et cherchaient la confrontation.⁷²

La première journée de grève éclata le 28 mars 1972. Or, malgré que le gouvernement eût émis - ou plutôt, eût fait émettre - des injonctions interdisant la grève à deux catégories de travailleurs⁷³, la paralysie fut quasi-totale, les employés de l'Hydro-Québec, entre autres, refusant à 70% de franchir les lignes de piquetage. Après un retour à la table des négociations, mais sans ouverture ni d'un côté ni de l'autre, tout était fin-prêt pour la grève générale, le 11 avril. Grève tellement générale d'ailleurs que la quasi-totalité des

71 D'ailleurs, le gouvernement refusa, par la bouche du ministre de la Fonction publique, Jean-Paul L'Allier, le principe de la table de négociations - et donc l'existence du Front commun - jusqu'au 13 mars 1972, quatre jours après que le vote de grève des centrales eût été connu.

72 Cette perception paranoïaque de Bourassa ne saurait surprendre... puisque le leader gouvernemental avait sûrement eu vent de la rencontre du 11 février 1970 de la C.S.N. où l'on avait décidé d'établir des dossiers noirs "sur la mauvaise administration du gouvernement" (voir le Procès-verbal de la réunion du 11 février 1970 des représentants du secteur public et para-public de la C.S.N., cité dans Diane Ethier, J.M. Plotte et J. Reynolds, op. cit., p. 70). Il eût suffi au nouveau premier ministre de dire que ces critiques s'appliquaient à l'administration précédente, pour ensuite "demander une chance" aux centrales... mais avec la création du Front et de la publication des manifestes, Bourassa crut qu'il ne pouvait pas reculer. La concertation, ce sera pour demain!

73 Les employés d'hôpitaux, dans plus de 70 institutions de la province, et ceux de l'Hydro-Québec.

institutions hospitalières fut privée de ses employés syndiqués.⁷⁴

Après une période de défi de ces injonctions et après une rencontre, dans la nuit du 19 au 20 avril, entre le comité des neuf négociateurs syndicaux et les ministres L'Allier, (Cloutier, Castonguay et Garneau, rencontre infructueuse, il va sans dire. le gouvernement déposa le jour même son projet de loi 19, suspendant ainsi le droit de grève des syndiqués, tout en définissant les paramètres de la Commission parlementaire de la Fonction publique qui devrait faire rapport d'ici le 15 mai. La loi ajoutait que s'il n'y avait pas entente entre les parties, avant le 1er juin, le gouvernement pourrait, par décret, imposer une nouvelle convention collective de deux ans.⁷⁵

Mais d'ajouter encore le couple Murray: Bourassa n'en avait pas terminé de son intervention.

74 Le Devoir, 12 avril 1972.

Le lendemain cependant, les grévistes-syndiqués de l'Hydro-Québec se retirent du Front commun. On peut évoquer deux raisons pour cette action: d'abord, les employés de cette société para-publique avaient des salaires plus élevés que ceux des gens du Front; ensuite, le gouvernement avait défini, comme services essentiels, tous ceux des hôpitaux et de l'Hydro-Québec. Les grévistes devenaient donc des "illégaux" parce qu'on leur enlevait légalement leur droit de grève.

75 Murray, Don et Vera, op. cit., p. 120.

"De concert avec son ministre de la Justice, Jérôme Choquette, mais sans en avoir soufflé mot aux autres membres de son Cabinet, Bourassa résolut de faire poursuivre les trois chefs syndicaux pour avoir conseillé aux travailleurs des hôpitaux de désobéir aux injonctions gouvernementales leur ordonnant de ne pas quitter le travail le 11 avril... Lundi, le 8 mai, Marcel Pépin, Louis Laberge et Yvon Charbonneau furent condamnés à un an de prison..." 76

Pierre Fournier prétend, pour sa part, que les milieux d'affaires "ne se cachaient pas pour demander au gouvernement de mettre les syndicats au pas."⁷⁷ La guerre d'usure apparente entre les syndicats et le gouvernement se faisait donc aussi en coulisses. Et pourtant, même ouvertement, on révéla ce qui embêtait les objectifs et promesses de Robert Bourassa eu égard à la performance économique du Québec - que l'activisme et la politisation des syndicats ouvriers contribuaient

76 Ibid., pp. 120-121.

De raconter encore ces auteurs:

"Ce qui frappa un observateur, un ami de longue date placé à l'extérieur du gouvernement, ce fut l'absence totale d'émotion qui accompagna cette décision. Le soir que les trois chefs syndicaux sont allés en prison, Bourassa était très calme. Il a suivi sa routine comme d'habitude. Il a nagé à la piscine; et puis dans la soirée, il a téléphoné à quelques organisateurs à travers la province. Puis, il s'est couché comme d'habitude. Si cela avait été Johnson ou Lesage, ils auraient été debout toute la nuit..."

77 Fournier (Le patronat québécois au pouvoir: 1970-76, Montréal, Cahiers du Québec-Hurtubise-HMH, 1979, p. 209) souligne d'ailleurs, comme preuve de ses énoncés, que l'un des dirigeants d'une brasserie et un important producteur laitier demandaient, à l'époque, au gouvernement de se montrer ferme devant le monde syndical du Québec.

à retarder la venue d'entrepreneurs et de leurs investissements au Québec (en plus, naturellement, de limiter les projets de modernisation et d'expansion de ceux qui se trouvaient déjà en place).⁷⁸

Face au Front commun, il n'était cependant pas question pour le premier ministre québécois de laisser les syndicats au gouvernail de la société. Et Robert Bourassa ne retint du rapport Fantus que ce que les entrepreneurs avaient confié aux responsables de l'étude. D'ailleurs, une déclaration du ministre des Finances, Raymond Garneau, est symptomatique de l'attitude de Robert Bourassa. Pas étonnant qu'il ait été l'un des seuls à garder le même porte-feuilles durant les années Bourassa. "On ne peut accéder aux demandes salariales des syndicats parce que cela obligerait, aurait-il lancé, l'entreprise privée à en accorder autant."⁷⁹

78 Fantus Company, Industrial Development in Québec, rapport préparé pour le ministère de l'Industrie et du Commerce du Québec, mai 1972, p. 112.

La commission spéciale en question dénonçait, toutefois l'hostilité des patrons, "car on n'a pas de preuve que les conflits ouvriers aient été plus fréquents ou plus graves au Québec que dans le reste du Canada..." A vrai dire, ajoutait le rapport, les données dont nous disposons sur les grèves prouvent tout le contraire..."

79 MacPherson, Don, "Front Leaders Attack Garneau", Montreal Star, 25 avril 1972.

Dans la foulée des événements du printemps '72, le gouvernement adopta finalement le projet de loi 64, déposé à l'été de 1971, pour compliquer davantage la syndicalisation des agriculteurs du Québec. La loi nouvelle modifiait le projet original; au lieu de la majorité requise d'abord (60% des agriculteurs), on exigeait dorénavant une majorité des deux-tiers.⁸⁰

Pour en revenir au Front commun, après l'incarcération des trois chefs, les 9 et 10 mai furent des journées importantes. Des débrayages eurent lieu un peu partout.⁸¹ Bourassa est surpris. On dit qu'il demanda aux présidents des centrales d'en appeler de leur sentence, après avoir remplacé Jean-Paul L'Allier par Jean Cournoyer, titulaire maintenant de la Fonction publique et du Travail.⁸² Mais les grévistes désirent le rappel de la loi 19 et la libération des leaders syndicaux.

80 Pierre Fournier (op. cit.) rappelle que deux importants porte-paroles des entrepreneurs québécois - le Conseil du patronat et la Coopérative fédérée - avaient demandé au gouvernement de mettre en place "des mécanismes d'accréditation plus rigoureux à l'intention du syndicat des cultivateurs" (p. 219).

81 Entamé par le Conseil des métiers de la construction de la F.T.Q., le débrayage est "étendu" aux villes qui, comme Sept-Iles, passent aux mains des travailleurs.

82 Voir ce qu'en dit J.M. Piote, dans Les travailleurs contre l'Etat bourgeois, op. cit., p. 108.

Aidé cependant par des développements qui font la vie dure au Front commun - la création de la Centrale des syndicats démocratiques, des conflits violents sur les lignes de piquetage entre syndiqués de la C.S.N. et de la F.T.Q., demande de libération provisoire des chefs, demande de ré-ouverture des négociations, le 17 mai - le premier ministre crut bon de prolonger les délais de négociation, puisque les grévistes étaient retournés au travail, par une autre loi spéciale.⁸³

c) Les autres syndicats

Robert Bourassa sentait que le Front commun voulait renverser l'ordre établi.⁸⁴ Et pourtant, dans sa confrontation avec les syndicats, cette année-là, le gouvernement libéral bénéficia, d'une certaine façon, de l'effritement de la C.S.N. d'une part, de la création d'une nouvelle centrale d'autre part. Ces deux facteurs sont liés, bien qu'il soit évident que tous les syndiqués à se retirer de la confédération des syndicats nationaux n'ont pas rejoint la nouvelle centrale des syndicats démocratiques.⁸⁵

83 La loi votée le 27 juin porta le numéro 53. Du début juillet au 15 octobre 1972, le gouvernement réussit à diviser les représentants du Front commun et, par des mesures dites de tables sectorielles, à démanteler l'unité des syndiqués. De dire le Financial Times, le 19 novembre 1973, dans un dossier intitulé "Perspective on Québec": "Le Front commun n'aura pas réussi à atteindre ses objectifs fondamentaux..."

84 Quatre ans plus tard, il le disait encore à Raymond Saint-Pierre (Les années Bourassa, op. cit., p. 85).

85 "La C.S.N. passa de 221,629 membres, en 1971, à 164,173 membres, en 1972, soit une baisse d'effectifs de plus de 57,000 membres..."

Les antécédents de la scission des "trois-D" - Dalpé, Dion et Daigle - remontent à la recommandation qu'ils firent, en tant que membres de l'exécutif de la C.S.N., aux syndiqués de respecter la loi, 19 qui forçait, comme nous l'avons vu, le retour au travail. Après une série d'événements d'une certaine importance pour la C.S.N., mais inutiles à notre propos, le Conseil confédéral de la C.S.N. ne put siéger parce que des partisans des "trois-D" chahutent. Cinq jours plus tard, près de 900 délégués sur 1,200 décident, après avoir été convoqués afin de "prendre le contrôle du mouvement et faire le nettoyage ou fonder une nouvelle centrale"⁸⁶, de se retirer de la C.S.N. et de fonder une centrale indépendante et moins politique. A cet égard, Paul-Emile Dalpé sera on ne peut plus clair:

"On ne veut pas pratiquer un syndicalisme de fanfare; chez nous, il n'y a ni tambour-major, ni majorettes. La centrale lorsqu'elle a été fondée, s'est donné pour but d'identifier les problèmes concrets des travailleurs et de tenter de les traduire d'une façon simple pour qu'on puisse trouver des solutions. Nous sommes certainement différents des autres centrales en ce sens-là. Il n'y a pas de pontife qui parle au nom des membres... C'est dans ce sens-là qu'on dit qu'on ne fait ni du syndicalisme politique ni du syndicalisme d'affaires..."⁸⁷

(Les travailleurs contre l'Etat bourgeois, op. cit., p. 111). Or, la C.S.D. ne compta, durant quatre ans, que 35,700 membres (voir Pierre Dupont et Gisèle Tremblay, Les syndicats en crise, op. cit., p. 13).

86 Les travailleurs contre l'Etat bourgeois, op. cit., p. 110.

87 Entrevue de P.E. Dalpé avec les auteurs de Les syndicats en crise, op. cit., p. 126.

La C.S.D., après avoir été reconnue officiellement par loi, n'eut jamais le succès anticipé par ses créateurs qui comptaient bien avoir plus de 70,000 membres.⁸⁸

Et pourtant, ce sont les vues de ce nouveau syndicat, l'impact qu'il eut sur l'idéologie de gauche de la C.S.N. et la continuité recherchée par ses dirigeants avec des entrées directes au pouvoir politique qui sont importants pour l'ensemble des années Bourassa.

D'abord, la question de la contestation du régime. Dès 1965, deux tendances se sont développées au sein de la C.S.N., après le départ de Jean Marchand. La première tendance, à l'intérieur de laquelle on retrouvait les "trois-D", voulait poursuivre l'oeuvre de Marchand qui s'entendait assez bien, comme nous l'avons vu tantôt, avec les membres de l'équipe de Jean Lesage, d'autant plus qu'avec un autre gouvernement libéral, à Ottawa, où l'on retrouvait des ex-dirigeants de la centrale québécoise, c'eut été "facile". Une autre aile cepen-

88 Leur nombre demeura cependant assez stable, dans les environs des 35,000... La loi no. 15, adoptée lors de la troisième session du premier mandat de l'équipe Bourassa, assurait en fait la liberté syndicale dans le secteur de la construction. On perçut cette législation comme créant ipso facto la C.S.D.... ce qui, évidemment, n'est pas juridiquement vrai (voir à ce sujet Les 1,000 premiers jours du gouvernement Bourassa, op. cit., p. 206).

6

dant, dirigée par Marcel Pépin, croyait qu'il était temps de politiser davantage le syndicalisme de la C.S.N., de ne plus coucher avec les dirigeants à chaque fois qu'un règlement ou une loi étaient mis en marche.⁸⁹ C'est cette dernière qui gagna... jusqu'en 1972.⁹⁰

Trois événements de 1970 à 1972 contribuèrent cependant à réveiller l'ardeur des gens qu'on avait réussi à intégrer à l'action générale de la C.S.N.

L'affaire Lapalme d'abord où les "gars de la C.S.N." en mangèrent pour leur rhume et qui perdura si longtemps qu'un analyste réussit à démontrer que les objectifs des dirigeants primèrent sur ceux des employés en grève, i.e. les reconnaissances d'unités de négociations.⁹¹

Le débat sur le manifeste Ne comptons que sur nos propres moyens, ensuite, qui secoua les permanents de la C.S.N., d'une

89 Par un juste retour des choses, Marcel Pépin, à la tête d'une tendance sinon radicale, du moins progressiste, celui-là qui ne voulait plus de cette collusion tripartite - et nous sommes presque enclins à parler de traits corporatistes - au début de ses premiers mandats, acceptera de dialoguer régulièrement, et face à face, avec le premier ministre québécois. C'est Robert Bourassa lui-même qui l'affirme: "Au cours des négociations, j'ai parlé assez souvent à M. Pépin. J'ai toujours eu des contacts avec lui à l'occasion des grèves où le gouvernement jouait un rôle..." (Les années Bourassa, op. cit., p. 84.)

90 Voir Daigneault Richard et Michel Rioux, La grande tricherie, Montréal, Les Editions de la C.S.N., 1973.

91 Kwavnick, David, "Pressure Group Demands and Organizational Objectives: The C.N.T.U., The Lapalme Affair and National Bargaining Units", Revue canadienne de science politique, vol. 6, no. 4, décembre 1973.

certaine façon noyautés par des groupuscules qui avançaient l'affrontement avec les dirigeants-employeurs-exploitateurs d'une part, et d'autre part, la lutte de classe pour les ouvriers.⁹² Comme le disent Dupont et Tremblay, ces militants de la gauche, "passés au marxissomètre... ne furent ni censurés, ni expulsés."⁹³ Mais les défenseurs d'un syndicalisme de revendications salariales (ou sur des conditions de travail), comme l'avaient été habituellement les syndicats de boutique, voudront revenir à cette sorte de travail dit de base.

Troisième événement: l'action du Front commun. Après avoir tenté de faire respecter la loi 19, les "trois-D" convoquèrent tout de même une conférence de presse, le 27 avril 1972, se permettant de dénoncer Marcel Péroin "pour avoir voulu assumer le risque de la violence."⁹⁴ Or, le 9 mai, alors que les présidents des centrales devaient se rendre à la police, des sympathisants de Marcel Péroin huèrent Paul-Emile Dalpé et l'empêchèrent de parler avec les autres qui

92 Ne comptons que sur nos propres moyens, Montréal, Editions de la C.S.N., 1972.

Un autre document de la C.S.N. (Il n'y a plus d'avenir pour le Québec dans le système économique actuel, Montréal, Editions de la C.S.N., 1971) n'y allait pas avec le dos de la cuillère non plus:

"Travailleurs québécois, cessez de compter sur le climat favorable à l'investissement étranger pour avoir une job! Votre job, vous l'aurez si d'abord vous vous levez en masse pour réclamer... un abandon complet de la politique actuelle de développement..." (p. 28).

93 Dupont, Pierre et Gisèle Tremblay, op. cit., pp. 59-60.

94 La Presse, 28 avril 1972.

prirent la parole, devant le Palais de Justice de Québec. Dalpé crut qu'il aurait assez de sympathisants à sa cause - un syndicalisme de revendications ouvrières a-politiques - pour créer son propre "gros syndicat".⁹⁵

Il est important aussi de faire remarquer que la façon de penser de la C.S.D., et surtout cette façon de négliger le politique, rappelle la "participation limitée" des corps intermédiaires au politique.

"La C.S.D. est absente de tous les grands fronts inter-syndicaux. Elle se tait sur toutes les grandes questions politiques. Elle n'émet pas d'opinion sur les sujets d'actualité. Quand voit-on ses dirigeants aux côtés des Pépin et des Laberge sur les écrans de télévision? Il y a plus: le fait qu'elle s'oppose à la politisation des conflits syndicaux l'isole, et l'ombre du Parti libéral derrière son berceau nuit à sa réputation..."⁹⁶

Pour tout dire, Robert Bourassa semblait avoir gagné la guerre ouverte avec les syndicats. Mais l'affrontement eut pour conséquence de mettre entre parenthèses les projets de concertation et de recherche d'un consensus socio-politique.

95 Dalpé rejeté non seulement l'idéologie contestataire des manifestes de la C.S.N., mais encore alla-t-il jusqu'à déclarer que chez lui, "il n'était pas question de déléguer ça (les dossiers des négociations) à une bureaucratie qui va faire des belles déclarations à l'emporte-pièce, mais vite oubliées... car les préoccupations de nos membres sont les mêmes que celles des autres centrales. Cependant, nous ne voulons pas charrier nos membres comme eux le font; c'est aux travailleurs à décider ce qu'ils veulent..." (Les syndicats en crise, op. cit., p. 126.)

96 Ibid., p. 23.

D'ailleurs, comme l'indique le couple Murray, "à court terme, la popularité de Bourassa comme premier ministre monta en flèche et sa conduite pendant la crise contribua sans doute à son éclatante victoire de 1973."⁹⁷ Cette année-là avait été une bonne année. La crise d'octobre était bien loin, l'affrontement avec les syndicats du Front commun s'était bien soldé, l'économie du Québec se portait bien.⁹⁸ Et Bourassa réussit à convaincre que tout cela était grâce à son style de gouvernement. Un chroniqueur de La Presse dira que Bourassa se comporta, durant la campagne électorale, "comme un gestionnaire, un intendant qui rend compte de son mandat avec confiance et assurance."⁹⁹

97 Vera et Don Murray, De Bourassa à Lévesque, op. cit., p. 122.

98 Croissance du P.N.B. de 13.5%, chômage de 7.3% (au lieu de 8.3%, l'année précédente), création de 129,000 emplois (Ibidem).

99 Gilles Lesage, La Presse, 10 octobre 1973.

"Ce n'est plus le jeune et brillant avocat-économiste qui parle, c'est le chef du parti qui ne répugne pas d'emboucher les trompettes de la démagogie et de faire revivre de vieux ressentiments... Outre ses virulentes attaques contre les chefs syndicaux et leurs accointances avec les séparatistes, le chef libéral développe deux grands thèmes... En premier lieu, il rend compte de son mandat: les 100,000 emplois promis pour 1971 n'ont pu se concrétiser cette année-là à cause de nombreuses crises, mais ils ont été créés cette année, l'économie est en pleine croissance, la paix sociale est revenue, les finances sont assainies... Le Québec est mûr pour la prochaine étape: celle de la sécurité culturelle et de la qualité de la vie..."

Or, il est important de souligner ici que la C.S.N. verra, après le départ des "trois-D", une remise en question de ses orientations. Et comme l'indiquent Dupont et Tremblay, elle sera tiraillée entre "la grande masse de ses membres, fondamentalement conservatrice, et un bataillon de militants de choc qui veulent radicaliser la lutte contre le système économique."¹⁰⁰ La C.S.N. accusera le parti libéral d'avoir joué un rôle déterminant dans la création de la C.S.D. et même, dans le cas de sa grande rivale, la F.T.Q., de lui avoir donné des privilèges, à la Baie James surtout... et elle aussi, "d'être en collusion avec le gouvernement."¹⁰¹

Il est presque impossible de prouver que la division inter-syndicale a été orchestrée par Robert Bourassa. Il est cependant évident qu'il apparut au public en général comme l'élément stable de la société québécoise, aux moments où les grosses centrales ne pouvaient s'entendre. A cet égard, il est aussi important de faire remarquer que la concertation était de la sorte devenue impossible entre les dirigeants politiques et les dirigeants syndicaux.

Mais pourquoi donc le premier ministre libéral oubliat-il des idéaux dont il avait parlé, quoique vaguement dans ses pages de Bourassa-Québec?

100. Dupont et Tremblay résument d'une façon lapidaire: "avoir le verbe à gauche et le geste à droite..." (op. cit., p. 19).

101. Ibid., p. 20. Nous reviendrons tantôt sur les questions de liberté syndicale et sur le cas de la Baie James, en parlant du rapport Cléche.

D'abord, il est bien possible que le chef libéral crût que ses conseillers pouvaient, en sourdine, discuter avec les dirigeants syndicaux, et que de toute façon, lui, le premier ministre, n'avait pas à les consulter pour gouverner. L'ampleur de sa victoire lui monta peut-être à la tête.

En outre, sorti vainqueur des conflits, Robert Bourassa ne crut plus en la possibilité du consensus. "Il n'y a plus de consensus social, sauf à l'occasion..., dira-t-il à Raymond St-Pierre, le gouvernement fait l'arbitre... parce qu'il reste toujours des conflits d'ordre idéologique..."¹⁰²

-
- 102 Etonnant ce manque d'imagination du chef libéral. Comme les idéologies s'affrontent ouvertement dans la société, vaut mieux attendre les crises et essayer d'établir un minimum de consensus. L'expression "gouverne de pompier" qu'on accola à Jean Cornooyer pour son "occupation" continue à rassembler les parties patronales et ouvrières, en conflits quasi-permanents, un peu partout au Québec, pourrait bien s'appliquer aux vues résignées de Robert Bourassa. Dans son entretien avec le chef de l'information à Télé-Média, Bourassa eut aussi ces mots révélateurs:

"On n'a plus la société monolithique que l'on avait. Les forces sociales s'affrontent d'une façon de plus en plus rude, et même agressive à certains moments... D'un côté un syndicalisme militant, qui croit en l'égalitarisme de la société, de l'autre, un patronat qui croit en l'utilité du profit. Comment produire un consensus à partir d'idéologies aussi différentes? Il y a des solutions à des problèmes concrets, mais l'on ne doit jamais oublier qu'il n'y a pas seulement une idéologie au Québec maintenant... C'est dans ce contexte-là que nous avons à gouverner..." (Les années Bourassa, op. cit., p. 107).

Occupé qu'il sera à préparer de nouveaux arrangements constitutionnels et aux prises avec la question de la langue, Robert Bourassa ne pensa même pas à développer des schémas d'aménagement socio-politique qui minimiseraient ces tendances disparates. Et son consensus global de 1970 restera un thème... global, sans ossature. Un consensus inentamé.

4) Les législations

Nous avons déjà mentionné que les législations avaient été nombreuses durant les trois premières années de la gouverne libérale, de 1970 à 1973. Comme pour les autres sections de cette démonstration, nous voulons regarder, dans cette rubrique, la forme de consultation des groupes sociaux dans la préparation des législations marquantes des années Bourassa.

Faisons illico une remarque d'ordre général. Comme le démontre une compilation, à partir de l'index sessionnel, le travail des commissions parlementaires (où les corps sociaux viennent faire connaître leurs doléances, soit sur un projet précis, soit sur des orientations à donner à tel programme¹⁰³) fut passablement moins concentré durant le deuxième mandat de l'équipe Bourassa.¹⁰⁴ Et qui plus est, les présentations-mémoires de 1974 avaient, pour la plupart, un foyer central assez particulier: la loi 22.

103 Quang Bo, Tran, Les études canadiennes sur les groupes de pression: un travail pré-théorique à faire, communication présentée au congrès annuel de la Société canadienne de science politique, 1er juin 1976, Québec, p. 18.

De dire cet auteur:

"Le système politique du sommet va tendre à se croire, d'une certaine manière, autonome. Son autonomie est fonction du nombre de systèmes intermédiaires..."

104 Un bon texte, quoique passablement juridique, sur le rôle de ces commissions est certes celui de Claude Harmégnies ("Les commissions parlementaires à Québec", Cahiers de droit, vol. 15; no. 1, 1974, pp. 73-146).

TABEAU 7-3

TOTAL DES PRESENTATIONS EN COMMISSIONS PARLEMENTAIRES

SOUS LE REGIME BOURASSA, PAR ANNEE (1971-1976)

<u>Année</u>	<u>Présentations, mémoires par groupements*</u>
1971	493
1972	945
1973	120
1974	253
1975	23
1976	78

Source: Index sessionnel, Assemblée nationale, Québec, 1971-1976 et Yvon Thériault, "Présence des groupes d'intérêt en commissions parlementaires", dans Bulletin trimestriel, vol. 3, no. 4, octobre 1972, Québec, Bibliothèque de la législature, Gouvernement du Québec, pp. 25-81.

*Cette liste se limite aux séances où des groupes ont dialogué avec des parlementaires, par le mécanisme de médiation des commissions de l'Assemblée nationale.

L'une des législations importantes des années Bourassa fut la loi tant attendue de la protection du consommateur.¹⁰⁵ En 1970, un jeune député avouait que le gouvernement québécois était "saisi de l'importance de la protection du consommateur depuis 1962."¹⁰⁶ Radio-Canada avait aussi, une saison durant, fait mettre en onde une série d'émissions sur les problèmes de consommateurs.

105 Projet de loi no. 45, Loi de la protection du consommateur, Editeur officiel du Québec, sanctionnée le 14 juillet 1971.

106 André Harvey (voir Journal des Débats, Assemblée nationale, Québec, 1970, 1827-033).

Après avoir déposé le projet initial, le gouvernement décida de la renvoyer à une commission parlementaire, "afin d'accueillir toutes les suggestions constructives."¹⁰⁷ Or, une cinquantaine d'organismes se feront entendre durant les travaux-sessions de la commission parlementaire des Institutions financières, compagnies et coopératives entre le 2 décembre 1970 et le 4 février 1971. Et tout naturellement, la consultation se fera par opposition des intérêts divergents. Une étude spécifique sur les groupes à s'être manifestés durant le débat montre en effet que deux tendances se sont dégagées très rapidement: l'une, ayant à sa tête l'Association des consommateurs du Canada, demandait qu'aucune personne, aucun bien ne soit exempt en tout ou en partie des règlements concernant ces contrats, mais l'autre, formée surtout de groupes d'affaires, comme la Banque Royale du Canada faisait des revendications "de nature à les exempter de cette loi."¹⁰⁸

107 Ce sont les mots du premier parrain du projet de loi, le ministre de la justice, Me Jérôme Choquette (Journal des Débats, Assemblée nationale, Québec, 1464-023, 1970).

108 Arseneault, P.E., Gérard Talbot et Yvon Thériault, Le bill 45 - loi de la protection du consommateur et les groupes d'intérêt, département de science politique, Université Laval, Québec, 1971-72, p. 16.

De dire ces auteurs:

"Libéralisme social qui permet l'émergence du leadership et de l'appartenance volontaire de chacun aux groupes de son choix dans une société qui se perçoit elle-même comme ouverte. Cet ensemble social composite - à plusieurs paliers - interagit avec un système politique également complexe. Un certain équilibre s'établit entre ces idéologies multiples et souvent divergentes. Le débat sur la place publique est l'une des techniques utilisées par cette société libérale pour tendre à un consensus entre valeurs: demandes et soutiens sociaux d'une part, décisions politiques d'autre part..." (p. 22).

La nature et la portée du débat sur cette loi nous semble d'une importance capitale. Elles permettent de montrer que le gouvernement Bourassa était animé, malgré les slogans du leader à l'enseigne de la concertation (et de la nécessité de créer de nouvelles institutions d'écoute et de prises de décision dans une société ouverte), d'une pensée traditionnelle et d'inspiration pluraliste libérale (c'est-à-dire sur l'ajustement des oppositions par programmes gouvernementaux). Le cas est tellement clair qu'après avoir "laissé" les agents sociaux participer au débat sur la décision de protéger, par loi, les consommateurs, le gouvernement chercha à constituer un conseil consultatif pour institutionnaliser les échanges. Ainsi, le débat sur les principes du projet sera détourné uniquement sur la lutte entre groupes "afin de se faire inscrire dans ce circuit des organismes de consultation."¹⁰⁹ D'ailleurs, le projet de loi, un peu comme ce fut le cas pour le fameux bill 60, subit peu de modifications importantes. En ce sens, il est possible que les efforts de l'équipe Bourassa ne purent régler une sorte d'ajustement à faire entre la période-décennie de la Révolution tranquille (qui vit les corps intermédiaires être forcés à s'intégrer au processus politique) et la recherche d'un nouveau concordat entre corps sociaux et institutions

109 Ibid., p. 23.

politiques (où des mécanismes permanents de co-décision eurent été établis). Bref, le consensus et la concertation ne prirent jamais des formes concrètes...¹¹⁰

Au conseil consultatif, sept représentants des commerçants ou vendeurs prirent place, alors que six groupes identifiés aux intérêts des consommateurs seulement en devinrent membres.¹¹¹ On voit donc que l'égalité représentative n'était pas consacrée. D'autant plus que la présidence du conseil était confiée à un représentant des intérêts commerciaux, alors qu'il eût été facile de créer une présidence bicéphale. D'ailleurs, on peut mettre en doute la neutralité de la présidence, puisque le mémoire du Better Business Bureau faisait allusion à une rencontre entre M. Bourassa et "le futur ministre des Affaires des consommateurs."¹¹²

110 Aucun échange d'idées (d'inter-actions) n'eut lieu en fait, puisque "les députés se sont contentés de faire expliciter les points de vue des agents sociaux sans se prononcer sur le fond des amendements." (Ibid., p. 27).

111 Pour les intérêts du commerce: J.A. Bellavance, trésorier de Bellavance Inc. et vice-président de la Chambre de commerce régionale de Rimouski, Charles Perreault, président du Conseil du patronat, Yvon Patrick Phelan, président de Avon, Raymond Girardin, vice-président de Niagara-Finance, Flore Jutras, présidente de l'Association canadienne des femmes d'affaires, Raymond Côté, p.-d.-g. du Syndicat du Québec, et évidemment, le président du Conseil, Wilfrid Stebenne, du Better Business Bureau et du Canadian Advertising Club. Pour les intérêts des consommateurs: Madame Joseph Caron, du Cercle des fermières de Coaticook, Jacques Tower, d.g. de la Fédération des magasins Co-op, Clément Mercier, trésorier de l'A.C.E.F. du Nord-Ouest québécois, Madame Dominique Gaudreault, de l'A.F.E.A.S. de Nicolet, Laval Grondines, de la C.E.Q., Madame Hanna Lambeck, de l'Association des consommateurs du Canada. Me Ronald Cohen, de l'Université McGill, était "l'aspect neutre" du comité.

112 Arseneault, Talbot et Thériault, *op. cit.*, p. 52. Le nombre pair de membres (14) empêchait l'égalité, même en supposant que Me Cohen se range du côté des consommateurs. Le président se voyait donc confier un vote prépondérant, en cas d'égalité justement.

L'Assemblée nationale fut aussi dotée du "code Lavoie" qui, avec 182 règles, définissait le fonctionnement d'un Parlement moderne. Dans le but d'éliminer la "procédurite", pour employer les mots du dossier libéral, on voulut aussi faire en sorte que "la plus grande partie des travaux parlementaires se fasse en commission parlementaire."¹¹³ Même si la propagande libérale se vante d'avoir, en tant que gouvernement, permis par ces soumissions aux groupes des projets tout prêts, et de nuancer certaines propositions gouvernementales "qui comportaient une incidence trop fortement technocratique" ou qui encore "comportaient des difficultés d'application", on peut douter de ces glorifications d'une participation active nouvelle des citoyens "aux destinées du Québec d'une façon ouverte"(sic).¹¹⁴ D'abord, la concertation dont on parlait impliquait plus que des incitations à réagir. Ensuite, même dans les lois encourageant l'implication des diverses communautés, le degré de contrôle de ses institutions par le public était faible.

Un bon exemple de cela: la création des centres locaux de services communautaires (C.L.S.C.). La loi no. 65 sur les services de santé et les services sociaux encourageait la popu-

¹¹³ Les 1,000 premiers jours du gouvernement Bourassa, op. cit., p. 244.

¹¹⁴ Ibidem.

lation à participer à l'instauration, à l'administration et au développement des établissements.¹¹⁵ Célébrés à l'origine comme des efforts de modernisation politique de la province, les centres en question visaient à remettre entre les mains, non plus uniquement des spécialistes exclusivement, mais entre celles de la population intéressée la gérance du bien-être et de la santé sur un territoire défini¹¹⁶, les C.L.S.C. visaient donc à permettre aux citoyens ordinaires d'accroître leur contrôle sur les décisions qui vont affecter leur environnement.¹¹⁷ En outre, on visait, à partir de normes pré-établies, à encourager les régions à adopter un plan de développement des ressources, en plus de déterminer par la base, ou mieux par la clientèle des divers centres d'accueil, par exemple, les besoins spécifiques à chaque région administrative.¹¹⁸

115 Loi no. 65, Loi sur les services de santé et les services sociaux, 1972, deuxième session.

116 Bourassa, Guy, "Modernisation des mécanismes de participation", dans La modernisation politique du Québec, op. cit., p. 153.

117 Grand-Maison, Jacques, Vers un nouveau pouvoir, Montréal, Editions Hurtubise HMH, 1969.

118 Lemieux, Vincent et Pierre Labrie, "Le système gouvernétique des C.L.S.C.", Recherches sociographiques, mai-août 1979, pp. 149-171.

La loi 65, article 1, paragraphe G, définit d'ailleurs les C.L.S.C. comme des "installations autres qu'un cabinet privé de professionnel où on assure à la communauté des services de prévention et d'actions sanitaires et sociales..."

Inspirés par le rapport de la commission d'enquête Castonguay-Nepveu sur la santé et le bien-être social, les C.L.S.C. devaient être, à l'origine, "des portes d'entrée dans le réseau des établissements de santé et de services sociaux."¹¹⁹ A côté des programmes de santé et de services sociaux, le ministère reconnaissait aussi, comme l'indique le nom même des C.L.S.C., l'aspect animation du milieu. Or, on soupçonna assez tôt les jeunes animateurs de s'opposer aux élites en place, lire les divers groupes de médecins, et d'être, comme Lemieux et Turgeon le démontrent, reliés de près ou de loin au Parti Québécois. Les conseils régionaux de la santé et des services sociaux (C.R.S.S.S.) avaient reçu du ministre, qui en nommait les membres, la mission de l'implantation des C.L.S.C., quoique ce sont "les instances centrales du ministère qui décident finalement si un C.L.S.C. doit être implanté..."¹²⁰ On perçoit illico les dangers de confrontation, eu égard au contrôle des centres communautaires, entre les gens de Québec, les dirigeants des conseils régionaux et les employés décentralisés.

119 Lemieux, Vincent et Jean Turgeon, "La décentralisation: une analyse structurale", Revue canadienne de science politique, décembre 1980, vol. XIII, no. 4, p. 698.

120 Ibid., p. 700.

Un dédale administratif suivit. Les conseils régionaux devaient créer des commissions administratives qui, en retour, avaient pour objectif de les conseiller. Mais les médecins, réussirent à faire entériner par les autorités ministérielles leur pouvoir sur la définition à apporter à la qualité des services de santé.¹²¹ Ainsi donc, ni les C.R.S.S.S., ni les C.L.S.C. eux-mêmes, ni la population en fin de compte ne pouvait faire partie du réseau des preneurs de décision. Une concertation mal amorcée ne vit donc jamais le jour.¹²²

Allons plus loin en appliquant une catégorisation développée par Lemieux, dans un autre article. On s'aperçoit, comme il le dit d'ailleurs lui-même, que le gouvernement adopta

121 De dire Lemieux et Turgeon:

"Deux faits l'indiquent (coalition ministère-médecins): la disparition ou presque de l'action communautaire qui voulait imposer d'autres finalités que celle de la médecine curative... la multiplication des postes de clinique et de polycliniques médicales, concomitante au ralentissement - pour ne pas dire au gel - de l'implantation des C.L.S.C."

(Ibid., p. 706.)

122 "Dans le cas de la population, son pouvoir est d'autant plus incertain que les C.L.S.C. sont représentées aux commissions administratives par des administrateurs et des professionnels qui ne sont pas toujours sensibles à ses préférences. Tout cela tend à démontrer que le ministère ne prenait pas de biens grands risques en créant des commissions administratives, même s'il prétendait pousser plus loin la décentralisation..."

(Ibid., p. 709.)

TABEAU 7-4

TYPES DE MESURES GOUVERNEMENTALES SELON LES POUVOIRS

ANTECEDENT ET CONSEQUENT DES DESTINATAIRES¹²³

<u>Types de mesures</u>	<u>Pouvoir conséquent</u>	<u>Pouvoir antécédent</u>
Concession	—	—
Attribution	—	0
Acceptation	0	—
Neutralisation	0	0
Régression	—	—
Restriction	—	0

Source: Lemieux, Vincent, "Les politiques gouvernementales", dans Gérard Bergeron et Réjean Pelletier, L'Etat du Québec en devenir, Montréal, Boréal-Express, 1980, p. 194.

- 123 Lemieux définit la concession comme étant le résultat d'une pression forte, l'acceptation comme étant le résultat de tolérance (et donc sans que le pouvoir du destinataire soit accru), l'attribution la conséquence d'une décision gouvernementale prise sans consultation, mais qui augmente le pouvoir des destinataires, la neutralisation, celle qui met entre parenthèses la possibilité de contrôle, la restriction, celle qui conduit à enlever un pouvoir décisionnel et, finalement, la régression, la conséquence d'une décision qui non seulement retire des privilèges, mais "punissent" en quelque sorte par un encadrement limitatif. Or, seulement deux catégories sont positives envers le pouvoir conféré aux agents sociaux - et ici, nous croyons que nos trois critères de sélection de l'existence de schèmes corporatistes (la représentation, la co-détermination des politiques, et l'institutionnalisation) s'appliquent assez bien aux décisions législatives) - et ce sont la concession et l'attribution. Voir son texte "Les politiques gouvernementales", op. cit., pp. 193-210.

des mesures législatives qui soit confirmaient le pouvoir des mêmes dirigeants, comme ce fut le cas des administrateurs et des professionnels qui ont obtenu, en 1971, que leurs pouvoirs, dans les hôpitaux, "soient sauvegardés contre les pouvoirs d'inspection que le ministère des Affaires sociales voulait confier aux Offices régionaux des affaires sociales (devenus Conseils régionaux de la santé et des services sociaux)", soit neutralisaient ou acceptaient, par des concessions, le travail d'amis.¹²⁴ D'ailleurs, les deux commissions d'enquête qui firent beaucoup de bruit, aux derniers jours de la gouverne Bourassa, confirmèrent que le gouvernement cherchaient plutôt à neutraliser qu'à attribuer, par un vaste projet de société, des pouvoirs décisionnels aux corps sociaux dans leur ensemble.¹²⁵

Citons encore quelques autres exemples de lois qui montrent bien qu'en aucun cas les citoyens n'ont reçu des concessions ou des attributions qui permettraient de faire passer la concertation de la puissance à l'acte.

124 Ibid., p. 203.

125 Nous insistons, dans les pages qui suivent, sur cet aspect, tout au moins d'apparence, de corruption du régime libéral, tel que révéle par la commission d'enquête sur l'exercice de la liberté syndicale dans l'industrie de la construction (Rapport, Québec, Editeur officiel du Québec, 1975 - présidée par le juge Cliche) et par la commission d'enquête sur le crime organisé (Rapport, Québec, Editeur officiel du Québec, 1976 - présidée par le juge Dutil).

La loi de l'aide juridique créa, en 1973, une commission des services juridiques avec fonction d'aider ceux qui n'avaient pas les moyens de défrayer les coûts totaux.¹²⁶ Or, on veut bien admettre que l'accessibilité à la justice a été améliorée, mais ce sont encore et toujours des avocats qui siègent sur la commission, à l'invitation du gouvernement, sans représentation garantie des gens de la communauté. Et d'ailleurs, le Barreau du Québec appuya la loi - donc qui ne lui enlevait rien - parce que c'était bon pour les jeunes avocats.

Dans les domaines de la santé et de l'éducation, on créa aussi des Conseils avec un paravent officiel de garanties et d'ouverture à la participation des groupes à la décision politique. La loi no. 43, de 1970, avait institué un Conseil des affaires sociales et de la famille, avec mission de permettre aux individus et aux groupes de soumettre des requêtes et suggestions sur toute "question relative."¹²⁷

Le langage même du texte de loi ("permettre aux groupes", comme si c'était une concession) et la composition du conseil, sans oublier le réseau de relations complexes à établir entre les autorités politiques et le conseil (et son pouvoir) montrent bien que l'on n'a pas attribué un grand pouvoir aux grou-

126 Loi no. 10, Loi de l'aide juridique, 1973, troisième session.

127 Loi no. 43, Loi du Conseil des affaires sociales et de la famille, 1970, première session.

pes familiaux de tout genre. Dans le cas de l'éducation, les "réformes" du gouvernement se résument, dans le domaine des pouvoirs et représentation des groupes à deux innovations: développement d'un programme Multi-média, "afin de permettre aux adultes de se regrouper afin de concevoir et de réaliser en collaboration avec des animateurs divers projets éducatifs"¹²⁸, une loi spéciale sur la gestion des commissions scolaires qui "institutionnalisait la participation des parents et éducateurs".¹²⁹ Les deux mesures seront des échecs: la première, parce que les gens, dans les régions, se sont fatigués à l'animation et ont perçu la télé communautaire qui produisait les émissions "avec le milieu" comme des "shows pour avoir du fun"; la seconde, parce que les A.P.I. (Associations de parents-instituteurs) demeurent informelles et n'ont d'autre pouvoir que de rencontrer les autorités et préparer des classes de danses du samedi soir.¹³⁰

Un comité consultatif de la justice fut aussi mis sur pied, par législation, en 1971. Avec mission de donner avis au ministre sur toute question soumise par ce dernier et chargé d'entreprendre des études et des recherches spéciali-

128 Les 1,000 premiers jours du gouvernement Bourassa, op. cit., p. 156.

129 Loi no. 27, Loi concernant le regroupement et la gestion des commissions scolaires, 1971, deuxième session.

130 "Les shows pour avoir du fun", expression d'un "usager de Multi-média", entrevue personnelle, Jonquière, 1975... Quant à notre jugement des A.P.I., il découle de l'expérience vécue en leur sein...

sées, il peut aussi entendre les suggestions des individus.¹³¹ Mais le ministre ne l'utilisa guère, et de toute façon, bien malin celui qui pourrait trouver, dans la loi, des définitions ou précisions, quant aux critères de sélection des membres du comité.

Un vaste plan d'aménagement énergétique du bassin de la Baie James, à la suite de l'adoption en mai 1971 de la loi 50 qui créait la Société de développement de la Baie James, fut mis en marche par un grandiose "projet du siècle".¹³² Dans l'intention d'acheter la paix sociale au plus gros chantier du monde cependant, le gouvernement et la Commission de l'industrie de la construction ont négligé de faire respecter le décret, eu égard à la sécurité d'emploi, aux rivalités C.S.N.-F.T.Q., et aux violations à la question de l'étiquette syndicale. Qui plus est, ils ont laissé dans le noir la Société créée pour superviser tout le projet et n'ont pas permis qu'elle intègre de la sorte à ses opérations des représentants des syndicats lésés, par exemple.¹³³

131 Loi no. 33, Loi du Conseil consultatif de la justice, 1971, deuxième session.

132 Loi no. 50, Loi du développement de la région de la Baie James, 1971, deuxième session.

133 Rapport de la Commission d'enquête sur l'exercice de la liberté syndicale dans l'industrie de la construction, op. cit., p. 49.

5. Un régime qui "craque"

Aux prises avec sa marotte de la "souveraineté culturelle" et avec des dossiers chauds, comme ceux des Jeux Olympiques et du saccage de la Baie James, Robert Bourassa trouvait des excuses du genre "nous avons créé une commission d'étude" ou encore "qu'il était important de sauver la face du Québec en étant à temps pour les Jeux Olympiques de Montréal."¹³⁴

Robert Bourassa ne s'apercevait pas que son régime, son style de gouvernement, son administration avaient commencé à s'écrouler, à partir de 1974. Une suite d'incidents le laissait sentir.

D'abord, la question de la Baie James. Même s'il nie encore avoir été impliqué dans la concession faite à la F.T.Q. - le monopole quasi-exclusif du chantier, en termes d'ouvriers syndiqués - il n'en reste pas moins qu'il admet aujourd'hui avoir voulu éliminer les grèves et d'avoir discuté du monopole syndical.¹³⁵ Ce calcul devait s'avérer un échec total, puis-

134 "Nous étions obligés d'affecter des sommes importantes pour sauver ces Jeux, sinon c'eût été un fiasco aux yeux du monde entier..."

(Les années Bourassa, op. cit., p. 87.)

135 - A la Baie James, avez-vous offert à la F.T.Q. le monopole syndical?
- Personnellement, non. Dans mon entourage, il a pu y avoir des discussions... Ce qui m'intéressait, c'est qu'il n'y ait pas de grève... L'essentiel pour moi, c'est qu'il y ait entente, comme dans le cas de l'Expo 1967, où l'on avait décidé qu'il n'y aurait pas de grève... Si l'on discute à titre exploratoire, on ne peut empêcher les gens d'examiner toutes sortes d'hypothèses. Il ne faut pas exagérer. Est-il écrit dans la loi du travail que les gens ne peuvent pas discuter la possibilité de l'amender..."

(Les années Bourassa, op. cit., p. 96.)

que il y eut des arrêts de travail, on assista aussi à des actes d'une violence inouïe et le gouvernement fut pris à partie par la commission d'enquête qu'il avait créée, peut-être pour se laver les mains. D'ailleurs, il dira angéliquement que s'il avait créé des commissions d'enquête, c'était bien parce que nous étions convaincus que nous pouvions expliquer notre administration".¹³⁶ Quel curieux canal d'information et de défense!

Les éminences grises du chef libéral, et surtout Paul Desrochers, sont prises à partie dans le rapport Cliche. Après avoir rappelé les faits ("M. Desrochers a sollicité le concours de M. Desjardins pour faire régner la paix syndicale sur le chantier"¹³⁷), les commissaires Cliche, Chevrette et Mulroney - aucun libéral, en passant - sont d'avis qu'une "intervention extérieure, celle de l'Etat, est nécessaire pour réunir à nouveau un contrôle de la base et l'épanouissement des libertés syndicales, la mise en tutelle."¹³⁸ Qu'on en vienne à proposer un contrôle étatique sur les syndicats de la construction montre bien que les ententes secrètes n'avaient pas eu pour but de créer une concertation.

136 Ibid., p. 98.

137 Rapport, op. cit., p. 84.

138 Ibid., p. 88.

D'ailleurs, Bourassa se saisit des recommandations du rapport Cliche pour serrer davantage l'étouffement qui écraserait, pensait-il, les velléités anti-régime de la F.T.Q. Quatre lois furent adoptées pour revigorer les relations de travail dans l'industrie de la construction (les lois 201, 29, 30 et 31, donnant respectivement au gouvernement la possibilité de prolonger, abroger ou modifier le décret sans l'accord des parties, la tutelle des locaux 144, 791 et 1677 de la F.T.Q. - construction, le regret d'un représentant syndical trouvé coupable d'actes définis, et enfin, la création d'un Office de la construction du Québec chargé d'appliquer le décret de cette industrie).¹³⁹ Toutes faisaient l'affaire du gouvernement qui relégua tous les torts sur les syndicats.¹⁴⁰

139 Loi no. 201 (Loi modifiant la loi sur les relations de travail dans l'industrie de la construction), sanctionnée le 24 décembre 1974; Loi no. 29 (Loi sur la mise en tutelle de certains syndicats ouvriers), sanctionnée le 22 mai 1975; Loi no. 30 (Loi modifiant les relations de travail dans l'industrie de la construction), sanctionnée le 22 mai 1975; Loi no. 47 (Loi constituant l'Office de la construction du Québec et modifiant de nouveau la loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction), sanctionnée le 27 juin 1975.

Notons que la première loi avait été votée, au beau milieu des premières révélations faites devant la Commission Cliche, que les deux suivantes le furent dès le dépôt du rapport, et que la dernière, créant un organisme-parapluie fut orchestrée en un peu moins d'un mois, délai relativement court pour un projet de telle envergure.

140 Devant une salle pleine à l'Université d'Ottawa, le commissaire Guy Chevrette dira que "les pouvoirs des commissions d'enquête sont trop minces..." Il ajouta que, selon lui, le gouvernement Bourassa n'a retenu que quatre recommandations et n'a pas mis en marche de planification orchestrée de la main-d'oeuvre au Québec. Voir J.P. Boisvert, "Les pouvoirs des commissions d'enquête sont trop minces", Le Droit, 24 février 1976.

On pourrait penser que la création d'un Office de la construction et d'un comité mixte chargé de donner son avis sur toute question soumise par l'Office, tout en se voyant muni de la fonction délicate de décider de tout litige quant à l'interprétation de la convention, serait une mesure vers la concertation néo-corporatiste souhaitée, en 1970, par Robert Bourassa. Il est vrai en effet que le Comité était formé, selon la loi 47, de douze représentants, dont six pour les salariés et six pour les employeurs, et qu'à première vue, la représentation fonctionnelle, à la Durkheim, était assurée, car "pour être valablement prise, toute décision doit être approuvée à la fois par une majorité syndicale et par l'association patronale... et que si les parties ne parviennent pas à s'entendre, l'affaire est ipso facto soumise à l'Office, dont la décision est sans appel..."¹⁴¹ Pourtant, ce sont les pouvoirs de l'Office, formé de trois membres, qui inquiètent. C'est en effet l'Office qui décide du degré de représentativité d'une association (article 7-c) et il est chargé également de l'application de tout règlement concernant la formation et la qualification professionnelle des salariés de la construction (article 32-b). En outre, la composition de l'Office (article 1-c) dont les trois membres sont nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil pour une période de dix ans, sans qu'on puisse réduire ni leur traitement, ni la

141 Loi no. 47, op. cit., chapitre 2, article 9.

durée du mandat, enlève un peu de poids à l'égalité des secteurs et au consensus de la base dont avait parlé Bourassa-Québec.

Le prétexte de l'intervention de l'Etat avait donc été le contenu d'un rapport neutre sur des actes violents. Mais au lieu d'en profiter pour inviter les "repentants", à supposer qu'il y en ait eu (et nous croyons que les militants ordinaires eurent été prêts à participer à des mécanismes conjoints avec pouvoirs décisionnels), à reconstruire, Bourassa tomba dans le pattern habituel d'une réponse dure. Comme l'indique Henri Gagnon:

"Le recours au sabotage industriel mine la crédibilité des syndicats auprès de l'opinion publique. Elle a comme résultat de réduire le support des couches populaires et de la masse des travailleurs. On en arrive donc à créer une division entre le mouvement ouvrier et les autres couches populaires et finalement entre les travailleurs eux-mêmes. Cette division ne peut qu'affaiblir le syndicalisme... Il fournit les prétextes pour permettre à l'Etat d'intervenir, au nom du bien public, pour briser le mouvement de revendications, en rejetant tous les torts sur le dos des travailleurs. Il permet aux gouvernements de mieux contrôler les syndicats..." 142.

Il eût été facile au gouvernement, plutôt que de proposer un encadrement si rigide, par législation du reste, de profiter de la faveur populaire pour aider à la reconstruction d'une paix ouvrière stable, pour remplacer cette direc-

142 Gagnon, Henri, L'enjeu, op. cit., p. 127.

tion syndicale que le même Gagnon qualifie tout de même, avec franchise, de "dégénérée, aventurière et sans principes..."¹⁴³

Cette reconstruction eût été fort utile dans le cas des Jeux olympiques, dont la construction aura été perturbée par des arrêts de travail répétés deux fois par la suite. Tout le monde est au courant des coûts astronomiques de construction, mais le rapport Malouf, en plus de relier cette mauvaise gestion (ou "supervision") de la part du gouvernement québécois sur le maire de Montréal aux ralentissements de travail et à la hausse des coûts de matériaux, a aussi conclu que les mécanismes de négociations entre les agents du projet - la Régie des installations olympiques, la ville de Montréal, Jean Drapeau, le gouvernement provincial - ont été mis en place trop tard, et sous la forme d'une commission parlementaire réclamée bien plus tôt.¹⁴⁴

Ce qui étonne davantage toutefois, c'est l'attitude du gouvernement dans cette recherche de paix sociale, après les actes violents, à la Baie James. Robert Bourassa s'en remet

143 Ibidem.

144 Rapport de la Commission d'enquête.

Au sujet de la création de la commission parlementaire; dans les réponses de Robert Bourassa à Raymond St-Pierre, on retrouve l'échange suivant:

- La commission parlementaire n'avait-elle pas été demandée par M. Goldbloom?
- Justement.

(Les années Bourassa, op. cit., p. 176.)

à Jean Drapeau qui, dans une émission de télévision fortement populaire¹⁴⁵, proposa une sainte alliance entre les travailleurs et les dirigeants de Montréal (c'est-à-dire lui-même surtout) afin d'obtenir la garantie de travaux continus. Mais cela n'a pas abouti et, comme l'avoue Robert Bourassa lui-même, plusieurs conflits de travail se sont produits.¹⁴⁶ C'est donc dire que les législations qui relanceraient l'industrie de la construction n'ont même pas réussi à faire collaborer patrons et syndiqués. En laissant Jean Drapeau négocier directement avec les syndicats, Robert Bourassa mettait entre parenthèses l'existence même de l'Office de la construction et du comité mixte. A quoi sert de légiférer "pour sauver les Jeux", si l'on ne cherche même pas à appliquer la loi adoptée précisément pour cela? Une seule réponse. La concertation et la parité recherchée par l'existence du comité mixte n'étaient qu'artificielles et elles n'ont pas fait partie d'un plan d'ensemble que nous annonçaient les chants de la peur de Bourassa-Québec en affirmant que "l'absence d'une politique vigoureuse sur ces questions ne peut qu'augmenter la pression du séparatisme."¹⁴⁷ Ce qui, comme l'on sait, arriva!

145 Il s'agit de l'émission "Appelez-moi Lise", sur les ondes de la Société Radio-Canada.

146 De dire Bourassa: "M. Drapeau a tenu des rencontres avec les leaders syndicaux, mais elles n'ont pas abouti. C'était à mon sens la responsabilité de la ville de Montréal..."

(Les années Bourassa, op. cit., p. 179.)

147 Bourassa-Québec, op. cit., p. 122.

Robert Bourassa devenait aussi, avec le temps, beaucoup plus politicien qu'économiste. La situation à la fin de 1975 n'était pas rose, notamment en raison de la hausse du prix du pétrole, décrétée plus tôt par les pays exportateurs de l'or noir. Les attaques contre la "mauvaise passe" traversée par le Québec, par le manque d'imagination de son administration, se retournent vite contre les accusés. Mais, dans le fond, les excuses du chef libéral sont faibles. A preuve cette tirade:

"Imaginez pour un instant que nous soyons dans le régime proposé par le Parti québécois. L'inflation serait beaucoup plus sérieuse que celle que nous connaissons actuellement, parce que l'une des causes principales de l'inflation par rapport à l'an dernier, c'est la hausse du coût du pétrole, hausse qui se répercute dans une très grande variété de produits et de sous-produits. Si le Québec était séparé, pensez un peu à l'inflation galopante..." 148

Au lieu d'impliquer les divers secteurs dans un dialogue constructif, Bourassa laissa pourrir son régime dans une série de scandales qui frisaient les hauteurs atteintes sous Duplessis. "Concessions de Loto-Québec données à des amis du régime, choix des fournisseurs de la Société des alcools, et même octroi par le gouvernement de contrats sans appels d'offre." 149

148. Vera et Don Murray, De Bourassa à Lévesque, op. cit., p. 174.

Comme le disent ces auteurs:

"Le message qui ressort de ces paroles est clair: le gouvernement libéral peut faire très peu pour remédier à la situation, mais le Parti québécois ferait pire que lui..."

149. Ibid., p. 175.

D'ailleurs, une équipe de la Commission d'enquête sur le crime organisé, dans un rapport interne, montre que l'organisateur-en-chef du P.L.Q. et Paul Desrochers se réunissaient afin de déterminer les fournisseurs de la Régie (devenue la Société des alcools) par rapport aux contributions à la caisse libérale, alors que les autres étaient éliminés.¹⁵⁰

"L'Affaire Paragon", ou "les papiers Paragon", constitua un autre clou au cercueil non seulement de la concertation à établir, mais aussi du régime Bourassa tout simplement. Québec Presse avait dénoncé, en 1972, les contrats accordés par le gouvernement libéral à la Compagnie Paragon, propriété de Madame Bourassa elle-même, de Claude Simard, beau-frère du premier ministre, et deux autres soeurs de la famille Simard. Ce n'est que plus tard que le premier ministre chargea le ministre Lalonde de façonner un code d'éthique pour éviter les conflits d'intérêt.

Ces deux exemples illustrent bien que Robert Bourassa ne surveillait plus l'évolution du Québec et qu'il avait, un peu comme il le disait lui-même, été forcé de se retirer, dans un bunker, sous les édifices du Parlement, par un climat issu d'une crise de contestation et d'une atmosphère du Watergate.

150 Le projet en question s'appelait le "projet 2" et, lors des audiences télévisées de la Commission (qui, en passant, eurent des cotes d'écoute records), on en faisait état assez souvent. (Cité dans Ibid., p. 176.)

A Raymond St-Pierre, il dira: "La recherche d'un bouc émissaire est normale, quand les choses vont mal... J'étais coincé par la nature de notre société, par la nature de nos institutions."¹⁵¹ Au lieu de chercher à adapter sa direction politique à ces désirs populaires pour une "ouverture" de l'administration gouvernementale, Bourassa donna l'impression d'un homme à court d'idées. Oh! Il aura bien adopté la loi des petites créances et la loi de l'assurance-santé, mais de son avis personnel, "les (nos) formules de participation n'ont pas toujours bien fonctionné."¹⁵²

Or, elles n'ont pas fonctionné parce que, d'une part, elles relevaient d'une sorte de crisis management, c'est-à-dire qu'elles se faisaient en réaction à des problèmes dénoncés, soit par la presse, soit par des commissions d'étude et, d'autre part, parce qu'elles ne faisaient plus partie d'une vue d'ensemble des rapports socio-politiques. D'ailleurs, de son régime, il dira encore "que ce furent plutôt des moments difficiles, les uns à la suite des autres, jusqu'à la toute fin."¹⁵³ Pour tout dire, Robert Bourassa ne put livrer la société de participation promise parce que, comme il le dit aussi lui-même, la conjoncture ne s'y est pas prêtée. Faible excuse, parce qu'un gouvernement peut modifier des éléments de cette conjoncture!

151 Les années Bourassa, op. cit., p. 274.

152 Ibid., p. 283.

153 Ibid., p. 294.

TABLEAU 7-5

LE CONSENSUS INENTAMÉ DE ROBERT BOURASSA

	Théorie-idéologie	Pratique-comportement
Représentation	souhaitable	faible
Institutionnalisation	vague	inexistante
Détermination conjointe	vague	quasi-inexistante

Avant de clore ce chapitre, il importe de localiser, sur notre axe théorie-comportement, nos constatations sur les six années de gouverne libérale, sous Robert Bourassa.

Il nous apparaît évident que la société de concertation dont rêvait parfois Robert Bourassa, en se lançant à l'assaut de la direction du parti, n'a jamais vu le jour. En termes de représentation, d'institutionnalisation d'un nouveau type de participation, et même de détermination conjointe des politiques, la période n'a été, en pratique, que faible, inexistante et quasi-inexistante, respectivement.

Il est d'ailleurs tragique, d'une certaine façon, de constater que la représentation théorique de "tous les éléments concernés" n'ait pas, dès le point de départ, tout au

moins sur papier, connu des précisions plus soignées quant à l'institutionnalisation et la détermination conjointe, dans le processus décisionnel politique. Cette carence, outre les éléments conjoncturels qui ont fait de Robert Bourassa un homme-dirigeant bien insécure - face à Jean Drapeau, à Pierre-Elliott Trudeau, entre autres - aux dernières années de sa gouverne, aurait d'ailleurs suffi à expliquer que le consensus et les espoirs de 1970 n'aurent jamais été rien d'autres que des conceptions de l'esprit.

C'est bien plus à ce titre que les années Bourassa, se terminant sans projet de société renouvelé (en ne voulant que combattre le séparatisme, le 15 novembre 1976), n'aurent pas livré la marchandise. Gérard Bergeron l'exprime assez bien par ces mots:

"La plupart des partis portent mal leurs succès répétés. Ce parti-là (le Parti libéral du Québec) porte mal ses réussites. Lorsqu'il arrive quelque chose montrant que le succès ne va pas de soi, il commence à s'effrondrer... De ce point de vue, l'esprit de parti est doublement étroit. Les partisans centrent toute la situation politique sur le parti. Les leaders centrent le parti sur leur petite personne - et l'avenir que celle-ci peut avoir dans et par le parti..." 154

154 Bergeron, Gérard, "Y a-t-il encore un Parti libéral du Québec?", Le Devoir, 26 février 1977.

Croyant que le climat "n'avait pas été particulièrement positif" à son égard, Robert Bourassa n'a pas compris qu'il a constitué une rupture avec la Révolution tranquille, et qu'il avait préparé lui-même la victoire du Parti québécois, ce dernier avec un programme où acteurs sociaux et politiques pourraient espérer travailler de concert, plutôt qu'en isolement l'un de l'autre.¹⁵⁵

155 "Le Québec a trouvé qu'il ne se fait pas assez, au lieu de regarder ce qui s'était fait...", l'angera-t-il, "et je me disais que j'avais la responsabilité de diriger cette société dans une période qui n'est plus euphorique, qui au contraire est une période négative, morose, remplie de frustrations..." (Les années Bourassa, op. cit., p. 290.)

CHAPITRE VIII

LE P.Q. ET LES ESPOIRS DE LA CONCERTATION

(POUR UN CORPORATISME "POLITIQUE")

"Il serait plus facile de faire monter les poissons à Québec que de faire descendre les fonctionnaires à Gaspé, avait prédit un lonstic... Max Weber ne fut-il pas le premier à percevoir que le problème crucial de la politique moderne n'est pas celui d'un choix entre le capitalisme et le socialisme (autrement dit, si les moyens de production sont aux mains de particuliers ou de l'Etat), mais bien celui des rapports entre le bureaucratisme et la démocratie..."*

Le 13 avril '81, le Parti Québécois conservait le pouvoir, malgré un revers assez cuisant lors du référendum du mois de mai, l'année précédente. Peu de personnes, toutefois, ont tenté d'expliquer la déroute des hommes de René Lévesque lors de cette consultation populaire.¹ Ou plutôt, on l'a

* Tremblay, Rodrigue, Le Québec en crise, Montréal, Les Éditions Sélect, 1981, p. 161.

1 Les monographies sur le P.Q. sont, d'ailleurs, assez rares. La plus connue est certes celle de Vera Murray (Le Parti Québécois: de la fondation à la prise du pouvoir; Montréal, Éditions Hurtubise HMH, 1976), mais d'autres auteurs, aux moments où l'on s'apprêtait à demander au peuple québécois l'appui nécessaire - comme l'avait promis le chef de la formation politique, en sa qualité de président du parti, de leader politique, avant de devenir premier ministre - se sont aussi penchés sur les orientations péquistes. Voir sur: a) la prospective: textes recueillis par Daniel Latouche, Premier mandat: une prospec-

fait par des éléments de réponse conjoncturels.² Nous sommes d'avis que le P.Q. a fait une erreur tactique magistrale en délaissant, près d'un an avant le 20 mai '80, la tenue de sommets tripartites fonctionnels qui, outre le fait qu'ils conviaient à la même table des ennemis de la cause souverainiste, forçaient les participants non seulement à dialoguer, mais aussi à préparer des scénarios de développement, sectoriels parfois, de l'économie de la province du Québec. Mais n'allons pas trop vite.

"L'idéologie du Parti Québécois revêt de multiples facettes", disions-nous dans un article sur les tendances néo-corporatistes du parti qui se dit voué à la souveraineté-association.³ Evidemment, on a palabré un peu partout sur une pseudo-

tive à court terme du gouvernement péquiste, 2 tomes, Montréal, Editions de l'Aurore, 1977; F.M. Monnet, Le défi québécois, Montréal, Editions Quinze, 1977; b) les idées de René Lévesque: Jean Provencher, René Lévesque, Montréal, La Presse, 1974; c) l'avant et l'après-référendum: Denis Monière, Les enjeux du référendum, Montréal, Editions Québec-Amérique, 1979; Léon Dion, Le Québec et le Canada: les voies de l'avenir, Montréal, Québecor, 1980; en collaboration, Québec: un pays incertain, Montréal, Editions Québec-Amérique, 1980. A noter aussi un engouement "cultivé" des Français pour les choses d'ici. Deux parutions l'indiquent: Pascal Mallet, Le Québec: pour quoi faire?, Paris, Grasset, 1980; Philippe Meyer, Québec, Paris, Petite Planète, 1980.

2 Dont les deux plus répandues sont évidemment le mouvement des Yvettes qui a réveillé politiquement des femmes qui, autrement, seraient demeurées quasi-inactives, d'une part, et la très immense place du fédéral, avec ses milliers de dollars et ses forces, humaines et autres, d'autre part.

3 "Les tendances néo-corporatistes du Parti Québécois", Perception (revue du Conseil canadien de développement social), novembre-décembre 1978, vol. 2, no. 2, p. 15. Notre analyse pour Perception avait d'abord fait l'objet d'une présentation-communication, au congrès annuel de l'Association canadienne-française pour l'avancement des

social-démocratie qui comprendrait une gamme de réformes sociales, imitant l'exemple des pays scandinaves.⁴ Globalement, cependant, le P.Q. a une mission, une raison d'être, l'établissement d'un nouvel accord avec le reste du Canada.

Une fois au pouvoir, en 1976, le Parti Québécois, après avoir promis le référendum sur le "grand choix", manoeuvre électorale subtile, doit gouverner comme "tout autre bon gouvernement".⁵ Peu d'alternatives sont disponibles. Il doit, dès son premier mandat, administrer des programmes qui s'appliquent à toute une population qui doit quand même vivre en attendant le référendum.

Dans les pages qui suivent, nous nous attardons donc à décortiquer les antécédents théoriques de la pratique péquiste.

sciences (ACFAS), Université d'Ottawa, le 10 mai 1978. Le présent chapitre permet un raffinement des hypothèses développées alors, et surtout, une utilisation des documents, législations, déclarations du gouvernement québécois depuis lors.

4 Voir René Lévesque, Option-Québec, Montréal, Les Editions de l'homme, 1968.

5 Ce slogan est capital. Il sera répété maintes fois, en 1981, et l'opposition libérale, pilotée par Claude Ryan, ne peut y faire contre-poids. Surtout en raison du débat constitutionnel, et de la démarche du rapatriement unilatéral de P.E. Trudeau. D'ailleurs, Claude Ryan se laissera aller, plus d'un mois après le scrutin, à dire que "le P.Q. a été reporté au pouvoir grâce à Trudeau" qui a enfermé le parti libéral dans une sorte de camisole de force. Voir Sunday Express, dimanche, le 17 mai 1981 (la révélation de M. Ryan avait été faite, la veille, sur les ondes d'une station de radio de la métropole, CFCF).

Nous nous penchons ensuite sur les tentatives de concertation, tentatives que nous mettons en relief, ou en complémentarité, dans une troisième partie, par rapport aux diverses législations économiques et sociales, faites pour donner du corps à la social-démocratie promise. Les résultats de ces essais néo-corporatistes ne sont pas tous aussi clairs qu'on l'a cru. Et, à cet égard, il sera important de dégager ceux qui ont réussi, ou plutôt, ce qui a réussi dans les différents scénarios mis en place, mais aussi ce qui a constitué une, et probablement des, pierres d'achoppement des espoirs de la concertation entre agents politiques, économiques et sociaux.⁶

La "société à bâtir" que veut instaurer le Parti Québécois aurait pu être définie quasi-automatiquement, comme pour le "plan global" du développement du Québec, un plan "élaboré par des représentants en nombre égal, des travailleurs et autres parties de la population"⁷, qui devraient harmoniser les projets, dégager des priorités et règles communes d'action.

6 Disons illico qu'un seul parlant français a vu du corporatisme dans les démarches péquistes... et dans la représentation fonctionnelle des secteurs économiques et sociaux au processus décisionnel. Il s'agit de Pierre Vallières (Un Québec impossible, Montréal, Editions Québec-Amérique, 1977) qui ne cesse de parler de "corporatisme vieillot". Vallières perçoit, soudainement, après s'être rallié au P.Q. (L'urgence de choisir, Montréal, Parti Pris, 1971), le gouvernement péquiste comme un clan de petits-bourgeois qui ont mis en veilleuse deux choses essentielles, selon lui: "l'indépendance pure et simple et la vraie libération nationale", lire la lutte pour les classes opprimées.

7 Un gouvernement du Parti Québécois s'engage, Montréal, Les Editions du Parti Québécois, 1973, p. 53.

Nous consacrons beaucoup de temps, tantôt, au document gouvernemental, Bâtir le Québec, énoncé de politique (Editeur officiel du Québec, 1979), qui précise davantage les orientations péquistes, dans cette recherche de consensus, basé sur la concertation.

Mais y a-t-il décalage entre théorie et pratique péquistes? La société de participation promise n'est-elle qu'un écran de fumée?

Après près de cinq années de gouverne péquiste, il n'est pas trop tôt - ni trop tard - pour porter un jugement sur ce "Québec de la concertation", tant souhaité.

1. Les programmes péquistes

De l'avis de Vera Murray, le "côté décentralisateur du Parti Québécois est demeuré souvent vague et imprécis."⁸

A cet égard, il y a donc ambiguïté, au sujet des tendances parfois opposées au sein de ce parti souverainiste. Comme nous le disions déjà, les aspirations conflictuelles des néo-nationalistes de classe moyenne d'une part, et celles d'intellectuels et de leaders syndicaux de la Confédération des syndicats nationaux (C.S.N.) et de la Centrale des enseignants du Québec (C.E.Q.) à tendance de gauche d'autre part, menacent d'intervenir et d'écarter l'atteinte (d'abord, la poursuite) de l'objectif primordial du parti.⁹

8 Murray, Vera, op. cit., p. 75.

9 Voir notre texte dans Perception, op. cit., p. 16 et celui écrit, en collaboration du prof. Paltiel, "L'évolution de l'idée corporatiste au Canada", dans La vie politique au Canada, Actes du colloque de Mons, 24-26 avril 1978, Etudes canadiennes, numéro spécial, 1979, p. 61.

René Lévesque, dans la présentation du programme officiel du Parti Québécois, tel qu'il a été adopté lors du 6e congrès national, tenu à Montréal, les 27, 28 et 29 mai 1977, déclare que le programme politique présenté "n'est pas celui d'un parti qui aspire au pouvoir, mais bien un programme de gouvernement".¹⁰ A ce titre, il nous semble important de relever sur le champ que le gouvernement s'engageait globalement, dans le secteur économique, à "rapatrier les principaux centres de décision en s'appuyant prioritairement pour ce faire sur les entreprises publiques et coopératives."¹¹ En outre, au sujet d'un Plan indicatif élaboré, comme nous l'avons vu tantôt, le programme ajoute, cette fois-ci, "des entreprises et autres pouvoirs publics qui, périodiquement, confrontent leurs objectifs, leurs demandes et leurs projets."¹²

Le désir de concertation n'est pas seulement présent dans les préoccupations d'ébauche de politique économique, mais aussi dans le désir d'établir un système de relations de travail qui éliminerait les conflits inutiles, et surtout les longues confrontations entre partenaires potentiels. A preuve, cette tirade du message du ministre du Travail et de la Main-

10 Parti Québécois, Programme officiel du Parti Québécois, édition 1978, p. 3. René Lévesque, dans le même message, ajoutait ce qui suit:

"Ce qui nous oblige à lui accorder tout le sérieux et l'attention que commande un tel document, largement comparable, par ailleurs, dans ses grandes lignes, au programme proposé à l'électorat en 1976..."

11 Ibid., deuxième partie, chapitre 1, objectifs généraux, p. 17.

12 Ibid., p. 20.

d'oeuvre d'alors, Pierre-Marc Johnson, et introduisant les sept dépliants explicatifs du nouveau code du travail du

Québec:

"... Ce texte fondamental pour le climat social au Québec... Les changements à la loi, les efforts du ministère ou du gouvernement, quels qu'ils soient, ne seront productifs que dans la mesure où les parties, en négociant, adopteront et respecteront le principe de la diligence et de la bonne foi..." 13

Or, ces pratiques péquistes, ces tentatives de concertation, comme nous les appelons dans la section suivante, étaient déjà en puissance dans les énoncés de programmes, avant le 15 novembre 1976. Reprenons certains éléments importants.

Lors de son quatrième congrès national, en 1971, le Parti Québécois parlait du rôle collectiviste de l'Etat qui "postule une co-gestion exercée par quatre types de gestionnaires: les enseignants, les étudiants, les administrateurs et les parents."¹⁴ Le programme, développé ici pour l'éducation, ne précise pas - comme l'admet le dossier - comment seront choisis les administrateurs. Quant à nous, les mêmes préoccupations, pour la sélection des "étudiants, des enseignants et des parents", nous tenaillent évidemment.

13 Gouvernement du Québec, Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre, Le nouveau code du travail du Québec (dépliants explicatifs), 1979?

14 Les dossiers du 4e congrès du P.Q., Montréal, Les Editions du Parti Québécois, 1972, pp. 292-293.

L'Etat a, pour les penseurs péquistes, le "rôle primordial, qui est d'élaborer et d'administrer des politiques, rôle de l'autorité populaire suprême." Du même souffle, cependant, on ajoute:

"On doit favoriser systématiquement la participation active du plus grand nombre possible de citoyens... Aussi faut-il susciter auprès de l'administration publique, pour l'éclairer, la stimuler et au besoin la surveiller, des groupements de citoyens à qui l'information la plus complète, et même l'occasion de participer aux décisions, doivent être fournies..." 15

Trois ans plus tard, on pense à l'assistance de spécialistes "rémunérés par l'Etat et dont le rôle consultatif au niveau de la gestion et de l'orientation de l'entreprise" aidera, au nom de l'Etat, les industries, les travailleurs et leurs conseils.¹⁶ On n'est pas tellement loin de l'idée de subsidiarité avancée plus tôt par l'Eglise. Sauf qu'ici, l'Etat n'attend pas les demandes des corps intermédiaires. Il décide. Et l'Eglise, naturellement, n'est plus dans le paysage!

L'un des principes fondamentaux du Parti Québécois, selon Robert Boily, repose sur une "centralisation politique liée à une décentralisation administrative."¹⁷ Ce jugement, lié à celui de Madame Murray, qui entame cet examen des principes théoriques du Parti Québécois, est dur. Mais, en lisant que

15 Le programme du Parti Québécois, "La solution", présenté par René Lévesque, Montréal, Editions du Jour, 1970, p. 51 (nos soulignés).

16 Un gouvernement du Parti Québécois s'engage, op. cit., p. 91.

17 Robert Boily, cité dans Vera Murray, op. cit., p. 74.

"le gouvernement favorisera la formation de groupes représentatifs permettant aux citoyens de participer à l'élaboration et au contrôle de l'application des politiques régionales", ou encore, "qu'une déconcentration plus poussée existera de façon à permettre la consultation de tous les groupes impliqués",¹⁸ on ne peut que se poser des questions sur des précisions à apporter. Quelle sorte de consultation? Qui va déterminer le degré de "représentativité" des groupes? Les citoyens contrôleront comment... "cette application des politiques régionales"?

Les penseurs de ces programmes ne sont peut-être pas familiers avec les idées de MacKenzie King sur la collaboration entre le capital et le travail, idées qu'on a, avec raison, affublées du vocable corporatiste... même s'il s'agit de néo-corporatisme, comme nous l'avons défini, dans notre premier chapitre.¹⁹ Mais le champion canadien de la longévité ministérielle aurait aimé ce passage du programme péquiste: "Tous les secteurs intéressés au domaine du travail doivent être appelés à participer à titre consultatif aux diverses directions générales afin de forcer l'industrie à faire connaître ses besoins et ses débouchés en matière de main-d'oeuvre."²⁰

18 Le programme du Parti Québécois, "La solution", op. cit., p. 108.

19 Voir Reginald Whitaker, "The Corporatist Ideas of W.L. MacKenzie King", Le travailleur, vol. 2, 1977, pp. 137-169.

20 Le programme du Parti Québécois, "La solution", op. cit., p. 84. Même l'emploi du mot "industrie" copie (par inadvertance?) le titre du livre de MacKenzie King (Industry and Humanity, Toronto, University of Toronto Press, 1975 - texte original, 1919).

L'action gouvernementale est donc omni-présente. Malgré son rôle capital, les penseurs ne la veulent pas "dirigiste". L'intégration dans les structures d'Etat des groupes, et des "secteurs" intéressés, vise à éliminer les politiques conflictuelles des groupes qui minent ce dont le P.Q. a besoin pour réaliser son "processus irréversible" vers la souveraineté-association, c'est-à-dire la paix et la stabilité sociales, une certaine permanence dans les progrès économiques, et surtout la collaboration paradoxale de ceux qui "ne veulent rien savoir des objectifs indépendantistes" et de ce gouvernement qui est quand même là!

Mais parler de tendances néo-corporatistes du Parti Québécois, c'est évidemment courrir le risque de se faire dire qu'on critique un parti fondamentalement démocratique.²¹ D'où d'ailleurs, les distinctions de notre premier chapitre.

21 A un colloque en terre européenne, le professeur Paltiel, après avoir expliqué les tendances néo-corporatistes du P.Q., fut pris à partie par deux professeurs qui l'accusèrent, l'un, de "faire des analogies avec le fascisme", en parlant du P.Q. (le professeur Balthazar), l'autre, de dénigrer "le parti le plus démocratique du Canada" (le professeur Morrison). Les réponses du professeur Paltiel à chacun d'eux nous semblent mériter une citation in extenso.

"Une fois au pouvoir, il doit gérer une société capitaliste, d'où des contradictions l'amenant à prendre des mesures néo-corporatistes. Je n'ai pas dit que le corporatisme est le fascisme. Mais il y a, au sein même de l'idée corporatiste libérale (le corporatisme libéral se situant chez les Canadiens anglophones), une contradiction. Je pense que tous les analystes du corporatisme libéral montrent que cette tension entre une tentative d'accommodement entre l'Etat, les syndicats, le patronat et la volonté d'assurer le consensus, la mobilisation des masses est contradictoire. Pour construire cette harmonie sociale, il faut une certaine dose de corporatisme d'Etat... mais je n'ai pas dit que le Parti Québécois était un parti fasciste..."

(Voir le résumé de la discussion qui eut lieu au colloque de Mons. Etudes canadiennes, numéro spécial, 1979, p. 81.)

Et ce n'est pas dénigrer les penseurs péquistes que de citer leur grande orientation double:

"Il (l'Etat) peut le faire de deux façons (rendre aux syndicats les organismes normaux de revendication): d'abord, en encourageant et provoquant la négociation par secteurs (industriel et de service) avec participation tripartite (organisations syndicales, patronat et gouvernement) dans le contexte global bien compris de planification économique; ensuite, pour éviter la discrimination et faciliter la participation de tous les travailleurs, l'imposition de l'atelier syndical partout, c'est-à-dire l'obligation pour tous les travailleurs de se joindre à tout syndicat de leur choix..." 22

Comme nous l'expliquions déjà, dans nos analyses préliminaires sur la question²³, l'habileté des propositions ainsi

Trois ans plus tard, il sera étonnant de lire un universitaire de Laval qui dira, sans susciter de réactions aussi directes, que "les solutions d'inspiration autoritaire pourraient alors exercer un certain attrait..." (Voir Raymond Hudon, "Les groupes et l'Etat", dans Gérard Bergeron et Réjean Pelletier, éditeurs, L'Etat du Québec en devenir, Montréal, Boréal-Express, 1981, p. 284).

22 "La solution", op. cit., p. 60 (notre souligné).

23 Voir notre présentation à l'ACFAS, et notre contribution à Perception. Ed Finn parlait souvent, dans la Gazette du travail, du tripartisme nécessaire pour ré-orienter le difficile secteur des relations de travail au pays. Comme nous l'avons déjà soulevé aussi, cela correspond un peu aux modifications faites, au Congrès du travail du Canada, au manifeste social. Citons notre traitement de la question pour Le Devoir:

"Il ne sera pas surprenant d'apprendre que le Congrès du travail du Canada, après avoir dénoncé le "corporatisme libéral" de M. Trudeau (à l'intérieur duquel les syndicats seraient utilisés pour obtenir l'assentiment des travailleurs, sans avoir de poids dans le processus de décision), avait l'intention de réclamer un "corporatisme social" où les syndicats - et le Congrès surtout - participeraient à l'élaboration de politiques économiques. Or, l'emploi du terme "corporatisme" a choqué tellement - alors qu'il était employé à bon

exprimées, après examen, débouche sur une constatation majeure: on réussit, dans le même paragraphe, à parler de "participation" néo-corporatiste tout en évoquant le contrôle nécessaire de l'Etat pour établir des conditions de base communes à tous. L'intérêt et l'attrait de tels programmes, quoique vagues, est cependant bien réel. L'entente amicale de partenaires supposément égaux, dans une recherche de planification collective, ne peut manquer d'avoir beaucoup d'impact aux yeux des dirigeants des syndicats importants. D'ailleurs, la possibilité d'avoir une voix au chapitre des prises de décisions peut certes amadouer, pour un temps au moins, l'action agressive des grandes centrales québécoises.

Or, l'intégration de tous les "intéressés" - comme l'écrivent les penseurs du programme péquiste - est assez globale. On pense aux groupes voués à la protection des consommateurs (la Direction générale les appuiera activement dans leurs efforts pour sensibiliser tous les citoyens²⁴), aux "délogés"

droit pour parler d'accords amicaux - les membres du mouvement que les dirigeants ont décidé de modifier le document de travail (devenu le Manifeste ouvrier) en substituant "social-démocratie" à "corporatisme social..." (10 mars 1977).

Quant au texte d'Ed Finn, qui collabore hebdomadairement à l'édition dominicale du Toronto Star, son texte s'intitulait "Tripartite Consultation at the National Level", La Gazette du travail, vol. 70, nos. 2-3; février-mars 1978, pp. 65-70.

24 "La solution", op. cit., p. 74.

de la rénovation urbaine ("voilà pourquoi tous les projets de rénovation urbaine devraient prévoir la participation active des citoyens concernés"²⁵), aux conseils ouvriers ("assurer aux conseils ouvriers, ou comités d'entreprises élus par l'assemblée générale des travailleurs, l'assistance de spécialistes"²⁶). Cette implication, ou mieux, cette imbrication, conduit à la consultation des groupes intéressés, mais aussi au processus de décentralisation du pouvoir, souhaitée par les auteurs des divers programmes péquistes.

D'ailleurs, après la célèbre manifestation de La Presse, le 27 novembre 1971, le Parti Québécois publia un manifeste où il reprochait, à mots voilés, aux syndicats de pousser trop loin la contestation et de ne pas tenir compte de l'intérêt collectif. De lancer ce texte important pour quiconque désire comprendre les désirs d'intégration du "nous collectif" québécois: "L'action syndicale actuelle est le plus souvent morcelée et sectorielle, alors que la nôtre doit forcément être aussi globale que possible."²⁷

Il est évident que la pratique de ces mécanismes ne peut exister totalement. C'est le regretté Jean Meynaud qui écri-

25 Ibid., p. 67.

26 Un gouvernement du Parti Québécois s'engage..., op. cit., p. 91.

27 Cité dans Vera Murray, op. cit., p. 208.
Nous reviendrons tantôt sur cette notion du "nous collectif", en parlant du Livre blanc sur la culture.

vait, fort justement d'ailleurs, que "les gouvernements n'ont pas toujours beaucoup de goût pour les dispositifs d'action globale, car ils rendent plus difficile le favoritisme sur lequel repose l'action électorale".²⁸ Cette réalité étant admise, on peut difficilement ne pas être d'accord quand le même Meynaud ajoute que "tous les éléments de la société ne sont pas intégrés dans les structures du pouvoir, et c'est là la lacune la plus considérable du secteur politique à notre époque".²⁹ Naturellement, les "concepteurs" de la plate-forme péquiste diront qu'on n'a pas essayé totalement de mettre à l'essai des réformes globales... Écoutons ce passage:

"Peu de gouvernements occidentaux, à l'exception de certains gouvernements européens, ont élaboré une approche économique multi-sectorielle. Peu de gouvernements ont entrepris ce genre d'exercice qui consiste à traiter de développement économique au sens large en tentant de faire cette jonction difficile, mais pourtant essentielle entre les différents facteurs de la croissance..." 30

28 Meynaud, Jean, "Groupes de pression et politique gouvernementale au Québec", dans Réflexions sur la politique au Québec, Montréal, Les Cahiers de l'Université du Québec, 2e édition, 1970, p. 88.

29 Ibid., p. 92.

30 Editeur officiel du Québec, Bâtir le Québec..., op. cit., p. 3. L'économiste Pierre Harvey, lors d'un colloque à Glendon College, à la veille du référendum, les 7 et 8 mars 1980, avouait être l'auteur de beaucoup de programmes du P.Q. et être l'éminence grise derrière Bâtir le Québec. On ne peut pas accuser les péquistes de manquer de continuité, dans leurs schèmes d'aménagement socio-politique (le colloque avait pour titre "Québec: l'année du référendum"). Naturellement, quand les penseurs restent les mêmes, les idées ont de fortes chances d'être dans la même veine, les unes par rapport aux autres.

Il y a plus que cela cependant.

Harmoniser la société de façon aussi intégrale - c'est la société dans son ensemble dont on parle ici - constitue certes une vision idéale du lien politique entre les citoyens du Québec. Car, il faut l'admettre, il y a toujours des gens qui vont rester en marge du politique. Soit par goût, soit par décision impétueuse, soit par rejet du système!³¹

Par ailleurs, il est aussi une réalité qu'il ne faut pas - et l'on ne peut pas - mettre entre parenthèses, et c'est celle de l'inégalité des groupes, dans la société, que ce soit en termes de ressources, ou encore en termes d'accès aux centres décisionnels. Et l'égalité qu'on leur "consacre" par divers mécanismes de consultation, et même de concertation ultimement, ne pourra changer la réalité. Une réalité légale, si l'on veut!, car "s'il est vrai que, sur papier, tous les groupes sont égaux, il faut reconnaître qu'en pratique, il y en a toujours qui sont beaucoup plus influents que d'autres..."³²

31 "Il est à noter que l'établissement de rouages socio-politiques parallèles peut aussi bien provenir de l'incapacité des organisations institutionnalisées de canaliser vers le système politique des aspirations (demandes) particulières que de la marginalité même des exigences formulées et de l'impossibilité de les satisfaire dans le cadre du système établi..." (Léon Dion et Micheline De Sève, "Québec ou l'émergence d'une formule politique alternative", dans Edouard Cloutier et Daniel Latouche, éditeurs, Le système politique québécois, Montréal, Collection "L'homme dans la société", Éditions Hurtubise HMH, 1979, p. 538.

Le seul fait qu'on pense à des "formules alternatives" indique bien que les marginaux politiques existent...

32 Meynaud, Jean, op. cit., p. 84.

Bref, idéalement, pour fonctionner, l'intégration des secteurs devrait les "égaliser". Est-ce possible? Quoiqu'il en soit, les programmes péquistes sont muets à ce sujet. Comme le montre notre tableau 8-1, pour "embarquer" tous, et chacun, concernés dans les questions d'intérêt du secteur en question, il faut consacrer l'égalité. Nulle part, dans les nombreuses pages des programmes des divers congrès, on ne parle de cette consécration. A moins que la "sectorisation" soit celle qui consacre l'égalité... des secteurs.

Essayons d'y voir clair.

Premier problème: le membership multiple. Il y a des gens qui appartiennent à plusieurs secteurs, ou paliers. A ce sujet, les penseurs admettent cette possibilité et ils trouvent le contrôle suivant: "il est normal, de commenter le programme de 1972, que les délégués à divers paliers soient sujets à l'élection par les membres au niveau de l'unité de base."³³ Sauf qu'on oublie de nous préciser la nature du mandat de ces délégués de secteurs d'une part, leur travail lors des délibérations internes à chacun des paliers d'autre part. Et le consensus inter-fonctionnel se fait-il par l'Etat, personnifié par le P.Q. lui-même?

33 Un gouvernement du Parti Québécois s'engage..., op. cit., p. 61.

TABLEAU 8-1

REPRESENTATION FONCTIONNELLE ET "EGALITE" DANS LE "PARTNERSHIP"
SECTORIEL SOUHAITE DANS LES PROGRAMMES EBAUCHES PAR LE PARTI QUEBECOIS

Deuxième problème: la délégation régionale, et même locale, se fait-elle sous forme de déconcentration (délégation de pouvoirs par le gouvernement central à ses agents résidant sur le territoire local) ou par décentralisation (le gouvernement accordant à des unités locales un certain degré d'autonomie décisionnelle)?³⁴ Et les citoyens, leur lien avec les agents, déconcentrés ou décentralisés, est-il formel, ad hoc, plus ou moins défini?

34 Cette distinction est verbatim des mots de Vera Murray, op. cit., p. 61.

Il est évident, par ailleurs, que les relations entre parlementaires et militants péquistes ne sont pas bien définies. En outre, les mécanismes de coordination sont loin d'être précisés.³⁵ Mais, il n'est pas certain non plus que les auteurs des divers programmes n'aient pas fait cela sciemment, c'est-à-dire qu'ils aient fait le pari qu'il ne fallait pas préciser, d'une façon définitive, quels seraient les rapports entre les différents secteurs et quelles devraient être les images totales à se dégager, comme pattern, des relations globales. En fait, ce que nous évoquons comme possibilité ici, c'est la réalisation de la part des penseurs péquistes qu'il n'était pas souhaitable de formaliser l'ensemble de la représentation fonctionnelle. D'ailleurs, l'étape suivante les aurait conduit à chercher une sorte de mécanisme permanent - une Chambre des secteurs, peut-être - qu'on ne voulait pas envisager, du même coup.

Pour tout dire, le P.Q. tient évidemment, en théorie, un langage social-démocrate... mais en tant que gouvernement,

35 Voir Jean-François Léonard, "Introduction; nationalisme et social-démocratie: bilan d'un bilan", dans J.F. Léonard, éditeur, La chance au coureur: bilan de l'action du gouvernement du Parti Québécois, Montréal, Editions Nouvelle optique, 1978, p. 19.

"L'aile parlementaire et la classe politique dirigeante se trouvent singulièrement isolées et forcées de rétablir le consensus en galvanisant le militantisme de base du parti autour de la bataille référendaire..."

et non en tant que parti, comme le fait remarquer Raymond G. Laliberté.³⁶ Car, en tant que gouvernement, les grandes politiques "doivent concilier l'objectif économique de progrès et de croissance avec l'objectif social de construction d'une société de participation."³⁷ Le parti, lui, préfère souveraineté-association à social-démocratie.

Si l'on plaçait les "idées" péquistes sur notre axe théorie vs pratique-comportement, nous pourrions déjà indiquer, ou plutôt qualifier, ce qu'elles sont, en attendant de voir la pratique, dans les pages qui suivent. Au point de vue représentation, il est évident qu'on souhaite qu'elle existe, dans tous les secteurs. L'institutionnalisation, cependant, bien qu'ébauchée dans le cas du Plan de développement, n'est pas précisée outre mesure. Quant à la détermination conjointe, eh bien là!, le P.Q. fait du néo-corporatisme "à plein". Les mots "concertation, tripartisme, société de participation" sont

36 Nous acceptons sa définition opératoire de la social-démocratie:

"Mode de réaménagement du système économique capitaliste, sous initiative et contrôle dominants de l'Etat technocrate (c'est-à-dire tout autant promoteur et entrepreneur qu'arbitre et gestionnaire), à partir d'un projet des inégalités culturelles économiques et sociales d'une collectivité donnée, à partir de l'harmonisation des intérêts divergents de cette collectivité selon une structure permanente de concertation entre associations accréditées et enfin à partir d'un lien organique stable du parti avec les syndicats de travailleurs..."

"Critique du nationalisme populiste", dans J.F. Léonard, La chance au coureur..., op. cit., p. 87. Voir aussi ci-haut, pp. 69-70.

37 "La solution", op. cit., p. 34.

trop souvent répétés pour qu'on ignore le désir, "et l'occasion, de faire participer aux décisions."³⁸

Signalons enfin que la création d'un ministère de l'économie nationale - mentionnée dans presque tous les programmes péquistes, depuis 1970 - vise à obtenir un système efficace par l'intégration des agents économiques et sociaux.

L'une des grandes faiblesses de ces propositions théoriques - répétons-le - est principalement de ne pas montrer comment cette intégration se ferait, quel serait l'ensemble des relations de ces conseils consultatifs - et tripartites - avec les élus du peuple, et surtout, quelle sorte de formalité, on donnerait à ces arrangements. On a nettement l'impression cependant qu'il devrait y avoir une législation spécifique à chaque secteur (culturel, scolaire, travail, économique) de façon à garantir d'une façon équitable une représentation fonctionnelle consentie ailleurs.

2. Les tentatives de concertation

Une fois au pouvoir, le Parti Québécois voulut, selon les mots mêmes de René Lévesque, "rétablir la confiance entre les

38 Voir note 15 de ce chapitre!

groupes et retrouver, par de meilleures relations de travail, le chemin de la paix sociale, après plusieurs années d'affrontement."³⁹

Admettons tout de go que la nouvelle aile parlementaire du Parti Québécois, en prenant le pouvoir, au lendemain du 15 novembre 1976, avait été familiarisée avec les traits néo-corporatistes d'aménagement socio-politique. Mais, comme nous l'avons déjà dit, deux factions, deux tendances, s'opposent à l'intérieur du parti, devenu le gouvernement. L'une, qualifiée de technocratique, se situe au centre et veut représenter tous les éléments de la société québécoise. Elle prétend mettre en route des réformes pour l'Etat tout entier, pour "l'intérêt national". L'autre, formée de "participationnistes", se veut plus à gauche et propose un rapprochement plus durable du parti avec les syndicats et les milieux populaires défavorisés.⁴⁰

De l'avis de plusieurs, c'est la tendance technocratique qui l'a emporté et qui réussit, au sein du gouvernement, à diriger et orienter l'action.⁴¹

39 Message d'introduction de René Lévesque, Revue OSE, vol. 1, no. 5, janvier 1979, spécial conférences socio-économiques, p. 4.

Le premier ministre écrivait aussi qu'il "s'agissait de dégager, par cet effort commun de concertation, les moyens les plus efficaces de contribuer à relancer l'économie..."

40 Murray, Don et Vera, De Bourassa à Lévesque, Montréal, Editions Quinze, 1978, p. 143.

41 Voir les démonstrations qui font mal à la "nouvelle gauche" québécoise du chanoine Jacques Grandmaison (La nouvelle classe et l'avenir du Québec, Montréal, Editions Stanké, 1979) et la dénonciation de ses avancées par les "diverses branches" de cette même gauche.

Et pourtant, rien n'est moins certain.

Rappelons d'abord que le Parti Québécois a déjà proposé, dès les premiers mois de sa gouverne, par la bouche du ministre d'Etat au Développement social, M. Pierre Marois, une sorte de "contrat collectif de base".⁴² Cette nouvelle entente, genre "covenant", lierait tous les groupes de la société et serait centrée sur l'idée d'une meilleure justice sociale.⁴³ On aurait donc des conditions de travail minimales, une révision complète de tout le secteur de la santé, de la sécurité et du bien-être des travailleurs, un code de sécurité au travail, le respect de la démocratie syndicale, une éducation populaire visant à corriger l'habitude tenace à l'endettement massif et même une attitude plus humaine envers les handicapés physiques.

(entre autres, Jacques Mascotto et P.Y. Soucy, Démocratie et nation: Néo-nationalisme, crise et formes du pouvoir, Montréal, Editions coopératives Albert Saint-Martin, 1980, pp. 158-159; Arnaud Sales, La bourgeoisie industrielle au Québec, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1979, pp. 186-190; sous la direction de Pierre Fournier, Le capitalisme au Québec, Montréal, Editions coopératives Albert Saint-Martin, 1978, surtout les chapitres 3 et 4; du même Fournier, sa thèse de doctorat, originalement publiée en anglais, Le patronat québécois au pouvoir: 1970-76, Montréal, Editions Hurtubise HMH, Cahiers du Québec, collection Science politique, 1979; Dorval Brunelle, La raison du capital, Montréal, Editions Hurtubise HMH, collection Brèches, 1980; et encore des mêmes Mascotte et Soucy, Sociologie politique de la question nationale, Montréal, Editions coopératives Albert Saint-Martin, 1979, surtout les chapitres 3 et 9; Anne Légaré, Les classes sociales au Québec, Montréal, Les Presses de l'Université du Québec, 1977).

42 Le Devoir, 14 février 1977.

43 A remarquer que le correspondant du Devoir précisait que M. Marois était l'un des membres les plus à gauche du P.Q.

TABEAU 8-2

LES CONFERENCES SOCIO-ECONOMIQUES

<u>Titres</u>	<u>Endroits</u>	<u>Dates</u>
Premier Sommet économique	Pointe-au-Pic	24, 25, 26 mai 1977
Conférence sur le textile primaire	Drummondville	6 septembre 1977
Conférence sur le vêtement et la bonneterie	Montréal	8 septembre 1977
Conférence sur la chaussure	Québec	9 septembre 1977
Conférence sur le meuble	Victoriaville	12 septembre 1977
Conférence sur l'agro-alimentaire	Québec	10, 11, 12 avril 1978
Conférence sur les pêches maritimes	Gaspé	28, 29 avril 1978
Conférence Québec - Municipalités	Québec	9, 10, 11 juin 1978
Conférence sur les industries culturelles	Québec	3, 4, 5 octobre 1978
Conférence sur le tourisme	Sherbrooke	30, 31 octobre, 1er novembre 1978
Conférence socio-économique au sommet	Montebello	14, 15, 16 mars 1979
Conférence sur l'industrie céréalière	Saint-Hyacinthe	novembre 1979
Conférence sur la viande bovine	Sherbrooke	novembre 1979
Conférence sur l'industrie avicole	Lévis	novembre 1979
Conférence sur l'entreprise coopérative	Montréal	février 1980
Conférence sur l'industrie horticole	Trois-Rivières	février 1980
Conférence sur l'industrie laitière	Rimouski	mars 1980
Conférence sur l'économie du grand Montréal	Montréal	4, 5, 6 mars 1981

Source: OSE, vol. 1, no. 5, janvier 1979, p. 7; Le Devoir, 6 mars 1981; Journal de Montréal, 17 décembre 1980.

Il nous semble donc important, pour un gouvernement, de mettre en veilleuse deux ailes si opposées... ou tout au moins de les calmer. Ou mieux, de neutraliser leur agressivité antagoniste et de la canaliser ailleurs. Or, il ne peut être plus sain pour un parti de "donner raison aux deux opposants" sans que ni l'un ni l'autre puisse être le grand gagnant. Les grandes victoires, si sublimes soient-elles, laissent toujours des traces chez les vaincus.

Pour ces raisons, nous estimons que les "participationnistes" ont joué un rôle capital dans l'organisation des sommets économiques et sectoriels, dont nous établissons, dans le tableau 8-2, la nomenclature complète, depuis les premiers, en mai 1977, jusqu'au dernier, en quasi campagne électorale du printemps '81. Mais la victoire morale des gauchistes est paradoxale, surtout par rapport à leur idéologie fondamentale. Car l'une des raisons maintes fois mentionnées pour l'importance des sommets tripartites réside dans cette nécessité de limiter les dissensions sur les politiques internes du gouvernement, à la fois dans les secteurs de l'économie et du social, tout en minimisant l'instabilité politique pouvant effrayer l'investisseur étranger dont le capital est jugé nécessaire, tout comme sa volonté, pour la promotion du développement de la province.⁴⁴

En acceptant certaines notions de "sommets de discussions" à style néo-corporatiste, on veut atteindre ce que le ministre délégué au Développement économique appelait un "consensus fondamental sur le futur développement du Québec".⁴⁵ On se trouve cependant à agir avec l'autre aile idéologique du parti, aile des origines technocratiques, hommes qui, pouvant stimuler le

44 Comme l'illustrent les voyages "pacifiques" de Messieurs Lévesque, Parizeau, Bérubé, aux États-Unis, en 1977.

45 Bernard Landry, tel que cité dans Montreal Gazette, 21 mai 1977.

travail des fonctionnaires en insistant sur les besoins de leur expertise spécialisée, pourront participer et exposer des vues à la fois administratives et techniques.⁴⁶

Mais revenons aux sommets eux-mêmes et aux efforts néo-corporatistes en général. Même si aucun n'eût lieu sur la "grosse industrie"!

Deux grands sommets économiques - l'un à Pointe-au-Pic, l'autre à Montebello - ont vu le jour. Les autres sommets ont réuni des dirigeants d'intérêt "fonctionnel", c'est-à-dire représentant des fonctions sociales bien précises, de l'industrie de la chaussure aux pêcheries par exemple. Les décisions découlant de ces discussions n'ont pas semblé faire la manchette des médias. Il s'avère même parfois difficile de connaître, par des conversations, avec les dirigeants et les

46 Il n'y a rien comme un ex-haut-fonctionnaire pour flatter l'ego d'un technocrate en place en insistant sur son apport passé aux mises sur pied de programmes importants. Et comme nous le signalions à l'ACFAS, en 1978, "exposer les vues du gouvernement dans un jargon d'universitaires", cela fait chic. Cela fait "petit-bourgeois", pour parler comme les adeptes de "l'émancipation nationale", ou encore tout simplement, de la "question nationale". Écoutons Gilles Bourque et Anne Légaré:

"Sans être un parti petit-bourgeois, le Parti Québécois trouve des alliés enthousiastes dans les fractions privilégiées de la nouvelle petite bourgeoisie. Son personnel politique est en fait majoritairement constitué par des petits-bourgeois salariés (enseignants, professionnels, techniciens). La question nationale touche particulièrement la petite bourgeoisie. Cette dernière tient, en effet, une place importante dans la reproduction, et principalement, dans les appareils idéologiques..."

(Gilles Bourque et Anne Légaré, Le Québec, la question nationale, op. cit., p. 210.)

déclarations des ministres du gouvernement québécois, la véritable portée et l'importance des sommets tripartites sur le processus décisionnel et la mise en place de programmes précis.⁴⁷

Pourtant, lors du sommet de Montebello, le professeur Léon Dion, invité à titre d'une des "ressources à la présidence", admet qu'il s'agit de son premier sommet tout en affirmant le point très important suivant:

"Les sommets ont, sans aucun doute, contribué à alléger l'atmosphère, non seulement ici autour de cette table, mais dans la société québécoise dans son ensemble qui a pu entendre et voir une partie, sinon la totalité de nos délibérations. On aurait l'impression, en entendant l'énumération des actions consécutives à ces mini-sommets, que toute l'action gouvernementale a été en quelque sorte alimentée, sinon provoquée par ces sommets. Je suppose que tel n'est pas le cas tout à fait. Je constate cet après-midi encore une immense bonne volonté évidente chez chacune des expressions qui sont survenues le plus souvent, c'était l'ouverture d'esprit, non seulement du côté patronal, mais également du côté syndical..." 48

47 Au cours d'une conversation personnelle avec le ministre Landry, lors du lancement de deux numéros thématiques de la Revue Critère, à Montréal, à la fin d'avril 1980, à un mois du référendum, ce dernier nous confiait qu'il n'était "pas facile de mesurer l'impact des déclarations, désirs et attentes des participants aux sommets, mais chose certaine, ils sont entendus, nous les écoutons et nous sommes intéressés à avoir les meilleures décisions. Et comme ils sont intéressés à avoir, eux, avec leur expérience différente de la nôtre de bons programmes, eh bien! pourquoi ne pas mettre les chances de notre côté?"

48 . Secrétariat permanent des conférences socio-économiques, Conférence au sommet de Montebello; Rapport des délibérations, 2^e trimestre 1979, p. 69.

Il est cependant intéressant d'entendre le président de la Centrale des syndicats nationaux, Norbert Rodrigue, demander constamment que l'Etat intervienne, d'abord pour le "droit fondamental à l'exercice syndical"⁴⁹, puis "pour être le moteur sur le plan du développement économique"⁵⁰, en outre "pour le plein emploi, avec notre argent"⁵¹, et enfin, pour "créer une caisse de stabilisation de l'emploi qui aurait des mandats", eu égard aux mises à pied, aux fermetures d'usine ou encore à l'équilibre à établir au point de vue de la main-d'oeuvre provinciale.⁵² Etonnant que l'on s'en remette tant à l'Etat, alors que celui-ci veut l'aide des "concertés". Et surtout, aux moments mêmes où l'on accuse l'Etat canadien d'être trop "intervenu et d'avoir trop dépensé".⁵³

Les partenaires aux sommets se voient néanmoins - et tout à coup - avec la réalité d'une nécessité de collaboration. Un schéma simpliste a d'ailleurs servi à montrer aux syndicats,

49 Ibid., p. 231.

50 Ibid., p. 221.

51 Ibid., p. 197.

52 Ibid., p. 126.

53 "Dans ce sens-là, de lancer encore Norbert Rodrigue, si Ottawa, pour le Canada, nous a placés dans la situation économique où on est actuellement, parce qu'il est intervenu au plan des dépenses publiques, on considère que ce n'est pas en remettant à l'entreprise privée, qui manque de projets, tous les secteurs sur le plan économique, qu'on va corriger notre situation..."

Ibid., p. 197. (En fait de jugement à la haché, on ne fait guère mieux!)

par exemple, que leur "pouvoir de négociation reposait avant tout sur leur capacité d'incommoder les citoyens qui ont contribué à faire élire les hommes publics avec qui ils négocient"⁵⁴, et qu'il était peut-être temps d'instaurer un "équilibre entre les secteurs".⁵⁵

Or, comme nous l'indiquons sur notre schéma, les contrôles inter-fonctionnels doivent se faire au grand jour et remplacer la possibilité d'une pression d'un secteur sur l'autre. A cet égard, le président de la Centrale des enseignants du Québec (C.E.Q.) s'est opposé violemment aux règles du huis-clos "lors de la prise de décision en secret, accrocs permanents à la démocratie".⁵⁶ Le premier ministre Lévesque, dans son allocution d'ouverture, donnait toutefois une réponse assez subtile à ce sujet. Proposant un deuxième schéma - notre deuxième graphique - il a cherché à légitimer l'action "englobante" des discussions amicales. "Quant à l'Etat lui-même, lança-t-il, il se prépare déjà à mettre toutes les cartes essentielles sur la table... pour qu'on puisse les examiner ensemble en pleine lumière... parce que nous avons à payer collectivement".⁵⁷ Si l'on paie collectivement, pourquoi pas une "maison collective"?

54 Le travail, point de vue sur notre réalité, document de travail no. 1, pour le sommet économique du Québec, l'Editeur officiel du Québec, mai 1977, p. 13.

55 Ibid., p. 17.

56 Rapport sur le sommet économique, no. 4, l'Editeur officiel du Québec, mai 1977, p. 94.

57 Ibid., p. 17.

TABEAU 8-3

AFFRONTEMENT VS COOPERATION

1) Actuellement

2) Schéma proposé

Dans une récente thèse de maîtrise, à l'Université Carleton, Brian Tanguay voulut prouver que les plans du P.Q. "pour une action concertée" n'étaient rien d'autre qu'un statu quo déguisé, une sorte de "window-dressing corporatism"⁵⁸, expression tirée d'un livre de Stephen Cohen sur le modèle de plani-

58 Tanguay, Brian, The Parti Québécois and the Ideology of Liberal Corporatism, thèse de maîtrise, Carleton University, Ottawa, 1980, p. 2.

fication.⁵⁹ Tanguay a bien raison de distinguer modèles corporatistes et modèles fascistes. Cependant, nous devons nous dissocier de deux de ces avancés. D'abord, qu'il n'y a pas de corporatisme qu'avec ces quatre caractéristiques (haut degré de collaboration entre les groupes; surtout, secundo, les représentants du travail et du capital; en outre, le contrôle de l'Etat dans l'institutionnalisation; enfin, non-abolition du Parlement élu)⁶⁰; ensuite que la restrainte dans les demandes salariales des syndiqués n'est pas uniquement une sorte d'artifice visant à cacher une idéologie de corpo-

59 . Cohen, Stephen, Modern Capitalist Planning: The French Model, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1969, pp. 31-34.

Voici la citation utilisée:

"Should participation come to anything at all - and there is a good chance that it will come to absolutely nothing - it is likely to result in purely window-dressing corporatism. For no matter what form the new councils, committees and assemblies take, the present holders of economic power are not prepared to turn over important areas of decision-making to them. A serious shift of power over economic decisions implies a risk of reducing productivity, and neither the Government, nor the business groups see any compelling need to run such a risk..."

60 Ce sont les quatre caractéristiques données par Brian Tanguay (op. cit., pp. 18-23). Nous avons déjà fait les distinctions entre "corporatisme libéral" et "néo-corporatisme" (voir plus haut, pp. 67-70).

Rappelons, pour le moment, que ces quatre caractéristiques, à supposer qu'elles soient valables (et nous avons déjà fait un autre choix par la sélection de nos trois critères, e.g. représentation, institutionnalisation et détermination conjointe), représentent quelque chose de fondamentalement différent du fonctionnement du pluralisme libéral, et, à ce titre, sont davantage que du "camouflage" corporatiste.

ratisme libéral, mais aussi un moyen de mieux planifier l'économie, enrayer l'inflation (encore que les motivations des politiciens en ce sens soient disparates) et stabiliser le climat social sans coercition.⁶¹

Essayons d'illustrer cela davantage par référence aux sommets tripartites eux-mêmes.

Lors du sommet de Pointe-au-Pic, les représentants syndicaux avaient fait savoir qu'il était temps qu'on ait une "vraie loi sur la santé et la sécurité du travail."⁶² Le projet de loi no. 17 porta ce nom, dès qu'il fut déposé, le 20 juin 1979. Le parrain du projet en fut M. Pierre Marois. "Cette loi, de nous dire le répertoire législatif, a pour objet d'établir les mécanismes de participation des travailleurs et des employeurs à l'élimination des causes d'accidents

61 Etonnant d'ailleurs que nous en sommes à défendre le P.Q. à ce sujet. Mais ses objectifs de "bon gouvernement" nous semblent quand même assez "purs".

De dire Tanguay:

"These are facets of the "official" ideology of liberal corporatism used by assorted social democratic, left-leaning, and liberal reformist governments in an attempt to secure trade union acquiescence in policies of wage restraints..." (op. cit., p. 24.)

62 Texte de l'intervention de Louis Laberge, président de la F.T.Q., Le rapport; le sommet économique, op. cit., p. 23.

du travail et des maladies professionnelles."⁶³ La Commission de la santé et de la sécurité du travail remplaça donc celle des accidents du travail du Québec et permit la représentation égale des travailleurs et des employeurs. Or, le 4 novembre 1980, moins de dix mois après la promulgation de la loi, on songeait à permettre la création de tels comités paritaires "dans les entreprises de chaque secteur industriel du Québec."⁶⁴

Au cours du même sommet, on parla des briseurs de grève.⁶⁵ D'ailleurs, avant même que ne débute le sommet, le ministre Landry disait qu'il "ne s'agissait plus d'un simple échange de points de vue, mais d'un échange de points de vue entre les divers agents de l'économie vers une recherche de consensus d'où pourrait émerger un nouveau scénario de développement pour l'ensemble de la province."⁶⁶ Or, une fois la loi 45

63 Assemblée nationale du Québec, Répertoire législatif, 1979, projet de loi no. 17, chapitre 63, pp. 22-25. Elle entra en vigueur, le 10 janvier 1980, modifiant de la sorte plus de vingt lois, dont celles des accidents de travail, sur l'assurance-maladie, sur le Barreau et sur les relations de travail dans l'industrie de la construction.

64 Provost, Gilles, "Les comités paritaires de santé et de sécurité du travail pourraient être étendus à tous les secteurs industriels", Le Devoir, 4 novembre 1980, p. 5. Originellement, cinq secteurs étaient prioritaires: le bâtiment et les travaux publics, l'industrie chimique, la forêt, les mines et carrières ainsi que les produits métalliques.

65 Remarques de Michel Bourdon, Le rapport; le sommet économique, op. cit., p. 86. "S'il y a encore des scabs, il y aura encore de la violence..."

66 Latouche, Daniel, "Quel sommet?", Montréal-Matin, 19 mai 1977, p. 10.

(sur les relations de travail) adoptée, on s'aperçut que l'Etat lui-même se plaçait "dans la position, comme tout autre employeur, de ne pouvoir recourir à d'autres personnes que les syndiqués exerçant leur droit de grève."⁶⁷ Intéressant, n'est-ce pas, pour un Etat qui ne désire, comme le soulignait Tanguay, "que gérer l'expertise et l'information que pour son propre bien, jamais pour les travailleurs organisés."⁶⁸

A ce sujet, les mots de René Lévesque, traçant un bilan des dix premières conférences, sont probants à plus d'un titre:

"Bref, une conférence socio-économique reconnaît au départ, qu'entre les agents, il existe des intérêts divergents, voire opposés. Une conférence n'a pas pour but de supprimer ces divergences, mais de rechercher les points de convergence possibles sur un ensemble de solutions où tous pourraient y trouver des avantages. La perspective à plus ou moins long terme, est d'en arriver à une acceptation du partage des responsabilités dans le développement social et économique du Québec, et à des actions multipartites définies entre les différents partenaires..."⁶⁹

Or, les sommets multipartites dont il est question ici ont tellement "rapproché les partenaires" que certains techno-

67 Voir René Doucet, "Le projet de loi 45 et les relations de travail: des dispositions incomplètes sur la retenue syndicale obligatoire et l'embauche de briseurs de grève", Le Devoir, 16 novembre 1977, p. 5.

68 Tanguay, Brian, op. cit., p. 25.

69 Ministère du Conseil exécutif, Secrétariat permanent des conférences socio-économiques, Le bilan des conférences socio-économiques du Québec, de mai 1977 à décembre 1978, mars 1979, p. 7.

crates en ont eu le souffle coupé. Un exemple criant: la conférence sur l'industrie des pêches maritimes, à Gaspé, les 28 et 29 avril 1978. L'un des engagements négociés eut pour impact de provoquer, selon les vœux des participants, dont la représentativité sectorielle fut quand même remarquable (voir le tableau 8-4), le déménagement de la Direction générale des pêches maritimes, de Québec à Gaspé. Deux semaines après le sommet, le Conseil des ministres formait le groupe de travail sur la décentralisation et un Comité directeur. La déconcentration administrative - c'est cela dont il s'agit - fut complète, à la fin de 1980, même si l'on établissait aussi trois bureaux régionaux.⁷⁰ La façade néo-corporatiste eut été consacrée, si le gouvernement avait écouté les technocrates qui étaient réticents à s'en aller "en campagne".⁷¹ Malgré leurs craintes et leurs réticences, le P.Q. se laissa aller à la déconcentration, d'autant plus que cela cadrerait bien avec sa "politique théorique" de décentralisation administrative. Et plutôt que de mettre en péril une décision unanime d'un sommet, on affronta plutôt le mécontentement de fonctionnaires, l'une des ailes composant la clientèle (et probablement le membership) du parti. De toute façon, les stratèges des confé-

70 Gaspé, Cap-aux-Meules, La Tabatière.

71 Le Devoir, 1er mai 1978.

TABEAU 8-4

REPARTITION DES AGENTS SOCIO-ECONOMIQUES INVITES A

LA CONFERENCE SUR L'INDUSTRIE DES PECHES MARITIMES, SELON LA PROVENANCE

Secteur	<u>Participants</u>		<u>Observateurs</u>		<u>Total</u>	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Gouvernement						
Québec	2	3.2	22	52.4	24	22.8
Municipalités	1	1.6	2	4.8	3	2.9
Autres*			5	11.9	5	4.8
Syndical	21	33.3	4	9.5	25	23.8
Patronal	24	38.0	3	7.1	27	25.7
Coopération	11	17.5	1	2.4	12	11.4
Consommation	2	3.2	1	2.4	3	2.9
Parapublic	2	3.2	4	9.5	6	5.7
Total	63	100.0	42	100.0	105	100.0

*Comprend un représentant du fédéral, de la Nouvelle-Ecosse, du Nouveau-Brunswick, de l'Ile-du-Prince-Edouard et de Terre-Neuve.

Source: "La conférence sur l'industrie des pêches maritimes", dans Le bilan des conférences..., op. cit., p. 64.

rences multipartites et sectorielles ont dû rappeler aux dirigeants du gouvernement qu'il fallait "montrer des résultats aux sommets, des vrais."⁷²

72 "On a l'impression très nette, disions-nous déjà, que les dirigeants péquistes misent beaucoup sur de tels résultats..." (voir "Les tendances néo-corporatistes...", op. cit., p. 17). Auparavant, nous avons utilisé l'analogie du "spill-over effect", de la façon suivante: "Les spécialistes de l'intégration économique et politique, comme ceux étudiant l'intégration économique et politique de l'Europe de l'Ouest, parlent du "spill-over effect", c'est-à-dire la croyance pleine d'espoir que les succès mitigés ou réels dans certains domaines, comme la pollution par exemple, entraîneront d'autres succès dans d'autres domaines, du seul fait des échanges d'opinions nombreuses entre agents politiques, économiques et sociaux..." (*Ibidem*). Nous donnions comme référence The Uniting of Europe: Political, Social and Economic Forces, de Ernst Haas, Stanford, California, Stanford University Press, 1978.

L'un des résultats les plus visibles de la réalisation d'efforts concertés est certes celui mis en marche le 21 octobre 1977, appelé Programme de stimulation de l'économie et de soutien de l'emploi, identifié plus tard par l'appellation O.S.E. (Opération Solidarité Economique). Un comité gouvernemental des priorités "assume la responsabilité générale du programme, sous la présidence du ministre d'Etat au développement économique."⁷³ O.S.E. n'avait d'autre objectif que de regrouper les programmes de stimulation de l'économie et de soutien de l'emploi en cinq volets (commerce et industrie, habitation, les travaux gouvernementaux, les projets communautaires et la concertation) tout en étant le "reflet de l'effort conjugué par tous les agents du progrès économique des Québécois."⁷⁴

Or, O.S.E. constitue un programme global voué, à plus d'un titre, à aider la petite et la moyenne entreprise (P.M.E.).⁷⁵ Les P.M.E., c'est comme une sorte de "communauté"

73 Revue O.S.E., vol. 1, no. 1, septembre 1978, p. 5.

Le gouvernement s'engageait à défrayer \$250 millions sur les \$470 du programme, le reste provenant "des autres partenaires économiques, soit du gouvernement fédéral, des municipalités, de l'entreprise privée, des agriculteurs et des groupes socio-économiques de citoyens." La conception des projets impliquait 10 ministères, de nombreuses sociétés d'Etat, ainsi que des représentants du Conseil du Patronat du Québec et des centrales syndicales importantes. Le premier numéro de la revue avait d'ailleurs une photographie de deux personnages rarement sur la même longueur d'onde, lors du lancement du programme O.S.E.: Jean-Paul Létourneau, de la Chambre de commerce du Québec, Louis Laberge, de la Fédération du travail du Québec (F.T.Q.).

74 Ibid., pp. 4-5.

75 "En 1976, selon les statistiques du ministère canadien de l'Industrie et du Commerce, 97% des 146,364 établissements québécois étaient de taille P.M.E. ..." (O.S.E., vol. 3, no. 6, février-mars 1981, p. 11.)

qui veut faire des choses. D'ailleurs, dans une entrevue qu'il accordait au magazine O.S.E., le ministre d'Etat au Développement social, Pierre Marois, déclarait qu'il "y avait du monde en vie qui n'ont ni les capitaux pour lancer I.T.T., ni les moyens de se payer une batterie de consultants et d'experts, mais qui ont profondément le goût de contribuer au développement de leur coin de pays..."⁷⁶ Et on chercha à les aider, d'une façon "régionale".

Deux autres exemples d'impact des conférences doivent être mentionnés avant de regarder le bilan législatif: les relations Québec-municipalités, le fameux Bâtir le Québec.

Lors du sommet Québec-municipalités, à Québec, les 9, 10 et 11 juin 1978, les participants devaient chercher un nouveau modus vivendi en ce qui a trait à un nouveau partage des pouvoirs, à une revalorisation du pouvoir local, à une réforme de la fiscalité et à l'accès des citoyens à l'information municipale. Or, non seulement le gouvernement accepta-t-il le

76 De dire encore Pierre Marois:

"Il s'agit en fait du premier programme gouvernemental décentralisé dans son administration, qui donne aux fonctionnaires régionaux le pouvoir de prendre des décisions à partir d'un corridor extrêmement large et d'un nombre de critères très limité, ainsi que le pouvoir de débloquer des fonds publics pour soutenir les initiatives du milieu, sans qu'il soit nécessaire d'obtenir l'accord du ministre ou d'une armée de fonctionnaires à Québec..."

(O.S.E., vol. 2, no. 2, septembre 1979, p. 24.)

principe du transfert du champ de l'impôt foncier scolaire normalisé au profit des municipalités, mais encore créa-t-on un comité conjoint (gouvernement, municipalités et conseils de comtés) chargé d'examiner les diverses dimensions de la décentralisation. Et ce comité déposa son rapport le premier décembre 1978 qui en venait "à un consensus sur la nécessité d'une réforme fiscale".⁷⁷ A noter que le sous-ministre des Affaires municipales travaillait avec quinze représentants du monde municipal. A remarquer aussi que c'est à la demande des municipalités que ce comité, en raison de mésententes sur les modalités d'application, fut créé.

Nous avons dit précédemment, dans nos remarques d'introduction à ce chapitre, que le gouvernement cessa, un an avant le référendum, de convoquer des participants à des conférences multipartites. Si l'on fait exception des six conférences très spécialisées sur l'agriculture (de novembre 1979 à mars 1980), cet énoncé a beaucoup de poids. Or, après le sommet de Montebello, le ministre Landry promettait "une suite logique aux sommets, un programme d'action pour une période de trois à cinq ans."⁷⁸ Bâtir le Québec (sur lequel nous insisterons davantage tantôt) est un document majeur de 523 pages,

77 O.S.E., vol. 1, no. 5, janvier 1979, p. 17.

78 Côté, Françoise, "Suite logique des sommets économiques; Landry promet un programme d'action", Le Devoir, 24 avril 1979.

lancé en octobre 1979, est "tributaire, de l'avis même du même ministre, des efforts de concertation des sommets économiques."⁷⁹ Tellement tributaire que le P.Q. modifiait, dans ce document de planification générale - certains dirent qu'il était vague au possible⁸⁰ - les assises du développement économique pour parler du rôle de l'entreprise, et non pas uniquement de celui du gouvernement.⁸¹

79 O.S.E., vol. 2, no. 3, octobre 1979, p. 13.

80 Cloutier, Laurier, "La Chambre de Commerce qualifie "Bâtir le Québec" d'ambigu et contradictoire", La Presse, 1er novembre 1979.

"Au cours d'une conférence de presse, hier, le président et le directeur général de la Chambre, Guy Desmarais et André Vallerand, se sont demandé par exemple quel document primera comme base du développement économique, Bâtir le Québec, qui dans certains chapitres traite du secteur privé, comme moteur de l'économie et dans d'autres de l'entreprise, tant privée, mixte que publique, ou le Programme officiel du Parti Québécois, édition 1978, qui met l'accent sur l'intervention du secteur public?"

Au lieu de chanter victoire, les représentants de la Chambre ont préféré jouer aux enfants gâtés!

S'ils avaient lu le texte "rassurant" du ministre d'Etat du Développement économique, devant le Cercle canadien, en avril 1979, ils auraient cessé de voir du mauvais partout. Rappelons ces passages du discours de M. Landry:

"Le gouvernement du P.Q., comme seul gouvernement social-démocrate (sic) sur le continent nord-américain, ce qui constitue en soi un paradoxe, n'est pas un Etat interventionniste de façon agressive, mais plutôt un Etat qui se mêlera sans égard d'aucune idéologie de ce qui ne marchera pas... Si l'Etat n'était pas intervenu (au début des années '60), notre niveau de vie ne serait pas ce qu'il est... Mais justement parce que cette période de dépenses publiques ne peut continuer, il faut maintenant que l'Etat agisse de façon différente en matière économique. Le gouvernement n'a pas l'intention de se substituer à l'entreprise privée, à moins que celle-ci ne soit pas en mesure de remplir les attentes qu'on pourrait avoir à son endroit..." (Le Devoir, 24 avril 1979.)

81 Après avoir lu l'économiste Alfred Cossette demander la tenue d'un sommet sur Montréal, avec deux grands objectifs (créer un climat de concertation propice à l'élaboration d'une stratégie de développement économique, envisager les moyens de mise en oeuvre et cataly-

Il ne s'agit pas de faire l'apologie du gouvernement péquiste et de ses tentatives de sommets sectoriels. Ce que nous disons, en fait, c'est que le P.Q. avait déjà développé, théoriquement, des schèmes néo-corporatistes d'aménagement socio-politique, et qu'en pratique, il voulut assurer une certaine co-gestion de la société québécoise par ces consultations tripartites. Nous ajoutons qu'il a écouté, assez souvent, les doléances des participants. Evidemment, il ne s'agit que de réflexions sur les sommets... et non de jugement global sur les tentatives de néo-corporatisme en général.

Ce que nous voulons souligner ici cependant, c'est l'ardent désir des membres du gouvernement péquiste de rassembler les éléments divergents de la société. Et surtout empêcher que l'affrontement entre les groupes, dans la société québécoise, déstabilise le climat social, comme aux jours du règne de Bourassa. L'une des éminences grises du gouvernement Trudeau pensait-il à ces possibilités quand il dénonça vivement, à Halifax, lors des rencontres organisées par l'institut de

ser les actions des secteurs privé et public dans cette voie), le ministre Landry, après avoir admis que les sommets avaient du bon, dès la fin de 1980, annonçait une grande rencontre multipartite où les interlocuteurs chercheront "un consensus autour des besoins spécifiques de la concentration économique importante que sont la métropole et ses banlieues extra-insulaires..."

Le texte de Cossette: "L'exode des sièges sociaux ne doit pas faire oublier les véritables problèmes", Le Devoir, 3 mai 1979; celui de "l'annonce" du ministre Landry: J.P. Bédard, "Faire jaser les intervenants socio-économiques, c'est très rentable", Journal de Montréal, 11 décembre 1980.

de recherche sur la politique publique, "les pressions des groupes qui polarisent, non pas par les valeurs qu'ils supportent uniquement, mais surtout pas l'exclusion de tout autre point de vue".⁸² Ceci, ajoutait en substance Michael Pitfield, mine le consensus et le compromis si nécessaires à l'administration moderne. C'est à éviter cela que se sont voués les sommets péquistes!⁸³

3. Les législations

Nous avons déjà exprimé l'avis que le gouvernement ne pouvait pas, s'il voulait garder son autonomie, ou plutôt ses désirs de remplir son premier objectif (la souveraineté-association), confronter tous les ennemis de sa cause. Et avant tout, rappelons-le, il devait, dès le 16 novembre 1976, tenter d'administrer, en bon gouvernement. Ou, tout au moins, d'en donner l'apparence!

a) économiques

"L'Etat, avait déjà dit René Lévesque, favorisera intensément l'expansion du secteur coopératif sans lequel notre

82 "Interest Groups Hurting Parliament", Ottawa Citizen, 7 avril 1979.

83 Si le "patron" de M. Pitfield n'avait pas autant de dédain pour toute approche collectiviste (sa nouvelle constitution ne met l'accent, dit-il, que sur l'individu), peut-être pourrions-nous avoir plus souvent des sommets nationaux sur l'économie. Un peu selon la formule des sommets des pays industrialisés!

peuple eut sombré dans l'insignifiance économique à peu près totale."⁸⁴ Or, c'est dans la continuité que se déroulera cette ouverture aux diverses institutions coopératives. Continuité, parce que - nous l'avons vu dans les premières pages de cette longue démonstration - les coopératives ont permis aux citoyens de la belle province, dans certains domaines, de croire en leur "solidarité nationale". On comprend les intentions du P.Q. vis-à-vis les caisses populaires qui pourraient devenir la "banque du Québec" si le mouvement réussit, dans l'intervalle, à contribuer à la popularité de choix collectifs.⁸⁵

L'une des lois importantes, à cet égard, aura été celle constituant la Société de développement coopératif, puis celle la modifiant.⁸⁶ Bien que cette deuxième loi portait de \$500,000 à \$5,000,000 le montant des avances que le ministre des Finances verse annuellement à la Société afin de pourvoir au finan-

84 René Lévesque, La solution, op. cit., p. 27.

85 Etonnant de noter, par exemple, la ferveur péquiste pour les choses du passé. Après avoir fait sortir la statue de Duplessis des boules à mites, voilà que durant la campagne électorale du printemps '81, le parti de René Lévesque promettait l'instauration d'un plan visant à encourager les jeunes couples à "avoir des marmots" s'ils voulaient être éligibles à des subventions pour l'achat de maison. La revanche des berceaux, les efforts de colonisation du curé Labelle et les primes aux familles nombreuses... qui a dit que cela faisait partie de l'histoire?

86 Loi constituant la Société de développement coopératif, 1977, c. 69; Loi modifiant la loi constituant la Société de développement coopératif, 1979, c. 40.

cement de l'aide financière que la Société peut accorder à des entreprises coopératives, rien n'assurait le mouvement coopératif du regroupement si nécessaire pour "mettre fin au fractionnement excessif des fonctions... et une bonne épaisseur de graisse administrative."⁸⁷

Cela s'explique assez facilement. Les dirigeants du mouvement coopératif, comme l'écrit Davidovic, "sont des êtres humains, ayant chacun des sympathies, des opinions, des préférences et des attaches politiques particulières."⁸⁸ Et justement tel fut le cas peut-être parce que le mouvement coopératif attendait de voir consacrer sa place au soleil, en espérant la création d'un Conseil économique et social (C.E.S.) qui, selon Bâtir le Québec, pourrait être l'objectif de concertation rêvée.⁸⁹ Mais, en attendant cette institutionnalisation du "dialogue" socio-économique (où le mouvement coopératif côtoierait les centrales syndicales, le monde des affaires, les organismes de consommateurs,

87 Nadeau, Michel, "Le défi des Caisses populaires", Le Devoir, 16 octobre 1979, p. 13, p. 19. L'auteur de cette analyse donnait aussi un tableau montrant l'actif des "six fédérations (composantes) de caisses d'épargne et de crédit au Québec, au 30 juin 1979", comme suit:

- Fédération de Québec des caisses populaires:	\$ 9 milliards
- Fédération de Montréal des caisses Desjardins	\$686 millions
- Fédération des caisses d'économie:	\$301 millions
- Ligue des caisses d'économie:	\$180 millions
- Fédération des caisses d'établissement:	\$122 millions
- Fédération des caisses d'entraide:	\$ 1 milliard

88 Davidovic, Georges, Vers un monde coopératif, Montréal, Les Editions du Jour, 1975, p. 207.

89 Vennat, Pierre, "Bâtir le Québec ou la tentation de l'indépendance du dimanche", dans Critère, (La recherche du pays, no. 2, le Québec), printemps 1980, no. 28, p. 201.

ainsi que des représentants du gouvernement), la coopération "s'occupait de ses oignons".⁹⁰

Et pourtant, les "ouvertures", au Mouvement coopératif ne s'arrêtèrent pas là. Une loi assez particulière entra en vigueur, le 22 juin 1979, et permettait à la Fédération de Québec des unions régionales des caisses populaires Desjardins de recevoir des dépôts, y compris ceux du gouvernement, d'émettre des obligations ou autres titres de créance, de consentir des prêts, de souscrire à forfait certains titres de créance, ainsi que participer à tout système canadien de compensation et de règlement des instruments de paiement.⁹¹ Quand on ajoute à cette dernière la loi modifiant celle des associations coopératives - et leur permettant de fixer le taux de ristourne des trop-perçus annuels - on se rend compte que le "préjugé favorable" pour le coopératisme est passé de la puissance à l'acte.⁹²

90 Après une longue série de reportages sur les ondes du réseau TVA, et faisant état des conflits d'intérêt et de problèmes de caisses déficitaires, le ministre des Finances, Jacques Parizeau, crut bon de garantir, par le biais de la Régie de l'assurance-dépôt, "plusieurs dizaines de millions de dollars, parce que les caisses d'entraide économique sont rentables". Rappelons d'ailleurs que les caisses d'entraide sont vouées à deux objectifs qui s'apparentent bien à ceux du P.Q.: développement régional et aide à la petite et moyenne entreprise. Voir Le Droit, 3 juin 1981, p. 37.

91 Loi modifiant la loi concernant la Fédération de Québec des unions régionales des caisses populaires Desjardins, 1979, c. 46 (projet de loi no. 196).

92 Loi modifiant la loi des associations coopératives, 1979, c. 6 (modifiant celle des statuts refondus, 1964, c. 292).

Notons aussi que le débat sur les comptes économiques - entre le fédéral et les autorités péquistes - une fois écarté, parce qu'on s'aperçut que c'était ni plus ni moins qu'une consécration d'un dialogue de sourds, on put s'occuper à faire des choses "à l'intérieur du système".⁹³ Et d'ailleurs, comme le dit l'économiste René Fortin, président de l'Association des économistes québécois, en guise de conclusion au deuxième congrès de l'organisme, et portant sur "l'économie et l'indépendance", l'économique "est devenue la nouvelle religion avec ses gourous et ses fétiches; ... les économistes en disent peu, mais laissent sous-entendre qu'ils en savent beaucoup et dans un jargon suffisamment incompréhensible pour entretenir l'illusion."⁹⁴

Les dirigeants péquistes, après avoir décrié les dépenses éhontées du "projet du siècle" (la Baie James) du gouver-

93 "Commentaires", ministère de l'Industrie et du Commerce (Rodrigue Tremblay), Comptes économiques du Québec et sur les revenus et dépenses de l'administration fédérale au Québec (mars 1977); Observations préliminaires sur les comptes économiques du Québec, groupe de coordination sur l'unité nationale, dirigé par Paul Tellier (avril 1977).

94 Fortin, René, "Les économistes québécois: comptables ou prophètes?", dans Economie et indépendance, (textes du Congrès des économistes québécois, avril 1977), Montréal, Editions Quinze, collection "Economie et développement", 1977, p. 301 (les nombreux textes de ce recueil furent colligés et présentés par Luc-Normand Tellier, vice-président de l'Association, et directeur du Rassemblement en études urbaines de l'U.Q.A.M.).

nement Bourassa, réalisèrent, par un retour des choses, que le Québec aurait besoin de bons programmes énergétiques. En célébrant d'ailleurs le parachèvement des premières phases, le gouvernement donna le pouvoir à la Société d'énergie de la Baie James de "conclure des ententes avec la Régie des installations olympiques aux fins de parachèvement du stade", ce qui évidemment donnait au ministre Claude Charron une certaine crédibilité dans ce projet qui avait déjà taxé suffisamment les Montréalais.⁹⁵ Car la Société de la Baie James, à temps dans ses travaux, était populaire, malgré le rapport Cliche, chez les citoyens du Québec. Rappelons aussi que, l'année précédente, le gouvernement réglait sans coup férir la question des services et des conditions de travail à l'Hydro-Québec, par la loi 88, lue, adoptée et entrée en vigueur la même journée.⁹⁶

Or, un an après, presque jour pour jour, toujours dans le domaine énergétique, le gouvernement flattait les sentiments de fierté des Québécois en donnant à la Société québécoise d'initiatives pétrolières la permission "de rentabiliser, d'acheter, d'importer, de transporter, de faire raffiner,

95 Loi no. 15, chapitre 36, p. 18, Répertoire législatif de l'Assemblée nationale du Québec, 1980 ("loi modifiant la loi sur l'Hydro-Québec"). Robert Bourassa reçut d'ailleurs, aux célébrations du plus "gros chantier" du monde, un accueil triomphal! «Comme la gloire est éphémère...

96 Loi no. 88, chapitre 62, 18 décembre 1979 ("loi assurant le maintien des services d'électricité et prévoyant les conditions de travail des salariés d'Hydro-Québec").

de commercialiser ou de vendre des hydrocarbures."⁹⁷ Au moment où l'on venait de défaire un gouvernement national sur une hausse dite "inacceptable" du prix de l'essence, cette loi était "vendue" aux Québécois en leur faisant croire qu'un jour, la belle province, sur le plan énergétique, aurait son tour.

Le gouvernement répondait donc, à certains égards, aux désirs des participants des sommets économiques. D'ailleurs, les lois évoquées ici pour le mouvement coopératif n'ouvraient-elles pas la voie à la mutualité des intérêts dont avait parlé Alfred Rouleau, le président du Mouvement Desjardins, à Pointe-au-Pic?⁹⁸ Et le premier ministre lui-même, avouant que "l'Etat n'est pas une panacée" déclara, lors du même sommet, que l'Etat devait tout de même intervenir, "directement ou par les sociétés d'Etat, dans les secteurs stratégiques ou mal desservis."⁹⁹

97 Loi no. 2, chapitre 27, 19 décembre 1980 ("loi modifiant la loi sur la Société québécoise d'initiatives pétrolières).

98 "Je dis que si les organisations ou les partis politiques, dans une société, de par leur attitude, maintiennent, et je mets le mouvement coopératif là-dedans, la division entre les groupes, je pense qu'à ce moment-là, nous ne servons pas l'intérêt de l'ensemble de la collectivité et des citoyens..." Un discours qui aurait pu venir de la bouche de René Lévesque tout autant que de celle de M. Rouleau... (Rapport 4; Le sommet économique, mai 1977, p. 30.)

99 Ibid., p. 114.

Insistons encore sur d'autres exemples à ce sujet.

Trois sociétés d'Etat sont assez connues, au Québec: la Société générale de financement (S.G.F.), la Sidérurgie du Québec (Sidbec) et la Société des alcools (S.A.Q.). Au sujet de la dernière qui faisait déjà des profits importants, le gouvernement péquiste décida, et cela pour répondre aux désirs de propriétaires de petites et moyennes entreprises, de permettre la vente des vins de la Société, chez les petits commerçants. Les résultats - on le conçoit aisément - furent étincelants: on vendit plus de vins embouteillés au Québec et on flattait l'esprit des "dépanneurs" qui y virent une petite mine d'or.¹⁰⁰ Pour sa part, Sidbec reçut, par législation,

100 Deux choses à ajouter: d'abord, les consommateurs ne s'opposent pas aux prix légèrement supérieurs, en raison du service rendu, les "dépanneurs" étant ouverts jusqu'à très tard en soirée; ensuite, le gouvernement se trouvait à écouter et son ministre récalcitrant, Rodrigue Tremblay et les dirigeants des P.M.E. québécoises. Voir à ce sujet: Rodrigue Tremblay, Le Québec en crise, Montréal, Les Éditions Sélect, 1981, p. 92, et la déclaration de M. Jean-Guy Parent, lors du sommet de Pointe-au-Pic (Rapport 4, op. cit., p. 103).

L'ex-ministre de l'Industrie et du Commerce, qui réclame l'idée de cette vente de vins comme étant sienne, estime que "les 9,500 épiceries indépendantes virent leur achalandage consolidé et leurs chiffres d'affaires s'accroître subitement de \$100 millions par année..." Quand à M. Parent, président de Visbec, il dira, devant tout le monde, que le gouvernement a effectivement mis de l'eau dans son vin (sans jeu de mots). "Le 11 février, lorsqu'on s'est rencontré lors d'un colloque, c'était une rencontre gouvernementale avec des dirigeants de la petite et moyenne entreprise, au sortir d'une journée complète avec trois ministres, et vous-même, Monsieur le premier ministre, cela a été très positif. Je dois dire, ajouta M. Parent, que depuis de temps-là, il y a beaucoup de suites, c'est très encourageant..."

une aide subsidiaire de l'Etat québécois - et du ministre des Finances surtout - puisqu'elle était autorisée à augmenter son "capital-actions de \$300 millions" et qu'elle voyait "l'acquittement complet de \$15 millions d'actions à dividende différé" par le ministre des Finances.¹⁰¹ Les émules des arguments déjà vus de Norbert Rodrigue, de la C.S.N., devaient être contents. Enfin, en ce qui a trait à la S.G.F., une autre loi d'aide lui accordera un "fonds social de \$265 millions" pour 1980-1981, puis une somme additionnelle de \$5 millions pour 1981, et de \$10 millions pour chacune des années civiles 1982 et 1983.¹⁰²

En concluant les délibérations du premier sommet économique, le premier ministre lança: "Nous, on croit, on l'a dit, il faut une politique de l'amiante dont les modalités sont en train de s'ajuster comme hypothèse de travail au gouvernement et ce qu'on appelle un task force travaille là-dessus."¹⁰³ Or, la décision du Québec d'étatiser les opérations de l'Asbestos Corporation, bien qu'elle ne pouvait plaire aux investisseurs américains, comme l'indiquait d'ailleurs le délégué

101 Loi no. 73, chapitre 82, 21 décembre 1979 ("loi modifiant la loi sur l'établissement par Sidbec d'un complexe sidérurgique intégré"). Voir aussi La Presse, 29 mai 1979, "Il faudra encore investir des centaines de millions dans Sidbec", p. B-1.

102 Loi no. 14, chapitre 35, 19 décembre 1980 ("loi modifiant la loi sur la Société générale de financement du Québec").

103 Rapport 4; le sommet économique, op. cit., p. 98.

permanent du Québec à Los Angeles, fut trouvée "constitutionnelle" par la Cour supérieure du Québec.¹⁰⁴ Et les syndicats applaudirent la décision.

A la demande des dirigeants d'entreprise cependant, la Société de développement industriel (S.D.I.) triplera les sommes consacrées à son programme d'aide et de financement des petites entreprises manufacturières.¹⁰⁵ Or, ce qu'il convient de noter ici, c'est l'aide "aux deux bords", comme on dit au Québec, de telle sorte que le gouvernement péquiste pourra se targuer, durant la campagne électorale 1981, d'avoir "gouverné pour la collectivité".¹⁰⁶

La question de la fiscalité municipale fit l'objet d'un grand sommet sectoriel, consacré aussi à discuter les diverses

104 Voir la Loi 121, chapitre 44, 22 juin 1979, qui établissait la teneur du conseil d'arbitrage chargé d'établir l'indemnité-compensation pour les biens expropriés. Voir aussi Le Devoir, 22 novembre 1979, "Les milieux d'affaires américains craignent davantage le "socialisme" du P.Q. que son projet de souveraineté", p. 24.

105 De dire Bertin Nadeau, du Centre des dirigeants d'entreprise, au sommet de Montebello: "Il va sans dire que les entreprises et les syndicats auront aussi avantage à apporter une attention croissante à la gestion des ressources humaines et à la qualité de la vie au travail afin de changer les attitudes et les comportements à l'égard de la productivité..." (Conférence au sommet de Montebello, Rapport, op. cit., p. 76).

Quand à l'aide de la S.D.I., elle aura collaboré à la "bonne performance" des investissements manufacturiers au Québec, en 1978, qui augmentèrent de 18.7% (voir "La S.D.I. a plus que triplé son aide à la petite entreprise", Le Devoir, 20 juin 1979).

106 La Presse, 11 avril 1981, éditorial de Roger Lemelin, "Pour le Parti libéral", p. A-6.

propositions des "livres blancs" du gouvernement concernant la démocratie locale.¹⁰⁷

Or, deux choses à mentionner ici: d'abord, outre la création elle-même du Comité Québec-Municipalités, dont nous avons déjà mentionné l'existence, le ministère, après avoir proposé qu'un petit pourcentage du revenu de l'impôt foncier soit laissé aux commissions scolaires, préfère écouter intégralement la recommandation (que l'impôt foncier soit attribué entièrement aux administrations municipales) du dit comité¹⁰⁸; ensuite, comme les communautés urbaines, tout comme les commissions scolaires, ne peuvent avoir de pouvoir de taxation directe de l'impôt foncier, on recommanda - et ce n'est pas le gouvernement seul qui aurait fait ~~de~~ telle proposition - de taxer à leur pleine valeur tous les immeubles du gouvernement, afin de combler le manque à gagner des communautés.¹⁰⁹

107 La série comprenait 6 fascicule présentés sous le grand titre La revalorisation du pouvoir municipal (A - réforme fiscale: 1-fondements et principes; 2-le projet; B-démocratie: 1-mécanismes électoraux; 2-mécanismes de décision; C-décentralisation: 1-perspective communautaire nouvelle; 2-expériences étrangères). Document de référence préparé par le ministère des Affaires municipales et déposé par le Secrétariat des Conférences socio-économiques à la conférence Québec-Municipalités, Québec, les 9, 10 et 11 juin 1978.

Pour cette partie du traitement, nous ne touchons que les deux fascicules de la réforme fiscale.

108 Duhamel, Alain, "Le rapport Québec-Municipalités: pas de fiscalité autonome pour les communautés", Le Devoir, 22 octobre 1979, p. 3.

109 Loi no. 57, chapitre 72 ("Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives").

Pour tout dire, ce que nous avançons au sujet de ces législations économiques données à titre d'exemple - les coopératives, les sociétés de l'Energie de la Baie James et de l'Hydro-Québec, de SOQUIP, de la S.G.F., de SIDBEC et de la S.A.Q., la nationalisation de l'amiante, la fiscalité municipale - n'est rien d'autre que la constatation suivante: elles furent toutes le résultat d'une recherche de consensus à partir de discussions et d'ententes à tendance néo-corporatiste, ou tout au moins, tout bonnement tripartites.¹¹⁰

b) sociales

Le système social, au Québec, subit comme partout ailleurs, dans les sociétés industrialisées, le processus d'urbanisation, par lequel, en acceptant la définition de George Nader, "des unités territoriales d'organisation humaine deviennent plus complexes et plus inter-dépendantes, entraînant un système social lui-même très complexe."¹¹¹

A cet égard, dès le premier sommet tripartite, le président de l'Union des producteurs agricoles (U.P.A.), demandait

Une remarque importante: cette loi modifiait, selon le Répertoire législatif, 1979, (op. cit.), plus de 35 lois, du code municipal, de la loi sur les cités et villes aux chartes des commissions des écoles catholiques; en passant par les lois sur les fabriques, sur l'expropriation et sur la Commission municipale.

110 Brochu, André, "Le nouveau consensus", Le Devoir, 9 avril 1977. Le romancier Brochu annonçait déjà un "circuit d'idées et de représentations nouveau".

111 Nader, George, Cities of Canada, Toronto, MacMillan, 1975, p. 2.

au nouveau gouvernement de "développer l'agriculture, industrie vitale chez-nous, en garantissant la protection de nos sols."¹¹² L'U.P.A. insistait tellement d'ailleurs dans ses déclarations publiques sur le fait qu'elle collaborerait et offrirait ses services qu'un représentant de ce quasi-syndicat d'agriculteurs dira, à un congrès de l'Association canadienne-française pour l'avancement des sciences, à Sherbrooke, que la loi avait été préparée "par le ministre en collaboration avec l'U.P.A."¹¹³ Or, la loi 90, du ministre Garon, porte sur la protection de "tout le territoire agricole" du grand Québec. Exactement comme l'avait voulu l'U.P.A.¹¹⁴ Les critiques de la loi se feront dire que "l'intérêt collectif du Québec, même si certains agriculteurs, dans des régions périphériques souffrent de la loi, prime tout..."¹¹⁵

112 Couture, Paul, "Intervention au sommet de Pointe-au-Pic", Rapport 4: le sommet économique, op. cit., p. 31.

113 Présentation de Mario Dumais, session "Le développement régional et le pouvoir", mai 1981, Sherbrooke.

D'ailleurs, dans le Rapport de ses activités, 1977-78, l'U.P.A. dira que "ses représentations et pourparlers avec l'Etat ont porté fruits... et on peut croire que nos efforts seront couronnés au cours du prochain exercice..." (Union des producteurs agricoles, Montréal, 1978, p. 6).

114 Le mémoire de l'Union fut présenté au ministre, le 5 décembre 1978, après quoi - s'agit-il d'une démarche normale? - il sera adopté par l'Assemblée plénière du Congrès général de l'U.P.A. Or, deux recommandations fondamentales (no. 4, que la loi du zonage s'applique dès le départ à l'ensemble du territoire, et no. 8, qu'une régie publique provinciale soit créée, composée majoritairement de membres choisis à même une liste soumise par l'association) se retrouveront dans la loi. Qui a couché avec qui? (Union des producteurs agricoles, Orientations et politiques: 1978-79, Montréal, 1978, pp. 16-20).

115 "La loi de la protection du territoire agricole (90) et le développement de l'espace rural dans les régions périphériques: le cas de l'Est du Québec, communication faite au congrès annuel de la société

Ce qu'il nous semble important de rappeler ici, c'est que comme pour le ministre Tardif, dans le cas du projet de loi sur la réforme de la fiscalité, le gouvernement a accepté de préparer de concert avec les corps intermédiaires (qui n'en sont plus en fait, n'est-ce pas?) des lois, à partir d'une concertation qui eut au moins l'avantage de créer une certaine paix sociale.¹¹⁶ Qu'y a-t-il de si dangereux à admettre que ces ententes ont des traits néo-corporatistes?

C'est le 21 décembre 1978 que le ministre chargé de l'Aménagement, Jacques Léonard, dépose le projet de loi 125 sur l'aménagement du territoire et l'urbanisme. Or, la loi confiait aux citoyens, "par le biais des pouvoirs locaux, un meilleur contrôle sur les décisions qui affectent leur milieu de vie".¹¹⁷ L'un des attraits de la loi réside dans la création d'une commission nationale de l'aménagement qui a pour mission de formuler des avis sur la conformité entre les objectifs du schéma d'aménagement, les règlements de zonage et les

québécoise de science politique, par Bernard Vachon, Sherbrooke, 13 mai 1981, p. 18.

"Toutefois, dans les régions agricoles en difficulté, le zonage agricole perd sa raison d'être et peut même contribuer à accélérer le phénomène d'abandon des fermes et l'exode rural... Peut-on admettre qu'une intervention du pouvoir politique vienne contribuer à maintenir par une décision arbitraire, un état d'infériorité économique qui aurait comme conséquence d'accélérer le phénomène de désertification de l'arrière-pays?"

116 Voir Bernard Descôteaux, "Dans son projet de loi sur la réforme de la fiscalité, Tardif se rend aux exigences des municipalités", Le Devoir, 21 novembre 1979.

117 Développement-Québec, revue mensuelle de l'O.P.D.Q., vol. VI, no. 1; janvier 1979, p. 3.

plans d'urbanisme en général. Le ministre, en cherchant à créer aussi des comtés renouvelés, tout en harmonisant ses plans, ou plutôt les plans adoptés, s'inspirait "d'une perspective communautaire nouvelle".¹¹⁸ En pratique, le gouvernement ne peut intervenir, une fois un schéma adopté après consultation, uniquement que pour décréter des zones d'intervention spéciale, les ministères et agences étant liés par ce schéma.

Regardons encore rapidement trois exemples frappants: la régie de l'assurance-maladie, les droits des consommateurs et les modifications aux droits de la famille.

Après avoir défini les modalités de la Société de développement coopératif, le gouvernement péquiste chercha aussi à "encourager la prise en main collective... des besoins en logement... ce qui conduirait ultimement à une implication plus grande des citoyens" dans le logement par exemple.¹¹⁹

118 Ministère du Conseil exécutif, Secrétariat à l'Aménagement et à la décentralisation, La décentralisation: une perspective communautaire nouvelle, (fascicule 1: une vue d'ensemble; fascicule 2: les expériences étrangères), 1977.

119 Voir Hélène Dion, Pour le gouvernement péquiste, le logement - bien social ou bien de consommation?, Ecole de planification et de développement régional, Université d'Ottawa, PLA - 6904, p. 14.

Dans ce texte inédit, l'auteur montre que le P.Q., bien que se disant social-démocrate, a développé, dès les premiers mois de son mandat des "mesures qui constituent des variations sur un thème connu: à chaque classe sociale, son patron d'attribution du logement". C'est un gouvernement, de dire en substance Hélène Dion, qui a fait le choix de conserver le logement "comme un bien de consommation au lieu de le privilégier comme bien social". Elle montre également que, dans la préparation d'une loi sur les habitations - logements coopératifs, des conflits idéologiques entre le mouvement encore

Mais c'est dans le domaine de la protection des consommateurs en général que le gouvernement se montra le plus aux aguets des clients eux-mêmes. Et cela même si les publicistes et spécialistes en marketing se dirent mécontents de la législation. En pratique, en effet, la loi 72 précise la durée normale des garanties, définit le vice caché et réglemente le travail des vendeurs itinérants... mais elle reçoit les foudres des présidents des agences de publicité qui n'aiment pas être régis par des codes d'éthique.¹²⁰ Quoiqu'il en soit, l'Office de la protection du consommateur veille à protéger la population, et surtout ceux qui ne peuvent se défendre comme les enfants.¹²¹ Qui peut s'opposer à cela, même si l'application est difficile?

jeune des "coops" d'habitation (outils de promotion sociale) et le Conseil de la coopération du Québec (outils de promotion économique) ont vu le jour. Or, le gouvernement, en cherchant à sauver la chèvre et le chou, a donné raison aux deux mouvements, mettant en péril une vraie réforme sociale du logement québécois.

120 Voir la loi 72 sur la protection du consommateur et les réactions suscitées: Christiane Isabelle, "Se voulant restrictive, la loi 72 devient permissive", Le Devoir, 27 mai 1980, p. 11.

121 Le Devoir, 29, 30 et 1er mai 1980 (série sur "la nouvelle loi sur la protection du consommateur").

Il s'agit des articles 248 et 249, concernant la publicité destinée aux enfants. La loi précisait qu'au Québec, "nul ne peut faire de la publicité à but commercial destiné à des personnes de moins de 13 ans..."

Dans la même veine, l'une des premières loi de la gouverne péquiste fut certes celle de l'assurance-automobile, comportant deux transformations capitales: "l'étatisation de l'assurance des dommages corporels et la compensation des dommages sans égard à la faute..."¹²²

Mais en plus de hausser le salaire minimum (l'un des plus hauts en Amérique), de publier un livre blanc sur la santé et la sécurité au travail, d'adopter une loi sur la protection de la jeunesse, de fournir un livre vert sur les loisirs, le gouvernement se lança dans une réforme du droit de la famille. Il dut même pour ce faire négliger pour un temps les centres locaux de services communautaires (C.L.S.C.) qui se sentirent sous-utilisés et qui estimèrent à juste titre, "être un moyen de prise en charge du milieu par lui-même".¹²³ Appelée "loi

122 Jobin, Pierre-Gabriel, "Un progrès majeur et opportun: le remplacement de la responsabilité civile par l'assurance-accident", Le Devoir, 26 juillet 1977.

"On devrait se rappeler, à mon avis, que tous les avocats ont reçu une formation qui mettait l'accent sur la responsabilité civile et qu'un grand nombre d'entre eux exercent leur métier en appliquant cette responsabilité dans divers domaines: quoi de plus naturel pour eux que de s'en porter défenseurs!..."

M. Jobin explique évidemment que le conducteur qui a causé un accident n'exécute pas, avant la clause du no-fault, son devoir moral de réparer le tort causé à autrui; c'est son assureur qui le fait. "La personne ayant toute chose", lançait la réclame du ministère. En ce sens-là, la loi créait de facto une seule et même classe - nous allions dire "même corporation" - d'assurés.

123 Fédération des centres locaux de services communautaires du Québec, "La sous-utilisation des C.L.S.C.", Le Devoir, 18-19 avril 1979.

"Si l'on considère la performance des C.L.S.C. jusqu'ici, les alliances qu'ils ont nouées avec les populations locales, les nouvelles fonctions qu'ils exercent dans les régions, nous pouvons affirmer qu'ils constituent une base de départ solide pour ces nouveaux chan-

instituant un nouveau code civil et portant réforme du droit de la famille", la loi 89 du ministre Bédard a pour effet, d'établir de nouvelles règles juridiques sur le mariage, le divorce, l'adoption, et de modifier, ou mieux de préciser, légalement l'exercice de l'autorité parentale.¹²⁴ Or, ces préoccupations sociales prévoyaient, dans leur aboutissement pratique, des mécanismes permanents de concertation pour les amendements à apporter aux lois, mais aussi pour leur "intégration" au milieu.

Pas étonnant que le Conseil du patronat qui avait été dur envers les performances sociales et économiques du P.Q., en 1977, se réjouit de voir, à la fin de '80, "les hommes d'affaires satisfaits..."¹²⁵

tiers (décentralisation des unités décisionnelles)..."

On parle évidemment des réformes possibles à partir du schéma du ministre Léonard (La décentralisation: une perspective communautaire nouvelle, op. cit.)

124 Loi no. 89, chapitre 39 ("loi instituant un nouveau code civil et portant réforme du droit de la famille"), sanctionnée le 19 décembre 1980.

125 La Presse, 10 juillet 1980, p. B-1 ("Les hommes d'affaires satisfaits du climat"). Comme le montre le tableau du C.P.Q., tous les climats sont "très bons ou passables", en tout cas, mieux qu'à toute autre époque depuis novembre 1976.

Pourcentage des hommes d'affaires québécois qui trouvent la situation bonne ou passable

<u>Climat</u>	<u>Janv. 77</u>	<u>Juil. 77</u>	<u>Janv. 78</u>	<u>Juil. 78</u>	<u>Janv. 79</u>	<u>Juil. 79</u>	<u>Janv. 80</u>	<u>Juil. 80</u>
Economique	63	36	32	46	69	81	84	82
Social	72	56	61	63	78	74	60	93
Politique	49	29	35	22	44	38	50	78
Mieux qu'au Canada	18	12	15	12	17	24	31	54

Source: Conseil du Patronat du Québec, La Presse, Ibidem.

D'ailleurs, à une démonstration de Pierre-Paul Proulx, économiste, et demandant que les "décisions ne se fassent pas complètement à l'Assemblée nationale", le premier ministre eut cette répartie importante:

"Vous venez de parler de quelque chose qui pourrait éventuellement ressembler... à quelque chose comme un conseil économique et social, par commission ou autrement. On ne demande pas mieux - Dieu sait qu'il faut le faire - que tirer au maximum la richesse, l'expérience, le "know how" qui est dans le milieu. Parce que s'imaginer qu'on est des Jos Connaissant qui vont tout régler seuls à partir du Parlement ou des cabinets ministériels, on sait que cela serait de l'utopie..." 126

Que ce soit donc par la recherche d'établissement de conseils de comté, de la loi sur le zonage agricole (et nous avons quand même abordé ses invités inattendus), des efforts d'aménagement du territoire, ou encore de Régie d'assurance-auto-mobile ou de loi de protection des consommateurs, sans oublier la loi instituant un nouveau code civil et portant réforme au droit de la famille, le gouvernement péquiste a cherché à donner raison - comme pour chacune des factions le composant - à

126 Lévesque, René, Rapport 4: le sommet économique, op. cit., p. 71.

La déclaration de Proulx allait aussi dans le sens suivant: "Ce processus devrait impliquer... l'établissement en vue d'un sommet ultérieur d'une série de commissions sectorielles qui regrouperaient des secteurs qui ont une affinité entre eux en vue de faire ressortir les forces et les faiblesses... pour arriver ultérieurement à une synthèse intersectorielle à la lumière des contraintes financières..." (Ibidem).

des intérêts divergents dans la société québécoise. Or, en légiférant, par rapport aux points de vue parfois contradictoires des sommets, mais en tentant de trouver un consensus social, qui donnerait une certaine stabilité à son "administration politique", le Parti Québécois manifestait des tendances à la concertation néo-corporatiste.

Nous ne disons donc pas que la gouverne des troupes souverainistes était complètement néo-corporatiste, mais que des efforts législatifs d'intégration, de représentation et de détermination conjointe des politiques se dirigeaient vers une concertation, à nature corporatiste. Evidemment, des difficultés survinrent. Regardons-les, avec d'examiner la société à bâtir.¹²⁷

4. Les difficultés pratiques: une et des pierres d'achoppement

Malgré les attrait et les tentatives de pratiques corporatistes, le Parti Québécois rencontre toutes sortes d'écueils dans les diverses orientations de ses programmes. Dont la moindre, évidemment, n'est certes pas celle de se faire dire qu'on pactise avec les ennemis de la cause, de mettre en veil-

127 Nous arriverons ainsi un peu à tenter de voir le point "Oméga" visé par les "péquistes de la concertation" (comme à la Teilhard de Chardin - voir son La place de l'homme dans la nature, Paris, Albin-Michel, 1956), surtout à situer, dans notre grande conclusion, le passage d'un corporatisme "social" à un corporatisme "politique".

leuse la raison d'être du mouvement et de devenir un parti comme les autres.¹²⁸ Ou encore pire, de mettre au rancart la "vraie question nationale".¹²⁹ De dire deux critiques de l'étapisme du P.Q.: "il est regrettable que le Parti Québécois laisse transparaître de sérieuses tendances à s'accaparer la conscience nationale, à s'arroger le droit exclusif de parler au nom du nationalisme québécois, le nationalisme du peuple, le seul majoritaire."¹³⁰

-
- 128 Au dernier conseil national du P.Q., le président du parti, en relançant l'idée de la lutte pour la souveraineté, "idée première et raison d'être", éut ces mots importants qui semblent donner raison aux ardents partisans de l'indépendance avant tout:

"Ce qu'il faut faire à mon humble avis et on aura beaucoup de temps d'ici le congrès du mois de décembre, et là je me permets de dire ça au parti, non aux parlementaires directement, c'est d'être à nouveau un mouvement, en même temps qu'un parti... S'il y a une chose essentielle dans un mouvement, c'est que ça bouge, que ça grouille, que ça pose des gestes, que ça fasse de la propagande au sens légitime du mot; propager; que ça donne le cas échéant des plans d'action, puisque ça s'en occupe. C'est ça un mouvement..."

(Voir "Redevenez un mouvement en même temps qu'un parti", Le Devoir, 17 juin 1981.)

- 129 L'expression "question nationale" est à la mode... mais on la définit rarement, autrement que par l'utilisation des synonymes du genre "émancipation nationale", "libération nationale"... Mascotto et Soucy définissent cependant ses paramètres de la façon suivante:

"C'est dire que la question nationale occupe tout le champ de l'analyse... l'heure n'est cependant pas au bavardage sur la nation stricto sensu, à l'analyse du "fait national", à la radioscopie des oscillations du "sentiment national", ni même à l'autopsie des ingrédients d'une nation qu'on s'acharne tant bien que mal à définir, à circonscrire; tout autre est l'enjeu de la question nationale: développer une théorie politique démocratique, définir les voies d'une nouvelle stratégie de changement social, reconstruire une société politique..."

(Les italiques représentent, dans le texte, une citation de P. Rosanvallon et P. Riveret, Pour une nouvelle culture politique, Paris, Seuil, 1977, p. 73.)

Voir Jacques Mascotto et P.Y. Soucy, Démocratie et nation..., op. cit., p. 15.

- 130 Ibid., p. 221.

Or, ces rapports entre les parlementaires et le "mouvement" dont parle René Lévesque sont peut-être dus à l'aspect laissé volontairement flou entre les statuts "officiels" des élus et les postes au sein de la direction du parti.¹³¹ Et cela est identique pour le néo-corporatisme à tendance social-démocrate, envisagé et pratiqué dans certains domaines par la gouverne péquiste.¹³²

Rappelons derechef que ce ne sont pas tous les "intéressés" des questions débattues lors de sommets, ou encore "invités" à préparer de concert des législations socio-économiques, qui acceptent de monter dans la barque. D'ailleurs, même après la réélection, en entamant le deuxième mandat, le P.Q. se fait dire que le projet de loi 12, amendant la loi de la fonction publique, "fait fausse route".¹³³ Si les syndiqués, ceux-là

131 Voir William Johnson, Globe & Mail, 17 juin 1981.

132 "L'Etat social-démocrate et indépendant du Québec "civilisera" le capitalisme et légiférera en ce sens sur toutes les institutions financières", de commenter Normand Girard au sujet du pas en avant de l'Etat social-démocrate..." et cela implique l'élimination de la discrimination et des inégalités dans les relations humaines, l'abolition de tout privilège de classe, l'accroissement de la qualité de la vie pour les plus démunis et la plus large participation possible de chaque citoyen aux décisions qui le concernent..." (Journal de Montréal, 16 juin 1981).

133 Roberge, Pierre, "Le ministre Marois fait fausse route avec le projet de loi 12" - Louis Laberge, président de la F.T.Q. - Le Droit, 10 juin 1981, p. 17.

L'intégration des inspecteurs du bâtiment, qui dépendaient jusqu'à de l'Office de la construction du Québec, à la Commission de santé et de sécurité au travail, "va à l'encontre de l'absolue nécessité de recruter des travailleurs ayant l'expérience des chantiers", selon M. Laberge.

mêmes qui étaient, ou devraient faire l'objet d'un préjugé favorable, selon les mots de René Lévesque, n'ont jamais voulu perdre leur droit de critique, c'est peut-être dû à la facilité avec laquelle les milieux d'affaires - et les dirigeants des Chambres de commerce et les autorités à la barre du Conseil du patronat - se sont adaptés aux politiques gouvernementales. De lancer Pierre Lortie, président de la Bourse de Montréal, lors d'un colloque sur le "Québec contemporain", à l'Université du Québec à Montréal: "En dépit de la confrontation référendaire, le gouvernement est prêt à tout pour aider les entreprises québécoises à réussir..."¹³⁴

Or, cette sorte d'engouement nouveau, pour la "terre des grands espoirs",¹³⁵ fait beaucoup contraste avec l'attitude du mémoire du Conseil du patronat au premier ministre, le 17 février 1978. On reprochait alors au P.Q. de "s'enchevêtrer dans son modèle économique original" et d'être ainsi un gouvernement qui prépare l'indépendance plutôt qu'un bon gouvernement provincial.¹³⁶ L'harmonie était loin d'exister, dans les premiers mois de la gouverne péquiste, et le dialogue

134 Gigantes, Philippe Deane, "Business Reigns in Québec Today, Lortie Declares", Montreal Gazette, 17 juin 1981, p. 91.

135 Ibidem. "Quebec's new francophones business manager is a typical North American corporate gamesman, Lortie said, and if he seems attached to Quebec, it is because he recognizes that this is presently the land of opportunities..." M. Lortie avait aussi précisé, dans la même communication, que le référendum avait permis "la victoire de l'élite d'affaires québécoise sur la bureaucratie gouvernementale".

136 "Le gouvernement du Québec et la confiance des milieux patronaux", Le Devoir, 18 février 1978.

avait parfois pris les allures d'un dialogue de sourds. Tant et si bien d'ailleurs qu'on s'attaquait de part et d'autre en affirmant que tantôt le P.Q., tantôt le patronat, "par ses interventions politiques, mine la confiance des investisseurs".¹³⁷ D'ailleurs, il est vrai que la participation de beaucoup de patrons au mouvement Québec-Canada, ou encore au "Comité référendaire du non", n'avait rien pour susciter chez les ministres péquistes une gloire sans tache vis-à-vis leurs sommets tripartites. Il a donc fallu un peu de temps pour amadouer le secteur de la grosse entreprise québécoise.

Tel ne fut pas l'attitude de certains syndicats qui n'ont pas à défendre un régime fédéraliste qui leur profite assez bien, comme c'est le cas des patrons, mais qui doivent tout de même satisfaire leurs membres et, dans plusieurs cas, entamer des négociations ardues avec le gouvernement pour le renouvellement des conventions collectives des employés du secteur public. Les dirigeants de la C.S.N. et de la C.E.Q., notamment, ont souvent été très durs envers l'administration péquiste. Soit parce qu'existait un mécontentement découlant d'une perception des sommets comme n'étant qu'un cheminement habituel de consultation dont la nouveauté n'est pas si spéciale.¹³⁸

137 Allen, Patrick, "L'actualité sur le vif", Action nationale, vol. LXVII, no. 8, avril 1978, p. 689.

138 Parfois, les partenaires syndicaux ont l'impression d'assister à des "explications de programmes" ou encore à des "demandes d'appui aux projets gouvernementaux" qui ne vont pas avec la défense des travailleurs. De dire Norbert Rodrigue, à Pointe-au-Pic:

77

OF / DE

Soit parce qu'on croyait que la neutralité des agents de l'Etat était factice.¹³⁹ D'ailleurs, nous soulignons déjà ces difficultés, par les mots suivants, en 1978:

"Pour réussir, le corporatisme social-démocrate du Parti Québécois doit faire asseoir à la même table tous les représentants des différents groupes importants... En un mot, il est important qu'il suscite constamment des discussions et échanges d'idées... Le problème, c'est qu'il a des difficultés, comme tout Etat d'ailleurs, à garder sa neutralité corporatiste..." 140

"Nous n'avons pas pu nous empêcher de constater que nous n'étions pas conviés à préparer ce sommet, que nous n'avons été consultés ni sur les thèmes qui y seront abordés, ni même sur toutes les procédures qui en fixaient le déroulement. Nous décelons, dans cette façon de faire, les traits constants de la politique du Parti Québécois à l'égard des centrales. Vous vous placez théoriquement au-dessus de ceux que vous appelez les acteurs sociaux alors que les forces qui vous dominent sont les mêmes qui dominent l'économie et qui nous dominent..." (Rapport sur le sommet économique, no. 4, op. cit., p. 27).

- 139 Comme nous l'avons vu précédemment, dans notre survol des "années Bourassa", les centrales syndicales ont commencé à attaquer le système économique qui permet, par un Etat complaisant, l'exploitation des travailleurs et les profits excessifs. Voir la nomenclature des manifestes syndicaux, au chapitre précédent. Au sommet de Montebello, la C.S.N. revient à la charge avec certains de ces thèmes, quand elle critique le document de présentation et les données statistiques préparées par le secrétariat permanent des conférences socio-économiques, L'Etat de la situation économique, (op. cit.):

"Les points de vue syndicaux sont écartés tout au long du document, pour faire place aux points de vue patronaux, que ce soit au niveau de l'analyse des problèmes, de l'orientation du développement économique, des changements dans le milieu de travail... (Le document)... met de l'avant des analyses et des propositions d'orientation économiques qui soutiennent la stratégie générale de la classe capitaliste de rentabiliser les entreprises en s'attaquant au pouvoir d'achat des travailleurs, en faisant dégrader encore davantage la vie au travail et en mettant l'économie québécoise au service du grand marché nord-américain..."

(C.S.N., Positions de la C.S.N. au sommet économique de Montebello, 14 et 15 mars 1979, pp. 20-21.)

- 140 Voir notre texte, "Les tendances néo-corporatistes...", op. cit., p. 18.

Evidemment, au sujet de cette contestation de la part des syndicats du rôle objectif de l'Etat (sic), il faut souligner que l'Etat québécois est, comme le Parti Québécois qui utilise souvent l'appellation à son crédit, victime de son rôle en tant que "partenaire politique" des accords potentiels et celui qu'il s'est vu confier, comme patron, d'une fonction publique syndiquée. Or, dans les négociations pour le renouvellement d'une convention collective, avec les enseignants, par exemple, il sera toujours perçu comme "l'autre négociateur". C'est en ce sens que le refus de la C.E.Q. de participer au sommet de Montebello, entre autres, relève davantage de sa perception de se "faire passer un Québec" par le gouvernement qui pourra, sur le dos des syndiqués, convaincre l'opinion publique aux aguets que les agents de l'Etat sont ouverts aux nouvelles idées, mais qu'ils ne disposent pas d'une grosse marge de manoeuvre.¹⁴¹

Une autre difficulté des accords et arrangements corporatistes réside dans le refus quasi-total de la part des dirigeants d'institutionnaliser les mécanismes de concertation. Oh! On a bien créé un secrétariat des conférences et des comités consultatifs ici et là, mais, à tort ou à raison, on a décidé de ne pas créer un corps permanent qui réunirait, périodiquement, les membres des sommets. Il est vrai qu'il y

¹⁴¹ Thellier, Marie-Agnès, "Les syndicats iront-ils au sommet?", Le Devoir, 23 novembre 1978.

a eu des comités qui ont aidé à mettre en marche la réforme des organisations municipales (dont la plus importante est certes celle du financement), mais l'initiative d'un sommet ou d'un programme est laissée à l'administration gouvernementale. Comme le dit le directeur du Secrétariat permanent des conférences socio-économiques:

"C'est le gouvernement qui est le moteur; c'est lui qui convoque, qui prépare et qui organise. Il ne s'agit pas d'une concertation dans laquelle le gouvernement ne serait qu'un des partenaires, mais plutôt d'une consultation-décision dans laquelle le gouvernement est l'hôte et le principal acteur..." 142

Pour défendre cette vue, les technocrates diront, un peu comme Gilles Châtillon lui-même, que "nous n'avons pas encore atteint la concertation", mais que cela "s'explique aisément".¹⁴³ Or, justement, le passage de la "tension Capital-Travail-Etat", comme on l'espère ici, à une "mentalité de responsabilités partagées" ne se fait pas. Nous croyons que c'est justement en raison de cette perception de l'Etat comme (l')autre partie, comme le patron qu'on doit affronter dans des négociations,

142 LaSanté, Michelle, "Les sommets et les conditions du dialogue entre les agents socio-économiques du Québec (Peut-on parler de concertation?)", dans O.S.E., vol. 1, no. 5, janvier 1979, pp. 6-7.

143 Ibid., p. 7. "Il faut d'abord prendre conscience de nos responsabilités de décideurs, puis d'interlocuteurs, d'agents et de partenaires... La concertation, c'est d'abord une notion, celle de l'intérêt commun..."

comme législateur final. Et cela malgré qu'on perçoive le P.Q. comme son parti.¹⁴⁴ A cet égard, il est évident que l'héritage de confrontation laissé par le régime Bourassa est dur à porter. Cela peut expliquer qu'il se soit montré un Etat... "comme les autres", aux yeux de certains syndicats qui auraient peut-être aimé voir tout de go la confrontation P.Q.-grande bourgeoisie, comme aboutissement des oppositions souhaitées par tous les manifestes des centrales - et surtout la C.S.N. - et visant la fin de l'exploitation des travailleurs.¹⁴⁵ Les législations importantes, selon nous, du gouvernement péquiste (loi anti-briseurs de grève, loi de la sécurité au travail, loi du salaire minimum, etc.) ne seront donc perçues par les penseurs permanents de la C.S.N. que comme "des mesures incomplètes, ne remettant pas en question la domination des pouvoirs économiques..."¹⁴⁶

144 Sacy, Hubert, "Le P.Q., parti des membres de la C.E.Q.", La Presse, 11 janvier 1977.

"Le Parti Québécois est le parti pour lequel les travailleurs du Québec et les membres de la C.E.Q. en particulier ont massivement voté le 15 novembre dernier... en terme de composantes de classes: le Parti Québécois, c'est le parti des membres de la C.E.Q., c'est le hôte, celui de notre classe sociale..."

145 Un événement cocasse, au début de 1980, opposera d'ailleurs les employés permanents de la C.S.N., dans un long conflit de travail, aux cadres et dirigeants du syndicat. Les accusations d'exploitation et de gérance bourgeoise fuseront. "Bien étonnant, n'est-ce pas? Mais les analyses de la gauche laisseront cela de côté, car les contradictions internes des syndicats ne sont intéressantes que lorsque les leaders veulent "fourrer" les membres en se faisant les complices d'un Etat bourgeois malveillant. Ce n'est tout de même pas l'Etat qui gère la C.S.N. M'enfin!"

146 Comme ne manque pas de souligner l'auteur du Patronat québécois au pouvoir (op. cit.), dans "Projet national et affrontement des bourgeoisies québécoise et canadienne", La chance au coureur, op. cit.,

Une des ambiguïtés de la situation péquiste - et qu'on ne mentionne pas assez souvent - réside aussi dans les difficultés de se porter constamment à l'attaque du système fédéral tout en cherchant à maximiser les rendements de cette intégration au fédéralisme canadien, en attendant de convaincre les citoyens des bienfaits de la cause de la souveraineté-association. Cela donne des airs d'un ad hoc institutionnalisé, aux tentatives de concertation. D'ailleurs, cette ambiguïté crée des engouements moins viscéraux de la part des dirigeants péquistes, surtout quand un interlocuteur se met à souhaiter tout haut qu'une région "qui se voit malmenée, par des réductions tarifaires, devrait pouvoir compter sur des mesures compensatoires et transitoires mises en oeuvre avec l'assistance des gouvernements..."¹⁴⁷ Or, cet interlocuteur a dû figer sur place quand le premier ministre s'est

p. 42. Pierre Fournier ne donne aucun mérite à la thèse voulant que les partis sociaux-démocrates peuvent réussir à garder unie la collectivité et harmoniser les intérêts divergents de la société, dans "l'ordre établi et sans troubles sociaux..." D'ailleurs, l'élection du socialiste François Mitterand, en France, ne signifie par une rupture complète d'avec la France bourgeoise des gaullistes. Dans une entrevue reproduite sur les ondes de Radio-Canada, à l'émission Première page, le 23 juin 1981, Mitterand laissera échapper qu'il est important de "faire des changements radicaux, d'une façon évolutive et sans confrontation..." Et de toute façon, pour paraphraser Balzac, "un bourgeois socialiste et un bourgeois capitaliste, c'est deux bourgeois quand même..."

147 M. Jules Tourillon, de David Lord L'Éc, s'exprimait de la sorte, à Montebello. (Voir Conférence au sommet de Montebello, Rapport, op. cit., p. 77.)

mis à souhaiter tout haut "une insistance possible face à l'attitude du fédéral, une insistance à trois, syndicats, patrons, gouvernement..."¹⁴⁸

Nous avons parlé tantôt du temps, ou de l'occasion, "d'instaurer un équilibre entre les secteurs".¹⁴⁹ Les tentatives néo-corporatistes du Parti Québécois ont pour conséquence de mettre - ou plutôt, de vouloir mettre - en veilleuse les différentes classes sociales qui seraient autrement diamétralement opposées. Les dirigeants espèrent donc développer une conscience nationale chez les citoyens de la belle province, tous unis dans le même "processus irréversible". Une "classe ethnique" peut-être?¹⁵⁰ Il est difficile néanmoins d'imaginer des citoyens ordinaires en train de mettre entre parenthèses la "réalité objective" des conditions de vie des différentes classes sociales de Québécois, pour la remplacer par une conception à l'enseigne de la nation. Bref, pour couper au plus court, on peut leur faire croire qu'ils forment une nation,

148 Ibid. p. 251.

149 Le travail, point de vue sur notre réalité, document de travail no. 1, pour le sommet économique du Québec, Editeur officiel, mai 1977, p. 13. Voir note 55.

150 La "classe ethnique" de Marcel Rioux, bien qu'illusoire, a quand même inspiré le ministre Laurin dans la préparation de son "livre blanc culturel". Cette notion du "nous collectif" est tellement vague et faible qu'on s'étonne que Rioux ait pu, après plus d'une décennie de rejet de cette appellation, revenir à la ramener sur le tapis, d'une façon déguisée. Les Guy Kocher, Fernand Dumont et Rioux lui-même ont tous agi en tant que conseillers des grandes orientations péquistes, au début du mandat.

mais cela ne les empêchera pas d'expérimenter, au jour le jour, des différences de niveaux de vie, de revenus et même de conscience de classe, à proprement parler.

A ce titre, l'auteur de L'Etat capitaliste et la question nationale a bien compris cela quand, dans une dernière trouvaille, il écrit que "le projet de souveraineté du Parti Québécois peut être considéré comme un projet politique visant à affirmer et à renforcer la bourgeoisie québécoise en se servant de l'Etat provincial devenu souverain pour assurer sa cohérence".¹⁵¹ Son collègue va un peu loin cependant quand il dit que "les résultats (des sommets) complètent l'opération

151 Bourque, Gilles, "Le Parti Québécois dans les rapports de classe", dans Gilles Bourque et Gilles Dostaler, Socialisme et indépendance, Montréal, Boréal-Express, 1980, p. 134.

De dire encore cet auteur:

"Ayant refusé de mobiliser les masses dans une perspective de transformation sociale radicale, on voit mal comment le P.Q. pourra réaliser son projet de souveraineté politique, même s'il est assorti d'une association économique. A moins d'événements provoquant une radicalisation subite de la conjoncture, il faudra s'attendre à une réforme constitutionnelle plutôt qu'à l'éclatement d'un Etat..."

Les gens de la gauche, toutefois, sont très "forts" dans leurs prédictions. R. Barberis et P. Drouilly (Les illusions du pouvoir, Montréal, Editions Sélect, 1981) prétendaient, il y a quelque temps, que le P.Q. ne pouvait que perdre le pouvoir, comme il avait perdu le référendum, en raison de ce même manque d'implication des masses. Les émules des futurologies à la Marx (le capitalisme contient en lui les germes de sa destruction) ont-ils à "subir" les mêmes succès?

de propagande idéologique dont se chargent les intellectuels au pouvoir à Québec... et affaiblissent la capacité de résistance des organisations de travailleurs face à l'offensive généralisée des patrons et des gouvernements."¹⁵²

Ce que les analyses de la gauche expliquent assez bien - les affrontements de classe - est cependant contre-balançé par leur ambivalence au sujet de l'Etat et de son contrôle par le P.Q. Car il est certain que l'évolution des tendances néo-corporatistes du P.Q. dépendra davantage de considérations politiques. Comme tout bon gouvernement, celui du Parti Québécois, pour assurer la continuité de son oeuvre¹⁵³, et cela,

152 Dostaller, Gilles, "La crise et le gouvernement du Parti Québécois", dans Socialisme et indépendance, op. cit., p. 212.

Et que dire de ce commentaire:

"Elle (la méfiance des syndicats) se traduit par une tendance au repliement corporatiste qui, dans la conjoncture actuelle au Québec, risque de paver la voie à d'importants reculs pour les travailleurs. Il ne suffit pas de s'asseoir sur les acquis..."

Mais que veulent au juste les adeptes de cette nouvelle gauche? Le pouvoir aux travailleurs? Si oui, les schèmes néo-corporatistes n'ont-ils pas l'attrait d'être "dans le coup de la décision"?

Naturellement, si le "pouvoir" est mauvais en soi, dans la "raison capitaliste", la soumission est toujours mal vue. Dorval Brunelle (La raison du capital, Montréal, HMM, Collection Brèches, 1980, p. 117) écrit que "le pouvoir tout particulier sur le travail... implique l'établissement d'un rapport formel ou d'égalités formelles caractéristiques dont la fonction première et dernière est de masquer le rapport informel, c'est-à-dire les rapports sociaux concrets de domination et d'asservissement qui s'établissent..."

153 Qui a bien pu convaincre que le P.Q. était l'agent de l'émancipation nationale, au sens de libération du joug de la domination économique par l'étranger? D'ailleurs, le paradoxe est quasi-complet, puisque ce sont parfois les mêmes auteurs qui attaquent l'aspect bourgeois du P.Q. A moins que, comme on l'a dit, ces "vulgaires péquistes" ne soient que les "agents-managers" de l'émancipation... La boutade aurait été faite par Anne Légaré, à l'endroit des "révisionnistes de la gauche, à la solde péquiste."

même en l'absence d'une victoire au référendum, doit d'abord être réélu. C'est ce qu'il a fait. Et il nous semble que le défi du parti souverainiste - en plus de faire avancer en même temps la cause de la souveraineté-association - est bien plus de vendre, en gouvernement social-démocrate, "l'attrait de la participation" comme étant la base de l'intégration de tous les éléments de la population dans les structures du pouvoir que de faire contrepoids à l'influence américaine dans le monde.¹⁵⁴ Ou... de créer une société sans classe!

Mais même là, les visées péquistes rencontrent d'autres invités inattendus.

L'un de ces invités inopinés réside dans la difficulté de doter le Québec d'une politique globale de développement, comme le voulaient plusieurs des programmes. Très souvent, les partenaires sociaux auront l'impression qu'on les a invités pour réagir. Et l'égalité des partenaires n'est qu'artificielle. Un peu comme disait Jean Meynaud au sujet des groupes ("on se rend compte, après avoir débarassé le débat de la mythologie du pays sans classe, ou du pays où tout le monde est de classe moyenne, qu'il y a une hiérarchie prononcée et que le pouvoir est le privilège de quelques-uns"¹⁵⁵),

154 Voir à ce sujet la thèse farfelue du français François-Marie Monnet, Le défi québécois, Montréal, Editions Quinze, 1977.

155 Meynaud, Jean, "Groupes de pression et politique gouvernementale au Québec", dans Réflexions sur la politique au Québec, 2e édition, Montréal, Les Cahiers de l'Université du Québec, 1970, p. 92.

on serait porté à dire que le P.Q. a développé une vision simpliste et idéaliste des changements à apporter aux relations sociales, comme si le fait de multiplier les sommets de tout genre allait de facto donner une seule grande classe de Québécois, qui tous ensemble décideraient de tout.

A cet égard, notons que c'est la création des mécanismes de coordination qui a échoué. On a bien évoqué la possibilité d'un Conseil économique et social, d'une revitalisation du Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre; on a bien créé une Société de développement des industries culturelles; on a bien mis en place un Institut national de productivité, en 1978; on n'a cessé de parler de Conseil de planification et de développement du Québec.¹⁵⁶ Tous ces organismes de consultation n'ont pas eu l'effet attendu.¹⁵⁷

¹⁵⁶ On a parlé du Conseil économique et social, à l'un des sommets, comme nous l'avons vu tantôt, mais son évocation a été consacrée également dans Bâtir le Québec (op. cit.). Le Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre a été créé, en 1968, par l'Union nationale, afin de faire des recherches et des propositions au ministre, mais avec les fameuses grèves du Front commun, en 1972, les représentants des centrales refusèrent d'y participer. La Société de développement des industries culturelles est ni plus ni moins qu'une agence de la Couronne qui vise à aider, après consultation auprès de la gent artistique, les initiatives des arts et des lettres de la belle province. Quant à l'Institut de productivité, sa mission consiste à favoriser des échanges entre les agents de tous les milieux et la recherche sur des solutions originales en "vue de la construction d'une économie dynamique". Enfin, le Conseil de planification et de développement a pour mission de faire le lien entre les divers organismes régionaux de l'Office de planification du Québec (O.P.D.Q.), chargés, comme l'on sait, de préparer le plan d'aménagement, de concert avec les Conseils régionaux de développement (C.R.D.). La composition de ces corps varie, selon l'ordre-en-conseil les mettant au jour, mais tous ont des représentants des fonctions syndicales et patronales en leur sein. Tous demeurent aussi "consultatifs".

¹⁵⁷ Ou encore, ils n'étaient qu'un écran de fumée, et aucun plan d'intégration de leur travail n'a été préparé.

Deux raisons doivent être relevées pour expliquer ce résultat mitigé.

D'abord, personne au sein de la gouverne péquiste n'a cherché à préciser le rôle de ces corps dans la nomenclature des mécanismes de prise de décisions. Pire encore: on n'a même pas cherché à préciser leurs liens entre eux.

Ensuite, il est évident que le P.Q. n'avait pas préparé de projets visant à encadrer le travail des parlementaires dans ces nouvelles formules de participation du milieu. Chargés pour un temps de la réforme parlementaire, les ministres Burns et Charron ont trouvé d'autres chevaux à monter et les projets de modifications du système législatif - où l'on pourrait, entre autres, nous préciser le rôle et l'intégration des organismes mentionnés... et qui sait, la création de beaucoup d'autres, dans des domaines spécialités - ont tardé, jusqu'à ce jour, à être connus.¹⁵⁸ D'ailleurs, aurait-il fallu s'attendre à autre chose de gens qui, soudainement élus pour diriger, auraient laissé de côté cette sorte de domination sur les décisions - et ici, on parle des membres du Cabinet, surtout - aux profits de mécanismes multipartites?

158 Le premier, en raison d'une santé chancelante, a pris sa retraite. L'autre a commencé à gravir les échelons le menant au haut du pouvoir en devenant leader du gouvernement à l'Assemblée nationale.

Ajoutons que les plans d'intégration des mécanismes de consultation dans la préparation des travaux de l'Office du plan sont d'ailleurs encore vagues. Le P.Q., une fois au pouvoir, continua la pratique entamée sous le premier ministre Bourassa de confier à un ministre, venant d'une autre région, le soin d'être responsable de l'Office et le porte-parole à rencontrer dans les responsabilités régionales de l'Office. D'ailleurs, en favorisant l'animation des milieux, le P.Q. a peut-être été victime de son désir d'associer tout le monde à l'élaboration et à la mise en oeuvre des plans. Mais la décision est bien demeurée "politique".¹⁵⁹

On pourrait donc dire qu'en cherchant à devenir, afin d'être réélu, un bon gouvernement, la gouverne péquiste ne put accoucher complètement de sa vision néo-corporatiste et social-démocrate des rapports sociaux.

5. Une "société à bâtir"?

Il apparaît donc évident que les efforts de concertation néo-corporatiste du P.Q. n'aboutissent pas tous à la réalisa-

¹⁵⁹ D'ailleurs, dans le processus de décentralisation de la gouverne locale, la mise en marche de la réforme municipale vise à permettre aux gouvernements locaux d'intégrer tout ce qui se fait présentement dans les régions. Comme les commissariats industriels, les associations touristiques régionales, les conseils régionaux de développement, etc.

A la décharge du P.Q., disons que l'esprit de clocher, encore assez vivant au Québec, retarde parfois l'intégration en régions,

tion concrète d'une nouvelle société où tous les partenaires sociaux et politiques pensent avoir un certain poids décisionnel. Mais il s'agit quand même d'une sorte de démarche vivante, un processus qui s'opère. Or, dans Bâtir le Québec, le gouvernement péquiste voulut donner les grandes lignes de ce qu'on a appelé pompeusement "le projet de société de demain", mais peu de pages, peu de traitement, sont réservés à la participation de toutes les corporations. De dire Pierre Vennat:

"Dans Bâtir le Québec, le ministre Landry s'attarde quelque peu à cette question et nous avons droit à 5 des 523 pages que compte l'étude pour traiter de la participation des travailleurs à la vie de l'entreprise, à cette entreprise à laquelle on consacre quelque 100 pages du document. Si l'on étend cela à la participation des citoyens en général, à l'action concertée de tous les partenaires économiques et sociaux, comme l'appelle le gouvernement, ce sont exactement 10 pages sur 523, soit 2% de l'ensemble, plus précisément les pages 85 à 94 inclusivement, qui sont consacrées à la place des travailleurs dans le développement de ce Québec à bâtir auquel on nous convie tous. C'est trop peu... et pourtant, c'est la première fois qu'un gouvernement élabore... un projet de société concret..." 160

Le document péquiste, en raison de la période référendaire, du débat constitutionnel et de la tenue d'élections, a donc été oublié un peu. Il n'en demeure pas moins que sa vi-

160 Vennat, Pierre, "Bâtir le Québec ou la tentation...", Critère, op. cit., pp. 199-200.

sion à la fois du développement global, quoique encore flou, et de la participation des travailleurs à la vie de l'entreprise, manifeste des orientations néo-corporatistes d'aménagement socio-politique. D'ailleurs, bien que l'autogestion ait rencontré toutes sortes de difficultés au Québec, et que le document Bâtir le Québec ne se fait pas à l'enseigne de "l'institution d'un régime québécois de partage des profits, pas plus qu'une formule de participation des travailleurs à l'équité des entreprises", il faut admettre que la vision "de ce à quoi ressemblera le Québec de demain" se trouve davantage précisée dans cette grosse brique, "que cela plaise ou non, qu'on soit souverain ou non..."¹⁶¹

Reste donc à cataloguer le comportement néo-corporatiste du Parti Québécois.

Au sujet de la représentation des partenaires au processus décisionnel, on doit dire qu'elle est mitigée. Ni faible (puisque les sommets réunissent quand même des représentants nombreux), ni trop forte (car la nomination de ces représentants aux sommets, comme aux mécanismes embryonnaires, ne se fait pas par les secteurs eux-mêmes), elle a cependant des relents de représentativité adéquate, puisque toute personne intéressée pourrait y participer.

161 Ibid., pp. 206-207.

L'institutionnalisation des diverses mesures n'a jamais été formelle non plus, et cela en dépit de certains corps où elle existe quand même. Elle s'est donc faite d'une façon ad hoc, puisque l'on n'a pas encore cherché à intégrer les organismes en question, ni à préciser leur impact sur les "vraies institutions politiques traditionnelles". Et d'ailleurs, il n'est pas certain qu'on ait complètement décidé de le faire.

Enfin, au sujet de la détermination conjointe des décisions, nous sommes d'avis qu'elle est fortement possible, mais non-assurée. Plusieurs exemples de législations qui ont l'empreinte des demandes syndicales, d'autres des aspirations patronales, montrent que les sommets ont donné des fruits. Il est évident qu'on dira que le P.Q. a forcé ses employés, par législation, à revenir au travail et à maintenir des services jugés essentiels, mais ce n'était pas pour confronter les syndicats, mais bien uniquement pour assurer, en tant qu'Etat-protecteur du bien commun, la paix sociale et des services adéquats à tous. Nous avons en effet souligné que le dilemme Etat-protecteur vs Etat-partenaire forçait le P.Q. à "gouverner comme tout autre gouvernement".

Pour tout dire, "l'appui au gouvernement, comme l'indiquait J.-G. Frenette, dépend de ses réformes et le progrès social qu'elles laissent espérer".¹⁶²

162 Frenette, J.-G., "Bilan noir, bilan blanc, bilan gris", dans La chance au coureur, op. cit., p. 97.

TABEAU 8-5

LE PARTI QUEBECOIS ET SA GOUVERNE NEO-CORPORATISTE

	Théorie-idéologie	Pratique-comportement
Représentation	souhaitable	mitigée
Institutionnalisation	vague	ad hoc
Détermination conjointe	assurée	possible

Or, si corporatisme et nationalisme avaient pu coucher dans le même lit, lors de la "grande noirceur", l'intégration est plus difficile avec un parti-gouvernement qui désire une nouvelle entente Québec-Canada, comme raison d'être. Et point n'est besoin de revenir sur les difficultés au sein même de la députation péquiste.¹⁶³ Cette ambiguïté d'ailleurs fait que le P.Q. ait trouvé normal de chausser deux souliers peut-être désassortis (projet national ou projet social) et de ne pas

163 De dire Louis O'Neil, député, sur "les acrobaties de l'étapisme et l'avenir du pays":

"Voilà (l'élection du 13 avril 1981 derrière soi) le moment que choisit M. Lévesque pour sortir l'indépendance du placard. Que s'est-il donc passé? Émergence d'un nouvel état d'âme? Jean-Roch Boivin a-t-il eu une mission? Quelqu'un de l'entourage a-t-il entendu des voix?..."

(Le Devoir, vendredi, 10 juillet 1981, "Des idées, des événements, des hommes".)

déterminer lequel des deux avait priorité, ou encore s'il était possible, voire souhaitable, de les mener de front. En fait, comment ne pas comprendre qu'il s'agit d'aspects complémentaires, de "deux aspects inextricables d'une seule et même question".¹⁶⁴

A moins que les deux ailes opposées, au sein de la députation, ne soient en réalité que deux mouvements - l'un pour l'indépendance tout court, l'autre pour la réforme de la gouverne socio-politique - qui n'ont même encore réussi à colmater les brèches de leur vision, en apparence, opposées. Et si tel était le cas, les tentatives de concertation éduqueront autant les dirigeants que la population. Cela, en attendant la société néo-corporatiste, et "souveraine-associée", de demain.¹⁶⁵

164 Hudon, Raymond, "Les groupes et l'Etat", dans L'Etat du Québec en devenir, op. cit., p. 283.

165 L'approche étapist, donc évolutive, du Parti Québécois, était d'ailleurs bien résumée dans les mots du Bilan des conférences socio-économiques du Québec, de mai 1977 à décembre 1978, (déposé au Sommet économique de Montebello, mars 1979, p. 93):

"Il ne saurait être question pour le pouvoir politique de faire disparaître les intérêts particuliers, même opposés, des groupes qui composent la société. L'objectif est, au contraire, de respecter ce pluralisme tout en essayant de faire ressortir les intérêts convergents qui, quoique moins précis et moins spectaculaires, n'en sont pas moins réels, et de susciter les compromis nécessaires..."

CHAPITRE IX

CONCLUSION

"... Le néo-collectivisme à couleur corporatiste, loin d'être un pur produit de l'imagination bourgeoise, est au contraire déjà installé solidement dans la texture même de la société britannique, et aussi, quoique dans une mesure moindre, de la nôtre..."*

Si Claude Ryan s'était rappelé les succès remportés par les institutions sociales des années 50 - dont l'une en particulier, l'Action catholique, qu'il connut assez bien - il ne se serait pas scandalisé à ce point des dangers de cette "couleur corporatiste".¹ D'ailleurs, l'actuel chef du P.L.Q.,

* Ryan, Claude, Une société stable; le Québec après le P.Q., Montréal, Editions Héritage, 1978, p. 370. (le texte en question: "Le collectivisme étouffant du régime britannique").

1 Dans le même texte, Ryan écrivait ce qui suit:

"Dans un système où de plus en plus de décisions achoppent au processus démocratique ouvert et se préparent à la faveur de colloques privés entre le gouvernement et des groupes d'intérêt, inutile de dire que les valeurs de création et d'originalité en prennent pour leur rhume... Que face à la violence, le gouvernement, oubliant une longue et glorieuse tradition britannique de refus de violence, se sente impuissant, voilà une autre conséquence du glissement vers la domination de plus en plus forte des groupes d'intérêt sur l'appareil politique..."

écrivait, en 1970, que la participation de la part des citoyens, des dirigeants, des syndicats et autres organismes, exige de la discipline, du respect, du dynamisme... "afin de mettre fin à un individualisme archaïque et autocritique, pour favoriser l'éclosion d'un nouvel esprit communautaire."²

Nous avons donc cherché à prouver qu'il a toujours existé au Québec des traits, des tendances, à essence corporatiste. A la fois dans le monde des idées et dans la pratique des divers schèmes d'aménagement socio-politique. Répétons-le: nous ne disons pas que le Québec a toujours été une société corporatiste, mais que les facteurs ayant entraîné une certaine cohésion sociale, puis politique, étaient d'inspiration corporatiste. Qu'il y avait donc une certaine continuité et que la démarche nationaliste ne pouvait s'expliquer sans une analyse de ces tentatives.

2 Ryan, Claudé, "Les derniers fruits d'un travail colossal", Le Devoir, 4 septembre 1970 (cité dans Claude Ryan, l'homme du Devoir, d'Aurélien Leclerc, Montréal, Quinze, 1978, p. 166).

Le même Leclerc prétend que Ryan perçoit - et a toujours perçu - "que la légitimité d'un Etat réside dans le soutien qu'il peut obtenir des groupes socio-économiques..." (p. 135) et qu'à ce titre, la formule coopérative, selon Ryan, "a une place dans la société parce qu'elle s'enracine plus que toute autre dans la culture du milieu et qu'elle assure, par sa nature même, le contrôle de son activité par les citoyens eux-mêmes..." (p. 153).

Il eût été intéressant de relever les idées de l'ex-directeur du Devoir, en raison de son implication récente en politique, mais cet examen aurait dépassé le cadre de ce travail.

Il n'est pas inutile, dans les quelques lignes qui suivent, de résumer et de donner un portrait global aux considérations que nous venons d'aborder dans l'examen des périodes d'avant la Révolution tranquille, puis, de cette même Révolution, et enfin, des dix dernières années. Certes, les institutions, mais d'abord les idées, ont toujours connu des variantes, par rapport à leur conception corporatiste. Mais toujours, il y avait, au Québec, des saveurs corporatistes.

Rappelons d'abord notre conception du corporatisme:

... un modèle d'aménagement socio-politique où la représentation fonctionnelle de tous les secteurs économiques et sociaux est institutionnalisée dans des structures gouvernementales et administratives de l'Etat; cette représentation et institutionnalisation visent à obtenir une détermination conjointe des programmes législatifs et l'action exécutive des partenaires...

Trois éléments importants donc.

Représentation, institutionnalisation et détermination conjointe!

Par ailleurs, nous voulions faire la distinction entre schèmes idéologiques (de certains penseurs, certaines élites traditionnelles, certains leaders politiques) et pratique réelle, ou mise en oeuvre (ou non) de ces idées. Nous avons

aussi utilisé la notion de néo-corporatisme, pour signifier deux possibilités de modification d'application des schèmes corporatistes: l'une, basée sur un corporatisme de société, permettrait à des partenaires, par entente mutuelle, de faire des choses en marge des structures d'Etat; l'autre, plus globalement politique, encouragerait - et c'est l'Etat qui le demanderait - les "touchés", les "concernés", à venir participer à l'établissement d'orientation de politiques, ou de programmes.³ Mais par nécessairement d'une façon autoritaire.⁴

Il y eut donc aussi - et cela assez clairement - des degrés dans les formes que prirent les idées et les comportements corporatistes, de 1930 à 1980. Nous disions, au point de départ de notre cheminement analytique, que des arrangements "naturels" (une représentation faible conduisant à une institu-

3 Les résultats cherchés, comme nous l'avons souventes fois répétées, se faisaient à l'enseigne de l'harmonie et la paix sociales nécessaires à la stabilité socio-politique. En outre évidemment de limiter les conflits et les oppositions de classes (adoucir les antagonismes).

Léo Panitch nous semble bien résumer ces préoccupations quand il écrit que les "dénonciations" des intérêts égoïstes de partenaires récalcitrants servent à ramener "l'intérêt national" au premier plan.

De commenter l'auteur de Social Democracy and Industrial Militancy:

"But when the Labour party mobilizes popular support in the name of these values in a particular instance by portraying the demands of a union or group of unofficial strikers as "sectional" and contrary to the "national interest", it is acting as a highly effective agency of social control against the objective expression of working class dissent..." (op. cit., p. 236.)

4 Rappelons que nous avons démontré que les premiers modèles corporatistes avaient abusé de leurs idéaux, et s'étaient, et le sont encore en Amérique latine, orientés vers un autoritarisme qui a fait bifurqué la conception corporatiste, en éliminant son essence même, l'entente mutuelle.

tionnalisation et co-détermination inexistantes) seraient faciles à identifier. Mais les choses ne sont jamais aussi claires en politique. Et nous proposons quatre autres possibilités: d'abord, une représentation et détermination conjointe quasi-inexistantes, mais offrant une institutionnalisation ad hoc; puis, une situation aux antipodes, avec une institutionnalisation ad hoc, mais où les deux facteurs seraient garantis; en outre, une institutionnalisation informelle pourrait permettre des représentations et co-détermination mitigées; enfin, avec les mêmes degrés de ces deux derniers facteurs, on pourrait avoir de fortes institutions corporatistes.

Dans notre première période, celle de l'ère Duplessis, l'Eglise catholique réussit à marquer les enseignements d'une certaine élite traditionnelle. Contrôlant la paroisse, institution par excellence de l'organisation sociale québécoise, mettant en marche le syndicalisme d'inspiration chrétienne, et encourageant un nationalisme religieux, l'Eglise sut faire accepter par l'Etat une sorte de concordat entre deux partenaires majeurs. Or, cette pratique découlait d'enseignements écrits dans l'Action nationale, l'Ecole sociale populaire, les textes des mouvements d'action catholique et même des programmes, encore embryonnaires, des partis politiques. L'Union nationale, l'Eglise et le mouvement Desjardins faisaient bon ménage.

La Révolution tranquille changea ces perceptions. Définissant de nouveaux mécanismes d'action - un Etat qui orienterait la modernisation de la société, avec un ministère de l'Education, des corporations publiques et une conception originale des nationalisations - elle se trouva à créer, de toutes pièces, une société politique, avec de nouvelles relations socio-politiques, tout en invitant les individus, un peu perdus par l'atrophie du clergé, à s'impliquer à l'Hydro-Québec, au Conseil d'orientation, à un Office de planification et à une Société de financement.

Enfin, deux volets disparates marquèrent la dernière phase de l'analyse. Deux mini-périodes, en fait. D'abord, promettant un renouveau économique, la gouverne libérale, avec des idéaux de concertation, ne déboucha pas sur du concret et le régime craqua. En raison de confrontations interminables avec les syndicats, surtout. Puis, des espoirs nouveaux virent le jour, par les tentatives néo-corporatistes, du Parti Québécois. Des législations suivirent des ententes à des "sommets sectoriels", mais connurent des pierres d'achoppement, dans la construction de la "nouvelle société à bâtir".

Tout cela a été vu en détails. Mais en quoi ces périodes furent-elles marquées par une certaine continuité, tout en laissant voir des différences?

TABEAU 9-1

LE QUEBEC CORPORATISTE (1930-1980)

Les idées

La pratique

Rappelons d'abord que, pour la période Duplessis, nous avons distingué les idées corporatistes et comportements du reste, du monde social et du monde politique. Au premier plan, les idées souhaitaient ardemment qu'une représentation, institutionnalisation, co-détermination des corps sociaux, en marge de l'Etat, soient très fortes. A la suite de notre examen, nous pouvons dire que ces enseignements ont été suivis, en pratique. Au plan politique cependant, les idéologies auraient aimé voir une représentation de l'Eglise garantie, mais ils virent toutefois, en pratique, les résultats d'une entente-concordat entre l'Eglise et l'Etat pour... se détacher l'un de l'autre. Par ailleurs, on ne désirait pas que l'Etat intervienne, ne voulant ni institutionnalisation, ni co-détermination. On eut cela, d'une façon mitigée, les corps sociaux restant en marge, mais l'Eglise s'appuyant sur l'aide subsidiaire des deniers gouvernementaux.

Durant la Révolution tranquille, au plan de la théorie, on désira une certaine représentation des groupes au processus décisionnel et l'on se mit à souhaiter une institutionnalisation et détermination conjointes au plan décisionnel, mais quoique plus forte que faible, on n'ébaucha pas de plan d'ensemble. Pas étonnant de voir qu'en pratique, cela conduisit à n'avoir qu'une faible participation - par institutionnalisation - au processus décisionnel.

Quant aux années 70-80 , la première phase - celle des années Bourassa - fut marquée par des désirs vagues de concertation... Mais, en pratique, ces ambiguïtés conduisirent à un système où les trois composantes de notre définition du corporatisme se situèrent à des stages les plus bas sur nos axes. Pour la deuxième phase, admettons que les péquistes ont permis des programmes qui découlent d'une représentation des secteurs à des sommets tripartites, d'une institutionnalisation et d'une co-détermination partagée qui, dans l'ensemble, étaient mitigées.

Allons plus loin.

Nous estimons que les succès, en terme de stabilité sociale, des différentes "administrations" étudiées ici, sont directement conséquents de l'attrait - et la pratique - de ces schèmes corporatistes. Comme l'indiquent d'ailleurs Nedelmann et Meier, "le fait que les structures d'association et de collaboration, dans nos sociétés, visent à être plus cohérentes et stables que fluides et compétitives est en soi un sujet de grand intérêt."⁵ Tellement important, selon nous, qu'il permet d'expliquer la durabilité ou non des régimes politiques.

5 Nedelmann, Birgitta et Kurt Meier, "Theories of Contemporary Corporatism: Static or Dynamic?", Comparative Political Studies, vol. 10, no. 1, avril 1977, p. 41.

Ce n'est pas par hasard, selon nous, que le régime Duplessis perdura. Evidemment, on dira que l'Eglise sut garder ses fidèles dans la bonne ligne. C'est vrai. Mais en laissant les corps sociaux agir en marge, sous la férule des gestionnaires du clergé, Duplessis "acheta" littéralement la paix sociale. Les salaires restèrent bas, les conditions de travail affreuses, la masse peu instruite, mais le régime fut stable. Or, les indices de la fin du règne du "chef", et cela bien avant sa mort, résident tous dans les dénonciations que l'on fit de l'impact néfaste du clergé (les textes de Cité libre, et surtout ceux des abbés Dion et O'Neill) et du retard du Québec dans la modernisation politique et dans une vision des avantages d'une vraie vie d'un Etat industrialisé et urbain.

La Révolution tranquille, avons-nous dit, fut écourtée, piétinant lentement dans des schèmes idéaux qu'elle ne fit pas déboucher. De deux choses l'une au sujet de la grande défaite de l'équipe du tonnerre: ou bien, elle allait trop vite, et les gens firent confiance à Daniel Johnson, ou bien elle ne faisait pas déboucher sur de l'action les diverses formes de consultation et de co-détermination des politiques. Dans les deux cas, la conclusion est la même. Las, frustrés, des citoyens des comtés du Québec, ruraux surtout, désirèrent mettre la pédale douce là-dedans.⁶

6 La premier ministre Johnson d'ailleurs ne manqua pas d'aider, en les récompensant, les "oubliés de la Révolution tranquille", selon l'expression de Pierre Godin (op. cit., p. 293, tome II): crédit agricole facilité, subventions de tout genre pour encourager les

Les succès électoraux du P.Q. (avec en plus la facilité avec laquelle l'équipe péquiste convainc la population, en 1981, malgré des mini-scandales à la S.H.Q., entre autres, qu'elle donne un "bon gouvernement") ne peuvent s'expliquer autrement que par, d'une part, l'engouement des participants aux sommets de tout genre - et, rappelons-le, même les ennemis de la "cause" s'occupèrent à préparer des prises de position à ces rencontres sectorielles - et à leur acceptation d'un parti qui, malgré une vue à long terme, l'indépendance de la province, qui ne reçoit pas la faveur de la majorité (le référendum fut probant à cet égard), et par d'autre part, le désir d'un électorat à garder un gouvernement qui peut écouter.⁷ Quel contraste avec le régime Bourassa qui, malgré

jeunes à rester sur les fermes, loi de l'assurance-récolte, garantie de paiement aux producteurs laitiers dans le cas d'une faillite des usines de transformation, remboursement de portions des paiements faits à la Régie des rentes (50%) et aux commissions scolaires (35%). Daniel Johnson sut aussi intégrer la "crème des technocrates" (encore une expression de Godin, p. 296) dans une sorte de "Cabinet noir". Les Morin, Tremblay, Casavant, Parizeau, Bélanger et Roch Bolduc constituèrent donc un renforcement de l'influence technocratique et marquèrent la fin des mécanismes de consultation, qui ne disparurent pas sur le coup, mais qui s'enlisèrent dans la platitude.

7. Et d'ailleurs, comme l'indique Lise Noël ("Le P.Q. à la croisée des chemins", Revue Possibles, vol. 5, no. 2, 1981, p. 83), le Parti Québécois "reflète les contradictions de la société québécoise, sans évidemment parvenir à les assurer toutes..." alors que le P.L.Q. a choisi, "pour sa part, d'escamoter la difficulté (projet de société, défense aveugle du fédéralisme) en représentant les intérêts du véritable pouvoir au Québec: la droite anti-nationaliste..."

des victoires éclatantes, s'enlisa dans la confrontation des uns et des autres. Et qui éclata parce qu'on le voyait incompetent.⁸

En politique, c'est connu, les apparences et les visions populaires sont aussi importantes, et souvent davantage, que l'existence des réalités qu'elles véhiculent.

L'Etat québécois a donc subi des changements de configuration durant les cinquantes dernières années. Or, ces transformations intervenues ont toujours été intégrées à la société québécoise par les agents sociaux d'une façon pacifique, et presque sans heurts, lorsqu'on les vendit par un attrait de participation aux fruits recherchés, une bonne planification du développement social et économique.⁹ Même lorsque ces visions d'encadrement ne réussissent pas entièrement, on peut sans doute dire que leur seule existence - comme cette

8 L'élection de 1976, contrairement à la croyance populaire, ne fut d'ailleurs pas "un accident de parcours..." et le malaise de la société face à un régime qui vivait isolé et "packagé" demeura face au leadership de Claude Ryan. Voir l'analyse du scrutin de 1981, de Bernard Descôteaux et André Bernard, Québec: élections 81, Montréal, Hurtubise HMH, 1981, p. 15.

9 Dorval Brunelle (La désillusion tranquille, op. cit., p. 213) résume d'ailleurs assez bien l'implication syndicale à ces modèles, lorsqu'il précise que "les appareils syndicaux ont joué un rôle actif dans le renforcement de l'Etat québécois... avec la seule garantie qu'une telle rentabilisation ne se fait pas à leur détriment, mais qu'elle repose aussi dans la possibilité qui leur est donnée pour faire valoir leurs revendications face à l'utilisation des ressources humaines et matérielles..."

vision qu'ont les syndicats de pouvoir avoir un impact dans les programmes législatifs, vision qui prend les allures d'un rêve, même si l'on prend le risque de perdre son droit de critique, post decisiones - vaut mieux que le chaos du "pluralisme indéfini des idéologies et valeurs" qui marque le peu de contrôle sur la sphère économique et la réalité des communautés politiques.¹⁰

La participation, selon nos trois facteurs de représentation, d'institutionnalisation et de décision conjointe, a donc connu des variantes. Un fait demeure: elle n'a jamais été généralisée. Les institutions parlementaires sont demeurées les ossatures du système politique, encore que la prépondérance de l'exécutif, au Québec, s'est accentuée fortement,

10 Latouche, Daniel, Une société de l'ambiguïté: libération et récupération dans le Québec actuel, Montréal, Boréal-Express, 1979, p. 60.

Écoutons Latouche cerner le malaise actuel:

"Tranquillement, toute une série d'idées, inconnues il y a vingt ans, font leur chemin. Décentralisation, féminisme, "consumerisation", et participation en sont les plus connues, celles en tout cas, que nos gouvernements se sont empressés d'encadrer... Après la révolte des jeunes, des femmes et des consommateurs, voici que maintenant on nous prédit celle des régions et de la classe moyenne. Idéologies anciennes et valeurs nouvelles se côtoient fort librement dans le Québec d'aujourd'hui..."

comme ailleurs dans les démocraties occidentales. Bien souvent d'ailleurs, les représentants des secteurs socio-économiques ne sont pas représentatifs, au sein des mécanismes de co-gestion, des consommateurs, des véritables salariés ou encore des gens ordinaires. Mais à ce titre, les mêmes reproches peuvent être faits aux dirigeants politiques, dans la supposée démocratie "représentative" qui ne veut rien dire d'autre que le droit d'avoir un délégué au palais des décisions.¹¹

Mais le discours corporatiste, puis néo-corporatiste, chez la société québécoise, a servi d'union au-delà des classes sociales et des divergences de vue sur l'arrangement constitutionnel idéal entre le Québec et le Canada. Et même, osons-nous dire, si parfois la planification se fait, comme beaucoup de programmes politiques, par des projets de technocrates! Comme le dit Jacques Benjamin, la planification a pu être inspirée par une idéologie technocratique, parce que "les instruits possèdent le droit et même le devoir de l'appliquer aux non-instruits."¹²

11 Une étude publiée par le Syndicat des professeurs de l'Université de Montréal (Syndicalisme et pouvoir à l'Université, Montréal, Librairie progressiste, 1976) dénonce le premier problème. Quant au degré de représentativité des parlementaires et administrateurs québécois, on aurait intérêt à lire l'étude de Richard Desrosiers, Le personnel politique québécois, Montréal, Boréal-Express, 1972.

12 Benjamin, Jacques, Planification et politique au Québec, op. cit., p. 119.

Pourtant, les milieux gouvernementaux, quand ils n'ont pas cherché à stimuler la participation - et l'inclusion dans le processus décisionnel - des corps socio-économiques, ont "forcé" les citoyens à créer des solidarités limitées, et parfois artificielles, dans des mouvements genre "Opérations-Dignité", comités de citoyens, associations coopératives de consommation. Même là cependant, ces mouvements ont besoin, tout comme Tricofil, de l'aide "désintéressée" de l'Etat.¹³

Bref, pour tout dire, l'aménagement socio-corporatiste, au Québec, a toujours existé. Avec d'innombrables variantes. Et son avenir? Il dépendra de deux choses.

D'abord, de la prise de conscience que les mécanismes décisionnels traditionnels sont désuets et qu'on a intérêt à intégrer les secteurs à l'élaboration des politiques.

Puis, de la conjoncture économique et politique qui parfois projette à l'avant-plan des problèmes qui "prennent tout l'espace".¹⁴

De toute façon, les Québécois ont à livrer la bataille du contrôle de leur économie. Et il serait peut-être mieux

13 Voir le texte intéressant de Marcel Simard sur ce fameux Tricofil et la tentative de l'autogestion. ("L'autogestion à Tricofil: lutte sans avenir ou avenir d'une lutte?", Possibles, vol. 1, no. 1, 1976, pp. 25-33.)

14 Comme le débat sur l'avenir du Québec, avec ou sans le Canada.

qu'il le fasse - même si, à court terme, il ne peut que s'agir d'une "utopie directrice" - avec de la concertation et l'intégration des secteurs. Alfred Rouleau, l'ex-p.d.g. du mouvement Desjardins indique-t-il les voies de l'avenir:

"Il est temps que les Québécois, par leurs épargnes, prennent le contrôle de leur économie. La façon infaillible de garder les sièges sociaux au Québec, c'est de les acheter!... Il faut discrètement s'entendre pour acheter, à deux, à quatre, à six, des blocs d'action, prendre le contrôle des conseils d'administration... placer les nôtres à la tête des compagnies et même des consortiums. La concertation peut servir à répartir les risques..." 15

Et ce sera au politique d'orienter ce débat sur ce qu'on appelle pompeusement un "projet de société". Si le passé et l'examen de nos trois périodes sont un indice de l'avenir, le problème de la survie du "système québécois", avec sa spécificité, ne pourra être résolu sans quelques formes, à déterminer certes, de représentation, d'institutionnalisation et de décision conjointe. Comme disent les paternels à leurs fils au Québec: "C'est pas demain la veille qu'on oubliera complètement l'expérience..."

15 O'Neill, Huguette, "Le cerveau des caisses pop", Actualités, décembre 1980, p. 90.

BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE

La bibliographie qui suit n'a pas la prétention d'être exhaustive et de colliger tous les titres ayant un intérêt plus ou moins proche du sujet traité dans cette thèse. D'ailleurs, des synthèses bibliographiques ont déjà été publiées et elles forment des documents de recherche à plein titre.

Deux exemples parmi d'autres: celle de Robert Boily, Québec 1940-1969: Bibliographie du système québécois et de son environnement, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1970; celle de Denis Monière et de André Vachet, Les idéologies au Québec, Montréal, ministère des Affaires culturelles du Québec, 1980 (3^e édition révisée et augmentée par André-J. Bélanger).

En regroupant sous trois catégories différentes les oeuvres consultées au cours des cinq dernières années, l'auteur estime rendre justice, autant que faire se peut, à la nomenclature des oeuvres utiles, et reliées de près ou de loin à ce travail.

Les livres sont regroupés dans une première classification qui comprend aussi les thèses d'université défendues sur le Québec.

Quant aux articles de périodiques spécialisés, ce sont ceux qui ont été publiés et qui ont consacré, à diverses périodes, des essais de fond sur l'actualité. On a donc omis les titres de dépêches ou éditoriaux de journaux - parce que la liste serait quasi-illimitée - bien que les quotidiens suivants aient été déchiffrés pour leurs textes se rapportant à notre traitement: La Presse, Le Devoir, Montréal-Matin, Le Soleil (de Québec), The Montreal Gazette.

Les documents officiels originent du gouvernement québécois. Y sont inclus les titres de rapports de commission d'enquête, des divers livres verts (ou d'autres couleurs) et même des "déclarations" officielles de programmes. Quant aux législations et à la Gazette parlementaire, elles ont été, pour la période couverte (1930-1980), décortiquées en tout ou en partie, par les Statuts refondus du Québec et par les divers Annuaire-Répertoires législatifs.

Précisons enfin que deux livres récents sur la période Duplessis viennent de paraître. L'un, à l'allure d'une biographie journalistique, campe bien le milieu socio-politique de l'ère Jean Drapeau (Drapeau, de B. McKenna et S. Purcell, Montréal, Éditions Stanké, 1980), tandis que l'autre, plus académique, s'intéresse au duplessisme, quant aux rapports de force qu'il a permis de 1944 à 1960 (Gérard Boismenu, Le duplessisme, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1981).

1. Les livres

Almond, Gabriel, and G.B. Powell, Comparative Politics: A Developmental Approach, Boston, Little, Brown and Company, 1966.

Arès, Richard, L'Eglise et les projets d'avenir du peuple canadien-français, Montréal, Editions Bellarmin, 1974.

_____, Nos grandes options politiques et constitutionnelles, dossier sur les options: Canada, Canada bilingue, Canada-français, Québec, Bellarmin, Montréal, 1972 (notre question nationale, 4).

_____, Du rôle de l'Etat dans un Québec fort, Bellarmin, Montréal, 1962.

Association d'éducation du Québec, Le Québécois et sa culture: la culture québécoise: C'est quoi?, Montréal, Association d'éducation du Québec, 1973.

Barbeau, Raymond, La libération économique du Québec, Edition de l'Homme, Montréal, 1963.

Béland, Claude, Initiation au coopératisme, Editions du Jour, Montréal, 1977.

Bélanger, André J., L'apolitisme des idéologies québécoises: le grand tournant, 1934-36, Les Presses de l'Université Laval, Québec, 1974.

_____, Ruptures et constantes: Quatre idéologies du Québec en éclatement, Editions Hurtubise HMH, Montréal, 1977.

Bélanger, Paul et al., La rivalité intersyndicale au Québec, Québec, Université Laval (étude réalisée pour le compte de l'équipe spécialisée en relations de travail, projet no. 21), document ronéotypé, 1968.

Bélanger, W. Pierre et Guy Rocher, Ecole et société au Québec; éléments d'une sociologie de l'éducation, Montréal, HMH, 1970.

Bergeron, Gérard, Du duplessisme à Trudeau et Bourassa, Montréal, Parti-Pris, 1971.

_____, Le Canada-français après deux siècles de patience, Paris, Seuil, 1967.

_____, et Réjean Pelletier, directeurs, L'Etat du Québec en devenir, Montréal, Boréal-Express, 1980.

Bergeron, Léandre, Le petit manuel d'histoire du Québec, Montréal, Editions québécoises, 1970.

Berle, Adolf, Power, Harcourt, Brace and World, 1967.

_____, Power Without Property: A New Development in American Political Economy, New York, Harcourt, Brace and World, 1959.

_____, The Twentieth Century Capitalist Revolution, New York, Harcourt, Brace and World, 1954.

Bernard, André, La politique au Canada et au Québec, Montréal, Presses de l'Université du Québec, 1977.

_____, Les inégalités de représentations; la carte électorale du Québec: 1867-1967, Montréal, thèse de doctorat, 1969.

Bernard, Jean-Paul, Les rouges: libéralisme, nationalisme et anti-cléricalisme au milieu du XIXe siècle, Montréal, Presses de l'Université du Québec, 1971.

Bernier, Paul et Jocelyn St-Pierre, Les travailleurs québécois: 1940-1971, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1974.

Bigsby, S.A., The Dilemma of French-Canadian Progressive Nationalism: A Proudhonist Interpretation of the Confederation of National Trade-Unions: 1946-1969, thèse, Ottawa, Carleton University, 1969.

Birnbaum, Norman, The Crisis of Industrial Society, New York, Oxford University Press, 1969.

Boily, Robert, Dubuc, Alfred, Gagnon, F.M. et Marcel Rioux, Données sur le Québec, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1974.

_____, La réforme électorale au Québec, Montréal, Editions du Jour, 1971.

Boismenu, Gérard, et al., Le Québec en textes, Montréal, Boréal-Express, 1980.

Bombardier, Denise, Les cent jours du gouvernement Sauvé, Montréal, thèse de maîtrise, département de science politique, Université de Montréal, 1971.

Boucher, Jean-Pierre, Instantanés de la condition québécoise, Editions Hurtubise, HMH, Montréal, 1977.

Bourgault, Raymond, La gauche et la droite, Montréal, Bellarmin, 1962.

Bourque, Gilles, L'Etat capitaliste et la question nationale, Les Presses de l'Université de Montréal, Montréal, 1977.

Bouthillier, Guy et Jean Maynaud, Le choc des langues au Québec (1760-1970), Les Presses de l'Université du Québec, Montréal, 1972.

Bowen, Ralph H., German Theories of the Corporate State, Columbia University Press, New York, 1947.

Brayman, Harold, Corporate Management in a World of Politics, New York, McGraw-Hill Book Company, 1967.

Brossard, Michel, L'idéologie économique de la F.T.Q., Montréal, Université de Montréal, 1969 (thèse).

Brunet, Michel, Canadiens et Canadiens; études sur l'histoire et la pensée des deux Canadas, Fides, Montréal, 1971 (2e édition).

Burnham, James, The Managerial Revolution, New York and Condor, Putnam Press, 1942.

Brunelle, Dorval, La désillusion tranquille, Montréal, Hurtubise HMH, 1978.

Calvez, Jean-Yves, The Social Thought of John XXIII, Chicago, Henry Regnery Company, 1964.

_____ et Jacques Perrin, Eglise et société économique; l'enseignement des papes de Léon XIII à Pie XII, Paris, Editions Mouton, 1959.

Cameron, David, Nationalism, Self Determination and the Quebec Question, Toronto, MacMillan, 1974.

Carrier, André, Les idées sociales, économiques et politiques de René Lévesque, Ottawa, Université d'Ottawa, 1970 (thèse).

Carrier, Hervé et Lucine Roy, Evolution de l'Eglise au Canada français; études de sociologie pastorale, Montréal, Bellarmin, 1968 (cahiers de l'Institut d'histoire populaire, 9).

Carruthers, G.S., Neo-Nationalism in the Province of Québec: Some Points on the Ideologies and Policies of the "Quiet Revolution"; 1962-1970, Fletcher School, Medford, Tufts University, 1973.

Centre québécois de relations internationales, Le nationalisme québécois à la croisée des chemins, Québec, collection "Choix", 1975.

Chambre de commerce de la province de Québec, Politique d'action 73, Montréal, Chambre de commerce de la province de Québec, 1973.

_____, Québec: le coût de l'indépendance, Montréal, Editions du Jour, 1969.

Champlin, John R., ed., Power, New York, Atheneum Press, 1971.

Chaplin, David, éditeur, Peruvian Nationalism: A Corporatist Revolution?, New Jersey, Transaction Books, 1976.

Child, John, The Business Enterprise in Modern Industrial Society, London, Collier-MacMillan, 1968.

_____, British Management Thought; A Critical Analysis, London, Allen and Urwin, 1969.

Clément, G., Histoire de l'Action catholique au Canada français, Montréal, Editions Fides, 1972 (cet ouvrage constitue la deuxième annexe du Rapport Dumont).

Cloutier, Edouard et Daniel Latouche, éditeurs, Le système politique québécois, Montréal, Hurtubise HMH, 1979.

Cohen, Stephen, Modern Capitalist Planning: The French Model, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1969.

Comeau, R., Economie québécoise, Montréal, Presses de l'Université du Québec, 1969.

Comte, Auguste, Système de politique positive, Osnabruck, ot to Zeller, 1967 (ré-impression de l'édition 1851).

_____, Sociologie, (textes choisis), Paris, Presses Universitaires de France, 1969.

Confédération des syndicats nationaux, L'avenir des travailleurs de la forêt et du papier, Montréal, Confédération des syndicats nationaux, 1972.

_____, La grande tricherie, Montréal, Confédération des syndicats nationaux, 1973.

_____, Ne comptons que sur nos propres moyens, Montréal, Confédération des syndicats nationaux, 1972.

_____, Qui a mis le cadenas dans S.O.M.A.?, Montréal, Confédération des syndicats nationaux, 1972.

_____, Aide-mémoire au document "Ne comptons que sur nos propres moyens", Montréal, Confédération des syndicats nationaux, 1972.

Conseil de la coopération du Québec, Le Québec coopératif: 1973, Québec, 1973.

Conseil du patronat du Québec, Détruire le système actuel? C'est à y penser, Montréal, Publication Les Affaires, 1972.

Cook, Ramsay, Canada and the French Canadian Question, Toronto, MacMillan, 1966.

_____, French-Canadian Nationalism; An Anthology, Toronto, MacMillan, 1969.

Corbett, E.M., Quebec Confronts Canada, Baltimore, John Hopkins University Press, 1967.

Dahl, Robert, Pluralist Democracy in the United States: Conflict and Consent, Chicago, Rand McNally and Company, 1967.

_____, Who Governs?, New Haven, Yale University Press, 1961.

D'Allemagne, André, Le colonialisme au Québec, Montréal, Editions R-B, 1966.

David, Hélène, L'activité de grève au Québec de 1945 à 1967: une analyse sociologique, thèse de doctorat, Paris, Ecoles des Hautes-Etudes (6e section) 1975.

Davidson, Robert, Le syndicalisme entre le capitalisme et le socialisme: la conception de l'Etat dans la C.S.N. et dans la F.T.Q., Ottawa, Université d'Ottawa, 1974 (thèse de maîtrise).

Deal, C.L., The Development of the Role of the Church in the Labour Movement in Québec, Edmonton, University of Alberta, 1968 (thèse).

Denis, Roch, Lutte de classes et question nationale au Québec: 1948-68, Montréal, Presses Socialistes Internationales, 1979.

Desbarats, Peter, René Lévesque ou le projet inachevé, Montréal, Editions Fides, 1977.

_____, The State of Québec; A Journalist's View of the Quiet Revolution, Toronto, McClelland-Stewart, 1965.

Desjardins, André, La politisation et la radicalisation de l'action syndicale au Québec, Montréal, Université de Montréal, 1973 (thèse).

Després, J.P., Le mouvement ouvrier canadien, Montréal, Fides, 1947.

Descarries-Bélanger, Francine, L'école rose... et les cols roses, Montréal, Editions coopératives Albert Saint-Martin, 1980.

Desrosiers, R. et D. Héroux, Les travailleurs québécois et le syndicalisme, Montréal, Presses de l'Université du Québec, 1973.

Des Trois Rives, Jean (pseudonyme), Maurice Duplessis, Berthierville, Editions du Château, 1960.

Diamond, Marcello, Doctrinas economicas, de sarollo e independencia, Buenos Aires, Paidos, 1973.

Dion Gérard et Louis O'Neill, Le chrétien en démocratie, Montréal, Les Editions de l'Homme, 1961.

Dion, Léon, La prochaine révolution, Montréal, Leméac, 1973.

_____, Le bill 60 et la société québécoise, Montréal, Edition HMH, 1967.

_____, Nationalisme et politique au Québec, Montréal, Hurtubise HMH, 1975.

_____, Société et politique: la vie des groupes, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1971.

_____ et Micheline De Sève, Les cultures politiques au Québec, Série "notes et travaux de recherche", no. 13, mai 1980, département de science politique, Québec, Université Laval.

Dionne, Pierre, Une analyse historique de la Corporation des enseignants du Québec: 1836-1968, Québec, Université Laval, 1969 (thèse).

Dofny, Jacques, Structures et pouvoirs de la Confédération des syndicats nationaux, étude réalisée pour le compte de l'équipe spécialisée sur les relations de travail au Canada, projet no. 17, Ottawa, Bureau du Conseil privé, mai 1968.

Downie, Jack, The Competitive Process, Londres, Duckworth, 1958.

Dossier de travail, préparé pour les délégués à l'occasion du 12e congrès du Mouvement coopératif Desjardins, Montréal, 13-17 mai 1973.

Drache, Daniel, Québec, Only the Beginnings. The Manifestos of the Common Front, Toronto, New Press, 1972.

Duclos, Paul, Séparatisme: dialogue de deux solitudes, Desbiens, Editions du Phare, 1972.

Dumont, Fernand, L'Eglise du Québec: un héritage, un projet, Montréal, Editions Fides, 1971.

_____, La vigile du Québec, octobre 1970: l'impasse?, Montréal, Hurtubise HMH, 1971.

Dumont, Fernand et J.C. Falardeau, directeurs, Littérature et société canadienne-française, Québec, Presses de l'Université Laval, 1964.

_____ et J.P. Montminy, directeurs, Le pouvoir dans la société canadienne-française, Québec, Presses de l'Université Laval, 1966.

Dupont, Antonin, Les relations entre l'Eglise et l'Etat sous Louis-Alexandre Taschereau: 1920-1936, Montréal, Guérin, 1973.

Dupont, Pierre et Gisèle Tremblay, Les syndicats en crise, Montréal, Editions Quinze, 1977.

Dupuis, J.R.-P., A Study of the Changes in the French Catholic System of Education in Quebec from September 1959 to June 1963, Edmonton, University of Alberta, 1965 (thèse).

Durkheim, Emile, De la division du travail social: Etude sur l'organisation des sociétés supérieures, Paris, Félix Alcan, 1893.

_____ et al., Essays on Sociology and Philosophy, (édité par K.W. Worff), New York, Harper Torchbooks, 1960.

_____, Journal sociologique, Paris, Presses universitaires de France, 1969.

_____, Leçons de sociologie, Paris, Presses universitaires de France, 1950.

Durocher, René et P.A. Linteau, Le retard du Québec et l'infériorité économique des Canadiens-français, Montréal, Boréal-Express, 1971.

Duvignaud, Jean, Durkheim: sa vie, son oeuvre, sa philosophie, Paris, Presses universitaires de France, 1965.

Edinger, Lewis, Political Leadership in Industrialized Societies, New York, John Wiley and Sons, 1967.

Eglise catholique au Québec (province, évêques), Le problème ouvrier en regard de la doctrine sociale de l'Eglise, lettre pastorale collective des archevêques et évêques de la province civile du Québec, Montréal, Bellarmin, 1950.

Epstein, Edwin, The Corporation in American Politics, Englewood Cliffs, New Jersey, Prentice-Hall, 1969.

Ehrman, Henry, La politique du patronat français, Paris, Armand Colin, 1959.

_____, Interest Groups on Four Continents, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 1958.

Ellow, M.H., French Corporative Theory, New York, Columbia University Press, 1953.

Ethier, Diane, Piotte, J.M. et J. Reynolds, Les travailleurs contre l'Etat bourgeois, avril et mai 1972, Montréal, Editions de l'Aurore, 1975.

Faucher, Albert, Introduction à l'étude de la coopération dans la province de Québec, Toronto, University of Toronto, 1944 (thèse).

Faucher, J.-A., Les clubs politiques en France, Paris, Editions John Didier, 1965.

Favreau, Louis, Les travailleurs face au pouvoir, Montréal, Centre de formation populaire, 1972.

Fédération des travailleurs du Québec, L'Etat, rouage de notre exploitation, (document de travail pour le 12e congrès), Montréal, Editions de la Fédération des travailleurs du Québec, 1971.

_____, Politique de la F.T.Q.: 1960-67, Montréal, Editions de la Fédération des travailleurs du Québec, 1967.

Felteau, Cyrille, et al., Une certaine Révolution tranquille, Montréal, La Presse, 1975.

Field, G. Lowell, The Syndical and Corporative Institutions of Italian Fascism, New York, AMS Press, 1968.

Fournier, Marcel, Communisme et anti-communisme au Québec (1920-50), Montréal, Editions coopératives Albert Saint-Martin, 1980.

Fournier, Pierre, éd., Le capitalisme au Québec, Montréal, Editions coopératives Albert Saint-Martin, 1980.

_____, Le patronat québécois au pouvoir, Montréal, Editions Hurtubise HMH, 1979.

Frégault, Guy, La civilisation de la Nouvelle-France, Montréal, Fides, 1969.

Fremantle, Anne, The Papal Encyclicals in their Historical Context, Toronto, The New American Library of Canada, 1963.

Gaboury, Jean-Pierre, Le nationalisme de Lionel Groulx, aspects idéologiques, Ottawa, Editions de l'Université d'Ottawa, 1970.

Gagnon, Gabriel et Luc Martin, directeurs, Québec 1960-1980, la crise du développement, Montréal, Hurtubise HMH, 1973.

Gagnon, M.A., Jean-Charles Harvey: précurseur de la Révolution tranquille, Montréal, Beauchemin, 1970.

Galbraith, John K., American Capitalism, Boston, Houghton Mifflin Company, 1952.

_____, The New Industrial State, Boston, Houghton Mifflin Company, 1967.

Garigue, Philippe, L'option politique du Canada-français: une interprétation de la survivance nationale, Montréal, Éditions du Lévrier, 1963.

Georges, Pierre, Le Québec, Paris, Presses universitaires de France, collection Que sais-je?, 1979.

Gehlke, C.Elmer, Emile Durkheim's Contributions to Sociological Theory, New York, AMS Press, 1968 (repointed from the 1915 edition).

Gérin-Lajoie, Paul, Pourquoi le bill 60, Montréal, Éditions du Jour, 1963.

Giroux, Alphonse, La doctrine sociale de l'Eglise, Québec, Université Laval, 1941 (thèse).

Gonzalez, S.S., El sindicalismo después de Perón, Buenos Aires, Galerna, 1971.

Grand'Maison, Jacques, Nationalisme et religion, Montréal, Beauchemin, 1970.

_____, Stratégies sociales et nouvelles idéologies, Montréal, Hurtubise HMH, 1970.

Grant, Michel, L'action politique syndicale et la Fédération des Unions industrielles du Québec, thèse de maîtrise, Montréal, département des relations industrielles, Université de Montréal, 1968.

Groupe de recherche économique, Coopératives de production, usines populaires et pouvoir ouvrier, Montréal, Éditions québécoises, 1973.

Guichard, Jean, Eglise, luttes de classe et stratégies politiques, Paris, Cerf, 1972.

Guichonnet, Paul, Mussolini et le fascisme, Paris, Presses universitaires de France, 1968.

Hacker, Andrew, ed., The Corporation Take-Over, New York, Anchor Books, 1965.

Hamelin, Jean, directeur, Histoire du Québec, Toulouse, Privat, 1976.

Hamelin, J., éd., Les travailleurs québécois, 1891-1896, Montréal, Presses de l'Université du Québec, 1973.

Harris, Nigel, Beliefs in Society: The Problem of Ideology, Middlesex, Penguin Books, 1971.

_____, Competition and the Corporate Society, London, Methuen, 1972.

Harvey, Fernand et Peter Southam, Chronologie du Québec: 1940-71, Québec, Institut supérieur des sciences humaines, Université Laval, 1972.

_____, et al., Aspects historiques du mouvement ouvrier au Québec, Montréal, Boréal-Express, 1973.

Harvey, Vincent, et al., L'Eglise et le Québec, Montréal, Editions du Jour, 1961.

Holtzman, Abraham, Interest Groups and Lobbying, New York, MacMillan, 1966.

Hugues, E.C., Rencontre de deux mondes, la crise de l'industrialisation du Canada-français, Montréal, Boréal-Express, 1972.

Hullinger, Jean, L'enseignement social des évêques canadiens de 1891 à 1950, Montréal, Fides, 1957.

Hunter, Floyd, Community Power Structure, Garden City, Anchor Books, 1963.

Isbester, A. Fraser, Another look at the Asbestos Workers' Strike of 1949, Lennoxville, Bishop's University, 1963 (thèse).

Jamet, Michel, Les sports et l'Etat au Québec, Montréal, Editions coopératives Albert Saint-Martin, 1980.

Jones, Richard, Community in Crisis; French-Canadian Nationalism in Perspective, Toronto, McClelland-Stewart, 1967.

Kaplan, A., et H.D. Lasswell, Power and Society, New Haven, Yale University Press, 1950.

Kariel, H.S., The Decline of American Pluralism, Stanford, Stanford University Press, 1961.

Kaufman, R.R., Transitions to Stable Authoritarian - Corporate Regimes: The Chilean Case, Beverley Hills, Sage Professional Papers in Comparative Politics, 1976.

Keaton, R.J., Le rassemblement pour l'indépendance nationale, Montréal, McGill University, 1969 (thèse).

Kelly, Stanley, Professional Public Relations and Political Power, Baltimore, John Hopkins Press, 1956.

Kernaghan, W.D.K., Freedom of Religion in the Province of Québec with Particular Reference to the Jews, Jehovah's Witnesses and Church-State Relations: 1930-1960, Durham, Duke University, 1966 (thèse).

Key, V.O., Politics, Parties and Pressure Groups, New York, Thomas Crowell, 1964.

Kolko, Gabriel, Wealth and Power in America: An Analysis of Social Class and Income Distribution, New York, Praeger Books, 1962.

Kwavnick, David, éditeur, The Tremblay Report, Toronto, McClelland and Stewart, 1973 (Carleton Library).

Lacoursière, Jacques, Provencher, Jean et Denis Vaugeois, Canada-Québec. Synthèse historique, Montréal, Editions du renouveau pédagogique, 1970.

Lacroix, Benoît, Lionel Groulx, Montréal, Fides, 1967.

Lacroix, Jean, La sociologie d'Auguste Comte, Paris, Presses universitaires de France, Paris, 1967.

Laczko, Leslie, English Canadian and Québécois Nationalism: An Empirical Analysis, Montréal, McGill University, 1974 (thèse).

Laflamme, Marcel; et al., Québec: contexte socio-économique, Chicoutimi, Editions Gaétan Morin, 1978.

Lajeunesse, Marcel, L'éducation au Québec (19e et 20e siècle), Trois-Rivières, Boréal-Express, 1971.

Lamonde, Yvan, Historiographie de la philosophie au Québec: 1853-1970, Montréal, Hurtubise HMH, 1974 (Cahiers du Québec).

Langlois, Hélène, Elites et idéologies au Canada français, Québec, Université Laval, 1966 (thèse).

Lapierre, Laurier, Québec: hier et aujourd'hui, Toronto, MacMillan, 1967.

Laporte, Pierre, Le vrai visage de Duplessis, Montréal, Editions de l'Homme, 1960.

Laterreur, Marc, Les tribulations des conservateurs au Québec: de Bennett à Diefenbaker, Québec, Presses de l'Université Laval, 1973.

Latouche, Daniel, Lamonde, Pierre et P.A. Julien, Québec 2001, une société refroidie, Montréal, Boréal-Express, 1976.

Latouche, Daniel et Diane Poliquin-Bourassa, Le manuel de la parole. Manifestes québécois, Montréal, Boréal-Express, 1977-79 (3 volumes).

Laurendeau, André, L'abbé Lionel Groulx, Montréal, Editions de l'Action canadienne-française, 1938.

Laurendeau, Marc, Les Québécois violents, Québec, Boréal-Express, 1974.

Lavergne, Gilles, Eglise et socialisme; le socialisme québécois et la pensée chrétienne, Montréal, Université de Montréal, 1966 (thèse).

Lazure, Jacques, La jeunesse du Québec en révolution; essai d'interprétation, Montréal, Presses de l'Université du Québec, 1970.

_____, L'association des jeunes Québécois, Montréal, Presses de l'Université du Québec, 1972.

Le Borgne, Louis, La C.S.N. et la question nationale depuis 1960, Montréal, Editions coopératives Albert Saint-Martin, 1976.

Légaré, Anne, Les classes sociales au Québec, Montréal, Les Presses de l'Université du Québec, 1977.

Lemieux, Vincent, Le quotient politique vrai, Québec, Presses de l'Université Laval, 1973.

_____, et Raymond Hudon, Patronage et politique au Québec: le patronage des partis politiques au Québec depuis 1944, Trois-Rivières, Boréal-Express, 1975.

_____, directeur, Quatre élections provinciales au Québec; 1956-1966, Québec, Presses de l'Université Laval, 1969.

Lépine, Ginette, Analyse des modèles utilisés en éducation au Québec, Montréal, Editions coopératives Albert Saint-Martin, 1980.

Lesage, Jean, Lesage s'engage, Montréal, Les Editions Politiques du Québec, 1959.

Les groupes d'intérêt au Canada, Information bibliographique et documentaire en science politique, centre de documentation et recherches politiques, Collège Jean-de-Brébeuf, Montréal, no. 6, 1965.

Letellier, Marie, On est pas des trous-de-cul, Montréal, Parti Pris, 1973.

Lévesque, Benoît, éd., Animation sociale, entreprises communautaires et coopératives, Montréal, Editions coopératives Albert Saint-Martin, 1980.

Lévesque, René, Option-Québec, Montréal, Les Editions de l'Homme, 1968.

Levitt, Kari, La capitulation tranquille, Montréal, Ré-édition-Québec, 1972.

Linteau, P.A., Durocher, René et J.C. Robert, Histoire du Québec contemporain, Québec, Editions Boréal-Express, 1979.

Lipset, S.M. et R. Bendix, Social Mobility in Industrial Society, Berkeley and Los Angeles, University of California Press, 1966.

Lipton, Charles, Histoire du syndicalisme au Canada et au Québec, Montréal, Parti Pris, 1976.

Lowi, Theodore, The End of Liberalism, New York, W.W. Norton, 1979 (2e édition).

MacRae, C.F., éditeur, French Canada Today, Report of the Mount Allison Summer Institute, Sackville, Nouveau-Brunswick, Mount Allison University Publication, 1962.

Mabry, D.J., Mexico's Accion Nacional: A Catholic Alternative to Revolution, Syracuse, Syracuse University Press, 1973.

Malloy, James, Authoritarianism and Corporatism in Latin America, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 1977.

Marc-Henri, Joseph Sarrazin, Projets de restauration par le corporatisme; 1933-50, Montréal, Université de Montréal, 1960 (thèse).

Marier, Gérard, La révolution scolaire, Montréal, Editions du Jour, 1972.

Marietti, Angèle-Kremer, Auguste Comte, Paris, Editions Seghers, 1970.

Martin, J., Les chevaliers du travail et le syndicalisme international à Montréal, Montréal, Université de Montréal, 1965 (thèse).

Mascotto, Jacques et P.Y. Soucy, Démocratie et nation, Montréal, Editions coopératives Albert Saint-Martin, 1980.

_____, Sociologie politique de la question nationale, Montréal, Editions coopératives Albert Saint-Martin, 1980.

Mason, Edward, The Corporatism in Modern Society, New York, Atheneum Press, 1970.

McConnell, G., Private Power and American Democracy, New York, Alfred A. Knopf, 1966.

McDougall, W.J. et Fogelberg, Corporate Boards in Canada, London, University of Western Ontario, 1968.

McGraw, D., Les causes de la modification de la pratique politique et idéologique des groupes populaires en milieu urbain à Montréal entre 1963 et 1968, Montréal, Université du Québec à Montréal, 1974 (thèse).

McGraw, Donald, Le développement des groupes populaires à Montréal, Montréal, Editions coopératives Albert Saint-Martin, 1978.

McLeod, J.T. et K.J. Rea, Eds., Business and Government in Canada, Toronto, Methuen Publications Company, 1969.

McRoberts, Kenneth, Contrasts in French-Canadian Nationalism: The Impact of Industrialization Upon the Electoral Role of French-Canadian Nationalism, Chicago, University of Chicago, 1966 (thèse).

Michels, R., Political Parties, Glencoe, Illinois, Free Press, 1968.

Meynaud, Jean, Les groupes de pression, Presses universitaires de France, Paris, 1962 (collection Que sais-je?).

_____, Nouvelles études sur les groupes de pression en France, Arnaud Colin, Paris, 1962, 237 p.

Migué, J.L., éditeur, Le Québec d'aujourd'hui: regards universitaires, Montréal, Hurtubise HMH, 1971.

Milbrath, Lester, Political Participation, Rand McNally, Chicago, 1965.

Miliband, Ralph, The State in Capitalist Society, Basic Books, New York, 1969.

Milner, Henry, Politics in the New Québec, Toronto, McClelland and Stewart, 1978.

_____, et S.H. Milner, The De-Colonization of Quebec: An Analysis of Left-Wing Nationalism, Toronto, McClelland-Stewart, Toronto, 1973.

Milner, Sheilagh, Left-Wing Nationalism in Quebec, Ottawa, Carleton University, 1971 (thèse).

Monnet, François-Marie, Le défi québécois, Les Editions Quinze, Montréal, 1977.

Monière, Denis, Le développement de la pensée de gauche au Québec: 1950-1970. Analyse de contenu de trois revues: Cité Libre, Socialisme, Parti-Pris, Ottawa, Université d'Ottawa, 1970 (thèse).

_____, Le développement des idéologies au Québec, des origines à nos jours, Montréal, Québec-Amérique, 1977.

Montanari, Franca Orsello, La teoria del "consensus" in Augusto Comte, Marsilio Editori, Padova, 1971.

Moore, W.E., The Conduct of the Corporation, New York, Random House, 1962.

_____, The Impact of Industry, Englewood Cliffs, New Jersey, Prentice Hall, 1965.

Moreux, C., Fin d'une religion? Monographie d'une paroisse canadienne-française, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1969.

Morf, Gustave, Le terrorisme québécois, Montréal, Editions de l'Homme, 1970.

Morisset, Denys, Le Québec tel quel, Québec, Editeur officiel, 1978 (3e édition).

Murray, Vera et Don, De Bourassa à Lévesque, Montréal, Editions Quinze, 1978.

_____, Le Parti Québécois: de la fondation à la prise du pouvoir, Montréal, Hurtubise HMH, 1976.

Myers, H.B., The Quebec Revolution, Montréal, Harvest House, 1964.

Nish, James Cameron, Québec in the Duplessis Era, 1935-59: Dictatorship or Democracy?, Toronto, Copp-Clark, 1970.

Normand, Bernard, Analyse de quelques manifestations de la conscience ouvrière québécoise, 1949-1966, Montréal, Université de Montréal, 1969 (thèse).

O'Connor, J., The Fiscal Crisis of the State, St-Martin's, New York, 1973.

Oliver, Michael, The Social and Political Ideas of French-Canadian Nationalists, 1920-1945, Montréal, McGill University, 1957 (thèse).

Orban, Edmond, et al., La modernisation politique du Québec, Québec, Boréal-Express, 1976.

Panitch, Leo V., Social Democracy and Industrial Militancy, Cambridge University, London, 1976.

Paquet, Gilles, éd., The Multinational Firm and the Nation State, Don Mills, Collier-MacMillan Company, 1972.

Parenteau, L.-René, L'évolution du nationalisme à la C.T.C.C. - C.S.N., Québec, Université Laval, 1970 (thèse).

Parisé, Robert, Georges-Henri Lévesque, père de la renaissance québécoise, Montréal, Editions Alain Stanké, 1976.

Parti Québécois, L'affaire de la Baie James, Montréal, Editions du Parti Québécois, 1972.

_____, La question économique n'est pas un problème, Montréal, Editions du Parti Québécois, 1970.

_____, Qui finance le Parti Québécois?, Montréal, Editions du Parti Québécois, 1972.

Pelletier, Réjean, Le rassemblement pour l'indépendance nationale; une analyse systémique-fonctionnelle d'un parti politique, thèse de doctorat, Paris, F.N.S.P., 1972.

_____, directeur, Partis politiques au Québec, Montréal, Hurtubise HMH, 1976.

Perras, S., Pluralisme syndical québécois, Montréal, Université de Montréal, 1955 (thèse).

Pike, F.B. et T. Stritch (eds.), The New Corporatism, University of Notre-Dame, Notre Dame, 1974.

Piotte, J.M., D. Ethier et J. Reynolds, Les travailleurs contre l'Etat bourgeois, Montréal, L'Aurore, 1975.

_____, et al., Québec occupé, Montréal, Parti-Pris, 1971.

Pirou, Gaétan, Essais sur le corporatisme, Paris, Librairie du Recueil Sirey, 1938.

Postgate, Dale et Ken McRoberts, Québec: Social Change and Political Crisis, Toronto, McClelland and Stewart Limited, 1976.

Presthug, Robert, Elite Accommodation in Canadian Politics, Toronto, MacMillan, 1973.

Quinn, H.F., The Union Nationale: A Study in Québec Nationalism, Toronto, University of Toronto Press, 1963.

Raynaud, André, La propriété des entreprises au Québec; les années 60, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1974.

Ree, L., Bloc populaire canadien, 1942-47, Edmonton, University of Alberta, 1973 (thèse).

Regush, Nicolas, Pierre Vallières: The Revolutionary Process in Québec, New York, Dial Press, 1973.

Reid, Malcolm, The Shouting Singpainters: Literary and Political Account of Québec's Revolutionary Nationalism, Toronto, McClelland and Stewart, 1972.

Rennie, D.L.C., The Ethnic Division of Labour in Montreal from 1931 to 1951, Montréal, McGill University Press, 1953 (thèse).

Rhéault, René, Sécularisation et syndicalisme, Québec, Université Laval, 1967 (thèse).

Rioux, Marcel et Susan Crean, Deux pays pour vivre: un plaidoyer, Montréal, Editions Coopératives Albert Saint-Martin, 1980.

_____, La question du Québec, Paris, Seghers, 1969.

Rivet, Jean, Idéologie de l'Union catholique des cultivateurs (1950-1973), Montréal, Université de Montréal, 1975 (thèse).

Robert, Jean-Claude, Du Canada français au Québec libre, Paris, Flammarion, 1975.

Robertson, D.B., ed., Voluntary Associations: A Study of Groups in Free Societies, John Knox Press, Richmond, Virginia, 1964.

Rocher, Guy, Le Québec en mutation, Montréal, Hurtubise HMH, 1973.

Rochon, Gaétan, Le mouvement laïc de langue française et la question scolaire: 1961-69. Analyse d'un groupe de pression, thèse de maîtrise, département de science politique, Montréal, Université de Montréal, 1971.

Rotstein, Abraham, Power Corrupted; the October Crisis and the Repression of Québec, Toronto, New Press, 1971.

Roy, Jean-Louis, La marche des Québécois: le temps des ruptures (1945-60), Montréal, Editions Leméac, 1976.

_____, Les programmes électoraux du Québec, Montréal, Leméac, 1971 (deux tomes).

Rumilly, Robert, Le problème national des Canadiens-français, Montréal, Fides, 1961.

_____, Maurice Duplessis et son temps, Montréal, Fides, 1973 (deux volumes).

Ryan, Claude, directeur, Le Québec qui se fait, Montréal, Hurtubise HMH, 1971.

_____, Le Devoir et la crise d'octobre 1970, Montréal, Leméac, 1971.

Ryerson, Stanley B., French Canada, a Study in Canadian Democracy, Toronto Progress Publ., Toronto, 1943.

Ryerson, S.B., Le capitalisme et la Confédération, Montréal, Editions Parti-Pris, 1972.

Sabourin, Louis, éd., Le système politique du Canada; institutions fédérales et québécoises, Ottawa, Editions de l'Université d'Ottawa, 1970.

Saint-Germain, Maurice, Une économie à libérer: le Québec analysé dans ses structures économiques, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1973.

Saint-Pierre, Céline, Le développement de la société québécoise saisi à travers les idéologies et les pratiques syndicales, 1929-40, Université de Paris-Nanterre, Paris, 1973 (thèse).

Sarrazin, Jean et Claude Ryan, directeurs, Dossier Québec, Paris, Stock, 1979.

Sauriol, Paul, La nationalisation de l'électricité, Montréal, Les Editions de l'Homme, 1962.

Savard-Batz, Michèle, Le syndicalisme patronal dans la construction, Montréal, Editions coopératives Albert Saint-Martin, 1980.

Schmitter, Philippe et Gerhard Lehmbruch, éditeurs, Trends Toward Corporatist Intermediation, Londres, Sage Publications, 1979.

Schmitter, Philippe C., Corporatism and Public Policy in Authoritarian Portugal, Contemporary Political Sociology Services, A Sage Professional Paper, Beverley Hills, 1975.

Séguin, Maurice, L'idée d'indépendance au Québec: genèse et historique, Trois-Rivières, Boréal-Express, 1968.

Semaines sociales du Canada, 14e session, L'organisation professionnelle, Ecole sociale populaire, Montréal, 1936 (tenues à Trois-Rivières).

_____, 39e session, L'Etat et les corps intermédiaires, Les Editions Bellarmin, Montréal, 1964 (tenues à Québec).

Semaines sociales du Canada, 15e session, La coopération, Ecole sociale populaire, Montréal, 1937 (tenues à Saint-Hyacinthe).

Secton, Jean, La C.T.C.C. - C.S.N.: Du corporatisme à la réforme de l'entreprise, Université Laval, Québec, 1970 (thèse).

Shames, I., Parti Québécois: As A Manifestation of Contemporary French-Canadian Nationalism, Ottawa, Carleton University, 1971 (thèse).

Shonfield, Andrew, Modern Capitalism, The Changing Balance of Public and Private Power, Londres, Oxford University Press, 1965.

Simard, J.J., La longue marche des technocrates, Montréal, Editions coopératives Albert Saint-Martin, 1980.

S.S. Jean XXIII, Mater et Magistra, Montréal, Les Editions du Jour, 1961.

Sloan, Thomas, Une Révolution tranquille?, Montréal, Editions HMH, 1965.

Smith, Bernard, La loi 22: le Parti Québécois aurait-il fait mieux?, Montréal, Editions du Jour, 1975.

Stryckman, P., Les prêtres du Québec aujourd'hui, Québec, Université Laval, 1970.

Sylvestre, Guy, Structures sociales du Canada-français, Québec, Presses de l'Université Laval, 1966.

Tanguay, Brian, The Parti Québécois and the Ideology of Liberal Corporatism, thèse de maîtrise, Carleton University, Ottawa, 1980.

Tefas, Georges et Louis Dussault, L'école contre la culture, Montréal, Leméac, 1972.

Théry, Henri, Les groupes sociaux: forces vives, Editions du Centurion, Paris, 1964.

Thomson, Dale C., éditeur, Quebec, Society and Politics: Views from the Inside, McLelland and Stewart, Toronto, 1973.

Tremblay, Louis-Marie, Le syndicalisme québécois: idéologies de la C.S.N. et de la F.T.Q., 1940-70, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1972.

Tremblay, Rodrigue, Le Québec en crise, Montréal, Editions Sélect, 1981.

Tremblay, Rosario, Le Mouvement coopératif Desjardins, Service des relations publiques du Mouvement coopératif Desjardins, Lévis, Québec, 1969.

Trofimenkoff, Susan, Abbé Groulx: Variations on a Nationalist Theme, Toronto, Coop-Clark Publishing, 1973.

Trudeau, P.E., éditeur, La grève de l'amiante, Montréal, Editions Cité Libre, 1956.

_____, Le fédéralisme et la société canadienne-française, Editions HMH, Montréal, 1967.

Truman, David, The Governmental Process: Political Interests and Public Opinion, Alfred A. Knopf, New York, 1955.

Turcotte, Gaston, De l'idéologie des caisses populaires Desjardins, Québec, Université Laval, 1971 (thèse).

Vadeboncoeur, Pierre, Un génocide en douce, Montréal, Hexagone-Parti Pris, 1976.

_____, L'autorité du peuple, Québec, Edition de l'Arc., 1965.

Vallières, Pierre, Nègres blancs d'Amérique; autobiographie précoce d'un "terroriste" québécois, Montréal, Editions Parti Pris, 1968.

_____, Un Québec impossible, Les Editions Québec-Amérique, Montréal, 1977.

Van Loon, Richard, and Michael S. Whittington, The Canadian Political System, McGraw Hill, Toronto, 1971.

Vernon, R., ed., Big Business and the State: Changing Relations in Western Europe, Harvard University Press, Cambridge, Mass., 1974.

Voisine, Nive et al., Histoire de l'Eglise catholique au Québec (1608-1970), Montréal, Editions Fides, 1971 (cet ouvrage constitue la première annexe au Rapport Dumont).

Wade, Mason, Les Canadiens-français de 1760 à nos jours, Montréal, Cercle du livre de France, 1963 (deux volumes).

Weiss, Dimitri, La démocratie industrielle; co-gestion ou contrôle ouvrier?, Paris, Les Editions d'organisation, 1978.

Wener, Normand, La Corporation des enseignants du Québec - C.E.Q. - La Corporation des instituteurs et institutrices catholiques du Québec, étude réalisée pour le compte de l'équipe sur les relations de travail au Canada, projet n°. 17, Ottawa, Bureau du Conseil privé, 1967.

Zeigler, H., Interest Groups in American Society, Englewood-Cliffs, New Jersey, Prentice Hall, 1964.

2. Articles de périodiques spécialisés

Action nationale, "Cinquante années de nationalisme positif", vol. 52, nos 7-8, 1963.

_____, "Lionel Groulx; l'homme et l'oeuvre", vol. 57, no. 10, juin 1968.

_____, "La situation linguistique au Québec après la loi 22", vol. 63, nos. 8-9, avril-mai 1974, vol. 64, nos. 3-4, 1974.

Adams, Howard, "The Roots of Separatism", History of Education Quarterly, no. 8, 1968.

Almond, Gabriel A., "A Comparative Study of Interest Groups and the Political Process; A Research Note", American Political Science Review, vol. 52, no. 1, 1958.

Anderson, Charles W., "Political Design and the Representation of Interest", Comparative Political Studies, vol. 10, no. 1, 1977.

Angers, F.A., "Le corporatisme devant la démocratie et le problème de la liberté", Action nationale, vol. XX, 1942.

_____, "P.E. Trudeau et la grève de l'amiante: réflexions préliminaires", Action nationale, vol. 47, no. 1, 1957.

_____, "Naissance de la pensée économique au Canada-français", Revue d'histoire de l'Amérique française, vol. 15, no. 2, septembre 1961.

_____, "La pensée économique d'Esdras Minville", Action nationale, vol. 65, nos. 9-10, mai-juin 1976.

_____, "La révolution culturelle et l'éducation", Relations, vol. 30, no. 351, juillet-août 1970.

Archibald, Clinton, "Les tendances néo-corporatistes du P.Q.", Perception, vol. 2, no. 2, 1978.

_____ et Khayyam Z. Paltiel, "Du passage des corps intermédiaires aux groupes de pression au Québec; Une illustration par l'exemple du mouvement coopératif Desjardins", Recherches sociographiques, vol. 18, no. 1, 1977.

Arès, Richard, "L'âme de la corporation", Action nationale, vol. XII, 1938.

_____, "L'Eglise et l'Etat au Québec", Relations, vol. 23, no. 269, mai 1963.

_____, "Le problème de l'anti-cléricalisme au Canada-français", Relations, vol. 12, no. 143, novembre 1952.

_____, "Le statut religieux de l'Etat québécois", Relations, vol. 23, no. 274, octobre 1963.

Arès, Richard, "Pourquoi l'Etat", Relations, vol. 21, no. 247, juillet 1961.

_____, "Un Québec fort et le conflit des nationalismes au Canada", Action nationale, vol. 56, no. 1, septembre 1966.

Aubin, R., "Pourquoi les clercs ne permettront pas la libération du Québec", Liberté, vol. 4, no. 23, mai 1962.

Bachrach, Peter, "Elite Consensus and Democracy", Journal of Politics, no. 24, 1962.

Balthazar, Louis, "Figures du nationalisme", Maintenant, nos. 68-69, septembre 1967.

Barnes, S.H., "The Evolution of Christian Trade Unions in Québec", dans Kovacs, E.A., éditeur, Readings in Canadian Labour Economics, Toronto, McGraw-Hill, 1961.

_____, "Quebec Catholicism and Social Change", The Review of Politics, vol. 23, no. 1, janvier 1961.

Beauchamp, Claude, "Néo-bourgeoisie: tentation des syndicats", Maintenant, no. 64, avril 1967.

Beaudoin, Dominique, "L'agriculturisme, margarine de l'histoire", Action nationale, vol. 49, no. 7, 1960.

Beaulieu, M. et A. Normandeau, "Le rôle de la religion à travers l'histoire au Canada-français", Cité libre, no. 71, novembre 1964.

Bélanger, André-J. et Vincent Lemieux, "Le nationalisme et les partis politiques", Revue d'histoire de l'Amérique française, vol. 22, no. 4, mai 1969.

_____, "Le nationalisme québécois, un nationalisme en voie de se définir", Choix, no. 7, 1975.

Bélanger, Paul-R. et Louis Maheu, "Pratique politique étudiante au Québec", Recherches sociographiques, vol. 13, no. 3, septembre-décembre 1972.

Bennett, A., "The Decolonization of Québec", Our Generation, vol. 9, no. 3, pp. 60-65.

Bernard, Jean-Paul et R.F. Desrosiers, "Le Québec et le fédéralisme, 1950-70: Chronique des débats idéologiques et des événements politiques", dans Serby, R., éditeur, Fédéralisme et nations, Montréal, Presses de l'Université du Québec, 1971, pp. 87-125.

Bernier, Jean, "L'extension des conventions collectives dans le droit du travail: France, Grande-Bretagne, Canada", Relations industrielles, vol. 24, no. 1, janvier 1969.

Bibeau, Jean-Pierre et Pierre Després, "La contre culture: un néo-libéralisme", Stratégie, nos. 13-14, printemps-été 1976.

Blain, Maurice, "Les colombes et le pouvoir politique", Cité libre, no. 82, décembre 1965.

Bobet, J., "Laïcité, nationalisme, sentiment national", Liberté, no. 27, mai-juin 1963.

Boivin, Jean, "La négociation collective dans le secteur public québécois; une évaluation des trois premières rondes: 1964-1972", Relations industrielles, vol. 24, no. 4, octobre 1972.

Bonenfant, Jean-Charles et J.C. Falardeau, "Cultural and Political Implications of French-Canadian Nationalism", Canadian Historical Association Report, 1946.

Boudreau, Emile, "Murdochville: douze ans d'organisation", Socialisme 1964, hiver 1964, nos. 3-4.

Bourassa, Guy, "Le prêtre et la politique", Maintenant, nos. 54, juin 1966.

Bourque, Gilles, "Organisation syndicale, néo-capitalisme et planification", Parti-Pris, vol. 4, nos. 7-8, mars-avril 1967.

_____ et Nicole Frenette, "Classes sociales et idéologies nationalistes au Québec: 1760-1970", L'homme et la société, nos. 24-25, avril-septembre 1972.

_____, "La structure nationale québécoise", Socialisme québécois, vol. 21, no. 2, 1970.

_____ et Luc Racine, "Histoire et idéologie", Parti-Pris, vol. 4, nos. 5-6, janvier-février 1967.

Brady, A., "The Meaning of Canadian Nationalism", International Journal, vol. 19, no. 3, été 1964.

Brazeau, Jacques, "Quebec's Emerging Middle Class", Canadian Business, vol. 36, no. 3, mars 1963.

Brazeau, Michel, "Les nouvelles classes moyennes", Recherches sociographiques, vol. 7, nos. 1-2, 1966.

Breton, Albert, "The Economics of Nationalism", Journal of Political Economy, vol. 30, 1964.

Breton, Raymond, "The Socio-Political Dynamics of the October Events", Canadian Review of Sociology and Anthropology, vol. 9, no. 1, février 1972.

Breton, R. et A. Breton, "Le séparatisme ou le respect du statu quo", Cité libre, no. 46, avril 1962.

Burke, Melvin et James Malloy, "From National Populism to National Corporatism: Bolivia, 1952-70", Studies in Comparative International Development, vol. 9, 1974.

Brunelle, Richard et P. Papineau, "Le gouvernement du capital", Socialisme québécois, no. 23, 1972.

Brunet, Michel, "L'évolution du nationalisme du Canada français de la Conquête à 1961", Le Maclean, vol. 1, no. 1, mars 1961.

_____, "Continentalism and Québec Nationalism: A Double Challenge to Canada", Queen's Quarterly, vol. 76, no. 3, 1969.

_____, "La minorité anglophone du Québec: de la Conquête à l'adoption du bill 22", Action nationale, vol. 64, no. 6, février 1975.

_____, "Trois dominantes de la pensée canadienne-française: l'agriculturisme, l'anti-étatisme et le messianisme", Ecrits du Canada-français, vol. 3, 1957.

Cardin, Jean-Réal, "Syndicalisme chrétien et droit québécois du travail: 1947-57", Relations industrielles, vol. 13, no. 1, janvier 1958.

_____, "La nouvelle loi de la fonction publique du Québec", Relations industrielles, vol. 21, no. 2, 1966.

_____ et Léo Roback, "Les syndicats et l'action politique", Relations, no. 376, novembre 1972.

Carrier, André, "L'idéologie politique de la revue Cité libre", Revue canadienne de science politique, vol. 1, no. 4, décembre 1968.

Chamberland, Paul, "Aliénation culturelle et révolution nationale", Parti-Pris, vol. 1, no. 2, novembre 1963.

_____, "Les contradictions de la Révolution tranquille", Parti-Pris, vol. 1, no. 5, février 1964.

Chartier, Roger, "Modification de la loi des relations ouvrières", Relations industrielles, vol. 15, no. 1, janvier 1960.

Chartier, Roger, "La création du ministère du Travail, l'extension juridique des conventions collectives et les années d'avant-guerre: 1931-1939", Relations industrielles, vol. 18, no. 2, avril 1963.

_____, "Contribution à l'histoire de la législation québécoise du travail: 7 - La seconde guerre mondiale, le Conseil supérieur du travail et les lois ouvrières de 1944 (1940-45)", Relations industrielles, vol. 18, no. 3, juillet 1963.

_____, "Contribution à l'histoire de la législation québécoise du travail: 8 (1946-52)", Relations industrielles, vol. 19, no. 2, avril 1964.

Cité libre, "La restauration", vol. XI, no. 33, janvier 1961.

Cliche, Robert, "Le socialisme est la condition d'un nationalisme sain", Socialisme, nos. 12-13, avril-juin 1967.

Cloutier, Edouard, "Industrialization, Technology and Contemporary French-Canadian Nationalism", dans W. Gagné, éditeur, Nationalism, Technology, and the Future of Canada, Toronto, MacMillan, 1976.

_____, "Les fondements micro-économiques du nationalisme canadien-français", Revue canadienne des études sur le nationalisme, vol. 2, no. 1, automne 1974.

Comeau, Robert, "Nationalisme bourgeois et classe ouvrière", Champs d'application, no. 4, hiver 1975.

Corbett, D.C., "The Pressure Groups and the Public Interest", in R.E. Hodgetts and D.C. Corbett, eds., Canadian Public Administration, MacMillan, Toronto, 1960, pp. 452-462.

Cormier, Guy, "Fortune nouvelle du nationalisme", Cité libre, no. 36, avril 1961.

Cousineau, Jacques, "Les conditions chez-nous d'un syndicalisme chrétien", Relations, vol. 20, no. 234, juin 1960.

Cuneo, C.J. et J.E. Curtis, "Quebec Separatism: An Analysis of Determinants Within Social-Class Levels", Canadian Review of Sociology and Anthropology, vol. 2, no. 1, 1974.

Dandurand, Gilles, "Révolution tranquille ou progrès dans l'ordre", Aujourd'hui Québec, vol. 2, no. 5-6, juillet-août 1966, vol. 2, no. 8, octobre 1966.

David, Hélène, "L'état des rapports de classe au Québec, de 1945 à 1967", Sociologie et sociétés, vol. 7, no. 2, novembre 1975.

_____, "La grève et le bon Dieu; la grève de l'amiante au Québec", Sociologie et sociétés, nos. 1-2, novembre 1969.

Davidoff, P., "Advocacy and Pluralism in Planning", Journal of the American Institute of Planners, vol. 31, November 1965.

Dawson, H.J., "The Canadian Federation of Agriculture", Canadian Public Administration, vol. 3, 1960.

_____, "The Consumer's Association of Canada", Canadian Public Administration, vol. 6, no. 1, 1963.

_____, "Relations Between Farm Organizations and the Civil Service in Canada and Britain", Canadian Public Administration, vol. 10, no. 4, 1967.

Deaton, Rick, "The Fiscal Crisis of the State", Our Generation, vol. 8, octobre 1972.

Delisle, André, "De l'indépendantisme à la révolution", Aujourd'hui Québec, vol. 2, no. 9, novembre 1966.

Demers, Huguette, L'idéologie du journal "Le Travail" (C.S.N.); 1960-1965: essai d'interprétation actionniste, Montréal, Université de Montréal, 1969 (thèse).

Denis, Roch, "Histoire et idéologie du mouvement socialiste québécois (1960-1970)", Socialisme québécois, nos. 21-22, avril 1971.

_____ et Luc Racine, "La conjoncture politique depuis 1960", Socialisme québécois, vol. 21, no. 2, 1970.

Desrosiers, Richard, "Duplessis et l'idéologie dominante", Revue d'histoire de l'Amérique française, vol. 25, no. 3, décembre 1971.

Dion, Gérard, "La sécularisation dans la société québécoise", Perspectives sociales, vol. 22, no. 1, janvier-février 1967.

_____, "La doctrine sociale de l'Eglise dans le Québec", Perspectives sociales, vol. 17, no. 1, 1962.

_____, "Le mouvement syndical québécois", Relations industrielles, vol. 13, no. 4, octobre 1958.

_____, "Les relations patronales-ouvrières sous la Révolution tranquille", Relations, vol. 29, no. 344, décembre 1969.

Dion, Gérard, "Panorama actuel du syndicalisme dans la province de Québec", Ad Usum Sacerdotum, vol. 10, nos. 6-7-8, mars-mai 1955.

Diop, Léon, "Genèse et caractère du nationalisme de croissance", dans Les nouveaux Québécois, rapport du 3e congrès des Affaires canadiennes, Québec, Presses de l'Université Laval, 1964, pp. 59-77.

_____, "La polarité des idéologies: conservatisme et progressisme", Recherches sociographiques, vol. 7, nos. 1-2, janvier-août 1966.

_____, "Le nationalisme pessimiste: sa source, sa signification, sa validité", Cité libre, vol. 18, novembre 1957.

_____, "Opinions publiques et systèmes idéologiques", Ecrits du Cana-da français, vol. 12, 1969.

Dionne, Yvon, "Le laïcisme au Canada français", Parti-Pris, vol. 1, no. 4, janvier 1964.

di Tella, Toronato, "Populism and Reform in Latin America", in Obstacles to Change in Latin America, edited by Claudio Veliz, Oxford University Press, New York, 1970.

Dofny, Jacques et Marcel Rioux, "Les classes sociales au Canada français", Revue française de sociologie, vol. 3, no. 3, juillet-septembre 1962.

Domenach, J.M., "Le Canada-français: controverse sur un nationalisme", Esprit, vol. 33, no. 2, février 1963.

Dubuc, Alfred, "Les classes sociales au Québec", Annales, Economie, Société, Civilisation, vol. 22, no. 4, juillet-août 1967.

Duchastel, Paul, "Mainmise: la nouvelle culture en dehors de la lutte des classes", Chroniques, nos. 18-19, juillet 1976.

Dugré, Adélard, "La religion des Canadiens-français", Relations, vol. 8, no. 92, août 1948.

Duhamel, Roger, "Le nationalisme", La Relève, sixième cahier, deuxième série, février 1936.

_____, "Pour un nationalisme français", La Relève, neuvième et dixième cahiers, deuxième série, mai-juin 1936.

Dumas, Evelyn, "The New Quebec Labour Left", Our Generation, vol. 4, no. 4, mars 1967.

Dumais, Mario, "Les classes sociales au Québec", Parti-Pris, vol. 3, nos. 1-2, août-septembre 1965.

Dumont, Fernand, "Conflits idéologiques au Canada français", Annales de l'A.C.F.A.S., vol. 27, 1961.

_____, "De quelques obstacles à la prise de conscience chez les Canadiens-français", Cité libre, no. 19, janvier 1958.

_____, "La représentation idéologique des classes au Canada français", Recherches sociographiques, vol. 6, no. 1, janvier-avril 1965.

_____, "L'Etat, la gauche et la droite", Socialisme, nos. 3-4, hiver 1964.

_____, "Le silence de l'Eglise du Québec", Relations, décembre 1969.

_____, "Structure d'une idéologie religieuse", Recherches sociographiques, 1960 (vol. 1, no. 2).

Dupont, Antonin, "Louis-Alexandre Taschereau et la législation sociale au Québec: 1920-1936", Revue d'histoire de l'Amérique française, vol. 26, no. 3, décembre 1972.

Durocher, René, "Duplessis et la Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels", Annales de l'A.C.F.A.S., vol. 38, 1971.

Duval, Denis, "La religion et l'Etat et l'école", Perspectives sociales, vol. 20, no. 4, juillet-août 1965.

Ehrmann, Henry, "Administration et groupes de pression", Economie et humanisme, no. 123, 1960.

_____, "Direct Democracy in France", American Political Science Review, vol. 57, no. 4, 1963.

_____, "Le groupe d'intérêt et la bureaucratie dans les démocraties occidentales", Revue française de science politique, vol. 21, 1961.

Eid, Nadia, "L'étude des idéologies au Québec: bilan et perspectives de la recherche", Revue d'histoire de l'Amérique française, vol. 25, no. 4, mars 1972.

Eid-Fahmy, Nadia, "Ultramontisme, idéologie et classes sociales", Revue d'histoire de l'Amérique française, vol. 29, no. 1, juin 1975.

Elkin, Frederick, "Advertising Themes and Quiet Revolutions: Dilemmas in French Canada", American Journal of Sociology, vol. 75, 1969.

_____, "Mass Media, Advertising and the Quiet Revolution", dans R.J. Ossenberrg, éditeur, Canadian Society: Pluralism, Change and Conflict, Toronto, Prentice-Hall of Canada, 1971.

Falardeau, Jean-Charles, "Des élites traditionnelles aux élites nouvelles", Recherches sociographiques, vol. 7, nos. 1-2, 1966.

_____, "Rôle et importance de l'Eglise au Canada français", Esprit, nos. 193-194, août 1952.

_____, "The Parish as an Institutional Type", The Canadian Journal of Economics and Political Science, vol. XIV, no. 3, 1949.

Fenton, Allan, "Economic Planning in Free Societies", Canadian Business, février 1963.

Forsey, Eugène, "Clerical Fascism in Québec", Canadian Forum, vol. 17, juin 1937.

Fortin, Gérald, "Le nationalisme canadien-français et les classes ouvrières", Revue d'histoire de l'Amérique française, vol. 22, no. 4, mars 1969.

Fossier, Andrée, "Individu et Etat dans le fascisme", Action nationale, vol. X, 1937.

Fournier, Marcel, "La question nationale: les enjeux", Possibles, vol. 1, no. 2, hiver 1977.

Fournier, Pierre, "The Parti Québécois and the Economic Power of Business", Our Generation, vol. 12, no. 3, printemps 1979.

Frigon, J.F., "Catholicism and Crisis: l'Ecole sociale populaire and the Depression in Québec: 1930-40", Revue de l'Université d'Ottawa, vol. 45, no. 1, janvier-mars 1975.

Gaboury, Jean-Pierre, "L'Etat français ou Lionel Groulx et la souveraineté du Québec", Action nationale, vol. 57, juin 1968.

Gagné, Raymond, "Le Canada-français: les rapports intimes entre culture, langue et personnalité", Interprétation, vol. 4, no. 3, juillet-septembre 1970.

Gagnon, Charles, "Le Parti Québécois et la Révolution", Socialisme, no. 17, avril-juin 1969.

_____, "Classe et conscience de classe", Socialisme, no. 18, juillet-septembre 1969.

Gagnon, Ernest, "Refus global", Relations, vol. 8, no. 94, octobre 1948.

Gagnon, Gabriel, "La F.T.Q., les pauvres et la politique", Parti-Pris, vol. 5, nos. 2-3, octobre-novembre 1967.

Gagnon, Gabriel, "Le B.A.E.Q.: Socialisme ou néo-capitalisme", Parti-Pris, vol. 3, no. 10, mai 1966.

_____, "Pour une planification régionale et démocratique", Cité libre, no. 29, août-septembre 1960.

Gagnon, M.A., "Esdras Minville et l'Action nationale", Action nationale, vol. 65, nos. 9-10, mai-juin 1976.

Gagnon, Serge, "L'histoire des idéologies québécoises: quinze ans de réalisations", Histoire sociale, vol. 9, no. 17, mai 1976.

_____, "Pour une conscience historique de la révolution québécoise", Cité libre, no. 83, janvier 1966.

Gallagher, O.R., "Voluntary Associations in France", Social Forces, vol. 36, décembre 1957.

Garigue, Philippe, "Le carrefour actuel du sens national", Revue de l'Institut de sociologie, vol. 1, 1968.

_____, "Separatism in Québec", New Society, vol. 2, no. 56, octobre 1963.

_____, "Organisation sociale et valeurs culturelles canadiennes-françaises", Canadian Journal of Economics and Political Science, vol. 18, no. 2, mai 1962.

Gaudreau, M.A. de Rome, "La pensée sociale du Canada-français, telle que reflétée dans les "Semaines sociales", Ecole sociale populaire, no. 391, août 1946.

Gingras, F.P., "L'idéologie indépendantiste au Québec: de la révolution nationale au projet social", Cahiers internationaux de sociologie, vol. 59, juillet 1975.

Giroux, Denis, "Le scandale de l'amiante", Magazine Maclean, janvier 1975.

Godin, Gérald, entrevue, Rick Solutin et Daniel Drache, "Since Beating Bourassa", This Magazine, vol. II, no. 5, 1977.

Gordon, C. Wayne et N. Babchuk, "A Typology of Voluntary Associations", American Sociological Review, vol. 24, no. 1, 1959.

Grand'maison, Jacques, "L'Eglise et les idéologies au Québec", Relations, vol. 29, no. 343, novembre 1969.

Grand'maison, Jacques, "L'Eglise québécoise face aux défis politiques", Maintenant, no. 83, avril 1969.

_____, "Le nationalisme et la révolution culturelle", Relations, vol. 29, no. 339, juin 1969.

_____, "Vers un nouveau consentement collectif au Québec", Relations, vol. 29, no. 337, avril 1969.

Groulx, Lionel, "Aux tournants de l'histoire", Relations, mars 1950, (no. III).

Hamelin, A.M., "La dimension religieuse de notre culture canadienne-française", Avenir du Canada et culture française, travaux du XIVe congrès de l'A.C.E.L.F., Charlottetown, 1961.

Harvey, Pierre, "Les idées économiques d'Esdras Minville des débuts à la maturité (1923-36)", Action nationale, vol. 65, nos. 9-10, mai-juin 1976.

Hébert, Gérard, "Les hôpitaux, les syndicats et l'Etat", Relations, vol. 25, no. 299, novembre 1965.

Kattan, Naim, "Le nationalisme change de visage", Cité libre, septembre-octobre 1966.

Kaufman, R.R., "The Patron-Client Concept and Macro-Politics: Prospects and Problems", Comparative Studies in Society and History, vol. 16, 1974.

_____, Geller, D.S., et H.I. Chernotsky, "A Preliminary test on the Theory of Dependency", Comparative Politics, vol. 7, 1975.

Kelly, G.A., "French Canada's New Left", Orbis, vol. 9, no. 2, été 1965.

Kostakeff, Georges, "Marxisme et créditisme", Parti-Pris, vol. 3, no. 8, mars 1966.

Kowaluk, Lucia, et Dorothy Rosenberg, "The James Bay Development: A Troja Horse", Our Generation, vol. 9, janvier 1973.

Kwavnick, David, "Pressure Group Demands and the Struggle for Organizational Status: the Case of Organized Labour in Canada", Revue canadienne de science politique, vol. III, 1970.

_____, "Pressure Group Demands and Organizational Objectives: the C.N.T.U., the Lapalme Affair and National Bargaining Units", Revue canadienne de science politique, vol. 6, no. 4, December 1973.

_____, "Québec and the Two Nations Theory: A Re-Examination", Queen's Quarterly, vol. 81, no. 3, 1974.

Kwavnick, David, "The Roots of French-Canadian Discontent", Revue canadienne de science politique et d'économique, vol. 31, no. 4, 1965.

Lagueux, Maurice, "Dogmes d'hier et foi d'aujourd'hui", Cité libre, no. 3, février 1967.

Lalonde, Michèle, "Entre le goupillon et la tuque", Maintenant, nos. 137-138, juin-septembre 1974.

Lamarche, Jacques, "Réflexions d'un adulte sur sa jeunesse nationaliste", Cité libre, no. 2, novembre-décembre 1966.

La Palombara, Joseph, "The Utility and Limitations of Interest Group Theory in Non-American Field Situations", Journal of Politics, vol. XXII, 1960.

Lapierre, Laurier, "Le séparatisme and French Canadians", Canadian Forum, vol. 41, janvier 1962.

Latham, E., "The Group Basis of Politics", American Political Science Review, vol. 46, June 1952.

Latouche, Daniel, "Anti-séparatisme et messianisme au Québec depuis 1960", Revue canadienne de science politique, vol. 3, no. 4, décembre 1970.

_____, "La vraie nature de... la Révolution tranquille", Revue canadienne de science politique, vol. 7, no. 3, septembre 1974.

_____, "Syndicalisme étudiant", Maintenant, no. 40, avril 1965.

Laurendeau, André, "Nationalisme et séparatisme", Action nationale, vol. 44, no. 7, 1955.

Lauzon, Adèle, "The New Left in Québec", Our Generation, vol. 7, no. 1, janvier-février 1970.

Lavallée, Marc, "Le R.I.N. est d'orientation socialiste", Socialisme, nos. 12-13, avril-juin 1967.

Leduc, Jean, "La décléricalisation du Québec", Cité libre, no. 41, novembre 1961.

Lefebvre, J.P., "Etat, s'abstenir", dans Magazine Maclean, novembre 1972.

Lefebvre, Pierre, "Croyance et révolution", Parti-Pris, vol. 2, no. 8, avril 1965.

Legaré, Jacques, "Le champ de bataille scolaire", La revue scolaire, vol. 26, no. 10, juin 1976.

Léger, Jean-Marc, "Aspects of French Canadian Nationalism", University of Toronto Quarterly, vol. 27, no. 3, avril 1958.

Léger, Jean-Marc, "Le néo-nationalisme: où conduit-il?", dans Les nouveaux Québécois, rapport du 3e congrès des Affaires canadiennes, Québec, Presses de l'Université Laval, 1964.

_____, "Paradoxe d'une révolution ou le temps des illusions", Recherches sociographiques, vol. 7, nos. 1-2, janvier-août 1966.

Lehmbruch, Gerhard, "Liberal Corporatism and Party Government", Comparative Political Studies, vol. 10, no. 1, avril 1977.

Lemarchand, R. et K. Legg, "Political Clientelism and Development", Comparative Politics, vol. 4, 1972.

Lemieux, Robert, "L'enseignement religieux en mutation", Maintenant, no. 85, avril 1969.

Lemire, Maurice, "Les avatars de notre nationalisme", Action nationale, vol. 57, no. 5, janvier 1968.

Lévesque, Albert, "Notre solidarité nationale", Action canadienne-française, vol. 20, octobre 1928.

Levin, A.E., "Social Responsibility is Everybody's Business", Canadian Banker, vol. 79, juillet-août 1972.

Liberté, "Le Mouvement laïque, deux ans après", Liberté, vol. 5, no. 3, 1963.

Loranger, Jean-Guy, "Québécutude et socialisme québécois", Socialisme, no. 18, juillet-septembre 1969.

Luttles, N.R., et Harman Zeigler, "Attitude Consensus and Conflict in an Interest Group: An Assessment of Cohesion", American Political Science Review, vol. 60, 1966.

MacKenzie, W.J.M., "Pressure Groups: the Conceptual Framework", Political Studies, vol. III, 1955.

Macleod, Alex, "Nationalism and Social Class: The Unresolved Dilemma of the Quebec Left", Revue d'études canadiennes, vol. 8, no. 4, novembre 1973.

Magnuson, Roger, "Education and Society in Québec in the 1970's", Journal of Educational Thought, no. 7, 1970.

Maheu, Louis, "Problème social et naissance du syndicalisme catholique", Sociologie et sociétés, vol. 1, no. 1, mai 1969.

Maheu, Pierre, "Laïcité 1966", Parti-Pris, vol. 4, no. 1, septembre-octobre 1966.

_____, "La protection de l'Etat", Parti-Pris, vol. 3, nos. 3-4, octobre-novembre 1965.

_____, "Leur democracy", Parti-Pris, vol. 1, no. 6, mars 1964.

_____, Racine Luc et Gaëtan Tremblay, "Bilan du cléricalisme", Parti-Pris, vol. 4, nos. 3-4, novembre-décembre 1966.

Maheux, Arthur, "French Canadians and Democracy", University of Toronto Quarterly, vol. 27, no. 3, avril 1958.

Major, André, "Jeunesse québécoise et morale de l'école", Maintenant, no. 12, décembre 1962.

_____, "Un long détour", La barre du jour, nos. 31-32, hiver 1972.

Mankoff, Milton, "Power in Advanced Capitalist Society: A Review Essay on Recent Elitist and Marxist Criticism of Pluralist Theory", Social Problems, vol. 17, 1970.

Marchand, Jean, "Il faut sortir de l'anarchie actuelle", Le Travail, vol. 39, no. 4, avril 1963.

Marcotte, Marcel, "Les droits de l'Etat dans l'éducation", Relations, vol. 18, no. 210, juin 1958.

Marion, Séraphin, "Libéralisme canadien-français d'autrefois et d'aujourd'hui", Cahier des dix, no. 27, 1962.

McAndrew, Michael, "Le syndicalisme étudiant québécois", Parti-Pris, vol. 2, no. 6, février 1965.

McKinsey, L.S., "Dimensions of National Political Integration and Desintegration - Case of Québec Separatism: 1960-75", Comparative Political Studies, vol. 9, no. 3, 1976.

Meynaud, Jean, "Le programme économique du P.Q.", Maintenant, no. 94, mars 1970.

Migné, Jean-Luc, "Socialisme québécois", Socialisme québécois, vol. 21-22, no. 1, avril 1971.

_____, "Une crise de la démocratie libérale?", Relations, no. 364, octobre 1971.

_____, "Le nationalisme, l'unité nationale et la théorie économique de l'information", Revue canadienne d'économie, vol. 3, mai 1970.

Miaville, E., "L'organisation corporative sur le plan nation canadienne-française", Action nationale, vol. XIII, 1936.

Mobilisation, "Le 4e congrès du P.Q.: un programme pour le développement d'une bourgeoisie nationale", Mobilisation, vol. 2, no. 3, mars 1973.

Monière, Denis, "La renaissance du mysticisme", Chroniques, nos. 18-19, juin-juillet 1976.

_____, "Trajectoires du nationalisme québécois", Oyul, vol. 3, no. 3, mars-avril 1975.

Moore, Marie-France, "Mainmise, version québécoise de la contre-culture", Recherches sociographiques, vol. 14, no. 3, septembre-décembre 1973.

Morin, Jacques-Victor, "Propos sur le syndicalisme et la question nationale", Parti-Pris, vol. 2, no. 6, 1966.

Morin, Jacques-Yvan, "Du nationalisme duplessiste au nationalisme progressiste", Maintenant, no. 100, novembre 1970.

Morris, Desmond, "Advertisers Don't Use Pressure", Canadian Forum, July 1969.

Morris, Leslie, "Révolution nationale et démocratique au Canada français", World Marxist Review/La nouvelle revue internationale, no. 73, septembre 1964.

Myre, André, "Dieu, les chrétiens et l'indépendance du Québec", Relations, no. 386, octobre 1973.

Nedelman, Birgitta et K.G. Meiser, "Theories of Contemporary Corporation: Static or Dynamic?", Comparative Political Studies, vol. 10, no. 1, April 1977.

Neil, R.F., "Pensée économique au Québec", Revue d'études canadiennes, août 1969.

Nettl, J.P., "Consensus or Elite Domination: The Case of Business", Political Studies, vol. 13, février 1965.

_____, "The State as a Concept Variable", World Politics, vol. 20, 1968.

Newton, R.C., "On Functional Groups, Fragmentation and Pluralism in Spanish American Political Society", in Hispanic American Historical Review, vol. 50, 1970.

Normand, Bernard, "Les classes moyennes au Québec", Relations, no. 383, juin 1973.

Oliver, Michael, "Québec and Canadian Democracy", Canadian Journal of Economics and Political Science, vol. 23, no. 4, 1957.

O'Neill, Louis, "Ambivalence du sentiment nationaliste", Perspectives sociales, vol. 20, no. 3, mai-juin 1965.

_____, "La dimension horizontale dans l'Eglise", Cité libre, no. 27, mai 1960.

_____, "L'Eglise du Québec et la Révolution tranquille", Perspectives sociales, vol. 24, no. 6, novembre-décembre 1969.

_____, "La séparation de l'Eglise et de l'Etat", Maintenant, no. 39, mars 1965.

Ouellet, Fernand, "Les fondements historiques de l'option séparatiste dans le Québec", Liberté, vol. 21, mars 1962.

_____, "Violence, révolution, terrorisme", Liberté, vol. 12, nos. 5-6, septembre-décembre 1970.

Païement, G., "Les groupes nouveaux au Québec. Analyse morphologique", Relations, janvier 1974.

Palard, Jacques, "L'Eglise catholique québécoise entre l'unité et le 'pluralisme'", Etudes canadiennes/Canadian Studies, Bulletin interdisciplinaire des études canadiennes en France, 1977 (no. 3).

Paltiel, Khayyam Z. et Clinton Archibald, "L'évolution de l'idée corporatiste au Canada", Etudes canadiennes, numéro spécial, Actes du colloque de Mons ("la vie politique au Canada"), Bordeaux, Association française des Etudes canadiennes, 1979.

Panitch, Leo, "The Development of Corporatism in Liberal Democracies", Comparative Political Studies, vol. 10, no. 1, avril 1977.

Paquet, Gilles, "Les nouveaux hommes en blanc: l'Etat", Maintenant, no. 63, mars 1967.

Paré, René, "Comment devenir maîtres chez-nous", Revue Commerce, vol. 65, mars 1963.

Parizeau, Jacques, "Evolution économique depuis 10 ans et problèmes actuels", Relations, vol. 24, no. 344, décembre 1969.

Payette, André, "Retour à la démocratie", Liberté, no. 39, mai-juin 1965.

Pellerin, Jean, "La réaction tranquille", Cité libre, vol. 15, no. 76, avril 1965.

_____, "Un prosélytisme de gauche", Cité libre, no. 73, janvier 1965.

Pelletier-Baillargeon, Hélène, "L'exode vers les collèges privés: l'échec de la participation scolaire", Maintenant, février 1973, (no. 123).

Pelletier, Gérard, "Parti-Pris ou la grande illusion", Cité libre, no. 66, 1964.

Pelletier, Jacques, "La relève: une idéologie des années 1930", Cahiers de l'Université du Québec, no. 30, 1972.

Pérusse, N., "Dépolitisation du syndicalisme", Maintenant, no. 23, novembre 1962.

Pike, F., "The New Corporatism: Social and Political Structures in the Iberian World", Review of Politics, vol. 36, 1974 (special edition January 1974).

Pinard, Maurice et Richard Hamilton, "The Independence Issue and the Polarization of the Electorate: The 1973 Québec Election", Revue canadienne de science politique, vol. 10, no. 2, juin 1977.

_____, "Working-Class Politics: An Interpretation of the Québec Case", Canadian Review of Sociology and Anthropology, vol. 7, no. 1, février 1973.

Piotte, Jean-Marc, "Du duplessisme au F.L.Q.", Parti-Pris, vol. 1, no. 1, octobre 1963.

_____, "L'option politique du B.A.E.Q.", Parti-Pris, vol. 3, no. 10, mai 1966.

_____, "Sens et limites du néo-nationalisme", Parti-Pris, vol. 4, no. 1, 1966.

_____, "Un appui critique à la néo-bourgeoisie", Parti-Pris, vol. 2, no. 3, novembre 1964.

Power, C.G., "Québec Nationalism in my Time", Queen's Quarterly, vol. 75, no. 1, printemps 1968.

Presthus, Robert, "Interest Groups at the Canadian Parliament: Activities, Interaction, Legitimacy and Influence", Revue canadienne de science politique, vol. IV, décembre 1971.

Prieur, Claude, "La Caisse de dépôt et de placement", Forcès, no. 11, 1970.

Prucel, S.K., "Authoritarianism", Comparative Politics, vol. 5, 1973.

Racette, J., "Le rapport Parent et notre destin national", Relations, no. 292, avril 1965.

Racine, Luc, "De la souveraineté-association au socialisme à la suédoise", Parti-Pris, vol. 5, no. 4, décembre 1967.

Raynauld, André, "La propriété et la performance des entreprises dans le Québec", Etudes internationales, vol. II, no. 1, mars 1971.

Rebond, Louis, "Les petites et moyennes entreprises", Relations, no. 309, octobre 1966.

Rémy, J., J.P. Hiernaux, E. Servais, "Le phénomène paroissial aujourd'hui. Eléments pour une interrogation sociologique", Lumière et vie, juin-juillet 1975, (no. 123).

Richert, Jean-Pierre, "Political Socialization in Québec", Revue canadienne de science politique, vol. 6, no. 2, juin 1973.

Rioux, Marcel, "Conscience ethnique et conscience de classe au Québec", Recherches sociographiques, vol. 6, no. 1, janvier-avril 1965.

_____, "Idéologie et crise de conscience du Canada français", Cité libre, no. 14, décembre 1955.

_____, "Sur l'évolution des idéologies au Québec", Revue de l'Institut de sociologie, vol. 41, no. 1, 1968.

Rochefort, Jean, "Aux camarades de Parti-Pris", Révolution québécoise, vol. 1, no. 3, novembre 1964.

Rocher, Guy, "Les recherches sur les occupations et la stratification", Recherches sociographiques, vol. III, nos. 1-2, 1962.

Rossinger, André, "Autopsie du 5 juin et l'éclipse", Cité libre, vol. 16, nos. 88-89, 1966.

Roussopoulos, Dimitries, "Social Classes and Nationalism in Québec", Our Generation, vol. 8, no. 2, avril 1972.

Roy, Jean-Louis, "Dynamique du nationalisme québécois: 1945-70", Revue canadienne des études sur le nationalisme, vol. 1, no. 1, août 1973.

Ryan, Claude, "Les classes moyennes au Canada-français", Action nationale, vol. 25, mars 1950.

_____, "Les laïcs et l'évolution de l'Eglise au Québec", Relations, vol. 26, no. 302, février 1966.

Ryerson, S.B., "Le social et le national dans le Réveil québécois", dans H.A. Malek, directeur, Sociologie de l'impérialisme, Paris, Anthropos, 1971.

Saint-Pierre, Céline, "Idéologies et pratiques syndicales au Québec dans les années '30", Sociologie et sociétés, vol. VII, no. 2, pp. 6-32.

Savard, Louis, "Une idéologie de transition: du nationalisme à une nouvelle définition du politique", Recherches sociographiques, vol. 4, no. 2, mai-août 1963.

Schmitter, Philippe C., "Modes of Interest Intermediation and Models of Societal Change in Western Europe", Comparative Political Studies, vol. 10, no. 1, April 1977.

Sills, David, "Voluntary Associations: Instruments and Objects of Change", Human Organization, vol. 18, no. 1, 1959.

Singer, H.L., "Internal Conflicts Within the Parti Québécois", Dalhousie Review, vol. 57, no. 1, printemps 1977.

Socialisme québécois, "Québec 70: la réaction tranquille", nos. 21-22, avril 1971.

Stryckman, P., "Réformes diocésaines et démocratisation. Opinion des prêtres du Canada", Actes de la 11e conférence internationale de sociologie religieuse, 1971.

Taylor, Charles, "Nationalism and the Political Intelligentsia", Queen's Quarterly, vol. 72, no. 1, 1965.

Taylor, M.G., "The Role of the Medical Profession in the Formulation and Execution of Public Policy", Canadian Public Administration, vol. 3, 1960.

Thompson, Mark, "Le syndicalisme québécois dans le contexte nord-américain", Choix, no. 7, 1975.

Thorburn, H.G., "Pressure Groups in Canadian Politics", Revue canadienne d'économie et de science politique, vol. 30, 1964.

Townson, Frank W., "The Labour Federations as Pressure Groups", dans D.C. Rowat, éd., Provincial Government and Politics: Comparative Essays, Carleton University, Ottawa, 1972.

Tremblay, Gaétan, "Les ambiguïtés du néo-cléricalisme", Parti-Pris, vol. 4, nos. 3-4, novembre-décembre 1972.

_____, "L'initiative politique appartient de plus en plus aux syndicats", Parti-Pris, vol. 4, no. 1, septembre-octobre 1966.

Tremblay, Louis-Marie, "L'évolution du syndicalisme dans la Révolution tranquille", Relations industrielles, vol. 22, no. 1, janvier 1967.

Trudeau, P.E., "L'aliénation nationaliste", Cité libre, no. 35, mars 1961.

_____, "Les séparatistes: des contre-révolutionnaires", Cité libre, no. 67, mai 1964.

_____, "Some Obstacles to Democracy in Québec", Canadian Journal of Economics and Political Science, août 1958.

Vadeboncoeur, Pierre, "Le P.S.Q., un choix irrévocable", Le Peuple, vol. 1, no. 1, 1963.

Vaillancourt, Mathieu, "La distribution des pouvoirs à la Confédération des syndicats nationaux", Relations industrielles, vol. 23, no. 1, janvier 1968.

Vaillancourt, Yves, "Les chrétiens et l'engagement socio-politique: une lecture d'un politisé chrétien", Relations, janvier 1972 (no. 367).

Vallières, Pierre, "Le parti socialiste du Québec à l'heure de la Révolution tranquille", Cité libre, no. 63, janvier 1964.

_____, "Québec; Nationalism and the Working Class", Monthly Review, vol. 16, no. 10, 1965.

Verba, S., et al., "The Modes of Participation: Continuities in Research", Comparative Political Studies, vol. 6, 1973.

Wallot, Jean-Pierre, "Le Canada-français: classes sociales, idéologies et infériorités économiques", Revue d'histoire de l'Amérique française, vol. 20, no. 3, décembre 1966.

Walsh, Jeannette, "La question nationale et la lutte des classes", Horizons, no. 22, été 1967.

Warriver, C.K., et J.E. Pather, "Four Types of Voluntary Association", Sociological Inquiry, 1965.

Watkins, Alan, "The Decline of the Pressure Group", Spectator, December 17, 1965, no. 7173.

Weiner, Myron, "Political Participation: Crisis of the Political Process", in Crises and Sequences in Political Development, (Leonard Binder, et al.), Princeton University Press, Princeton, 1971.

Wiarda, H.J., "Toward a Framework for the Study of Political Change in the Iberic-Latin Tradition: The Corporative Model", World Politics, vol. 25, 1973.

Winock, Michel, "La question nationale au Québec", Esprit, no. 4, avril 1970.

Woodrow, A., "'Politiques' et 'charismatiques', les frères ennemis", Autrement, février 1977 (no. 8).

Zolberg, Aristide, "Les nationalismes et le nationalisme québécois", Choix, no. 7, 1975.

3. Les documents officiels

Cardinal Villeneuve, J.M. Rodrique, Mandements, lettres pastorales et circulaires des évêques du Québec, XV, Québec, Chancellerie de l'archevêché, 1940.

Corporation des Agronomes, Au service de l'agriculture, Québec, Action catholique, 1940.

Diocèse de Montréal, Mandements, lettres pastorales, circulaires et autres documents publiés dans le diocèse de Montréal, vol. XVIII, Montréal, Chancellerie de l'archevêché.

Gouvernement du Canada, Groupe de coordination sur l'unité nationale, Observations préliminaires sur les comptes économiques du Québec, Ottawa, avril 1977.

Gouvernement du Québec, Annuaire du Québec, Editeur officiel, annuel, (1970-1980).

_____, Bâtir le Québec, énoncé de politique, Québec, (Editeur officiel), 1979.

_____, Bibliothèque de la législature, Le référendum: bibliographie sélective et annotée, Québec, 1977.

_____, Bureau de la statistique, Analyse inter-sectorielle de l'économie du Québec, Québec, Editeur officiel, 1974.

Gouvernement du Québec, Bureau de la statistique, Les caisses populaires au Québec: 1953-1962, Québec, 1965.

_____, Bureau de la statistique, Conditions de travail au Québec pour des activités économiques choisies, Québec, Editeur officiel, 1972.

_____, Bureau de la statistique, (Division de la démographie), Perspectives démographiques; 1961-2001, Québec, 1968.

_____, Bureau de la statistique, (Division de la démographie), Exode rural et déféminisation des campagnes, Québec, 1973.

_____, Bureau de la statistique, Etat financier des corporations scolaires: 1915-1959, Québec, Imprimeur du Roi, 1952.

_____, Bureau de la statistique, Rapport annuel, Québec, Editeur officiel, 19xx.

_____, Bureau de la statistique, Répertoire des caisses d'épargne et de crédit, Québec (s.d.).

_____, Cazes, Paul de, Code de l'instruction publique de la province de Québec, comprenant les lois scolaires, 2e édition, Québec, Darveau, 1890.

_____, Code de procédure civile, Québec, Imprimeur de la Reine, 1965.

_____, Commission consultative de l'enseignement privé, Rapport, Québec, Editeur officiel, 1970.

_____, Commission d'enquête Brossard sur l'affaire Coffin, Rapport, Québec, Office d'information et de publicité, 1964.

_____, Commission d'enquête sur l'enseignement des arts, Rapport, Québec, Editeur officiel, 1968.

_____, Commission d'enquête sur l'observance du dimanche dans les usines de pâtes et papiers, Rapport, Québec, 1966.

_____, Commission d'enquête sur la situation de la langue française et sur les droits linguistiques, Rapport, Québec, Editeur officiel, 1973.

_____, Commission d'enquête sur le commerce du livre dans la province de Québec, Rapport, Montréal, 1963.

Gouvernement du Québec, Commission d'enquête sur le crime organisé, CECO: Rapport officiel; la lutte au crime organisé, Montréal, Stanké et Editeur officiel, 1976.

_____, Commission d'enquête sur les faillites, liquidations, concordats et cessions de biens, Rapport, Québec, 1965.

_____, Commission d'enquête sur les méthodes utilisées au Département de la colonisation et au Service des achats du gouvernement, Rapport, Québec, 1963.

_____, Commission d'étude sur les hôpitaux psychiatriques, Rapport, Québec, 1962.

_____, Commission d'étude du système administratif de la cité de Québec, Rapport, Québec, 1964.

_____, Commission d'étude du système administratif de Montréal, Rapport, Québec, 1960, 1961.

_____, Commission d'étude sur l'intégrité du territoire du Québec, Rapport, Québec, 1968.

4. _____, Commission de développement de la région de Montréal, Rapport final, Montréal, Institut national de la recherche scientifique, 1971.

_____, Commission de refonte des lois municipales, Rapport des commissaires chargés de la refonte des lois municipales, Québec, Editeur officiel, 1974.

_____, Commission de réforme du code civil, Rapport du comité des régimes matrimoniaux, Montréal, 1966.

_____, Commission des assurances sociales, Rapports et appendices, Québec, 1930-33 (Edouard Montpetit, président).

_____, Commission des droits de la personne, La charte des droits et libertés de la personne et la commission des droits de la personne, loi adoptée le 27 juin 1975 par l'Assemblée nationale, Québec, Commission des droits de la personne, 1976.

_____, Commission des relations de travail, Décisions de la Commission, Québec, ministère de la Main-d'oeuvre et du travail, 1969.

Gouvernement du Québec, Commission provinciale d'urbanisme, Rapport, Québec, Imprimeur de la Reine, 1968.

_____, Commission royale d'enquête sur la fiscalité, Rapport, Québec, Imprimeur de la Reine, 1965 (rapport Bélanger).

_____, Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels, Rapport, Québec, 1956 (rapport Tremblay).

_____, Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre, Conseil du patronat du Québec, Analyse non-exhaustive de l'avant-projet de loi modifiant la loi des accidents du travail au Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre, 24 octobre 1978, Montréal, 1978.

_____, Conseil d'orientation économique, Croissance économique du Québec: 1956-70, Québec, 1965.

_____, Conseil d'orientation économique, Documents de base en vue de la planification, reçus et adoptés en Assemblée régulière, le 26 septembre 1962, Québec, 1962.

_____, Conseil d'orientation économique, Illustration graphique de la croissance économique du Canada; 1946-70, Québec, 1965.

_____, Conseil d'orientation économique, Bureau d'étude en aménagement régional, Perspectives théoriques et études de quatre C.E.R., (par Louise Chabot et Gerald Fortin), Québec, 1968.

_____, Conseil d'orientation économique, Bureau d'étude en aménagement régional, L'activité gouvernementale, (par André Gélinas et Yvon Tremblay), Québec, 1968.

_____, Conseil d'orientation économique, Bureau d'étude en aménagement régional, La main-d'oeuvre dans la planification régionale, (par Louis Savard et Camille Legendre), Québec, 1968.

_____, Conseil de l'instruction publique, Règlements du comité catholique de l'instruction publique de la province de Québec, Québec, 1930.

_____, Conseil de la protection du consommateur, Rapport, Québec, 1972.

_____, Conseil des Affaires sociales et de la famille, Les objectifs, Québec, Editeur officiel, 1972.

Gouvernement du Québec, Conseil exécutif, La nouvelle entente Québec-Canada: proposition du gouvernement du Québec pour une entente d'égal à égal; la souveraineté-association, Québec, Editeur officiel, 1979.

_____, Conseil législatif, Journaux du Conseil législatif, Québec, Imprimeur de la Reine, (1867-1968), 1968.

_____, Conseil supérieur de l'éducation, L'enseignement face à l'évolution sociale et scolaire: Rapport 1965, 66, 67, Québec, Imprimeur de la Reine, 1968.

_____, Conseil supérieur de l'éducation, L'Etat et les besoins de l'éducation; Rapport, Québec, 1975.

_____, Conseil supérieur de l'éducation, La participation au plan scolaire; Rapport annuel 1964-65, Québec, Imprimeur de la Reine, 1966.

_____, Conseil supérieur de l'éducation, Rencontre de consultation 1979: l'égalité des chances en éducation: compte rendu de la rencontre tenue à Montréal, les 7, 8, 9 mars 1979, Québec, 1979.

_____, Conseil supérieur de l'éducation, Le comité catholique: voies et impasses, Montréal, Editeur officiel, 1975.

_____, Conseil supérieur de l'éducation, La participation des parents dans les comités d'école, (direction de la recherche), Québec, 1979.

_____, Cour de séance de quartier de la paix, District de Québec, Représentations, Québec, 1949.

_____, Cour supérieure, La Baie James indienne: texte intégral du jugement du juge Albert Malouf, Montréal, Editions du Jour, 1973.

_____, Développement-Québec, revue mensuelle de l'Office de planification et de développement du Québec, vol. I à vol. VIII, 1973-1980.

_____, Direction générale des relations de travail, Cahier des décisions sur les conflits des relations de travail dans la fonction publique, Québec, 1967.

_____, Discours du budget, (années 1930-1980), Québec, Imprimeur de la Reine (Editeur officiel après 1968).

Gouvernement du Québec, Implantation d'un système de budget par programmes (P.P.B.) au gouvernement du Québec, Québec, (Conseil du Trésor), 1971, 2 volumes.

_____, Journal des débats, Assemblée nationale, Québec, 1968-1980.

_____, La revalorisation du pouvoir municipal, A - réforme fiscale: 1 - fondements et principes; 2 - le projet; B - démocratie: 1 - mécanismes électoraux; 2 - mécanismes de décision; C - décentralisation: 1 - perspective communautaire nouvelle; 2 - expériences étrangères. Document de référence préparé par le ministère des Affaires municipales et déposé par le Secrétariat des Conférences socio-économiques à la Conférence Québec-Municipalités, Québec, les 9, 10, 11 juin 1978.

_____, Le travail, point de vue sur notre réalité, document de travail no. 1, pour le sommet économique du Québec, Editeur officiel du Québec, mai 1977.

_____, Ministère de l'Agriculture, Document de consultation sur la protection du territoire agricole, Québec, 1977.

_____, Ministère d'Etat au développement culturel, La politique québécoise de la langue française, Québec, Editeur officiel, 1977.

_____, Ministère d'Etat au développement social, Santé et sécurité au travail: politique québécoise de la santé et de la sécurité des travailleurs, Québec, Editeur officiel, 1978.

_____, Ministère de l'Education, Les besoins financiers de l'éducation au Québec: 1964-67: problèmes et options, Québec, 2e édition, 1964.

_____, Ministère de l'Education, Comité d'implantation de la télévision éducative pour la formation des adultes, (Projet multi-média de formation pour le développement des ressources humaines du Québec), Rapport final, Québec, 1970.

_____, Ministère de l'Education, Recueil des lois de l'éducation, (codifications administratives), Québec, 1970 (préparé par Roch Lefebvre.

_____, Ministère de l'Education, L'instruction publique: revue pédagogique du Département de l'instruction publique, vol. 1, no. 1 (septembre 1956), vol. 9, no. 4 (juin 1965), Québec.

Gouvernement du Québec, Ministère de l'Éducation, Règlements du ministre de l'Éducation, (Règlements connus avant le 13 mai 1964), Québec, 1964.

_____, Ministère de l'Industrie et du Commerce, L'avenir économique et social des Cantons de l'Est; un problème typique de planification régionale de la province de Québec, Québec, 1960.

_____, Ministère des Affaires culturelles, Rapport d'étude sur le patrimoine immobilier déposé au ministère des Affaires culturelles, Montréal, Centre de recherche, innovations urbaines, 1977.

_____, Ministère des Affaires municipales, Marche à suivre et document requis pour l'érection d'un territoire non-organisé en municipalité, Québec, 1965.

_____, Ministère des Affaires municipales, Le régime municipal de la province de Québec, Québec, 1964.

_____, Ministère des Affaires municipales, Proposition de réformes de structures municipales; Québec, Editeur officiel, 1971 (Rapport Tessier).

_____, Ministère des Mines, Règlements concernant la salubrité et la sécurité du travail dans les mines et carrières, Québec, 1940.

_____, Ministère du Conseil exécutif, Secrétariat permanent des conférences socio-économiques, Le bilan des conférences socio-économiques du Québec, de mai 1977 à décembre 1978, mars 1979.

_____, Ministère de l'Industrie et du Commerce, Comptes économiques du Québec et sur les revenus et dépenses de l'administration fédérale au Québec, Québec, mars 1977.

_____, Ministère du Travail, Loi des syndicats professionnels, Québec, Imprimeur de la Reine, 1966.

_____, Ministère du Travail et de la Main-d'œuvre, Québec-Travail, Québec, Service des communications, 1964.

_____, Office de planification, Les conseils économiques régionaux au Québec: historique, nature, orientation-relations avec le gouvernement, Québec, 1969.

_____, Office de planification et de développement, Document d'information sur quelques associations volontaires québécoises, Québec, 1969.

Gouvernement du Québec, Président général des élections, Résultats officiels (après chaque élection), 1930-1981, Québec, Editeur officiel.

_____, Prospective socio-économique du Québec, première étape, Québec, Office de planification et de développement du Québec, 1977.

_____, Rapport de la Commission royale d'enquête sur l'enseignement dans la province de Québec, Québec, tome I (1965), tome II (1965), tome II, suite (1966), tome III, suite (1966), tome IV (1966).

_____, Rapport de la Commission d'enquête sur la santé et le bien-être (Commission Castonguay-Nepveu), Québec, 1970 (28 annexes, publiées en volumes séparés).

_____, Rapport de la Commission d'enquête sur l'exercice de la liberté syndicale dans l'industrie de la construction, (Commission présidée par le juge Robert Cliché), Québec, (Editeur officiel), 1975.

_____, Rapport du comité d'étude sur l'assistance publique, (Rapport Boucher), Québec, 1963.

_____, Rapport du Comité d'étude sur les institutions financières, Québec, Editeur officiel, 1969.

_____, Rapport du Comité d'étude sur les loisirs, l'éducation physique et les sports, Québec, Imprimeur de la Reine, 1964.

_____, Rapport du Comité des objectifs de l'enseignement supérieur (Rapport du Conseil des universités), Québec, Editeur officiel, 1973.

_____, Rapport sur le sommet économique, no. 4, Editeur officiel du Québec, mai 1977.

_____, Règles de pratique de la Commission des services publics du Québec, Québec, 1920.

_____, Revue O.S.E., vol. 1 à vol. 6, publiée par le secrétariat des conférences socio-économiques, 1978 à 1980.

_____, Secrétariat permanent des conférences socio-économiques, Conférence au sommet de Montebello; Rapport des délibérations, 2e trimestre 1979.

Parti libéral du Québec, Manifeste libéral, Québec, 1962.

_____, Programme officiel, Québec, 1960.

Parti Québécois, Le programme du Parti Québécois, "La solution", présenté par René Lévesque, Montréal, Editions du Jour, 1970.

_____, Les dossiers du 4e congrès du P.Q., Montréal, Les Editions du Parti Québécois, 1972.

_____, Programme officiel du Parti Québécois, Montréal, Editions du Parti Québécois, édition 1978.

Service extérieur d'éducation populaire de l'Université Laval, Lettre pastorale collective de leurs Excellences Nos Seigneurs les Archevêques et évêques de la province civile de Québec, ("Le problème ouvrier en regard de la doctrine sociale de l'Eglise"), Québec, Université Laval, 1950.

END

0 6 1 0 6 8 3

FIN